

INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPEEN

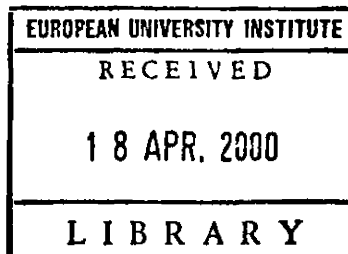
DEPARTEMENT DE SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

**La mémoire socialiste.  
Un cas d'étude sociologique  
du rapport au passé**

Philippe Marlière

Thèse présentée en vue de l'obtention du titre de  
Docteur en Sciences Politiques et Sociales de  
l'Institut Universitaire Européen

Florence  
Mai 2000



dc P







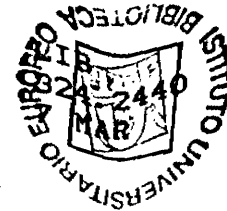


**institut Universitaire Européen**

**Département des Sciences Politiques et Sociales**

32  
19.05.00

**La mémoire socialiste.  
Un cas d'étude sociologique  
du rapport au passé**



**Philippe Marlière**

Thèse présentée pour l'obtention  
du doctorat en sciences politiques et sociales

Sous la direction de  
**Monsieur le professeur Steven Lukes**

*Jury*

**David Hanley**  
University of Cardiff

**Sudhir Hazareesingh**  
Balliol College, Oxford

**Steven Lukes**  
Institut Universitaire Européen,  
Florence  
Università di Siena

**Yves Mény**  
Institut Universitaire  
Européen, Florence

Florence  
Mai 2000



Je veux bien mourir, mais je veux mourir après les élections municipales! A partir du moment où je peux voter au deuxième tour, ça ira. Mais je vous défends de me momifier. Je vous vois arriver tous, à faire comme Lénine. Ils me mettent dans le milieu. «Qui c'est?» «Ah, c'est Julien D., on l'aimait bien». Ah, non! Pas de ça! Moi je vais mourir, je vais avoir un enterrement, tu vas même pas le savoir!

*Julien, ancien contrôleur principal du Trésor, adhésion à la section socialiste de Lille en 1933 (1908-1997)*

A la mémoire des vieux socialistes de coeur et d'action que j'ai interviewés pour ce travail.



## Remerciements

Ce travail est l'aboutissement de plusieurs années de recherche consacrées au Parti socialiste et au militantisme au sein de ce parti.

Je voudrais ici remercier les soixante et un militants, anciens ou plus récents adhérents du PS, qui ont accepté de me confier leurs souvenirs de parti. Sans leur concours, cette réflexion sur la mémoire collective socialiste n'aurait pu voir le jour.

Que soient aussi remerciés mes nombreux «contacts», dévoués et chaleureux, qui ont facilité mes rencontres avec les militants et m'ont renseigné sur le climat et les humeurs politiques propres aux sections de Lille et de Carmaux. Je pense en particulier à Martine Pottrain, Bernard Monneveux et Serge Etchebarne à Lille, Maryline et Dominique Boutonnet à Carmaux, André Fabre à Blayes-Mines et Patrick Trouche à Albi.

Je voudrais également exprimer ma gratitude à l'égard de Denis Lefebvre et de Frédéric Cépède de l'Office Universitaire de Recherche Socialiste, qui ont généreusement mis à ma disposition le plus beau fonds d'archives consacré au socialisme en France, et qui se sont intéressés depuis le début à la thématique de ma recherche. Ce travail m'a également mis en relation avec Jean-Michel Rosenfeld de la Fondation Jean-Jaurès et Alain Boscus, directeur du Centre National et Musée Jean-Jaurès à Castres. Qu'ils soient tous deux remerciés de leur aide amicale et précieuse.

Je dois aussi témoigner de l'assistance institutionnelle et intellectuelle que j'ai eu la chance de recevoir depuis dix ans. Tout d'abord, au Centre de Recherches Administratives, Politiques et Sociales de Lille qui m'a formé à la science politique: que soient particulièrement remerciés Jean-Louis Thiébault, Michel Hastings,

Christian-Marie Wallon-Leducq, Paul-Emmanuel Cambel et Régis Matuszewicz; à l'Université de Lille II où j'ai donné mes premiers enseignements, puis à l'Institut Universitaire Européen, l'institution qui m'a permis de terminer ce travail; enfin à University College London, où j'enseigne depuis 1994: je voudrais ici exprimer ma reconnaissance à Annette Lavers, George Paizis, Roland-François Lack et Hugh Clout.

La problématique de cette recherche doit beaucoup à Marc Sadoun, qui a contribué à éveiller mon intérêt pour la sociologie politique lorsque j'étais étudiant, et dirigé les premiers temps de ce travail. Mes remerciements vont également à Jean Blondel pour m'avoir accueilli et conseillé à l'Institut Universitaire Européen, ainsi qu'à Marc Lazar pour ses commentaires attentifs et ses encouragements.

Merci à Georges Ubbiali, Yves Sintomer, Daniel Cefaï et Fabrice Montebello pour leurs lectures et discussions sans concession, mais toujours amicales et riches en enseignements.

Je suis infiniment reconnaissant à Béatrice Muñoz de son aide dans la transcription de très nombreuses heures d'entretiens, travail ingrat et difficile dont elle s'est acquittée avec ténacité. Merci à Eva Breivik et à Marie-Ange Catotti de leur soutien et renseignements en vue de la préparation de la soutenance à l'Institut Universitaire Européen de Florence.

Je sais gré à Steven Lukes d'avoir dirigé cette thèse avec ouverture d'esprit et de m'avoir introduit et familiarisé aux débats anglo-américains sur la gauche et la social-démocratie. Je le remercie de ses conseils et du soutien non-dogmatique et constant qu'il m'a offert pendant la réalisation de ce travail.

Ce travail n'aurait pu être mené à son terme sans le soutien inconditionnel de Véronique Munoz-Dardé et d'Agueda Perez Muñoz.

# Table des matières

Page de garde	1
Remerciements	3
Table des matières	5
Introduction	11
<b>1ère PARTIE: LA MÉMOIRE COLLECTIVE EN THÉORIE</b>	<b>17</b>
<b>Chapitre Ier: La mémoire collective, maître-mot</b>	<b>19</b>
<b>Section I: Des usages abusifs de la notion de mémoire collective</b>	<b>21</b>
A. Métaphore vague et effet de mode	21
B. Instrumentalisation du passé	30
C. «Devoir de mémoire»	36
<b>Section II: Les présupposés de la démarche a-prioriste</b>	<b>43</b>
A. Pierre Nora et les lieux de la mémoire savante	43
B. Commémoration et mémoire	48
C. L'historien et la «stratégie Canada Dry»	54
<b>Chapitre II: Heuristique de la notion de mémoire collective</b>	<b>59</b>
<b>Section I: Maurice Halbwachs ou le parti-pris sociologique de la mémoire</b>	<b>61</b>
A. Les cadres sociaux de la pensée de Halbwachs	61
B. Au-delà des «représentations collectives»	64

C. Contre le «spiritualisme» bergsonien	68
D. La dynamique des cadres de la mémoire	74
E. Déplacement et dépassement de la problématique des <i>Cadres sociaux</i>	79
— Mémoire individuelle et mémoire collective	80
— Une communauté affective	82
— Mémoire, mémoire historique et mémoire collective	85
F. Intérêt heuristique de la théorie	92
— Eclatement en une multitude de «mémoires collectives»	92
— Socialisation et «mémoire vive»	94
 <b>Section II: Le passé incorporé et pratiqué</b>	 96
A. Histoire objectivée et histoire incorporée	97
B. Groupe social et structuration du groupe	102
C. L'avenir du passé	103
 <b>Chapitre III: Construction de l'objet</b>	 108
 <b>Section I: Mémoire historique et mémoire biographique</b>	 110
A. Les cadres de la mémoire historique	110
B. Les biographies orales ou la mémoire racontée	111
— Parole vraie ou artefact?	111
— Du point de vue de l'interviewee	117
 <b>Section II: <i>Fieldwork</i> en milieu partisan</b>	 120
A. Perspective ethnosociologique et observation participante	120
B. Mémoire et générations militantes	125
 <b>Section III: Grille de lecture</b>	 134
A. Les cadres de la mémoire objectivée	134
— Les sources écrites	134
— Les institutions de la mémoire socialiste	134
— Les paysages et micro-climats socialistes	134
B. Échantillon et entretiens	135
— La variable régionale	136
— six générations socialistes	137



— Caractéristiques de l'échantillon	138
— Représentativité de l'échantillon	139
— Conditions d'entretien	140
* Les informateurs	140
* Lieux et durée de l'entretien	141
* Test photographique	143
— Lecture et utilisation des entretiens	144
C. Hypothèses de recherche	146

## **IIè PARTIE: OBJECTIVER L'HISTOIRE SOCIALISTE** 149

### **Chapitre Ier: Les cadres de la mémoire historique du socialisme français** 151

<b>Section I: Histoire et tradition socialiste</b>	154
A. Théoriciens du socialisme et pensée socialiste	154
— Guesdisme et marxisme	155
— Possibilisme et socialisme municipal	157
— La synthèse jauréssienne	158
— Révisions doctrinales	161
* Henri de Man et le planisme	161
* Néo-socialistes et dérive fasciste	162
* Léon Blum ou le jauréssisme continué	163
* La réflexion autogestionnaire	166
* La «normalisation» du Parti socialiste	169
B. Identité socialiste et culture de gauche	172
— Le socialisme français ou l'impossible social-démocratie	172
— Laïcs et chrétiens	176
— La pastorale révolutionnaire	180
C. Un message exemplaire: pédagogie et militantisme	184
— Jean Jaurès: le «Discours à la jeunesse»	184
— Jean Jaurès et Jules Guesde: les «Deux méthodes»	187
— Léon Blum: le «Discours du Congrès de Tours»	190
<b>Section II: Histoire officielle: orthodoxie et hétérodoxie</b>	196
A. Le parti et son histoire	197

— L'histoire irracontable du parti	197
— Les centres de recherche et de formation au sein du Parti socialiste	203
* L'Institut Socialiste d'Etudes et de Recherches (ISER)	203
* La Commission Histoire du Parti socialiste	204
* La Commission Mémoire et Histoire	204
* Les publications du PS	207
B. Une «structure amie»: la Fondation Jean Jaurès	212
C. Une «structure rebelle»: l'Office Universitaire de Recherche Socialiste	216
— Un centre d'archives et de recherche universitaire	219
— Les publications de l'OURS	222
— L'OURS, lieu de mémoire historique socialiste?	228

## **Chapitre II: Lille et Carmaux en observation: Jalons préliminaires** 234

<b>Section I: Lille: Une social-démocratie militante</b>	236
A. Caractéristiques générales du socialisme septentrional	236
B. Bref profil sociologique de la section lilloise	238
C. Militantisme et ouvriérisme	240
D. Perspectives de terrain	243

<b>Section II: Carmaux: le mythe Jaurès</b>	247
A. Géopolitique du carmausin	247
B. Socialisme minier	248
C. Le mythe Jean Jaurès	251
— Déification et culte	252
— Le musée national Jean-Jaurès	256
D. Perspectives de terrain	257

### **III<sup>e</sup> PARTIE: SOUVENIRS DE SOCIALISMES VÉCUS ET PRATIQUÉS**

260

#### **Chapitre Ier: Mémoire militante et mémoire historique du parti**

262

##### **Section I: Les contours incertains de la mémoire historique**

264

A. Le Front populaire 265

B. La guerre d'Espagne 269

C. La Deuxième guerre mondiale 273

D. La guerre d'Algérie 281

E. Les événements de mai 68 283

F. Rencontres historiques 286

— Jean Jaurès dans la mémoire des carmausins 287

— Roger Salengro dans la mémoire des lillois 290

— Léon Blum dans la mémoire des lillois 294

— François Mitterrand, une mémoire ambivalente 298

— Maxime et l'ami Guy Mollet 301

##### **Section II: Courants et mémoires politiques**

307

A. Une mémoire de courants? 310

— Un fait urbain 311

— Laïcité et anticléricalisme 315

— L'arrivée des «cathos» 323

B. La SFIO et le PS: sur-valorisation et dé-valorisation de la mémoire partisane 325

— L'ambiance SFIO 326

— Etre concret 331

#### **Chapitre II: Les réseaux de la mémoire vive**

346

##### **Section I: Réseaux militants et positionnement dans le champ militant**

348

A. Le syndicat, cadre de socialisation et de mémoire politique 350

B. Les Jeunesses socialistes 366

C. Une mémoire festive 374

— Chants et chanteurs socialistes	376
— Louinou ou le socialisme gastronomique	383
— <i>Illusio</i> et illusion dans le champ	387
D. Les préposés à la mémoire	391
 <b>Section II: Atavismes socialistes</b>	 398
A. Transmission et héritage	398
— Entretiens à double voix	399
— Naître et mourir socialiste	402
 <b>Section III: Effets de lieux</b>	 408
A. La statue Jean Jaurès à Carmaux	408
B. La Coopérative de l'Union à Lille	415
 <b>Chapitre III: Le travail des cadres de la mémoire</b>	 423
 <b>Section I: Le Parti communiste pour se révéler à soi-même</b>	 425
A. Démocratie et totalitarisme	427
B. La loi d'airain du sinistrisme	436
C. Social-démocratisation et a-communisme	443
 <b>Section II: Jean Jaurès: sociologie d'une mythologie militante</b>	 455
A. Les cadres d'une sanctification politique	456
— «Jaurès, c'est notre Bon Dieu»	458
— La mémoire collective en «son et lumière»	463
 <b>Conclusion</b>	 480
 <b>Bibliographie</b>	 489

# Introduction

L'un des problèmes que présente la notion de mémoire est qu'elle constitue une «notion-carrefour»<sup>1</sup>: elle renvoie d'abord à un certain nombre de fonctions psychiques grâce auxquelles les êtres humains sont capables d'actualiser des impressions ou des informations passées. A ce titre, la mémoire intéresse la psychologie, la neurophysiologie ou encore la biologie.

Dans le champ des sciences sociales, la «mémoire» — à laquelle on adjoint souvent l'épithète «collective» — a fait une entrée remarquée il y a une vingtaine d'années déjà. S'agit-il d'un simple phénomène des temps, d'une mode passagère ou, au contraire, doit-on estimer que cet engouement pour le thème de la mémoire, participe d'une réflexion de fond sur le passé, l'histoire, le souvenir et l'oubli?

Cette recherche n'abordera pas directement ces questions, même si elle peut, en passant, y apporter quelques éléments de réponse. S'inscrivant dans une perspective sociologique, ce travail a pour objectif majeur de questionner l'utilisation d'un terme polysémique, qui revêt par conséquent des significations multiples. En d'autres termes, il s'agira de répondre à la question suivante: existe-t-il une réalité sociale que l'on puisse nommer «mémoire collective»?; si oui, quelle est-t-elle?; ou encore, qu'est-ce que la «mémoire collective»?; et comment fonctionne-t-elle?

Si l'on évoque plus volontiers dans les travaux en langue anglaise la notion de *social memory*, ou en allemand, celle de *Geschichtskultur*, les travaux sur la mémoire et le passé sont

---

<sup>1</sup> J. Le Goff, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard («Folio-Histoire»), 1988, p. 105.

nombreux en histoire, sociologie voire même en philosophie. Nous laisserons de côté la problématique philosophique sur les aspects normatifs de la mémoire (e.g. qu'est-ce que le souvenir dans un espace social?; existe-t-il un «devoir de mémoire»?; doit-on oublier?, etc.). Le problème philosophique de la mémoire renvoie, dans une large mesure, au problème philosophique de l'identité de notre être<sup>2</sup>: qui sommes-nous?

Dans une perspective sociologique, l'analyse portera sur le contenu heuristique de la notion: s'agit-il d'un concept utile et utilisable dans les sciences sociales, ou inversement, d'un simple maître-mot, un concept-gadget, utilisé paresseusement sous la forme de la métaphore?

En France, le thème de la mémoire a connu un intérêt croissant à la suite des travaux des historiens Jacques Le Goff et Pierre Nora, à partir de la fin des années 70. Prenant acte de la relativité de la connaissance historique et s'interrogeant sur le rôle social de l'histoire, les deux chercheurs français ont largement contribué à la popularisation rapide de travaux sur la mémoire. Dans ce nouveau cadre épistémologique, la distinction opérée entre histoire et mémoire a amené la recherche historique à se donner la mémoire pour objet d'investigation majeur. Les historiens du temps présent ont commencé à se pencher sur l'histoire de la Seconde guerre mondiale ou de la Guerre d'Algérie, tandis que les sociologues ou anthropologues observaient la déstructuration de communautés de base ouvrières ou paysannes. La pléthore de micro-études consacrée à la mémoire en sociologie et en histoire contemporaine a permis la (re)découverte des travaux pionniers de Maurice Halbwachs sur la «mémoire collective».

Alors qu'Halbwachs propose une première interprétation sociologique de la «mémoire collective», les usages ultérieurs vont largement fossiliser sa réflexion, car ne l'utilisant que sous la forme de la métaphore. Force est de constater que la notion de mémoire a

---

<sup>2</sup> Ph. Choulet, *La Mémoire*, Paris, Quintette («Philosopher»), 1991, p. 69.

mauvaise réputation dans les sciences sociales du fait de ses utilisations peu rigoureuses et, en fin de compte, peu scientifiques.

Deux types d'usages de la notion peuvent, *grosso modo*, être relevés: le premier renvoie aux souvenirs partagés, à un vécu commun, collectif. A travers les récits de vie ou des entretiens, de nombreux historiens tentent de ressusciter des pans d'un passé disparu. Le second emploi confond l'histoire et ce que Maurice Halbwachs appelle la «mémoire historique». Il s'agit de la mémoire d'un groupe (national ou local), telle qu'elle est rendue par la connaissance répertoriée (à travers le compte-rendu d'événements, leur date, les personnages qui y ont été associés, etc.) et le travail de présentation du passé par le groupe. C'est dans ce deuxième type d'usage que l'on peut ranger les commémorations, les livres, les manuels ou les monuments. L'utilisation relâchée de la notion soulève le problème suivant: la mémoire ainsi comprise est parfois conçue comme *évocation* du passé, entendue comme narration ou témoignage personnel sur le passé. Une autre fois, la notion se fait *choix*<sup>3</sup> du passé, dans le sens où elle apparaît être le fruit de l'interprétation, voire parfois de l'instrumentalisation du passé par les membres d'un groupe.

Avec Maurice Halbwachs, ce travail propose une lecture sociologique de la mémoire collective qui permette de tester la validité scientifique de la notion. Comme point de départ de la réflexion, il est entendu que la mémoire est le fait des vivants, et que par conséquent, elle se recueille ou s'observe dans le temps présent. De même, la mémoire ne rend pas compte de l'histoire ou du passé tels qu'ils se sont effectivement déroulés, mais est reconstruite à partir du présent.

La mémoire «collective» met en jeu une tension importante entre la supposée collectivité qu'elle proclame et le fait que le souvenir humain est un exercice individuel, solitaire. L'étude présente tente de démêler les fils de cette contradiction apparente

---

<sup>3</sup> M.-C. Lavabre, «Maurice Halbwachs ou la sociologie de la mémoire», *Raison présente*, no 128, 4<sup>e</sup> trimestre 1998, p. 49.

en montrant comment le collectif est, de fait, porté par chaque membre d'un groupe. La mémoire s'inscrit, dans ce sens, dans l'espace, les lieux, les activités et interactions entre membres d'un groupe.

Ce travail a pour objet la mémoire socialiste en France. Le choix du socialisme français répond à un double objet: d'une part, trouver un *case study* qui puisse illustrer et tester les considérations théoriques sur la mémoire qui seront tenues dans la première partie de la recherche. Il s'agit d'autre part de retenir un objet politique relativement méconnu dans le domaine de la sociologie politique (le militantisme socialiste): si les études traitant de l'histoire événementielle du Parti socialiste ou de sa place et de son rôle dans le système politique français, sont relativement nombreuses, très peu se sont penchées à ce jour sur ses militants<sup>4</sup>. L'éclairage qui est donné à ce travail est également original. Il s'agit ici d'observer et de comprendre le processus de formation et les modes d'expression des souvenirs politiques de militants en milieu socialiste.

Le *fieldwork* qui constitue plus d'un tiers de cette recherche ne prétend pas à l'exhaustivité: seules deux sections socialistes ont été retenues. L'une, importante, couvre la ville de Lille, dans le nord de la France. L'autre, de petite taille, couvre la ville de Carmaux, dans le sud-ouest. La diversité culturelle, sociologique et géographique que chaque section présente doit cependant suffire à constater de possibles micro-climats socialistes au coeur du parti national.

Si la mémoire collective du socialisme s'inscrit dans l'espace et la matérialité des interactions entre militants, il convient également d'observer dans quelle mesure la *trace* ou le *poids* d'un passé codifié et présenté par le Parti socialiste lui-même, agit sur la

---

<sup>4</sup> Pour ne citer que les études les plus récentes et complètes consacrées au militantisme socialiste, on peut citer: F. Sawicki, *Les Réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997; H. Rey, F. Subileau, *Les Militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris, PFNSP, 1991; A. Philippe, D. Hubscher, *Enquête à l'intérieur du Parti socialiste*, Paris, Albin Michel, 1991.



mémoire des membres du groupe: en d'autres termes, les militants socialistes se souviennent-ils de l'histoire socialiste? Si oui, dans quelle mesure et comment le *poids* du passé se fait-il ressentir dans les mémoires individuelles au présent?

Quels sont les souvenirs que les militants socialistes partagent en commun? Existe-t-il une narration commune du socialisme à Lille et à Carmaux? Est-ce que les militants, jeunes et anciens, se souviennent des mêmes épisodes de l'histoire socialiste? Peut-on unifier la pluralité de mémoires et de souvenirs individuels en une mémoire d'ensemble, *collective*? Si oui, comment cela s'opère-t-il?

Dix ans après l'effondrement des régimes communistes à L'est et à un moment où la social-démocratie européenne se trouve engagée sur la voie d'un *aggiornamento* culturel et programmatique sans précédent depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, cette recherche sur la mémoire socialiste peut permettre indirectement de répondre à la question suivante: que reste-t-il du socialisme?; de quel(s) socialisme(s) les militants socialistes se souviennent-ils?; qu'est-ce qu'être socialiste à l'extrême fin du vingtième siècle?



## **Ière PARTIE**

# **LA MÉMOIRE COLLECTIVE EN THÉORIE**



## CHAPITRE I

### LA MÉMOIRE COLLECTIVE, MAÎTRE-MOT

Et un jour, nous parlerons de mémoire collective. Une mode? La muséophilie?  
Jean-Pierre Ostende<sup>5</sup>

Il ne s'agit pas du tout d'employer dans un sens entièrement nouveau un mot dont tout le monde se sert, mais de mettre à la place de la conception usuelle, qui est confuse, une conception plus claire et plus distincte (...), de substituer à des impressions personnelles un signe objectif qui dissipe les amphibologies et les confusions et, tout en évitant les néologismes, prévienne les jeux de mots.  
M. Mauss<sup>6</sup>

Selon l'historien Pierre Nora, parler de «mémoire collective» constitue une véritable gageure, tant cette expression est «vague»<sup>7</sup> et «ambigüe»<sup>8</sup>. Il souligne toutefois qu'une utilisation «stratégique» du terme peut s'avérer féconde dans le champ des sciences sociales. Parce que cette étude fait le pari d'une utilisation fructueuse de la notion de «mémoire collective» (ou «stratégique» selon le mot employé par P. Nora), la mise en garde du directeur du *Débat* sera

---

<sup>5</sup> J.-P. Ostende, *Le pré de Buffalo Bill. Mémoire collective de cheminots des ateliers du Prado*, Cognac, Via Valeriano, 1990, p. 77.

<sup>6</sup> M. Mauss, «Les Fonctions sociales du sacré», in *Oeuvres*, Tome I, Paris, Ed. de Minuit, 1968, p. 128.

<sup>7</sup> Un ouvrage de méthodologie de l'entretien donne cette définition de la mémoire collective: «Notion un peu vague et inexacte dans la mesure où elle semble se référer au concept d'inconscient collectif — qui désigne le patrimoine culturel traditionnel que partagent les membres d'un même groupe: mémoire "unanime-anonyme" qui peut-être conçue soit comme une sorte de plus petit dénominateur culturel de la société sur le plan historique; cette mémoire "collective" est cependant conservée, en fait par une faible partie des membres du groupe», J. Poirier et al., *Les Récits de vie. Théorie et pratique*, Paris, PUF, 1983, p. 222.

<sup>8</sup> P. Nora, «Mémoire collective», in J. Le Goff, R. Chartier, J. Revel (eds), *La Nouvelle histoire*, Paris, CEPL, 1978, p. 398.

prise au pied de la lettre. Dans cette perspective, il faut dans un premier temps s'interroger sur l'utilisation polysémique de la notion au sein des sciences sociales, mais également relever les utilisations confuses de cette terminologie.

Recenser les acceptions diverses du terme constitue une première étape devant aider à se prémunir des acceptions «a-scientifiques» de la notion, pour ensuite pouvoir réfléchir à son possible intérêt heuristique dans le cadre d'un travail d'investigation sociologique consacré à la mémoire socialiste.

## Section I

### Des usages abusifs de la notion de mémoire collective

#### A. Métaphore vague et effet de mode

Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas de leur propre mouvement, ni dans les conditions choisies par eux seuls, mais bien dans les conditions qu'ils trouvent directement et qui leur sont données et transmises. La tradition de toutes les générations mortes pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants<sup>9</sup>.

Au-delà de la dérision et du trait polémique, le Karl Marx du *Dix-huit Brumaire* trahit un point de vue tenace dans les études consacrées aux traditions et à la mémoire: inconsciente ou volontaire, la «dette envers les morts» s'imposerait aux vivants telle une chappe de plomb pesant sur leurs esprits. Une part importante des études portant sur la question de la mémoire est entachée de ce parti-pris. Dans certains cas, cette problématique du «poids du souvenir» sur les consciences peut se justifier par la volonté militante ou pédagogique des membres d'un groupe de transmettre et de maintenir les traditions qui lui sont propres. Dans le cadre de travaux de nature universitaire, une confusion est souvent entretenue entre ce qui est effectivement de l'ordre de la mémoire partagée par les membres d'un groupe, et ce que le savant désigne unilatéralement et *a priori* comme objet de mémoire d'un groupe.

---

<sup>9</sup> K. Marx, *Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Messidor/Éditions sociales («Essentiel»), 1984, p. 69.

Avant de réfléchir plus en avant sur les bases d'une théorie de la mémoire collective qui soit opératoire par rapport à l'objet général de cette étude, il apparaît nécessaire de relever les différentes acceptions et usages du terme «mémoire collective». Dans nombre de circonstances, le terme est pris dans un sens métaphorique ou qui renvoie aux impensés épistémologiques entourant l'utilisation de la notion.

Terme abondamment utilisé dans les sciences sociales, et en particulier en histoire, la mémoire collective est progressivement entrée dans le vocabulaire commun à partir de la fin des années 1970. L'usage métaphorique de la notion de mémoire collective est des plus fréquents dans la littérature, qu'elle soit en prose ou en vers. Dans cette perspective, la définition du terme ne constitue jamais une préoccupation d'ordre épistémologique. Comme le montre Michel Tournier:

Oui, le passé est présent d'une certaine façon, mais justement il peut être présent de diverses façons. Il y a l'Histoire qui est dans les livres. Il y a les objets qui sont dans les musées. Il y a les édifices qui sont dans les villes. Chaque commune possède son monument aux morts avec les noms des jeunes sacrifiés. Cette mémoire est collective<sup>10</sup> et fait partie de l'enseignement scolaire<sup>11</sup>

Le temps et l'histoire renvoie ici à la métaphore vague d'un «patrimoine commun» partagé par les individus d'un groupe donné (que ce soit le groupe familial, professionnel, local, national, etc.). Dans ce cadre, ce patrimoine commun «existe» car il s'offre au sens commun et au regard de l'écrivain. Cette histoire commune aboutit nécessairement à la formation d'un souvenir collectif, nommé abusivement «mémoire collective». Une telle approche présuppose l'existence de souvenirs collectifs *deus ex-machina*,

---

<sup>10</sup> Souligné par nous.

<sup>11</sup> M. Tournier, *Le miroir des idées*, Paris, Mercure de France, 1994, p. 145.



intellectuellement imaginés, mais dont on ne démontre jamais la validité sur le plan empirique<sup>12</sup>. Un même usage iréel de la mémoire est proposé à travers l'allégorie de la mémoire que propose Jorge Luis Borges. Dans une de ses nouvelles, il met en scène Funes, un jeune Uruguayen, dont la particularité obsédante est qu'il n'oublie rien. En conséquence, sa mémoire enfle de façon continue, tout occupée à se remémorer et stocker jusqu'aux plus insignifiantes des actions ou paroles qu'il a produites ou entendues:

[...] Non seulement Funes se rappelait chaque feuille de chaque arbre de chaque bois, mais chacune des fois qu'il l'avait vue ou imaginée. Il décida de réduire chacune de ses journées passées à quelque soixante-dix mille souvenirs, qu'il définirait ensuite par des chiffres. Il en fut dissuadé par deux considérations: la conscience que la besogne était interminable, la conscience qu'elle était inutile. Il pensa qu'à l'heure de sa mort il n'aurait pas fini de classer tous ses souvenirs d'enfance<sup>13</sup>.

Les capacités de mémorisation de Funes sont aussi proprement fabuleuses qu'iréelles et contredisent un des postulats solidement établis dans les sciences du comportement humain: le phénomène de mémoire pure et totale est proprement étranger à l'espèce humaine<sup>14</sup>. L'Homme se souvient parce qu'il est avant tout capable d'oublier. Par conséquent le cerveau-ordinateur de Funes est une chimère, qui ne saurait proposer un exemple instructif pour la recherche présente<sup>15</sup>.

---

<sup>12</sup> En vertu du lieu commun qui veut que «s'il y a du temps et des événements communs aux individus, il y existe, comme corollaire, un souvenir collectif de ce passé».

<sup>13</sup> J.-L. Borges, «Funes ou la mémoire», in *Fictions*, Paris, Gallimard («Folio»), 1993, pp. 116-117.

<sup>14</sup> C. Florès, «L'oubli et le problème des deux mémoires», in *La Mémoire*, Paris, PUF («Que-sais-je?»), 1987 (5<sup>e</sup> éd.), pp. 68-96.

<sup>15</sup> Suivant l'exemple iréel de Funes, il est assez étonnant d'appeler «mémoire», la capacité qu'ont les ordinateurs de stocker l'information, car il leur manque un des traits distinctifs de la mémoire, à savoir la sélection des informations, leur «oubli».

Inversement, dans le champ des sciences sociales, on s'interroge davantage sur la portée heuristique de la notion. Suivant le chemin tracé par les travaux de Fernand Braudel et de l'Ecole des Annales sur les «mentalités collectives» et la «longue durée»<sup>16</sup>, la notion de mémoire collective a acquis une visibilité plus récente avec les premiers articles que Pierre Nora lui a consacré<sup>17</sup>. Devenu aujourd'hui un véritable maître-mot consacré par les médias<sup>18</sup>, la mémoire collective présente des vertus élastiques qui permettent à tout un chacun de l'employer à répétition en s'épargnant les précautions d'ordre épistémologique que requièrent, en règle générale, l'utilisation de concepts dans le champ des sciences sociales. Ce mot quasiment magique semble renvoyer à une «réalité», qui bien qu'impalpable, parle aux coeurs et aux esprits. La mémoire collective est ainsi souvent abusivement présentée pour ce qu'elle n'est pas, provoquant ce que Pierre Bourdieu appelle des «effets d'allodoxie»<sup>19</sup>.

La première aporie à laquelle mène l'emploi relâché du terme peut être perçue à travers ce qu'il est possible d'appeler l'«effet de métaphore». L'usage métaphorique de la notion de mémoire collective est rarement revendiqué et justifié. Dans un article récent paru dans *History and Memory*, deux historiens se penchent successivement sur les travaux de Maurice Halbwachs et de Pierre Nora. Récusant l'intérêt heuristique des notions de «cadres sociaux de la mémoire» et des «lieux de mémoire», ils en concluent que l'usage du terme de mémoire collective ne peut être

---

<sup>16</sup> M. Vovelle, *Idéologies et mentalités*, Paris, Maspéro, 1982, p. 205.

<sup>17</sup> P. Nora, «Mémoire collective», in J. Le Goff, R. Chartier, J. Revel (ed), *La Nouvelle Histoire*, Paris, CEPL («Les Encyclopédies du Savoir Moderne»), 1978, pp. 398-401, et «Quatre coins de la mémoire», *Histoire*, no 2, juin 1979, pp. 9-31.

<sup>18</sup> Représentatif de cette tendance lourde au sein des médias, *Le Monde*, quotidien «de qualité», a récemment consacré un article publié en première page (se terminant en page 18) proposant le compte-rendu d'un colloque international qui s'était tenu à la Sorbonne sur le thème des rapports entre Histoire et mémoire. Voir D. Dhombres, «La mémoire collective à l'épreuve de l'Histoire», *Le Monde*, 31 mars 1998.

<sup>19</sup> Pour Pierre Bourdieu, l'«allodoxie» est une erreur d'identification, une forme de fausse reconnaissance.

que métaphorique<sup>20</sup>. Au même titre que nous parlons abusivement de «société» pour désigner l'infinie complexité et diversité de trajectoires sociales, les deux auteurs estiment que la mémoire collective est une notion particulièrement avantageuse lorsqu'il s'agit d'illustrer de manière frappante le phénomène du souvenir attaché aux groupes sociaux. Ils estiment cependant que, en tant que concept explicatif ou heuristique, la notion est source de confusion et d'erreur d'appréciation<sup>21</sup>. De manière générale, l'usage métaphorique du terme de mémoire collective n'est pas revendiqué comme tel. Ceci a pour effet d'ajouter à la confusion entretenue autour de son contenu et accentue sa nature polysémique. Nombreuses sont en effet les contributions dans les sciences sociales et, *a fortiori*, dans les humanités, où le terme mémoire collective est utilisé indistinctement pour désigner des phénomènes qui sont pourtant de nature différente. Dans le cadre de la métaphore vague, la mémoire collective est synonyme de «patrimoine» ou d'«héritage commun» en référence à un groupe plus ou moins clairement identifié (e.g. la «Nation», l'«Eglise», le «Parti», l'«Etat», etc.). Cette «réalité» substantivée part du principe que l'existence d'un «vécu commun» présuppose invariablement l'émergence et la consolidation d'un «souvenir collectif». Selon ce schéma, le passé collectif est conservé au sein du groupe social<sup>22</sup>, entendu comme addition de la diversité des membres, (ou que le groupe a le «devoir de conserver»), par le biais d'une série d'actes commémoratifs. Ces commémorations sont là pour rappeler à des esprits distraits, la «trame et l'histoire de ladite communauté». L'article que

---

<sup>20</sup> N. Gedi, Y. Elam, «Collective Memory — What is it?», *History & Memory*, Vol. 8, no 1, printemps/été 1996, p. 43.

<sup>21</sup> Je reviendrai sur ce point dans le chapitre II de cette 1ère partie, lorsqu'à partir de la théorie de Maurice Halbwachs, je montrerai que le seul usage métaphorique de la notion de mémoire collective peut être dépassé, à condition toutefois de s'entourer de précautions d'ordre épistémologique.

<sup>22</sup> J'utiliserai la notion de «groupe social» à travers cette étude d'une manière relativement restrictive, en désignant les communautés humaines intermédiaires, dans lesquelles les individus connaissent une socialisation régulière sur la base d'interactions avec d'autres personnes partageant des positions objectivement similaires ou proches au sein de ce groupe. Ainsi, le groupe politique réel de mon étude est constitué par la section de base et non le «Parti» entité abstraite et, pour la plupart des adhérents du Parti socialiste, sans réelle signification pratique.

l'historien Daniel Lindenberg a consacré aux «guerres de mémoire en France» est symptomatique de cette approche métaphorique. Il offre un aperçu de cette confusion épistémologique<sup>23</sup>. Passant en revue un catalogue d'épisodes historiques conflictuels dans la «mémoire collective» française, l'auteur englobe sous le même vocable de «mémoire» trois phénomènes de nature très différente. Dans un premier temps, en évoquant le caractère polémique de la «mémoire de la Révolution française», il utilise de manière synonymique les termes «mémoire» et «tradition»<sup>24</sup>. Dans un deuxième temps, il considère que l'«Etat», à partir de la Monarchie de Juillet, élevé au rang d'acteur auto-conscient et agissant, fut l'orchestrateur d'une «mémoire» via la maîtrise de l'histoire nationale. En établissant un contrôle des archives et en élevant des monuments à la gloire du régime, l'appareil étatique contribua à la constitution d'une mémoire nationale<sup>25</sup>. Dans un troisième temps, l'historien aborde le cadre d'une «mémoire» contemporaine, celle des acteurs politiques de mai 68, qu'il associe à l'image d'un «grand conservatoire des mémoires révolutionnaires»<sup>26</sup>. Après s'être lamenté sur le phénomène de l'«oubli de la communauté, regrettable comme toute amnésie collective»<sup>27</sup>, l'auteur ponctue son exposé en affirmant que la diversité de ces «sous-mémoires» risque, «à terme, de vider de son sens la mémoire nationale» qui, selon lui, est «une des pierres angulaires du contrat républicain»<sup>28</sup>.

Il convient, d'abord, de relever la confusion entre les termes «mémoire» et «tradition». Marcel Mauss parle de traditions «conscientes» lorsque celles-ci prennent appui sur la connaissance que la société a d'elle-même et de son passé. Il estime que les traditions menant à la compréhension de soi-même et de la société constituent une «mémoire collective»<sup>29</sup>. La tradition n'est donc pas

---

<sup>23</sup> D. Lindenberg, «Guerres de mémoire en France», *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, no 42, avril-juin 1994, pp. 77-95.

<sup>24</sup> D. Lindenberg, op. cit., p. 79.

<sup>25</sup> D. Lindenberg, op. cit., p. 80.

<sup>26</sup> D. Lindenberg, op. cit., p. 83.

<sup>27</sup> D. Lindenberg, op. cit., p. 91.

<sup>28</sup> D. Lindenberg, op. cit., p. 94.

<sup>29</sup> M. Mauss, *Oeuvres*, Paris, Editions de Minuit, vol. 3, 1969, p. 335.

en soi une connaissance consciente du passé<sup>30</sup>, et il est donc préférable de dire que c'est la connaissance de la tradition et non la tradition elle-même qui constitue la mémoire du passé<sup>31</sup>. Marie-Claire Lavabre établit encore plus clairement la distinction entre les deux termes: la mémoire ne reconduit, ni ne conserve à l'identique le passé, elle est «reconstruction» et «choix du passé», et par conséquent «autorise le changement». Inversement, la tradition est «poids du passé» et «reconduction» de celui-ci<sup>32</sup>. Ainsi, si l'on peut à juste titre parler d'une «tradition révolutionnaire» pour indiquer la permanence en France d'une «idéologie républicaine», il semble quelque peu abusif de parler de «mémoire révolutionnaire». Cela impliquerait une référence marquée et explicite à une série de faits révolutionnaires dont il est très improbable de retrouver une trace élaborée dans le discours des Français aujourd'hui. Quant à la «mémoire nationale» suscitée par le rôle de l'Etat sous la Monarchie de Juillet, il s'agit avant tout d'un travail de propagande politique qui renvoie à une mémoire aujourd'hui réifiée, perdue dans le temps, que l'on pourrait appeler, au mieux, «mémoire historique» et qui est révélée par le travail de l'historien. Par opposition, la mémoire de mai 68 est encore bien vivante, présente dans les esprits de milliers de personnes qui ont vécu les événements en tant qu'acteurs ou simples spectateurs. On le voit, l'emploi synonymique du terme «mémoire» pour se référer à la fois à la tradition, à un passé réifié par le biais d'archives et à un passé contemporain dont les images sont encore vives dans les esprits, ne permet guère de comprendre ce qui constitue un «acte de mémoire». L'usage laxiste de la même notion pour désigner des réalités temporelles différentes, conduit, en définitive, à devoir accepter le terme de «mémoire collective» sous l'angle de la métaphore.

---

<sup>30</sup> E. Shils, *Tradition*, London, Faber and Faber, 1981, p. 13.

<sup>31</sup> J. Pouillon, «Tradition: transmission ou reconstruction», in *Fétiches sans fétichisme*, Paris, Maspéro, 1975, pp. 155-173.

<sup>32</sup> M.-C. Lavabre, «La collection des almanachs édités par le Parti communiste français: un exemple de tradition», *Pouvoirs*, no 42, 1987, p. 110.

«Pourquoi l'historien s'intéresse-t-il tant aujourd'hui à la mémoire?»<sup>33</sup> Jean-Pierre Rioux estime que cette problématique participe d'un «air du temps» qui porte à la remémoration et à la consommation d'une soupe aux «herbes du passé»<sup>34</sup>. Souvent employé comme synonyme, le terme «mémoire populaire» apparaît dans de nombreuses recherches consacrées aux modes de sociabilités anciennes ou sur le point de disparaître. Sur ce thème à la mode, on prétend mettre en scène la mémoire des «simples gens», et ressusciter chez le lecteur ou le téléspectateur amnésique la part d'un vécu commun, familial, professionnel ou même «national» qui a disparu. Dans les médias, le culte du passé n'est jamais éloigné de considérations commerciales<sup>35</sup>. Dans l'édition, l'engouement pour les récits auto-biographiques sur le thème freudien du «roman familial»<sup>36</sup>, permet à certains éditeurs de compenser l'érosion de leurs ventes<sup>37</sup>.

Le phénomène récent des «écomusées», entreprise de conservation d'un patrimoine industriel ou social à de supposées «fins pédagogiques» fournit un autre exemple édifiant. La préservation culturelle des objets et de coutumes reflétant un univers social disparu a permis le développement d'activités

---

<sup>33</sup> J.-P. Rioux, «A la recherche de la mémoire», *Pénélope*, no 12, printemps 1985, p. 153.

<sup>34</sup> Ibid.

<sup>35</sup> L'une des publicités les plus célèbres de la télévision française qui fut projetée pendant plusieurs années à partir du milieu des années 70, mettait en scène Mère Denis, une vieille lavandière. On la montrait en train de laver son linge «à l'ancienne» dans le lavoir du village. Mère Denis, experte en linge bien lavé, affirmait, dans un français à l'accent de terroir marqué, que seule une marque de machine à laver pouvait laver le linge aussi bien que la manière traditionnelle de la lavandière. Devant les yeux d'une France téléspectatrice majoritairement urbaine, mais aux supposées racines rurales, s'articulait la synthèse entre un passé idéalisé — renvoyant à une enfance rurale idéalisée — et l'inéluctabilité de la modernité acceptée au présent. Cette publicité connut justement un succès extraordinaire car elle jouait sur la corde sensible et démagogique du rappel d'un passé davantage rêvé ou imaginé que réel.

<sup>36</sup> Voir, par exemple: R. Robin, *Le Cheval blanc de Lénine ou l'histoire autre*, Bruxelles, Editions Complexe, 1979.

<sup>37</sup> On peut citer, par exemple, les Editions Odile Jacob, qui ont fait une excellente opération financière et promotionnelle en publiant les «fragments de mémoires» de François Mitterrand quelques temps avant sa mort. Voir: F. Mitterrand, E. Wiesel, *Mémoire à deux voix*, Paris, Editions Odile Jacob, 1995 et F. Mitterrand, *Mémoires interrompues*, Paris, Editions Odile Jacob, 1996.

touristiques dans des régions anciennement industrialisées et traditionnellement peu visitées<sup>38</sup>. Du village à l'ancienne restauré où l'on essaye de recréer un semblant de sociabilité à des fins commerciales, à l'ancien puits de mine désaffecté que des mineurs à la retraite font visiter à des estivants, il s'agit de présenter au public un passé révolu «idéal», après avoir évacué de la reconstitution, les conflits, les erreurs ou les accidents afin de ne froisser aucune susceptibilité politique locale<sup>39</sup>. Politiquement plus insidieuse, cette mode du passé recréé peut cacher des préoccupations plus «politiciennes». Les soit-disant «re-constructions» de la mémoire «populaire» sont bien souvent, de simples «constructions» d'un passé socio-politique consensuel et idéalisé, sans luttes de classes ni ouvriers. Elles ont avant tout pour objectif de faire oublier les plaies béantes laissées par la fermeture d'un puits de mine ou d'une usine<sup>40</sup>.

Le phénomène du «militantisme de la mémoire» est également perceptible et renvoie à une autre forme d'utilisation peu pointilleuse de la notion de mémoire collective. Le développement de l'histoire orale depuis les années 70 a entraîné la parution d'un nombre important de revues de nature universitaire<sup>41</sup> ou de vulgarisation. Il s'agit, dans ce cadre, de

---

<sup>38</sup> Cela est particulièrement vrai du Nord et de l'Est de la France, régions au passé industriel et minier.

<sup>39</sup> H.-P. Jeudy, *Mémoires du social*, Paris, PUF («Sociologie d'Aujourd'hui»), 1986, p. 9 ou E. de Roux, «Défendre le patrimoine industriel, mémoire sociale», *Le Monde*, 20 septembre 1997, pp. 1 & 18.

<sup>40</sup> L'historien Gérard Noiriel remarque que les soit-disant «re-constructions du populaire» excluent, de fait, le «peuple» de la participation à la re-création de son propre univers socio-culturel. Travaillant sur la classe ouvrière en milieu ouvrier en Lorraine, il note: «Ainsi la "mémoire ouvrière" est-elle plus souvent une production de la petite bourgeoisie intellectuelle locale, où l'ouvrier en question est confiné dans un rôle de représentation, de faire-valoir, tout juste bon à jouer le "bon sauvage" devant le magnétophone ou le spectateur docile d'une exposition qui lui apprendra ce qu'était son métier». G. Noiriel, «Le pont et la porte. Les enjeux de la mémoire collective», *Traverses*, no 36, 1986, p. 99.

<sup>41</sup> Deux cas éditoriaux connus illustrent cette tendance: en Grande-Bretagne, *The Journal of the Oral History Society*, publiée par la Oral History Society se veut le trait d'union entre travaux universitaires consacrés à l'histoire orale et le «canal militant» des marginaux sociaux et politiques. En France, *Les Cahiers de l'IHTP*, publication de l'Institut d'histoire du Temps Présent dirigé par l'historien Henry

recueillir les voix éparses des dominés et dépossédés sur le plan culturel, politique ou économique. La revue académico-marxiste *Les Cahiers du Forum-d'Histoire*, aujourd'hui disparue, proposait en 1978 un numéro spécial intitulé: «La mémoire populaire, gadget culturel ou ancrage des luttes?» La mémoire «collective» ou «populaire», dont les éditeurs de ce numéro parlent, est une mémoire militante dans le sens où elle est conçue comme «une réactivation politique de la mémoire populaire, à travers les sommations du présent et les luttes populaires menées en vue de le transformer». En d'autres termes, la mémoire populaire est ici comprise comme «volonté politique de mobiliser le savoir collectif relatif au passé, comme contribution à l'analyse, à la réflexion, à l'action»<sup>42</sup>. Cette mémoire retrouvée doit aider à révéler le «refoulé des ouvriers»<sup>43</sup> et en retour, à imposer la légitimité d'une mémoire historique en dissidence vis-à-vis des organes traditionnels de la classe ouvrière française des années 70 (i.e. la CGT et le Parti communiste). Une fois encore, cette conception de la mémoire collective pose problème dans la mesure où elle est pensée, non comme un instrument heuristique capable de proposer une lecture pleine et objectivée du souvenir collectif, mais davantage comme la représentation fantasmée d'un agenda et de luttes politiques déterminées à l'avance par l'enquêteur.

## B. Instrumentalisation du passé

Le contrôle, voire la manipulation du passé et de la mémoire, est une tendance constante des régimes totalitaires, en particulier au XX<sup>e</sup> siècle. Au fur et à mesure que les moyens de communication modernes (la photographie, puis le film) se sont développés et ont pu toucher un nombre sans cesse croissant d'individus, le contrôle du passé est devenu un enjeu politique majeur. Dans une étude

---

Rousso, revendique une rigueur scientifique plus élevée, et se fait également l'écho de très nombreux débats autour de l'histoire orale et de la mémoire collective.

<sup>42</sup> Collectif, «La mémoire populaire, gadget culturel ou ancrage des luttes?», *Les Cahiers du Forum-Histoire*, no 10, novembre 1978, p. 7.

<sup>43</sup> Collectif, op. cit., p. 5.



photographique récente, David King s'est interrogé sur la pratique de la falsification de photographies officielles en cours sous le régime soviétique de Staline<sup>44</sup>. En faisant disparaître des clichés originaux les indésirables écartés ou assassinés sous ses ordres, Staline entendait non seulement maintenir l'ordre sur le présent, mais également réécrire le passé dans un sens servant ses propres intérêts. Le crime était, dans ce cas, au service de la constitution d'une mémoire tronquée et volontairement trompeuse. Marc Ferro a analysé la relation qu'entretiennent les dictatures avec l'histoire et le passé. Dans cette perspective, l'histoire, institutionnelle ou officielle, est un «discours en prise sur l'histoire en train de se faire»<sup>45</sup>. Or, comme l'histoire évolue sans cesse, ce discours n'a d'autre possibilité que d'évoluer avec elle, d'en suivre les fluctuations afin de fondre dans une narration plausible (au besoin par la force ou la falsification), le passé vécu et la représentation officielle de ce passé. Dans le cas de l'URSS antérieure au mouvement de *perestroïka*, l'histoire officielle avait le monopole du discours sur l'Histoire et pour fonction de légitimer l'action du pouvoir. Le récit du passé se devait par conséquent d'être en conformité avec l'action du Parti et des institutions d'Etat réputées infaillibles. Les erreurs commises étaient par conséquent imputables aux personnes seules, et jamais à l'Etat-parti. Dans ce type de rapport avec le passé, l'oubli est nécessaire pour corriger des faits qui viennent contredire la lecture téléologique du Parti. Par exemple, à partir de Staline, Trotsky devient l'éternel oublié de l'historiographie officielle. Les rares fois où l'historiographie le mentionne, elle insiste systématiquement sur ses désaccords avec Lénine<sup>46</sup>.

Il est possible d'isoler une autre forme d'oubli, générée par la honte ou l'embarras lié à un événement du passé

---

<sup>44</sup> D. King, *The Commissar Vanishes. The Falsification of Photographs and Art in Stalin's Russia*, Edinbourg, Cannongate Books, 1998.

<sup>45</sup> M. Ferro, *L'Histoire sous surveillance*, Paris, Calmann-Lévy («Folio-Histoire»), p. 40.

<sup>46</sup> M. Ferro, «Les oublis de l'Histoire», *Communications*, no 49, 1989, p. 59.

traumatique, ou renvoyant à un interdit de l'histoire officielle d'un groupe. En Europe, de l'Allemagne post-nazie à la France post-vichyste, les exemples abondent et touchent les périodes historiques les plus controversées de l'histoire nationale<sup>47</sup>.

C'est parce que les régimes totalitaires ont de tout temps considéré que le contrôle de l'information (et son corrolaire, la désinformation) constituaient les éléments essentiels pour la conservation du système, que ses opposants n'ont de cesse de décrire, jusque dans les détails les plus banals ou tragi-comiques, les rouages de la dictature pour mieux souligner sa nature totalitaire<sup>48</sup>. C'est le même souci qui a sous-tendu l'entreprise de Jean-Claude Pressac. Pour combattre les voix négationnistes qui se sont élevées depuis le début des années 80 dans l'extrême-droite universitaire et politique française, l'historien a délibérément privilégié une

---

<sup>47</sup> L'exemple le plus frappant de ce type d'oubli dans l'histoire française contemporaine est fourni par la lecture gaullienne des années 1940-44. Celle-ci a décrété que le régime du régime de Vichy avait été «nul et non avenu». Ce subterfuge juridico-idéologique a longtemps permis à la légalité républicaine restaurée de nier sa responsabilité — même indirecte — dans l'établissement de Vichy, «oubliant» par la même que le maréchal Pétain fut investi des pleins pouvoirs le 10 juillet 1940 par une partie de la chambre élue sous le Front populaire. Cet «oubli» fut une constante jusqu'au discours du président gaulliste Chirac en juillet 1995, approuvé par son premier ministre socialiste, Lionel Jospin en juillet 1997: tous deux reconnurent pour la première fois officiellement la responsabilité de la France dans l'organisation des rafles juives de 1942. Voir: O. Biffaud, «M. Jospin parle d'une seule voix avec M. Chirac sur la rafle du Vel' d'Hiv», *Le Monde*, 22 juillet 1997, p. 8. Plus récemment encore, Lionel Jospin a fait un pas en direction de la reconnaissance des «mutins» de la première guerre mondiale qui furent fusillés pour avoir refusé d'aller aux avant d'une mort certaine. Cette prise de position a ré-ouvert une brèche assez nette entre la gauche redécouvrant ses racines pacifistes et une partie de la droite qui a insisté sur la nécessité de la «défense héroïque» du pays en temps de guerre. Voir L. Joffrin, «Les deux mémoires», *Libération*, 11 novembre 1998.

La problématique est identique dans l'affaire de la «ratonnade» de manifestants algériens par la police à Paris en octobre 1961. Celle-ci s'était traduite par la mort de plusieurs centaines de manifestants. Le gouvernement fit état d'une «dizaine» de disparus, une version officielle qui persista jusqu'à ce qu'un représentant du gouvernement reconnaisse pour la première fois en février 1999 que plusieurs centaines de personnes avaient péri à la suite des assauts de la police parisienne.

<sup>48</sup> Une thèse aujourd'hui couramment reprise dans la sociologie des intellectuels français, consiste à dire que la publication en français de *L'Archipel du Goulag* d'Alexandre Soljénitsyne, a plus fait pour saper la légitimité du régime soviétique aux yeux de l'intelligentsia de gauche en France, que les écrits pourtant plus théoriques et argumentés de Boris Souvarine ou de Léon Trotsky.

approche technique, comptable, afin de faire comprendre la réalité de la «Solution finale» mise en oeuvre par le régime nazi. Plans et photographies à l'appui, il a montré et démontré méticuleusement le mécanisme de la mort industrielle à Auschwitz, et a répondu concrètement au discours flou des négationnistes<sup>49</sup>.

En France, l'historien Henry Rousso a appelé «syndrome de Vichy», la référence malaisée au régime de Vichy dans la France de l'après-guerre<sup>50</sup>. Son étude montre comment un même objet — la mémoire de l'Occupation — est traité par les plus hautes institutions de l'Etat de 1945 à nos jours. Il distingue quatre phases dans le rapport de l'histoire officielle française à la période 1940-44. Dans l'immédiat après-guerre, le général de Gaulle retient la charge de «complot contre la République» et contre l'accusation d'intelligence avec l'ennemi qui est portée par les partis de gauche à l'encontre du maréchal Pétain. Devant la menace d'un coup de force communiste, de Gaulle recherche l'apaisement et tente de ressouder l'ensemble de la population française autour du mythe de la «France unie et résistante». A partir des années 50, le retrait de la scène politique de de Gaulle et l'entrée dans la guerre froide permettent à d'anciens collaborateurs au régime de Vichy, tels René Bousquet ou Maurice Papon, de reprendre du service dans l'administration. Les pétainistes relèvent la tête, et reçoivent l'autorisation de faire transférer les cendres de Pétain à Verdun. Cet acte symbolique vise à substituer dans les esprits l'image du héros de la guerre 14-18 à celle du chef de la «Révolution nationale». Le retour de de Gaulle au pouvoir en 1958 redonne une légitimité au mythe de la France combattante et résistante: le discours sur la «France résistante» sert de point d'appui pour parler de la «France réunifiée» de 1958 sous les auspices de la V<sup>e</sup> République. La mort de de Gaulle en 1970 marque un tournant: avec lui disparaît une génération d'hommes politiques nés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et la

---

<sup>49</sup> J.-C. Pressac, *Les Crématoires d'Auschwitz. La machinerie du meurtre de masse*, Paris, CNRS Editions, 1993.

<sup>50</sup> H. Rousso, *Le Syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Paris, Editions du Seuil («Points-Histoire»), 1987.

prééminence de la lecture gaullienne de la guerre s'estompe. A cette époque, les premières analyses critiques de la période 1940-44 sont formulées, en marge d'une mémoire officielle d'Etat. Ce sont, dans nombre de cas, les enfants des acteurs de la Seconde guerre mondiale qui viennent remettre en question la lecture officielle du passé<sup>51</sup>. A partir de la fin des années 70, les travaux de l'historien Robert Paxton consacrés à Vichy bousculent l'historiographie française, en se penchant sur une question sous-traitée jusqu'alors: l'antisémitisme de Vichy et le rôle des autorités françaises dans la déportation de juifs français<sup>52</sup>. Les débats que ce livre suscite, accentuent la visibilité des témoignages de rescapés juifs des camps de concentration dans la société française. Inversement, l'ouverture de débats contradictoires sur la responsabilité collective de la France pendant la période de l'Occupation s'accompagne également de l'émergence d'un courant négationniste, à partir de l'affaire Faurisson en 1979. Le choc de l'offensive révisionniste provoque en retour l'accélération du mouvement judiciaire contre les derniers collaborateurs encore en vie (Paul Touvier, Maurice Papon) ou de nazis (Klaus Barbie) qui sont jugés et condamnés par la justice française pour crime contre l'humanité entre le milieu des années 80 et 1998. A ces quatre phases successives de la mémoire officielle de Vichy, on peut adjoindre aujourd'hui une cinquième, plus récente: en juillet 1995, le président Chirac reconnaît pour la première fois «la responsabilité de la France et de l'Etat français» dans l'arrestation et la déportation de juifs en 1942, rompant avec la lecture gaullienne de «l'irresponsabilité totale des institutions républicaines» dans la mise en place du régime de Vichy.

En montrant comment le souvenir officiel de l'Occupation varie entre 1945 et aujourd'hui, et combien cette variation est tributaire du climat et des intérêts politiques de chaque époque

---

<sup>51</sup> Entre innombrables exemples, on peut citer le documentaire de Max Ophüls, *Le Chagrin et la pitié*, terminé en 1969 et projeté pour la première fois à la télévision française en 1981. En 1974, Marie Chaix publie *Les Lauriers du lac de Constance. Chronique d'une collaboration*, où elle raconte, de manière à peine romancée, sa vie de petite fille de collaborateur fasciste.

<sup>52</sup> R. Paxton, *Vichy France, Old Guard and New Order, 1940-1944*, New York, Columbia UP, 1982.

considérée, Rousso aide à démystifier les usages d'une historiographie française qui, jusqu'aux années 70, a largement présenté comme «mémoire collective de l'Occupation» ce qui, de fait, n'était qu'une lecture officielle et politisée de ce passé. Cet exemple illustre à l'envi que l'instrumentalisation du passé est également courante dans le cadre de démocraties pour qui certaines pages d'un passé délicat à assumer risquent de ternir sa réputation présente<sup>53</sup>. Davantage, l'exemple du «syndrome de Vichy» illustre le caractère manipulateur de la «mémoire officielle» (parfois même relayée par l'historiographie) qui, loin d'articuler la vraie dynamique de l'acte de mémoire, donne à voir une histoire revisitée par les intérêts fondamentaux de l'appareil d'Etat.

Les oublis et omissions de l'histoire peuvent également revêtir des formes davantage euphémisées. Dans ce cas, il s'agit davantage de mettre la lecture officielle du passé en phase avec la mystique et l'idéologie de la nation ou du groupe. L'exemple comparé de la place de l'immigré dans la mémoire officielle en France et aux Etats-Unis est, à cet égard, édifiante. A partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'extraordinaire développement de l'immigration aux Etats-Unis, provenant essentiellement d'Europe centrale, orientale et méridionale, a amené l'histoire officielle à s'interroger sur son propre pluralisme ethnique, et à introduire dans le curriculum des écoliers américains des cours d'histoire reconnaissant cette diversité<sup>54</sup>. A l'inverse de la mythologie américaine qui a tendance à grossir la place de l'immigration dans l'histoire du pays, le mythe unitaire et républicain français a rendu quasiment invisible la question de l'immigration jusqu'aux années 80. Contrairement aux Etats-Unis qui se sont formés à partir de l'immigration, la France était déjà une vieille nation lorsque les premières grandes vagues migratoires de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ont

---

<sup>53</sup> La revue *Autrement* a, sur ce thème, consacré un numéro intitulé «Oublier nos crimes. L'amnésie nationale: une spécificité française?», no 144, avril 1994.

<sup>54</sup> M. Kammen, «La mémoire américaine et sa problématique», *Le Débat*, no 30, mai 1984, p. 117.

commencé<sup>55</sup>. Ses mythes fondateurs (en particulier la Révolution de 1789) étaient déjà solidement posés et relayés par l'historiographie de la III<sup>e</sup> République. Représentatif de la science militante de l'époque, Ernest Renan dans une conférence donnée en Sorbonne en 1882, réfute l'une après l'autre la «race», la langue, la religion ou la géographie comme éléments constitutifs de la nation française. Selon lui, ce qui constitue la nation est un «principe spirituel», réunissant les individus dans le souvenir d'une histoire commune, et dans le «désir clairement exprimé de continuer la vie commune». La nation est par conséquent un «plébiscite de tous les jours»<sup>56</sup>. En d'autres termes, la conception de la nation française évacue toute référence à la multiplicité ethnique, religieuse ou linguistique, pour se concentrer sur l'adhésion collective aux principes politiques fondamentaux découlant de la Révolution. L'idéologie de l'intégration républicaine faisant rempart à la reconnaissance de la diversité ethnique de la France, l'immigration fut jusqu'à une date récente en France un «non-lieu de mémoire»<sup>57</sup>.

### C. «Devoir de mémoire»

«Zakhor!» (souviens-toi!): la Bible hébraïque pose la question de la mémoire collective sous l'angle de l'injonction, du devoir. L'impératif du souvenir ne souffre aucune exception, et même quand cela n'est pas explicitement requis, la mémoire demeure toujours le point cardinal de la tradition juive. L'historien Yosef Hayim Yerushalmi note que le verbe «zakhar» dans ses diverses déclinaisons est utilisé cent soixante-neuf fois dans la Bible. De manière générale, il a pour sujet Israël ou Dieu car le devoir de mémoire leur incombe à l'un et à l'autre<sup>58</sup>. Au verbe est associé son

---

<sup>55</sup> G. Noiriel, «Non-lieu de mémoire», in *Le Creuset français. Histoire de l'immigration, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Editions du Seuil, 1988, p. 22.

<sup>56</sup> E. Renan, *Qu'est-ce qu'une nation? et autres essais politiques*, Paris, Agora («Les classiques»), 1992, pp. 54-55.

<sup>57</sup> J'emprunte ici l'expression à Gérard Noiriel, op. cit., p. 13.

<sup>58</sup> Y. H. Yerushalmi, *Zakhor. Histoire juive et mémoire juive*, Paris, La Découverte, 1984, p. 21.

antonyme — oublier. Ainsi, Israël reçoit-il aussi bien l'ordre de se souvenir et de ne pas oublier<sup>59</sup>. L'exemple présent n'est pas fortuit: dans le cas de la mémoire juive la sur-détermination du *travail conscient* et *continu* de la mémoire pour maintenir vivace la répétition d'une tradition collective, ne saurait correspondre aux données d'une recherche consacrée à la mémoire du socialisme français. Cette dernière repose sur l'observation d'une mémoire librement évoquée par ses militants, et non conçue comme trace d'une tradition qui leur a été enseignée, et qu'ils sont sommés de retenir.

Il en va de même en ce qui concerne le travail de la mémoire tel qu'il est à l'oeuvre à travers les procédés mnémotechniques. Frances A. Yates a montré que les Grecs avaient inventé un «art de la mémoire», qui consiste à «imprimer» des «endroits» ou des «images» dans la mémoire. Avant l'âge de l'imprimerie, cet art était considéré comme primordial pour que la société puisse fixer, par le biais «d'images mentales» le souvenir graphique de faits ou d'événements particuliers<sup>60</sup>.

Le thème du «devoir de mémoire» est aussi un mot d'ordre récurrent dans le champ politique. «Avoir la mémoire courte», c'est être «illégitime»<sup>61</sup>, c'est essayer de faire oublier les «crimes» que son propre camp politique a commis<sup>62</sup>. L'expression peut enfin être brandie pour rappeler les jeunes générations au «souvenir des

---

<sup>59</sup> Ibid.

<sup>60</sup> F. A. Yates, *The Art of Memory*, London, Pimlico, 1994, p. 11.

<sup>61</sup> N. Lapiere, «Dialectique de la mémoire et de l'oubli», *Communications*, no 49, 1989, p. 6.

<sup>62</sup> A l'occasion, la gauche française rappelle aux conservateurs français l'engagement «anti-républicain» et «anti-démocratique» de leurs ancêtres politiques. Dans un discours à l'Assemblée nationale, le premier ministre Lionel Jospin a récemment mis en cause l'attitude des forces conservatrices sur l'esclavage, en 1848, et lors de l'affaire Dreyfus, à la fin du siècle. Voir C. Fabre, F. Roland-Lévy, «La droite accuse Lionel Jospin de tricher avec l'Histoire», *Le Monde*, 16 janvier 1998, p. 6. Inversement, la droite est prompt à accuser le Parti communiste de minimiser, voire d'«oublier», le «sang qu'il a sur les mains», du fait de son allégeance historique au régime soviétique. Cela fut particulièrement clair lors de la polémique parlementaire provoquée par la publication du livre de l'historien Stéphane Courtois: *Le Livre noir du communisme. Crime, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1997.

sacrifices des générations précédentes au service de la nation»<sup>63</sup>, voire même d'entretenir un lien politique inter-générationnel dans le cadre d'une politique gouvernementale de l'emploi pour jeunes<sup>64</sup>.

Thème complexe et douloureux, la mémoire du judéocide reste aujourd'hui intensément débattu dans les sciences sociales. En Israël, les relations troubles entre mémoire institutionnelle, propagande et recherche scientifique ont donné naissance au mouvement des «Nouveaux historiens» à la fin des années 80. Composé de jeunes historiens et de sociologues, ce mouvement a pour objectif de rédiger la «vraie histoire de l'établissement d'Israël», débarrassée de la lecture sioniste expliquant la création de l'Etat d'Israël en 1948 par la Shoah<sup>65</sup>, ou encore présentant, à travers leurs travaux, la Shoah comme le «véritable mythe fondateur de l'Etat d'Israël»<sup>66</sup>. Les mouvements de politisation de la mémoire de

---

<sup>63</sup> La conscription nationale obligatoire en France vient d'être supprimée et remplacée par une journée du «Rendez-vous citoyen», au cours de laquelle il est prévu d'informer les jeunes Français sur les enjeux de la défense et les missions des forces armées. Cette journée prévoit également de rappeler la jeunesse à son «devoir de mémoire» vis-à-vis des «combattants morts pour la France». Voir J. Isnard, «La Réforme du service national recrée des "réserves"», *Le Monde*, 21 août 1997, p. 6.

Par ailleurs, devant le nombre décroissant des anciens combattants de la Première et Deuxième guerre mondiale, le gouvernement de Lionel Jospin envisagerait de substituer dans les années à venir à l'actuel Ministère des anciens combattants, un «Ministère de la mémoire». Ce dernier aurait pour tâche d'«entretenir la mémoire collective», en favorisant des projets de «tourisme de la mémoire», chargés «de prendre, pour les générations à venir, le relais du témoignage direct par les anciens combattants». J.-M. Aphantie, P. Robert-Diard, «Vers la création d'un ministère de la «mémoire»?», *Le Monde*, 18-19 juillet 1999, p. 5.

<sup>64</sup> C'est l'objectif déclaré de l'accord-cadre signé en septembre 1998 entre la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, et le secrétariat aux anciens combattants et victimes de guerre. Cet accord vise à créer dans tous les départements français des postes «d'emploi-mémoire». Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants précise qu'il s'agit, «au moment où disparaît le service national», de «promouvoir dans chaque département le potentiel culturel et civique que constitue l'histoire des conflits auxquels la France a participé au cours du XX<sup>e</sup> siècle». N. Weill, «Des emplois-jeunes à la rescousse de la mémoire», *Le Monde*, 8 septembre 1998, p. 9.

<sup>65</sup> A. Shapira, «Politics and Collective Memory: The Debate Over the "New Historians"», in Israel», *History and Memory*, Vol. 7, no 1, printemps/été 1995, p. 10.

<sup>66</sup> A. Shapira, op. cit., p. 17.



la Shoah, en particulier à partir des gouvernements Bégin et Shamir à la fin des années 70, sont alors dénoncés par de nombreux intellectuels et universitaires israéliens. Ces derniers s'insurgent contre l'utilisation abusive du souvenir de la Shoah (en particulier dans l'enseignement scolaire) comme justificatif de l'occupation du Liban ou des territoires annexés par Israël<sup>67</sup>.

Une littérature abondante en langue française et anglaise se penche sur la «catastrophe du révisionnisme»<sup>68</sup>, et sur ce que Pierre Vidal-Nacquet appelle les «assassins de la mémoire»<sup>69</sup>, c'est-à-dire ceux qui minimisent ou nient le fait que la Shoah ait existé<sup>70</sup>. Au coeur de ce débat, le film documentaire de Claude Lanzmann intitulé *Shoah*, a pris le parti-pris de parler de l'événement sans faire appel aux documents historiques<sup>71</sup>. Seuls les témoignages de survivants ou de témoins ont été pris en compte et projetés. Lanzmann explique que la mémoire de l'Holocauste ne peut être représentée graphiquement, car cela revient à «reconstruire», à «fabriquer des archives». Selon Lanzmann, la mémoire de la Shoah pose un problème, car elle est non-susceptible de représentation<sup>72</sup>. Sa préoccupation majeure est de *vivre* et de *faire vivre* le désastre,

---

<sup>67</sup> A. Elon, «The Politics of Memory», *The New York Review of Books*, Vol. XL, no 16, 7 Octobre 1993, p. 4 ou E. Sivan, «Souviens-toi, souvenez-vous», *L'Autre journal*, mars 1991, no 10, p. 57.

<sup>68</sup> R. Dedeker, «La catastrophe du révisionnisme», *Les Temps modernes*, no 568, novembre 1993, p. 1.

<sup>69</sup> P. Vidal-Nacquet, *Les Assassins de la mémoire*, Paris, La Découverte («Essais»), 1991.

<sup>70</sup> Parmi la pléthore d'ouvrages consacré à cette question, on peut mentionner: D. Lipstadt, *Denying the Holocaust. The Growing Assault on Truth and Memory*, London, Penguin Books, 1994; G. H. Hartman (ed), *Holocaust Remembrance. The Shapes of Memory*, Oxford, Blackwell, 1994.

<sup>71</sup> G. Koch, «The Angel of Forgetfulness and the Black Box of Facticity: Trauma and Memory in Claude Lanzmann's Film *Shoah*», *History and Memory*, vol. 3, no 1, printemps 1991, p. 122.

<sup>72</sup> Claude Lanzmann estime que le film de Steven Spielberg, *La Liste de Schindler* est un «mélodrame kitsch» où le spectateur est avant tout «pris par l'histoire d'un escroc allemand»: voir C. Lanzmann, «Holocauste: la représentation impossible», *Le Monde*, 3 mars 1994, p. 14. L'historienne Annette Wieviorka abonde dans le même sens en disant que le film de Spielberg est une «superproduction hollywoodienne érigée au bout du compte à la gloire des valeurs démocratiques américaines au prix de l'instrumentalisation de la Shoah», et de la «trivialisation» de l'événement. Voir J. Mandelbaum, «L'impossible mémoire», *Le Monde*, 1-2 février 1998, p. 7.

ce qui ne peut-être réalisé que par le biais de voix vivantes, de survivants, des rescapés des camps à qui l'on demande de raconter leur expérience personnelle<sup>73</sup>.

Dans un livre critiquant les «abus de la mémoire»<sup>74</sup>, Tzvetan Todorov critique la thèse selon laquelle la Shoah présenterait un «caractère unique» et «incomparable». Il propose d'établir une distinction entre différentes formes de réminiscence. Il estime que l'événement remémoré peut être compris soit de manière *littérale*, soit de manière *exemplaire*<sup>75</sup>. Dans le premier cas, une séquence douloureuse du passé d'un individu ou d'un groupe d'individus est préservée dans sa littéralité, et s'impose comme tel aux générations futures. Cela signifie qu'il demeure un fait «intransitif», pris à la lettre, c'est-à-dire non susceptible de dépassement. Dans le deuxième cas, un même événement traumatique peut être utilisé, sans en nier pour autant le caractère tragique, comme un *modèle* pour comprendre des situations nouvelles. Cette lecture littérale de l'événement recouvert permet l'*analogie* et la *généralisation*. Le passé tragique peut, dans ce cas de figure, devenir un repère pour d'autres événements, à partir duquel il est possible de tirer un enseignement: «le passé devient donc principe d'action pour le présent»<sup>76</sup>, et permet «de quitter le soi pour aller vers l'autre»<sup>77</sup>. Todorov dit que la «mémoire littérale» est aveuglément répétitive, et donc porteuse de risques, alors que la «mémoire exemplaire» est potentiellement libératrice<sup>78</sup>. La mémoire exemplaire est porteuse de «justice», dans la mesure où la justice naît de la généralisation de l'offense particulière et qu'elle s'incarne dans la loi impersonnelle et générale<sup>79</sup>. Todorov remarque que la forme de «mémoire exemplaire» est très peu fréquente en ce qui concerne le débat sur la Shoah, alors que des

---

<sup>73</sup> S. Naïr, «Shoah, une leçon d'Humanité», *Les Temps modernes*, no 470, septembre 1985, p. 430.

<sup>74</sup> T. Todorov, *Les Abus de la mémoire*, Paris, Aléa, 1995.

<sup>75</sup> T. Todorov, op. cit., p. 30.

<sup>76</sup> T. Todorov, op. cit., p. 31.

<sup>77</sup> T. Todorov, op. cit., p. 32.

<sup>78</sup> T. Todorov, op. cit., p. 31.

<sup>79</sup> T. Todorov, op. cit., p. 32.

comparaisons avec d'autres génocides pourraient être faites, non pour retirer le caractère exceptionnel de l'événement, mais au contraire, pour mieux le souligner<sup>80</sup>.

L'usage de l'expression «devoir de mémoire» dont on a montré qu'elle pouvait renvoyer à un passé instrumentalisé (y compris dans le cas de la Shoah) au profit d'intérêts politiques présents, s'avère donc problématique<sup>81</sup>. En outre cette notion fait entrer le débat sur la mémoire collective sur le terrain de la morale. Elle est, à cet égard, davantage une «formule convenue, irréflechie»<sup>82</sup>, selon un moralisme qui délimite autoritairement les contours et le contenu de ce qui *doit* être remémoré. Comme l'a dit Henry Rousso, au sortir du procès Papon en France, le propre du «devoir de mémoire» est d'induire un discours préparé à l'avance, de nature «idéologique», de donner à entendre une «morale de substitution avec ses tabous et sa langue de bois»<sup>83</sup>. Poussé à l'extrême, l'injonction de se souvenir peut, dans le cas, de la Shoah, s'avérer anti-pédagogique et contre-productive, et finir par «lasser» des personnes hyper-sensibilisées à la question<sup>84</sup>.

L'approche «politisée» de la mémoire qui vient d'être exposée, ignore largement le fait que la mémoire est avant tout un

---

<sup>80</sup> T. Todorov, op. cit., p. 49.

<sup>81</sup> Alain Brossat relève les conséquences proprement politiques que la mode du «retour obligé» sur le passé occasionne: «"Sois et souviens-toi!" — tel le nouveau credo, la nouvelle Annonce, là où l'après-68 intimait: "Sois et sois conscient (comme prolétaire, femme, marxiste révolutionnaire, etc.). Insolite surgissement d'un nouveau paganisme, celui de l'*homo rythmicus* résolument tourné vers le passé et son culte, d'anniversaire en commémoration, de bataille de mémoire en gesticulations iconoclastes», in «Mémoire, pauvre miracle», *Actuel Marx*, no 15, 1994, p. 23.

<sup>82</sup> E. Schnur, «Ne prenons pas les jeunes en otage», *Le Monde*, 5 décembre 1997, p. 8.

<sup>83</sup> H. Rousso, «Le tribunal de l'Histoire a jugé Vichy depuis longtemps», *Le Monde*, 7 avril 1998, p. 14.

<sup>84</sup> Alain Finkelkraut estime à propos du procès Papon que «(...) l'opinion est divisée en deux: les excités et les excédés; ceux qui attendent Hitler de pied ferme d'un côté, de l'autre, ceux qui sont fatigués de voir les juifs, jamais contents, demander des comptes à la France, à la Suisse, au pape et à la terre entière (...). Excités contre excédés: ce qui importe maintenant, c'est de sortir la mémoire de cette polarisation», in *Le Nouvel observateur*, 16-22 avril 1998, no 1745, p. 45.

processus psychique, sélectif et oublieux, dépendant des urgences essentielles du présent. Par conséquent, si l'on peut accepter que, d'un point de vue moral, chaque individu a un devoir de comportement (en vertu de valeurs essentielles partagées par les membres d'un groupe social), la notion de «devoir de mémoire» fait pencher dangereusement vers une conception de la mémoire comprise comme possible objet de contrôle moral et social. Il s'ensuit qu'une telle approche de la notion ne peut être qu'aporétique dans le cadre d'une étude sur la mémoire du socialisme français. Dans ce type de recherche, il semblerait aventureux de plaquer la grille de lecture fortement normative et contraignante de la mémoire de la Shoah sur un travail visant à établir quels sont les souvenirs partagés par la famille socialiste en France. Dans l'exemple du socialisme en France, ce sont les traces et le travail de la mémoire dans leur manifestation épique ou triviale, banale ou exceptionnelle qui sont recherchés. A la différence de la Shoah, événement unilatéralement tragique, on peut émettre l'hypothèse que la mémoire socialiste doit se faire l'écho d'événements à la fois tragiques et joyeux, honteux ou glorieux. Cette considération n'indique pas pour autant qu'une socialisation politique ne puisse induire un système de normes, sorte de corpus idéologico-éthique auquel les membres du parti vont pouvoir se référer dans le cours de leur action partisane. Ce qu'une enquête sur la mémoire collective d'adhérents à une formation politique se doit d'exclure, c'est la possibilité d'un rapport au passé vécu sur le mode de l'injonction morale ou de la leçon d'histoire docilement apprise par les membres du groupe.

## Section II

### Les présupposés de la démarche a-prioriste

#### A. Pierre Nora et les lieux de la mémoire savante

Le travail monumental qu'ont consacré Pierre Nora et une centaine d'historiens aux *Lieux de mémoire* de la nation française se détache de l'ensemble des contributions sur le sujet par le labeur considérable qu'il représente<sup>85</sup>, ainsi que par son ambition académique<sup>86</sup>. A travers ces ouvrages volumineux, il s'agit de dresser l'inventaire des lieux concrets ou abstraits dans lesquels s'est incarnée ou s'incarne encore la mémoire de la France. Par «lieux de mémoire», Nora entend les monuments, les musées, les paysages, les institutions, les symboles, les archives (choses sensibles), mais aussi les concepts (la Nation, la droite et la gauche, la laïcité), les ouvrages dits «classiques» (*A la recherche du temps perdu* de Marcel Proust), événements publics (les funérailles de Victor Hugo) ou encore certains personnages historiques. A chaque thème retenu est consacré un chapitre, ce qui fait que le livre peut se lire dans le désordre au gré de l'intérêt du lecteur. L'ensemble du projet est toutefois sous-tendu par une problématique précise. Selon Nora, «la mémoire est le seul tremplin qui permette de retrouver à la

---

<sup>85</sup> Entre 1984 et 1993, Pierre Nora a édité: *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard. Tome 1: La République (1984); Tome 2: La Nation (3 volumes, 1986) et Tome III: Les France (3 volumes: 1. Conflits et partages; 2. Traditions; 3: De l'archive à l'emblème, 1993).

<sup>86</sup> Pierre Nora estime à propos des contributions des *Lieux de mémoire* que «[l]a simple évocation de ces cas, où la mémoire joue un rôle actif et puissant, tantôt moteur et tantôt destructeur, suffirait à montrer qu'avec la promotion de la mémoire au centre des préoccupations des historiens on n'est pas dans les jeux futiles et académiques de l'esprit, dans une recherche complaisante et désincarnée, mais au coeur le plus dynamique et saignant de l'histoire contemporaine», in «Mémoires comparées», *Le Débat*, no 78, janv.-fév. 1994, pp. 3-4.

"France", comme volonté et comme représentation, l'unité et la légitimité qu'elle n'avait pu connaître que par son identification à l'Etat, expression d'une grande puissance, dans sa longue période de grandeur<sup>87</sup>. Nora remarque que «[d]ans le trouble que connaît actuellement l'identité nationale et l'ébranlement de ses repères, la mise en valeur de son patrimoine mémoriel est la condition première du réajustement de son image et de sa redéfinition dans l'ensemble européen»<sup>88</sup>. Ce qui a motivé le projet de Nora, c'est une profonde angoisse à propos de la «France en crise». La France observée par Nora est «en crise» du fait de l'accélération de l'histoire et du temps social, qui, en retour, a précipité la disparition des «sociétés-mémoires», c'est-à-dire des sociétés régies par l'empreinte inexorable de la tradition, dans lesquelles étaient assurées la conservation et la transmission des valeurs du groupe.<sup>89</sup> Nora remarque que l'accélération du temps social a provoqué la rupture d'un «lien d'identité très ancien» entre histoire et mémoire. La consécration de «lieux de mémoire» s'explique par conséquent par le besoin qu'éprouvent les sociétés modernes «d'arrêter l'histoire». En d'autres termes, si la mémoire se confondait avec l'histoire, cela signifierait que «[c]haque geste, jusqu'au plus quotidien, serait vécu comme la répétition religieuse de ce qui s'est fait depuis toujours (...)». A partir du moment où il y a «trace, distance, médiation, on n'est plus dans la mémoire vraie, mais dans l'histoire»<sup>90</sup>. Nora fait remonter à l'entre-deux-guerres, la rupture définitive entre histoire, mémoire et nation. La nation (républicaine) a alors cessé d'être un enjeu idéologique pour être considérée comme un donné, l'histoire militante et pédagogue de la III<sup>e</sup> République est devenue une science sociale à part entière, et la mémoire a été refoulée au rang de phénomène strictement privé<sup>91</sup>.

---

<sup>87</sup> Pierre Nora, «La nation-mémoire», in *Les Lieux de mémoire*, Tome II: La Nation, Paris, Gallimard, 1986, p. 651.

<sup>88</sup> P. Nora, «La nation-mémoire», op. cit., p. 658.

<sup>89</sup> P. Nora, «Entre mémoire et histoire. La problématique des lieux», in *Les Lieux de mémoire*, op. cit., Tome I, 1984, pp. XVII-XVIII.

<sup>90</sup> P. Nora, «Entre mémoire et histoire: la problématique des lieux», op. cit., p. XIX.

<sup>91</sup> P. Nora, «Entre mémoire et histoire: problématique des lieux», op. cit., p. XXIII.

L'historien considère que le besoin frénétique de se souvenir constitue la preuve éclatante de la «liquidation de la mémoire»<sup>92</sup>. Pour Pierre Nora, l'éclatement de la mémoire laisse apparaître un avenir ressenti comme «de plus en plus imprévisible et menaçant»<sup>93</sup>.

L'historien tente de dénouer les liens de parenté qu'entretiennent entre-eux des monuments, des symboles, des manuels, des musées, des institutions (e.g. l'Académie française); des régions (e.g. la Vendée), des personnages historiques (e.g. Jeanne d'Arc), des catégories administratives (e.g. le département), des concepts politique (e.g. la gauche et la droite) ou des catégories temporelles (e.g. la génération). Le résultat escompté est d'aboutir à la «mise en place générale des blocs les plus massifs de nos représentations et de notre mythologie nationales»<sup>94</sup>.

Reçue et commentée dans le monde universitaire<sup>95</sup>, dorénavant utilisée dans le langage ordinaire<sup>96</sup>, l'expression «lieux de mémoire» appelle cependant un examen critique. Nora n'apporte pas la preuve de ce que les «lieux de mémoire» ainsi exposés à la connaissance du lecteur constituent *effectivement* des réceptacles de la mémoire pour le sujet de son investigation, c'est-à-dire la population française. «Au départ, il faut qu'il y ait volonté de

---

<sup>92</sup> P. Nora, «Entre mémoire et histoire: problématique des lieux», op. cit., p. XXVII.

<sup>93</sup> O. Mongin, «Une mémoire sans histoire? Vers une autre relation à l'histoire», *Esprit*, mars-avril 1993, no 3-4, p. 103.

<sup>94</sup> J. Garcin, «Pierre Nora: Penser la nation sans le nationalisme», *Le Nouvel observateur*, no 1699, 29 mai 1997, p. 63.

<sup>95</sup> Des projets de traduction en italien et en allemand sont en cours, et une traduction abrégée en anglais est déjà disponible: Pierre Nora (ed), *Realms of Memory: Rethinking the French Past*, New York, Columbia University Press, 1996 (2 vol.).

<sup>96</sup> Pierre Nora raconte que la diffusion publique du mot a une origine bien précise. Au moment de la fermeture annoncée du Fouquet's à Paris, le propriétaire de l'établissement a insisté publiquement sur l'obligation morale qui pesait sur les pouvoirs publics de sauver un «lieu de mémoire». De manière générale, le concept norien a permis de sauver un certain nombre de biens «chargés d'une histoire culturelle», mais que les lois de préservation du patrimoine ne permettent pas de prendre en compte. L'autre exemple célèbre est l'Hotel du Nord (scène du film d'avant-guerre *Drôle de Drame*), qui a été sauvé de la démolition grâce à un comité de défense des «lieux de mémoire» de la culture française. Cf J. Garcin, op. cit., p. 63.

mémoire» dit Nora<sup>97</sup>. Ce postulat n'est guère démontré au cours de la recherche. Les lieux qui ont été retenus sont avant tout ceux de quelques érudits universitaires. Les historiens qui ont participé au projet se sont peu posés — voire pas du tout — la question du rapport affectif des agents sociaux aux objets de mémoire qu'ils ont auto-désignés. Il est certes probable qu'un nombre important de ces «lieux sur le papier», soient, de fait, des «lieux chargés de mémoire» pour de nombreux Français, dans le sens où ils font partie d'un patrimoine national, et qu'ils constituent, à ce titre, des objets autour desquels les Français peuvent de tout temps s'unir (ou s'opposer) en pensée. En ce sens, ils permettent à la nation française de se retrouver autour d'un «plus petit dénominateur commun», mais rien de plus. Un double problème découle de cela. Il apparaît pour commencer improbable que la longue liste des lieux de mémoire que dresse Nora, produise du sens et du souvenir pour une masse indifférenciée d'individus. Il est, par exemple, probable que *A la recherche du temps perdu* de Marcel Proust soit avant tout un lieu de mémoire socio-culturellement situé, c'est-à-dire correspondant à la fraction de la population la plus éduquée. Une autre aporie, plus sérieuse, est constituée par le fait qu'il n'est jamais établi clairement quels sont les lieux de mémoire qui sont «habités»<sup>98</sup>, et ceux qui ne le sont pas. En d'autres termes, quels sont les lieux qui vont permettre à l'ensemble des Français de se fondre dans une «mémoire nationale»? : Nora n'apporte pas de réponse à cette question. Certes, un lecteur français moyennement éduqué reconnaîtra au fil de la lecture des monographies certains, voire la plupart des objets étudiés. Il n'en demeure pas moins que la preuve de la location des lieux de mémoire est présupposée, posée *a priori* par les esprits savants des historiens. En revanche la preuve *a posteriori* de la pertinence de ces lieux est totalement évitée. Dans cette perspective, l'historien se serait fait un observateur attentif des usages populaires des lieux de mémoire désignés, relevant dans quelle mesure ils sont «pratiqués» par les individus, ou perçus par

<sup>97</sup> P. Nora, «Entre mémoire et histoire: la problématique des lieux», p. XXXV.

<sup>98</sup> M.-C. Lavabre, «Usages du passé, usages de la mémoire», *Revue Française de Science Politique*, Vol. 44, no 3, juin 1994, p. 484.



eux comme tels, quelle utilisation ou rapport concret ils entretiennent à leur endroit. A l'inverse, l'entreprise de Pierre Nora, bien loin d'engager une observation réflexive sur d'authentiques lieux de mémoires — c'est-à-dire des lieux habités par les esprits des vivants — semble proposer au lecteur une sorte d'examen qui a pour objet de tester ses connaissances historiques sur les monuments, personnages et autres lieux symboliques célébrés par l'historiographie et le régime républicain.

Certains critiques perçoivent même à travers le travail de Nora et de ses collègues une sorte de répertoire à la Prévert mettant en scène une «forme post-moderne d'anti-histoire», dans laquelle toute structure narrative d'ensemble est résolument évacuée<sup>99</sup>. Paradoxale et ironique quand on connaît l'attachement de Nora à l'idée de nation, la remarque semble toutefois recevable<sup>100</sup>.

En conséquence, est-il possible de désigner par «lieu de mémoire» ce qui, de fait, renvoie simplement à de l'histoire, savante de surcroît? En outre, il est troublant de constater que c'est l'historien qui, *intuitu personae*, décide de mettre en scène des lieux «chargés de mémoires», décidant ceux qu'il convient d'inclure et ceux qui ne doivent pas être mentionnés<sup>101</sup>. Trop souvent, le mot «mémoire» est utilisé alors qu'il aurait suffi de s'en tenir à des termes conceptuellement plus clairs tels que «histoire», «tradition», «doctrine» ou «praxis».

---

<sup>99</sup> Cf P. France, S. Reynolds, «A Post-Modern Cathedral? *Lieux de mémoire*, the Topology and Topography of France», *Modern and Contemporary France*, NS4 (2), 1996, p. 230.

<sup>100</sup> C'est ce que reconnaît implicitement Pierre Nora dans un entretien récent. Il déplore l'utilisation excessive et abusive du terme «lieu de mémoire» par le grand public, ce qui, selon lui, a fait évoluer son entreprise vers une forme de «consensus mou». Cf B. Cabanes, J.-M. Dreyfus, «Un entretien avec Pierre Nora», *European Review of History*, Vol. 4, no 2, 1997, p. 215. Son avis semble partagé par l'historienne Mona Osouf, qui a par ailleurs participé à l'entreprise. Cf «Le passé recomposé», *Le Magazine littéraire*, no 307, février 1993, p. 24.

<sup>101</sup> L'historien Steven Englund note, par exemple, qu'aucun des volumes des *Lieux de mémoire* ne fait référence au mythe, à la tradition ou à l'idéologie de l'Empire ou du bonapartisme. Cf S. Englund, «L'Histoire des âges récents. Les France de Pierre Nora», *Politix*, no 26, 2<sup>e</sup> trimestre 1994, p. 160.

Ainsi, loin d'éclairer notre essai de définition de la notion de «mémoire collective», la démarche *a prioriste* de Pierre Nora ne fait qu'obscurcir les termes du débat. L'entreprise apporte cependant un enseignement majeur: un cadre supposé de mémoire — ce que Nora nomme un «lieu» — ne constitue qu'un *cadre virtuel* de mémoire. Il s'agit, dans une approche compréhensive et réflexive de la mémoire, de vérifier si le cadre désigné permet effectivement d'agréger et de cristalliser une mémoire, telle qu'elle est perçue et vécue par les agents sociaux. En d'autres termes, le simple travail de recherche de supports de la mémoire (supports objectifs ou conceptuels) s'avère insuffisant pour dégager les contours et le contenu de la mémoire collective d'un groupe social.

## B. Commémoration et mémoire

La France se distinguerait, en Europe, par son «obsession commémorative», sa «frénésie de liturgies historiques»<sup>102</sup>. La célébration du bicentenaire de la Révolution française en 1989 ou du quinzième centenaire du baptême de Clovis, en 1996, ont été les deux points d'orgue d'une vague récente de commémorations nationales. Les cérémonies commémoratives (et les monuments aux morts) ont connu en France un développement important après la fin de la Première guerre mondiale, où ils ont eu «pour fonction essentielle d'apprendre à supporter la vie après la guerre (...) [d']aseptiser la guerre et la mort, et [de] réaffirmer le rôle traditionnel des hommes et des femmes dans la société»<sup>103</sup>. De manière générale, la commémoration est une cérémonie qui sert à rappeler le souvenir d'une personne ou d'un événement: il s'agit, dans ce cadre, de souligner un lien entre les hommes reposant sur la mémoire. Les cérémonies commémoratives semblent remplir un rôle particulier au sein des sociétés sécularisées, dans la mesure où celles-ci se comprennent comme des «sociétés historiques», et qu'à ce titre elles insistent sur la connaissance exacte de leur passé. Les

---

<sup>102</sup> J.-C. Guillebaud, *La Trahison des Lumières*, Paris, Seuil, 1995, p. 21.

<sup>103</sup> A. Becker, «La passion de commémorer», *Le Monde*, 26 août 1994.

événements et personnages commémorés doivent pouvoir être «datés», «historicisés» par le truchement de la preuve historique, et non simplement par le fait de la continuité de la tradition<sup>104</sup>.

De nombreuses études ont récemment montré la part de rituel au coeur de l'acte commémoratif<sup>105</sup>. La plupart des rituels commémoratifs constituent des actes formalisés, répétitifs et stéréotypés<sup>106</sup>. Cette répétition dans le rituel commémoratif implique la continuité du groupe avec son passé<sup>107</sup>. Des travaux anthropologiques montrent même que la connaissance du mythe permettant d'expliquer l'existence du rite est une source de pouvoir réservée aux plus hauts dignitaires politiques ou religieux de la communauté<sup>108</sup>.

Si le rituel de la commémoration pose la question du lien entre les membres du groupe et son propre passé, dans quelle mesure peut-on estimer que la commémoration participe de la transmission de la «mémoire collective» d'un groupe social donné? Les historiens travaillant sur la pratique commémorative remarquent pour la plupart que ces rituels sont, dans l'ensemble, en

---

<sup>104</sup> Ph. Raynaud, «La commémoration: illusion ou artifice», *Le Débat*, janv.-fév. 1994, no 78, p. 105.

<sup>105</sup> Je retiens la définition du «rituel» donnée par Steven Lukes: «Rule-governed activity of a symbolic character which draws the attention of its participants to objects of thought and feeling which they hold to be of special significance», S. Lukes, «Political Ritual and Social Integration», in *Essays in Social Theory*, New York, Columbia UP, 1977, p. 54.

<sup>106</sup> En particulier, des études consacrées aux commémorations de la Première et Seconde guerre mondiales relèvent que chaque cérémonie commémorative répond à un rituel formalisé, stéréotypé et répété quasiment à l'identique quelle que soit les régions ou époques pendant laquelle elle est pratiquée. Chaque rituel de cérémonie répond invariablement au schéma suivant: 1. Le rassemblement se forme le plus souvent devant l'hôtel de ville, à la fois centre géographique et civique de la localité; 2. Le cortège se rend au lieu de recueillement principal, dans la plupart des cas au lieu du monument aux morts de la Guerre 14-18; 3. Les officiels et anciens combattants y déposent une gerbe de fleurs; 4. On fait observer une minute de silence, les drapeaux s'inclinent en signe de respect pour les morts, un orchestre joue La Marseillaise, enfin les officiels prononcent les discours d'usage. Voir sur ce point F. Marcot, «Rites et pratiques», Collectif, *La Mémoire des Français. Quarante ans de commémoration de la Seconde guerre mondiale*, Paris, Editions du CNRS, 1986, p. 31; A. Prost, *Les Anciens combattants et la société française*, Paris, PFNSP, 1976, Tome 3: «Mentalités et idéologies», pp. 35-75.

<sup>107</sup> P. Connerton, *How Societies Remember*, Cambridge, Cambridge UP, 1994, p. 44.

<sup>108</sup> R. Bastide, *Les Religions africaines au Brésil*, Paris, PUF, 1960, p. 334.

voie de «banalisation», de «marginalisation», car les participants aux cérémonies commémoratives «[ne sont pas] dupes des légendes qui viennent parfois enjoliver la réalité»<sup>109</sup>. Nombre d'entre eux sont convaincus que la commémoration ne permet que très marginalement de transmettre la mémoire du passé aux membres du groupe<sup>110</sup>. Certains même estiment que la commémoration est «le contraire de la démarche historique»<sup>111</sup>. Selon ces auteurs, l'histoire chercherait à replacer l'événement étudié et s'efforcerait de le rendre compréhensible, alors que la commémoration l'extrait de son environnement réel pour lui donner une valeur symbolique en fonction des intérêts particuliers du moment ou de groupes sociaux rivaux<sup>112</sup>. Le plus souvent organisé à l'initiative des appareils d'Etat, de partis ou de groupes socialement constitués, les commémorations, en essayant de contrôler le temps, tentent indirectement de «contrôler les esprits»<sup>113</sup>.

Rejetant une lecture «orwellienne» du phénomène de la commémoration selon laquelle l'acte commémoratif a pour objet principal le «contrôle des esprits», il semble davantage pertinent de se pencher sur l'acte commémoratif en tant qu'il met en scène des groupes intermédiaires entre l'appareil d'Etat et l'individu isolé. Dans ce cadre, les commémorations peuvent participer de l'établissement et de la préservation de l'identité religieuse ou politique d'une communauté particulière. Certains groupements politiques, exclus durablement du pouvoir, peuvent par le biais de

---

<sup>109</sup> C'est ce que remarque un journaliste du *Monde* à propos de la commémoration de la libération de Paris. Il note que le succès de cette commémoration qu'il situe «entre histoire et mémoire», doit avant tout son important succès populaire au fait qu'elle ait été organisée sur le mode du spectacle, et non au fait que les parisiens soient venus se souvenir de l'événement. Cf T. Ferenczi, «Les jeux ambigus de la mémoire», *Le Monde*, 28-29 août 1994.

<sup>110</sup> F. Marcot, «Rites et pratiques», op. cit., p. 38.

<sup>111</sup> P. Garde, «Faut-il commémorer?», *Le Monde*, 7 août 1996.

<sup>112</sup> Voir sur ce point l'étude comparée de trois commémorations de la Révolution française: P. Ory, *Une nation pour mémoire: 1889, 1939, 1989 - trois jubilé révolutionnaires*, Paris, PFNSP, 1992 et G. Namer, *Batailles pour la mémoire. La commémoration en France*, Paris, Papyrus, 1983.

<sup>113</sup> J. Chesneaux, «Commémorations: l'art d'être-dans-le-temps», *Le Monde*, 15 août 1996.

la commémoration articuler une «contre-mémoire» officielle. Ainsi jusqu'aux années 70, le Parti communiste français a célébré le 10 juillet 1940 comme le seul appel national à la résistance, s'opposant ainsi à la commémoration de l'Appel du 18 juin 1940 organisée par les gaullistes.

Les commémorations, qu'elles soient orchestrées par les pouvoirs publics ou par un simple groupe, peuvent entraîner une reconstitution «imaginaire» ou «libre» du passé. De nombreuses recherches historiques ont montré que des événements supposés anciens sont, de fait, des traditions nouvellement créées. Dans ce cas de figure, le rituel commémoratif est d'autant plus formel et démonstratif dans sa propre mise en scène qu'il vise à légitimer une tradition récente et donc encore insuffisamment ancrée dans les pratiques et esprits du public<sup>114</sup>.

Ces quelques remarques sur la notion de commémoration pose la question de savoir dans quelle mesure l'acte commémoratif participe de la construction et de la consolidation de la mémoire collective. En d'autres termes, quel est l'effet produit par ces cérémonies sur ses acteurs et participants? Ont-elles une fonction proprement didactique, dans le sens où elles permettraient aux membres du groupe de mieux comprendre ou simplement d'avoir accès à un certain nombre d'informations relatives au passé de ce groupe? Ou, plus prosaïquement, doit-on voir l'acte commémoratif comme un simple rite formel auquel des individus participent, et qui ne leur donne accès qu'à une compréhension synchrétique du passé? Ou encore, peut-on estimer que la commémoration constitue, pour la grande majorité des participants, un rituel dont la signification et la portée historique leur échappe pour tout ou partie, voire même, ne les intéresse que très médiocrement?

---

<sup>114</sup> L'ouvrage de référence sur ce point est: E. Hobsbawm, T. Ranger (eds), *The Invention of Tradition*, London, Canto, 1994. Dans le cadre français, voir également l'étude consacrée à la «ré-invention» du paysan vendéen anti-révolutionnaire et anti-républicain, à travers le spectacle du Puy du Fou organisé chaque année par le député conservateur Philippe de Villiers, qui appelle à la reconnaissance officielle et à la commémoration de ce qu'il appelle le «génocide vendéen». Cf J.-C. Martin, C. Suaud, «Le Puy du Fou. L'interminable réinvention du paysan vendéen», *Actes de la recherche en sciences sociales*, juin 1992, no 93, pp. 21-37.

L'historien Paul Veyne a traité de la question de manière indirecte. Prenant l'exemple des oeuvres d'art sculptées ou peintes dans des lieux publics, il part du sens commun qui estime que les peintures ou sculptures «font voir ce que croit [la] société ou servent à lui faire croire ce qu'elle voit»<sup>115</sup>. Or, remarque P. Veyne, nombre d'études anthropologiques s'accordent sur le fait que, très souvent, les individus accomplissent des rites sans croire à leur signification, voire même sans s'y intéresser. L'historien en déduit que la liturgie commémorative ne constitue pas un moyen de communication dans le sens où elle *enseignerait* de manière didactique aux participants l'histoire du groupe. Veyne estime que l'acte commémoratif est en quelque sorte similaire aux bas-reliefs napoléoniens qui ornent le haut de la colonne Vendôme à Paris. Situés à plus de vingt mètres de hauteur du sol, personne n'est en mesure d'en déchiffrer l'iconographie, ni même de les voir. Il s'agit, selon P. Veyne, d'une oeuvre d'art qui ne s'offre pas au regard du promeneur de la place Vendôme. Elle n'est donc guère vue ou comprise, et pourtant elle est considérée comme importante<sup>116</sup>. D'une certaine manière, il est possible de dire que la colonne Vendôme n'a pas pour objet d'*informer* les individus, mais de proclamer la grandeur du régime napoléonien. Sa non-visibilité n'est donc pas accidentelle, car l'oeuvre n'est pas destinée à être regardée. Au mieux, elle reçoit des regards en passant, des regards de biais, mais elle n'est jamais déchiffrée. Il semblerait donc, à travers cet exemple, que l'extrême attention portée à la réalisation des bas-reliefs a été sans commune mesure avec la médiocre réception de l'oeuvre. Veyne remarque qu'il est possible de déplacer la réflexion sur la non-visibilité d'une oeuvre sur le terrain des rites et commémorations: la plupart des commémorations renvoient à des événements dont la complexité historique nécessiterait bien souvent une étude préalable afin de pouvoir en déchiffrer la signification dans son intégralité. C'est pour cette raison que la plupart des commémorations induisent des conduites qui «ne

---

<sup>115</sup> P. Veyne, «Conduites sans croyance et oeuvres d'art sans spectateurs», *Diogenes*, juill.-sept. 1988, no 143, p. 3.

<sup>116</sup> P. Veyne, op. cit., p. 4.

fonctionnent qu'à dix pour cent de leur énergie»<sup>117</sup>. En conséquence, il est douteux de considérer que la signification reçue généralement n'est pas celle qu'implique le contenu ou que souhaitait les organisateurs d'une cérémonie commémorative. Paul Veyne en conclut que «[l]a plupart des cérémoniels sont ainsi des conduites qui n'ont pas pour fonction d'affirmer la croyance qu'ils contiennent. (...) L'analogie entre cérémoniels et oeuvres d'art est fondée: les cérémonies sont de l'art, tout comme un tableau ou un poème; les défilés militaires aussi, ainsi que la complication gratuite des manières de table en Occident»<sup>118</sup>.

Il apparaît donc que la fonction d'une commémoration, instituée sous la forme d'un rite, est de célébrer, de solenniser, et beaucoup moins de symboliser ou d'informer. Dans de nombreux cas, il sera difficile de saisir, à partir d'une commémoration particulière, la croyance à laquelle celle-ci correspond dans les esprits et représentations des acteurs. La commémoration, en tant que rituel servant à cultiver la mémoire de l'histoire et des ancêtres du groupe n'établit «un lien entre le passé et le présent» pour les membres du groupe, que si certaines conditions sont réunies: il faudra, par exemple, mesurer pour chaque participant l'étendue des connaissances pures par rapport à l'événement célébré pour comprendre dans quelle mesure l'agent adhère à la «croyance» que la cérémonie est censée contenir. Il faudra également, dans un travail d'observation attentif, relever comment et dans quelle mesure l'aspect «festif» prend le pas sur la croyance et la norme que la commémoration est supposée générer. Si ces conditions sont réunies, l'acte commémoratif peut, dans un travail sur la mémoire collective, être placé au sein des investigations empiriques et des réflexions théoriques<sup>119</sup>.

---

<sup>117</sup> P. Veyne, op. cit., p. 14.

<sup>118</sup> Ibid.

<sup>119</sup> Une illustration de l'«économie de la commémoration» est proposée dans la III<sup>e</sup> partie de ce travail, avec l'étude de la commémoration de l'assassinat de Jean Jaurès sur la place du même nom au pied de la statue du leader socialiste, par la section socialiste de Carmaux, chaque 31 juillet. Cette III<sup>e</sup> partie offre également une lecture du spectacle «son et lumière» dédié à Jaurès qui s'est déroulé près de Carmaux en août 1994.

### C. L'historien et la «stratégie Canada Dry»

L'utilisation aporétique de la notion de mémoire collective, par nombre d'historiens, renvoie à un vieux débat toujours en cours dans les sciences sociales, en particulier en France. Pour l'historien Gérard Noiriel, il apparaît que depuis une vingtaine d'années les historiens ont ignoré, dans leur réflexion sur leurs propres pratiques, les outils fournis par la sociologie, alors qu'en même temps ils tendaient à les utiliser de plus en plus abondamment pour étudier leurs objets de recherche. Noiriel estime que cette contradiction s'explique par le fait que les sociologues (français) ont souvent conçu leur dialogue avec les historiens sur le mode de la mise en cause du caractère scientifique de l'histoire comme discipline, contestant sa légitimité intellectuelle, et rendant ainsi toute collaboration entre les deux difficile<sup>120</sup>. Pierre Bourdieu, dans un article-entretien récent, a relancé le débat du point de vue du sociologue<sup>121</sup>. Bourdieu considère que le durkheimisme a, dès l'origine, été le «refoulé» de l'Ecole des *Annales*, et que ce refoulement a perduré pour les générations suivantes d'historiens jusqu'à présent. Selon Bourdieu, l'histoire française a emprunté largement à la sociologie durkheimienne, mais, en même temps, n'a eu de cesse de s'insurger contre l'«ambition totalitaire» de la sociologie. Les historiens français ont donc suivi, selon le mot de Bourdieu, une stratégie «Canada Dry»<sup>122</sup>, permettant de «cumuler les profits techniques de l'emprunt et les profits symboliques du refus» et «d'avoir la sociologie sans la sociologie et surtout sans les

---

<sup>120</sup> G. Noiriel, *Sur la «crise» de l'histoire*, Paris, Belin, 1996, p. 164.

<sup>121</sup> P. Bourdieu (entretien avec L. Raphael), «Sur les rapports entre la sociologie et l'histoire en Allemagne et en France», *Actes de la recherche en sciences sociales*, nos 106-107, mars 1995.

<sup>122</sup> Bourdieu fait évidemment référence au «Canada Dry», une boisson sucrée et gazeuse non-alcoolisée. Une publicité télévisée célèbre dans les années 70 en France mettait en scène les Incorruptibles dans le Chicago de la prohibition. Une séquence montrait Elliott Ness qui se saisissait d'une bouteille de «Canada Dry», croyant mettre la main sur une cargaison d'alcool. La publicité se terminait sur un gros plan d'un Elliott Ness médusé et une voix off qui disait: «Canada Dry, la boisson qui ressemble à de l'alcool, mais qui n'est pas de l'alcool».



sociologues»<sup>123</sup>. Ce «refoulement» serait l'expression de la position centrale de l'histoire dans le champ universitaire, à mi-distance entre la philosophie et l'histoire littéraire («disciplines canoniques») et la sociologie, la linguistique et la psychologie (disciplines nouvelles). Dans ce champ universitaire, l'histoire, selon Bourdieu, serait dominante socialement, mais dominée théoriquement<sup>124</sup>. Il estime que l'histoire, en tant que discipline, est tiraillée entre les «attentes du grand public» et les impératifs de la rigueur scientifique. Les oeuvres de vulgarisation pour le «grand public» participent de l'élaboration et de la diffusion d'une production historique qui prend pour objet la «commémoration» ou la «célébration du patrimoine national», de ses «hauts faits» et de ses «hauts lieux»<sup>125</sup>. Par sa référence implicite mais claire aux *Lieux de mémoire* de Pierre Nora, Bourdieu met l'accent sur l'un des problèmes centraux dans ce débat sur l'usage confus de la notion de mémoire collective. L'approche historique privilégie l'idée selon laquelle la «trace historique» (i.e. l'événement, les écrits, etc.) précèdent et créent le souvenir collectif (car elle s'ouvre au regard de «tous», à la «nation entière»). L'absence de preuve apportée pour étayer l'existence de la mémoire collective est maladroitement compensée par l'utilisation de la notion halbwachsienne de «mémoire collective», reprise ici comme un «concept dégriffé»<sup>126</sup>, dans la mesure où il est utilisé en dehors du contexte de sa production théorique, sans référence au système de raisonnement et de relation intellectuelles dont il est pourtant indissociable.

La question que pose l'analyse précédente des *Lieux de mémoire* est celle du rapport entre ce que Marie-Claire Lavabre appelle le *poids du passé* et le *choix du passé*, ou, en d'autres termes,

---

<sup>123</sup> P. Bourdieu, «Sur les rapports entre la sociologie et l'histoire en Allemagne et en France», op. cit., p. 109.

<sup>124</sup> Bourdieu dit à ce propos: «[L'histoire] est un peu le ventre mou des sciences sociales et l' "interdisciplinarité intégratrice" dont elle se réclame volontiers est plus proche des stratégies politiques des «partis attrape-tout» (*catch all parties*), que d'un véritable parti scientifique». P. Bourdieu, op. cit., p. 110.

<sup>125</sup> Ibid.

<sup>126</sup> P. Bourdieu, op. cit., p. 111.

entre la permanence et la reconstruction du passé<sup>127</sup>. Dans le cadre du travail de P. Nora, y a-t-il mémoire (et effet de mémoire) ou projection de la mémoire que l'on souhaiterait voir légitimée au présent? Ces «lieux de mémoire» sont-ils réellement constitués en cadres structurant la mémoire de la nation, ou sont-ils, au contraire, re-construits afin de justifier l'analyse du présent que l'historien souhaite privilégier? En définitive, l'absence de réponse à ces questions (qui par ailleurs ne sont même pas formulées) permet d'affirmer que les *Lieux de mémoire* ne contribuent guère à éclaircir le fonctionnement et la valeur heuristique de la notion de mémoire collective. L'emploi de la notion est confus, car il reflète le parti-pris d'une lecture où il s'agit d'identifier la mémoire collective au seul regard et comme miroir de l'histoire institutionalisée et savante. Une fois encore, la question de savoir si cette histoire institutionalisée a prise sur les esprits des agents sociaux est non seulement non-résolue, mais encore, n'est même pas articulée.

Certes, il est acceptable (et scientifiquement utile) de mener une histoire de la mémoire institutionalisée, afin de recueillir et d'analyser les modes d'organisation et d'instrumentalisation du passé. De nombreuses études se penchent sur ce type de sujet avec bonheur. Cependant la démarche de Nora est aporétique car elle n'apporte pas la preuve de ce qu'elle prétend faire. Partant systématiquement, en amont, des productions de l'Etat ou des groupes intermédiaires organisés (i.e. la trace du passé organisé voire instrumentalisé), elle en déduit, *a priori*, l'existence d'une mémoire collective, c'est-à-dire d'une mémoire vive, partagée et vécue par les agents sociaux. Or, en l'absence de vérifications empiriques, rien ne permet d'énoncer une telle proposition. Ce qui fait cruellement défaut au travail de Nora, c'est une réflexion sur les rapports entre le collectif institutionalisé (e.g. la commémoration, les écrits) et l'individu récepteur *virtuel* de ce collectif. En considérant que l'histoire officielle nourrit et entretient la mémoire de chaque individu, il produit, selon le mot de Paul

---

<sup>127</sup> M.-C. Lavabre, «Du poids et du choix du passé. Lecture critique du "Syndrome de Vichy"», *Cahiers de l'IHTP*, no 18, juin 1991, p. 180.

Ricoeur «une mémoire collective officialisée au lieu d'être critiquée»<sup>128</sup>, c'est-à-dire un artefact de mémoire collective.

Si la référence à l'oeuvre de Maurice Halbwachs est omniprésente dans les nombreuses recherches consacrées à la mémoire, elle ressemble fort à l'un des «concepts dégriffés» dont parle Bourdieu. Cité et remercié fort cérémonieusement en note de bas de page dans chacun des travaux historiques qu'il m'a été donné de lire, sa théorie n'est jamais commentée ou critiquée de manière constructive. Emprunté à une étude sociologique célèbre, la notion de mémoire collective devient sous la plume de la plupart des historiens<sup>129</sup>, un «concept omnibus», formule «fourre-tout» qui frappe les esprits à défaut de rendre compte de la réalité qu'elle prétend décrire<sup>130</sup>.

Par une sorte de paradoxe ironique, les historiens apparaissent sur cette question de la mémoire, plus durkheimiens que les sociologues, quand ils insistent sur les supposées «fonctions sociales» de la mémoire ou quand ils affirment que la mémoire officielle d'un groupe équivaut à sa mémoire collective. Une telle discussion sur la méthode n'aurait qu'un intérêt limité si elle ne révélait des problèmes fondamentaux relatifs au phénomène de mémoire: quelle relation y a-t-il entre la mémoire vive des acteurs ou témoins qui se souviennent, et la mémoire institutionnalisée, «fossilisée» de commémorations sans signification pour ceux qui participent au rituel commémoratif? Existe-t-il un lien — et si oui, quel est-il? — entre cette mémoire individuelle de chaque individu et la mémoire institutionnalisée ou officielle des groupes organisés? Quels sont les rapports entre les souvenirs individuels, fruit d'un vécu personnel, de la transmission orale (e.g. la famille) et une

---

<sup>128</sup> P. Ricoeur, *La Critique et la conviction*, Paris, Calmann-Lévy, 1995, p. 188.

<sup>129</sup> Evitons les assertions globalisantes et évidemment réductrices et erronées. Une nouvelle génération d'historiens, trentenaires ou quadragénaires, a été formée aux sciences sociales (et sont souvent bourdivins dans leur posture). L'«accusation» de «stratégie Canada Dry» portée par Bourdieu ne semble donc pas s'appliquer à eux. Gérard Noiriel est le chef de file évident de ce mouvement.

<sup>130</sup> L'historiographie française, excepté quelques propos lénifiants sur le corpus théorique, et un hommage un peu compassé rendu au sociologue, n'utilise pas la théorie de Halbwachs comme moyen heuristique de tester certaines de ses hypothèses, et n'essaye donc pas de confirmer ou d'infirmer son fondement non plus.

mémoire construite par l'école, les livres, les média? Afin de résoudre la question cruciale des rapports entre le *poids du passé* et le *choix du passé*, une réflexion plus poussée de la notion de mémoire collective s'avère à ce stade nécessaire. Ce travail réflexif de conceptualisation doit permettre de dépasser le «stade a-prioriste» de l'approche historienne de la mémoire, en vertu de laquelle «le souvenir existe puisque le passé a été vécu».

## CHAPITRE II

### HEURISTIQUE DE LA NOTION DE MÉMOIRE COLLECTIVE

Suffit-il de reconstruire la notion historique d'un événement qui a certainement eu lieu, mais dont nous n'avons gardé aucune impression, pour constituer de toutes pièces un souvenir?

Maurice Halbwachs<sup>131</sup>

On peut comprendre que l'être social est ce qui a été; mais aussi que ce qui a une fois été est à jamais inscrit non seulement dans l'histoire, ce qui va de soi, mais dans l'être social, dans les choses et dans les corps.

Pierre Bourdieu<sup>132</sup>

Strictly speaking, a theory of social memory ought to be able to demonstrate that a group, considered as a unit, itself actually does remember, and not merely that it provides either the stimulus or the conditions under which individuals belonging to the group recall the past.

F. C. Bartlett<sup>133</sup>

Ayant rencontré et repoussé les lectures métaphorique, instrumentale et positiviste de la «mémoire collective» car elles ne permettaient pas de rendre compte de manière réflexive du phénomène de mémoire collective, il est maintenant nécessaire d'essayer de poser les bases d'une «théorie pratique» de la mémoire.

---

<sup>131</sup> M. Halbwachs, *La Mémoire collective*, Paris, PUF («Bibliothèque de sociologie contemporaine»), 1968, p. 58.

<sup>132</sup> P. Bourdieu, «Le mort saisit le vif. Les relations entre l'histoire réifiée et l'histoire incorporée», *Actes de la recherche en sciences sociales*, no 12, février 1978, p. 12.

<sup>133</sup> F. C. Bartlett, *Remembering. A Study in Experimental and Social Psychology*, Cambridge, Cambridge UP, 1954, p. 294.

Par «théorie pratique», il convient de comprendre, une réflexion théorique qui doit permettre d'expliquer *dans la pratique*, ce qu'est la mémoire collective, comment elle se constitue, se perpétue ou disparaît; et à quelles conditions il est possible de la repérer.

Précurseur sur le sujet, le travail que le sociologue Maurice Halbwachs a consacré à la mémoire collective dans l'entre-deux-guerres, demeure trop largement sous-utilisé, en dépit de références fréquentes mais hâtives à son oeuvre. Partir de Halbwachs constitue donc un point de départ et non une fin en soi. Riche et éclairante, sa théorie doit permettre de poser les fondations d'une théorie pratique de la mémoire collective dans un «parti-pris sociologique» revendiqué et assumé.

## Section I

### Maurice Halbwachs ou le parti-pris sociologique de la mémoire

#### A. Les cadres sociaux de la pensée de Halbwachs

Lorsqu'en 1925 Maurice Halbwachs pose les fondations théoriques d'une sociologie de la mémoire, son intérêt pour le sujet est partagé par nombre de ses contemporains dans le monde académique et artistique<sup>134</sup>. Une tendance marquée de la culture européenne de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début XX<sup>e</sup> siècle est de critiquer, voire de remettre en question les traditions, et partant, la mémoire. Ce flux critique peut être isolé dans un premier temps dans la Vienne intellectuelle des années 1880-1917. Il se répand dans un deuxième temps à travers l'Europe entière. Reflétant ce mouvement, de grandes oeuvres consacrées à la mémoire vont être publiées dans le domaine de la littérature et des sciences sociales: les travaux révolutionnaires de Sigmund Freud, les écrits de Marcel Proust et d'Italo Svevo, ou encore l'oeuvre musicale de Gustav Mahler ne sont que quelques exemples les plus connus d'un phénomène intellectuel de large ampleur.

---

<sup>134</sup> On peut noter que le désintérêt de la sociologie pour la théorie de Halbwachs, de l'après-guerre jusqu'aux années 80 est patent. Ses livres sont épuisés et il est encore difficile de se les procurer au milieu des années 80. Depuis quelques années, un net regain d'intérêt est perceptible: son oeuvre a été redécouverte, traduite et commentée par des auteurs influents venus d'horizons disciplinaires et de pays variés. Voir, par exemple, M. Douglas, «Maurice Halbwachs, 1877-1945», in *The Active Voice*, London Routledge, 1982, pp. 255-271; P. Jedlowski, «Introduzione», in M. Halbwachs, *La memoria collettiva*, Milan, Edizioni Unicopli, 1987, pp. 7-33; G. Namer, *Mémoire et société*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1987; L. A. Coser, «Introduction: Maurice Halbwachs, 1877-1945», in M. Halbwachs, *On Collective Memory*, Chicago, University of Chicago Press, pp. 1-34.

Cette réflexion sur le passé est motivée par le sentiment général que l'Europe entière connaît une phase d'accélération des rythmes de vie et de production, entre la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et la Première guerre mondiale. Ce nouveau *trend* implique la mutation d'un mode de structuration sociale à dominante rurale et traditionnelle vers des sociétés modernes et industrialisées<sup>135</sup>. Ce mouvement d'accélération du temps social suscite en retour une critique virulente de la modernité par les penseurs et écrivains de l'extrême droite. En France, un courant anti-démocratique et anti-rationnel s'élève avec force contre les «illusions» soulevées par les idées de progrès démocratique et scientifique<sup>136</sup>. C'est dans ce contexte intellectuel que Maurice Halbwachs se penche sur la question de la mémoire, à partir des années 20. Il utilise le premier, dans les sciences sociales, le terme de «mémoire collective»<sup>137</sup>, notion aujourd'hui reprise par des courants de pensée et des auteurs divers<sup>138</sup>.

Halbwachs est aujourd'hui présenté comme l'un des représentants les plus «consciencieux» et «éminents»<sup>139</sup> du groupe de pensée durkheimien. Entre 1918 et la fin de la seconde guerre mondiale, l'oeuvre d'Halbwachs connaît en effet un essor progressif, et il apparaît en compagnie de Marcel Mauss comme l'un

---

<sup>135</sup> G. Namer, «Postface», in M. Halbwachs, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994, p. 299.

<sup>136</sup> Traditionnaliste-monarchiste avec Maurras, anti-républicain et anti-démocratique avec Barrès, fasciste avec Drieu la Rochelle et Brasillach ou encore national-populiste avec Le Pen, une filiation xénophobe et anti-démocratique exaltant le «génie» propre à la tradition nationale contre le cosmopolitisme, peut être établie au sein de l'extrême droite française depuis le XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours. Voir sur ce point P.-A. Taguieff, «Persistance et métamorphoses du nationalisme. Les limites de la mondialisation», *Le Banquet*, no 10, 1<sup>er</sup> semestre 1997, pp. 31-64; M. Winock (ed), *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Seuil («Points-Histoire»), 1993.

<sup>137</sup> G. Namer, «Postface», p. 301.

<sup>138</sup> M. Amiot, «Le système de pensée de Maurice Halbwachs», *Revue de synthèse*, IV S, no 2, avril-juin 1991, p. 266.

<sup>139</sup> J. E. Craig, «Sociology and Related Disciplines Between the Wars: Maurice Halbwachs and the Imperialism of the Durkheimians», in Ph. Besnard (ed), *The Sociological Domain. The Durkheimians and the Founding of French Sociology*, Cambridge, Cambridge UP, 1983, p. 263.



des très rares continuateurs du durkheimisme à partir des années 20<sup>140</sup>. Les biographes de Maurice Halbwachs insistent sur la concomitance entre l'intérêt qu'il développe pour la notion de mémoire et son engagement politique en faveur du socialisme. Halbwachs devient socialiste sous l'influence du bibliothécaire de l'Ecole Normale, Lucien Herr, en pleine affaire Dreyfus. Son attachement à la cause socialiste est de nature militante, même si son adhésion à la SFIO est largement due à la fascination qu'exerce sur lui Jean Jaurès<sup>141</sup>. Sociologie et militantisme politique apparaissent d'ailleurs en grande partie liés dans l'oeuvre de Halbwachs: en prolongement de la posture de sociologue qui essaye de «comprendre rationnellement la société», on trouve celle du socialiste qui a vocation à dévoiler la part de «progrès éthique et politique»<sup>142</sup> que la sociologie peut aider à articuler. On retrouve Halbwachs au service de la cause socialiste en compagnie de ses corréligionnaires durkheimiens: il publie, par exemple, certains de ses travaux sociologiques, sous une forme abrégée et accessible à un lectorat non-spécialisé. Ainsi, entre 1900 et 1906, il collabore à *Notes critiques - Sciences sociales*, le pendant socialiste et militant de *L'Année sociologique*<sup>143</sup>. Halbwachs entreprend ses recherches sur les *Cadres sociaux de la mémoire*<sup>144</sup> en 1921, quelques années à peine après la fin de la Première guerre mondiale, à un moment où commence à se dégager une «mémoire collective»<sup>145</sup> de ce conflit

---

<sup>140</sup> C. Baudelot, R. Establet. «Maurice Halbwachs (1877-1945)», in M. Halbwachs, *Consommation et société*, Paris, PUF («Philosophies»), 1995, p. 9.

<sup>141</sup> V. Karady, «Biographie de Maurice Halbwachs», in M. Halbwachs, *Classes sociales et morphologie*, Paris, Editions de Minuit, 1972, pp. 9-10; G. Namer, «Postface», *op. cit.*, p. 309.

<sup>142</sup> G. Namer, «Halbwachs», in Ch. de Montlibert (ed), *Maurice Halbwachs, 1877-1945*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1997, p. 12.

<sup>143</sup> Créées par François Simiand, épaulé par Lucien Herr, *Notes critiques - sciences sociales* a pour collaborateurs réguliers, outre M. Halbwachs: Charles Adler, Léon Blum, Hubert Bourgin, Lucien Lévy-Bruhl, Albert Thomas, Robert Hertz, Charles Seignobos, Michel Ostrogorski et Emile Durkheim. Voir sur ce point S. Lukes, *Emile Durkheim. His Life and Work: A Historical and Critical Study*, Londres, Penguin Books, 1992 (1ère éd. 1973), p. 328.

<sup>144</sup> M. Halbwachs, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris/La Haye, Mouton, 1976 (1ère éd. Félix Lacan, 1925).

<sup>145</sup> G. Namer, «Postface», p. 313.

une mémoire déchirée et résolument pacifiste entretenue par ceux qui sont revenus du front. Une année auparavant, lors de son congrès de Tours, la famille socialiste connaît une scission importante avec le départ des membres favorables à la III<sup>e</sup> Internationale et la création du Parti communiste. Halbwachs, «socialiste libéral et réformiste», s'oppose alors à la bolchévisation du mouvement socialiste français<sup>146</sup>. La vie et l'oeuvre de Halbwachs se fond ainsi presque idéalement dans le paysage politico-universitaire de la France de la III<sup>e</sup> République, au sein duquel il se fait le héraut des valeurs laïques et rationalistes du nouveau régime<sup>147</sup>.

Suscitée extérieurement par cette période politique charnière, la sociologie de la mémoire de Maurice Halbwachs est essentiellement pensée en réaction à la théorie dominante du philosophe Henri Bergson. Elle s'inspire également de la théorie durkheimienne des «représentations collectives».

## B. Au-delà des «représentations collectives»

Si Emile Durkheim ne s'est jamais penché *stricto sensu* sur la notion de mémoire collective, il s'est intéressé à la notion de «représentations collectives»<sup>148</sup>, thème à la problématique proche de celle de la mémoire. Les recherches de Durkheim ont ainsi fortement influencé les travaux postérieurs de Halbwachs sur la mémoire. Par «représentations collectives», Durkheim se réfère au processus de penser, de concevoir, de percevoir des agents, ainsi qu'à l'état de ce qui est déjà pensé, conçu ou perçu. La représentation est *collective* dans le sens où elle est générée par la société. Dans un article intitulé «Représentations individuelles et représentations collectives»<sup>149</sup>, Durkheim précise la définition de ce

---

<sup>146</sup> P. Deyon, «Maurice Halbwachs et l'histoire de son temps», in Ch. de Montlibert, *op. cit.*, p. 18.

<sup>147</sup> P. Deyon, *op. cit.*, p. 17.

<sup>148</sup> S. Lukes, *Emile Durkheim. His Life and Work: A Historical and Critical Study*, *op. cit.*, p. 6.

<sup>149</sup> E. Durkheim, «Représentations individuelles et représentations collectives», in *Sociologie et philosophie*, Paris, PUF («Sup»), 1974, pp. 13-50.

concept: il estime que si les représentations sociales (i.e. la façon dont les agents conçoivent tel ou tel aspect de la vie sociale) dérivent des conditions morphologiques sur lesquelles repose la société, il s'en forme de nouvelles ensuite ayant pour substrat les premières représentations. Ces représentations du deuxième degré acquièrent une grande indépendance par rapport au substrat social, et perdurent ainsi. La notion de représentations collectives apparaît déjà dans les ouvrages majeurs de Durkheim (*Les Règles de la méthode sociologique*; *Le Suicide*, *Les Formes élémentaires de la vie religieuse*). Pour Durkheim, les «manières de penser» sont, au même titre que les «manières de faire», produites par la société ou par l'un des groupes qu'elle contient. A travers le cours dispensé sur le socialisme, à l'université de Bordeaux en 1895-96, Durkheim étudie le lien unissant la production mentale des représentations collectives aux cadres sociaux. Le socialisme, selon Durkheim, est l'«effet de certaines causes», i.e. le «syndrome d'un malaise social» ou la «dérive» de la réalité sociale. Il rejette ainsi toute construction théorique *ex-nihilo*. Dans *Le Socialisme*, Durkheim tente d'isoler les cadres sociaux qui se trouvent «solidaires» du socialisme: une industrialisation avancée, un Etat développé, et une *conscience publique* qui accorde aux deux premières conditions une importance égale. Si pour Marx le matérialisme historique représente l'expression spontanée du prolétariat, le socialisme est, selon Durkheim, l'«idée» que les masses souffrantes de la société ont spontanément et instinctivement. Le socialisme peut alors être qualifié de *représentation collective spontanée* qui va naître dans une société où la conscience collective s'affaiblit du fait de l'accroissement de la division du travail, qui provoque en retour un état d'anomie. C'est donc du substrat que dérivent les représentations collectives, dont les théories socialistes. Cependant, plus en avant dans son analyse, Durkheim ré-introduit au coeur de sa définition du socialisme, une dimension morale, universelle et transcendante: outre l'influence du substrat, le socialisme est donc aussi un «idéal», une «passion», la «soif d'une justice plus parfaite» ou encore un «cri de colère» poussé par les individus qui ressentent l'état d'anomie sociale. En conclusion, la question sociale, selon

Durkheim, n'est pas fondamentalement dominée pas «l'état de [l']économie, mais plus par l'état de la [la] moralité»<sup>150</sup>. Les représentations collectives ne dérivent donc pas seulement du substrat, mais également de la conscience publique, à qui Durkheim accorde une autonomie par rapport à la division sociale et économique de la société. Le socialisme, pensée comme théorie, a donc une double causalité: elle naît, d'une part, de l'organisation socio-économique de la société, de l'autre, elle est également suscitée par une morale qui transcende le social<sup>151</sup>.

Ce pan de la sociologie de la connaissance durkheimienne a indiscutablement laissé son empreinte sur les travaux que Halbwachs va consacrer à la mémoire collective. Halbwachs retient en particulier que le passé, chez Durkheim, qu'il se présente sous la forme de mythe, dogme religieux ou de doctrine politique, apparaît peu ou prou conditionné par la société, et s'impose aux membres du groupe. Le substrat induit donc les représentations, et partant, les représentations que les agents conservent à travers le temps. L'influence durkheimienne est également patente sur le plan terminologique: dans *Les Formes élémentaires*, Durkheim pose l'idée même en des termes plus ou moins similaires. Il estime qu'il existe à la source de nos pensées un certain nombre de notions essentielles qui dominent la vie intellectuelle et qui forment ce que les philosophes appellent les «catégories de l'entendement» (i.e. les notions de temps, d'espace, de genre, de nombre, de cause, de substance, etc.). Ces notions constituent ainsi des «cadres solides» qui renvoient aux propriétés les plus universelles des choses. Elles sont absolument nécessaires à l'homme, car il lui est impossible de penser à des objets en faisant abstraction du temps, de l'espace, du nombre, etc. Durkheim distingue de ces «cadres solides», d'autres cadres, plus contingents et mobiles. Ces derniers peuvent être absents d'une époque, d'une société, ou tout simplement manquer

---

<sup>150</sup> E. Durkheim, *Le socialisme*, Paris, PUF («Quadrige»), 1992 (1ère éd. 1928), p. 230.

<sup>151</sup> P. Birnbaum, «Cadres sociaux et représentations collectives dans l'oeuvre de Durkheim: l'exemple du socialisme», *Revue française de sociologie*, Vol. X, no 1, janvier-mars 1969, p. 9.

à un individu en particulier, et sont, selon l'expression de Durkheim, «comme l'ossature de l'intelligence»<sup>152</sup>. En conclusion de l'ouvrage, Durkheim se réfère très précisément à la notion de «cadres sociaux»<sup>153</sup>. Halbwachs reprend également le terme de «notion» utilisé par Durkheim dans *Les Formes élémentaires*. Dans une note de bas page, Durkheim associe les termes de «notion» et de «cadre»: «Au fond, concept de totalité, concept de société, concept de divinité ne sont vraisemblablement que des aspects différents d'une seule et même *notion*»<sup>154</sup>. Halbwachs enrichit l'approche durkheimienne en estimant que la «notion» revêt une réalité mixte entre ce qui sert à représenter une image ou une forme particulière, et une idée ou un concept. En d'autres termes, la «notion» chez Halbwachs est une réalité permettant de relier (ou de combiner) une forme de mémoire-image avec un autre type de mémoire qui peut-être qualifiée de «mémoire-intelligence». Cette mémoire-intelligence offre une grande similitude avec les «catégories de l'entendement» dont parle Durkheim dans les *Formes élémentaires*. Les cadres de la mémoire sont donc constitués, selon Halbwachs, par une série de notions conjuguant les pôles traditionnels traditionnellement opposés du sensible et de l'intellectuel.

Il est possible de voir, à travers la notion durkheimienne d'*effervescence collective*, un autre point d'appui théorique pour Halbwachs. Durkheim observe qu'il existe des circonstances dans l'existence des groupes sociaux, où une «action réconfortante et vivifiante de la société est particulièrement manifeste»<sup>155</sup>. Cela peut être, par exemple, une assemblée savante qu'anime une passion commune. Ses membres vont alors éprouver des sentiments particulièrement forts et élevés, être capables d'actions *extraordinaires* par rapport à leur comportement habituel. Lorsque

---

<sup>152</sup> E. Durkheim, *Les Formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, PUF («Quadrige»), 1994 (3<sup>e</sup> éd.), pp. 12-13.

<sup>153</sup> E. Durkheim, op. cit., p. 630.

<sup>154</sup> E. Durkheim, op. cit., pp. 630-631. Souligné par nous.

<sup>155</sup> E. Durkheim, op. cit., p. 299.

l'assemblée est dissoute, cette *effervescence collective* retombe à un niveau ordinaire. Durkheim cite, en particulier, l'exemple historique de la nuit du 4 août 1789, au cours de laquelle les révolutionnaires français furent «tout à coup portés à un acte de sacrifice et d'abnégation<sup>156</sup>, auquel chacun de ses membres se refusait la veille et dont tous furent surpris le lendemain»<sup>157</sup>. En d'autres termes, ces moments exceptionnels de communion et d'élévation collective en faveur de l'intérêt général, demeurent ensuite dans les consciences sous forme de «souvenir» ou d'une «idée», c'est-à-dire comme des idéaux distincts de l'expérience ordinaire<sup>158</sup>. Cette notion semble par conséquent rejoindre le propre cheminement d'Halbwachs, à ceci près que Durkheim n'explique guère ce qui peut unir entre-eux les membres d'un groupe dans les périodes de calme et de routine sociale<sup>159</sup>. Afin de contourner cette aporie durkeimienne, Halbwachs va déplacer l'observation de l'*extra-ordinaire* vers l'*ordinaire*: sa sociologie de la mémoire est ainsi fermement ancrée dans l'observation d'actes ordinaires, banals, routiniers. De fait, la notion de «mémoire collective» est ce qui «remplit» le quotidien, le «nourrit», en dehors d'événements exceptionnels, lui donnant un «sens» et une «continuité».

### C. Contre le «spiritualisme» bergsonien

Gérard Namer note que la sociologie de la mémoire halbwachsienne peut être perçue comme une forme de réaction au climat politique de l'après guerre 14-18: Durkheim vient de disparaître, suivi successivement par des membres du premier cercle, dispersés ou décimés par la guerre<sup>160</sup>. Au même moment, le triomphe du «spiritualisme» bergsonien constitue aux yeux de

<sup>156</sup> Il s'agit de l'abolition des privilèges.

<sup>157</sup> E. Durkheim, *Les Formes élémentaires de la vie religieuse*, p. 300.

<sup>158</sup> S. Lukes, *Emile Durkheim. His Life and Work*, p. 422.

<sup>159</sup> L. Coser, «Introduction: Maurice Halbwachs, 1877-1945», in M. Halbwachs, *On Collective Memory*, Chicago, University of Chicago Press, 1992, p. 25.

<sup>160</sup> C'est le cas de l'anthropologue Robert Hertz, tué au front au cours de la Première guerre mondiale.

Halbwachs le symbole de la montée en puissance d'une idéologie «individualiste» et conservatrice au sein de l'université française<sup>161</sup>. Au-delà de l'ébauche d'une sociologie de la mémoire, *Les Cadres sociaux* peuvent également être considérés comme l'acte fondateur, selon l'expression de Michel Verret, d'un «deuxième âge du durkheimisme»<sup>162</sup>. Une double motivation a ainsi animé l'entreprise intellectuelle de Maurice Halbwachs: réactualiser la sociologie française (à partir des cercles durkheimiens), et refonder l'idéal républicain et socialiste profondément ébranlé par le premier conflit mondial<sup>163</sup>.

*Les Cadres sociaux de la mémoire* réfutent les thèses bergsoniennes contenues dans *Matière et mémoire*<sup>164</sup>, et, dans une moindre mesure, dans *L'Énergie spirituelle*. Parallèlement à la réfutation des thèses de Bergson, Halbwachs s'inspire de la notion durkheimienne de «représentations collectives» et pose les bases de sa propre théorie de la mémoire. Au moment où Halbwachs se penche sur la rédaction des *Cadres sociaux de la mémoire*, les débats sont exclusivement menés par les tenants du courant «spiritualiste» dont le chef de file est Bergson. Ceux-ci estiment que la mémoire renvoie exclusivement au psychisme de chaque individu. Poursuivant la théorie durkheimienne des «représentations collectives», Halbwachs propose de soumettre la mémoire à l'enquête sociologique. Ce faisant, il fait évoluer la notion de mémoire du psychologique vers le sociologique, et ce, pour la première fois dans les sciences sociales<sup>165</sup>.

Halbwachs est un lecteur attentif des travaux de Bergson puisque le sociologue fut pendant sept ans son élève au lycée Henri-

---

<sup>161</sup> G. Namer, «Postface», p. 318.

<sup>162</sup> M. Verret, op. cit., pp. 311-336.

<sup>163</sup> G. Namer, «Postface», p. 320.

<sup>164</sup> H. Bergson, *Matière et mémoire*, Paris, PUF («Quadrige»), 1993 (1ère éd. 1896).

<sup>165</sup> M. Verret, «Halbwachs ou le deuxième âge du durkheimisme», *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 53, 1972, pp. 313-314.

IV<sup>166</sup>. Selon Bergson, les souvenirs se conservent «dans le cerveau», et partant, l'acte de mémoire ne peut être expliqué que une série de stimuli internes et propres à chaque individu. Le philosophe résume sa théorie dans la métaphore du «cône renversé»<sup>167</sup> dont la pointe est tangente à un plan. Le cône représente la mémoire comme un réservoir d'images accumulées à travers le temps, le plan symbolise le présent et la pointe du cône constitue la mémoire au présent qui ne laisse filtrer qu'un type particulier de souvenirs, que Bergson appelle «souvenirs-habitude». Ce premier type de mémoire a le caractère d'une «habitude», fruit d'un effort répété, qui tend à reconstituer en un même seul ensemble diverses séquences mémorielles (= principe de répétition et de synthèse). Bergson donne l'exemple d'un texte appris par coeur qui, chaque fois qu'il est récité, s'apparente à un exercice à travers lequel la lecture est «sans cesse renouvelée et non de mieux en mieux apprise»<sup>168</sup>. Le souvenir d'une lecture apprise par coeur est comparable à une «action»<sup>169</sup>, car elle est présente en bloc, sans porter sur elle les marques des différents stades de l'apprentissage de la leçon. Bergson estime que ce type de souvenir fait partie du présent, qu'il est davantage «vécu», «agi», qu'il n'est «représenté»<sup>170</sup>. Cette mémoire, qu'il nomme «mémoire-habitude», est une mémoire ancrée dans l'action et le présent. Elle est construite par l'intelligence et a pour support le langage dont les mots permettent de désigner l'espace matériel. Le second type de souvenirs s'imprime instantanément et durablement dans la mémoire, car il est différent et unique par rapport à d'autres séquences mémorielles analogues, et reste imprimé dans la mémoire de cette manière définitive (= principe d'unicité). Bergson qualifie cette mémoire de «mémoire pure».

---

<sup>166</sup> Voir sur ce point J.-M. Alexandre, «Introduction», in M. Halbwachs, *La mémoire collective*, Paris, PUF («Bibliothèque de sociologie contemporaine»), 1968 (4<sup>e</sup> éd.), p. XX.

<sup>167</sup> H. Bergson, *Matière et mémoire*, Paris, PUF («Quadrige»), 1993 (1<sup>ère</sup> éd. 1896), p. 169.

<sup>168</sup> H. Bergson, *Matière et mémoire*, p. 85.

<sup>169</sup> H. Bergson, op. cit., p. 267.

<sup>170</sup> H. Bergson, op. cit., p. 85.



La «mémoire-habitude» est donc une mémoire «toujours tendue vers l'action, assise dans le présent et ne regardant que l'avenir»: elle ne retient que les séquences du passé «intelligemment coordonnées»<sup>171</sup> qui «représentent l'effort cumulé»<sup>172</sup>. En d'autres termes, cette mémoire ne représente pas tant le passé, qu'elle ne le joue, le re-crée.

La «mémoire pure» enregistre sous la forme d'«images-souvenirs» tous les événements de la vie quotidienne sans omettre le moindre détail. En d'autres termes, cette mémoire fonctionnerait telle une banque de données informatisée, stockant toutes sortes d'informations possibles. Grâce à elle, il serait possible de reconnaître intellectuellement une perception déjà éprouvée par le passé<sup>173</sup>. La fonction de ce deuxième type de mémoire est clairement de répéter des souvenirs stockés, tel quel. Si la «mémoire-habitude», tournée vers le présent et l'action, est directement accessible à chaque individu, la «mémoire pure», à l'inverse, ne l'est pas, ou, à tout le moins, ne l'est pas aisément. Bergson dit que pour qu'une personne soit en mesure d'atteindre cette seconde mémoire, elle doit s'isoler à la fois de la présence des autres agents sociaux, et des «exigences de l'action pour que la conscience percevante dure autant que la conscience perçue»<sup>174</sup>. Il conclut toutefois qu'il est extrêmement improbable de «retrouver» ce type de mémoire du fait du poids sur-déterminant du présent dans la vie quotidienne des individus, qui les dirige sans cesse vers ce qui est de l'ordre de la matière et de l'action. Ceci a pour conséquence de faire écran à la «mémoire pure», et favorise donc la «mémoire-habitude».

Dans les *Cadres sociaux*, Halbwachs, s'inspirant fortement du travail pionnier de Durkheim des *Formes élémentaires de la vie religieuse*, s'attache à démontrer les apories contenues dans la théorie bergsonienne. A la thèse du philosophe selon laquelle la

---

<sup>171</sup> H. Bergson, op. cit., p. 86

<sup>172</sup> H. Bergson, op. cit., p. 87.

<sup>173</sup> H. Bergson, op. cit., p. 86.

<sup>174</sup> G. Namer, «Postface», p. 317.

mémoire est la re-création par l'individu des images du passé enfouie dans le cerveau, le sociologue répond que la mémoire n'est en rien vécue et re-créée par l'individu isolé, mais n'est possible que grâce aux éléments, ou aux mécanismes qui sont présents dans la conscience d'un groupe d'individus à un moment donné. Pour réfuter la thèse de Bergson, Halbwachs prend l'exemple du rêve. Partant des conclusions du philosophe, il se demande si l'acte de se souvenir est bien celui qui nous fait entrer le plus complètement en nous-mêmes. En d'autres termes, lorsqu'un individu tente de se réfugier dans son passé afin, selon l'expression de Bergson, de le «revivre», peut-on dire qu'il s'évade alors de la société pour se réfugier au plus profond de lui-même? Halbwachs répond négativement à cette première interrogation: selon lui, la situation du rêve ne permet pas à l'individu de revivre son passé. Certes, les songes mettent bien en oeuvre des images qui peuvent revêtir l'apparence de souvenirs, mais il s'agit en réalité de fragments, de séquences détachées et souvent incohérentes de scènes réellement vécues qui apparaissent en rêve. Le rêve ne reproduit donc jamais fidèlement et complètement une action passée, mais une séquence dans laquelle se réfugie un nombre important d'éléments étrangers<sup>175</sup>. Or Bergson présente la situation du rêve comme celle à travers laquelle l'individu possède la «vision la plus étendue et la plus détaillée de son passé<sup>176</sup>, allant même jusqu'à estimer que «le moi des rêves, c'est la totalité [du] passé»<sup>177</sup>. Halbwachs sape les fondements d'un tel raisonnement en insistant sur la nature même du rêve: celle d'un spectacle présent, créé, en perpétuel mouvement et que nous voyons pour la première fois<sup>178</sup>. En outre, il remarque que pour se souvenir d'un rêve, il est besoin au réveil de fixer les souvenirs par le biais d'une opération rationnelle et constructive, que l'esprit ne parvient pas à réaliser pendant le sommeil. Ainsi, si le souvenir du rêve doit être reconstruit, on ne peut dire qu'à l'état de veille nous revivons un rêve. Suivant l'exemple du rêve, il est

---

<sup>175</sup> M. Halbwachs, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, p. 36.

<sup>176</sup> H. Bergson, *L'énergie spirituelle*, Paris, Félix Alcan, 1922 (7  d.), p. 115.

<sup>177</sup> H. Bergson, op. cit., p. 110.

<sup>178</sup> M. Halbwachs, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, p. 38.

également impossible d'affirmer avec Bergson que nous revivons tel quel notre passé au présent. Les images du rêve ne sont que des matériaux bruts, entrant en une série infinie de combinaisons entre-elles, beaucoup plus sur la base du hasard que d'une opération mnémotechnique consciente. Halbwachs explique le dysfonctionnement de la mémoire à l'état de rêve par le fait que «le rêve ne repose que sur lui-même», alors que nos souvenirs s'appuient sur les individus et la société qui nous entourent<sup>179</sup>. Il compare l'incohérence narrative des rêves à une forme de désordre du langage intérieur. L'homme est avant tout habitué à décoder ce qu'il perçoit et ce qu'il éprouve dans son rapport à la société. L'intelligence de la société qu'il acquiert est constituée d'idées qui sont, pour une très large part, exprimées sous une forme verbale, et qui lui viennent dans une interaction avec son entourage humain, direct ou lointain. Or, pendant le sommeil, l'homme, se met à distance de l'influence des groupes, et échappe en très grande partie à leur contrôle<sup>180</sup>. Privé des informations ou stimuli qu'il reçoit à l'état de veille, l'individu qui rêve est dans une position qui l'empêche de se remémorer, sous la forme de suites cohérentes, des événements bien précis de son existence<sup>181</sup>.

A l'inverse de Bergson qui estime que les souvenirs se conservent «dans le cerveau», Halbwachs affirme que les séquences mémorielles se trouvent «dans la société». Selon Halbwachs, les souvenirs ne peuvent être remémorés que parce que la société produit des formes, des repères, des *cadres*, qui sont les supports extérieurs à la conscience de l'individu, et qui vont donc permettre le souvenir. En d'autres termes, l'acte de mémoire, selon

---

<sup>179</sup> M. Halbwachs, op. cit., p. 39.

<sup>180</sup> Halbwachs reconnaît toutefois que pendant le sommeil l'action de la société continue de se faire sentir, mais sous d'autres formes. Les objets, personnes, ou espaces que nous revoyons en rêve sont effectivement empruntés à notre expérience de la veille. En particulier, nous conservons la capacité de comprendre et reconnaître ce que nous voyons en rêve. Cette reconnaissance ne s'accompagne pas cependant de séquences vraisemblables ou cohérentes, surtout en ce qui concerne les notions de temps et de lieu [pp. 59-60].

<sup>181</sup> M. Halbwachs, op. cit., p. 57.

Halbwachs, n'est possible que *grâce et par* la société qui nous entoure: ce sont les traces laissées dans notre environnement, sur les corps, dans les livres, les lieux d'habitation, les bruits, les parfums, etc., qui fournissent les différents supports permettant d'accéder au souvenir.

#### D. La dynamique des cadres de la mémoire

Face au postulat bergsonien selon lequel «le passé est revécu», Halbwachs estime au contraire que le passé n'est pas revécu, mais *re-construit*. Le terme de «re-construction» implique que le passé ne se conserve pas dans le cerveau des individus, mais, au contraire, qu'il est oublié et recomposé à la lueur des principes généraux, des intérêts qui sont les nôtres dans le présent, et de la vision du monde empruntée à la société actuelle. Halbwachs fournit l'exemple de la relecture d'un livre d'enfant par un adulte. Le lecteur adulte peine en effet à retrouver le fil d'une histoire qu'il a lue et relue lorsqu'il était enfant. Il a la sensation de relire un livre nouveau, ou à tout le moins qui a été remanié. Son intérêt peut se porter sur des aspects de l'ouvrage auxquels il n'avait pas été sensible à l'occasion de sa lecture d'enfant. Halbwachs dit que la mémoire de l'homme adulte ressaisit une partie de l'histoire, mais celle-ci semble se dérouler sous un angle nouveau<sup>182</sup>. Il confronte les personnages et les situations du livre avec ses idées et expériences d'adulte alors qu'une lecture d'enfant est faite entièrement en fonction de critères d'enfants qui tendent à prendre à la lettre chaque détail du récit. Ce qui empêcherait donc un lecteur adulte de retrouver les sensations d'une lecture effectuée pendant l'enfance, serait le poids de nos idées et des intérêts présents vis-à-vis de la société en général<sup>183</sup>. A travers cet exemple, Halbwachs montre la part remplie par l'oubli: la relecture à l'âge adulte d'un livre lu pendant l'enfance, ne permet pas au lecteur de retrouver le souvenir d'une lecture originale, d'une «mémoire première». Il

---

<sup>182</sup> M. Halbwachs, op. cit., p. 84.

<sup>183</sup> M. Halbwachs, op. cit., p. 86.

reste, de fait, bien peu de cette lecture d'enfant, même si le lecteur adulte a conservé un souvenir global du livre. Halbwachs explique que la complicité qui a existé entre le lecteur enfant et le livre ne se retrouve plus à l'âge adulte car l'écrivain qui a rédigé l'ouvrage y a inséré une perception du monde enfantine, dans laquelle l'adulte ne se retrouve plus. Par conséquent, oubliée, l'histoire offerte par le livre, n'est pas revécue comme l'affirme Bergson, mais elle est reconstituée à partir de perceptions, d'intérêts, de cadres sociaux de la mémoire qui correspondent à l'état adulte du lecteur. Ce phénomène explique donc le décalage entre la lecture d'un même ouvrage à des âges différents de la vie.

Par «cadre social de la mémoire» [*social framework of memory*], Halbwachs n'entend pas seulement un ensemble de dates, de lieux, d'objets ou de notions figé et façonné dans l'espace et le temps de manière éternelle. Il s'agit, au contraire, d'un système *dynamique*, en perpétuel renouvellement et évolution. Halbwachs explique que le cadre de la mémoire renvoie non seulement à l'ensemble des notions qu'à chaque moment un individu peut apercevoir parce qu'elles se trouvent dans le champ de sa conscience, mais aussi à toutes celles que l'on atteint par une opération de l'esprit analogue au raisonnement<sup>184</sup>. Cette définition lui permet d'introduire une distinction importante entre deux types de cadres de la mémoire: un type de cadre qui correspond à une mémoire récente, et un autre, renvoyant à une mémoire lointaine. Le cadre de la mémoire récente est celui qui permet de structurer les souvenirs en prise directe avec le présent et l'immédiat. Ce type de cadre sert de repères à l'ensemble des faits récents, en garantissant le nom, la date, le lieu, et reflète le degré de socialisation d'un individu au sein d'un ou plusieurs groupes sociaux. Le second type de cadre garantit une mémoire lointaine car il prend acte de l'évolution des intérêts et des perspectives de l'individu à travers le temps.

---

<sup>184</sup> M. Halbwachs, *op. cit.*, p. 129.

Le cadre de la mémoire récente met en relief l'intégration d'un individu au sein d'un groupe et son interaction avec les autres membres de ce groupe. Ce type de cadre peut être amené à perdre de sa force opératoire pour deux types de raisons: soit du fait de la transformation de l'intensité de l'interaction entre l'individu et les autres membres du groupe (dû, par exemple, à la variation du nombre de participants au groupe, leur proximité, etc.); soit du fait de la participation de chaque individu à des groupes sociaux différents, qui elle-même peut varier pour chacun des groupes à travers le temps. Le deuxième type de cadres renvoie à un type de souvenirs non-directement accessibles à l'esprit, et offre des repères qui sont d'autant plus classés, hiérarchisés, qu'ils s'étendent dans le temps. Halbwachs fournit des exemples-clés de cadres hiérarchisés qui permettent la reconstitution de souvenirs anciens: la famille, la religion, la profession, l'amitié.

Le principe de la transformation (ou de l'«élasticité») des cadres de la mémoire sous l'impulsion d'intérêts présents, est largement démontré dans *Les Cadres sociaux*. Halbwachs prend, entre autres exemples, le thème de la religion. Il remarque que l'idée courante selon laquelle ce qui est de l'ordre du «religieux» ou du «spirituel» serait normativement fixé une fois pour toute, est largement illusoire. Les actes et faits religieux semblent en effet tendre vers une forme d'éternité et d'immuabilité, et il est demandé aux croyants de s'adapter aux représentations et dogmes édictés par une religion donnée<sup>185</sup>. Halbwachs montre que l'immuabilité proclamée du dogme religieux ne résiste pas à une analyse des cadres sociaux des religions. Il affirme, au contraire, que la religion tend à se conformer à travers le temps aux besoins religieux et moraux nouveaux. Les pratiques religieuses se développent et s'inspirent par conséquent assez librement du «cadre mouvant de la vie populaire»<sup>186</sup>. Partant de la foi chrétienne, il indique que lors de la naissance du dogme chrétien,

---

<sup>185</sup> M. Halbwachs, op. cit., pp. 191-192.

<sup>186</sup> M. Halbwachs, op. cit., pp. 196-197.

un travail de pénétration des consciences dominées jusqu'alors par d'autres traditions, a dû être effectué. En particulier, la transformation de la communauté des premiers chrétiens en une Eglise, a eu pour conséquence d'atténuer l'originalité des traditions premières. Ainsi, d'une lecture première du dogme selon lequel on parle de «Jésus, prophète juif et galiléen», on évolue vers une représentation où il est question du «Christ, sauveur de tous les hommes». Les traits proprement juifs de Jésus, familiers à tous ceux qui l'entouraient, sont atténués, puis tombent progressivement dans l'oubli. Halbwachs note que l'«universalisation» de la représentation de Jésus correspond aux besoins et exigences d'évangélisation et de prosélytisme présents dans le dogme chrétien. Il établit une distinction entre les *rites* et les *croyances*<sup>187</sup>. Les *rites* constituent un ensemble de gestes, de paroles, d'objets liturgiques fixés sous une forme matérielle. On les répète littéralement au cours de cérémonies, et ils sont étroitement mêlés au culte (i.e. la récitation des Evangiles, des épîtres, des prières, les genuflexions, le geste de bénédiction). Ce sont les éléments les plus stables d'une religion, car ils consistent en des opérations formelles constamment répétées. A l'origine, le rite répond à la volonté du groupe de commémorer un souvenir religieux (e.g. chez les juifs, la fête pascle, chez les chrétiens, la communion). Les *croyances* interprètent les rites, à partir du moment où une partie des souvenirs de l'histoire religieuse tend à s'effacer et à se perdre. Certes, les souvenirs attachés aux rites demeurent, mais ne sont plus assez vivaces pour les expliquer d'une manière claire et précise. Les membres de la communauté ayant oublié les souvenirs attachés au rite, le groupe religieux a pour obligation de les expliquer. Cette activité que l'on appelle l'*exégèse* provoque, en retour, la naissance du dogme. Les croyances et le dogme permettent au groupe religieux de réactiver son identité autour de l'explication actualisée de certains de ses rites. Halbwachs reprend d'ailleurs cette problématique dans un autre ouvrage consacré à la mémoire collective, *La Topographie légendaire des Evangiles*, Il y teste les

---

<sup>187</sup> M. Halbwachs, op. cit., p. 217.

hypothèses discutées dans *Les Cadres sociaux*, à partir des lieux sacrés du christianisme tels qu'ils sont présentés dans les Evangiles des apôtres. Une étude de terrain l'amène à constater que les Evangiles commémorent non pas des faits certifiés par des témoins contemporains, mais des croyances nées, peut-être non loin de ces lieux, et qui se sont progressivement enracinées dans un terreau qui n'est pas originel. Halbwachs montre que toutes les fois où un souvenir partagé par les membres d'un groupe a un «double objet» (i.e. il revêt une réalité matérielle ou spatiale — un monument, par exemple — et spirituelle), lorsque le groupe se divise, les membres du groupe restés sur place conservent un rapport plus concret avec le souvenir que ceux qui se s'en sont géographiquement éloignés. Dans le cas étudié par Halbwachs, les habitants de Jérusalem ont une perception différente de leur ville de celle de la masse des pèlerins. Pour les premiers, cet endroit est avant tout composé de maisons, de rues, d'échoppes, de senteurs, alors que les pèlerins auront tendance à projeter une représentation métaphorique des lieux, louant la «Jérusalem céleste, suspendue entre le ciel et la terre»<sup>188</sup>. Halbwachs estime que l'Evangile a constitué au premier siècle une «révélation apocalyptique» qui s'est transformée, à partir du second siècle, en «narration de forme légendaire». Cette narration s'est cristallisée sous la forme de croyance mystique, qui s'est transposée du champ religieux et du surnaturel vers le temporel, en une suite d'événements qui se sont succédé sur le plan humain dans le temps et l'espace<sup>189</sup>. Le sociologue en conclut qu'il est très difficile de recueillir les «traditions authentiques», c'est-à-dire celles qui remontent aux origines mêmes d'un événement. Le problème posé par les Evangiles est qu'ils découlent de traditions orales récoltées *a posteriori* des événements relatés. La question de l'authenticité de ces témoignages est donc entière, étant donné qu'il est impossible de dater avec précision quand ils sont apparus pour la première fois. En conséquence, il est permis de douter de l'«exactitude historique» de la plupart des localisations

---

<sup>188</sup> M. Halbwachs, *La Topographie légendaire des Evangiles en Terre Sainte*, Paris, PUF («Bibliothèque de sociologie contemporaine»), 1971, pp. 128-129.

<sup>189</sup> M. Halbwachs, op. cit., p. 130.



évangéliques à Jérusalem<sup>190</sup> (entre autres choses, la localisation des différentes stations de la Passion du Christ).

Le travail de la *Topographie légendaire* permet de souligner un des enseignements majeurs de Halbwachs par rapport à la question du témoignage et de l'oralité: ceux-ci n'ont de sens et ne peuvent être compris que par rapport au groupe duquel on les extrait. Il est donc nécessaire de cerner le cadre de référence au sein duquel évolue présentement les membres d'un groupe afin d'être en mesure de *décoder* le sens même de leur témoignage. En d'autres termes, si l'on reprend l'exemple de la localisation des Evangiles, on ne peut saisir leur variation dans le temps et l'espace, que si l'on est conscient que, sous la surface externe d'une tradition qui se proclame respectueuse des textes, se superposent des couches d'interprétations différentes, dont chacune correspond aux perspectives et intérêts de chaque groupe de pèlerins et de croyants à travers le temps et l'espace<sup>191</sup>.

#### E. Déplacement et dépassement de la problématique des *Cadres sociaux*

Un autre ouvrage majeur consacré à la sociologie de la mémoire, rédigé entre 1925 et 1944, a fait l'objet d'une publication posthume<sup>192</sup>. Longtemps perçue comme un simple complément, *La Mémoire collective* poursuit et affine certains des concepts et

---

<sup>190</sup> M. Halbwachs, op. cit., pp. 134-135.

<sup>191</sup> J. Divignaud, «Préface», in M. Halbwachs, *La Topographie légendaire*, p. VII.

<sup>192</sup> Maurice Halbwachs (1877-1945) est décédé dans des conditions tragiques. Sa famille est d'abord touchée de plein fouet par la guerre et l'occupation: il perd successivement son beau-frère, le Dr Basch et ses beaux-parents. Victor Basch (ancien président de la Ligue des Droits de l'Homme avant la guerre) et son épouse sont torturés et assassinés à Lyon par la Gestapo et la milice française. Il est lui-même arrêté par la Gestapo en juillet 1944, est déporté, le 20 août à Buchenwald où il meurt le 16 mars 1945 à l'âge de soixante-huit ans. Voir sur la disparition de Halbwachs: C. Baudelot, R. Estabiet, «Maurice Halbwachs (1877-1945)», in M. Halbwachs, *Consommation et société*, Paris, PUF («Philosophies»), 1994, p. 10, ou les pages très émouvantes de Jorge Semprun, qui a partagé les dernières heures de Maurice Halbwachs à Buchenwald. J. Semprun, *L'écriture ou la vie*, Paris, Gallimard, 1994, pp. 36-38 & 60-63.

conclusions développés dans les *Cadres sociaux*. Il s'agit même, avec l'accent mis sur les notions de *témoignage*, et de *communauté affective*, d'un dépassement théorique des *Cadres sociaux*<sup>193</sup> L'autre nouveauté de *La Mémoire collective* est qu'elle aborde les rapports souvent confus entre mémoire individuelle et mémoire collective, d'une part, et entre histoire, mémoire historique et mémoire vive, d'autre part.

### *Mémoire individuelle et mémoire collective*

Ce second ouvrage pose le principe de l'identité première de la mémoire individuelle. Celle-ci se trouve, de fait, au croisement de plusieurs mémoires de groupes. L'exemple fourni pour illustrer ce point est celui d'un marcheur solitaire qui se promène dans Londres à différents moments, accompagné à chaque fois par une personne différente. Un jour, c'est un architecte qui attire son attention sur les monuments et édifices, leur forme, leur disposition. Une autre fois, la promenade a lieu en compagnie d'un historien. Celui-ci lui parle de l'histoire du tracé des rues, lui montre celles qui ont hébergé ou vu naître des hôtes illustres. Plus tard, un peintre insiste sur la tonalité des palais, les jeux d'ombre et de lumière sur les façades de Westminster ou sur la Tamise. Un autre jour, un homme d'affaires l'entraîne dans le quartier populaire de la Cité. Halbwachs dit que lorsque l'individu entreprend une autre promenade dans Londres, en solitaire cette fois-ci, il n'est seul qu'en apparence. De fait, lorsqu'il passe devant Westminster, longe les bords de la Tamise ou retourne dans la Cité, il pense à ce que ses différents accompagnateurs lui ont dit lors des visites précédentes. A aucun des moments de la promenade en solitaire, l'individu ne sera seul, puisqu'en pensée, il se replace dans les cadres de tel ou tel groupe social (i.e. le groupe composé avec l'architecte, le groupe composé avec l'historien, le groupe composé avec l'homme d'affaires, etc.). D'autres hommes partagent

---

<sup>193</sup> G. Namer, «Préface», in M. Halbwachs, *La Mémoire collective*, Paris, Albin Michel («Bibliothèque de l'Evolution de l'Humanité»), 1997 (1ère éd. 1950), p. 8.

non seulement les mêmes souvenirs, mais encore ils aident le promeneur à se souvenir. Pour mieux se souvenir, il se tourne vers eux, adopte momentanément leur point de vue, et rentre donc au sein d'un même groupe avec lequel il continue d'être en contact, même en leur absence<sup>194</sup>. L'aspect novateur, ici, par rapport aux *Cadres sociaux*, réside dans la mise en valeur de «mémoires collectives virtuelles» qui impliquent la centralité du choix de l'individu en fonction de ses exigences et intérêts du moment présent. Ces mémoires collectives sont virtuelles dans la mesure où elles s'offrent au libre choix du promeneur en fonction de ses envies et intérêts du moment: son désir actuel peut ainsi être plus ou moins orienté vers des objets culturels d'ordre esthétique, ou historique, ou politique ou économique. La nature de la promenade (et partant du type de cadres de la mémoire rencontrés) varie donc en fonction des humeurs et attentes au moment même où l'individu parcourt les rues de la ville.

En conséquence, l'exemple du promeneur solitaire à Londres nous avertit du déplacement sensible de la problématique halbwachsienne, en montrant la pluralité des mémoires collectives auxquelles on accède à partir de la mémoire individuelle. L'exemple du promeneur nous enseigne également un aspect fondamental de la théorie, à savoir que les notions de mémoire individuelle et de mémoire collective n'ont de sens et de valeur heuristique, que si l'on prend la pleine mesure que l'une se nourrit de l'autre, que l'une permet d'accéder à l'autre, et réciproquement.

De la même manière, *La Mémoire collective* répond à une interrogation restée en suspens dans les *Cadres sociaux*. Dans son premier ouvrage consacré à la mémoire, Halbwachs pose le principe selon lequel chaque membre d'un groupe est la mémoire de ce groupe. Or, comment faire en sorte que chaque individu se fasse le porte-parole fidèle et représentatif de la mémoire de ce groupe, si

---

<sup>194</sup> Halbwachs montre qu'il ne faut pas nécessairement avoir partagé la compagnie d'une autre personne pour former un «groupe». Il donne ainsi l'exemple suivant à partir de la lecture d'un livre de Dickens: «La première fois que j'ai été à Londres, devant Saint-Paul ou Mansion House, sur le Strand, aux alentours des Courts of Law, bien des impressions me rappelaient les romans de Dickens lus dans mon enfance: je m'y promenais donc avec Dickens», in *La Mémoire collective*, p. 53.

celui-ci comprend un nombre d'individus important? En d'autres termes, comment espérer pouvoir unifier un nombre élevé de points de vue différents, afin que le collectif puisse se retrouver dans l'individuel? Halbwachs répond dans *La Mémoire collective* que chaque individu est un point de vue totalisant sur la mémoire collective. Un exemple, celui du voyage, permet d'éclairer ce nouveau point de la théorie, à travers lequel les notions d'*interactivité* et d'*affectivité*, qui jouent un rôle prépondérant.

### *Une communauté affective*

Halbwachs pose le cas de figure d'un individu qui voyage en compagnie d'un groupe d'amis qu'il n'a pas revus depuis. Lors de ce voyage en train, l'individu est à la fois proche et éloigné des autres personnes. Avec eux, il s'intéresse aux détails de la route et aux diverses péripéties du voyage. Mais, intérieurement il apporte avec lui des sentiments, des préoccupations relatifs à d'autres groupes. Halbwachs dit que, ce faisant, l'individu «s'entretient intérieurement avec d'autres personnes»<sup>195</sup>. Ainsi, tel lieu aperçu lors de ce voyage, ou tel événement, est peuplé de pensées, d'images que ne partagent pas forcément les autres personnes qui voyagent avec lui au même moment. Plus tard, lorsqu'il rencontre l'une de ces personnes, celle-ci fera allusion à des aspects du voyage dont il ne se souvient pas. Les souvenirs racontés ne lui disent rien; il les a oubliés car il n'est pas resté en contact avec les membres du groupe à l'issue du voyage. Les efforts de l'interlocuteur pour lui faire se rappeler tel épisode sont vains. Halbwachs en déduit que si l'individu était resté en contact régulier avec le groupe, les chances de se souvenir seraient aujourd'hui beaucoup plus importantes. En revanche, l'individu se rappelle de ce qu'il éprouvait à l'insu des autres, des souvenirs que les autres membres du groupe ne peuvent se remémorer. D'une part, les témoignages des autres ne lui permettent pas de reconstituer ce souvenir disparu, mais de l'autre, l'individu se souvient, en apparence seul, d'événements que les

---

<sup>195</sup> M. Halbwachs, op. cit., p. 62.

autres compagnons de voyage ne parviennent pas à se remémorer. Halbwachs estime que l'individu isolé a perdu le souvenir préservé par ses autres compagnons de voyage parce que, précisément, il s'est séparé du groupe dans lequel cette mémoire est conservée. Par ailleurs, il se souvient seul, de faits qui sont survenus pendant ce voyage, parce qu'ils se rapportent aux cadres d'autres groupes dans lesquels l'individu est présentement actif. Par conséquent, le témoignage d'un membre du groupe n'est pas nécessairement suffisant pour réactiver chez l'autre l'image d'un événement commun aux membres d'un groupe. Pour que la reconstruction des souvenirs puisse se réaliser, il faut encore que cette reconstruction se fasse à partir de notions ou de cadres communs qui se trouvent au même moment dans l'esprit de tous les membres du groupe<sup>196</sup>. En d'autres termes, il faut que les membres d'un même groupe soient animés par des sentiments, des intérêts, des préoccupations partagés. A travers l'exemple de la rencontre entre les deux compagnons de voyage, l'impossibilité de l'un des deux individus de s'aider des cadres communs au groupe, s'explique par le fait que l'un des individus a entre-temps quitté le groupe. En conséquence, il n'est plus porteur de la mémoire collective de ce groupe. Les souvenirs qui autrefois tombaient au sein de ce collectif ont aujourd'hui disparu, car ils ne correspondent plus aux intérêts et à la situation présente de l'individu.

En résumé, si l'on accepte: 1/ qu'un grand nombre de souvenirs sont reconstruits parce que d'autres personnes nous les rappellent, même si lesdites personnes ne sont pas présentes physiquement; 2/ que l'on peut parler de «mémoire collective» quand nous évoquons un événement qui tient une place dans la vie de ce groupe; 3/ que le rappel de cet événement s'opère à partir du point de vue du groupe; il peut être déduit de ce qui précède que le rappel à partir du point de vue du groupe est possible en l'absence de fréquentation du groupe *pendant un certain temps*. L'absence physique du groupe pendant un laps de temps déterminé

---

<sup>196</sup> M. Halbwachs, op. cit., p. 63.

n'empêche pas en soi l'individu hors-groupe d'adopter le point de vue collectif. Même seul, l'individu reste socialisé, et divers cadres extérieurs fourniront autant de repères suffisants pour se souvenir. Il faut donc que la sortie du groupe soit *durable* et *soutenue* pour que le point de vue collectif finisse par s'estomper progressivement, puis disparaître.

Halbwachs ajoute une dernière précision concernant le caractère évolutif de la mémoire collective comme point de vue des membres du groupe. Il remarque que de la masse de souvenirs en commun que partagent les membres d'un même groupe, certains apparaîtront plus clairement et fortement à certains membres du groupe que d'autres. Il en déduit que la variation d'intensité de ce point de vue collectif (i.e. son caractère plus ou moins complet ou solidement articulé) varie en fonction de la place qu'un individu occupe dans le groupe<sup>197</sup>. Cette remarque ouvre la perspective d'une observation dynamique, au sein duquel chaque membre est le porteur d'un *point de vue* sur la mémoire collective, et où il convient de cerner les différents degrés d'*intégration* ou de *participation* des membres au groupe. Pour certains, l'engagement sera important, et à cette situation correspondra, un point de vue sur la mémoire collective que l'on peut imaginer clair, solide, informé. D'autres, moins impliqués dans la vie de ce groupe posséderont un point de vue moins sophistiqué. On peut enfin imaginer ceux qui, aux marges du groupe, présenteront un point de vue peu structuré, lacunaire. Halbwachs compare la mémoire collective à un instrument commun, dont tous les membres jouent, mais dont chacun tire un parti différent<sup>198</sup>. Les versions de cette mémoire collective vont donc varier selon la nature et l'intensité des relations que chaque individu entretient avec le groupe.

En conséquence de ce qui précède, il est permis de dire que la mémoire collective enveloppe les mémoires individuelles du

---

<sup>197</sup> M. Halbwachs, op. cit., p. 94.

<sup>198</sup> M. Halbwachs, op. cit., p. 95.

groupe, mais ne se confond à aucun moment avec elles<sup>199</sup>. Chaque membre du groupe est donc un point de vue sur la mémoire du groupe, ce qui ne veut pas dire que la mémoire individuelle se dissout dans la mémoire collective ou inversement. Ce point de vue sur la mémoire du groupe varie en fonction du degré de socialisation ou d'intégration de chaque agent au sein du groupe.

### *Mémoire, mémoire historique et mémoire collective*

Dans *La Mémoire collective*, Halbwachs pose enfin les bases d'une réflexion sur le rapport entre histoire, histoire officielle et mémoire collective. A l'origine de ce nouveau débat, l'historien Marc Bloch. Dans un compte-rendu des *Cadres sociaux*, M. Bloch critique l'«anthropomorphisme un peu vague» de la théorie halbwachsienne<sup>200</sup>. L'historien reproche au sociologue de mal rendre compte de certains phénomènes tel que la transmission des souvenirs collectifs propres à un groupe d'une génération à l'autre. Il isole ainsi un des aspects insuffisamment argumentés de la théorie des *Cadres sociaux*, et recommande au sociologue de ne pas oublier qu'une partie des phénomènes désignés sous le vocable de «mémoire collective» est avant tout constituée par des «faits de communication» entre individus<sup>201</sup>. Halbwachs tient compte de la critique et y répond, dans un chapitre de *La Mémoire collective* intitulé «Mémoire collective et mémoire historique». Il y traite de la question de la survivance de la mémoire collective à travers le temps et ce, en dépit de la progressive disparition et du renouvellement des membres qui composent le groupe<sup>202</sup>. Dans un premier temps, il incorpore dans sa propre analyse la remarque de

---

<sup>199</sup> M. Halbwachs, op. cit., p. 98.

<sup>200</sup> M. Bloch, «Mémoire collective, tradition et coutume», *Revue de synthèse historique*, Tome XL, nos 118-120, 1925, p. 78.

<sup>201</sup> M. Bloch, op. cit., p. 79.

<sup>202</sup> Outre le fait qu'un individu peut librement décider de se retirer du groupe et par conséquent, rompre progressivement avec le courant de pensée collectif qui lui est afférent, il faut également prendre en compte l'autre donnée essentielle qui explique le caractère du groupe, le fait que la durée d'une vie humaine est irrémédiablement circonscrite dans le temps.

Bloch selon laquelle les personnes les plus âgées d'un groupe (en particulier dans les «sociétés rurales» et traditionnelles) ont souvent pour rôle social de transmettre la mémoire du groupe aux jeunes générations par le biais du récit<sup>203</sup>. Le temps libre dont ils disposent et leur expérience de la vie en général, les prédisposent, selon Bloch, à endosser un rôle de «contemplateur du passé», et de «continueur» de la pensée collective du groupe.

La contribution de Bloch amène Halbwachs à réfléchir de plus près au rapport entre histoire et mémoire, et à évaluer quel est le rôle joué par l'histoire dans la constitution de la mémoire collective. En effet, comment se souvenir de faits historiques qui ne sont pas contemporains aux membres d'un groupe? Les événements et personnages auxquels l'histoire ancienne se rapporte sont, par nature, antérieurs à l'existence de ses membres. Il s'ensuit que l'histoire se rapporte à des faits qui se sont déroulés en dehors du groupe et de sa sociabilité. En d'autres termes, comment se remémorer des événements passés auxquels un individu ou un groupe d'individu n'ont pas assisté personnellement, ou dont ils n'ont entendu parler qu'indirectement? Halbwachs constate que nous prétendons nous souvenir d'événements dont nous n'avons eu connaissance que par le biais des média ou de personnes qui y ont été mêlées. Ce type de situation survient fréquemment en ce qui concerne les événements du groupe national dont nous faisons partie. Si ces faits ont laissé une trace au sein de la nation, nous n'y avons pourtant pas assisté personnellement. Par conséquent, quand nous les évoquons, nous nous en remettons complètement à la mémoire des autres. Loin de participer directement à cette mémoire, nous ne pouvons que la prendre en compte et la répéter: nous sommes dans l'obligation de l'appréhender, *taken for granted*, sans pouvoir en saisir immédiatement la portée, la nature, les enjeux. Halbwachs considère que chaque individu porte en lui, depuis son plus jeune âge, une somme de «souvenirs» qui a été amassée au gré de conversations ou de lectures. Cette mémoire est,

---

<sup>203</sup> M. Bloch, op. cit., p. 79.



selon le sociologue, une «mémoire empruntée» et non la mémoire de l'individu. Certains épisodes de cette mémoire ont laissé une empreinte tenace au sein de groupes sociaux particuliers (partis politiques, classe professionnelle, communauté religieuse), et ont une certaine résonance au niveau national. Pour l'individu extérieur à l'un des groupes concernés, ces événements célébrés et remémorés ne sont que des notions, des symboles un peu généraux, qui ne constituent pas véritablement des souvenirs, mais simplement des images, véhiculés dans la société de manière plus ou moins déformée<sup>204</sup>. Halbwachs en déduit qu'il y a deux types de mémoires distinctes: l'une serait directement façonnée par des événements autobiographiques ou concernant des faits directement pertinents pour le groupe auquel l'individu se rattache. L'autre comprendrait l'ensemble des récits historiques auxquels nous n'avons pas assisté et qui nous ont été rapportés. La mémoire autobiographique s'aiderait de la mémoire historique, mais la seconde serait plus étendue et schématique que la première. Ces deux mémoires peuvent d'ailleurs se chevaucher. Halbwachs prend l'exemple du «souvenir de la ville de Reims». Il dit que l'on peut se souvenir de cet endroit, soit parce qu'on y a habité ou séjourné (= mémoire autobiographique), soit parce qu'on a lu dans un livre d'histoire que Jeanne d'Arc y a séjourné (= mémoire historique). Par ailleurs, comme les faits et gestes de Jeanne d'Arc ont été portés au cinéma de nombreuses fois, il est aussi possible de s'imaginer Jeanne d'Arc à Reims, à partir du cadre d'un film. Evidemment, nous n'avons pas été témoins de l'événement lui-même, mais le chevauchement de notre mémoire autobiographique et de faits reproduits que nous avons lus ou entendus, permet de composer ce souvenir<sup>205</sup>. Halbwachs estime que le cadre élargi de la mémoire historique n'offre, dans des biens des cas, qu'un réceptacle médiocre pour la mémoire collective. Les événements historiques qui nous sont extérieurs jouent, dans le meilleur des cas, le rôle d'une horloge ou d'un calendrier: celui de fixer, *a posteriori* et

---

<sup>204</sup> M. Halbwachs, *La Mémoire collective*, p. 99.

<sup>205</sup> M. Halbwachs, *op. cit.*, p. 100.

arbitrairement, des repères généraux et forts pour l'ensemble de la société<sup>206</sup>.

Si la mémoire collective ne reposait que sur une série de dates ou de faits historiques, elle ne jouerait qu'un rôle très mineur dans la fixation de nos souvenirs. Supposons un individu qui feuillette un ouvrage présentant sous une forme chronologique, les divers événements majeurs qui sont survenus tant sur le plan national qu'international, depuis sa naissance et jusqu'aux alentours de son dixième anniversaire. Le cadre historique dans lequel l'individu tente de replacer ses propres souvenirs et expériences lui apparaît extérieur ou lointain. Halbwachs dit que l'individu «apprend à replacer [son] enfance dans l'histoire de [son] temps»<sup>207</sup>. Le cadre de la mémoire historique qui s'offre alors à l'individu semble extérieur, car on peut imaginer que l'enfance est la période de la vie, où l'intérêt pour ce qui se passe dans le monde ou au niveau du pays, n'est qu'excessivement limité, voire inexistant. Par conséquent, ce cadre historique ne peut guère éclairer et enrichir son passé d'enfant. En consultant l'ouvrage historique, l'individu peut, *a posteriori*, se faire une idée assez abstraite des conditions et circonstances socio-politiques auxquelles ses parents, par exemple, furent confrontées. Mais, ces faits ne peuvent en aucune manière susciter des souvenirs directs et cohérents pour l'individu. Halbwachs en conclut que ce n'est pas sur l'«histoire apprise»<sup>208</sup>, mais sur l'*histoire vécue* que s'appuie notre mémoire. Car l'histoire n'est ni tout le passé, ni même l'unique trace de ce qui resterait du passé. A côté d'une «histoire écrite» (celle officielle des gouvernements ou celle des historiens), il y a donc, selon Halbwachs, une «histoire vivante» qui se renouvelle et se perpétue

---

<sup>206</sup> M. Halbwachs, op. cit., p. 101.

<sup>207</sup> M. Halbwachs, op. cit., p. 103.

<sup>208</sup> Par «histoire apprise», Halbwachs désigne ce qui forme une période agrégeant certains faits et événements que l'historien appréhende et présente comme telle, et qu'il oppose à d'autres périodes historiques. Selon Halbwachs, cette «histoire apprise» est relatée, souvent de manière schématique et incomplète dans les livres ou les récits. M. Halbwachs, op. cit., p. 105.

à travers le temps par le biais de la mémoire collective<sup>209</sup>. Il s'ensuit que la simple reconstitution de la notion d'un événement historique ne suffit pas à constituer de toute pièce un souvenir<sup>210</sup>, car dans ce cas, il s'agit d'un remplissage artificiel d'un cadre et non pas un acte de mémoire.

Observons maintenant les rapports entre histoire nationale et une histoire locale, ou même une trajectoire de vie personnelle. On s'aperçoit que l'histoire nationale se distingue des deux autres par le fait qu'elle ne retient que les faits qui ont quelque signification majeure pour l'ensemble des individus composant la nation. Certes à des moments particulièrement dramatiques de l'histoire d'une nation, il est possible que l'ensemble des trajectoires de vie et l'histoire locale se fondent littéralement dans le moule de l'histoire nationale. On peut émettre l'hypothèse selon laquelle l'annonce de la nouvelle du débarquement des alliés sur les plages de Normandie en mai 1944 a constitué l'un de ces moments particuliers où il est permis d'envisager une fusion entre histoire (= un fait historique), son rappel au sein de la nation (= mémoire historique), et la mémoire vive de millions de Français contemporains de l'événement (= mémoire autobiographique)<sup>211</sup>. Mais, ce type de fusion entre histoire nationale et locale est plutôt rare, même si elle survient suffisamment souvent pour pouvoir offrir des repères historiques majeurs à l'ensemble des individus formant une nation. De manière générale, l'histoire nationale offre un cadre trop large aux individus pour le souvenir, car le cadre national et l'histoire écrite sont trop éloignés des trajectoires locales et personnelles. A partir du cadre de la mémoire nationale, on atteint ce qu'Halbwachs appelle la «mémoire historique», qui est

---

<sup>209</sup> M. Halbwachs, op. cit., p. 113.

<sup>210</sup> M. Halbwachs, *La Mémoire collective*, p. 119.

<sup>211</sup> L'exemple plus récent de l'assassinat de John Kennedy à Dallas en 1963 montre bien encore ce phénomène d'osmose rare entre fait historique, mémoire historique et mémoire autobiographique. La constance avec laquelle une écrasante majorité de personnes interrogées à propos de cet événement déclare se souvenir de ce qu'elle faisait et de l'endroit où elle se trouvait lorsque le président Kennedy a été assassiné, est en effet assez troublante.

donc composée de la suite des événements dont l'histoire nationale conserve le souvenir. Le sociologue déduit de la démonstration précédente que les cadres de cette mémoire historique ne sont pas en mesure de représenter et de donner un contenu à la mémoire collective<sup>212</sup>. C'est, inversement, à l'intérieur des groupes intermédiaires (locaux ou régionaux) ou primaires (la famille, le groupe de travail) que se développent les mémoires collectives originales qui entretiennent les souvenirs qui les concernent concrètement, et pour lesquels ils développent un intérêt. Plus le groupe est petit, plus les chances de voir les souvenirs du groupe être maintenus dans la mémoire collective seront grandes. Halbwachs remarque qu'il est facile de se faire oublier ses voisins (et de les oublier soi-même) dans une grande ville, alors que cela s'avère beaucoup plus difficile dans un village. Au sein d'un village, la mémoire des faits et gestes de chacun ne peut être oubliée, car à l'intérieur d'une communauté de petite taille, les membres du groupe s'observent continuellement. En conséquence, la mémoire du groupe en enregistre une large part, car chaque fait résonne d'autant plus fortement au sein du groupe que celui-ci est petit<sup>213</sup>.

En définitive, les termes «mémoire» et «histoire» s'opposent largement. L'histoire (de l'historien) a pour objet de cerner, au plus près, les détails d'événements passés et devient, *ipso facto*, érudite. Or, l'érudition est, par nature, le fait d'une minorité de spécialistes et échappe donc au cadre de la mémoire collective. Inversement, on pourrait imaginer que dans un souci de didactisme et de pédagogie, l'histoire ne mette en relief que les événements majeurs qui «intéressent» l'ensemble de la nation. Là encore, le souci de clarification et de simplification ferait que cette mémoire historique n'aurait qu'un contenu schématique et pauvre.

La mémoire collective se distingue donc clairement de la mémoire historique en ce qu'elle fournit un courant de pensée

---

<sup>212</sup> M. Halbwachs, op. cit., p. 129.

<sup>213</sup> Ibid.

continu, alors que la mémoire historique ne retient et ne met en valeur que ce qui peut encore intéresser les membres du groupe<sup>214</sup>. L'histoire (de l'historien) tend à diviser la continuité du temps social en périodes, phases historiques, marquées par le début ou l'achèvement de «grands événements», selon la forme d'une «tragédie en plusieurs actes»<sup>215</sup>. L'histoire se positionne hors des groupes et au-dessus d'eux<sup>216</sup>, introduisant des divisions parfois simples ou arbitraires, et plaçant des repères qui souvent vont être fixés indéfiniment. Inversement, dans le développement de la mémoire collective à travers le temps, il n'existe pas de lignes de séparation, de repères qui soient définitivement marqués. La mémoire collective se caractérise par des limites et des repères mouvants et irréguliers. A l'inverse de l'histoire qui archive, recense, classe, rédige et codifie durablement les faits dans le temps et l'espace, la mémoire collective est largement tributaire des aléas de la vie humaine pour se perpétuer. La mémoire collective «oublie» ainsi certains épisodes de son passé parce que les personnes qui portaient cette mémoire commune ont disparu.

L'autre élément qui, selon Halbwachs, distingue l'histoire de la mémoire collective est que le détail historique s'ajoute au détail historique pour former un tout. Dans un certain sens, aucun fait historique isolé n'est considéré en théorie comme ayant plus d'intérêt ou de valeur heuristique qu'un autre. L'historien insiste sur la prise en compte de l'ensemble d'une période historique, et son travail vise à accumuler le plus grand nombre possible de renseignements sur une époque considérée. En ce qui concerne la mémoire collective, les événements, les dates, les lieux, les personnes sont loin de revêtir la même valeur, le même intérêt aux yeux des membres du groupe. Ces événements ne marquent donc pas de leur empreinte l'ensemble des groupes sociaux avec la même intensité<sup>217</sup>. Le travail de l'historien va, dans une large mesure, à l'encontre du fonctionnement de la mémoire collective: le point de

---

<sup>214</sup> M. Halbwachs, *op. cit.*, p. 131.

<sup>215</sup> M. Halbwachs, *op. cit.*, p. 132.

<sup>216</sup> *Ibid.*

<sup>217</sup> M. Halbwachs, *op. cit.*, p. 136.

vue de l'histoire (et de l'historien) est, dans une large mesure, celui qui tend à examiner les groupes *du dehors* sur la longue durée. La mémoire collective, inversement, fournit un point de vue *du dedans* et pendant une période qui ne dépasse pas la durée moyenne de la vie humaine<sup>218</sup>.

#### F. Intérêt heuristique de la théorie

La sociologie de la mémoire de Halbwachs prend clairement le «parti-pris d'une lecture sociologique de la connaissance»<sup>219</sup>. Poursuivant et affinant l'idée durkheimienne selon laquelle c'est la société globale qui produit les normes et les repères, Halbwachs pose le groupe au centre de sa théorie. Ce sont les groupes sociaux qui portent et véhiculent les normes religieuses, éthiques, politiques, esthétiques. C'est donc à partir du groupe de base que ces valeurs vont ensuite se propager vers d'autres groupes, voire à l'ensemble de la nation. La sociologie de la mémoire de Maurice Halbwachs innove sur ce premier point, et par ailleurs s'oppose clairement aux théories antérieures dites «spiritualistes» (e.g. Bergson).

#### *Eclatement en une multitude de «mémoires collectives»*

En résumé, que nous apporte la sociologie de la mémoire proposée par Maurice Halbwachs? En quoi celle-ci nous aide-t-elle à comprendre le phénomène de transmission des souvenirs d'une génération d'individus à une autre, à travers le temps et l'espace? Revenons pour cela à l'idée de départ de la théorie selon laquelle la mémoire est un fait socialement conditionné, et l'apport des *cadres sociaux* de la mémoire un élément déterminant pour saisir le mécanisme de localisation des souvenirs dans la société, et la manière dont ceux-ci agissent sur les agents sociaux. Si l'action de la société est réelle, elle ne s'exerce pourtant pas au hasard, *deus ex machina* et *erga omnes*. Halbwachs introduit l'idée décisive de

---

<sup>218</sup> M. Halbwachs, op. cit., p. 140.

<sup>219</sup> G. Namer, «Postface», in M. Halbwachs, *La Mémoire collective*, p. 291.

*communauté affective*, qui insiste sur la socialisation acquise par l'individu au sein de l'*in-group*. Cette socialisation constitue le facteur sur-déterminant permettant d'expliquer pourquoi un individu «se sent concerné» par l'histoire et le passé du groupe auquel il appartient, et pourquoi, inversement, son intérêt et le souvenir de faits extérieurs au groupe sont, en règle générale, beaucoup moins marqués.

La théorie halbwachsienne diverge cependant de l'approche durkheimienne des *Formes élémentaires* en ce qu'elle exclut que la société, dans son ensemble, puisse offrir un cadre narratif et émotionnel pour la totalité des groupes intermédiaires. Halbwachs conclut ainsi à l'impossibilité d'une mémoire nationale, dont les cadres serviraient de repères à l'ensemble des membres d'une communauté nationale. Il montre en effet que la *mémoire historique* nationale (i.e. ce qui est désigné par les représentants de la nation comme objet de mémoire) ne peut produire «du sens» que si l'objet de mémoire désigné rencontre les intérêts et les préoccupations présentes des membres d'un groupe donné. En d'autres termes, Halbwachs montre que la mémoire historique nationale n'est pas automatiquement «intelligible» à n'importe quel agent social ou n'importe quel public pris au hasard. La critique de l'«histoire officielle» comme créatrice de «faits de mémoire», qu'elle soit sous la forme de propagande *soft*, symbolique ou plus brutale et directe, est ici patente. Davantage, Halbwachs montre que la mémoire historique rassemblée par l'historien, ne joue qu'un rôle secondaire et aléatoire dans le processus de re-construction des souvenirs. Celle-ci, savante, découpe plus ou moins arbitrairement le temps et les faits en tranches, et surtout, propose une hiérarchie de cadres qui tend à figer l'histoire en un bloc. Halbwachs explique cette nouvelle aporie de l'histoire savante par le fait qu'elle est le produit de choix épistémologiques de savants et qu'elle dépend en partie de l'état de la recherche (i.e. découvertes de nouvelles archives, exégèse, objectivation de faits historiques, etc.). En conséquence, au lieu d'articuler d'une théorie permettant de concevoir une «mémoire collective nationale», la réflexion de

Halbwachs nous fait constater l'impossibilité d'une mémoire nationale cohérente et complète. Il reconnaît certes que des événements majeurs peuvent, à des moments exceptionnels de l'histoire nationale, créer une série de cadres durables qui, sous la forme d'images, de symboles ou de notions vont s'avérer pertinents pour l'ensemble de la population. Toutefois, ces moments sont rares, et en règle générale, l'ordinaire et l'hétérogénéité du quotidien (fut-il tragique), ne va concerner et partant, être remémoré, que par les membres d'un groupe particulièrement exposé à un événement. Cette remarque permet de conclure à l'éclatement de la société en une multitude de «mémoires collectives», et exclut de considérer une «mémoire collective» unifiée et auto-consciente au niveau de la nation.

#### *Socialisation et «mémoire vive»*

Présentes de manière plus sous-jacente qu'explicite dans ses écrits, les idées de *socialisation* et d'*éducation* sont au cœur même du processus de transmission de la mémoire de génération en génération. Pour qu'il y ait constitution d'une «mémoire collective» intelligible et cohérente aux plus jeunes membres d'un groupe, un travail de narration, d'explication, d'argumentation du passé doit être effectué par les aînés vis-à-vis des plus jeunes au sein du groupe. Ce travail *discursif* et de *socialisation* ne s'interrompt jamais, et se prolonge pendant toute la durée de la vie d'une génération d'individus. En ce sens, la «mémoire collective» d'un groupe est toujours, selon l'expression de Marcel Proust, un «édifice précaire du souvenir» entièrement dépendante du travail de narration, d'explication, d'exemplarité en jeu dans le souvenir et la commémoration du passé par le groupe.

Enfin, le dernier enseignement majeur que nous apporte les recherches de Halbwachs sur la mémoire est que la notion de «mémoire collective» ne peut être simplement déduite de la consultation des signes extérieurs de la *mémoire historique* d'un groupe, ainsi que le propose Pierre Nora dans *Les Lieux de mémoire*. Au contraire, la mémoire collective se doit d'être



observée, recueillie, comprise à partir du discours et des représentations des agents qui sont membres de ce groupe. Halbwachs nous enseigne donc que les manifestations de «mémoires collectives» doivent avant tout être recueillies, non pas tant à partir de la mémoire historique ou de l'histoire reconstituée des historiens, mais en se confrontant à la «mémoire vive» des agents sociaux, dont chacun propose un *point de vue* sur la mémoire collective de l'ensemble du groupe.

*La Mémoire collective* de Halbwachs nous amène à considérer l'intériorité et le phénomène d'*overlap* continu entre mémoire individuelle et collective. Elle insiste également sur la réception et le décodage aléatoire des cadres sociaux de la mémoire, en fonction de la socialisation de l'individu au sein de la communauté affective du groupe. Cette théorie invite donc le sociologue à dépasser le «faux-problème»<sup>220</sup> de l'opposition entre individu et société. Elle montre le rôle joué par la société sur la mémoire, et s'attache à l'analyse concrète de l'interaction entre le fait social et l'individu, c'est-à-dire des conditions mêmes qui rendent possible la mémoire de chacun (le langage, les traditions, les idées, l'espace, le temps, etc.). Cette sociologie de la mémoire insiste sur une interprétation compréhensive du souvenir, et invite à une lecture phénoménologique des rapports entre le passé, le groupe et l'individu.

---

<sup>220</sup> F. Raphaël, G. Herberich-Marx, «Comment les souvenirs rentrent dans le rang», in Ch. de Montlibert, *op. cit.*, p. 89.

## Section II

### Le passé incorporé et pratiqué

Le parti-pris sociologique de la mémoire proposé par Halbwachs nous a fait avancer considérablement vers une mise en perspective de la notion de mémoire collective.

Un dernier effort de définition s'avère nécessaire à ce stade afin de corriger et de prolonger trois faiblesses patentées dans la théorie halbwachsienne. Il s'agit, dans un premier temps, de prolonger le débat commencé par Halbwachs à propos de la distinction entre mémoire historique, mémoire vive, et mémoire collective. Ceci doit nous conduire à réfléchir à la question de la relation de l'agent à la structure, ou plus précisément dans quelle mesure et à quelle condition le «passé objectivé» laisse son empreinte dans la mémoire de l'agent.

Dans un deuxième temps, la notion de «groupe social», telle que l'entend Maurice Halbwachs, doit être commentée et critiquée, en opposant à la notion de groupe conçu *in abstracto* chez Halbwachs, une approche qui appréhende le groupe comme un lieu d'interrelations et d'interactions entre agents.

Dans un troisième temps, il convient de vérifier si le rapport entre passé et avenir possède une quelconque valeur heuristique, après avoir constaté que Halbwachs néglige de prendre en compte les effets possibles du futur sur le processus du souvenir, en se concentrant exclusivement sur les rapports entre passé et présent.

## A. Histoire objectivée et histoire incorporée

Reprenons de la démonstration de Maurice Halbwachs selon laquelle: 1/ le passé n'est pas conservé, mais il est reconstruit à partir du présent; 2/ la mémoire du passé n'est concevable que grâce aux *cadres sociaux* qui s'offrent aux individus et qui sont fournis par la société; 3/ considérant que l'individu isolé et «auto-conscient» est une fiction, la mémoire individuelle n'est réelle qu'en tant qu'elle participe à la mémoire collective; 4/ la mémoire collective n'est cependant pas l'addition de la somme des mémoires individuelles d'un groupe. Par conséquent, chaque mémoire individuelle porte la mémoire collective en soi, en constitue un *point de vue*; 5/ l'intensité du point de vue varie selon la place occupée par l'individu au sein de la *communauté affective* du groupe.

Eclairante, la démonstration de Halbwachs laisse pourtant dans l'ombre un des aspects importants de la relation entre présent et passé. Le travail de re-constitution et de rappel des souvenirs est bien montré à travers la notion de *cadre*. Nous pourrions ainsi dire que le cadre, trace réifiée ou intellectualisée du passé, produit un *effet du passé* sur les mémoires individuelles. Le travail des cadres, en revanche, ne permet pas de vérifier dans quelle mesure le passé peut durablement marquer (parfois même au sens littéral du terme) les corps ou les esprits au point d'«habiter», de «laisser une marque» permanente sur les individus. Selon cette hypothèse, il convient de rechercher s'il existe un *poids du passé* qui structurerait les manières de voir et de percevoir des individus, qui soit durable et propre à chacun des agents sociaux.

A ce stade d'objectivation de la notion de mémoire collective, il semble utile de faire appel à la sociologie de Pierre Bourdieu. Au cœur de sa réflexion théorique, Bourdieu entend dépasser la vieille opposition dans les sciences sociales entre position objectiviste et position subjectiviste. Sa sociologie s'attache d'une part à relever les structures objectives qui constituent les contraintes structurales qui influent sur les interactions. De l'autre, il s'attache également à

prendre en compte les représentations subjectives des agents. Il estime que les deux positions, objectiviste et subjectiviste, loin de s'opposer ou de s'exclure, sont, de fait, dans une relation dialectique. En conséquence, il estime que la prise en charge du point de vue subjectif de l'agent, doit toujours être relié et rapporté aux positions que les agents occupent dans la structure. Lorsqu'il définit sa théorie sociale, Bourdieu parle de «structuralisme constructiviste» ou encore de «constructivisme structuraliste»<sup>221</sup>. Il remarque que si l'objectivisme tend à déduire par trop mécaniquement les actions et interactions de la structure<sup>222</sup>, le subjectivisme néglige l'impact de la structure pour réduire le social à une suite d'interactions entre agents. La rupture avec ce que Durkheim appelle les «prénotions», le «sens commun», constitue donc, selon Bourdieu, un moment nécessaire de la démarche scientifique. Il estime toutefois qu'il convient d'opérer une deuxième rupture, en (ré)-introduisant, ce que le sociologue a écarté au stade premier d'objectivation de sa recherche, c'est-à-dire une sociologie des perceptions du monde social. Bourdieu reprend la notion d'*habitus* pour désigner la prise en compte dialectique entre structure et représentations subjectives du social. L'*habitus* est à la fois un système de schèmes, de production de pratiques et un système de perception et d'appréciation des pratiques. Dans les deux cas de figure, l'*habitus* traduit la position sociale dans laquelle il a été produit<sup>223</sup>. Selon Bourdieu, l'*habitus* forme un système de «dispositions durables et transposables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-

221 P. Bourdieu, *Choses dites*, Paris, Ed. de Minuit, 1987, p. 147.

222 Bourdieu note que Marx commet une «erreur théoricienne» quand il traite les classes sociales sur le papier comme des classes réelles, c'est-à-dire en concluant à l'homogénéité objective des positions des agents, à partir de leur situation dans l'espace social, et en incluant la catégorie des prolétaires au sein d'un groupe unifié en tant que classe. Cf P. Bourdieu, *Choses dites*, op. cit., p. 153.

223 La double caractéristique de l'*habitus* est identifiable lorsqu'un individu émet un jugement de valeur à propos, par exemple, de l'aménagement de l'intérieur d'une maison: «Cela fait petit-bourgeois». Bourdieu dit que ce jugement de valeur reflète, d'une part, la position du locuteur au sein de la structure sociale qui conditionne socialement son goût (= facteur objectif) et, d'autre part, il montre qu'en tant qu'agent socialisé, le locuteur a la capacité d'objectiver lui-même entre les pratiques et les positions dans l'espace social (= facteur subjectif).

dire en tant que principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations qui peuvent être objectivement adaptées à leur but sans supposer la visée consciente de fins et la maîtrise expresse des opérations nécessaires pour les atteindre, objectivement "réglées" et "régulières" sans être en rien le produit de l'obéissance à des règles, et, étant tout cela, collectivement orchestrées sans être le produit de l'action organisatrice d'un chef d'orchestre»<sup>224</sup>.

L'habitus est le produit de l'histoire et assure la présence active du passé et des expériences passées. Ce passé survit au présent et se perpétue dans le futur à travers des pratiques structurées qui ne sont pas le fruit d'un déterminisme mécanique, mais qui correspondent aux conditions historiquement et socialement situées de sa production<sup>225</sup>. En d'autres termes, l'habitus ne permet pas de concevoir un agent doté d'un pouvoir de création et de pratiques d'une imprévisible nouveauté. Inversement, il n'implique pas non plus la simple reproduction mécanique des conditionnements initiaux de la structure. L'habitus tend à engendrer une série de «conduites raisonnables», de «sens commun»<sup>226</sup>, objectivement ajustées à la logique d'un champ déterminé (e.g. le champ économique, le champ politique, le champ éducatif, etc.), dont elles anticipent l'évolution objective<sup>227</sup>.

La dynamique de l'habitus ne peut être comprise qu'en relation avec un *champ*, dans la rencontre entre l'habitus (= histoire incorporée) et le champ (= histoire objectivée). Le champ ne peut fonctionner que s'il trouve des agents qui soient socialement disposés à risquer leur temps, leur réputation et leur argent, pour poursuivre des enjeux et obtenir des profits. La recherche de ces

---

<sup>224</sup> P. Bourdieu, *Le Sens pratique*, Paris, Ed. de Minuit, 1980, pp. 88-89.

<sup>225</sup> P. Bourdieu, op. cit., p. 92.

<sup>226</sup> P. Bourdieu, op. cit., p. 93.

<sup>227</sup> Bourdieu note: «Histoire incorporée, faite nature, et par là oubliée en tant que telle, l'habitus est la présence agissante de tout le passé dont il est le produit: partant, il est ce qui confère aux pratiques leur *indépendance relative* par rapport aux déterminations extérieures du présent immédiat. Cette autonomie est celle du passé agi et agissant qui, fonctionnant comme capital accumulé, produit de l'histoire à partir de l'histoire et assure ainsi la permanence dans le changement qui fait l'agent individuel comme monde dans le monde». P. Bourdieu, *Le Sens pratique*, op. cit., p. 94.

profits, fondamentale pour certains agents, peut, inversement, paraître illusoire à d'autres personnes extérieures au champ. Ceci indique que la dynamique des champs repose sur «la relation de complicité ontologique entre l'habitus et le champ qui est au principe de l'entrée dans le jeu, de l'adhésion<sup>228</sup>», de ce que Bourdieu appelle l'*illusio*<sup>229</sup>. Selon Bourdieu, la pratique (ou la «motivation d'agir»), n'est ni motivée par le calcul rationnel des intérêts matériels ou symboliques à entrer dans le jeu (= *Rational Choice Theory*), ni par les simples contraintes du champ (= vision structuraliste mécaniste), mais par la relation dialectique entre l'habitus et le champ, qui fait que l'habitus à la fois détermine ce qui le détermine<sup>230</sup>.

La croyance dans le jeu, l'*illusio*, sont nécessaires pour que la relation entre l'habitus et le champ puisse s'exercer avec intensité. Ceci implique une forme de «foi pratique», sorte de «droit d'entrée»<sup>231</sup> que le champ impose tacitement à l'agent néophyte. Cette contrainte implicite permet de sanctionner, voire d'exclure du champ les agents qui ne se prêtent pas au jeu de manière satisfaisante, et qui risquent par là même de subvertir, voire de détruire les règles du jeu. Elle permet également d'imposer au nouvel entrant une forme de sélection et de formation<sup>232</sup> qui a pour objectif d'obtenir l'adhésion «préréflexive, naïve, native»<sup>233</sup> du néophyte aux présupposés doxiques du champ. L'entrée dans le champ, dans ce «cercle magique»<sup>234</sup>, ne s'effectue pas instantanément, et n'est pas le simple fait de la volonté individuelle, mais est le fruit d'un long processus de cooptation, d'initiation, un peu similaire à une «seconde naissance»<sup>235</sup>. En

228 P. Bourdieu, *Leçon sur la leçon*, Paris, Ed. de Minuit, 1982, p. 47.

229 Dans ce sens, l'*illusio* signifie investissement dans le jeu et les enjeux du champ, d'intérêt pour le jeu et également d'adhésion aux présupposés doxiques et règles de ce jeu.

230 P. Bourdieu, *Leçon sur la leçon*, op. cit., p. 48.

231 P. Bourdieu, *Le Sens pratique*, op. cit., p. 113.

232 Par exemple, les rites de passage, les examens dans le champ éducatif, participent de ce phénomène.

233 P. Bourdieu, *Le Sens pratique*, op. cit., p. 113.

234 P. Bourdieu, op. cit., p. 114.

235 Ibid.

résumé, la «croyance pratique», à la rencontre de l'habitus et du champ, telle qu'elle est décrite par Bourdieu, est loin de se réduire à la simple acquisition d'une sorte «d'état d'esprit» adaptée à la doxa du champ, mais permet, de fait, l'expression d'un «état de corps»<sup>236</sup>. Dans ce cadre, le corps ne représente pas ce qu'il joue, mais *croit* en ce qu'il joue (par exemple, il pleure s'il mime la tristesse). Le corps ne mémorise pas le passé, mais il *agit* le passé<sup>237</sup>. Ce qui est *appris* par le corps, ne renvoie pas à une forme de savoir que l'on pourrait objectiver devant soi, mais correspond à ce que l'on *est*.

La théorie bourdivine balaye d'un éclairage dynamique les rapports qui peuvent exister entre le «passé objectivé» (les livres d'histoire, les cérémonies, le droit, les coutumes les statues) et le «passé incorporé». Dans ce cadre, toute action historique met en relation dialectique l'histoire objectivée et l'histoire incorporée, c'est-à-dire histoire devenue habitus<sup>238</sup>. Ainsi, une première réponse théorique peut être apportée au problème des relations entre l'«effet» et le «poids» du passé<sup>239</sup>. Selon Bourdieu, l'histoire objectivée ne peut devenir histoire agie et agissante, que si elle est prise en charge, *incorporée* par des agents. Pour cela, l'agent doit, du fait de ses investissements antérieurs, être doté d'un habitus qui le prédispose plus ou moins fortement à s'intéresser à l'histoire objectivée. Cet intérêt, dépend de la rencontre plus ou moins harmonieuse entre son habitus et la structure du champ de l'histoire objectivée. En d'autres termes, cela dépend de la capacité de l'agent à décoder et déchiffrer le *sens* de l'histoire objectivée, donc qu'il soit doté des aptitudes nécessaires pour la réactiver<sup>240</sup>.

---

<sup>236</sup> P. Bourdieu, op. cit., p. 115.

<sup>237</sup> P. Bourdieu, op. cit., p. 123.

<sup>238</sup> Bourdieu remarque que l'individu qui lève son chapeau pour saluer réactive, sans en avoir conscience, le signe conventionnel hérité du Moyen-Age, selon lequel les hommes d'armes avaient pour coutume d'ôter leur casque pour manifester leurs intentions pacifiques. P. Bourdieu, «Le mort saisit le vif. Les relations entre l'histoire réifiée et l'histoire incorporée», *Actes de la recherche en sciences sociales*, no 12, février 1978, p. 6.

<sup>239</sup> J'emprunte cette distinction à M.-C. Lavabre, dont les travaux sur la mémoire collective ont été cités précédemment.

<sup>240</sup> Bourdieu compare cela à une lettre qui n'échappe à l'état de lettre morte que par l'acte de lecture qui suppose une disposition et une aptitude acquises à lire et à

En conclusion, le rapport dialectique entre habitus et champ, et la distinction faite entre «passé objectivé» et «passé incorporé» permet de dégager les hypothèses suivantes: 1/ le rapport entre histoire objectivée et l'agent est plus moins fort et harmonieux, et dépend de la nature même de l'habitus de l'agent (son habitus peut être en pleine harmonie avec la doxa et les contraintes structurelles du champ, ou, à l'inverse, divisé, contradictoire, fluctuant par rapport à ceux-ci); 2/ la nature de l'habitus dépend des conditions sociales de sa formation et de son exercice dans un champ donné; 3/ l'habitus, produit d'une acquisition historique, est ce qui permet l'appropriation de l'acquis historique, ou en d'autres termes, de l'histoire objectivée. Il reflète le poids de l'histoire objectivée dans les corps et esprits des agents; 4/ l'habitus offre à l'observation empirique une trace tangible du *poids du passé* dans les pratiques et représentations des agents; 5/ le *poids du passé* sur les agents ne peut donc être décrété *a priori* (à l'instar des *Lieux de mémoire* de Pierre Nora), mais recueilli à partir de l'observation empirique des conditions sociales de sa production et de son exercice<sup>241</sup>.

## B. Groupe social et structuration du groupe

La seconde faiblesse dans la théorie de Halbwachs réside dans son approche et sa description du social et des interactions entre agents au sein d'un groupe donné. A travers ses écrits, seuls deux modèles ou états de sociétés apparaissent: dans le premier type, il décrit des agents isolés et en mouvement. Dans l'autre, il dresse le portrait du groupe social, autonome, homogène, qui est établi

---

déchiffrer le sens inscrit dans la lettre. P. Bourdieu, «Le mort saisit le vif. Les relations entre l'histoire réifiée et l'histoire incorporée», op. cit., p. 6.

<sup>241</sup> Bourdieu note sur ce point qu'«(...) un des intérêts de la théorie de l'habitus est de rappeler que la probabilité d'accéder à une action "rationnelle", loin de pouvoir être fixée *a priori*, par le diktat de l'une ou de l'autre des théories de l'action stylisées dont la confrontation fait les délices de l'*homo academicus*, dépend de conditions sociales justiciables d'une enquête empirique, c'est-à-dire des conditions sociales de production des dispositions et des conditions sociales, organiques ou critiques, de leur exercice». P. Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, p. 79.



durablement dans le temps et l'espace. Entre les agents isolés et en interaction passagères, et l'ordre durable du groupe social, il semble qu'il ne se trouve rien. L'anthropologue Roger Bastide, lecteur critique de Halbwachs, remarque que ce qui doit être analysé quand on essaye de recueillir la mémoire d'un groupe, ce n'est pas le groupe en lui-même, mais son organisation, sa structure, son système de relations inter-individuelles<sup>242</sup>. En d'autres termes, ce n'est pas le groupe *per se* qui permet de saisir ou de comprendre comment la mémoire collective fonctionne. C'est la structure du groupe, c'est-à-dire le mode même d'organisation et de fonctionnement dans le temps et l'espace qui fournissent ce qu'Halbwachs appelle les «cadres de la mémoire». Dans cette approche, on perd de vue l'idée d'un groupe doté d'une sorte de conscience collective – héritage durkheimien encore présent chez Halbwachs — pour se concentrer sur les trajectoires des mémoires individuelles et leur *overlap*. La mémoire collective est ici remplie par les interrelations et interactions des membres du groupe. Le groupe demeure toutefois le domaine dans lequel la structure des liaisons entre mémoires individuelles s'opère.

Le groupe, conçu comme ensemble homogène, n'aide guère à expliquer les phénomènes de préservation ou d'oubli du passé. Seule l'observation de la structuration du groupe dans l'espace et le temps peut permettre d'y parvenir. Cette dernière remarque nous enseigne qu'une sociologie de la mémoire collective, doit proposer une économie du groupe social, qui prenne en compte non seulement les positionnements des agents au sein des espaces de position du groupe, mais encore la structuration et l'organisation particulière de ce groupe.

### C. L'a-venir du passé

Halbwachs ne privilégie guère la piste est des rapports entre passé et avenir. Si la dialectique passé-présent forme la base de sa

---

<sup>242</sup> R. Bastide, «Mémoire collective et sociologie du bricolage», *L'Année sociologique*, 1971, pp. 84-85.

théorie, il n'existe aucune réflexion de fond sur la relation entre ce qui est passé et ce qui est à venir. Le point de savoir si la reconstitution du passé au présent est également influencée par le futur a été articulé par l'historien Reinhart Koselleck. Dans une réflexion sur le temps historique, il propose de distinguer deux catégories: le *champ d'expérience* et l'*horizon d'attente*<sup>243</sup>. Par «expérience», Koselleck entend le «passé actuel», dont les événements ont été intégrés et peuvent être remémorés, et aussi chaque acte pratique rationnellement ou inconsciemment élaboré, ou expérience transmise par des générations ou des institutions. L'«attente» s'accomplit également dans le présent et constitue un «futur actualisé». Elle tend vers «ce-qui-n'est-pas-encore», vers «ce-qui-n'est-pas-du-champ-de-l'expérience». L'espoir, la crainte, le souhait et la volonté, le souci, l'analyse rationnelle ou spéculative entrent dans cet état d'attente<sup>244</sup>. Une expérience, une fois réalisée, est entière, dans le sens où les motifs qui lui ont donné naissance ont disparu. Inversement, l'expérience qui doit encore être réalisée, est de fait anticipée sous la forme de l'attente, divisée en une multitude de moments temporels<sup>245</sup>. Le «champ d'expérience» renvoie à une métaphore spatiale qui indique que l'expérience se compose de différentes strates datables, qui forme un tout. «L'horizon d'attente» suggère une ligne derrière laquelle va s'ouvrir un nouveau champ d'expérience dont on ne possède aucune expérience. En dépit de pronostics possibles, l'attente renvoie à un espace qui échappe totalement à l'expérience<sup>246</sup>. Mais franchir l'horizon d'attente crée une nouvelle expérience<sup>247</sup>.

---

243 R. Koselleck, «"Champ d'expérience" et "horizon d'attente": deux catégories historiques», in *Le Futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Ed. de l'EHESS, 1990, pp. 307-329.

244 R. Koselleck, op. cit., p. 311.

245 R. Koselleck, op. cit., p. 312.

246 Pour illustrer ce qu'est un «horizon d'attente», Koselleck cite ce bon mot: «Le communisme pointe déjà à l'horizon, déclare Khrouchtchev dans un discours. Question d'un auditeur:

— Camarade K., qu'est-ce que c'est l'horizon?

— Regarde dans le dictionnaire, lui répond N.K.

De retour chez lui, l'auditeur avide de savoir, trouve dans un manuel l'explication suivante: "Horizon: ligne qui semble séparer le ciel de la terre et qui s'éloigne à

Koselleck montre que l'horizon d'attente de chaque individu est, de fait, limité, «auto-censuré» par ce qui a déjà été appris ou expérimenté dans le passé. Toutefois, il remarque que nul ne peut déduire entièrement son attente à partir de son expérience. En ce sens, la catégorisation de Koselleck rejoint largement la problématique posée par la définition de l'*habitus* bourdivin. Selon Bourdieu, l'*habitus*, structuré par des contraintes objectives, tend à produire des conduites «raisonnables», de «sens commun» qui sont objectivement ajustées à la logique caractéristique d'un champ déterminé dont elles anticipent l'avenir objectif. De ce fait, l'*habitus* tend à exclure, ou auto-censurer, «sans violence, sans art, sans argument», toutes les «conduites folles», vouées à être négativement sanctionnées, car incompatibles avec les conditions objectives du champ<sup>248</sup>.

Les catégories du temps historique proposées par Koselleck sont donc particulièrement intéressantes pour penser la relation entre passé incorporé (= espace d'expérience) et futur (= horizon d'attente). La discussion théorique de l'historien allemand laisse entrevoir un rapport dynamique et mouvant entre passé et avenir, deux termes traditionnellement nettement dissociés. Cette catégorisation permet en effet de considérer que des expériences déjà faites peuvent se modifier avec le temps, non pas en fonction d'une relecture du passé en fonction du présent (= Maurice Halbwachs), mais encore du fait de la tension continue et renouvelable entre expérience et attente. Tout événement historique survient une fois pour toutes, mais les expériences qui en découlent peuvent être amenées à évoluer avec le temps, à partir de l'attente qui se projette dans le futur. Au sein de la diversité des expériences individuelles qui s'imbriquent et se recoupent, de nouvelles attentes vont apparaître, incorporant dans une certaine mesure les enseignements de l'expérience. En retour, l'attente imprégnée de

---

mesure que l'on s'en approche"». In *Le Futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, op. cit., p. 313.

<sup>247</sup> R. Koselleck, op. cit., p. 314.

<sup>248</sup> P. Bourdieu, *Le Sens pratique*, op. cit., pp. 91-92.

l'expérience va rétroactivement s'insérer dans le champ d'expérience et le revisiter. Paul Ricoeur, pour décrire fort élégamment ce phénomène, parle de la «délivrance d'une promesse non-tenue»<sup>249</sup>. Pour le philosophe, cette idée permet de prendre en compte le fait que les individus ont des espérances, des projets qui ont été déçus, qui ne sont pas matérialisés. Il estime que les utopies seraient vides si les vivants ne pouvaient les remplir des promesses (attentes) non-tenues ou contrariées des morts. Ce sont ces attentes déçues qui, selon lui, permettent des «reprises dans le futur». En ce sens, Paul Ricoeur précise que l'utopie n'implique pas forcément de commencer de zéro selon le mythe de la *tabula rasa*, mais, au contraire, elle permet de poser les jalons d'une «renaissance»<sup>250</sup>.

La structure de pronostic contenue dans l'attente peut ainsi influencer, au même titre que le présent, la re-constitution du passé. Cette dimension du temps historique doit donc également être retenue dans une recherche sur la mémoire.

En conclusion à ce chapitre, il est possible de poser les fondements d'une définition provisoire de la mémoire collective, qui rassemble les variables corrélées suivantes:

- 1/ la mémoire collective est portée par la mémoire individuelle de chaque agent, qui constitue un point de vue sur la mémoire du groupe;
- 2/ le passé est re-constitué par l'effet d'une double dynamique: a. entre le passé et le présent, par le travail des cadres sociaux de la mémoire, b. entre le passé et le futur, par la dialectique entre passé réalisé (= expérience) et le pronostic de l'attente (= projection dans le futur);
- 3/ l'intensité du point de vue sur la mémoire collective dépend de: a. la position de l'agent au sein de la communauté affective du groupe, b. cette position elle-même découle des rapports entre

---

<sup>249</sup> P. Ricoeur, *La Critique et la conviction*, Paris, Calmann-Lévy, 1995, p. 189.

<sup>250</sup> P. Ricoeur, op. cit., p. 190.

l'habitus de l'agent (= passé incorporé) et la structuration objective du groupe dans un champ donné, fruit de la doxa et des contraintes structurelles du champ;

4/ les rapports entre histoire objective (= histoire et mémoire historique du groupe) et l'habitus de l'agent sont plus ou moins pleins et harmonieux, selon que l'habitus de l'agent épouse ou non avec intensité, «avec ou sans effort» les présupposés doxiques du champ.

5/ l'habitus de chaque agent et son point de vue sur l'histoire objectivée du groupe ne peut être saisi que par le biais de la recherche empirique, en isolant la position de chaque agent au sein de l'espace des positions du groupe.

## CHAPITRE III

### CONSTRUCTION DE L'OBJET

Mais de quoi se souvient-on au juste dans le récit de vie? Travail du cliché, de la nostalgie et du folklore qui pourrait expliquer sa vogue dans le grand public à l'heure actuelle.

Régine Robin<sup>251</sup>

Le sociologue ne peut ignorer que le propre de son point de vue est d'être un point de vue sur un point de vue. Il ne peut re-produire le point de vue de son objet, et le constituer comme tel, en le resituant dans l'espace social, qu'à partir de ce point de vue très singulier (et, en un sens, très privilégié) où il faut se placer pour être en mesure de prendre (en pensée) tous les points de vue possibles. Et c'est seulement dans la mesure où il est capable de s'objectiver lui-même, qu'il peut, tout en restant à la place qui lui est inexorablement assignée dans le monde social, se porter en pensée au lieu où se trouve placé son objet (qui est aussi, au moins dans une certaine mesure, un *alter ego*) et prendre ainsi son point de vue, c'est-à-dire comprendre que s'il était, comme on dit, à sa place, il serait et penserait comme lui.

P. Bourdieu<sup>252</sup>

Une construction méthodique de notre objet de recherche s'avère maintenant nécessaire. Selon la règle de la méthode durkheimienne qui prescrit que «les phénomènes sociaux sont des choses et doivent être traités comme des choses»<sup>253</sup>, il s'agit

---

<sup>251</sup> R. Robin, «Récit de vie, discours social et parole vraie», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, no 10, avril-juin 1986, p. 109.

<sup>252</sup> P. Bourdieu, «Comprendre», in *La Misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 925.

<sup>253</sup> E. Durkheim, *Les Règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF («Quadrige»), 1987, p. 27.

d'objectiver<sup>254</sup> la mémoire du socialisme français, c'est-à-dire de s'attacher à relever et articuler entre-eux les phénomènes, objectifs ou symboliques, qui forment les *cadres* les plus directement visibles de cette mémoire.

Selon le modèle théorique provisoire énoncé à la fin du chapitre Ier, le coeur même de la mémoire collective ne peut être approché que par l'intermédiaire du *témoignage* de l'agent, qui, selon les termes de Halbwachs, fournit un «point de vue» sur la mémoire du groupe. Ce point de vue sur la mémoire du groupe ne peut être recueilli que de deux manières possibles: à l'écrit<sup>255</sup> ou oralement. Pour des raisons de plus grande praticabilité, la méthode de l'entretien biographique a été exclusivement privilégiée.

L'utilisation intensive de la biographie orale s'inscrit dans une approche ethnosociologique, et implique l'observation participante au sein du milieu étudié. Des questions de méthode et épistémologiques relatives à l'approche biographique seront débattues, avant de parvenir à l'énoncé des hypothèses de recherche générales de ce travail.

---

<sup>254</sup> L'objectivation peut être définie comme le processus qui tend à rendre un phénomène ou une représentation d'apparence abstraite, en une opération imageante et structurante. Elle permet «(...) une mise en image des notions abstraites, donne une texture matérielle aux idées, fait correspondre les choses aux mots, donne corps à des schémas conceptuels». D. Jodelet, «Représentation sociale: phénomènes, concept et théorie», in S. Moscovici (ed), *Psychologie sociale*, Paris, PUF, 1984, p. 367. L'objectivation est aussi une démarche qui «renvoie à cette exigence de ne pas saisir le monde social du dedans, avec la vision subjective de chacun, les "sentiments", les valeurs qui se mettent de la partie», in F. de Singly, *L'enquête et ses méthodes: le questionnaire*, Paris, Nathan («128-Sociologie»), 1992, p. 17.

<sup>255</sup> Il s'agirait, dans ce cas, d'une auto-biographie. Ce procédé, minoritaire dans les recherches sociologiques de terrain, a parfois été retenue, en particulier par les sociologues de l'Ecole de Chicago dans les années 20 et 30, tel par exemple l'autobiographie d'un jeune délinquant qui devint un best-seller peu après sa parution: C. Shaw, *The Jack-Roller: a Delinquent Boy's Own Story*, Chicago, University of Chicago Press, 1930, ou encore le classique: W. Thomas, F. Zaniecki, *The Polish Peasant in Europe and America*, Chicago & Boston, 5 vol., 1918-1920. Pour une présentation des travaux de l'Ecole de Chicago en langue française, voir: J. Peneff, *La méthode biographique*, Paris, Armand Colin («U-Sociologie»), 1990, pp. 35-69.

## Section I

### Mémoire historique et mémoire biographique

#### A. Les cadres de la mémoire historique

Les plus facilement repérables car se présentant à l'observation sous la forme de *data*, on retiendra comme «cadre de la mémoire historique du socialisme français» toute trace de l'histoire socialiste française «objectivée» dans l'espace et clairement identifiable comme telle. Il pourra s'agir:

— d'un cadre réifié: i.e. un monument à la gloire d'un événement ou d'un personnage-clé de l'histoire socialiste, un livre, un journal, une affiche, mais aussi un paysage (e.g. un puits de mine) ou un lieu (e.g. une usine) intrinsèquement liés à son histoire. Dans cette catégorie, il conviendra d'inclure des supports qui se présentent à l'état intermédiaire entre le sensible et le matériel (e.g. une chanson ou une musique). Les institutions et personnes chargées expressément d'entretenir ou de propager le rayonnement de l'histoire socialiste devront également être rangées dans ce type de cadre (e.g. bibliothèques spécialisées sur le socialisme, commission du parti chargée de la mémoire, etc.);

— d'un cadre-notion: i.e. toute idée ou représentation dont on peut faire l'hypothèse qu'elle sera présente dans le champ de sa conscience, car elle est omniprésente et s'impose fortement dans les discours officiels des dirigeants du parti, ou dans l'historiographie du parti, et qu'elle apporte aux militants les références doxiques fondamentales qui sont propres au champ (e.g. la notion de justice sociale, de paix, d'égalité, de laïcité, etc.). Ces cadres-notions sont repérables dans les discours publics et leur transcription par écrit.



L'objectivation des cadres historiques est donc un préalable indispensable afin de pouvoir se pencher sur la question des rapports entre passé objectivé et passé incorporé. Plus précisément, le repérage des cadres historiques doit servir à constater ensuite si la mémoire historique du parti socialiste produit des «effets de mémoire» sur les militants socialistes. En d'autres termes, cette mise en perspective de la mémoire historique du parti a pour objet de vérifier dans quelle mesure l'histoire du parti constitue un vecteur de mémoire patent pour les militants, et si tel est le cas, quels sont les cadres en particulier qui remplissent le mieux ce rôle.

## B. Les biographies orales ou la mémoire racontée

### *Parole vraie ou artefact?*

La technique de l'entretien est aujourd'hui largement utilisée dans les sciences sociales<sup>256</sup>. Lorsqu'il s'agit pour le chercheur de faire raconter à un interviewee tout ou partie de sa vie personnelle et professionnelle, cette pratique est communément dénommée «récit de vie», par opposition au terme anglo-américain de *life history*<sup>257</sup> ou de *oral history*<sup>258</sup>. Nous préférons au terme

---

<sup>256</sup> Pour reprendre l'expression de deux sociologues allemandes, il s'agirait même d'une «mode galopante». Voir à propos du développement et de l'usage des biographies dans la sociologie française, l'article de synthèse: C. Heinritz, A. Rammstedt, «L'approche biographique en France», *Cahiers internationaux de sociologie*, Vol. XCI, juill.-déc. 1991, pp. 331-370. A noter, une plus grande réticence de la science politique et des études politiques en général à utiliser cette méthode. Voir J. Joana, «Les usages de la méthode biographique en sciences sociales», *Pôle Sud*, numéro spécial «Biographies et politique», no 1, automne 1994, p. 95.

<sup>257</sup> Selon Daniel Bertaux, la traduction littérale de *life history* ne serait pas adéquate, car elle n'opère pas de distinction entre l'*histoire* vécue par l'individu et le *récit* évidemment parcellaire que celui-ci en fait. Voir D. Bertaux, *Les Récits de vie*, Paris, Nathan («128-Sociologie»), 1997, p. 6.

<sup>258</sup> Symptomatique de l'engouement des sciences sociales pour la méthode biographique, la revue d'histoire *Annales* consacrait en 1980 un numéro spécial intitulé: «Archives orales: une autre histoire?». Ce numéro s'interrogeait sur le point de savoir si l'histoire orale pourrait apporter un «renouveau épistémologique» dans la manière même de penser et de faire de l'histoire. Il s'agissait donc de poser la question des biographies comme point de départ d'une

de «récit de vie» la notion de «biographie orale». Cette dernière indique plus clairement que la recherche et la situation de l'entretien sont le fait du sociologue, se déroulent à son initiative et sous sa responsabilité. Le terme biographie répond bien à la description de l'objet que nous ferons plus en avant, c'est-à-dire un matériau issu de la personne interviewée, et qui est confronté à d'autres données (autres membres de l'*in-group*, et quand cela est possible, sources écrites).

Une représentation erronée des biographies ou récits de vie consiste à considérer qu'il s'agit d'un récit de vie complet. A la manière littéraire des *Confessions* de Jean-Jacques Rousseau, il s'agirait de raconter sa vie, de la naissance à l'âge mûr, de manière chronologique, selon le propre d'une trajectoire linéaire parfaitement maîtrisée par le narrateur. L'idée selon laquelle le récit biographique est «vrai» dans la mesure où il rend fidèlement compte de l'existence des étapes d'une existence a même brièvement dominé le champ des études biographiques dans les années 70, au moment où l'utilisation des récits de vie a connu une première reconnaissance académique<sup>259</sup>. Daniel Bertaux qui a analysé les premiers travaux biographiques de l'Ecole de Chicago et en Pologne dans les années 1920-1930, a parlé, à ce propos, d'«idéologie biographique». Celle-ci consisterait à confondre le récit biographique avec la vie elle-même, et à présupposer que chaque vie individuelle possède une cohérence et un sens pour la simple raison que cette vie est vécue de bout en bout par un individu<sup>260</sup>.

A la première phase d'euphorie et d'engagement militant<sup>261</sup> des années 70<sup>262</sup>, a succédé une deuxième, plus critique, à partir de

---

«histoire renouvelée», voire même, pour certains, d'une nouvelle discipline. Voir *Annales. Economies-Sociétés-Civilisations*, no 1, janv.-fév. 1980, pp. 124-199.

<sup>259</sup> J.P. Roos, «The True Life revisited. Autobiography and Referentiality After the "Posts"», *Auto/Biography*, 3:1 & 3:2, 1994, p. 2.

<sup>260</sup> D. Bertaux, *Histoires de vie ou récits de pratiques? Méthodologie de l'approche biographique en sociologie*, Paris, Rapport CORDES, 1976.

<sup>261</sup> L'exemple le plus frappant de ce phénomène peut être trouvé sous la plume de Paul Thompson, pionnier et avocat de la cause de l'*Oral History* en Grande-Bretagne: «For the historian who wishes to work and write as a socialist, the task must be not simply to celebrate the working class as it is, but to raise its consciousness. (...) A history is required which leads to action: not to confirm but to

la fin des années 80, au cours de laquelle s'est développée une réflexion approfondie sur le statut épistémologique des sources orales. Beaucoup plus acceptée aujourd'hui dans les sciences sociales, la méthode biographique fait pourtant encore l'objet de critiques de fond. Il convient de les relever et d'y répondre. Une première critique consiste à dire que la biographie ne fait que recueillir des «discours traverse»<sup>263</sup>. Il faut entendre par là le recueil d'une série de discours sociaux, reposant sur des images, des stéréotypes, des clichés; une sorte de «prêt-à-parler» passe-partout qui traverse des champs aussi divers que le champ politique, philosophique, littéraire, médical, etc., et qui finit par pénétrer le discours des agents. Selon ce premier type de critique, les biographies ne seraient que des actualisations de ces discours sociaux plus ou moins figés en stéréotypes<sup>264</sup>. Cette première objection, pertinente dans une certaine mesure, ne semble pourtant pas amoindrir la validité et l'intérêt de l'enquête biographique. Bien au contraire. Car si la biographie est envahie par les «discours traverse», par le parler du sens commun ou la doxa, ce type de discours se révèle comme étant au carrefour d'inter-actions entre agents, comme proprement situé dans le social et induit par lui. Ce discours serait donc la conséquence de pratiques sociales et du positionnement particulier de l'agent dans l'espace social. En d'autres termes, il peut être considéré que le «discours traverse» de l'interviewee est, de fait, un indicateur utile de la place occupée par l'agent dans le champ. Aussi, loin d'en conclure que le parler stéréotypé discrédite le soi-disant «parler vrai» de l'entretien, il

---

change the world». P. Thompson, *The Voice of the Past. Oral History*, Oxford, Oxford UP, 1978, p. 17.

262 Pendant cette période, de nombreux ouvrages et articles publiés mettent l'accent fort imprudemment sur le caractère «totalement réel» des biographies. Ils parlent de la «prise en charge par le peuple» de sa propre histoire. La biographie est perçue alors comme le moyen de faire une histoire enfin «démocratique». Sur ce point, voir: D. Schnapper, «Questions impertinentes aux "historiens oraux"», *Commentaire*, vol. 6, no 23, automne 1983, p. 656.

263 R. Robin, «Récits de vie, discours social et parole vraie», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, no 10, avril-juin 1986, p. 106.

264 Par exemple, le discours social stéréotypé sur l'«enfance malheureuse», ou inversement sur l'«enfance idéalisée»; les lieux communs sur les parents «pauvres, mais honnêtes», etc.

représente en réalité l'inévitable manifestation de la présence du social dans le discours des agents; présence qui en justifie son analyse.

Une critique plus virulente a été exprimée par Pierre Bourdieu qui considère que les biographies sont des «artefacts»<sup>265</sup>. Il estime que le récit de vie, conçu comme un chemin, un trajet, un déplacement linéaire que chaque individu ferait, comportant un commencement, des étapes et une fin, est une fiction. Bourdieu dénonce le mythe de l'interviewee se faisant «l'idéologue de sa propre vie»<sup>266</sup>, sélectionnant, en fonction d'une intention globale, certains «événements significatifs», et parvenant à établir entre eux une continuité et une cohérence avec la «complicité naturelle du biographe»<sup>267</sup>. Selon le sociologue, l'identité d'un individu — et sa permanence dans le temps et l'espace — doivent être recherchées, non dans la cohérence d'une biographie, mais à partir de l'invariance du nom propre de la personne. Cette immuabilité du nom est reconnue institutionnellement à travers les actes d'enregistrement officiels (e.g. le curriculum vitae, le casier judiciaire, la nécrologie). Aux récits de vie qui ne seraient que des artefacts, Bourdieu oppose la notion de trajectoire, conçue, non comme un continuum régulier, mais comme «série des positions successivement occupées par un même agent (ou un même groupe) dans un espace lui-même en devenir et soumis à d'incessantes transformations»<sup>268</sup>. Les événements biographiques, dans cette perspective, renvoient donc à l'ensemble des «placements» et «déplacements» dans l'espace social. La trajectoire biographique ne peut donc être saisie que dans la mesure où le chercheur a préalablement construit les états successifs du champ dans lesquels elle s'est déroulée. En d'autres termes, il convient de construire tout ou partie des relations objectives entre un agent et d'autres agents engagés dans le même champ, et qui sont confrontés à des espaces

---

<sup>265</sup> P. Bourdieu, «L'illusion biographique», *Actes de la recherche en sciences sociales*, nos 62-63, juin 1986, p. 71.

<sup>266</sup> P. Bourdieu, «L'illusion biographique», *op. cit.*, p. 69.

<sup>267</sup> *Ibid.*

<sup>268</sup> P. Bourdieu, *op. cit.*, p. 71.

d'expérience similaires ou connexes. La critique de Bourdieu porte donc sur l'illusion de la projection extérieure d'une subjectivité agissante, que l'interviewee aurait la faculté de modeler avec unité et cohérence. Il condamne l'illusion du sujet doté du pouvoir de synthèse, récupérant par le biais du discours la multiplicité de ses états biographiques. Il critique enfin la «création narrative» qu'induit la situation de l'entretien: en «racontant» sa vie, l'interviewee a l'impression quelque peu euphorisante qu'il a la possibilité de se «créer» une identité, une altérité qui lui permet, dans une certaine mesure, de sortir de l'anonymat. A partir de la critique bourdivine, il est possible de noter que la situation de l'entretien aménage (implicitement) une inter-action de nature théâtrale. L'interviewee se trouve dans une situation comparable à celle de l'acteur, et le chercheur en position de public. La relation interviewer/interviewee va donc fonctionner selon une stratégie de communication, où il va s'agir pour l'interviewee de présenter à l'auditeur son profil le plus favorable, d'articuler son discours, dans la forme et le contenu, de façon à répondre aux attentes implicites qu'il croit percevoir chez le chercheur. En conséquence, la situation d'entretien ne serait qu'une construction théâtrale, à but tactique, dont le chercheur se doit de saisir le mode de fonctionnement et les enjeux. Ce «discours théâtral» ne serait donc pas «vrai», mais il est un artefact produit par l'incitation artificielle à «raconter» sa vie.

Accordons à Bourdieu ce que l'on pourrait appeler «l'effet de biographie», c'est-à-dire le fait que la situation d'entretien incite l'interviewee à présenter à son auditeur les plus belles pages de son existence, dans un mouvement plus ou moins stratégique et manipulateur. Ceci étant dit, doit-on vraiment considérer que la biographie produit, en toutes circonstances, cet effet? Doit-on penser, dans l'absolu, que la théâtralité induite par la situation de l'entretien est toujours tactique et maîtrisée? Ne devrait-on pas, au contraire, voir dans la situation de l'entretien un «moment fort», voire «privilegié» dans la vie d'un individu, pendant lequel il a l'occasion (exceptionnelle) de pouvoir re-vivre par le discours sa trajectoire biographique? Une des recherches ultérieures de Bourdieu semble montrer que le sociologue a lui-même évolué

dans ce sens en qui concerne la situation de l'entretien<sup>269</sup>. Olivier Schwartz accepte la part de théâtralité contenue dans la situation de l'entretien, mais remarque que cette théâtralité met surtout en prise un sujet avec sa propre biographie, dont il peine à faire sienne et à lui donner une certaine cohésion. Pour caractériser ce moment où l'interviewee rencontre en lui-même les segments contradictoires et désordonnés de son vécu, Schwartz parle de la «dimension baroque» de la biographie<sup>270</sup>. Il présuppose que la narration indique que l'interviewee a acquis une certaine maîtrise sur l'événement (sinon il serait incapable de produire un récit qui soit plus ou moins cohérent, resterait littéralement *speechless*). Il semble par conséquent plus plausible d'imaginer que l'interviewee parle (plus ou moins longtemps, de manière plus ou moins cohérente, etc.) sous la pression d'avoir à dénouer les fils confus de sa trajectoire biographique. Le locuteur n'est ainsi ni maître de son discours, ni absolument étranger à ses propos. C'est un sujet en mouvement qui fait et défait sa propre trajectoire dans une atmosphère de mini-drame personnel. On peut estimer que plus l'interviewee approche de près la «dimension baroque» de sa biographie, plus son discours s'écarte de l'effet de biographie et de l'artefact décrits par Bourdieu. Dans ce cas de figure, l'interviewee n'est pas un sujet maîtrisant de bout en bout son récit selon une stratégie de présentation particulière. C'est au contraire un sujet relativement fragilisé, ému, affecté par le «combat» qu'il est en train de livrer aux tensions et forces contradictoires de son existence. La narration biographique

---

<sup>269</sup> P. Bourdieu, *La Misère du monde*, Paris, Seuil, 1983. Dans cette vaste étude collective sur les diverses manifestations de la souffrance sociale en France, Bourdieu et ses collaborateurs ont fait un usage extensif de l'entretien. Bourdieu, en conclusion du recueil de biographies, parle du «bonheur d'expression» des interviewees, et remarque que: «[C]ertains enquêtés (...) semblent saisir cette situation comme une occasion exceptionnelle qui leur est offerte de témoigner, de se faire entendre, de porter leur expérience de la sphère privée à la sphère publique; une occasion aussi de s'expliquer, au sens le plus complet du terme, c'est-à-dire de construire leur propre point de vue sur eux-mêmes et sur le monde et de rendre manifeste le point, à l'intérieur de ce monde, à partir duquel ils se voient eux-mêmes et voient le monde, et deviennent compréhensibles, justifiés, et d'abord pour eux-mêmes», p. 915.

<sup>270</sup> O. Schwartz, «Le baroque des biographies», *Les Cahiers de philosophie* (Université de Lille III), no 10, printemps 1990, p. 177.

implique un véritable «travail de la mémoire»<sup>271</sup>, dans le sens d'une tâche laborieuse à mener, tâche qui ne va pas de soi, qui mobilise l'énergie du sujet, et qui peut-être comparée au travail du deuil dont parle Freud<sup>272</sup>. Dans ces conditions précises, le récit biographique ne saurait être repoussé du revers de la main et désigné, *in abstracto*, comme produisant un artefact, mais constitue, au contraire, le moyen heuristique le plus sûr et pratique pour recueillir chaque «point de vue» individuel sur la mémoire collective.

#### *Du point de vue de l'interviewee*

En retenant l'approche biographique, notre objectif est de demander à un individu de «faire le récit», de «raconter» un ou des épisodes significatifs de sa propre vie de militant socialiste. Il n'est donc pas envisagé, dans une telle perspective, de recueillir le témoignage d'un narrateur qui proposerait un récit parfaitement structuré, abordant tous les recoins de son existence. Le récit biographique, quoique souvent articulé autour de moments-repères forts qui servent d'ossature à la narration, porte la marque des indécisions, des oublis, des re-constitutions approximatives, des *overlaps* entre histoire personnelle ou familiale, et histoire

---

271 M. Revault d'Alonnes, «Une mémoire doit-elle en chasser une autre?», *Le Monde*, 13 août 1998, p. 10.

272 A propos du deuil, Freud remarque que: «In what, now, does the work which mourning performs consist? I do not think there is anything far-fetched in presenting it in the following way. Reality-testing has shown that the loved object no longer exists, and it proceeds to demand that all libido shall be withdrawn from its attachments to that object. This demand arouses understandable opposition — it is a matter of general observation that people never willingly abandon a libidinal position, not even, indeed, when a substitute is already beckoning to them (...). Each single one of the memories and expectations in which the libido is bound to the object is brought up and hyper-cathected, and detachment of the libido is accomplished in respect of it. Why this compromise by which the command of reality is carried out piecemeal should be so extraordinarily painful is not at all easy to explain in terms of economics. It is remarkable that this painful unpleasure is taken as a matter of course by us. The fact is, however, that when the work of mourning is completed the ego becomes free and uninhibited again». S. Freud, «Mourning and Melancholia», in *The Standard Edition of the Complete Psychological Works of Sigmund Freud*, Vol. XIV (1914-1916), London, The Hogarth Press, 1957, pp. 244-245.

nationale. La biographie reflète les ballotements et les errements de la vie de l'individu moyen, avec son alternance de moments joyeux et tristes, captivants et banals.

La situation du récit biographique n'invite d'ailleurs pas l'interviewee à s'engager dans la voie prométhéenne de l'«histoire de vie». Y compris lorsqu'il s'agit d'un entretien de type semi-directif<sup>273</sup>, le narrateur répond initialement à une consigne de l'enquêteur, qui, en posant la première question, dirige l'interviewee dans une direction plus ou moins balisée. L'interviewee est, dans une certaine mesure, «invité» à faire part de ses expériences passées à travers un «filtre»<sup>274</sup>. A la différence de l'auto-biographie qui a pour objectif de donner au lecteur la description la plus minutieuse et chronologique d'un parcours de vie, la biographie cherche à extraire des expériences individuelles, considérées comme des fragments de trajectoires socio-historiques, et à les replacer ensuite au sein de leur champ de production.

L'approche biographique requiert de la part du chercheur une capacité à maîtriser ses propres préjugés (savants ou de sens commun), pour demander à l'interviewee, non pas ce qu'il *sait* sur le sujet abordé (ce qui consisterait à tester ses connaissances), mais ce qu'il *pense* ou *ressent* personnellement. Le témoignage n'est donc jamais un simple exposé, descriptif, clinique. Il est au contraire fortement marqué par l'affectivité du narrateur, y compris dans ses passages en apparence les plus anodins. La situation que produit la posture biographique est par conséquent légèrement paradoxale: c'est en recueillant ce qu'il y a de plus personnel et d'affectif que le chercheur poursuit une compréhension meilleure du social<sup>275</sup>. Pour saisir l'intime et l'affectif, le sociologue doit tenter de se situer en pensée à la place que l'interviewee occupe dans l'espace du champ étudié, et l'interroger à partir de son point de vue. Cette

---

<sup>273</sup> Pour quelques considérations à propos de l'entretien semi-directif, voir le point dans la section III de ce chapitre qui est intitulée «B. Echantillons et entretiens».

<sup>274</sup> D. Bertaux, *Les Récits de vie*, op. cit., p. 34.

<sup>275</sup> G. Michelat, «Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie», *Revue française de sociologie*, XVI, no 2, 1975, p. 234.



posture ne revient toutefois pas à considérer que le chercheur doive se projeter littéralement en autrui, selon une figure d'empathie et de mimétisme totale. Il s'agit au contraire d'une posture où le chercheur est amené à replacer «génériquement» et «génétiquement»<sup>276</sup> l'interviewee dans l'espace social; sur un plan théorique (objectivation du positionnement de l'interviewee dans l'espace du champ) et sur un plan pratique (adoption d'une posture physique adaptée à la situation de l'entretien (e.g. apparence vestimentaire, conscience du marché linguistique dans lequel se situe l'interviewee, positionnement corporel adéquat pendant l'entretien). Cette «posture compréhensive» ne doit pas non plus se réduire à une forme déguisée de «paternalisme intellectuel», mais vise à poser les bases d'une situation de communication qui à défaut d'être idéale, permet d'entrevoir les conditions d'une maîtrise satisfaisante de la situation d'entretien. En d'autres termes, elle fait en sorte que les questions et la situation même d'entretien aient un sens pour la personne interviewée. A cette condition, on peut estimer, avec J.-C. Passeron, que le projet central de l'analyse biographique est de mesurer ce qui «fait l'individuation d'une vie d'individu»<sup>277</sup>.

---

<sup>276</sup> P. Bourdieu, «Comprendre», in *La Misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 910.

<sup>277</sup> J.-C. Passeron, «Biographies, flux, itinéraires, trajectoires», *Revue française de sociologie*, XXXVI, 1989, p. 17.

## Section II

### *Fieldwork* en milieu partisan

#### A. Perspective ethnosociologique et observation participante

Une littérature pléthorique existe sur la méthodologie de l'entretien ou du récit de vie en langue française, anglaise, allemande et italienne, proposant théorisations et digressions sur l'«art de l'interview»<sup>278</sup>. Daniel Bertaux estime que la démarche biographique s'inscrit dans une «perspective ethnosociologique»<sup>279</sup>. Il indique par là même que cette posture épistémologique a pour souci de mettre à jour un *objet social* au sein d'une réalité socio-historique donnée, de saisir son mode de fonctionnement, comment il se transforme. Afin de comprendre le sens et la portée de l'évolution de l'objet social étudié, l'analyse se porte sur les configurations des rapports sociaux, les logiques d'action et d'interaction qui les définissent. Au coeur de cette démarche, l'approche biographique permet de recueillir des «récits de pratique en situation»<sup>280</sup>. L'idée majeure est ici que le témoignage biographique doit permettre au chercheur d'isoler les contextes sociaux au sein

---

<sup>278</sup> Contentons-nous de relever, parmi la masse d'ouvrages consacrée à ce sujet, quelques titres significatifs et récents: F. Ferrarotti, *Histoire et histoires de vie. La méthode biographique dans les sciences sociales*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1983 (version italienne 1981); J. Poirier et al., *Les Récits de vie. Théorie et pratique*, Paris, PUF, 1983; A. Blanchet, A. Gotman, *L'enquête et ses méthodes: l'entretien*, Paris, Nathan («128-Sociologie»), 1992; J.-C. Kaufmann, *L'Entretien compréhensif*, Paris, Nathan («128-Sociologie»), 1996.

<sup>279</sup> Bertaux en donne la définition suivante: «Par le terme de "perspective ethnosociologique", nous désignons un type de recherche empirique fondé sur l'enquête de terrain, qui s'inspire de la tradition ethnographique pour ses techniques d'observation, mais qui construit ses objets par référence à des problématiques sociologiques». D. Bertaux, *Les Récits de vie*, op. cit., p. 11.

<sup>280</sup> D. Bertaux, op. cit., p. 8.

desquels certaines pratiques s'inscrivent et se reproduisent. En d'autres termes, cette approche doit faciliter l'objectivation d'un habitus (stratégies d'action, habitus linguistique, hexis corporel [*bodily hexis*]<sup>281</sup>), structuré par les contraintes et règles du champ.

Les croyances ou représentations d'ordre idéologique ou culturel (valeurs laïques, foi religieuse), dans leur expression sémantique, sont également prises en compte. Cependant, l'analyse des représentations sociales des agents doit toujours être replacée dans le contexte socio-historique de leur production. Chaque fois que le chercheur tente de décoder et d'analyser certaines assertions ou occurrences du locuteur, il doit être conscient de la position occupée par l'agent au sein de la structure du champ étudié<sup>282</sup>.

Dans la perspective ethnosociologique, le chercheur essaye de recueillir un échantillon de biographies qui correspondent à la *variété* des témoignages possibles au sein de la structure du champ. Il s'agit non pas tant de veiller à compléter l'éventail infini des occurrences locutoires au sein d'un champ, mais de parvenir progressivement à un état de «saturation progressive»<sup>283</sup> du modèle construit<sup>284</sup>.

---

281 Pierre Bourdieu désigne par «hexis corporel» le social incorporé qui, spontanément agit, réagit, perçoit, sent, s'émue, en fonction du sens immédiat qu'il a appris à conférer à la situation vécue. Alain Accordo remarque que: «Chaque société, et à l'intérieur de chaque grande formation sociale, chaque groupe spécifique à la limite (classe, ethnie, corporation) peuvent construire un corps-type, un modèle corporel ou corps légitime dont chaque membre du groupe considéré s'efforce de se rappeler le plus possible. (...) [L]e modelage du corps par le milieu n'affecte pas seulement ses formes visibles, son anatomie. (...) Elle concerne aussi et peut-être surtout son mode de fonctionnement, sa physiologie, et tout spécialement ce qu'il est convenu d'appeler son affectivité, c'est-à-dire la façon qu'il a de ressentir et de réagir spontanément, sans le détour par la réflexion, aux diverses situations, sur le plan des émotions, des désirs, des sentiments». A. Accordo, *Introduction à une sociologie critique*, Bordeaux, Le Mascaret, 1997, p. 220.

282 A contrario, on peut dire avec Françoise Zonabend qu'un récit de vie isolé, privé du support de l'enquête ethnographique apparaît comme une «coquille vide». F. Zonabend, *La Mémoire longue. Temps et histoires au village*, Paris, PUF, 1980, p. 7.

283 L'ouvrage de référence sur ce point de méthode est: B.G. Glaser, A.L. Strauss, *The Discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*, Chicago, Aldine, 1967.

284 Voir le point de la section III intitulé «B. Echantillon et entretien» pour une considération épistémologique à propos de la constitution de l'échantillon d'interviewees.

La perspective ethnosociologique induit nécessairement une posture d'*observation participante* de la part du chercheur. Par observation participante, il faut entendre que le sociologue s'immerge dans un milieu donné, se constitue en «observateur» de l'objet étudié. Ce mode d'approche conduit le chercheur à adopter une position d'observation attentive du groupe étudié en *participant*, dans les limites techniques et pratiques possibles, à certaines manifestations et activités de ce groupe<sup>285</sup>. Souvent, le chercheur commence son travail de terrain alors qu'il ne sait rien ou peu de choses sur le champ dans lequel l'observation va prendre place. De fait, le savoir qu'il détient — ou croit détenir — ressort davantage du stéréotype ou des représentations pseudo-savantes véhiculées par les médias ou les sondages d'opinion<sup>286</sup>. Il doit donc objectiver l'ensemble des représentations collectives et jugements de valeur frappées du sceau du sens commun. Au delà des précautions méthodologiques à prendre dans le cadre du *fieldwork* (qui se réalise à travers le travail d'objectivation), il convient toutefois de signaler que cette recherche ne cherche pas à mimer, une fois de plus, le vieux débat centenaire entre «rupture épistémologique» et «prénotions». Il sera entendu que le sociologue en situation d'observation participante est doté d'une série de connaissances et est armé d'un appareillage conceptuel qui lui procure une relative autonomie. Cette autonomie est relative dans le cadre du *fieldwork* car le chercheur ne parvient jamais à objectiver totalement le social dans la mesure où il en fait lui-même partie, en dépit de ses efforts d'auto-objectivation. Il s'ensuit que les relations entre «jugements de faits» qu'il est amené à prononcer en tant que chercheur, et les «jugements de valeur» qu'il porte en lui en tant

---

<sup>285</sup> John et Lyn H. Lofland donnent la définition suivante de l'observation participante: «Participant observation refers to the process in which an investigator establishes and sustains a many-sided and relatively long-term relationship with a human association in its natural setting for the purpose of developing a scientific understanding of that association». J. & L. H. Lofland, *Analyzing Social Settings. A Guide to Qualitative Observation and Analysis*, Belmont, Wadsworth, 1995, p. 18.

<sup>286</sup> P. Champagne, «La rupture avec les préconstructions spontanées ou savantes», in P. Champagne et al., *Initiation à la pratique sociologique*, Paris, Dunod, 1996, pp. 166-220.

qu'être social, sont inévitables, et dans une large mesure, nécessaires à la recherche. Car les sciences sociales utilisent à la fois des modes d'évaluation des comportements et des processus sociaux qui présentent une dimension technique (= outils de mesure) et une dimension morale (= système de valeurs)<sup>287</sup>. Partant, une stricte «neutralité axiologique» s'avère dans ce cadre illusoire, voire même mystifiante<sup>288</sup>.

L'approche ethnosociologique a pour vertu première, par le biais de l'observation concrète, de permettre de dégager des éléments de connaissance qu'une approche du politique et de l'histoire à partir des sources écrites ne peut parvenir à dévoiler. Elle permet également de démythifier les conceptualisations hasardeuses à partir d'une grille de lecture pré-établie<sup>289</sup>. Comme premier acte d'immersion dans le milieu observé, le sociologue va s'adresser aux personnes qui y exercent des activités en rapport avec le thème de la recherche et au sein du champ étudié. Ces individus vont renseigner le chercheur sur le terrain et la population étudiée, brosser une première carte des lieux (histoire et sociologie du groupe étudié, première ébauche des personnes à interviewer, adresses et numéros de téléphone, etc.). L'expérience du terrain montre que l'«informateur» doit idéalement être actif et bien

---

<sup>287</sup> La remarque s'applique peut-être plus au philosophe qu'au sociologue. Toutefois, il est possible de dire que la sociologie de Durkheim peut difficilement être comprise sans la replacer dans son champ de production, c'est-à-dire les débuts de la III<sup>e</sup> République, jacobine et laïque.

<sup>288</sup> C'est l'idée que défendent un philosophe et un sociologue français: D. Bensaïd, Ph. Corcuff, «Le travail intellectuel au risque de l'engagement», *Agone*, 18-19, 1998, p. 20.

<sup>289</sup> Dans une recherche consacrée à la mémoire ouvrière du fascisme à Turin, Luisa Passerini a dû surmonter la représentation de la classe ouvrière comme «classe unie et opposée à l'ordre établi», telle qu'elle a été imposée par l'historiographie marxisante italienne de l'après-guerre. Ses entretiens avec des ouvriers ayant vécu sous le régime mussolinien ont montré que la réalité de la mobilisation politique et du progressisme de la classe ouvrière était bien loin d'être unanime. Voir L. Passerini, «Mémoire et histoire: la visite de Mussolini à l'usine Fiat de Mirafiori», *Le Mouvement social*, no 126, mars 1984, pp. 53-81, et *Torino operaia e Fascismo*, Rome, Laterza, 1984.

intégré au sein du groupe<sup>290</sup>. S'il occupe un poste de responsabilité, il convient que sa position hiérarchique en son sein soit, à tout le moins, équidistante entre le simple membre du groupe et les dirigeants supérieurs de celui-ci. Dans le cadre d'une enquête sur un groupe de militants socialistes, il sera beaucoup plus judicieux de lier contact avec le secrétaire de section (= unité de base au niveau local ou du canton), qui est très souvent un *amateur* de la politique, et qui évidemment s'investit largement dans les affaires du parti localement, plutôt qu'avec le député socialiste ou même le premier secrétaire de la Fédération (= unité rassemblant les différentes sections pour un département), qui sont des *professionnels*<sup>291</sup> de la politique. Le professionnel de la politique, professionnel de la parole, utilisera davantage un discours convenu et préparé pour l'enquêteur, passant sous silence les tensions et conflits dans le champ, et en présentant une vision idéalisée<sup>292</sup>.

L'une des hypothèses majeures qui sous-tend la démarche ethnosociologique est que les logiques d'action ou pratiques observées à une petite échelle (groupe social restreint dans un espace social bien délimité, comme une section socialiste à l'échelon de la ville ou du canton) sont également à l'oeuvre à une échelle plus grande. Ainsi, en observant les pratiques et inter-actions au

---

<sup>290</sup> Pierre Bourdieu insiste sur l'importance cruciale de l'informateur dans la constitution d'un savoir relatif à un groupe social étudié. Afin de «réussir» ses entretiens, il met l'accent sur la nécessité de détenir un «immense savoir, acquis, parfois, tout au long d'une vie de recherche et aussi, plus directement, au cours des entretiens antérieurs avec l'enquêté lui-même ou avec des informateurs», in P. Bourdieu, «Comprendre», in *La Misère du monde*, op. cit., p. 911.

<sup>291</sup> L'usage des termes «amateur» et «professionnel» n'indique pas un jugement de valeur sur les compétences politiques des personnes citées, mais renvoie à la classification weberienne qui distingue entre ceux qui vivent «de» la politique (= professionnels) et ceux qui vivent «pour» la politique (= amateurs). Voir M. Weber, *Le Savant et le politique*, Paris, Plon («10-18»), 1959, pp. 111-123.

<sup>292</sup> Le professionnel de la politique aura d'autant plus tendance à utiliser un discours «englobant» («nous, les socialistes du carmausin», ou «la tradition du socialisme septentrionale») qu'il cherchera à compenser ou même à cacher une connaissance partielle ou incomplète du champ. On sait, par exemple, qu'un élu national passe une grande partie de son temps en dehors de sa circonscription et *a fortiori* de la section socialiste à laquelle il est rattaché. L'éloignement géographique entraîne, dans certains cas, une mise à distance des enjeux, conflits et rivalités qui parcourent la vie d'une section.

sein d'un *microcosme*, il est possible d'espérer en tirer des conclusions qui soient applicables à l'ensemble du social (communauté nationale ou, dans notre cas, le Parti socialiste dans son ensemble), c'est-à-dire le *macrocosme*.

## B. Mémoire et générations militantes

Au-delà des mécanismes déjà évoqués dans la constitution et conservation d'une mémoire collective (structure du champ et positionnement de l'agent dans ce champ, capacité à lire les cadres de la mémoire, rapports entre espace d'expérience et d'horizon), il convient maintenant de se demander dans quelle mesure le rapport à l'histoire objectivée peut varier, en fonction de la position d'un individu au sein de la pyramide des âges. En d'autres termes, est-ce que l'âge peut être une variable déterminante pour expliquer des variations de points de vue sur le passé du groupe? Y aurait-il, sur ce point précis, un «effet de génération» que la recherche empirique puisse repérer? Comme le dit Claudine Attias-Donfut, «les discours sur les générations évoquent toujours le temps: se référant à la mémoire et à l'histoire, ils opèrent la jonction entre mémoire collective et histoire contemporaine»<sup>293</sup>. Essayons donc d'y voir plus clair.

Après celle de mémoire collective, la notion de génération constitue un autre maître-mot<sup>294</sup>, dont le contenu heuristique doit être vérifiée avant d'en faire usage. Le sens commun du mot renvoie aux «mouvements de génération», entendus comme des mouvements de mode, des «genres de vie» particuliers (les hippies, les blousons noirs, les rappers, etc.), des événements (la génération de la guerre, de mai 68, etc.), ou même à un état d'esprit la «Bof génération»)<sup>295</sup> Longtemps considérée avec suspicion dans les

---

<sup>293</sup> C. Attias-Donfut, *Sociologie des générations. L'empreinte du temps*, Paris, PUF, 1988, p. 176.

<sup>294</sup> C'est-à-dire un mot «prêt-à-penser», englobant, qui renvoie à une réalité métaphorisée ou mal définie, mais qu'on n'essaye pas, en règle générale, de définir car il semble «aller de soi», *speaks for itself*.

<sup>295</sup> C. Attias-Donfut, «La notion de génération. Usages sociaux et concept sociologique», *L'Homme et la société*, no 90, 4<sup>e</sup> trimestre 1988, p. 46.

sciences sociales<sup>296</sup>, la notion de génération retient aujourd'hui l'attention de nombreux chercheurs. Ce sont essentiellement les travaux de l'Ecole romantico-historique allemande qui vont proposer une première définition scientifique du terme. Dans les années 1860, le philosophe allemand Wilhem Dilthey définit la génération comme une relation mettant en rapport des individus qui sont influencés par les idées socio-culturelles de leur époque. Il considère que ces individus sont liés entre-eux de manière homogène car ils ont expérimenté ensemble les mêmes événements et les mêmes transformations sociales à un jeune âge de leur existence<sup>297</sup>. En 1928-29, les travaux de Karl Mannheim établissent une distinction entre «générations biologiques» et «générations sociologiques»<sup>298</sup>. Mannheim considère que le phénomène de génération n'est pas réductible aux données naturelles (changements psycho-corporels dûs à l'âge et au vieillissement), mais insiste sur l'importance des expériences historiques communes, qui sont les variables permettant d'expliquer la formation de générations. Il introduit le concept de «situation de génération» qu'il définit comme l'appartenance à un même espace historico-social. Il s'intéresse à l'impact des transformations sociales et politiques sur la jeunesse estudiantine urbaine, vers 1800 en Allemagne et celle des jeunes paysans<sup>299</sup>, et se demande si ces deux catégories sociales d'un même âge peuvent être classées au sein de la même génération. Cette réflexion l'amène à articuler le concept d'«ensemble générationnel». La jeunesse urbaine, liée par une série de références et de connaissances

---

<sup>296</sup> Pierre Nora pense qu'il n'existe «pas de notion devenue plus triviale et malgré tout plus opaque». P. Nora, «La génération», in *Les Lieux de mémoire*, Tome III, *Les France*, Vol. I: «Conflits et partages», Paris, Gallimard, 1992, p. 931; Annie Kriegel estime que «le concept de génération est fondamentalement élitiste». A. Kriegel, «Le concept politique de génération: apogée et déclin», *Commentaire*, Vol. 2, no 7, automne 1979, p. 395. Inversement, un numéro spécial de *Vingtième siècle* a «adoubé» le terme dans le champ historique. Voir: «Les générations», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, no 22, avril-juin 1989.

<sup>297</sup> C.E. Schorske, «Generational Tension and Cultural Change: Reflections on the Case of Vienna», *Daedalus*, Vol. 107, 1978, p. 121.

<sup>298</sup> K. Mannheim, *Le problème des générations*, Paris, Nathan («Essais et Recherches»), 1990.

<sup>299</sup> K. Mannheim, op. cit., p. 66.



communes au groupe, constitue un tel ensemble générationnel. L'ensemble générationnel est, selon Mannheim, constitué non seulement de références intellectuelles communes, mais aussi d'émotions, d'intentions, d'un imaginaire partagé. Il note enfin que de nouvelles générations apparaissent quand le temps social s'accélère, quand des bouleversements sociaux et intellectuels «imposent un rythme qui accélère le changement des attitudes, au point que le changement latent et continu des formes traditionnelles de l'expérience vécue, de la pensée et de la mise en forme n'est plus possible, alors de nouveaux points de rupture se cristallisent quelque part formant une impulsion nouvelle et une nouvelle unité structurante»<sup>300</sup>. Dans cette perspective, il apparaît que les générations sont un phénomène du monde moderne, de la société capitaliste industrialisée et du progrès technologique<sup>301</sup>.

La politologie est plus avancée dans l'utilisation du concept de génération<sup>302</sup>. La sociologie politique tente, en règle générale, de comprendre comment les phénomènes de transmission, d'héritage et de reproduction politiques entre individus d'âges différents fonctionnent. Cette préoccupation rejoint une branche de la discipline qui s'intéresse en particulier aux mécanismes et effets de la socialisation politique des enfants au sein du cadre familial<sup>303</sup>. Se pencher sur la question de la génération implique de s'interroger sur les liens et les solidarités entre individus à travers le temps<sup>304</sup>.

---

<sup>300</sup> K. Mannheim, op. cit., p. 50.

<sup>301</sup> N. Perivolaropoulou, «Temps socio-historique et générations chez Karl Mannheim», *L'Homme et la société*, no spécial «Générations et mémoires», nos 111-112, 1994, p. 32.

<sup>302</sup> C. Auzias, «Les générations politiques», *L'Homme et la société*, no spécial «Générations et mémoires», op. cit., p. 81.

<sup>303</sup> Voir, par exemple. A. Percheron, «La socialisation politique. Défense et illustration», in M. Grawitz, J. Leca, *Traité de science politique*, Tome III: *L'action politique*, Paris, PUF, 1985, pp. 165-235.

<sup>304</sup> M. Devriese, «Approche sociologique de la génération», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, op. cit., p. 13.

Appliqué au champ des études politiques, il est possible de distinguer trois définitions possibles de la notion de génération<sup>305</sup>:

— la génération entendue comme «effet de cycle de vie»: on privilégie ici les caractéristiques bio-psychologiques liées à l'âge et à la façon dont elles affectent les attitudes politiques;

— la génération comprise comme «effet de cohorte»: la cohorte est un groupe de personnes nées à l'intérieur du même intervalle de temps et qui vieillissent ensemble;

— la génération perçue comme «effet de période»: les effets de période ont pour origine les événements historiques et transformations socio-culturelles qui se produisent dans une société à un moment donné, et auxquels les individus et groupes réagissent.

Il convient d'écarter la définition de génération politique entendue comme «cycle de vie» car elle renvoie à des catégories trop vagues et peu susceptibles de dégager des repères dynamiques (e.g. l'enfance, l'adolescence, l'âge adulte, la vieillesse). Il en va de même pour l'«effet de cohorte», car la cohorte se présente essentiellement comme un groupe d'appartenance défini par l'âge, tandis que la génération politique possède des caractéristiques au-delà de l'âge biologique: celle-ci développe une conscience de groupe, un ensemble d'attitudes et de comportements qui lui sont propres. En d'autres termes, on peut dire que la cohorte est une catégorie sociale «en soi», alors que la génération renvoie à un groupe — social ou politique — qui agit «pour soi». C'est donc à partir des cohortes, et à travers les expériences qu'elles vivent, que se forment les générations<sup>306</sup>.

La définition de l'«effet de période» (synonyme de la «situation de génération» chez Mannheim), nécessite à ce stade d'être davantage développée: comment en effet délimiter dans le temps les effets de période comme facteurs permettant l'émergence de générations? S'il est clair qu'une personne née en 1920 appartient à une génération différente de celle de 1940 sur le plan de

---

<sup>305</sup> J. Crête, «Les générations politiques», in J. Crête, P. Favre (eds), *Génération et politiques*, Paris, Economica, 1989, p. 16, 21 & 25-26.

<sup>306</sup> J. Crête, op. cit., p. 21.

l'effet de période, qu'en est-il de deux autres individus dont l'un serait né en 1936, et l'autre en 1942? Si l'on place ces deux personnes dans le contexte socio-historique français, on s'aperçoit que le premier individu est né pendant le Front populaire, et l'autre pendant la Seconde guerre mondiale. L'un a eu vingt ans en 1956, au moment où la guerre d'Algérie atteint un caractère de gravité accentué, et que les institutions de la IV<sup>e</sup> République amorcent une phase de déclin irréversible. L'autre a eu vingt ans en 1962, alors que le Général de Gaulle est au pouvoir depuis quatre ans, que le conflit algérien est terminé et que les institutions de la V<sup>e</sup> République sont solidement établies<sup>307</sup>. Comme cet exemple le montre, la délimitation dans le temps des événements socio-historiques marquants qui induisent des effets de générations, n'est pas une chose aisée pour le chercheur. Elle requiert sans aucun doute une lecture attentive de l'histoire nationale et du groupe étudié, avant de pouvoir être réalisée. Un moyen heuristique efficace pour s'affranchir de ce problème consiste à relever, au sein de l'histoire du groupe, l'occurrence d'«événements générateurs»<sup>308</sup>. Dans cette perspective, il s'agit de repérer les événements dont l'impact est tel pour les membres d'un groupe qu'il provoque l'émergence d'une nouvelle génération. Cet événement a un caractère décisif parce que c'est à partir de lui, en réaction à lui, à son contact, qu'un groupe d'individus va éprouver une expérience propice à l'apparition d'une identité propre au groupe. Autre problème: qui va être soumis à l'influence d'un événement historique? Quels sont les individus qui vont être exposés à l'«effet de période»? Pierre Favre propose de marquer cette délimitation de manière négative. Il estime qu'il existe, *de facto*, une limite inférieure, c'est-à-dire l'âge en dessous duquel on ne peut appartenir à une génération considérée<sup>309</sup>. Il faut également

---

<sup>307</sup> Exemple donné par Pierre Favre: «De la question sociologique des générations et de la difficulté à la résoudre dans le cas de la France», in J. Crête, P. Favre (eds), op. cit., pp. 285-286.

<sup>308</sup> P. Favre, op. cit., p. 309.

<sup>309</sup> P. Favre, op. cit., p. 310: «Si l'on fait l'hypothèse qu'une génération de 68 existe, on peut considérer que, sauf rares exceptions, pour tous ceux qui sont nés après

préciser une limite supérieure. L'idée est ici qu'un événement n'a pu produire un effet de génération que pour ceux qui n'ont pas été exposés à un autre événement antérieur lui-même générateur de génération<sup>310</sup>. L'idée qui sous-tend cette méthode de repérage-délimitation des générations, est que chaque génération se forme alors que ses membres sont jeunes. Plus précisément, l'effet de période est des plus forts pour les jeunes membres d'un groupe<sup>311</sup>, non parce que la jeunesse se caractériserait par une plus grande disponibilité ou une énergie supérieure<sup>312</sup>, mais parce qu'ils n'ont encore vécu aucun événement générateur<sup>313</sup>. Précisons, suivant la réflexion de Mannheim, qu'il convient, à l'intérieur d'une même génération ainsi désignée, de relever les positions différentes des individus dans l'espace social afin de mesurer si l'ensemble des classes sociales peut être touché par un même événement avec la même intensité (= ensemble générationnel). On peut ainsi émettre l'hypothèse que l'impact d'un effet de période sera d'autant plus fort qu'il s'imposera à l'ensemble des classes sociales<sup>314</sup>.

La dynamique de l'événement générateur de génération doit être relativisée dans la mesure où l'identification d'une rupture ne permet pas, à *coup sûr*, d'isoler une génération. Car telle rupture socio-historique — une guerre, une révolution — si elle permet de distinguer chronologiquement un avant ou un après-guerre, doit

---

1953-1954 (donc avaient moins de 14-15 ans, pour prendre une limite volontairement basse), il n'y a pas pu avoir exposition suffisante à l'événement».

<sup>310</sup> Ibid: «Un exemple: qu'est-ce qui, avant 68, a pu être suffisamment marquant pour créer une génération? Sans aucun doute la guerre d'Algérie (...). Quel est, en 68, l'âge limite de ceux qui ont pu *échapper* à la guerre d'Algérie (...)? Le sursitaire de 62 avait 25 ou 26 ans, il est né en 1936-1937: il peut encore (rappelons qu'on raisonne ici en termes de génération-limite) appartenir à la génération de 68. Nous avons donc deux bornes extrêmes, s'agissant de la génération de 68, marquées par les dates de naissance 36-37 et 53-54. Tous ceux qui sont nés durant cette période de seize à dix-huit ans n'appartiennent pas nécessairement à la génération de 68, mais tous ceux qui sont nés avant ou après n'ont à peu près aucune chance d'y appartenir».

<sup>311</sup> H. Schuman, J. Scott, «Generations and Collective memories», *American Sociological Review*, Vol. 54, juin 1989, p. 377.

<sup>312</sup> Ce qui constitue l'image-cliché associée communément à la catégorie sociologiquement indéfinie de «jeunesse». Voir P. Bourdieu, «La "jeunesse" n'est qu'un mot», in *Questions de sociologie*, Paris, Ed. de Minuit, 1984, pp. 143-154.

<sup>313</sup> P. Favre, op. cit., p. 311.

<sup>314</sup> Une guerre constitue, par exemple, un événement auquel nul ne peut se soustraire dans une communauté nationale, quelle que soit la classe sociale.

être replacée dans une longue durée pour être comprise de manière pertinente. Or, cette longue durée peut faire coexister plusieurs classes d'âge<sup>315</sup>. Par ailleurs, il n'est pas clair dans quelle mesure on peut estimer que l'événement générateur *marque* et *produit* une génération. Doit-on estimer qu'une génération politique est constituée par l'événement générateur, entendu comme expérience vécue et partagée, ou, au contraire, ne doit-on pas considérer que la génération est le fait d'une reconstruction, *a posteriori*, par un groupe d'individus qui revendique une existence propre et une série de références historiques? Marie-Claire Lavabre propose de distinguer les générations qui se forment en référence à un événement historique vécu par les membres d'un groupe ensemble, ce qui crée, en retour, une mémoire commune de l'événement. Par exemple, les récits d'anciens combattants de la Première guerre mondiale participent de l'élaboration d'une mémoire commune, dans le sens où elle est articulée par une référence commune aux tranchées, à la présence constante du danger, de la maladie, de la mort. Elle forme ce que Lavabre appelle une «solidarité horizontale»<sup>316</sup>, fruit d'une expérience vécue et incommunicable aux personnes qui n'ont pas combattu. Elle remarque qu'il est également possible d'imaginer un fait générationnel à partir d'une reconstruction d'un événement passé dans le présent auxquels certains membres d'un groupe choisiraient de se référer. La référence à un événement historique majeur permettrait au groupe d'assurer son homogénéité, de revendiquer une identité propre. Dans cette perspective, il n'est plus nécessaire de calculer au plus près un âge plausible pour qu'un individu soit inclu dans un groupe générationnel. Il suffit avant tout de prendre en compte le discours que l'individu porte sur l'histoire du groupe,

---

<sup>315</sup> Par exemple, pour bien comprendre les fondements et la portée de la Révolution française, l'historien remonte à plusieurs décennies avant 1789, et observe ensuite les développements de l'après-révolution pendant plusieurs autres décennies également. C'est ce qu'indique l'une des études de François Furet consacrée à cet événement, qui fait «commencer» la Révolution en 1770, et «se terminer» en 1880. F. Furet, *La Révolution*, Paris, Hachette («Pluriel»), 1988, 2 tomes.

<sup>316</sup> M.-C. Lavabre, «Génération et mémoire», Association Française de Science Politique, Congrès des 22-24 octobre 1981, texte dactylographié, p. 4.

ses déclarations d'appartenance subjectives. A ce titre, il est possible d'imaginer qu'une personne née en 1960, soit rattachée à une possible «génération 68», en dépit de son jeune âge lors des événements, si dans son discours un mode de pensée, de références socio-politiques, renvoient à des représentations et croyances proches de celles développées par des personnes légèrement plus âgées. On peut en effet considérer que les effets socio-culturels de mai 68 se sont fait sentir progressivement, et, ainsi, ont pu toucher des individus qui n'ont pas connu directement l'événement. C'est donc moins la simultanéité d'un événement générateur et d'une classe d'âge active qui serait constitutive d'une génération politique, mais la *conscience* que les individus ont d'appartenir à un groupe déterminé par une référence historique particulière<sup>317</sup>. Dans cette perspective, la génération n'est pas créée par l'événement, mais elle se forme *a posteriori*, à partir du point de vue de l'observateur (l'historien, le sociologue) et de l'agent (qu'il ait pris part directement ou pas à l'événement). Cela ne revient pas à renoncer totalement à la notion d'effet de période introduite par Mannheim. Il ne sera, par exemple, pas plausible d'imaginer qu'un individu né dans les années 1960 puisse consciemment se référer à la Deuxième guerre mondiale car les conditions socio-historiques qui ont prévalu dans l'après-guerre, ont totalement disparu dans les années 60. Par contre, il est possible d'utiliser la notion volontairement floue de l'«appartenance à une même classe de conditions d'existence»<sup>318</sup> pour définir ce qu'est une génération politique. Cette définition permet de prendre en compte les effets de longue durée que peut produire un événement fondateur, ainsi que la conscience d'appartenance telle qu'elle est subjectivement revendiquée par un individu. Seule l'enquête empirique auprès de militants socialistes pourra permettre de vérifier le bien-fondé d'une telle définition.

Outre l'effet de période et l'appartenance subjective à une génération, un dernier aspect doit être pris en compte dans le travail

---

317 M.-C. Lavabre, *op. cit.*, p. 9.

318 G. Mauger, «Postface», in K. Mannheim, *Le problème des générations*, *op. cit.*, p. 112.

de délimitation des générations. Il s'agit de la date d'adhésion du militant au Parti socialiste. Si l'on considère que le parti est un lieu de socialisation politique (rencontres, débats, activités politique comme les campagnes électorales), cette variable peut également s'avérer pertinente. Elle permet de relativiser l'effet d'âge biologique, et de se concentrer sur les effets induits par l'«effet de socialisation de parti», tel les premiers contacts avec la section et les premiers faits politiques du militant.

## Section III

### Grille de lecture

#### A. Les cadres de la mémoire objectivée

Le cadres de la mémoire objectivée du socialisme français qui ont été retenus sont de quatre ordres:

##### *Les sources écrites*

- Les déclarations de principe du parti; les plate-forme programmatiques; les compte-rendus de congrès; les textes majeurs de leaders/théoriciens socialistes; la presse nationale ou locale du parti.
- Les trajectoires biographiques de figures essentielles du parti, à travers les écrits et témoignages du parti;
- Le travail des historiens sur le mouvement socialiste français.

##### *Les institutions de la mémoire socialiste*

- Les lieux institutionnalisés de la préservation et de la propagation de l'histoire et de la mémoire du parti (centres de recherche sur le socialisme français, commission chargée des questions d'histoire dans le parti).

##### *Les paysages et micro-climats socialistes*

- Les tropismes militants propres aux traditions politiques régionales;
- Le repérage des bastions et «terres de mission» socialistes en France.



Notons que, parmi les sources de parti, trois textes ont été plus particulièrement étudiés. Il s'agit des «Discours des deux méthodes» prononcés par Jean Jaurès et Jules Guesde en 1904, du «Discours à la jeunesse» de Jean Jaurès en 1904 et du «Discours du Congrès de Tours» de 1920 par Léon Blum. Outre le fait que ces deux leaders socialistes apparaissent au centre des discours, publications et représentations du parti à travers le temps, ces textes ont surtout été retenus pour leur *caractère exemplaire*. Ces écrits semblent en effet offrir un condensé idéal-typique des grands thèmes de l'histoire et de la tradition socialiste (réformisme et révolution, pacifisme, internationalisme, démocratie, pédagogie, égalité, laïcité). On les retrouve à divers moments de l'histoire socialiste, et sont régulièrement réimprimés par la presse du parti, et parfois distribués aux militants. Leur étude permet de cerner des «*exempla* dépouillé[s] de toute contradiction<sup>319</sup>», c'est-à-dire des publications permettant à l'ensemble du parti de se réunir, au-delà des oppositions idéologiques et personnelles profondes.

## B. Échantillon et entretiens

L'entretien avec de simples militants de base (*rank and file activists*) a été privilégié tout au long de cette enquête de terrain. Le militant de base, c'est-à-dire un amateur de la politique, a été préféré au professionnel (i.e. cadre national du parti, député, sénateur, mais aussi premier secrétaire de Fédération). La raison en est que dans un travail de recueil de la «mémoire vive» du parti, il est apparu plus judicieux de faire s'exprimer des individus dont la position inférieure à l'échelon du parti, les prédisposait, en principe, à adopter un discours davantage libéré des contraintes symboliques liées aux luttes de d'appareil ou à la représentation, que l'on trouve chez les professionnels de la politique. Ces derniers n'ont donc pas été interviewés afin d'éviter de travailler à partir des représentations «aseptisées» et idéalisées sur le politique et la vie du

---

<sup>319</sup> B. Pudał, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, PFNSP, 1989, p. 10.

parti que le professionnel de la politique — professionnel du verbe et de la parole officielle — aura tendance à privilégier<sup>320</sup>.

### *La variable régionale*

Le *fieldwork* s'est déroulé dans deux sections socialistes de taille inégale, et sous des micro-climats géopolitiques différents:

— La section de Lille, dans le nord, est l'une des plus grosses sections socialistes de France en terme de nombre d'adhérents.

— La section de Carmaux, dans le sud-ouest (près d'Albi), est une section de petite taille<sup>321</sup>.

Le travail d'observation participante s'est déroulé de manière régulière et approfondie à Lille entre 1989 et 1991, puisque j'habitais à Lille pendant cette période, puis à l'occasion de plusieurs séjours en 1994. J'ai passé le mois d'août 1994 à Carmaux, et suis retourné dans le carmausin en novembre 1995 pour mener des recherches au Centre national Jean Jaurès de Castres.

Les deux sections ont en commun d'être deux lieux «chargés d'histoire socialiste», de présenter sociologiquement deux types de socialisme local comportant des caractéristiques socio-politiques très marquées. Elles ont toutes deux donné au socialisme des leaders nationaux. A Carmaux, Jean Jaurès, à Lille, Roger Salengro, Augustin Laurent et actuellement Pierre Mauroy, ont été à la fois des dirigeants socialistes et hommes d'Etat de premier plan.

Une telle mise en perspective de la variable régionale n'a pas pour objectif de présenter un tableau exhaustif de supposées traditions et mémoires régionales. Dans cette perspective, un travail de terrain techniquement difficile et d'une plus grande envergure

---

<sup>320</sup> Ce phénomène renvoie, indirectement, à la problématique de la démocratie au sein des partis (socialistes), analysée dès le début du siècle par Roberto Michels. Il note que derrière le discours démocratique et égalitaire des dirigeants de parti, se dissimulent des pratiques élitistes, et estime que le processus de confiscation du pouvoir par l'élite dirigeante est irréversible (= «loi d'airain de l'oligarchie»). R. Michels, *Les Partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion («Champs»), 1970 (1ère éd. 1914).

<sup>321</sup> Voir la II<sup>e</sup> partie, chapitre II pour une description sociologique plus complète des socialismes lillois et carmausin.

aurait dû être envisagé. Cette étude comparative a pour seule ambition de mesurer les effets possibles de l'histoire politique locale sur les pratiques et représentations spécifiques des militants interviewés. Lille et Carmaux ne représentent donc que des cas d'étude (*case study*) servant à illustrer notre démarche, et non à mettre à jour l'ensemble des comportements régionaux possibles.

### *Six générations socialistes*

Une étude de l'histoire socialiste en France depuis les années 30 permet de relever six grandes périodes-repères, façonnées par six événements fondateurs: 1/ le Front populaire, 2/ la Deuxième guerre mondiale et la Guerre froide, 3/ l'opposition au régime gaulliste et la guerre d'Algérie, 4/ la conquête du pouvoir et le programme commun, 5/ l'exercice du pouvoir sous la V<sup>e</sup> République, 6/ la «normalisation» du parti comme parti de gouvernement «légitime».

- 1/ La génération du Front populaire (pour les militants nés au plus tard au début des années 20 et entrés au parti dans les années 30);
- 2/ La génération de la Deuxième guerre mondiale et de la SFIO comme parti de gouvernement sous la IV<sup>e</sup> République (pour les militants nés dans les années 30, au plus tôt, et dans les années 40 au plus tard, et entrés au parti entre 1945 et 1958);
- 3/ La génération du déclin de la SFIO et d'opposition (pour les militants nés au plus tôt dans les années 40, et au plus tard dans les années 50, et entrés au parti entre 1959 et 1970);
- 4/ La génération du nouveau Parti socialiste et de la conquête du pouvoir (pour les militants nés au plus tôt au milieu des années 50, et au plus tard au début des années 60, et entrés au parti entre 1971 et 1980);
- 5/ La génération de l'exercice du pouvoir sous la V<sup>e</sup> République sous le premier septennat de François Mitterrand (pour les militants nés au plus tôt dans les années 60, et au plus tard au début des années 70, et entrés au parti entre 1981 et 1988);

6/ La génération du Parti socialiste comme parti de gouvernement de centre-gauche «normalisé» (pour les militants nés au plus tôt au début des années 70, et au plus tard à la fin des années 70, et entrés au parti entre 1989 et aujourd'hui).

Les fourchettes d'âge indiquées, ci-dessus, ont tenté de prendre en compte les effets corrélés de période, d'appartenance subjective et la date d'adhésion au parti. L'accent a cependant été mis sur la date d'adhésion, étant donné que parmi les trois variables retenues, elle est celle qui apparaît la plus facilement isolable. Retenir la variable de la date d'adhésion comme variable-clé, induit l'hypothèse selon laquelle l'adhésion au parti suit, peu ou prou, une première socialisation politique forte à un jeune âge. Dans la majorité des cas, l'hypothèse a été confirmée. Certains cas ont infirmé ce point, dans la mesure où ces adhésions sont survenues plusieurs années après l'effet de période supposée pour leur classe d'âge. Pour ces cas atypiques, il convient d'aménager le modèle de classification en estimant que les éléments discriminants de la génération politique renvoient davantage à la référence subjective à une période particulière de l'histoire socialiste ou nationale, et dans une moindre mesure, à un effet de période.

#### *Caractéristiques de l'échantillon*

Le corpus étudié est composé de:

##### 1/ 34 entretiens à Lille en 1989 et en 1994 dont:

- 8 militants sont entrés au Parti socialiste entre 1926 et 1937;
- 4 militants entre 1944 et 1956;
- 2 militantes en 1962 et 1969;
- 11 militants entre 1971 et 1978;
- 6 militants entre 1981 et 1988;
- 3 militants entre 1989 et 1994.

##### 2/ 27 entretiens à Carmaux et Blaye-les-Mines en 1994 dont:

- 5 militants sont entrés au Parti socialiste entre 1933 et 1937;

- 5 militants entre 1944 et 1958;
- 3 militants entre 1959 et 1965;
- 6 militants entre 1973 et 1980;
- 4 militants entre 1982 et 1987;
- 4 militants entrés entre 1989 et 1990.

### *Représentativité de l'échantillon*

Les données recueillies lors d'une enquête dite «quantitative» possèdent une double fonction: elles servent à dénombrer de la manière la plus précise un phénomène collectif donné (e.g. le recensement de la population, l'audimat des chaînes de télévision, etc.). Elles permettent de dresser des séries statistiques qui établissent la description de phénomènes sociaux par l'agrégation d'opinions ou de comportements individuels<sup>322</sup>.

A l'inverse, la situation de l'entretien qui met en jeu une approche dite «qualitative», ne s'appuie pas du tout sur des échantillons importants quant au nombre d'entretiens, car l'objectif n'est pas de déboucher sur des descriptions statistiques, mais de donner à voir comment «fonctionne» le social, ainsi que la logique de ce fonctionnement. L'argument d'«objectivité» de l'enquête quantitative que l'on oppose couramment à la «subjectivité» de l'entretien, semble peu solide lorsque l'on s'interroge sur les conditions d'élaboration des enquêtes quantitatives. Celles-ci, tout comme l'entretien semi-directif, sont le reflet d'un choix de codage, de formulation de questions bien spécifiques, qui, également, met en jeu des penchants théoriques, voire même trahit des présupposés normatifs de la part du chercheur<sup>323</sup>.

Dans la perspective de l'entretien et de l'approche ethnosociologique, il convient de parvenir à un niveau de «saturation progressive» des différents types de récits recueillis. En d'autres termes, pour qu'un échantillon de militants socialistes puisse être jugé «représentatif» de l'ensemble du groupe étudié, le

<sup>322</sup> F. de Singly, *L'enquête et ses méthodes: le questionnaire*, op. cit., pp. 11-26.

<sup>323</sup> D. Bertaux, *Les Récits de vie*, op. cit., p. 19.

chercheur doit rencontrer un effet de répétition pour chaque type de discours différent qu'il aura pu isoler. Les échantillons de 34 militants à Lille et de 27 à Carmaux et Blaye-les-Mines ont plus que largement permis d'atteindre cet effet de saturation.

### *Conditions d'entretien*

#### 1/ Les informateurs:

Trois informateurs ont été contactés. Le premier, à Lille, est un permanent au siège de la Fédération du Nord du Parti socialiste situé à Lille. C'est aussi un militant dans un groupe de quartier dans le centre-ville. Les deux autres sont le secrétaire de la section de Carmaux, et un professeur d'histoire, membre de la section de Blaye-les-Mines, petite localité limitrophe. Ces premiers entretiens ont permis de prendre quelques repères essentiels avant le stade des entretiens. Mes trois interlocuteurs connaissaient parfaitement les contours du socialisme local, ses moments importants, ses figures les plus connues, etc. Ces discussions ont également permis de poser les premiers jalons d'une sociologie politique générale du terroir (activités économiques dominantes, taux de chômage, forces respectives des partis de droite, du Parti communiste) et de la section proprement dite (son organisation, son nombre d'adhérents, la fréquence des réunions de section, sa presse, etc.). Le professeur d'histoire et militant socialiste a pu me renvoyer directement à des sources écrites (nombreuses) sur le socialisme dans le carmausin.

Je leur ai expliqué que je souhaitais rencontrer des militants socialistes de leur section, d'«âges divers» et de «sensibilités politiques et philosophiques diverses», pour qu'ils me racontent leurs souvenirs de militants» dans le cadre d'une «recherche à l'université». Mes trois informateurs ont ensuite pu me fournir les noms et adresses de militants, me donnant un éventail assez large, en fonction de la classe d'âge, la date d'adhésion et, dans une large mesure, leur «sensibilité politique» dans le parti, souvent résumée par leur appartenance (supposée ou connue) à l'un des courants du Parti socialiste.

Pour parvenir à l'échantillon final, j'ai également utilisé la technique dite de la «boule de neige» (*snowball sampling*), qui consiste à demander à l'un des premiers interviewees de recommander le nom d'un camarade qui accepterait de répondre à mes questions. Cette méthode a pour avantage de saisir certains «réseaux de sociabilité» au sein d'une section, car chaque militant a tendance à donner le nom d'un «copain», quelqu'un avec qui il entretient parfois des relations en dehors des activités partisans<sup>324</sup>.

En complément des premiers contacts avec l'informateur, un travail de «repérage des lieux» est réalisé, selon les principes directeurs de l'enquête ethnosociologique exposés supra. Il consiste à se rendre sur les lieux de l'histoire socialiste locale (la mairie, le siège de la section à Lille, la place Jean-Jaurès, les puits de mines à Carmaux), pour observer et se pénétrer de paysages, d'intérieurs, de couleurs, de sons et de senteurs, qu'il sera utile de posséder pour bien comprendre certaines références ou propos lors des entretiens.

## 2/ Lieux et durée de l'entretien:

Les rendez-vous avec les militants ont été pris par téléphone. Me présentant comme un «étudiant faisant un travail sur les souvenirs politiques des militants socialistes», je leur donnais le nom de mon informateur, et leur disais qu'il m'avait recommandé de les contacter. A l'exception d'une personne très âgée, toutes les personnes contactées ont accepté de m'accorder un entretien. Dans certains cas, je me suis aperçu le jour de l'entretien que mon informateur avait «préparé» mon appel, en téléphonant au militant pour m'annoncer, et certifier que ma démarche était sérieuse<sup>325</sup>.

---

<sup>324</sup> Nous retenons la définition suivante du «réseau de sociabilité»: il s'agit d'un «système de relations directes, de personne à personne, qui relie divers individus autour, dans ce cas, d'un devenir local sans toutefois que ces relations acquièrent nécessairement un caractère fusionnel, actif ou organisé». P. Amphoux, A. Ducret, «La mémoire des lieux», *Cahiers internationaux de sociologie*, LXXIX, juill.-déc. 1985, p. 200.

<sup>325</sup> Ceci en particulier chez les militants les plus âgés, dans certains cas pour vérifier si leur état de santé rendait possible l'entretien, dans d'autres cas, pour

Les entretiens se sont déroulés, pour la plupart au domicile des interviewees, en particulier à Carmaux et à Blaye-les-Mines. A Lille, la moitié de ces entretiens environ a eu lieu au siège de la section du parti, situé au centre-ville dans des locaux modernes et fonctionnels. Les rencontres au siège du parti ont eu lieu à la demande de militants lillois. Ceux-ci étaient manifestement des habitués de ces lieux, allant saluer et discuter avec des permanents travaillant au siège.

La rencontre au domicile des militants présente l'avantage d'établir une rencontre dans des conditions de tranquillité et de confort que l'on n'obtient que rarement dans un endroit public (café, jardin public, lieu de travail). Cela permet à l'interviewee de faire appel plus facilement à certains cadres de la mémoire personnels (livres, photographies, coupures de journaux) que nombre d'entre-eux vont chercher et commentent pendant ou à l'issue de l'entretien.

Les entretiens ont duré environ quarante minutes pour le plus bref, et jusqu'à quatre heures pour le plus long.

Après les présentations et quelques minutes de conversation, l'entretien commençait. Une question unique et identique était posée à chaque militant: «Est-ce que vous pourriez me raconter quels sont les moments les plus importants du socialisme français...». Volontairement formulée de manière générale, en des termes simples et sans aucun jargon, cette consigne de départ avait pour objectif de permettre à l'interviewee de répondre le plus librement possible, de manière plus ou moins personnelle. Elle lui laissait également la possibilité de mêler anecdotes historiques et personnelles. Evacuant toute question intimidante visant à tester les compétences et connaissances historiques (e.g. «Pourriez-vous me dire quels ont été les personnages les plus importants du socialisme français?»), elle permettait de poser les bases d'une communication minimale entre l'interviewee et moi-même. Hormis cette consigne de départ, mon rôle consistait à accompagner

---

dissiper à l'avance toute crainte suscitée par l'appel d'un inconnu demandant à les rencontrer.



le discours avec empathie selon les principes de la méthode biographique exposés supra<sup>326</sup>.

### 3/ Test photographique:

A l'issue de l'entretien semi-directif, j'ai proposé de parcourir avec le militant interviewé un «album de famille socialiste» que j'avais confectionné, dans lequel j'avais inséré une soixantaine de reproductions de photographies en noir et blanc. Ces photographies représentent une série de portraits, de scènes, de chansons, de dessins illustrant les moments les plus importants de l'histoire socialiste locale et nationale, ainsi que des moments fondamentaux de l'histoire nationale en général<sup>327</sup>. Cette seconde phase de l'entretien poursuivait un double objectif: d'une part, ce test photographique a permis de susciter, en tant que cadre de la mémoire, des souvenirs et du récit que la situation de narration semi-directive n'a pas permis d'aborder spontanément. D'autre part, les photographies, telles une «suggestion contraignante»<sup>328</sup> ont placé les interviewees dans une situation où ils avaient à se prononcer sur certains moments-clés de l'histoire socialiste, y compris sur les épisodes les plus contradictoires ou difficiles<sup>329</sup>.

---

<sup>326</sup> Il s'agit d'un entretien semi-directif. Une consigne de départ est donnée, mais, ensuite, l'interviewer tend à s'effacer le plus possible, se contentant de montrer son intérêt pour ce que l'interviewee lui dit par de petits hochements de tête approuvateurs, des sourires, de brefs acquiescements sonores («oui», «ah bon», etc.). Parfois, l'interviewee peine à retrouver le fil de son récit. L'interviewer peut alors «relancer» son interlocuteur en reprenant une phrase ou un bloc de mots prononcé précédemment par le narrateur. Dans certains cas (longues digressions), le fil de la narration est véritablement perdu. L'enquêteur peut alors aider l'enquêté en posant une question à partir d'un thème précédemment abordé. La règle essentielle de la méthode biographique est d'éviter tout d'«effet d'imposition», c'est-à-dire de poser des questions impliquant une problématisation du sujet qui n'est pas celle de l'enquêté. Toute «relance» ou question nouvelle de la part de l'enquêteur doivent, au contraire, pouvoir être reliées à la problématisation qui est propre à l'enquêté, et selon ses propres termes.

<sup>327</sup> Voir, en annexe de cette recherche, la reproduction de ces photographies.

<sup>328</sup> Ch. Vial, «Mémoire et photographie», *Bulletin de psychologie*, Tome XLII, no 389, janv.-avril 1989, p. 376.

<sup>329</sup> Dans une étude similaire sur la mémoire communiste, M.-C. Lavabre a tiré profit du test photographique pour aborder certains événements délicats ou personnages controversés dans l'histoire communiste. Alors que les interviewees

Dans ce cadre, la photographie n'invite pas tellement l'enquête à constater le passé, mais tend à solliciter le «travail créateur de la mémoire»<sup>330</sup>, permettant les va-et-vient et liaisons entre ce qui est de l'ordre de l'intime et ce qui ressort de l'histoire locale ou nationale.

La seconde phase de l'entretien, à l'inverse de la première qui avait laissé l'interviewee libre de ses interrogations et propos, avait pour objectif de cerner au plus près les rapports entre mémoire historique (ou officielle) objectivée et la mémoire vive des militants. En d'autres termes, ce test proposait de tester les connaissances et compétences de chaque militant vis-à-vis d'événements et de personnages-clés dans l'historiographie du socialisme français.

#### *Lecture et utilisation des entretiens*

Une majorité d'entretiens a été retranscrite mot à mot<sup>331</sup>. Les autres ont été écoutés à de nombreuses reprises et ont fait l'objet de prises de notes ponctuelles.

Devant cette masse imposante d'informations recueillie, il ne s'agit pas d'extraire de chaque biographie *toutes* les informations ou significations qu'elle contient, mais simplement celles qui sont pertinentes par rapport à la problématique de la recherche. La première lecture des documents ne permet pas d'accéder à une compréhension immédiate des logiques ou contradictions des

---

étaient restés silencieux sur le rôle joué par Staline lors de l'entretien semi-directif, ils avaient été amenés à réagir ensuite à la photographie du «petit père des peuples» qui leur était présentée. Celle-ci déclenche des critiques sévères de la part des jeunes communistes, alors qu'elle émeut et réjouit le vieux militant pour qui le «mythe stalinien» continue de l'emporter sur les effets de la déstalinisation post-1956. Voir M.-C. Lavabre, *Histoire, mémoire et politique. Le cas du Parti communiste français*, Thèse, Institut d'Etudes Politiques de Paris, 1992, Tome 2, pp. 351-369; voir également sur la méthode du test photographique, l'enquête classique: «A la recherche de la "Gauche". Une enquête de l'Institut Français d'Opinion Publique», in *Les Temps modernes*, nos 112-113, 1955, pp. 1576-1625.

<sup>330</sup> Ch. Vial, op. cit., p. 378.

<sup>331</sup> Pour donner une idée de la longueur et de la difficulté du travail de transcription, l'entretien le plus court (environ 45 minutes) retranscrit *in extenso*, recouvre plus de 20 pages dactylographiées. L'entretien le plus long qui a été retranscrit (presque trois heures) tenait sur plus de 50 pages dactylographiées.

trajectoires biographiques. Plusieurs lectures comparatives sont nécessaires afin de «pénétrer» le sens de chacun des récits, et de distinguer, pour chacun d'entre eux, ce qui est de l'ordre de l'exception biographique, ou, au contraire, ressort de conduites typiques pour le groupe considéré. Des lectures bienveillantes s'avèrent nécessaires afin de recomposer, de mettre à plat, des narrations, au premier abord confuses, répétitives, voire même contradictoires, afin de «reconstruire la structure diachronique du récit»<sup>332</sup>. Dans le cas d'entretiens familiaux (père, mère, enfants ou petits-enfants membres du parti), il est également possible de vérifier la cohérence diachronique d'un récit en effectuant des lectures croisées des récits. Le travail d'analyse des biographies consiste à comprendre, puis imaginer avec une rigueur objective les logiques de chaque trajectoire narrative. En d'autres termes, il convient de se former une représentation mentale, puis discursive, des rapports et processus qui ont provoqué les phénomènes auxquels les interviewees se réfèrent, parfois de manière implicite<sup>333</sup>.

La «mise à plat» des discours et leur lecture comparée n'implique en aucune manière que le contenu du récit puisse être retouché, réécrit, voire même que des bouts de récit puissent être isolés hors de leur contexte narratif, pour aider à renforcer certains thèmes majeurs isolés par le chercheur.

La technique retenue dans cette recherche a consisté à relever, dans chaque récit de vie, les passages relatifs à une série de *thèmes particuliers et récurrents*<sup>334</sup>, dans le but de comparer ensuite les contenus de ces passages d'une biographie à l'autre. Le plan et les intitulés du chapitre découlent par conséquent entièrement du contenu des biographies et de leur lecture comparée. Il est intéressant de retenir l'«image de la mosaïque scientifique»<sup>335</sup> pour

---

<sup>332</sup> D. Bertaux, *Les Récits de vie*, op. cit., p. 71.

<sup>333</sup> D. Bertaux, op. cit., p. 83.

<sup>334</sup> On peut également parler du repérage d'«isomorphismes» ou d'«homologies», afin de permettre la «mise en forme» des représentations et de la mémoire des individus. Voir P. Amphoux, A. Ducret, «La mémoire des lieux», op. cit., p. 202.

<sup>335</sup> H. S. Becker, «Biographie et mosaïque scientifique», *Actes de la recherche en sciences sociales*, nos 62-63, juin 1986, p. 106.

désigner cette démarche: chaque nouvelle biographie peut être considérée comme une nouvelle pièce qui vient enrichir l'ensemble du tableau, jusqu'à ce que celui-ci soit rempli. Chacune de ces pièces est nécessaire pour la compréhension de l'ensemble, et c'est comme fragment composant un tout qu'elles doivent être comprises.

### C. Hypothèses de recherche

Le travail de discussion critique de la notion de mémoire collective (chapitres I & II) et de construction de l'objet étudié (chapitre III) permettent maintenant de dégager deux hypothèses lourdes qui vont guider la suite de cette recherche:

La mémoire collective est un point de vue (individuel) sur l'histoire du groupe. Elle reconstitue le passé sous l'effet d'une dynamique entre passé et présent, et passé et futur. L'intensité du point de vue varie en fonction de la position de l'individu au sein de la communauté affective du groupe. Dans notre cas d'étude, il varie selon la position occupée par le militant socialiste dans l'espace du champ partisan.

Hypothèse 1: la mémoire collective de l'histoire ou de la tradition<sup>336</sup> socialiste sera donc plurivoque, et présentera des contours mouvants et pluriels. Ceci ne revient pas à nier la possibilité d'établir le contenu d'une mémoire historique ou officielle du socialisme (= mémoire savante ou officielle). Ceci signifie que la mémoire collective du socialisme ne peut se réduire à la version unifiée et savante qu'en donne la mémoire historique, mais doit être recherchée dans le rapport subjectif du militant à la mémoire historique du socialisme.

---

<sup>336</sup> Nous reprenons la définition de la notion de tradition telle qu'elle est donnée par Edward Shils: «In its barest, most elementary sense, it means simply a *traditum*: it is anything which is transmitted or handed down from the past to the present. (...) Tradition (...) includes material objects, beliefs about all sorts of things, images about persons and events, practices and institutions. It includes buildings, monuments, landscapes, sculptures, paintings, books, tools, machines». Voir E. Shils, *Tradition*, London, Faber and Faber, 1981, p. 12.

L'appartenance générationnelle est induite par la date d'adhésion au Parti socialiste, elle-même suivant de peu une première socialisation politique forte (= effet de période). Dans certains cas, le sentiment d'appartenance, plus que l'effet de période, est le facteur discriminant qui permet de localiser l'appartenance générationnelle.

Hypothèse 2: Quel que soit le facteur explicatif de l'appartenance générationnelle, il faut tenir compte de «fait générationnel» car celui-ci crée un «micro-climat» politique au sein du groupe socialiste qui sur-détermine la nature et l'intensité des points de vue de chacun des militants sur la mémoire du groupe.



## II<sup>e</sup> PARTIE

### OBJECTIVER L'HISTOIRE SOCIALISTE





## CHAPITRE I

### LES CADRES DE LA MÉMOIRE HISTORIQUE DU SOCIALISME FRANÇAIS

Le parti a une fonction de mémoire collective des expériences, des élaborations stratégiques, des recherches antérieures du mouvement ouvrier. (...) Non seulement le Parti charrie à travers ses militants d'innombrables souvenirs qui sont la mémoire vivante du mouvement, de ses grandeurs comme de ses faiblesses, mais il constitue par lui-même une expérience historique incomparable. Qu'on ne s'y trompe pas: nous ne sommes pas les conservateurs d'une tradition plus ou moins menacée: la mémoire, comme la psychanalyse l'a montré, a une fonction créatrice: comprendre le passé est souvent le seul moyen de libérer l'avenir. Et nous savons, comme Jaurès, que «c'est en allant vers la mer que le fleuve reste fidèle à sa source». Ressusciter la mémoire, c'est appeler à l'action.  
Projet socialiste (1980)<sup>337</sup>

Après le congrès de Rennes, j'ai essayé de faire dans ma section du travail historique. Une seule personne est venue à la réunion. Non seulement, ils sont analphabètes, mais en plus ils n'ont pas envie de s'instruire!  
Un cadre du Parti socialiste, Paris, 1995.

Un jour, Françoise Seligmann\* a demandé à l'OURS la photocopie de la sténographie du congrès d'Epinay, parce qu'au PS, ils ne l'avaient plus! Je lui ai dit: «C'est l'exemplaire de Guy Mollet que vous venez demander. Vous n'avez vraiment pas de pudeur».  
Denis Lefebvre, secrétaire général de l'OURS, Paris, 1995

---

<sup>337</sup> Parti socialiste, *Projet socialiste pour la France des années 80*, Paris, Club socialiste du livre, 1980, pp. 160-161.

\* Cadre mitterrandien du Parti socialiste.

Comme nous l'enseigne Halbwachs, la mémoire historique pèse d'un poids relatif et variable sur les membres d'un groupe, car elle relève davantage du travail d'apprentissage, de l'érudition de chaque agent que du travail de mémoire pur. L'effectivité de la mémoire historique sur les agents varie également en fonction du «rapport affectif» qu'entretiennent ceux-ci avec l'histoire commune du groupe, elle-même dépendante de la position de l'agent dans le groupe, ou, en d'autres termes, de l'intensité de l'engagement de l'agent au sein du groupe.

Il ne faudrait cependant pas réduire l'influence de la mémoire «officielle» entretenue par le groupe, à une quantité totalement négligeable. Dans le cas de notre étude sur la mémoire socialiste, il s'avère nécessaire de relever les cadres historiques de la mémoire du parti sur le plan national. Cette étape s'impose comme un préalable à la recherche d'une «mémoire collective», comme étant à l'intersection de l'histoire objectivée, de l'histoire officielle du Parti socialiste (ou mémoire historique) et de la mémoire vive (mémoire des militants).

Une objectivation des cadres historiques du socialisme français consistera à identifier ce qui, dans le temps et l'espace, laisse la trace d'une identité ou d'une histoire composée du socialisme français.

Dans un premier temps, la contribution des théoriciens du socialisme français à la constitution d'un corpus doctrinaire ou identitaire du Parti socialiste sera observée.

Le cas de la pédagogie socialiste sera analysée à la lueur des «messages exemplaires» à l'adresse des militants de Jean Jaurès, Jules Guesde et Léon Blum.

La question de la rédaction d'une «histoire des socialistes» par le Parti socialiste sera ensuite abordée. Les tensions que ce projet inachevé ont pu soulever, indiquent clairement les enjeux politiques que revêtent la codification du passé socialiste, et révèlent avec éclat les interprétations multiples et contradictoires de l'histoire socialiste par les socialistes eux-mêmes.

Des fondations ou centres de recherche socialistes se donnent pour objectif de recueillir l'histoire socialiste et de «préserver la mémoire du Parti». Il est donc important de relever la nature de leurs travaux et des activités qu'ils organisent, ainsi que les publics qu'ils sont en mesure de toucher.

## Section I

### Histoire et tradition socialiste

#### A. Théoriciens du socialisme et pensée socialiste

Poser comme cadre possible de la mémoire historique du socialisme français, l'histoire des idées socialistes, implique de repérer dans le temps les théoriciens — officiels ou non — du mouvement socialiste. Objectiver une pensée socialiste, un type-idéal d'idées, de valeurs ou simplement de notions récurrentes dans le discours apparaît possible. Il faut toutefois remarquer au préalable que si de nombreux intellectuels sont allés à la rencontre du mouvement socialiste, voire même ont milité en son sein, très peu d'entre-eux ont partagé les intérêts et aspirations du socialisme partisan et électoral<sup>338</sup>. Servi à l'origine par des «intellectuels-organiques» peu nombreux mais brillants et influents (Jaurès, Bracke-Desrousseaux, Blum), le socialisme français a perdu progressivement l'appui de ces penseurs qui avaient choisi le camp de la classe ouvrière (ou du peuple)<sup>339</sup>. Même si les liens tissés entre le Parti communiste et les intellectuels furent de tout temps ambivalents<sup>340</sup> et imparfaits, l'attraction réciproque entre les deux parties fut bien réelle. Du côté socialiste, il est bien difficile de retrouver de telles relations passionnées. En outre, à l'inverse du Parti communiste, le socialisme français n'a jamais porté une attention poussée à la formation intellectuelle et politique de ses cadres et de ses militants. Contrairement au Parti communiste qui a

---

<sup>338</sup> Ch. Prochasson, *Les Intellectuels et le socialisme*, Paris, Plon, 1997, p. 12.

<sup>339</sup> Ch. Prochasson, op. cit., p. 19.

<sup>340</sup> S. Hazareesingh, *Intellectuals and the French Communist Party. Disillusion and Decline*, Oxford, Clarendon Press, 1991, p. 74.

pendant longtemps insisté sur la «nécessité d'élever le niveau idéologique des adhérents et de préserver sa distinction de classe»<sup>341</sup>, le PS issu du congrès d'Epinay est le parti des classes moyennes, de notables élus au capital économique et culturel souvent élevé<sup>342</sup> et qui sont peu portés vers les discussions théoriques et idéologiques.

Si les contours et le contenu de l'idée socialiste se démarquent nettement, sur sa gauche, du communisme, et sur sa droite, du libéralisme, celle-ci reste marquée par un certain «flou conceptuel»<sup>343</sup>. Le caractère évanescent de la pensée socialiste n'est pas un phénomène propre au cas français. Dans une large mesure, la remarque est applicable à l'ensemble de la social-démocratie européenne. A la veille de la Première guerre mondiale, Roberto Michels note que la doctrine socialiste des partis européens résulte de la réflexion de philosophes, d'économistes, de sociologues et d'historiens, et que, à de rares exceptions près, les fondateurs du socialisme moderne sont en premier lieu des savants, et en second lieu seulement des politiciens au sens strict du mot<sup>344</sup>. Ceci explique, pour une large part, les relations teintées de méfiance et de distance qu'ont pu entretenir les intellectuels avec le mouvement socialiste.

### *Guesdisme et marxisme*

Si l'on s'en tient à la pensée socialiste telle qu'elle a pu être articulée au sein ou en marge d'un mouvement socialiste organisé, il convient de commencer notre repérage à l'extrême fin du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est à ce moment que les premiers groupes qui s'auto-proclament socialistes font leur apparition dans le champ des luttes politiques en France. Aux alentours des années 1880-1890, le

---

<sup>341</sup> M. Lazar, *Maisons rouges. Les Partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier-Histoires, 1992, p. 228.

<sup>342</sup> Voir H. Portelli, *Le Socialisme français tel qu'il est*, Paris, PUF, 1980, pp. 119-141.

<sup>343</sup> Ch. Prochasson, *op. cit.*, p. 20.

<sup>344</sup> R. Michels, *Les Partis politiques*, Paris, Flammarion, 1973, p. 173.

marxisme commence à pénétrer en France. Après la mort de Marx en 1883, le marxisme devient rapidement l'idéologie dominante de la social-démocratie allemande et de la II<sup>e</sup> Internationale, mais reste largement ignoré en France au même moment<sup>345</sup>. Des problèmes de traduction se posent dans un premier temps, car très peu de dirigeants et d'idéologues du mouvement socialiste français parviennent à lire Marx dans le texte en allemand, ou dans ses versions anglaises, en dépit des efforts fournis par Paul Lafargue (1848-1911) et de son épouse Laura, l'une des filles de Marx<sup>346</sup>. Le marxisme est introduit progressivement en France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Il ne s'agit que d'une version parcellaire, résumée dans une sorte de vulgate ou d'un catéchisme à l'attention des militants<sup>347</sup>. Jules Guesde (1845-1922) et surtout Gabriel Deville (1854-1940) furent les deux traducteurs et propagandistes du marxisme en France. Ils retenirent du marxisme certaines démonstrations qui reçurent force de loi dans leur traduction française, tel la lutte des classes opposant le prolétariat à la bourgeoisie, le rôle de la violence dans l'histoire et l'utilisation du matérialisme historique comme unique source d'analyse politique<sup>348</sup>. Le journal guesdiste *L'Égalité* fondé en 1877, expose le premier la doctrine et le vocabulaire marxiste au congrès de Lyon de 1878. En 1947, Alexandre Zevaès, ancien secrétaire de Guesde, estime que le guesdisme du Parti Ouvrier Français (POF) de Jules Guesde a introduit en France la forme «la plus pure du marxisme»<sup>349</sup>. Ce «mythe» assez longtemps entretenu dans l'historiographie du socialisme français<sup>350</sup>, est aujourd'hui largement remis en cause. Rassemblés derrière la forte

---

<sup>345</sup> N. Castagnez-Ruggiu, *Histoire des idées socialistes*, Paris, La Découverte («Repères»), 1997, p. 49.

<sup>346</sup> Ibid.

<sup>347</sup> M. Ymonet, «Les héritiers du Capital. L'invention du marxisme en France au lendemain de la Commune», *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, novembre 1984, no 55, p. 4.

<sup>348</sup> N. Castagnez-Ruggiu, op. cit., pp. 50-51.

<sup>349</sup> A. Zevaès, *De l'introduction du marxisme en France*, Paris Librairie Marcel Rivière, 1947.

<sup>350</sup> En particulier par le spécialiste français du guesdisme, Claude Willard. Cf *Le Mouvement socialiste en France (1893-1905): les Guesdistes*, Paris, Editions sociales, 1965 et *Jules Guesde, l'apôtre et la loi*, Paris, Les Editions ouvrières, 1991.

personnalité de Jules Guesde, fondateur du POF en 1893, puis avec Jean Jaurès dans la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) en 1905, les guesdistes insistent davantage sur la propagande aux dépens de la théorie. Du marxisme, les guesdistes ne retiennent que des lois générales transformées en mots d'ordre politiques. Selon eux, les changements sociaux ne peuvent dériver que du mode de production. Ils réfutent tout idéalisme au motif que la matière prime sur la conscience, et que cette dernière est elle-même le produit dérivé de la matière. Les guesdistes sont également athées, car la religion ne représente à leurs yeux que le reflet déformé de la conscience. Leur lutte contre l'Eglise se borne toutefois à la défense de la laïcité et un anticléricalisme souvent sommaire<sup>351</sup>. Du matérialisme historique, le guesdisme ne conserve, de fait, que quelques formules-chocs, tel que «la lutte des classes» ou «la nécessaire révolution socialiste»<sup>352</sup>.

#### *Possibilisme et socialisme municipal*

Les «possibilistes» regroupés autour de Paul Brousse se séparent du guesdisme en ce qu'ils rejettent le programme de rupture générale imaginé par les guesdistes<sup>353</sup>. Ils préconisent, à l'inverse, l'élaboration de programmes propres à chacune des circonscriptions électorales. La décentralisation des programmes a pour objectif de rompre avec l'idée guesdiste de rupture brutale avec l'ordre établi, pour organiser une série de réformes concrètes et possibles<sup>354</sup>. Brousse oppose au «collectivisme» des guesdistes, le «socialisme municipal». Il estime que la concurrence capitaliste amène, tôt ou tard, le monopole, qui, en retour nécessite l'intervention de l'Etat. La formation d'un service public municipal

---

<sup>351</sup> N. Castagnez-Ruggiu, op. cit., p. 55.

<sup>352</sup> Ibid.

<sup>353</sup> Les broussistes peuvent également être distingués des blanquistes (Auguste Blanqui [1805-1881]) qui proposent la prise du pouvoir par le biais de l'action insurrectionnelle, voire même des allemanistes (Jean Allemane [1843-1935]), ouvriéristes et partisans de la lutte des classes et de la dictature du prolétariat.

<sup>354</sup> J. Kergoat, *Histoire du Parti socialiste*, Paris, La Découverte («Repères»), 1997, p. 10.

serait, partant, inexorable, quelle que soit la nature du gouvernement:

On peut dire que les gouvernements changent avec les classes diverses qui font la conquête du pouvoir, mais l'Etat reste et continue son développement normal en transformant peu à peu chaque catégorie du travail humain et se l'incorporant sous la forme et le nom du service public. L'Etat est l'ensemble des services publics déjà constitués; les gouvernements en sont les directeurs autoritaires<sup>355</sup>.

Concrètement, le socialisme municipal de Paul Brousse implique que les municipalités transforment les monopoles privés des grandes compagnies d'eau, d'électricité et de transports en «service publics». Le passage graduel des activités économiques privées sous la direction de l'Etat permettrait par là même l'avènement du socialisme en faisant l'économie d'une rupture révolutionnaire violente<sup>356</sup>.

#### *La synthèse jaurésienne*

Jean Jaurès (1859-1914), fut l'un des grands intellectuels du socialisme, et probablement l'un de ses rares — voire son unique — théoriciens. Philosophe de formation, son marxisme ne fut jamais qu'un des moyens de connaissance possibles qui s'offraient à lui. Formé à l'Ecole normale supérieure, il commence sa carrière politique comme «républicain modéré»<sup>357</sup> avant de se convertir au socialisme. A la différence des marxistes regroupés autour de Jules Guesde, Jaurès lit l'allemand, et c'est dans le texte qu'il a découvert et lu *Le Capital* à partir de 1889<sup>358</sup>. Progressivement, il va critiquer et

---

<sup>355</sup> P. Brousse, *La Propriété collective et les services publics*, 1883, p. 22; cité in N. Castagnez-Ruggiu, op. cit., p. 58.

<sup>356</sup> N. Castagnez-Ruggiu, op. cit., p. 59.

<sup>357</sup> M. Auclair, *La Vie de Jean Jaurès ou la France d'avant 1914*, Paris, Seuil, 1954, p. 104.

<sup>358</sup> N. Castagnez-Ruggiu, op. cit., p. 61.



rejeter la méthode révolutionnaire des guesdistes. Sa recherche effrénée de l'unité socialiste, ainsi que son républicanisme l'éloignent du marxisme.

La pensée politique de Jaurès est un humanisme qui postule que tout individu possède un sentiment de justice inné. Il croit en un progrès continu de la morale et de la justice. Son socialisme, loin de constituer une rupture violente, est ce qui tend à la réalisation d'une harmonie universelle. Loin de pouvoir se réduire à une théorie scientifique comme le marxisme, le socialisme jauréssien est l'aboutissement de valeurs et de passions, d'instincts moraux qui existent depuis l'origine de l'espèce humaine et qu'il convient de développer<sup>359</sup>.

La pensée de Jaurès trouve son origine dans une synthèse dialectique entre socialisme et république. Dans sa monumentale étude de la Révolution française, il se positionne intellectuellement dans le cadre des Lumières et revendique l'héritage de Marx et de Michelet. Avec Marx, il veut aboutir à une interprétation «matérialiste» de la Révolution, et il emprunte à Michelet son approche «mystique» de l'événement<sup>360</sup>. Il rejoint les conclusions précédentes du socialiste Louis Blanc selon lesquelles la Révolution française a permis l'émergence politique de la bourgeoisie<sup>361</sup>. Commentant les droits inscrits dans la Déclaration, s'il ne les considère pas comme de simples «droits formels» (à l'inverse de Marx), il observe toutefois qu'ils sont incomplets car ils préservent la propriété privée, ce qui avait empêché les constituants d'oeuvrer en profondeur pour le Tiers-Etat. Jaurès considère que la notion bourgeoise de «droits de l'homme» pose les bases d'une universalité qui peut s'adresser à l'humanité toute entière, au risque de se dépasser elle-même et d'entraîner à terme l'édification d'un droit nouveau<sup>362</sup>. En conséquence, Jaurès pense le socialisme

---

<sup>359</sup> N. Castagnez-Ruggiu, op. cit., pp. 62-63.

<sup>360</sup> J. Jaurès, *Histoire de la Révolution française*, Paris, Editions sociales, 1984-1986 (1ère éd. 1898), Vol. I, pp. 66 et 68.

<sup>361</sup> L. Blanc, *Histoire de la Révolution française 1847-1862*, Bruxelles, Lacroix, 1869, 12 vol.

<sup>362</sup> J. Jaurès, *Histoire de la Révolution française*, op. cit., Vol. I, p. 477.

comme la continuité de la Révolution de 1789, et l'épanouissement de l'idéal démocratique qu'elle porte en elle. Il estime qu'avec la Révolution, la démocratie est née. Il convenait donc au prolétariat organisé des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles de la développer. L'idée jaurésienne est que le socialisme verrait le jour quand les principes présents dans les événements de 1789 (liberté, égalité, justice sociale et démocratie politique) s'appliqueraient également concrètement au système de production. De la «république politique» de 1789, on passerait alors à la «république sociale» que Jaurès appelait de ses vœux<sup>363</sup>. Bien qu'ayant souscrit au concept de lutte des classes, le socialisme jaurésien est «inter-classiste», dans la mesure où Jaurès considère que le socialisme ne doit pas oeuvrer pour le seul bénéfice de la classe ouvrière, mais doit répondre aux besoins de l'humanité<sup>364</sup> tout entière. Si le socialisme est le développement des principes de liberté et de démocratie de la Révolution, il s'ensuit que la «République sociale» doit être recherchée par le biais du consensus et doit susciter l'adhésion de la société dans son ensemble. Tout coup de force ou confiscation du pouvoir par une minorité du peuple est à ses yeux illégitime. Jaurès croit que la révolution prolétarienne viendra se greffer sur la révolution bourgeoise de 1789. Contrairement à Marx, il rejette la thèse de la paupérisation de la classe ouvrière dans le système capitaliste, et insiste sur la capacité du capitalisme à s'organiser pour surmonter certaines crises cycliques ou faiblesses structurelles<sup>365</sup>. L'avènement du socialisme est, dans la pensée jaurésienne, graduel et doit être atteint par le biais de l'action politique et parlementaire. A la différence des guesdistes fermement opposés au parlementarisme — synonyme de «gouvernement de la bourgeoisie» — Jaurès considère que le jeu légal des élections et du travail parlementaire

---

<sup>363</sup> N. Castagnez-Ruggiu, op. cit., p. 65.

<sup>364</sup> Il est intéressant de noter que Jaurès nomme le journal socialiste qu'il fonde en 1904 *L'Humanité*. Outre des militants socialistes, le journal regroupe parmi les meilleures plumes de l'époque: Anatole France, Jules Renard, Tristan Bernard et Léon Blum. *L'Humanité* a pour ambition de dénoncer au quotidien les injustices sociales au «nom de l'humanité toute entière». Cf Ph. Marlière, *Jean Jaurès et son discours à la jeunesse*, Genève, La Nacelle, 1995, pp. 39-40.

<sup>365</sup> N. Castagnez-Ruggiu, op. cit., p. 66.

est le moyen de parvenir au socialisme. Sur le point de la démocratie, Jaurès attaque violemment Marx, car il estime que sa «dictature du prolétariat» ne fait qu'étouffer toute aspiration démocratique du peuple<sup>366</sup>. En résumé, les notions de *démocratie* et de *légalité républicaine* forment la charpente de la synthèse jauresienne. Brossant le tableau d'une France du début XX<sup>e</sup> siècle, il parie sur le développement durable du capitalisme, «assez fort pour résister, assez-souple pour évoluer, assez ouvert pour s'adapter»<sup>367</sup>, observe une classe ouvrière en continuel mouvement d'ascension sociale et intellectuelle et des classes moyennes nombreuses et variées.

### *Révisions doctrinales*

La période de l'entre-deux-guerres est assez riche sur le plan des débats théoriques et des tentatives de révision doctrinales. La crise économique mondiale, puis la montée du fascisme en Europe amènent des théoriciens socialistes à s'interroger sur l'évolution du capitalisme, et sur la place que doit occuper le marxisme au sein de la doctrine du parti.

— Henri de Man (1885-1953) et le planisme: dans un ouvrage intitulé *Au-delà du marxisme* en 1926, le belge Henri de Man remet en cause l'orthodoxie marxiste qui prédomine au sein de la plupart des partis socialistes européens. Il dénonce en particulier le décalage entre la théorie et la pratique, et appelle au dépassement du marxisme. Dans la problématique de de Man, la question est de savoir si le socialisme demeure capable de transformer la société. Il déplore le caractère «fataliste» et «déterministe» de la théorie marxiste et n'accepte pas qu'une méthode qui «permet d'explorer le

---

<sup>366</sup> D. Lindenberg, «Le débat marxiste au tournant du siècle», in P. Ory (ed), *Nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, Hachette («Pluriel»), 1987, pp. 351-352.

<sup>367</sup> M. Prélôt, G. Lescuyer, *Histoire des idées politiques*, Paris, Dalloz («Précis Dalloz»), 1986 (9<sup>e</sup> éd.), p. 857.

passé se mue en une méthode de détermination de l'avenir»<sup>368</sup>. Il oppose au «matérialisme» marxiste, une psychologie du socialisme qui canalise et sublime un «complexe d'infériorité sociale»<sup>369</sup>. Freudien dans la démarche, de Man estime que le socialisme a pour objectif de guérir la classe ouvrière d'un «instinct social refoulé»<sup>370</sup>. De Man considère que, d'un point de vue historique, le christianisme, le socialisme et la démocratie sont les trois faces d'une même conception de la dignité humaine, et insiste sur la «puissance divine de la loi morale»<sup>371</sup>. Insistant sur l'idée d'émancipation pour toute l'humanité sous-tendue par un sentiment eschatologique et sur la démocratie, de Man est proche de l'humanisme de Jaurès, puis, plus tard, de Léon Blum.

Sur le plan économique, la pensée de de Man suscite l'intérêt de nombreux socialistes français de l'époque. De Man retient le «Plan» comme le moyen d'organiser l'économie, et de surmonter la crise par des mesures conjoncturelles et structurelles<sup>372</sup>. Le Plan permet à l'Etat d'intervenir dans le secteur privé pour y défendre l'intérêt général sans toutefois mettre un terme à la concurrence. Bien que bénéficiant d'un certain succès au sein de la SFIO<sup>373</sup>, les thèses planistes ne parviennent pas à recueillir le soutien de la direction du parti qui estime, en 1934, que le Plan constitue une «chimère folle de réalisations partielles et progressives du socialisme par tranches au sein d'un capitalisme maintenu»<sup>374</sup>.

— Néo-socialistes et dérive fasciste: A partir du début des années 1930, Marcel Déat (1894-1955) ébauche un socialisme qui repose sur l'Etat conçu comme «l'exécuteur d'un mandat donné par la majorité», et qui dirigerait les entreprises privées au moyen

---

<sup>368</sup> H. de Man, *Au-delà du marxisme*, Paris, Seuil, 1974, p. 335.

<sup>369</sup> N. Castagnez-Ruggiu, op. cit., p. 85.

<sup>370</sup> Ibid.

<sup>371</sup> H. de Man, op. cit., p. 114.

<sup>372</sup> N. Castagnez-Ruggiu, op. cit., p. 86.

<sup>373</sup> En particulier auprès d'un groupe de jeunes intellectuels qui comprend Pierre Boivin, Maurice Deixonne, Claude Lévi-Strauss, Georges Lefranc et Robert Marjolin et qui publient un livre-manifeste: *Révolution constructive* (Paris, Valois, 1932).

<sup>374</sup> Cité in N. Castagnez-Ruggiu, op. cit., p. 87.

«d'actions de contrôle»<sup>375</sup>. Reçu assez favorablement par la base militante, les dirigeants du parti critiquent les «néos-socialistes» regroupés autour de Déat qui, accusé «d'indiscipline» par les instances dirigeantes, décident de quitter la SFIO en 1933 pour créer le Parti socialiste de France (PSF). Très vite, le groupe emmené par Déat, Montagnon et Marquet vont dériver vers les thèses du fascisme<sup>376</sup>, lui empruntant l'idée d'un «Etat fort, puissant et d'ordre»<sup>377</sup>, et estiment que la notion de liberté ne revêt de sens que qu'«en fonction d'un ordre sur lequel elle s'appuie»<sup>378</sup>. Une partie du groupe des néos-socialistes, dont Marcel Déat, passe de la gauche à l'extrême droite et à la collaboration, à partir de 1940<sup>379</sup>.

— Léon Blum ou le jaurésisme continué (1872-1950): Blum, chef du Front populaire en 1936-37, est communément présenté comme le «disciple»<sup>380</sup> de Jean Jaurès qu'il rencontra en 1897. Il fut, de toute évidence, politiquement inspiré par la synthèse jaurésienne, et s'en fera l'exégète et le continuateur à divers moments de sa carrière politique jusqu'à sa mort en 1950<sup>381</sup>. Du jaurésisme, Blum reprend l'idée centrale que socialisme et démocratie sont indissolublement liés. De même, les notions de révolution et de réforme, loin d'être en opposition comme dans la réflexion guesdiste, sont, de fait, complémentaires. Formé au socialisme par sa double rencontre avec Lucien Herr, le bibliothécaire de l'Ecole normale supérieure et Jaurès, l'humanisme blumien prend forme à

---

<sup>375</sup> M. Déat, *Perspectives socialistes*, Paris, Valois, 1930, pp. 181-184.

<sup>376</sup> Selon Zeev Sternhell, il n'y pas de rupture, ni même de glissement idéologique entre le Déat des années 30 et celui des années 40: le «socialisme national» et collaborateur de Déat des années de l'Occupation est, selon l'historien, présent dans le néo-socialisme des années 30. Cf Z. Sternhell, *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Bruxelles, Complexe, 1987, p. 184.

<sup>377</sup> M. Déat et al., *Néo-socialisme? Ordre, autorité, nation*, Paris Grasset, 1933, p. 24.

<sup>378</sup> M. Déat et al., op. cit., pp. 124-125.

<sup>379</sup> M. Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, 1982, p. 268 et M. Sadoun, *Les Socialistes sous l'Occupation*, Paris, PFNSP, 1982, pp. 92-100.

<sup>380</sup> J. Lacouture, *Léon Blum*, Paris, Seuil («Points-Histoire»), p. 75.

<sup>381</sup> Voir les numéros spéciaux des *Cahiers Léon Blum* «Jaurès et Blum», nos 11-12, 1982.

l'occasion de l'Affaire Dreyfus<sup>382</sup>. L'ascendant intellectuel et politique de Blum sur son parti est dû, dans une large mesure, à son intervention lors du débat sur l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale au congrès de Tours de 1920<sup>383</sup>. Opposé au ralliement à l'Internationale bolchévique, il dissèque alors les désaccords de doctrine qui vont provoquer la scission, et demeurer de 1920, à nos jours l'objet de controverses entre socialistes et communistes français<sup>384</sup>.

En établissant, dans le discours de la Bellevilloise du 10 janvier 1926, la distinction entre la «conquête» et l'«exercice» du pouvoir, Blum prolonge et enrichit la position jaurésienne sur la question de la réforme et de la révolution<sup>385</sup>. Plus précisément, il permet de résoudre l'épineuse question de la participation des socialistes à un gouvernement bourgeois, débat qui oppose alors les socialistes français. La *conquête du pouvoir* est, pour Blum, un acte essentiellement révolutionnaire qui doit amener la destruction des cadres de la société capitaliste et, par le biais de la dictature temporaire du prolétariat, à la révolution sociale, c'est-à-dire à la collectivisation du régime de propriété<sup>386</sup>. A l'opposé du modèle insurrectionnel blanquiste, Blum estime que le socialisme démocratique doit avant tout chercher à créer les conditions socio-politiques favorables à la révolution. Pour cela, il faut qu'un certain nombre de facteurs politiques soient réunis: un parti de masse bien organisé et un niveau politique et doctrinal élevé, des relations étroites avec les partis frères à l'étranger et avec les syndicats, des

---

382 Dans son combat avec d'autres intellectuels en vue de la révision du procès ayant condamné le capitaine Dreyfus, Léon écrit: «Nous comptons bien transformer la coalition révisionniste en une armée permanente au service du Droit humain et de la Justice. De l'iniquité subie par un individu, nous tâchons, comme l'avait fait Jaurès dès le premier jour, de remonter à l'iniquité sociale». In *Souvenirs sur l'Affaire*, Paris, Gallimard («Folio-Histoire»), 1981 (1<sup>ère</sup> éd. 1935), p. 147.

383 Voir infra le commentaire de ce discours de Tours.

384 R. Verdier, *Bilan d'une scission. Congrès de Tours*, Paris, Gallimard, «Idées»), 1981, p. 105.

385 Voir infra le commentaire sur les discours dits des «Deux méthodes» de Jaurès et de Guesde.

386 G. Ziebur, «Léon Blum à la veille de l'exercice du pouvoir», in P. Renouvin, R. Rémond (eds), *Léon Blum chef de gouvernement 1936-1937*, Paris, PFNSP, 1981, p. 29.

stocks de matières premières et de vivres, une certaine évolution du capitalisme, la détente internationale<sup>387</sup>. Dans ce cadre de pensée, réformisme et révolution ne s'excluent pas mutuellement. Au contraire, afin de préparer les conditions propices à la révolution, le socialisme doit réformer *hic et nunc*. Sur ce point important, Blum se démarque nettement du communisme auquel il reproche de confondre «révolution politique» (révolution bolchévique de 1917) et «révolution sociale» (non atteinte en URSS selon lui). L'exercice du pouvoir est par conséquent le pendant nécessaire à la conquête du pouvoir. Il ne conduit pas à la transformation du régime de propriété, et n'a donc rien à voir avec la révolution sociale. Au contraire, l'exercice du pouvoir se situe dans les limites strictes des institutions et lois qui existent dans le régime capitaliste. Blum estime que les conditions du passage direct de l'exercice à la conquête du pouvoir ne sont pas réunies, car cela signifierait que les conditions énoncées de la conquête du pouvoir ne seraient pas remplies<sup>388</sup>. En conséquence, il s'agirait d'un coup de force contre la volonté de la majorité de la population<sup>389</sup>. Il est permis de voir dans la construction théorique blumienne, une tentative de proposer une «troisième voie» entre une prise de pouvoir révolutionnaire assez hypothétique (objectif officiel des

---

<sup>387</sup> Ibid.

<sup>388</sup> Ce que Blum énonce clairement lorsqu'il s'apprête à prendre la direction du gouvernement du Front populaire en juin 1936. Cf G. Dupeux, «Léon Blum et la majorité parlementaire», in P. Renouvin, R. Rémond, op. cit., p. 111. Plus de soixante ans plus tard, la distinction blumienne peut être repérée chez Lionel Jospin, un autre chef de gouvernement socialiste, lorsqu'il s'adresse à une assemblée de militants socialistes: «Je suis ici un socialiste devant les militants de sa famille politique. Mais je m'exprimerai en tant que chef d'un gouvernement qui émane d'une majorité plurielle. Et je dois prendre en compte l'intérêt du pays comme les attentes des Français (...). Ce mouvement de réformes traduit en actes les convictions politiques de la majorité. Mais la force de la conviction ne peut se confondre avec l'esprit partisan. Nos convictions doivent être compatibles avec l'intérêt général. La vocation d'un gouvernement est précisément de réussir cette synthèse entre l'engagement politique et la prise en compte des réalités du pays». «Intervention de Monsieur Lionel Jospin, Premier Ministre», Université d'Été du Parti socialiste à la Rochelle, 30 août 1998, document dactylographié, Parti socialiste, pp. 2 & 4.

<sup>389</sup> G. Ziebur, op. cit., p. 33.

socialistes français) et une simple participation réformiste au pouvoir bourgeois<sup>390</sup>.

Le «jaurésisme continué» de Léon Blum connaît ses derniers développements théoriques sous la forme d'un ouvrage rédigé en 1941, intitulé *A l'échelle humaine*. Il plaide dans ce livre pour un socialisme rénové, reposant sur un socle de «valeurs morales ou spirituelles»<sup>391</sup> que la société capitaliste réprime. De retour de déportation en 1945, Blum souhaite une «régénération morale», un «assainissement moral» du pays et du Parti socialiste. Il revendique un socialisme qu'il définit à la fois par l'abolition de la propriété privée, mais aussi par la démocratie et la promotion de la personne humaine. Dans ce cadre de pensée, le mouvement importe plus que le but final. Blum rejoint ici le révisionnisme de Bernstein<sup>392</sup>. Au congrès de la SFIO, le socialisme blumien défendu par Daniel Mayer est mis en minorité par le «guesdiste» Guy Mollet qui qualifie sa pensée d'«humanisme erroné». Ce dernier prône le retour à une orthodoxie socialiste autour du marxisme.

— La réflexion autogestionnaire: Eparses et reprise par différents théoriciens de plus ou moins grande envergure intellectuelle, l'autogestion constitue à ce jour la dernière tentative des socialistes de fonder théoriquement un modèle de socialisme distinct, à droite, du libéralisme, et à gauche, d'une orthodoxie marxiste formulée par la plupart des partis communistes jusqu'à une période récente. A la suite des événements de mai 68, le terme s'est progressivement imposé dans le nouveau Parti socialiste issu du congrès d'Epinay. Les idées autogestionnaires se retrouvent essentiellement dans les

---

<sup>390</sup> J. Lacouture, *Léon Blum*, op. cit., p. 197.

<sup>391</sup> «Le "Socialisme intégral" n'est nullement une religion, puisqu'il n'a ni dogmes, ni rites, ni sacerdoce, mais il appelle et il peut satisfaire le besoin religieux, puisqu'il enseigne une sagesse et une vertu, qu'il habitue la conscience au scrupule, qu'il enseigne à trouver dans un idéal supérieur à l'individu le mobile et la récompense des actions personnelles, puisque la forme et l'assentiment qu'il recueille permet le sacrifice et ressemble à une foi». L. Blum, *A l'échelle humaine*, in *L'Oeuvre de Léon Blum*, Paris, Albin Miche, 1955, p. 491.

<sup>392</sup> E. Bernstein, *Les Présupposés du socialisme*, Paris, Seuil, 1974.



deux seuls courants du Parti socialiste qui se penchent sur les questions doctrinales. D'un côté, le courant rocardien se regroupant autour de Michel Rocard<sup>393</sup>, de l'autre, le Centre d'Etudes, de Recherches et d'Education Socialistes (CERES) animé par Jean-Pierre Chevènement. Chacun de ces deux courants possède une revue dans les années 70 et au début des années 80<sup>394</sup>: les rocardiens publient *Faire*, et le CERES, *Repères*. Autour du courant rocardien, le syndicat CFDT (Confédération Française Démocratique du Travail) apporte également un soutien notable. Pierre Rosanvallon, rédacteur en chef de *CFDT aujourd'hui*, est l'un des penseurs de l'autogestion les plus significatifs de l'époque. Il définit le projet autogestionnaire comme une entreprise de «reconstitution de la société civile dans une société écrasée par la bureaucratie de l'Etat et le règne de la marchandise qui défigure tous les rapports sociaux»<sup>395</sup>. L'objectif du socialisme est certes la socialisation des moyens de production, mais aussi de faire renaître la société civile face à un Etat dont il convient de réduire la taille et de réadapter les tâches<sup>396</sup>. En ce sens l'autogestion est une «théorie politique nouvelle»: elle emprunte au marxisme la critique du capitalisme, et reprend du libéralisme l'idée de la réduction du rôle de l'Etat au profit d'une société revivifiée<sup>397</sup>. Le retrait de l'Etat au profit de la société civile et des groupes intermédiaires amène les partisans de

---

<sup>393</sup> M. Rocard fut le leader du petit mais influent Parti Socialiste Unifié (PSU) jusqu'à son adhésion au PS en 1974. Il est intéressant de noter le rôle de fer de lance que remplit le PSU sur la question de l'autogestion. On peut considérer que le programme socialiste de 1972 se situe dans le sillage de celui du PSU de 1967. De même, la formule de la «planification démocratique» mise en avant par le PSU est reprise par le PS dans ses *Quinze thèses sur l'autogestion de 1975*, et dans les différents documents officiels du PS jusque 1981. Voir sur ce point J.-F. Kesler, *De la gauche dissidente au Nouveau Parti socialiste. Les minorités qui ont renouvelé le PS*, Toulouse, Privat, 1990, p. 386.

<sup>394</sup> A *Faire*, on retrouve, entre autres, les intellectuels ou universitaires suivants: Alain Touraine, Pierre Rosanvallon, Jacques Julliard, Gérard Grunberg, Jean-Pierre Rioux, Pascal Perrineau, Pierre Hassner. A *Repères*, les collaborateurs réguliers sont Hugues Portelli et Christophe Prochasson. Les sciences sociales sont ainsi sur-représentées dans les deux revues. Cf Ch. Prochasson, *Les Intellectuels et le socialisme*, op. cit., pp. 208-209.

<sup>395</sup> P. Rosanvallon, *L'Age de l'autogestion*, Paris, Seuil, 1976, p. 46.

<sup>396</sup> Ibid.

<sup>397</sup> P. Rosanvallon, op. cit., p. 48.

l'autogestion à revendiquer la décentralisation et la régionalisation des pouvoirs politico-économiques face à la tradition jacobine et centralisatrice de l'Etat français. Michel Rocard définit l'autogestion comme un mouvement «anti-autoritaire», qui a pour objectif de permettre à la société de se prendre davantage en charge, et de repenser l'intervention de l'Etat dans un cadre plus restreint. Dans cette perspective, le plan doit organiser l'économie et décider au moyen d'une consultation démocratique et décentralisée, dans les régions et selon les branches d'activités<sup>398</sup>.

Du côté du CERES, la réflexion sur l'autogestion prend sa source à divers théoriciens (e.g. le marxisme revisité par Otto Bauer et Antonio Gramsci). Elle s'oppose à la «social-démocratisation» du Parti socialiste, synonyme, pour le CERES, de dérive droitière et consensuelle à l'instar des autres partis sociaux-démocrates de l'Europe du Nord<sup>399</sup>. Comme les rocardiens, l'autogestion du CERES a pour objectif de bâtir un «socialisme non autoritaire» qui ne confond pas socialisation et étatisation, ou le pouvoir de décision des salariés dans l'entreprise et la technocratie d'Etat. A la différence du courant Rocard, cependant, le CERES réclame un «contrôle réel» des salariés dans l'entreprise, et accusent les rocardiens de proposer une «co-gestion de fait» entre travailleurs et patrons<sup>400</sup>. A partir de 1972, les idées autogestionnaires sont explicitement mentionnées dans les programmes du Parti socialiste<sup>401</sup>. Le courant autogestionnaire ne survivra pas à l'expérience du pouvoir: dès le milieu des années 80, ses anciens partisans s'en démarquent nettement. On préfère dorénavant au mot «autogestion» celui plus neutre d'«autonomie» ou d'«espaces de liberté»<sup>402</sup>.

---

<sup>398</sup> N. Castagnez-Ruggiu, op. cit., p. 106.

<sup>399</sup> Ph. Marlière, «Social Democracy in Situ», in R. Ladrech, Ph. Marlière, *Social Democratic Parties in the European Union. History, Organization, Policies*, Basingstoke, Macmillan, 1999, p. 15.

<sup>400</sup> N. Castagnez-Ruggiu, op. cit., p. 108.

<sup>401</sup> Cf en particulier Parti socialiste, *Changer la vie. Programme de gouvernement du Parti socialiste*, Paris, Flammarion, 1972, pp. 65-93; Parti socialiste, *Projet socialiste pour la France des années 80*, Paris, Club socialiste du livre, 1980, pp. 236-279.

<sup>402</sup> M. Rocard, *Le Coeur à l'ouvrage*, Paris, O. Jacob, pp. 57-58.

— La «normalisation» du Parti socialiste: entre 1981 et 1986, puis entre 1988 et 1993, le Parti socialiste devient un «parti de gouvernement». La présidence de la République est occupée sans interruption pendant quatorze ans par François Mitterrand et le PS est au pouvoir entre 1981 et 1986, puis entre 1988 et 1993. Au moment même où la France célèbre le bicentenaire de la Révolution et où le communisme à l'Est s'effondre, le Parti socialiste se penche sur sa doctrine. Michel Charzat, un ancien animateur du CERES, propose au parti de «reconstruire»<sup>403</sup> son identité. Après avoir appliqué dans les années 1981-83 une politique de relance de la consommation par le biais d'une augmentation des dépenses publiques, les socialistes optent pour une politique dite de la «rigueur» visant à «moderniser»<sup>404</sup> les entreprises françaises et à lutter contre l'inflation<sup>405</sup>. Le PS cherche alors à «adapter [son] identité (...) dans un monde qui change»<sup>406</sup>. Une nouvelle Déclaration de principes en 1990 remplace la précédente qui datait de 1969 et qui affirmait la nature «révolutionnaire» du PS:

Le Parti socialiste affirme sa conviction que le libéralisme de l'homme ne dépend pas seulement de la reconnaissance formelle d'un certain nombre de droits politiques ou sociaux, mais de la réalisation des conditions économiques susceptibles d'en permettre le plein exercice. Parce qu'il sont des démocrates conséquents, les socialistes estiment qu'il ne peut exister de démocratie réelle dans la société capitaliste<sup>407</sup>.

Dans la version de 1990, il n'est plus question que de mettre «le réformisme au service des espérances révolutionnaires» et de

---

<sup>403</sup> J. Moreau, *Les Socialistes français et le mythe révolutionnaire*, Paris, Hachette, 1998, p. 298.

<sup>404</sup> P. Brauns, «Modernisation: "l'occupation" d'un mot-clé par le Parti socialiste», *Mots*, no 22, mars 1990, pp. 32-42.

<sup>405</sup> R. Ladrech, Ph. Marlière, «The French Socialist Party», in R. Ladrech, Ph. Marlière, op. cit., p. 74.

<sup>406</sup> P. Mauroy, «Préface», in J. Maret, A. Houlou, *Histoire des socialistes. L'identité socialiste des utopistes à nos jours*, Paris, Pro-Edi, 1990, p. 9.

<sup>407</sup> Parti socialiste, *Statuts. Règlement intérieur*, Supplément à *PS Info*, no 331, 11 juillet 1987, p. 5.

s'inscrire «dans la démarche historique du socialisme démocratique». Le PS se dit pour la première fois officiellement «favorable à une société d'économie mixte», et fonde son action politique sur le «respect des Droits de l'Homme et du Citoyen, dans le cadre d'un Etat de droit reposant sur le suffrage universel et le pluralisme»<sup>408</sup>. Dans la foulée de la Déclaration de principes, un nouveau projet est rédigé. Michel Charzat, son rapporteur au congrès de l'Arche de la Défense en 1991 se plonge dans une lecture de la *Théorie de la Justice* de John Rawls dont il considère qu'elle pose les bases d'une «nouvelle charte pour la social-démocratie»<sup>409</sup>. Il définit le socialisme comme «le révélateur de zones inexplorées du marché», et estime qu'il «affirme un rapport critique au capitalisme»<sup>410</sup>. Dans un avant-propos au projet intitulé «Un nouvel horizon», Pierre Mauroy, alors Premier secrétaire du parti, reconnaît que le Parti socialiste vient d'opérer le plus grand changement doctrinal depuis la fondation du parti en 1905:

Nous avons changé. Par notre pratique d'abord. Dans nos textes ensuite. Notre déclaration de principes hier, notre projet aujourd'hui théorisent cette évolution que nous devons pleinement assumer. Oui, nous pensons que l'économie de marché constitue le moyen de production et d'échange le plus efficace. Non, nous ne croyons plus à une rupture avec le capitalisme. C'est déjà beaucoup que de le dire. Mais accepter le marché ne signifie en aucun cas laisser la victoire idéologique au capitalisme<sup>411</sup>.

La «rupture révolutionnaire» que les socialistes avaient théorisée sous diverses formes jusqu'au début des années 80 a vécu. Désormais, les socialistes reconnaissent que «le capitalisme borne

---

<sup>408</sup> Parti socialiste, «Déclaration de principes 1990», cité in J. Maret, A. Houlou, op. cit., p. 177.

<sup>409</sup> J. Moreau, op. cit., p. 298.

<sup>410</sup> Parti socialiste, «Le projet pour les socialistes: un nouvel horizon», *Vendredi*, supplément au no 126, 20 Décembre 1991, p. 5.

<sup>411</sup> P. Mauroy, «Avant-propos», in *Un nouvel horizon. Texte définitif du projet, Le Poing et la rose*, no 135, janvier 1992, p. 14.

[leur] horizon historique», même s'«il ne doit pas borner [leur] capacité d'analyse et de critique»<sup>412</sup>. J.-P. Chevènement, ancien dirigeant du CERES, remarque que ce projet a pour ambition de mettre la doctrine du parti en accord avec une pratique gouvernementale ouvertement réformiste. A ce titre, il s'agit en quelques sorte du «Bad-Godesberg»<sup>413</sup> du PS, une «normalisation» par rapport aux doctrines réformistes de l'ensemble des partis sociaux-démocrates européens<sup>414</sup>.

L'arrivée au pouvoir en 1997 du néo-travilliste britannique Tony Blair a indirectement réactivé les discussions internes au sein PS sur la question de l'«identité des socialistes français». Lors d'une intervention publique à l'occasion de l'université d'été du PS à la Rochelle en août 1998, Lionel Jospin, dans une posture assez blumienne, a distingué entre les moyens et la fin politique. Selon lui, si les moyens doivent être adaptés à l'évolution socio-économiques de la société, la fin — la justice sociale, la maîtrise collective de la destinée des hommes, l'approfondissement de la démocratie — est intangible<sup>415</sup>. N'épousant guère la position de Tony Blair qui vante les «vertus de la «flexibilité» dans le domaine du travail ou qui semble se résigner aux «aspects incontrôlables» de

---

<sup>412</sup> Parti socialiste, *Un nouvel horizon. Texte définitif du projet*, op. cit., p. 32.

<sup>413</sup> Lors du congrès de Bad-Godesberg en 1959, le SPD rompt officiellement avec le marxisme et se présente comme «parti du peuple tout entier», et non plus comme le représentant privilégié de la classe ouvrière. Cf A. Bergounioux, B. Manin, *Le Régime social-démocrate*, Paris, PUF («Recherches politiques»), 1989, p. 121.

<sup>414</sup> Particulièrement depuis la ré-écriture de la Clause IV du Parti travailliste britannique décidée par Tony Blair en 1994. Cette clause statutaire prévoyait jusqu'à son abrogation en 1994 la socialisation des moyens de production. Cf T. Blair, «New Clause IV», in *New Britain. My Vision of a New Country*, London, Fourth Estate, 1996, pp. 51-56.

<sup>415</sup> «Je ne partage pas l'opinion émise jadis par Bernstein: "La fin n'est rien, le mouvementest tout". L'Histoire a fait justice d'un autre slogan: "La fin justifie les moyens". Pour moi, le socialisme démocratique, c'est l'invention constante d'une juste articulation entre les fins et les moyens. Ce sont nos valeurs qui fondent notre identité politique, plus que les moyens à mettre en oeuvre pour les atteindre. Si les fins que poursuit notre engagement doivent rester pérennes, les moyens, eux, peuvent être reconsidérés, adaptés, voire changés, si les circonstances le requièrent, si c'est là la condition pour qu'ils restent efficaces et continuent à faire vivre nos valeurs. Pour ma part, je reste ferme quant aux fins, mais je sais être souple quant aux moyens». L. Jospin, «Intervention à l'université d'été du Parti socialiste à la Rochelle», 30 août 1998, document dactylographié, Parti socialiste, p. 12.

la mondialisation de l'économie<sup>416</sup>, Jospin remarque que le marché n'est qu'une simple «technique de production», mais en aucune manière une «valeur». Il réaffirme également à cette occasion l'importance de l'Etat comme élément régulateur des «inégalités» provoquées par le marché<sup>417</sup>.

## B. Identité socialiste et culture de gauche

### *Le socialisme français ou l'impossible social-démocratie*

Comme le remarquent Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, la «définition de l'identité du socialisme français n'est jamais allée de soi»<sup>418</sup>, au point que l'on a souvent considéré le cas français comme «exceptionnel» dans le paysage de la social-démocratie européenne, voire même comme un parti non-susceptible de recevoir le qualificatif de «social-démocrate»<sup>419</sup>. A l'appui de cette thèse, on peut arguer du caractère ténu voire inexistant des relations entre le PS et les syndicats<sup>420</sup> et le monde du

---

<sup>416</sup> Voir sur ce point Ph. Marlière, «Le blairisme, un "thatchérisme à visage humain"?», *Les Temps modernes*, no 601, octobre-novembre 1998, p. 141.

<sup>417</sup> Ceci est résumé par la subtile distinction qu'il fait entre une «économie de marché» (qu'il est résigné à accepter) et une «société de marché» (qu'il récuse vigoureusement). CFL Jospin, op. cit., p. 14. Ce débat a connu des prolongements plus récents sous la forme d'une discussion «confraternelle» entre socialistes français et travaillistes britanniques à propos des «convergences» et «divergences» politiques entre les deux partis. Cf H. Weber, «Parti socialiste et New Labour: convergences et divergences», *La Revue socialiste*, no 1, printemps 1999, pp. 18-31.

<sup>418</sup> A. Bergounioux, G. Grunberg, *Le Long remords du pouvoir. Le Parti socialiste français, 1905-1992*, Paris, Fayard («L'Espace du politique»), 1992, p. 11.

<sup>419</sup> A. Bergounioux, B. Manin, *La Social-démocratie ou le compromis*, Paris, PUF, 1979, p. 14.

<sup>420</sup> A l'exception peut-être d'une brève période (1974-81) au cours de laquelle la CFDT appelle à voter en faveur de F. Mitterrand lors de l'élection présidentielle de 1974 pour la première fois. A la suite de cette prise de position, plusieurs milliers de militants CFDT adhèrent au PS à l'occasion des Assises du socialisme de 1974. Une forte contestation de ce rapprochement au sein de la CFDT débouche sur une prise de distance à partir de l'élection de F. Mitterrand en 1981. Voir sur ce point H. Portelli, *Le Parti socialiste*, Paris, Montchrestien («Clefs-Politique»), 1992, pp. 60-61. Favorable à l'entreprise de «modernisation» mise en chantier par le gouvernement Fabius (1984-86), la CFDT n'appelle plus à voter socialiste lors de l'élection législative de 1986. Cf R. Mouriaux, *Le syndicalisme en France depuis 1945*, Paris, La Découverte («Repères»), 1994, p. 108.

travail en général, ainsi que la faible pénétration militante au sein de la classe ouvrière<sup>421</sup>. Certains auteurs ont été jusqu'à nier la nature authentiquement socialiste du PS. Hugues Portelli estime que les racines républicaines du PS l'ont fait très tôt basculer dans le réformisme en dépit de son attachement à une «rhétorique révolutionnaire». Il situe même le PS comme le continuateur du Parti radical, dans le sens où il jouerait le rôle rempli par les radicaux au début du siècle: tout comme le Parti radical, le PS présente un profil interclassiste, ainsi qu'une forte distortion entre les dirigeants du parti issus des classes moyennes / supérieures et l'électorat davantage populaire<sup>422</sup>. A l'opposé de cette approche, d'autres auteurs concluent du long refus du PS à accepter le discours et la culture de compromis de la social-démocratie, de sa revendication de «rupture» avec le capitalisme inscrite dans tous ses programmes jusque 1981, de son alliance électorale puis gouvernementale avec le Parti communiste, au caractère hybride du socialisme français. Celui-ci serait à mi-chemin entre la social-démocratie et le communisme<sup>423</sup>. Pour Bergounioux et Grunberg, le socialisme français — à l'instar des partis sociaux-démocrates — s'est développé en articulant deux grandes dynamiques politiques de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle: l'essor du régime démocratique et du mouvement ouvrier ce qui, selon les deux auteurs, a garanti aux socialistes français l'occupation d'un espace politique distinct des communistes (soupçonnés par les socialistes d'être «anti-démocrates» ou «liberticides» à partir de l'expérience soviétique) et des républicains socialistes (simples porte-parole des classes moyennes républicaines)<sup>424</sup>. Produit de cette synthèse, le socialisme français a donc (comme les communistes) préconisé la socialisation

---

<sup>421</sup> L'ensemble des études consacrées à la sociologie des adhérents du PS depuis les années 70 montre que ceux-ci sont très majoritairement issus des couches moyennes salariées dotées avant tout d'un capital culturel assez élevé (enseignants) et dans une moindre mesure d'un capital économique important (professions libérales). Voir, par exemple, H. Rey, F. Subileau, *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris, PFNSP, 1991, pp. 63-78.

<sup>422</sup> H. Portelli, *Le socialisme français tel qu'il est*, Paris, PUF, 1980, pp. 140-41.

<sup>423</sup> Cf F. Fejtö, *La social-démocratie quand même*, Paris, Laffont, 1980 et B. Lazitch, *L'échec permanent. L'alliance communiste-socialiste*, Paris, Lafont, 1978.

<sup>424</sup> A. Bergounioux, G. Grunberg, *Le long remords du pouvoir*, op. cit., p. 12.

des moyens de production en remplacement du capitalisme, ce qui devait amener l'émancipation du prolétariat et une société sans classe<sup>425</sup>, tout en acceptant, par foi démocratique, de respecter les règles de l'action parlementaire. Pour reprendre l'expression célèbre de Karl Kautsky, le PS a été ce «parti révolutionnaire qui ne faisait pas la révolution».

Marc Sadoun relève que la synthèse du socialisme français l'a *de facto* placé dans une situation d'«entre-deux» souvent douloureux à gérer sur le plan de la pratique politique et gouvernementale:

Sur le plan des idées, le socialisme a bien proposé une solution intermédiaire qui associait la raison du libéralisme politique à l'eschatologie de l'unité sociale, mais il n'a jamais pu donner forme à son projet, s'est toujours heurté à la dissociation des plans qu'il voulait réunir<sup>426</sup>.

A partir de cette situation «d'entre-deux», Sadoun observe un paradoxe: le socialisme français reconnaît d'une part la légitimité de la démocratie parlementaire au nom de la valeur de l'individu, de la reconnaissance de l'autre et du pluralisme, mais d'autre part la combat au nom de la réconciliation finale de la société<sup>427</sup>. Toutefois, entre la «communauté des fins» qui le rapprochait du communisme, et la «communauté des moyens»<sup>428</sup> qui le reliait au libéralisme, le socialisme a, selon Sadoun, toujours privilégié sa parenté libérale<sup>429</sup> marquant dans la pratique le caractère illusoire d'une «troisième voie» entre communisme et libéralisme<sup>430</sup>. Bergounioux et Grunberg soutiennent la thèse selon laquelle l'«exceptionnalité française» tient à un double facteur: d'une

---

<sup>425</sup> C. Willard, *Socialisme et communisme français*, Paris, A. Colin, 1978, pp. 127-28.

<sup>426</sup> M. Sadoun, *De la démocratie française. Essai sur le socialisme*, Paris, Gallimard («Essais»), 1993, p. 18.

<sup>427</sup> M. Sadoun, *De la démocratie française*, op. cit., pp. 14-15.

<sup>428</sup> M. Sadoun, *De la démocratie française*, op. cit., p. 18.

<sup>429</sup> Cf infra l'étude du discours de Léon Blum au Congrès de Tours.

<sup>430</sup> M. Sadoun, *De la démocratie française*, op. cit., p. 18.



part, elle s'explique par l'antériorité du régime républicain et de la démocratie parlementaire (1848 et 1875) à l'unification du mouvement socialiste (1905). Le PS unifié de 1905 n'a donc pu revendiquer l'obtention de la démocratie politique. N'ayant pas eu à lutter directement pour l'obtention du suffrage universel, l'attachement du PS à la démocratie parlementaire n'a donc pas été inconditionnel<sup>431</sup>, alors qu'elle fut entièrement intégrée aux partis sociaux-démocrates. Il fallut la force de conviction de Jaurès pour faire pleinement accepter aux militants le caractère intangible du suffrage universel. Ceci fut acquis en réaffirmant toutefois fermement l'objectif final des socialistes: le remplacement de l'ordre capitaliste et libéral par la société socialiste<sup>432</sup>.

D'autre part, la nature bourgeoise du PS (dirigé par des intellectuels issus des classes moyennes et la création du parti en dehors du mouvement syndical, à l'inverse du travaillisme britannique) expliquent l'absence d'une structure partisane social-démocrate depuis l'origine jusqu'à nos jours<sup>433</sup>. Par ailleurs, à l'inverse du travaillisme britannique, le PS n'a pas été le premier «parti ouvrier» sur le plan électoral. En outre, la plupart de ses dirigeants n'étaient pas issus du prolétariat (e.g. Jaurès, Guesde, Blum)<sup>434</sup>. Selon les deux auteurs, le marxisme a ainsi permis au PS de faire oublier sa faible assise ouvrière. Ceci tendrait donc à expliquer l'attachement du PS à l'«orthodoxie doctrinale de la II<sup>e</sup> Internationale» et le rejet du pragmatisme réformiste des partis sociaux-démocrates du Nord ou encore du révisionisme bersteinien<sup>435</sup>.

---

431 Le courant guesdiste, en particulier, revendiquait cette ambivalence vis-à-vis du suffrage universel en utilisant dans ses discours la formule: «Par le bulletin ou le fusil».

432 A. Bergounioux, G. Grunberg, *Le long remords du pouvoir*, op. cit., p. 26.

433 A. Bergounioux, G. Grunberg, *Le long remords du pouvoir*, op. cit., p. 16.

434 A. Bergounioux, G. Grunberg, *L'utopie à l'épreuve. Le socialisme européen au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Ed. de Fallois, 1996, p. 53.

435 Ibid.

Dans une volumineuse étude consacrée à la gauche en France, Jean Touchard tente d'isoler les caractéristiques majeures de la «conscience de gauche» des années 1900. Il en relève trois majeures: la défense de la République contre les monarchistes et la droite réactionnaire, la démocratie politique et sociale, corollaire ou aboutissement selon Jaurès du régime républicain, et l'anticléricalisme. A l'inverse du philosophe travailliste britannique R.H. Tawney, qui argue que l'idée socialiste et la notion «d'égalité entre les hommes» est d'ordre religieux et rapproche de Dieu<sup>436</sup>, le socialisme français présente un profil résolument anticlérical, en réaction contre l'alliance de l'armée et de l'Eglise à l'occasion de l'Affaire Dreyfus<sup>437</sup>. Cette laïcité de combat contre la nature «réactionnaire» et «obscurantiste» de l'Eglise catholique s'explique historiquement par la querelle scolaire entre partisans de l'Ecole laïque et les tenants de l'école privée confessionnelle. Cette guerre scolaire commence avec la loi de 1882 qui instaure la scolarité gratuite et obligatoire pour tous. Elle est suivie, en 1905, par l'autre loi fondamentale de la laïcité française qui prévoit la séparation entre l'Eglise et l'Etat. C'est sur le terrain de l'enseignement que la lutte entre laïcs et cléricaux sera la plus vive et d'un contenu ouvertement idéologique, car renvoyant les partisans de chaque camp à gauche ou à droite du spectre politique<sup>438</sup>. L'enjeu est de taille pour l'Eglise car la laïcisation de la société française de l'époque et son corollaire, le développement d'une moralité citoyenne indépendante du dogme catholique,

---

<sup>436</sup> «In order to believe in human equality, it is necessary to believe in God (...). What is wrong with the modern world is that having ceased to believe in the greatness of God, and therefore the infinite smallness (...) of man, it has to invent or emphasise distinctions between men» in J.M. Winter, D.M. Joslin, *R.H. Tawney's Common Place Book*, Cambridge, Cambridge UP, 1972, p. 58, cité in G. Foote, *The Labour Party's Political Thought. A History*, Beckenham, Croom Helm, 1985, p. 74.

<sup>437</sup> J. Touchard, *La gauche en France depuis 1900*, Paris, Seuil («Points-Histoire»), 1977, p. 73.

<sup>438</sup> C. Langlois, «Catholiques et laïcs», in P. Nora (ed), *Les lieux de mémoire*, Vol. III: *Les France*, Paris, Gallimard («Bibliothèque Illustrée des Histoires»), 1992, p. 146.

remet en cause le rôle normatif de l'Eglise<sup>439</sup>. Celle-ci s'oppose farouchement à l'autonomie du pouvoir civil, arguant du fait que le catholicisme ne constitue pas simplement une religion, mais est avant tout une «identité que la nation doit préserver»<sup>440</sup>. L'affrontement entre les partisans du camp du laïc et ceux du camp catholique est sous-tendu par un désaccord profond sur ce que doit constituer le fondement d'une éthique sociale, garante du lien social: doit-il s'agir d'une morale découlant du dogme chrétien, ou au contraire, doit-elle reposer sur un socle de valeurs ayant pour simple référence le genre humain? L'intelligentsia républicaine et socialisante de la III<sup>e</sup> République concourt à l'édification d'une «morale laïque», qui est dispensée aux jeunes scolarisés dans l'Ecole de la République. Le rôle de l'instituteur — surnommé le «hussard noir de la République» — est à cet égard fondamental. C'est par son entremise qu'une série de «valeurs laïques essentielles» est enseignée aux jeunes écoliers. L'instituteur de la III<sup>e</sup> République insiste sur la nature tolérante de l'Ecole laïque, école ouverte à tous, «sans distinction d'opinion ni de religion», y compris aux filles jusqu'alors largement exclues de l'enseignement. Il apprend l'histoire du peuple de France, des ancêtres qui, «pendant des siècles entiers ont travaillé, sué, souffert, lutté», il exhorte l'amour de la patrie, montre le caractère «malfaisant» et «inutile» de la monarchie et de l'Eglise dans les derniers moments de l'Ancien régime, célèbre l'avènement de la Révolution et des principes contenus dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Il célèbre les savants de la République, tel Pasteur ou ses écrivains, tel Hugo, cherche à développer un sens aigu de la critique et de l'analyse, célèbre le droit de suffrage universel chèrement acquis par les insurrections répétées du mouvement ouvrier, sensibilise les jeunes esprits à l'idée d'Egalité. Il leur demande de se mobiliser contre l'injustice sociale et contre les ennemis de l'Ecole laïque, il

---

<sup>439</sup> Voir sur ce point l'article de synthèse sur la laïcité en France: Ph. Marlière, «Le principe de laïcité en France», *Franco-British Studies*, no 23, printemps 1997, pp. 41-56.

<sup>440</sup> Y. Déloye, «Gouverner les citoyens: normes civiques et mentalité en France», *L'Année sociologique*, 46, no 1, 1996, p. 98.

apprend les «textes sacrés» de la République. Il développe surtout une morale dégagée de Dieu<sup>441</sup>, qui prône une «science du devoir» où les notions d'effort, de discipline, d'honnêteté et de dévouement forment le ciment de cette éducation républicaine. Les devoirs sont en premier lieu dûs aux parents, à la Patrie, à la Société et même à l'Humanité tout entière<sup>442</sup>.

Très représentatif de cette idéologie dominante, le «socialisant» Emile Durkheim enseigne à la Sorbonne un cours intitulé *L'éducation morale* en 1902-1903, et insiste en préambule sur la nécessité d'une «morale laïque» reposant entièrement sur le postulat selon lequel «il n'y a rien dans le réel que l'on ne soit fondé à considérer comme radicalement réfractaire à la raison humaine»<sup>443</sup>. Durkheim n'entend pas, par là même, que la «science puisse en fait épuiser le réel», mais «nie seulement que l'on ait le droit de regarder aucune partie de la réalité, aucune catégorie de faits comme invinciblement irréductible à la pensée scientifique, c'est-à-dire comme irrationaliste dans son essence»<sup>444</sup>.

Les bases «éthiques» de la laïcité française ont donc été posées dans un environnement catholique hostile. Au fur et à mesure que les institutions de la République se sont renforcées et que plusieurs générations de jeunes citoyens ont pu être formées par le «moule» de l'Ecole laïque, la «guerre des deux France»<sup>445</sup> a progressivement baissé en intensité. L'Eglise s'étant peu à peu ralliée aux principes politiques et moraux dérivés de la laïcisation, l'opposition frontale Eglise-camp laïque n'est plus aujourd'hui à l'ordre du jour. Il n'en reste pas moins que l'idéal laïque demeure aujourd'hui l'une des

---

<sup>441</sup> Dans un recueil d'autobiographies d'instituteurs du début du siècle, Jacques Ozouf va même jusqu'à parler d'un «catéchisme républicain» à propos de la litanie de valeurs et de principes que les instituteurs de cette époque dispensent à leurs élèves. Cf *Nous les maîtres d'école: autobiographies d'instituteurs de la belle époque*, Gallimard («Folio-Histoire»), Paris, 1993, pp. 231-59.

<sup>442</sup> J. Ozouf, op. cit., pp. 253-54.

<sup>443</sup> E. Durkheim, *L'éducation morale*, PUF («Quadrige»), Paris, 1963, p. 3.

<sup>444</sup> E. Durkheim, op. cit. p. 4.

<sup>445</sup> E. Poulat, *Liberté laïcité: la guerre des deux France et le principe de la modernité*, Paris, Le Cerf, 1987.

pierres angulaires de l'identité socialiste en France<sup>446</sup>. «Parti d'enseignants»<sup>447</sup>, l'attachement à la laïcité reste par conséquent très marqué au sein du parti. L'aspect «pédagogique» et «émancipateur» que revêt en théorie la notion et le «rejet moral de l'enseignement religieux» (jugé attentatoire à la liberté individuelle et la formation d'un esprit critique)<sup>448</sup>, permettent certainement d'expliquer l'adhésion très forte du corps enseignant à la laïcité<sup>449</sup>.

Claude Nicolet note que le terme «cléricalisme» fut inventé ou à tout le moins utilisé par les républicains (puis par les socialistes) pour mettre en garde contre la pénétration ou l'influence — réelle ou supposée — du catholicisme au sein de l'Education nationale<sup>450</sup>. Une expression laïque à tendance anticléricale traversera le socialisme français et induira une fracture irréparable entre croyants et non-croyants y compris sur le plan des comportements politiques<sup>451</sup> jusqu'aux années 70. A partir du

---

<sup>446</sup> La déclaration de principes du PS, sorte de charte de l'identité des socialistes français, affirme que: «Le Parti socialiste est fermement attaché à la liberté de conscience et à la laïcité de l'Etat et de l'école». Parti socialiste, *Guide de l'adhérent*, Publié par le Secrétariat à la Formation, 1996, p. 29.

<sup>447</sup> Une enquête de 1985 montre que les enseignants sont sur-représentés au sein du PS par rapport à leur poids dans la population française active. Les professeurs et professions scientifiques forment 9% des adhérents du PS (pour 1% dans la population active) et les instituteurs 17% (pour 3% dans la population active). Cf H. Rey, F. Subileau, *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, op. cit., p. 66.

<sup>448</sup> G. Defois, «La laïcité, vue d'en face», *Pouvoirs*, no 75, novembre 1995, p. 30.

<sup>449</sup> Lors de la dernière manifestation d'ampleur du camp laïc dans les rues de Paris en janvier 1994, un sondage cerne le type-idéal du manifestant laïc: il s'agit d'un «homme, de gauche, instituteur ou professeur, quadragénaire et sans religion». Cf *Libération*, 18 janvier 1994, pp. 1-6. Un sondage récent réalisé par le Parti socialiste auprès de 12,291 adhérents montre une position laïque «classique» très tranchée à propos du port du foulard dans les écoles publiques. A la question posée: «Peut-on tolérer le port du foulard islamique à l'école?», les réponses sont comme suit: tout à fait d'accord: 6%, assez d'accord: 14%, peu d'accord: 24%, pas d'accord du tout: 54%, sans réponse: 2%. Parti socialiste, «Questionnaire aux adhérents», *L'Hebdo des socialistes*, no 76, 9 octobre 1998, p. 16.

<sup>450</sup> C. Nicolet, *L'idée républicaine en France. Essai d'histoire critique*, Paris, Gallimard, 1982, p. 448.

<sup>451</sup> Sur le plan du comportement électoral, l'absence de croyance et de pratique religieuse demeure aujourd'hui la variable sur-déterminante du vote de gauche (communiste et socialiste), et ce davantage que les variables de la classe sociale, du sexe, du capital économique ou culturel. Inversement, l'élévation du niveau de pratique religieuse éloigne du vote de gauche et rapproche des partis conservateurs modérés (UDF et RPR). Cf G. Michelat, M. Simon, «Religion, classe sociale, patrimoine et comportement électoral: l'importance de la dimension symbolique»,

congrès d'Epinay, le recrutement de catholiques pratiquants se trouve pour la première fois favorisé, avec en particulier l'arrivée de bataillons de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), de la CFDT et du PSU qui gonfleront essentiellement le courant rocardien dans les années 70 et 80<sup>452</sup>.

### *La pastorale révolutionnaire*

De nombreux analystes du Parti socialiste ont relevé les différents cycles de fondation et renouveau du Parti socialiste<sup>453</sup>. Dans une étude récente, Jacques Moreau note que l'ouverture de chaque cycle a été l'occasion pour le parti de réaffirmer son «identité révolutionnaire»<sup>454</sup>. Que ce soit en 1789, lors de la création du Parti Ouvrier Français (POF) de Jules Guesde, en 1905, lors de la fondation de la SFIO, en 1920, lorsque les minoritaires décidèrent de rester au sein de la «veille maison», en 1946, avec l'arrivée aux commandes de Guy Mollet qui évince le blumiste Daniel Mayer, et enfin en 1971, lors du congrès d'Epinay, le PS a réaffirmé à chaque fois sa vocation de «parti de rupture» avec le capitalisme. La réactivation récurrente de la doctrine et de ce que l'on pourrait appeler la «pastorale révolutionnaire» socialiste, a laissé peu de place au verbe maniant la modération et le souci du compromis. Moreau estime que cette geste et rhétorique maximaliste explique en grande partie les conflits qui ont déchiré le parti à intervalles réguliers. Il en conclut que la fidélité longtemps revendiquée du

---

in D. Gaxie (ed), *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*, Paris, PFNSP, 1989, pp. 291-322.

<sup>452</sup> L'arrivée au PS de militants catholiques de gauche introduit un élément étranger à la culture laïque et anticléricale du PS. R. Cayrol note que les militants catholiques de gauche vont apporter au PS une «représentation morale» de la politique, et valoriser l'idée autogestionnaire dans un environnement laïc traditionnellement étatiste et jacobin. Cf R. Cayrol, «L'univers politique des militants socialistes. Une enquête sur les orientations, courants et tendances du Parti socialiste», *Revue française de science politique*, no 25, Vol. 1, février 1975, pp. 23-52.

<sup>453</sup> Voir, par exemple, A. Bergounioux, G. Grunberg, *Le long remord du pouvoir*, op. cit.

<sup>454</sup> J. Moreau, *Les socialistes français et le mythe révolutionnaire*, op. cit., pp. 24-25.

socialisme français à des positionnements radicaux depuis longtemps rejetés par les autres partis sociaux-démocrates, a occasionné discordances et désenchantements continuels entre le verbe, révolutionnaire, et la pratique politique, résolument réformiste<sup>455</sup>. Il apparaît que depuis les passages répétés au pouvoir pendant les années 80 et 90 (et le congrès «doctrinal» de la Défense en 1991), cette ambivalence a cessé. Portelli remarque que lors de la dernière refondation du Parti socialiste en 1969-71, le rappel de la «doctrine révolutionnaire» s'explique par la sociologie particulière du parti: les enseignants y occupant une place prépondérante, auraient orienté plus volontiers les socialistes vers les discussions théoriques et idéologiques<sup>456</sup>. Ce facteur peut être corrélé à d'autres variables dépendantes de la conjoncture politique des années 70: la «démonisation» du molletisme et de la SFIO dans les cercles de la Nouvelle gauche<sup>457</sup>, l'intensité du débat idéologique dans l'ensemble de la gauche française suivant les événements de mai 68, et le besoin de se démarquer idéologiquement du Parti communiste, allié au PS avec le Programme commun (1971-78). L'expérience gouvernementale des années 80 et 90 aurait, selon certains analystes, mis un terme à cette pastorale révolutionnaire. Dans un premier temps, Laurent Fabius, jeune premier ministre socialiste (1984-86), aurait provoqué un premier recentrage marqué, autour du thème de la «modernisation» économique et politique du pays<sup>458</sup>. Puis, Michel Rocard (1988-91) aurait accentué ce mouvement de désidéologisation par «glissements successifs»<sup>459</sup>,

---

<sup>455</sup> J. Moreau, *Les socialistes français et le mythe révolutionnaire*, op. cit., p. 31.

<sup>456</sup> H. Portelli, *Le Parti socialiste*, op. cit., p. 90.

<sup>457</sup> E. Melchior, *Le PS, du projet au pouvoir*, Paris, Les Editions de l'Atelier, 1993, p. 29.

<sup>458</sup> Voir sur ce point P. Brauns, «Modernisation, l'«occupation» d'un mot-clé par le Parti socialiste», *Mots*, no 22, mars 1990, pp. 32-42, F. Sawicki, «Laurent Fabius: du "Giscard de gauche" au "socialiste moderne". Analyse de la formation d'une identité politique», *Pôle sud*, no 1, automne 1994, pp. 35-60, et L. Fabius, *C'est en allant vers la mer*, Paris, Seuil, 1990.

<sup>459</sup> J. Derville, «Les mutations inachevées du discours socialiste», *Regards sur l'actualité*, no 171, mai-juin 1991, p. 47.

en pratiquant l'«ouverture» politique<sup>460</sup> et en prônant une politique reposant sur le «dialogue», la «recherche du compromis social» et la priorité donnée à l'«action pragmatique»<sup>461</sup>.

L'expérience des années 80 et 90 a également posé la question des rapports entre la pratique gouvernementale et les principes moraux du socialisme<sup>462</sup>. Le deuxième septennat de F. Mitterrand est marqué par plusieurs scandales financiers<sup>463</sup> et humains<sup>464</sup>. Yves Mény remarque que des pratiques de corruption qui ont été portées à la connaissance du public ont provoqué un malaise croissant au sein des militants et de l'électorat socialistes. Un système où coexistaient un discours officiel érigeant le parti en «paladin de la vertu et de la moralité publique»<sup>465</sup> (Cf les diatribes de F. Mitterrand contre «l'argent qui corrompt, l'argent qui tue», contre la haute finance, les affairistes et l'exploitation du capitalisme du début des années 80) et des pratiques frauduleuses, a été dévoilé et ces révélations ont contribué à détourner de nombreux électeurs de gauche du Parti socialiste. La morale, arme dans le combat du socialisme contre la bourgeoisie et la droite, s'est

---

460 L'«ouverture» (1988-91) consista à former un gouvernement majoritairement composé de socialistes et de quelques ministres venant de l'UDF, formation de centre-droit.

461 Voir le recueil de textes politiques écrits entre 1986 et 1989 par M. Rocard: *Un pays comme le nôtre*, Paris, Seuil, 1989.

462 S. Hazareesingh, *Political Traditions in France*, Oxford, Oxford UP, 1994, p. 256.

463 La société d'études Urba avait pour objet de prélever de l'argent auprès d'entreprises locales contre l'obtention de marchés publics afin de pouvoir financer les campagnes électorales du PS.

464 Le point culminant du climat délétère aux sommets de l'Etat socialiste est marqué, au début des années 90, par le suicide de l'ancien premier ministre Pierre Bérégovoy. Ce dernier était très affecté par les attaques de la presse dont il faisait l'objet au sujet d'un prêt sans intérêt qu'il aurait reçu d'un homme d'affaires proche du Parti socialiste. Cf CRL et P.R., «Une image d'intégrité trois fois écornée», *Libération*, 3 mai 1993, pp. 6-7.

465 Y. Mény, «La décennie de la corruption», *Le Débat*, no 77, nov.-déc. 1993, pp. 16-17. Voir également du même auteur: *La corruption de la République*, Paris, Fayard, 1992, «Les formes discrètes de la corruption», *French Politics and Society*, no 4, Vol. 11, automne 1993, pp. 4-15 et «L'argent et la politique», *Pouvoirs*, no 65, 1993, pp. 71-75.



retournée contre le Parti socialiste qui perdit lourdement les élections législatives de 1993<sup>466</sup>.

On pourrait enfin estimer que la pratique du «double langage» dont le Parti socialiste a souvent été accusé (i.e. une rhétorique révolutionnaire et une pratique politique réformiste, électoraliste et parlementariste), ne permet pas de saisir l'une des dynamiques caractéristiques de la vie politique française (et en particulier de la gauche), couramment dénommée «sinistrisme»<sup>467</sup>. Par sinistrisme (du latin *sinister*, gauche), il faut entendre la tendance centrifuge des luttes symboliques et idéologiques entre formations de gauche, qui incitent la formation positionnée la plus à droite à donner des gages de sa «pureté idéologique» menacée par une position objectivement plus centriste et droitiste. Cette dynamique est sous-tendue par la «valorisation» de la gauche, associée pendant longtemps «à une certaine conception du progrès»<sup>468</sup>, et plus récemment à une certaine empathie pour le sort des plus défavorisés. Le sinistrisme a été particulièrement virulent entre communistes et socialistes<sup>469</sup> à partir de la création du PCF en 1920 et jusqu'aux années 80. Pendant cette période, le PS, officiellement «marxiste» et «révolutionnaire» et en compétition directe avec le PCF auprès de l'électorat ouvrier, a dû répondre aux attaques du rival communiste qui l'accusait de «dérive droitiste», de «trahison» ou de «collaboration» avec les partis de centre-droit<sup>470</sup>. Le PS, sommé par le PCF de justifier sa position, devait

---

<sup>466</sup> R. Rémond note: «C'est une des causes de l'amertume des socialistes après chaque période d'occupation du pouvoir: après le gouvernement Mollet qui suscita un ressentiment durable chez les militants, et plus récemment, après dix ans de gouvernement socialiste. La déception d'ordre moral est une des composantes de ce désenchantement». R. Rémond, «L'arme de la morale en République», *Pouvoirs*, no 65, 1993, p. 47.

<sup>467</sup> A. Siegfried, *Tableau des partis en France*, Paris, Grasset, 1930, pp. 70 et s.; Ch. Seignobos, *Études de politique et d'histoire*, Paris, PUF, 1934, pp. 301 et s. et A. Thibaudet, *Les idées politiques de la France*, Paris, Stock, 1932, pp. 15, 33 et 50.

<sup>468</sup> F. Goguel, A. Grosser, *La politique en France*, Paris, A. Colin («Collection U»), p. 23.

<sup>469</sup> Voir en particulier M. Sadoun, «La loi du sinistrisme. Sur la SFIO et le PCF dans l'entre-deux-guerres», in *Mélanges en hommage à Maurice Duverger*, Paris, PUF, 1988, pp. 425-435.

<sup>470</sup> Dans les années 20 et 30, C. Willard remarque que «(...) entre les deux partis le ton est souvent à l'outrance verbale, à l'injure. Le PCF dénonce volontiers le «social-

alors rassurer ses militants et son électorat, et redonner toutes les garanties d'un positionnement «clairement à gauche» que sa doctrine proclamait, mais que sa pratique gouvernementale venait souvent contredire.

### C. Une message exemplaire: pédagogie et militantisme

Les quatre textes retenus ont été choisis parce qu'ils proposent une lecture exemplaire de la tradition socialiste française, un discours idéal-typique de l'identité du mouvement socialiste. Pour cette raison, le Parti socialiste dans son ensemble, ses dirigeants ou les publications officielles du parti s'y réfèrent régulièrement ou en republient des extraits ou l'intégralité. Le choix de ces quatre textes n'est évidemment pas exhaustif. Il comporte même une part d'arbitraire, si l'on considère que d'autres textes ou discours auraient pu être également retenus. Ils ont été choisis, car ils ont été prononcés par des dirigeants de premier plan du parti, et renvoient à des moments critiques de l'histoire du parti («Les deux méthodes» ou le «Discours du congrès de Tours»). Ils servent à rappeler et à consolider la doctrine du parti contestée par des forces externes au parti (le communisme) ou internes (le «maximalisme» guesdiste). Ces discours ou textes ont également une vocation pédagogique et de propagande, en particulier lorsqu'ils s'adressent aux jeunes générations («Le discours à la jeunesse»).

#### *Jean Jaurès: le «Discours à la jeunesse»*

Le «Discours à la jeunesse» fut prononcé par le député Jean Jaurès devant les élèves du lycée d'Albi, ville du Tarn. De retour dans le lycée où il fut professeur de philosophie avant d'embracer la carrière de parlementaire, Jaurès fait l'éloge de l'humanité et de la paix contre l'ignorance et la guerre. Il recommande à son jeune auditoire de lui «faire un large crédit», même s'il considère que

---

fascisme», le «social-chauvinisme», le «social-flic». C. Willard, *Socialisme et communisme*, op. cit., p. 133.

cette «confiance» en l'humanité ne doit être «ni sotte, ni aveugle, ni frivole», et qu'elle ne doit pas «ignore[r] les vices, les crimes, les préjugés, les égoïsmes de tout ordre, égoïsme des individus, égoïsme des castes, égoïsme des partis, égoïsme des classes»<sup>471</sup>. Le point central de son intervention, lyrique dans la forme, est consacré au régime républicain. Ce régime est, pour Jaurès, synonyme d'«acte de confiance»<sup>472</sup>, puisque l'instauration de la République signifie la démocratisation de la vie politique permettant de «concilier la liberté et la loi», le mouvement et l'ordre», et assure que chaque citoyen ait à cœur de «s'occuper de la chose commune»<sup>473</sup>. Jaurès, en républicain pédagogue, rappelle aux jeunes élèves que la victoire de la République n'allait pas de soi puisque même les révolutionnaires de 1789 et de 1791 ne conçurent pas l'avenir du pays en dehors d'une monarchie constitutionnelle<sup>474</sup>. Au moment où Jaurès parle, le mouvement monarchiste s'oppose encore fortement au jeune régime républicain, et une légère incertitude demeure alors quant à l'issue du combat entre les deux camps. La République que célèbre Jaurès n'est pas celle de l'aristocratique République romaine, mais celle où il n'y a que des «citoyens et où tous les citoyens [sont] égaux. [C'est] la République de la démocratie et du suffrage universel»<sup>475</sup>. Jaurès note que la République ne saurait être totale et démocratique si elle n'est pas «sociale». Thème récurrent chez Jaurès, les fondations politiques démocratiques de la République doivent s'accompagner d'une redistribution démocratique des richesses en faveur des classes les plus économiquement défavorisées, et créer des «droits-créances» concrets et non pas seulement des «droits-libertés abstraits»<sup>476</sup>:

---

<sup>471</sup> J. Jaurès, «Discours à la jeunesse», in Ph. Marlière, *Jean Jaurès et son discours à la jeunesse*, op. cit., p. 9.

<sup>472</sup> J. Jaurès, op. cit., p. 13.

<sup>473</sup> Ibid.

<sup>474</sup> J. Jaurès, op. cit., p. 15.

<sup>475</sup> J. Jaurès, op. cit., p. 19.

<sup>476</sup> Cette distinction est proposée par Lucien Jaume, à propos des deux lectures possibles de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789. L'une, libérale, met l'accent sur l'importance du rappel des droits naturels attachés à la

Le prolétariat dans son ensemble commence à affirmer que ce n'est pas seulement dans les relations politiques des hommes, c'est aussi dans leur relations économiques et sociales qu'il faut faire entrer la liberté vraie, l'égalité, la justice. Ce n'est pas seulement la cité, c'est l'atelier, c'est le travail, c'est la production, c'est la propriété qu'il [faut] organiser selon le type républicain<sup>477</sup>.

Le dernier thème abordé par Jaurès est celui de la paix. Dure ironie quand on connaît la mort tragique du leader socialiste. Jaurès s'emploie à dresser le portrait d'un monde soustrait à la menace de la guerre. Prédissant une société des nations de plus en plus pacifique du fait de l'essor de la démocratie, des progrès de la science et de la solidarité du prolétariat<sup>478</sup>, le discours de Jaurès est sur ce thème politiquement daté<sup>479</sup> et teinté d'un optimisme<sup>480</sup> dont il ne se déparera pas jusqu'à son assassinat en juillet 1914<sup>481</sup>. Ce discours, au-delà d'une expression lyrique un peu sûrannée, résume cependant bien le message pédagogique<sup>482</sup> et d'«espoir»<sup>483</sup>, le «souci

---

personne humaine. L'autre, républicaine et socialiste, insiste sur la nécessité pour les pouvoirs publics d'aménager et d'assurer les conditions socio-économiques de liberté et d'égalité que la Déclaration proclame. Voir L. Jaume (ed), *Les déclarations des droits de l'Homme*, Paris, Flammarion, 1989, p. 64.

<sup>477</sup> J. Jaurès, op. cit., p. 29.

<sup>478</sup> J. Jaurès, op. cit., p. 39.

<sup>479</sup> Il renvoie bien sûr à la déclaration de solidarité prolétarienne internationale contre le capitalisme, qui est proclamée par la II<sup>e</sup> Internationale socialiste.

<sup>480</sup> «Le courage, ce n'est pas de laisser aux mains de la force la solution des conflits que la raison peut résoudre». J. Jaurès, op. cit., p. 45.

<sup>481</sup> Voir, par exemple, J. Rabaut, *Jaurès assassiné*, Bruxelles, Complexe, 1984.

<sup>482</sup> Disciple de Jaurès, Léon Blum est également l'auteur d'un texte demeuré fort célèbre, à destination de la jeunesse, dans lequel on retrouve le même souci jaurésien d'explication pédagogique de l'idéal socialiste à la jeunesse. La brochure rédigée en 1919, est dédiée à son fils alors âgé de dix-sept ans. Au moment du Front populaire, son tirage atteindra 90.000 exemplaires. Tout comme le discours jaurésien, le texte de Blum décrit un socialisme qui repose sur une démarche de volonté et qui articule sur les sentiments de justice et de solidarité. Cf L. Blum, *Pour être socialiste*, Paris, Ed. Jannink, 1982.

<sup>483</sup> D. Faucher, «Jaurès et la jeunesse», in V. Auriol (ed), *Jean Jaurès*, Paris, PUF, 1962, p. 189.

du devenir de l'homme»<sup>484</sup> que le mouvement républicain, puis socialiste ont toujours revendiqué depuis leur création jusqu'à notre époque.

*Jean Jaurès et Jules Guesde: les «Deux méthodes»*

Une conférence organisée à l'hippodrome de Lille en novembre 1900, fait se rencontrer Jean Jaurès et Jules Guesde. Ce débat célèbre dans l'historiographie socialiste voit s'opposer les deux personnalités les plus influentes du mouvement socialiste de l'époque. Au cours de cette rencontre publique, ce sont deux «tactiques» ou «méthodes» différentes de lutte politique en faveur du socialisme qui vont être exposées. Se réclamant tous deux d'un «socialisme révolutionnaire», ce sont donc les modalités d'accès au socialisme qui les séparent, et non le but qui est identique. Le débat intervient à un moment charnière de l'histoire du socialisme français, et a été provoqué par la dispute qui oppose les deux hommes à propos de deux événements qui ont déchiré les socialistes français: l'Affaire Dreyfus et l'entrée dans un gouvernement bourgeois d'un socialiste indépendant, Alexandre Millerand.

L'Affaire Dreyfus bouleverse grandement la société française pendant les dernières années du 19<sup>e</sup> siècle. Dans un réflexe unitaire, les chapelles rivales du socialisme français s'accordent pour dénoncer l'«union du sabre et du goupillon»<sup>485</sup> contre la République, lorsque les partisans du procès produisent les preuves que l'accusation d'espionnage du capitaine a été essentiellement motivée par une hiérarchie militaire antisémite. Guesde salue dans le «J'accuse» de Zola du 13 janvier 1898, le «plus grand acte révolutionnaire du siècle», mais appelle néanmoins ses camarades du Parti Ouvrier Français (POF) à s'abstenir de s'investir dans une

---

<sup>484</sup> D. Faucher, op. cit., p. 178.

<sup>485</sup> C. Willard, *Jules Guesde, l'apôtre et la loi*, Paris, Les Editions ouvrières, 1991, p. 81.

«guerre civile bourgeoise»<sup>486</sup>. Pour les guesdistes, le combat pour la révision du procès et contre le militarisme ne peut se fonder dans le cadre de la lutte prolétarienne en faveur de la Révolution sociale<sup>487</sup>.

L'autre désaccord entre les deux leaders socialistes concerne l'entrée au gouvernement «républicain-bourgeois» de Waldeck-Rousseau, du socialiste Alexandre Millerand, le 22 juin 1899. Ce gouvernement comprend en particulier le général de Gallifet qui a mené la répression sanglante de la Commune<sup>488</sup>. Jaurès applaudit à la nouvelle et considère que la République bourgeoise a besoin de l'énergie d'un socialiste pour dénouer le «péril militaire» créé par l'Affaire Dreyfus. Cela constitue donc un «grand fait»<sup>489</sup>. Guesde, inversement, rejette violemment toute «politique prétendue socialiste, faite de compromissions et de déviations» que certains socialistes s'efforcent de «substituer à la politique de classe, et par suite révolutionnaire du prolétariat militant et du parti socialiste»<sup>490</sup>. Pour tenter de résoudre la crise qui couve, les cinq factions rivales du socialisme français se réunissent à Paris, Gymnase Japy, du 3 au 8 décembre 1899 pour un congrès au cours duquel les positions anti-ministérielles de Guesde vont prévaloir.

La rencontre de Lille, en 1900, constitue en quelque sorte l'apothéose d'une période d'affrontements idéologiques très durs entre partisans d'une opposition maximaliste au système (Guesde) et ceux qui considèrent que certaines situations justifient que des socialistes puissent accepter de gérer le système capitaliste afin d'en favoriser ultérieurement sa transformation radicale<sup>491</sup>. Dans son adresse aux militants socialistes, Jaurès rappelle que la controverse

---

486 Ibid.

487 C. Willard, op. cit., p. 82.

488 C. Willard, op. cit., p. 83.

489 C. Willard, op. cit., p. 84.

490 Ibid.

491 C'est le sens de la distinction qu'opérera plus tard le jaurésien Léon Blum, opposant la «participation au pouvoir» (i.e. la détention autorisée et contrôlée par le parti d'un ou plusieurs portefeuilles dans un ministère bourgeois) et la «conquête du pouvoir» (i.e. la révolution politique). Voir M. Prélôt, G. Lescuyer, *Histoire des idées politiques*, Paris, Dalloz («Précis-Dalloz»), 9<sup>e</sup> éd., 1986, pp. 861-865.

avec Guesde a été suscitée par l'Affaire Dreyfus. Il considère que si la société est effectivement divisée en deux camps aux intérêts distincts (capitalistes et prolétaires), le camp capitaliste est lui-même déchiré par des factions progressistes (bourgeoisie républicaine) et violemment réactionnaires (Eglise revancharde, armée antidémocratique)<sup>492</sup>. Jaurès estime que toutes les fois que «la liberté républicaine est en jeu, [que] la liberté de conscience est menacée, [que] les vieux préjugés qui ressuscitent les haines de race et que les atroces querelles religieuses des siècles passés paraissent renaître, [il est du] devoir du prolétariat socialiste de marcher avec celle des fractions bourgeoises qui ne veut pas revenir en arrière». Jaurès enjoint ses camarades socialistes d'aller toujours «du côté où la vérité souffre, où l'humanité crie»<sup>493</sup>. Il les met en garde également contre la dérive autoritaire de l'armée qui peut «séduire le peuple par une fausse image de grandeur»<sup>494</sup>.

Sur la «question Millerand», Jaurès réaffirme son attachement aux réformes ponctuelles qu'une participation à un gouvernement bourgeois peut amener, même s'il ne se fait pas d'illusion sur le fait que la justice sociale puisse un jour être établie au sein du système capitaliste<sup>495</sup>.

L'intervention de Guesde qui suit, s'attache à critiquer point par point la position de Jaurès. Pour le député de Roubaix, la campagne des dreyfusards n'a servi à rien d'autre qu'à «arracher un homme à son rocher de l'île du Diable»: au bout de l'Affaire, ni les conseils de guerre, ni la justice n'ont été modifiés<sup>496</sup>. En d'autres termes, la structure du pouvoir qui a permis une tel déni de justice n'a pas été remise en cause. Pire, cette campagne aurait préparé le terrain à l'entrée d'un socialiste que le chef de gouvernement Waldeck-Rousseau a pris dans les rangs de l'opposition «pour s'en faire une couverture, un bouclier, de façon à désarmer l'opposition

---

<sup>492</sup> J. Jaurès, «Discours du citoyen Jaurès», in *Les Deux méthodes. Conférence par Jean Jaurès et Jules Guesde*, Bibliothèque du Parti Ouvrier Français, Lille, 1900, p. 4.

<sup>493</sup> Ibid.

<sup>494</sup> J. Jaurès, op. cit., p. 5.

<sup>495</sup> J. Jaurès, op. cit., p. 6.

<sup>496</sup> J. Guesde, «Discours du citoyen Guesde», op. cit., pp. 12-13.

socialiste»<sup>497</sup>. Guesde en conclut que ce type de collaboration amène le prolétariat «à monter la garde autour de la République de ses maîtres», et la condamne à défendre la «civilisation capitaliste»<sup>498</sup>.

Ce «Discours des deux méthodes», abondamment reproduit et commenté au sein du mouvement socialiste au cours du XX<sup>e</sup> siècle, peut servir à illustrer la tension qui a existé jusqu'à une date récente entre les partisans de la réforme et les tenants d'une opposition frontale au système capitaliste. La réforme est aujourd'hui en théorie et en pratique dominante au sein du mouvement socialiste français<sup>499</sup>. Cela ne fut pas toujours le cas. Ce débat doctrinal souligne ainsi la tension qui a existé entre réforme et révolution au sein du Parti socialiste au cours de la plus grande partie du XX<sup>e</sup> siècle<sup>500</sup>.

*Léon Blum: «Discours au Congrès de Tours»*

Nous en sommes convaincus jusqu'au fond de nous-mêmes que, pendant que vous irez courir l'aventure, il faut que quelqu'un reste garder la vieille maison<sup>501</sup>.

Par ces mots, Léon Blum conclut un long exposé devant les congressistes socialistes réunis à Tours en décembre 1920. La rupture entre la majorité, favorable à l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale et la minorité qui décide de rejeter les 21 conditions préalables posées à

---

<sup>497</sup> J. Guesde, op. cit., p. 13.

<sup>498</sup> Ibid.

<sup>499</sup> M. Marian, «Lionel Jospin, le socialisme et la réforme», *Esprit*, mars-avril 1999, no 251, pp. 112-121.

<sup>500</sup> Marc Lazar note que «la contradiction fondamentale qui a durablement travaillé le socialisme, provient de ce qu'au moins depuis l'entre-deux-guerres, sa politique et ses pratiques étaient le plus fréquemment réformistes alors qu'il n'a pas accepté aisément de se rallier au réformisme en tant que théorie politique et moins encore de l'ériger en valeur dominante de référence». Cf M. Lazar, «La social-démocratie européenne à l'épreuve de la réforme», *Esprit*, mars-avril 1999, no 251, pp. 124-125.

<sup>501</sup> L. Blum, «Intervention de Léon Blum le lundi 27 décembre 1920, séance de l'après-midi», in *Parti socialiste, Léon Blum au congrès de Tours*, Paris, PS (Secrétariat national à la communication), 1990, p. 48.



cette adhésion, est alors consommée. Texte de théorie politique, ce discours a traversé 70 ans de rivalité et d'opposition entre communistes et socialistes français. Il souligne dès 1920 les «apories» et «dangers» du nouveau modèle communiste. En 1990, 70 ans exactement après le congrès de Tours, le Parti socialiste en association avec l'Office Universitaire de Recherche Socialiste (OURS), a publié une brochure commémorative de l'événement. Outre les interventions de Pierre Mauroy (Premier secrétaire du PS à l'époque), Claude Fuzier (Président de l'OURS), l'historien Max Gallo<sup>502</sup>, et Louis Mexandeau (alors secrétaire national à la formation), la publication reprend l'intégralité du discours de Blum et reproduit les 21 conditions de l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale. En 1990, après la chute du communisme à l'Est, le PS souligne que l'«Histoire a donné raison»<sup>503</sup> à Léon Blum. Le texte de Blum, outre son contenu prophétique, argue de l'extranéité du modèle bolchévique à la tradition socialiste française, pour justifier son refus de la III<sup>e</sup> internationale. Il dénonce en particulier le «centralisme»<sup>504</sup> dans le mode de commandement et d'organisation «léniniste» (i.e. le «centralisme démocratique», condition 12 de l'appartenance à la III<sup>e</sup> Internationale). Il montre en quoi ce mode d'organisation amène une élite dirigeante à progressivement s'isoler des simples exécutants, des masses, mais aussi des membres du parti. Reprenant les thèses léninistes sur la nécessité d'une avant-garde politique professionnelle<sup>505</sup>, la condition 13 pose le principe du «nettoyage» systématique du Parti des «éléments intéressés et petits-bourgeois qui s'y glissent». Blum ne peut accepter qu'un modèle suscité par une situation particulière

---

<sup>502</sup> Qui a depuis quitté le Parti socialiste.

<sup>503</sup> P. Mauroy, «La question reste de "savoir si le socialisme sera ou ne sera pas"», in *Parti socialiste, Léon Blum au congrès de Tours*, op. cit., p. 5.

<sup>504</sup> «Le Parti [communiste] est centre. Ce centre tend à organiser une société centralisée. Il sera lui-même centralisé. La centralisation exige du militant une complète abdication de sa volonté personnelle, une aliénation qui réalise un contrat truqué». D. Colas, *Le Léninisme*, Paris, PUF, 1982, p. 119.

<sup>505</sup> «Pour apporter aux ouvriers les connaissances politiques, les social-démocrates doivent aller dans toutes les classes de la population, ils doivent envoyer dans toutes les directions des détachements de leur armée». Lénine, *Que faire?*, Pékine, Editions en langues étrangères, 1975, p. 98.

(la Russie tsariste), puisse mécaniquement être exporté à des pays culturellement et politiquement différents.

L'opposition au modèle bolchévique permet également à Blum de poser, indirectement, les fondements de la pensée socialiste française (i.e. pluralisme politique, représentation proportionnelle, respect des minorités au sein du parti)<sup>506</sup> contre le «commandement militaire formulé d'en haut et se transmettant de grade en grade jusqu'aux simples militants, jusqu'aux simples sections» qu'implique, selon Blum, le communisme<sup>507</sup>. Attaché à la liberté et au pluralisme, le modèle de socialisme dont Blum se fait le héraut, ne saurait toutefois pouvoir se réduire à un simple réformisme. Bien au contraire: selon lui, le débat sur l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale oppose, non pas une conception réformiste à une conception révolutionnaire, «mais [...] deux conceptions révolutionnaires qui [...] sont radicalement et essentiellement différentes l'une de l'autre»<sup>508</sup>. Blum se réclame par conséquent d'un «socialisme révolutionnaire», c'est-à-dire d'un socialisme «qui mène à une transformation totale du régime de la propriété [...] en un régime fondé sur la propriété collective ou commune»<sup>509</sup>. Blum estime que cette transformation sociale ne peut survenir qu'à condition de rompre, à un moment donné, de manière absolue et catégorique avec le système capitaliste en place<sup>510</sup>. Cette rupture comporte la conquête du pouvoir politique<sup>511</sup>, condition préalable à la transformation du système de propriété. A contre courant d'une

---

<sup>506</sup> «Ainsi quand le Parti [socialiste] inscrivait dans ses statuts que la liberté de discussion était entière, que la presse était libre, ce n'était pas de vagues notions démocratiques introduites dans nos constitutions socialistes, c'était une règle tirée de l'essence même de ce que doit être le Parti socialiste». L. Blum, «Intervention de Léon Blum le lundi 27 décembre 1920», op. cit., p. 26.

<sup>507</sup> L. Blum, op. cit., p. 27.

<sup>508</sup> L. Blum, op. cit., p. 33.

<sup>509</sup> Ibid.

<sup>510</sup> L. Blum, op. cit., p. 34.

<sup>511</sup> C'est-à-dire une situation de révolution politique qui permet à la classe ouvrière de prendre la direction de la «machinerie d'Etat» en vue de la transformation sociale. Elle suppose la capacité politique du prolétariat et le caractère révolutionnaire de la situation. Cf M. Prélôt, G. Lescuyer, *Histoire des idées politiques*, op. cit., p. 863.

lecture tenace qui tend à le présenter comme le parangon du «socialiste réformiste», Blum n'exclut aucun moyen — légal ou illégal<sup>512</sup> — pour parvenir à conquérir le pouvoir. A ce titre, il inclut dans sa doctrine la possibilité de recourir à la dictature du prolétariat<sup>513</sup>. Blum insiste toutefois sur un aspect fondamental de la dictature du prolétariat: celle-ci doit être l'oeuvre des masses organisées et non d'un Parti centralisé, où les décisions sont prises par un «comité patent ou occulte»<sup>514</sup>. En outre, cette dictature ne peut être que «temporaire» afin de permettre d'«aménager les derniers travaux d'édification» de la nouvelle société. Or, Blum reproche aux bolchéviques d'avoir utilisé ce procédé révolutionnaire afin d'amener le prolétariat à une sorte de «maturation forcée», indépendamment de l'état d'évolution économique de la Russie, et d'en faire un «système de gouvernement stable»<sup>515</sup>.

Léon Blum entend marquer, dès 1920, les différences fondamentales qui séparent les socialistes français des bolchéviques: pour les premiers, la révolution ne saurait entraîner ou même justifier la négation de la liberté d'expression, du pluralisme, du respect des minorités politiques, ou encore la sûreté garantie à chaque individu qui n'a pas enfreint la loi. Blum reproche avec insistance aux tenants de la III<sup>e</sup> Internationale de mépriser et de fouler aux pieds ces notions car relevant d'un cadre de pensée «bourgeois», donc par nature, dépassable<sup>516</sup>. Cette question a été ultérieurement débattue sur le terrain de la théorie politique. Dans une étude consacrée au rapport entre marxisme et éthique, Steven

---

512 L. Blum, op. cit., p. 34.

513 «Nous n'avons donc peur ni du mot, ni de la chose». L. Blum, op. cit., p. 42.

514 L. Blum, op. cit., p. 43.

515 «Cela est si vrai que pour la première fois dans toute l'histoire socialiste, vous concevez le terrorisme, non pas comme le recours de dernière heure, non pas comme l'extrême mesure de salut public que vous imposerez aux résistances bourgeoises, non pas comme une nécessité vitale pour la Révolution, mais comme un moyen de gouvernement». L. Blum, op. cit., pp. 43-44.

516 «Dans tous les pays d'Europe et d'Amérique, la lutte des classes entre dans la phase de la lutte civile. Dans ces circonstances, les communistes ne peuvent avoir aucune confiance dans la légalité bourgeoise». Troisième condition, «21 conditions d'adhésion à la Troisième Internationale», in *Parti socialiste, Léon Blum au congrès de Tours*, op. cit., p. 52.

Lukes montre que le respect de la démocratie libérale est, dans une perspective marxiste, une question secondaire. Dans ce cadre de pensée, les droits découlant d'un régime parlementaire libéral renvoient à une conception de la vie sociale adaptée au mode de fonctionnement de la société bourgeoise, mais qui n'est guère pertinent dans le cadre d'une société socialiste «émancipée». Car la notion de droit présuppose des rapports sociaux conflictuels entre «individus égoïstes», ce qui correspond à l'état d'une société «bourgeoise» et «non-émancipée». S. Lukes estime que le marxisme méprise l'«éthique des droits» (*morality of «Recht»*) — i.e. les droits d'«individus égoïstes» au sein de la société capitaliste — et privilégie une «morale de l'émancipation» (qui implique dans un premier temps l'émancipation par rapport aux droits (*Recht*), puis l'établissement d'une société socialiste dans laquelle les conflits sociaux auront disparu)<sup>517</sup>. S. Lukes en conclut que la «pensée marxiste» (et partant le communisme) est un «conséquentialisme» (*consequentialism*). Ceci signifie qu'il s'agit d'une théorie ou d'un courant de pensée qui juge les actions à l'aune de leurs conséquences. A cet effet, une action «juste» et «bonne» sera celle qui apporte les meilleurs résultats possibles. Dans cette perspective, ce qui est «bien» (*right*) n'a pas forcément de rapport direct avec ce qui est «bon» (*good*). Ce qui est «bien» est ici justifié par référence à une «loi morale» (*moral law*) supérieure (e.g. principes moraux supérieurs, volonté divine, etc.). Dans le cas du marxisme, ce qui est «bien» est ce qui est justifié par l'«éthique de l'émancipation»<sup>518</sup>. Si à l'époque Blum justifie clairement son socialisme en référence au marxisme, il n'en demeure pas moins que l'appréciation divergente des «droits bourgeois» entre socialistes et communistes constitue certainement l'une des différences doctrinaires et pratiques essentielles qui va séparer les deux forces majeures de la gauche française pendant plusieurs décennies.

---

<sup>517</sup> S. Lukes, *Marxism and Morality*, Oxford, Clarendon Press, 1985, p. 58.

<sup>518</sup> S. Lukes, *Marxism and Morality*, op. cit., p. 142. Voir également S. Lukes, «Marxism and Dirty Hands», in *Moral Conflicts and Politics*, Oxford, Clarendon Press, 1991, pp. 189-210.

La mise en relief de l'idéologie socialiste montre à quel point la réflexion politique de la SFIO, puis du PS a été dépendante de forces ou de courants politiques qui lui étaient extérieurs: le marxisme (communisme), le libéralisme (centrisme), voire même les courants de pensée issus de mai 68 tel l'autogestion (PSU).

## **Section II:**

### **Histoire officielle: orthodoxie et hétérodoxie**

Les rapports que le Parti socialiste a pu entretenir avec sa propre histoire ont de tout temps été difficiles et distants. Depuis la formation du nouveau Parti socialiste en 1971, le PS a été majoritairement dirigé par un personnel au capital culturel élevé. Les éléments authentiquement prolétariens ont été, inversement, largement absents des postes de direction nationaux voire même régionaux ou locaux. «Technocrate» plutôt qu'«intellectuel», le cadre socialiste ne prise guère les discussions doctrinaires ou ne s'arrête guère sur l'histoire de son parti. Cette tendance déjà présente lors de la refondation du socialisme français en 1971, a été vivement renforcée à partir des «années de gestion» au cours des deux septennats mitterrandiens. En dépit de timides tentatives de réflexion théorique et historique, le PS actuel ne semble pas conduire de travail de mémoire sur sa propre histoire. La Commission Mémoire et Histoire est censée remplir ce rôle, mais son action, modeste et confidentielle, rencontre essentiellement l'indifférence générale dans le parti. De manière plus significative, deux structures indépendantes du PS, l'une «amie» (la Fondation Jean Jaurès), l'autre également proche du PS, mais qui s'est construite politiquement en marge du parti d'Epinay (l'Office Universitaire de Recherche Socialiste), sont les deux seules institutions à s'occuper activement de l'histoire et de la mémoire historique du PS sur le plan national. L'hypothèse qui peut être ici posée est que ces institutions de recherche socialistes, par leurs activités, contribuent à édifier et consolider dans le champ des idées socialistes, une lecture typique de l'histoire socialiste en France. A ce

titre, il est permis de suggérer qu'elles tentent de rendre visible une *mémoire historique* du parti et de son histoire.

## A. Le parti et son histoire

### *L'histoire irracontable du parti*

Deux ouvrages majeurs rédigés par des «historiens socialistes»<sup>519</sup> ont pendant longtemps servi de référence aux spécialistes du socialisme français au sein du monde universitaire. Mis à part ces deux ouvrages-phares, il est très difficile de relever d'autres contributions universitaires d'intellectuels proches du Parti socialiste, qui aient eu un tel rayonnement.

Pareillement, le parti n'a guère entrepris de rédiger sa propre histoire. Dans la période post-Epinay, quelques tentatives de «codification» de l'histoire socialiste ont été entreprises. La plupart ont avorté. Les rares ouvrages de référence sont souvent incomplets, voire médiocrement conçus. Denis Lefebvre, le secrétaire général de l'OURS, relève qu'il y a eu quatre essais de rédaction d'une histoire socialiste dans les années 70<sup>520</sup>. Aucune d'entre elles n'est lue ou commentée de nos jours. Certaines sont devenues quasiment introuvables. En 1972 est publiée la première brochure d'histoire du PS. Celle-ci, anti-molletiste, suscite une levée de boucliers de la part des partisans de l'ancien secrétaire général de la SFIO. Une deuxième brochure est l'oeuvre d'un groupe d'universitaires et d'intellectuels issus de la Convention des Institutions Républicaines (CIR) regroupant des personnalités comme Pierre Joxe, Gérard Delfau ou Pascal Ory. Ce texte propose une histoire du Parti socialiste depuis la Libération<sup>521</sup>. Reflet d'une période de repolitisation et de «marxisation» du verbe socialiste, ce court document comporte trois grands chapitres: le premier se

---

<sup>519</sup> D. Ligou, *Histoire du socialisme en France (1871-1961)*, Paris, PUF, 1962 et G. Lefranc, *Les gauches en France*, Paris, Payot, 1973.

<sup>520</sup> Entretien avec Denis Lefebvre, siège de l'OURS, Paris, 20 juillet 1995.

<sup>521</sup> Parti socialiste (Secrétariat National à la Formation), *Histoire du mouvement socialiste*, Paris, Documentation socialiste, non daté, 63 p.

penche sur la théorie (vulgate marxiste et introduction au socialisme scientifique: matérialisme historique, lutte des classes, socialisme et développement des forces productives) et les premiers courants du socialisme français (Blanc, Cabet, Blanqui). Le deuxième chapitre traite de la montée du mouvement socialiste en Europe de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à la Première guerre mondiale (I<sup>ère</sup> et II<sup>e</sup> Internationales), l'effondrement de la II<sup>e</sup> Internationale et la Révolution bolchévique, l'entre-deux-Guerres (la scission communiste, les Fronts populaires et la montée du fascisme en Europe). Le troisième chapitre aborde la deuxième guerre mondiale, la période bipolaire de la Guerre froide, l'influence des événements de mai 68 en France, et conclut à la nécessité d'une «alliance de la gauche»<sup>522</sup> afin de «viser à engager, pour la première fois, le processus de socialisation dans un pays avancé»<sup>523</sup>. D'une tonalité radicale, en phase avec le programme de rupture avec le capitalisme défendu par l'Union de la gauche, ce bref historique d'inspiration marxiste<sup>524</sup> apparaît aujourd'hui idéologiquement très daté. Il n'en constitue pas moins l'une des rares — voire l'unique — synthèse historique proposée à ce jour par le Parti socialiste à ses membres.

Au milieu des années 70, à la suite d'un colloque organisé par l'Institut Socialiste d'Etudes et de Recherches (ISER) auquel participe le premier secrétaire du PS, François Mitterrand, il est question de publier une histoire du parti qui n'aboutit pas. Enfin, au début des années 80, à l'initiative de Didier Motchane, secrétaire national aux Etudes et membre du CERES, le PS projette de nouveau la rédaction de son histoire. Les différentes factions et sensibilités du parti sont représentées au sein du comité de rédaction rendant toute synthèse impossible<sup>525</sup>. C'est finalement une entreprise «modeste» qui est l'oeuvre d'Alain Houlou et de

---

<sup>522</sup> Référence à l'Union de la gauche qui est pratiquée au même moment entre socialistes, communistes et radicaux.

<sup>523</sup> Parti socialiste, *Histoire du mouvement socialiste*, p. 57.

<sup>524</sup> Pierre Joxe, qui en rédige la préface, se dit alors «marxiste» et le projet doit beaucoup à Colette Audry, intellectuelle et dirigeante au sein de l'aile gauche du parti pendant de très longues années.

<sup>525</sup> Les différents courants du PS se seraient «entretués» autour de la rédaction d'une socialiste, selon l'expression de Denis Lefebvre.



Jean Maret, deux universitaires, qui fera office d'histoire du parti<sup>526</sup>. Dans leur préface, les deux auteurs témoignent d'une assistance assez oecuménique en remerciant pour leur aide l'ISER, l'OURS et la documentation du Parti socialiste. L'ouvrage est préfacé par Pierre Mauroy, alors premier secrétaire du PS, et comporte une postface de Louis Mermaz, alors président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Didactique et simple, l'histoire socialiste proposée peut passer pour un texte «acceptable» à l'ensemble des sensibilités du parti. Certes, le chapitre consacré à Guy Mollet fait état de l'état de la «démission de Pierre Mendès-France du gouvernement Mollet en 1956», de la création par Gaston Defferre d'une commission d'enquête sur la torture en Algérie» ou encore évoque l'«attitude réservée d'André Philip, de Robert Verdier, d'Alain Savary et d'Edouard Depreux» vis-à-vis du gouvernement Mollet<sup>527</sup>. Mais cela ne va pas plus loin que la simple litote, dans un style volontairement épuré, sans jargon, objectif, qui ne laisse aucune place possible à une interprétation polémique ou partisane de l'histoire socialiste. De fait, ce livre ne peut être véritablement considéré comme une histoire socialiste produite par le parti. A l'origine, le projet voit le jour en dehors du parti, qui accepte ensuite, dans une version ultérieure, de le présenter comme une publication du parti<sup>528</sup>.

Comment donc expliquer l'impossibilité quasi-pathologique du Parti socialiste à se raconter, à poser sur le papier *son* histoire, le récit des faits de ses héros? Selon Denis Lefebvre, l'histoire récente du socialisme contient un certain nombre de sujets «hypersensibles» qui ne peuvent être abordés sereinement car il n'existe pas de consensus parmi les socialistes sur ces périodes considérées.

---

<sup>526</sup> J. Maret, A. Houlou, *Histoire des socialistes. L'identité socialiste des utopistes à nos jours*, Paris, Pro-Edi, 1990.

<sup>527</sup> J. Maret, A. Houlou, *Histoire des socialistes*, p. 97.

<sup>528</sup> Selon D. Lefebvre, le livre s'est vendu pendant deux congrès socialistes à partir de 1990, puis a complètement disparu. Il est aujourd'hui épuisé.

La période de l'Occupation fournit une première séquence historique douloureuse pour la mémoire du parti. Le ralliement au vichisme<sup>529</sup> de deux figures importantes du socialisme français de l'entre-deux-guerres, Marcel Déat et surtout Paul Faure, devient après la guerre l'un des non-dits de l'histoire socialiste, et l'est dans une certaine mesure demeuré jusqu'à présent. Ces socialistes ont pendant «longtemps [été] ignorés ou [ont] simplement [été] associés à ces "renégats" qui scandent l'histoire du mouvement ouvrier»<sup>530</sup>. De manière significative, l'ouvrage de Maret et de Houlou passe complètement sous silence ce fait. Aujourd'hui, Paul Faure, le numéro un de l'appareil socialiste entre 1920 et 1940, semble être passé aux oubliettes de l'histoire. Omniprésent dans les histoires socialistes jusque 1940, son nom n'est pratiquement jamais mentionné après la guerre.

Le molletisme constitue assurément l'autre grande «zone trouble» de l'histoire socialiste contemporaine. Une lecture schématique de l'histoire socialiste à la Libération s'accorde aujourd'hui à reconnaître que Guy Mollet s'est imposé à la tête de la SFIO lors du congrès de 1945 sur une ligne politique «orthodoxe» (i.e. référence prononcée au marxisme, alliance avec le Parti communiste préconisée) contre la ligne plus «réformiste» du blumiste Daniel Mayer, le chef de la SFIO clandestine entre 1943 et 1946, hostile à un rapprochement avec les communistes. Plus polémique devient la question du «déclin» politique et électoral du parti<sup>531</sup> sous le leadership de Mollet: la SFIO devient progressivement une formation dont les membres vieillissent, se masculinisent et qui s'appuie sur une base militante où les

---

<sup>529</sup> Peu de temps avant sa mort, Daniel Mayer, secrétaire du PS clandestin, rappelait dans un entretien à l'hebdomadaire du parti, qu'il avait dû exclure une grande partie des députés socialistes qui avaient voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, le 10 juillet 1940, car nombre d'entre-eux étaient ensuite passés à la collaboration. Cf C. Polak, «Daniel Mayer: plutôt camarade que président», *Vendredi*, 14 juin 1996, p. 8.

<sup>530</sup> M. Sadoun, *Les socialistes sous l'occupation. Résistance et collaboration*, Paris, PFNSP, 1982, p. 282.

<sup>531</sup> La SFIO compte 335.000 adhérents en 1945 et 112.000 en 1958. Elle reçoit 21,1% des suffrages exprimés aux élections du 2 juin 1946 et 15,7% aux élections de 1958.

employés et retraités éclipsent peu à peu les franges les plus prolétariennes<sup>532</sup>. Encore plus polémique constitue le court passage de Guy Mollet à la présidence du Conseil (janvier 1956-mai 1957) qui coïncide avec l'intensification de la guerre d'Algérie. Sous le gouvernement Mollet, une «loi sur les pouvoirs spéciaux» est votée le 12 mars 1956 par le Parlement. Celle-ci autorise le gouvernement à prendre «toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire»<sup>533</sup>. Le contingent est envoyé combattre en Algérie, les réservistes sont rappelés et la durée du service militaire est allongée. Le 22 octobre 1956, un avion marocain qui transporte cinq dirigeants du FLN (dont Ben Bella) est détourné par l'armée française. En 1957, une commission d'enquête sur la pratique de la torture par l'armée française est créée. L'épisode de la guerre d'Algérie provoque une rupture importante et durable au sein de la SFIO entre ceux qui appuient l'action du gouvernement et ceux qui s'y opposent (Philip, puis Depreux, Klein, Julien, Mayer, Rous, Savary, Verdier) et qui finiront par quitter la SFIO en 1958 pour fonder le Parti socialiste autonome (PSA), ancêtre du Parti socialiste unifié (PSU).

L'action politique de François Mitterrand constitue également un héritage que nombre de socialistes aujourd'hui ont du mal à revendiquer. François Mitterrand a pendant longtemps été suspecté par les cercles molletistes de l'ancienne SFIO «de ne pas être de la famille socialiste»<sup>534</sup>. Il a dérangé les anciennes générations socialistes pour s'être allié avec le Parti communiste à partir de 1972, et a été accusé d'utiliser le PS comme un marche pied

---

<sup>532</sup> Voir sur ce point M. Sadoun, «Sociologie des militants et sociologie du parti. Le cas de la SFIO sous Guy Mollet», *Revue Française de Science Politique*, no 3, juin 1998, pp. 348-369.

<sup>533</sup> J. Chapsal, *La vie politique en France*, Paris, Thémis («Science Politique»), 1984, pp. 443-444.

<sup>534</sup> Aujourd'hui, dans un tout autre contexte national et politique, Tony Blair doit aussi faire face aux mêmes critiques adressées par des membres de son parti: tout comme F. Mitterrand, on lui reproche souvent de ne pas «être Labour», c'est-à-dire «de ne pas être né» (culturellement parlant) au sein du parti, mais de s'y être entré sur le tard par opportunisme politique.

pour son accession à la présidence de la République. Certains socialistes lui ont même reproché d'avoir incarné au pouvoir une forme de «machiavélisme politique»<sup>535</sup>. La lecture des deux septennats mitterrandiens ne paraît donc pas pouvoir être menée de manière sereine au sein de la famille socialiste tant les avis et rapports à l'ancien Président de la République divergent parmi les socialistes, trois ans après sa mort.

Loin d'être univoque et pacifiée, l'histoire socialiste peut être donc être perçue comme éclatée et parcellaire. Elle apparaît à cet égard assez représentative de son extrême hétérogénéité idéologique et sociologique. Les péripéties autour de la rédaction avortée ou inachevée du socialisme français par le PS témoignent assurément de l'absence d'un consensus en la matière.

---

<sup>535</sup> Dans un épisode récent de sa longue et intense opposition au mitterrandisme, Michel Rocard a déclaré que «(...) François Mitterrand n'était pas un honnête homme. Il fallut défendre la France contre beaucoup de choses. Mon objectif principal a d'abord été les nominations (...). Là-dessus, je m'étais fait mon système théorique: protéger la dignité de la fonction publique et le professionnalisme contre le clientélisme et surtout le copinage» Propos rapportés in *Le Monde*, 21 novembre 1998, p. 7. Cette déclaration tonitruante a eu pour effet de rallumer une mini-guerre entre mitterrandiens fidèles et rocardiens. Cf non-signé, «Les mitterrandistes répliquent sèchement aux déclarations de Michel Rocard», *Le Monde*, 21 novembre 1998, p. 7.

Gilles Martinet, compagnon de Rocard au PSU puis au PS constate également que «François Mitterrand était à la fois un grand stratège politique et un politicien madré, parfaitement capable de jouer sur l'ambiguïté et le mensonge». Cf M. Noblecourt, «Les propos de Michel Rocard sur François Mitterrand gênent les socialistes», *Le Monde*, 22-23 novembre 1998, p. 5.

Quant à Lionel Jospin, bien qu'issu des «cercles mitterrandiens», il s'est démarqué du mitterrandisme dès le début des années 90, revendiquant un «droit d'inventaire» à propos des deux septennats, sous-entendant qu'il ne retenait pas en bloc les quatorze années de présidence, mais simplement certaines périodes et réformes. Il s'est toutefois toujours gardé de critiquer les effets du «mensonge» sur sa maladie de 1981 à 1995, ses «rapports troubles» avec Roger-Patrice Pelat, son bref séjour à Vichy pendant l'Occupation et ses relations entretenues après la guerre avec René Bousquet, ou encore le suicide à l'Elysée de François de Grossouvre. Cf J.-M. Apathie, «Le "point d'équilibre" ambigu de Lionel Jospin», *Le Monde*, 22-23 novembre 1998, p. 5.

Dans sa période récente (1971-1999), le Parti socialiste s'est employé à plusieurs reprises à créer des structures internes de recherche, d'archivage et de propagande socialiste<sup>536</sup>. Ces projets ont eu un impact des plus marginaux dans la vie interne du parti et ont tous assez rapidement disparu.

— L'Institut Socialiste d'Etudes et de Recherches (ISER):

Conçu comme un centre de recherche et de propagande socialiste en 1973, l'ISER n'a pas véritablement surmonté la mort de son fondateur, Jean Pronteau, au début des années 80. Fondé selon les statuts d'une association loi 1901, l'ISER a essentiellement organisé des colloques dont les comptes-rendus ont donné lieu à des publications dans des revues tel que *La Nouvelle Revue Socialiste* ou *La Revue Politique et Parlementaire*. L'ISER a publié, à partir de 1984, de manière irrégulière, *Le Bulletin de l'ISER* (devenu *Espaces Démocratiques* en 1990).

Au cours des années 80, sous la direction de Renée Frégosi, le centre n'est pas parvenu à s'étoffer, se contentant presque exclusivement d'organiser des conférences internationales avec des représentants de partis frères. Il ne semble pas y avoir eu de tentative tangible visant à créer un fonds de bibliothèque ou d'archives. Il apparaît que l'ISER est progressivement tombé dans l'oubli et a disparu dans l'indifférence générale en 1992, faute de volonté politique au sein du PS<sup>537</sup>. La Fondation Jean Jaurès qui s'est créée au même moment, est censée avoir remplacé la structure défunte.

---

<sup>536</sup> Outre les centres de recherche proprement dits, le secrétariat national à la Formation du PS organise une «université permanente des cadres fédéraux PS et MJS». Cette formation comporte un volet historique et doctrinal. Il faut toutefois noter que ces actions de formation ne s'adressent qu'aux militants exerçant des postes de direction (premiers secrétaires fédéraux), ou aux candidats à des élections, et non aux militants de base qui n'y ont pas accès. Voir H. Weber, «Pour une formation au plus près des militants», *L'Hebdo des socialistes*, no 125, 26 novembre 1999, p. 10.

<sup>537</sup> Entretien avec Denis Lefebvre, siège de l'OURS, Paris, 20 juillet 1995.

— La Commission Histoire du Parti socialiste:

Dirigée par Louis Mexandeau, la Commission d'histoire a été créée au milieu des années 80, et avait pour objectif de susciter rencontres et débats de nature historique au sein du Parti socialiste. La Commission se réunissait tous les mois et organisait des rencontres-débats. Le public, peu nombreux, était essentiellement composé d'universitaires travaillant sur le socialisme et de «vieux militants socialistes»<sup>538</sup>. Le numéro 0 d'une revue avait même été préparé, mais la publication n'a finalement jamais vu le jour<sup>539</sup>. Au titre des quelques rares manifestations publiques qu'elle ait jamais organisé, la Commission est à l'origine d'une réunion à Tours en 1990, pour inaugurer une plaque commémorative du congrès socialiste qui s'était déroulé au même endroit en 1920 (la halle dans laquelle le congrès prit place a aujourd'hui disparu). En 1991, elle a également commémoré la Commune de Paris en apposant une plaque dans un quartier de Paris (la plaque a depuis été retirée par la mairie de Paris car le PS n'avait pas demandé l'autorisation préalable pour la fixer dans un emplacement public).

— La Commission Mémoire et Histoire:

Dirigée par Jean-Michel Bichat<sup>540</sup>, présentement secrétaire national à la Mémoire et à l'Histoire du PS<sup>541</sup>, la Commission du même nom a été créée en 1996. Elle a pour objet de travailler en direction de deux types de public: les militants du parti et les chercheurs, et d'oeuvrer dans les trois directions suivantes: la commémoration, la production de documents à l'usage des militants et l'animation de débats sur l'histoire du parti. Pour Jean-Marcel Bichat, l'objectif est de

---

<sup>538</sup> Ibid.

<sup>539</sup> Ibid.

<sup>540</sup> La mention de son nom dans la presse du parti ne va pas sans rappeler qu'il fut (entre 1971 et 1981) un des «collaborateurs de François Mitterrand».

<sup>541</sup> Elle-même rattachée au Secrétariat National à la Formation.

constituer au niveau national une sorte de grande commission historique du parti avec des correspondants dans les fédérations, avec des étudiants, des anciens militants, des personnes intéressées par l'histoire. Nos objectifs? Recenser les archives et également la mémoire orale, récits ou témoignages des anciens ou de la famille des militants. Travailler ensuite sur deux périodes: 1936 et le Front populaire, 1946 et la reconstruction du parti après la guerre et la résistance. Ce sont des sujets de recherche et de commémoration. Commémoration et réflexion historique sont liées<sup>542</sup>.

Dans le même numéro, Gérard Bossuat, un universitaire socialiste, collaborateur régulier aux travaux de la Commission, pose la question de savoir «à quoi peuvent servir des historiens dans un parti politique et particulièrement au Parti socialiste»<sup>543</sup>. Il estime que ceux-ci peuvent aider à «rappeler la complexité d'un dossier, les racines d'un événement, les enjeux symboliques et politiques d'une prise de décision au regard des tendances de fond (...)»<sup>544</sup>.

La Commission se réunit au siège de l'OURS, et rassemble quelques universitaires proches ou membres du PS (René Girault, Gérard Bossuat, Gilles Morin, Fabrice d'Almeida, Stéphane Nissant, Jean-François Kessler), des chercheurs, des étudiants et quelques anciens militants et dirigeants (Robert Verdier, Gérard Jacquet).

Dans une brochure publiée environ un an après sa création, la Commission fait le point sur ses différentes activités: une bibliographie sur l'histoire du parti, des publications d'articles parus dans *Vendredi* (publication hebdomadaire du PS) et l'organisation de tables-rondes pour débattre de la «dimension historique» de chaque thème discuté lors des conventions nationales du PS qui se

---

<sup>542</sup> J.-M. Bichat (entretien avec), *Vendredi*, no 280, 12 avril 1996, p. 12.

<sup>543</sup> G. Bossuat, «Le Parti socialiste et l'Histoire», *Vendredi*, no 280, pp. 12-13.

<sup>544</sup> Ibid.

sont tenues entre 1996 et 1998 (mondialisation, démocratie et citoyenneté, Justice sociale et Economie, Europe).

Là encore, il semble que le rôle de cette nouvelle structure soit bien en deçà des ambitions affichées sur le papier. Si la Commission existe encore aujourd'hui, elle ne se réunit que de manière épisodique, organise quelques manifestations de portée symbolique chaque année (essentiellement des réunions-débats<sup>545</sup>, des commémorations sur des «lieux historiques» du socialisme français ou encore des articles-reportages sur des moments-clés de l'histoire socialiste dans la presse du parti<sup>546</sup>). Ces actions ne semblent toucher qu'un cercle restreint d'individus au capital culturel élevé (historiens et universitaires) ou au capital politique élevé (anciens dirigeants de la SFIO). En dépit d'une volonté de «décentraliser» les manifestations et commémorations, les actions de la Commission apparaissent également essentiellement circonscrites à Paris ou à la région parisienne, et les relais revendiqués et recherchés auprès des militants de base ne semblent pas avoir dépassé le stade des bonnes intentions<sup>547</sup>. De fait, la Commission est aujourd'hui de plus en plus sous la dépendance bienveillante de l'OURS sur le plan structurel (les réunions se déroulent au siège de l'OURS; ses archives et réseaux universitaires et politiques lui sont très utiles pour l'organisation de conférences ou commémorations) et quant au contenu de ses activités qui est très largement inspiré par les permanents de l'OURS<sup>548</sup>. Le double objectif de la Commission était de créer au sein du PS un espace de

---

<sup>545</sup> Par exemple, un colloque a été organisé par la Commission le 8 décembre 1998 dans les locaux de l'Assemblée nationale sur le thème suivant: «A Tours, Blum avait raison». Pour débattre, on avait invité Charles Fiterman (ancien ministre communiste de 1981 à 1984 aujourd'hui membre du PS), François Hollande, premier secrétaire du PS, Marcel Rigout, également ministre communiste de 1981 à 1984 et Robert Verdier, président de la Société des Amis de Léon Blum.

<sup>546</sup> Par exemple, voir la défense très favorable à Léon Blum du bilan du Front populaire à l'occasion de la célébration des soixante ans de l'événement. Cf Articles de Robert Verdier et de Stéphane Nissant. «Le Front populaire, une révolution culturelle», *Vendredi*, no 283, pp. 6-7.

<sup>547</sup> Jean-Michel Bichat, à qui j'avais sollicité à plusieurs reprises un entretien, en lui expliquant dans le détail le contenu et la nature de ma recherche sur la mémoire socialiste, n'a jamais donné suite à mes lettres.

<sup>548</sup> Entretien avec Denis Lefebvre, siège de l'OURS, Paris, 20 mars 1998.



réflexion historique critique vis-à-vis de sa propre histoire au service de l'ensemble des adhérents du parti, ainsi que de recueillir la mémoire vive et historique du socialisme français. Il apparaît clairement que ni l'une ni l'autre de ces activités ne semblent avoir été couronnées de succès, par manque de moyens financiers et humains.

— Les publications du PS:

Depuis 1971, le nouveau Parti socialiste a éprouvé d'énormes difficultés à faire vivre une presse militante de qualité<sup>549</sup>. Les titres de la presse socialiste sont depuis cette date pléthoriques. Une recension de ces titres<sup>550</sup> montre que la plupart des revues créés depuis le début des années 70, n'ont guère passé le cap des quelques dizaines de numéros<sup>551</sup>.

Sur le plan national, le Parti socialiste publie actuellement deux revues<sup>552</sup>. *L'Hebdo des socialistes*, qui comme son nom

---

<sup>549</sup> Ce qui ne veut pas dire que la SFIO possédait une presse plus dynamique. Une recension de Frédéric Cépède pour l'Office Universitaire de Recherche Socialiste (OURS), montre que *Le Populaire*, qui devient l'organe officiel de la SFIO en 1921 pour faire face à la perte de *L'Humanité* restée sous contrôle communiste, n'est jamais parvenu à s'imposer comme journal majeur. Manquant de moyens financiers et concurrencé par la presse socialiste de province, le quotidien devient bi-mensuel en 1924. Un nouveau *Populaire* quotidien est relancé en 1927 qui paraîtra jusqu'en 1940. Après la guerre, *Le Populaire* connaîtra les mêmes difficultés qu'avant la guerre. Il reparait en 1944, se transforme en *Populaire-Démocratie* en 1966 (ne paraissant plus que trois fois par semaine), et finalement meurt en 1970. Cf F. Cépède, «La presse socialiste, 1905-1969», document dactylographié, OURS, non daté, 10 pages.

<sup>550</sup> Voir la recension effectuée par Frédéric Cépède pour le compte de l'OURS: «Les publications socialistes, 1971-1995», document dactylographié, avril 1995, 9 pages.

<sup>551</sup> La presse socialiste a même connu des échecs retentissants. On peut citer le cas du quotidien *Combat socialiste*, lancé dans l'euphorie de la campagne présidentielle victorieuse de F. Mitterrand le 25 février 1981 et qui s'interrompt le 10 juillet 1981. Plus récemment, une revue trimestrielle de débats, *Vendredi-Idées*, est lancée fin 1992 et ne survivra que jusqu'au numéro trois publié fin 1993. A partir de janvier 1994, il est décidé d'insérer quatre pages de ce magazine au sein de l'hebdomadaire du parti qui s'appelle *Vendredi* (1989-1997), lui-même remplacé par *L'Hebdo des socialistes*.

<sup>552</sup> Les fédérations (voir, plus bas, l'exemple de la Fédération du Nord), voire certaines sections peuvent, dans certains cas, imprimer leurs propres publications. Dans le cadre de cette recherche, nous nous concentrerons sur les publications qui touchent l'ensemble des adhérents sur le plan national.

l'indique paraît une fois par semaine, et qui est envoyé gratuitement à l'ensemble des adhérents du Parti socialiste. Récemment, le PS a relancé un des ses vieux titres, *La Revue socialiste*. Il s'agit ici d'une publication trimestrielle qui s'adresse à la fois aux adhérents, sympathisants et chercheurs. On peut se procurer cette revue sur abonnement ou dans les kiosques.

*L'Hebdo des socialistes* est publié à environ 150,000 exemplaires. Il constitue le lien entre la direction nationale et les militants de base du parti. Ce titre a succédé à l'hebdomadaire *L'Unité* (publié entre 1972 et 1989), lui-même remplacé par *Vendredi* (1989-1997). Depuis 1997, *L'Hebdo des socialistes* est le nouveau titre donné au seul média socialiste en France<sup>553</sup>. Outre un éditorial politique en première page (souvent signé par le premier secrétaire du parti), la publication comporte un certain nombre de rubriques habituelles («Agenda» qui sert à avertir les adhérents des réunions publiques auxquels participeront les dirigeants du parti dans toute la France), des entretiens avec des membres du secrétariat du parti ou du gouvernement afin d'«expliquer aux militants» l'action du gouvernement, des notes présentant les publications du parti, des entretiens avec des personnalités extérieures ou encore une page arts et culture. Exceptées quelques incursions de la Commission Histoire et Mémoire, *L'Hebdo des socialistes* a pour vocation de «coller à l'actualité politique» nationale, européenne ou internationale, d'expliquer, de manière didactique, aux adhérents la politique du gouvernement ou les prises de position du parti<sup>554</sup>. Cette

---

<sup>553</sup> A noter que la presse socialiste nationale ne possède plus de quotidien depuis la disparition du *Populaire* à la fin des années 60. Le *Populaire* avait été créé à la suite de la scission de Tours et la création du Parti communiste. Ce dernier avait conservé l'utilisation de *L'Humanité*, quotidien fondé par Jean Jaurès.

<sup>554</sup> Fonction didactique et pédagogique qui n'est pas toujours remplie, si l'on en juge la lettre d'une militante publiée dans la rubrique courrier des lecteurs: «*L'Hebdo* contient des documents intéressants, je le reconnais. Mais comme il est austère et intellectuel! Nos militants ne sont pas tous des hommes et des femmes très instruits et très «parisiens». Entre les propos codés de nos responsables nationaux et nos militants dans les sections, le décalage est énorme. Il est parfois ressenti avec une certaine amertume — l'impression que les militants de base ne sont là que pour coller des affiches et distribuer des tracts, mais en aucun cas pour comprendre et

publication ne possède donc pas clairement de dimension historique, dans le sens où un effort serait fourni pour relier le cours politique au passé, pour débattre de l'évolution de la pensée socialiste à travers le temps, ou encore tenir les militants informés des discussions théoriques sur la social-démocratie qui se tiennent en France ou à l'étranger (e.g. la «Troisième voie» en Grande-Bretagne ou le «Nouveau centre» en Allemagne).

*La Revue socialiste* a été initialement fondée en 1885 par Benoît Malon, ouvrier teinturier et militant de l'Internationale des travailleurs, puis de la Commune. Proche de Jules Guesde, l'itinéraire de Malon est celui d'un ouvrier hautement qualifié devenu par la force du travail un «intellectuel socialiste». Titre particulièrement prestigieux dans la presse socialiste, *La Revue socialiste* a subi deux interruptions de parution entre 1914 et 1946, et entre 1973 et 1999. Lorsqu'il paraît pour la première fois en 1885, *La Revue socialiste* a pour ambition de créer une revue ouverte à l'ensemble des courants socialistes français (Franc-maçonnerie, milieux socialistes mais aussi anarchistes, militantes féministes, hommes de science positivistes et chefs d'entreprises<sup>555</sup>), et non de se faire le porte-parole d'un courant de pensée en particulier. À partir de 1905, si parmi ses collaborateurs nombre sont membres de la SFIO, la revue n'appartient cependant pas officiellement au parti<sup>556</sup>. Paradoxalement, le prestige de la revue ne s'accompagne pas d'une diffusion importante: à l'époque de Malon, elle ne dépassera jamais le cap des 350 abonnés. Pourtant, sa visibilité dans le champ des revues socialistes qui comptent devient rapidement patente<sup>557</sup>. Daniel Mayer, leader de la SFIO clandestine pendant

---

participer... Qu'attendent les militants de base? Un journal moins austère (l'humour est une des bases de la pédagogie), des articles plus courts et plus clairs (l'un n'excluant pas l'autre) (...). Colette Landru, Secrétaire de la section du canton de Vif, *L'Hebdo des socialistes*, no 86, 8 janvier 1999, p. 15.

<sup>555</sup> E. Bréhier, «Histoire d'un titre: *La Revue socialiste*», *La Revue socialiste*, no 1, printemps 1999, p. 163.

<sup>556</sup> Ibid.

<sup>557</sup> Sur la question de l'éclosion de petites revues socialistes dans les années 1890-1910, voir l'article de Christophe Prochasson: «Revue et mouvement ouvrier "Fin de siècle"», *CFDT-Aujourd'hui*, no 100, mars 1991, pp. 12-23.

l'Occupation relance le titre à la Libération. Elle renaît dans un contexte politique différent de son premier lancement. Elle est dorénavant concurrencée sur sa gauche par les publications du Parti communiste et d'une vulgate marxiste triomphante dans l'intelligentsia politique de l'époque. Dans ce contexte, l'objectif de cette re-parution est de montrer à l'extérieur que la SFIO est «capable d'avoir une production de haute qualité intellectuelle» et que le parti peut y publier des intellectuels de renom. En outre, elle constitue un instrument idéologique de poids dans la lutte symbolique visant à retisser des liens étroits entre la SFIO et le marxisme<sup>558</sup>. La continuité avec le projet de Benoît Malon est rappelée dans le premier numéro, et le parti confie la direction de la rédaction à Ernest Labrousse, historien socialiste reconnu<sup>559</sup>. Par rapport à la revue de Malon qui est farouchement indépendante des partis, la deuxième formule se caractérise avant tout par une dépendance-juridique, financière et politique à l'égard du parti de Guy Mollet<sup>560</sup>. Une deuxième interruption amène la direction du nouveau PS à lancer un nouveau titre, *La Nouvelle revue socialiste*, en 1974, qui est davantage calquée sur le modèle de *La Nouvelle Revue française* (NRS) que sur le projet originel de Malon. Son responsable, Maurice Benassayag, a pour ambition de se faire l'écho des «nouvelles tendances culturelles de la société française», et de créer une revue culturelle qui est le reflet du «renouveau de la culture socialiste» contre le «passé identitaire de la SFIO» auquel *La Revue socialiste* est indirectement associée<sup>561</sup>. Coincée entre le dynamisme de revues de courants (*Repères* pour le CERES ou *Faire et Intervention* pour les rocardiens) et une arrivée au pouvoir en 1981 qui ralentit considérablement la création intellectuelle, la revue ne parvient jamais à trouver un ton et un contenu original au cours de ses deux décennies d'existence.

---

<sup>558</sup> E. Bréhier, op. cit., p. 163.

<sup>559</sup> E. Bréhier, op. cit., p. 164.

<sup>560</sup> E. Bréhier, op. cit., p. 166.

<sup>561</sup> E. Bréhier, op. cit., p. 165.

Comme *La Revue socialiste* d'Ernest Labrousse, il s'agit d'une publication officielle du parti<sup>562</sup>.

La troisième tentative de relance du titre semble davantage s'inscrire dans la logique de la «deuxième période» que de la première. La publication est lairement placée sous l'aile du parti<sup>563</sup>. Le directeur de la publication, Henri Weber, est secrétaire national chargé de la Formation au PS, et membre depuis les années 80 du courant fabiusien. La composition du comité de rédaction fait la part belle aux responsables socialistes (P. Bérès, A. Bergounioux, F. Bredin, J.-C. Cambadélis, G. Fuchs, P. Guidoni, F. Hollande, G. Le Gall, J.-L. Mélenchon, M. Touraine) ou chercheurs et intellectuels sympathisants (E. Badinter, L. Bouvet, O. Duhamel, F. Gaspard, J. Mossuz-Lavau). Il s'agit donc, comme pour la NRS, d'une revue placée sous le contrôle du PS, dans lequel un savant dosage des courants a été opéré (en particulier entre fabusiens et jospiniens). Le premier numéro consacré aux transformations actuelles de la social-démocratie européenne, passe en revue plusieurs partis européens (Grande-Bretagne, Hollande, Italie, Portugal, Allemagne) et, dans un esprit général d'ouverture intellectuelle, essaye de dégager les éléments de convergence et de divergence entre le PS et les autres formations social-démocrates<sup>564</sup>.

Il est encore permis de se demander quel peut être l'impact intellectuel d'une telle publication dans le monde des militants du Parti socialiste. Vendue en kiosque et par abonnement, de nature théorique et para-universitaire<sup>565</sup>, il serait assez surprenant qu'une

---

<sup>562</sup> Le premier numéro de la NRS est annoncé dans le numéro 24 du *Poing et la Rose*, en janvier 1974. François Mitterrand en est le directeur politique officiel.

<sup>563</sup> *La Revue socialiste* est publiée par le Parti socialiste, et son administration éditoriale se trouvent au siège du PS, rue de Solférino.

<sup>564</sup> Voir en particulier l'article de Henri Weber au titre très explicite: «Parti socialiste et *New Labour* britannique: convergences et divergences», *La Revue socialiste*, no 1, printemps 1999, pp. 18-31.

<sup>565</sup> Nombre des collaborateurs au premier numéro ont une formation universitaire, et les contributions sont rédigées selon les canons académiques classiques: articles au style soigné et au contenu fouillé (utilisation du jargon de la science politique dans certains cas), notes de bas de page, références bibliographique (en anglais et en allemand).

telle publication puisse, à terme, devenir *la revue du parti*, dans le sens où elle serait lue par les segments les plus divers de la population socialiste. Au contraire, elle apparaît plus comme une revue destinée à «muscler» théoriquement le message politique des socialistes français après de longues années de désintérêt pour les discussions théoriques et doctrinaires<sup>566</sup>. Il n'est peut-être pas fortuit que ce lancement et le thème de ce premier numéro («Socialisme européen: vers une nouvelle voie») survienne à un moment où, de l'autre côté de la Manche, se développe une entreprise de révision doctrinaire de la social-démocratie sans précédent depuis l'après-guerre<sup>567</sup>.

Ceci étant dit, il n'existe aucune preuve tangible — à tout le moins dans ce premier numéro — qu'une telle publication puisse remplir le rôle d'un *cadre historique de la mémoire socialiste*: peu tournée vers les questions d'histoire et de mémoire, la revue a pour fonction première de fournir aux dirigeants et cadres socialistes une mise en perspective théorique de politiques mises en chantier par le gouvernement Jospin. Elle ne semble pas remplir de fonction pédagogique de mise en valeur de l'histoire socialiste à l'intention des militants de base du parti.

## B. Une «structure amie»: la Fondation Jean Jaurès

La Fondation Jean-Jaurès a été reconnue d'utilité publique le 21 février 1992. Elle a rejoint les autres Fondations politiques que l'on trouve dans la plupart des pays européens<sup>568</sup>. Avec la

<sup>566</sup> A la fin des années 80, Henri Weber, directeur de *La Revue socialiste*, avait lancé une autre revue théorique intitulée *Vendredi-Idées*. Avec une maquette et une présentation soignée, la publication, trop chère à produire, n'avait pas tenue ses promesses puisqu'elle avait disparu après le troisième numéro, dans l'indifférence générale.

<sup>567</sup> L'entretien accordé par Lionel Jospin à la revue participe de ce débat et de la «stratégie de distinction» constructive et prudente adoptée par le PS vis-à-vis de la «troisième voie» blairienne. Cf L. Jospin, «Rénovation de la social-démocratie: l'expérience française», *La Revue socialiste*, no 1, printemps 1999, pp. 32-48.

<sup>568</sup> Pour ne citer que les Fondations social-démocrates les plus connues au sein de l'Europe de l'Ouest: la Fondation Friedrich Ebert en Allemagne, l'Institut Karl Renner en Autriche, la Fondation Pablo Iglesias en Espagne, l'Olof Palme Akademie en Suède, la Fondation Albert Mozer aux Pays-Bas.

Fondation Robert-Schuman (conservatrice), elle a constitué la première Fondation politique jamais créée en France. D'autres Fondations ont ultérieurement été fondées. Elles sont liées à l'oeuvre politique d'anciens présidents de la République (Fondation Charles-de-Gaulle, créée en 1993; la Fondation François-Mitterrand, créée en 1996). Moins dotée financièrement que les autres structures social-démocrates, la Fondation Jean-Jaurès a un budget d'environ cinq millions de francs par an, dont 40% sont assurés par les subventions de l'Etat<sup>569</sup>. Située dans les locaux cossus de la rue Paul Doumer dans le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris, elle possède également l'immeuble du 12, Cité Malheshherbes, le siège de la SFIO à Paris<sup>570</sup>. Quatre représentants du gouvernement sont d'ailleurs membres de droit du Conseil d'administration. La Fondation est ainsi entièrement indépendante du Parti socialiste sur le plan financier. Sur le plan de l'administration, on retrouve inversement la présence de socialistes en fin de carrière ou certains caciques de l'appareil partisan. Présidée depuis sa création par Pierre Mauroy (ancien premier ministre, ancien président de l'Internationale socialiste, sénateur-maire de Lille), la Fondation comprend au sein de ses structures dirigeantes des responsables ou élus socialistes connus (P. Guidoni, G. Lindeperg, G. Collomb, B. Roman, L. Cohen-Solal). L'objectif de la Fondation est triple: elle a pour objectif de «favoriser l'histoire du mouvement ouvrier et du socialisme international, de promouvoir les idéaux démocratiques et humanistes par le débat des idées et la recherche, de contribuer à la connaissance de l'homme et de son environnement, de mener des actions de coopération économique et culturelle concourant à l'essor du pluralisme et de la démocratie dans le monde»<sup>571</sup>. Sur le plan de la coopération internationale, la Fondation organise des colloques, des missions de développement socio-économiques en Europe de l'Est, en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Sur le

---

<sup>569</sup> Fondation Jean-Jaurès, *Un objectif, la démocratie*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 1997, p. 16.

<sup>570</sup> C'est à cet endroit que sont organisées chaque semaine les *Mardis de la Fondation*, rencontres-débats sur des thèmes politiques et culturels divers.

<sup>571</sup> Fondation Jean-Jaurès, op. cit., p. 3.

plan des études et de la recherche, la Fondation organise des tables-rondes et colloques internationaux (au moins deux par an) consacrés à des sujets aussi divers que «le fondamentalisme et la social-démocratie» (co-organisé avec la Fondation Friedrich Ebert), «le socialisme à visage urbain», «l'avenir de l'Etat-providence», «la révision de la Constitution», une rencontre franco-britannique un an après les élections de T. Blair et de L. Jospin ou encore sur les drogues<sup>572</sup>. Elle publie mensuellement les *Notes de la Fondation* qui regroupent deux articles de fond sur des sujets politiques, économiques et culturels, ainsi que *La Lettre de la Fondation* qui fournit quatre pages d'informations sur les activités de la Fondation Jean-Jaurès. Le troisième volet des activités rejoint davantage les préoccupations de cette présente recherche. Animé par Jean-Michel Rosenfeld, le Département Culture et Mémoire de la Fondation joue un rôle d'animation culturel et de commémoration historique. Cinq manifestations majeures ont été organisées pendant les cinq premières années de l'existence de la Fondation: la commémoration du cinquantième anniversaire de la révolte du ghetto de Varsovie, la projection du film *Germinal*<sup>573</sup> en avant-première au Palais des Congrès à Paris devant trois mille personnes, deux expositions (l'une de gravures et de tableaux consacrés à la mine, l'autre d'objets et d'outils de mineurs de la fin du dix-neuvième siècle), un colloque sur le centième anniversaire de l'Affaire Dreyfus, la participation à la publication d'une biographie illustrée de Jean Jaurès<sup>574</sup>, et le parrainage d'un colloque organisé par le CNRS et l'université de Nanterre sur le thème de «Engels, savant et révolutionnaire». Outre le dépôt d'une gerbe au café du Croissant à Paris pour commémorer chaque 31 juillet l'assassinat de Jean Jaurès<sup>575</sup> et quelques manifestations festives et populaires (e.g. fête organisée en 1996 devant la mairie du XX<sup>e</sup> arrondissement de

---

<sup>572</sup> Ces rencontres font généralement l'objet de publications *a posteriori*.

<sup>573</sup> Du cinéaste Claude Berry, à partir du roman d'Emile Zola.

<sup>574</sup> Ph. Marlière, S. Montmoulineix, *Jean Jaurès et son discours à la jeunesse*, Genève, La Nacelle, 1995 (avec une préface de Pierre Mauroy).

<sup>575</sup> Entretien avec Jean-Michel Rosenfeld, siège de la Fondation Jean-Jaurès, Paris, 25 juillet 1997.



Paris pour célébrer le soixantième anniversaire du Front populaire, comprenant repas, discours, course cycliste amateur et bal «style Front Popu»<sup>576</sup> sur la place Gambetta), la Fondation semble essentiellement concentrer ses activités commémoratives sur des objets conventionnels: archivage de la documentation du Parti socialiste ou recensement des écrits disponibles sur l'histoire de la SFIO depuis 1905 ainsi que sur le Parti socialiste. Il faut noter que cette tâche est menée en étroite collaboration avec l'Office Universitaire de Recherche Socialiste (OURS), qui, de fait, est le moteur de cette entreprise<sup>577</sup>.

Essentiellement tournée vers l'Europe et le monde à travers ses missions de travail et l'organisation de colloques, la Fondation Jean-Jaurès paraît beaucoup moins active en France. Ses activités liées à la mémoire du mouvement socialiste restent cantonnées à quelques événements de portée plus ou moins confidentielle à Paris ou dans la région parisienne qui n'ont d'ailleurs pas toujours de rapports directs avec l'histoire du socialisme français. Indépendante du PS, la Fondation est toutefois dirigée par des notables du socialisme gouvernemental et parlementaire des années 80, et ne possède pas, à de rares exceptions, de chercheurs ou d'historiens travaillant sur les archives du parti ou produisant des documents de synthèse sur son histoire. Privilégiant les rencontres ponctuelles et festives au travail de fond sur l'histoire du parti<sup>578</sup>, le Département Mémoire et Culture de la Fondation est amené à utiliser les services et l'expertise de l'OURS pour le classement des archives du parti, ou même pour l'organisation de colloques sur des

---

<sup>576</sup> Idem.

<sup>577</sup> Une convention signée entre le Parti socialiste, la Fondation Jean-Jaurès et l'OURS en 1997, accorde aux chercheurs de l'OURS le pouvoir d'accéder aux archives de la SFIO et du PS afin de les classer. Voir *infra* pour une analyse plus détaillée.

<sup>578</sup> Les locaux de la Fondation sont assez spacieux et confortables. Au siège, aucun chercheur ne travaille sur l'histoire du mouvement socialiste. L'endroit n'est d'ailleurs pas visité par des chercheurs venus de l'extérieur car il ne s'y trouve aucune archive historique.

sujets français<sup>579</sup>. Ses publications reçoivent un écho des plus limités au sein du PS, dont sa presse nationale (*L'Hebdo des socialistes*) parle plutôt peu. De manière générale, aucune recherche de fond consacrée à l'histoire et la mémoire du socialisme français ne peut être relevée. La production littéraire de la Fondation ne semble pas répondre à une démarche planifiée et structurée selon des principes de recherche méthodiques, mais apparaissent davantage répondre aux impératifs de l'actualité ou de la commémoration liée au calendrier.

Pour toutes ces raisons, la Fondation peine énormément à émerger comme un centre de formation et de propagation d'une mémoire historique au sein de la famille socialiste française.

### C. Une «structure rebelle»: l'Office Universitaire de Recherche Socialiste

L'Office Universitaire de Recherche Socialiste (OURS<sup>580</sup>) a été créé en juin 1969 par Guy Mollet, ancien secrétaire général de la SFIO (1945-1969)<sup>581</sup>. Alors quasiment en rupture de parti, en retrait sur le plan politique, Mollet veut rassembler des chercheurs, des personnalités politiques qui souhaitent «réfléchir sur le socialisme contemporain, à partir notamment de son histoire, et lui donner un corps doctrinal détaché des contingences du temps»<sup>582</sup>. Il souhaite

---

<sup>579</sup> «Il y, de facto, une répartition des tâches entre la Fondation Jean-Jaurès et l'OURS: la Fondation s'occupe des relations internationales — ils ont de l'argent — et l'OURS s'occupe de la France, car il a des réseaux de militants et d'universitaires que n'a pas la Fondation». Entretien avec Denis Lefebvre, siège de l'OURS, Paris, 20 mars 1998.

<sup>580</sup> Le nom du centre, l'OURS, constitue aussi une référence au marxologue et helléniste Alexandre-Marie Bracke-Desrousseaux, surnommé affectueusement dans la SFIO «le père ours».

<sup>581</sup> Pour un compte-rendu plus détaillé de l'histoire de l'OURS, voir: D. Lefebvre, «Jalons pour une histoire de l'OURS», *Recherche socialiste*, no 7, juin 1999, pp. 13-33.

<sup>582</sup> Selon D. Lefebvre, l'ambition première de Guy Mollet est de faire de l'OURS une sorte d'université populaire dans la forme et l'esprit de celles qui furent créées au début du siècle, c'est-à-dire de toucher des individus politisés mais non formés aux discussions politiques théoriques. On peut noter que la touche «universitaire réelle» de l'OURS, ne s'est constituée que bien plus tard, quand des universitaires ont commencé à collaborer régulièrement aux travaux et à la vie de l'OURS, à partir

également pouvoir former une école de cadres du parti<sup>583</sup>. Composé essentiellement de fidèles du molletisme politique (Claude Fuzier, Ernest Cazelles, Denis Cépède), l'OURS comprend à sa création environ 3500 membres ou abonnés à ses publications<sup>584</sup>. De cette genèse molletiste, l'OURS a longtemps porté un parfum un peu trouble, considéré par certains socialistes «modernes» post-Epinay<sup>585</sup> comme un «lieu infréquentable», ou, par d'autres, de «grenier nostalgique du socialisme»<sup>586</sup>. Après la mort de Guy Mollet en 1975, l'OURS est dirigé par Adrien Spinetta, qui sera remplacé ensuite par Claude Fuzier, fidèle molletiste et le dernier éditorialiste du *Populaire-Démocratie* jusqu'en 1970. En 1996, la direction de l'OURS a été reprise par Pierre Guidoni, actuellement secrétaire national du PS pour les relations internationales. Ancien membre influent au sein du CERES jusqu'à sa disparition en 1986, il est entré à la SFIO dans les années 60, au moment où ce parti fait figure de repoussoir pour la jeunesse politisée par la guerre d'Algérie et mai 68. Modernisateur du parti, représentant à l'époque l'aile gauche de la SFIO, P. Guidoni est aussi un fidèle du parti. Il revendique même un certain «esprit-maison» contre les détracteurs internes ou externes<sup>587</sup>. Le choix du Conseil d'Administration de

---

des années 80. Aujourd'hui, les universitaires représentent environ un tiers de l'équipe dirigeante de l'OURS, alors qu'à l'origine, on n'y trouvait que des politiques. Entretien avec D. Lefebvre, siège de l'OURS, Paris, 20 juillet 1995.

<sup>583</sup> D. Lefebvre, *Guy Mollet, le mal aimé*, Paris, Plon, 1992, p. 479.

<sup>584</sup> D. Lefebvre, *op. cit.*, p. 485.

<sup>585</sup> Denis Lefebvre écrit à ce propos: «(...) Guy Mollet est la mauvaise conscience des socialistes français. Il reste le symbole de la trahison aux promesses faites, du double langage, de la collaboration de classes, de l'adversaire acharné des authentiques socialistes, de la médiocrité en politique. Chef de gouvernement en 1956, il est l'homme de l'envoi du contingent en Algérie, et de l'aventure de Suez. Aujourd'hui encore, cette politique est qualifiée de "national-molletisme". La majorité des socialistes français le honnit. Il suffit, pour s'en convaincre, de lancer son nom dans une réunion de section. L'effet est garanti. L'antimolletisme reste une donnée constante dans le Parti socialiste. Ne raconte-on pas que certaines personnes ont pris leur carte dès octobre 1975 [date de sa mort], car le parti était enfin lavé de tous ses péchés?», *op. cit.*, p. 7.

<sup>586</sup> J.-Y. Boulic, «L'OURS: un grenier nostalgique du socialisme», *Le Quotidien de Paris*, 11 juin 1980, p. 7.

<sup>587</sup> Il déclare ainsi à propos de Guy Mollet, à la fin des années 60: «(...) Aujourd'hui, il est de bon ton de le vilipender. Il était quand même le patron du parti. Quand il disait non, c'était non. Moi, j'étais très "vieux parti", "le parti, c'est

l'OURS s'est porté sur une personnalité socialiste en activité, qui a un intérêt pour l'histoire du PS, qui a personnellement connu la SFIO et occupe aujourd'hui une position «transcourant» au carrefour des diverses tendances du PS<sup>588</sup>. Le passé militant de P. Guidoni, sa connaissance de l'OURS, lui permettent de recueillir l'appui des idèles de Guy Mollet, et facilitent l'arrivée à la tête de l'Office du premier «non-molletiste» depuis 1969<sup>589</sup>. L'OURS était en 1997 dans une situation financière très précaire. Le rapprochement avec un membre actif du secrétariat national du PS, a favorisé une aide financière déterminante (souscription aux revues de l'OURS des députés et sénateurs socialistes, par exemple). L'OURS s'est également rajeuni et ouvert à de jeunes militants ou universitaires socialistes, souvent éloignés sur le plan générationnel et idéologique du molletisme, et qui participent aux comités éditoriaux des revues publiées par l'OURS ou aux conférences et débats que l'Office organise. Même si le destin de l'OURS reste sous certains aspects indirectement lié à celui de son fondateur<sup>590</sup>, ses transformations récentes l'ont largement ramené dans le giron du Parti socialiste. Les responsables de l'Office continuent toutefois de revendiquer une autonomie d'esprit et d'action vis-à-vis du PS d'Epinau, dans un réflexe hérité de l'époque Guy Mollet.

---

le parti"». Cité in C. Bunodièrre, L. Cohen-Solal, *Les nouveaux socialistes*, Paris, Tema, 1977, p. 121.

<sup>588</sup> Bien que ne possédant pas actuellement de mandat électif national ou régional, on le présente aujourd'hui au sein du PS comme un «jospinien historique» qui a conservé une autonomie politique très forte vis-à-vis des courants du PS.

<sup>589</sup> Entretien avec Denis Lefebvre, siège de l'OURS, Paris, 20 mars 1998.

<sup>590</sup> Un Centre Guy Mollet cohabite avec l'OURS au même siège social depuis 1976. On y retrouve des personnalités qui remplissent un rôle éminent au sein de l'OURS, comme Denis Lefebvre à la fois secrétaire général de l'OURS et du Centre Guy Mollet. L'article 1 des statuts du Centre Guy Mollet ne cache d'ailleurs pas les liens organiques qui réunissent les deux structures, même s'il s'agit de deux entreprises distinctes : «L'association dite "Centre Guy Mollet" a pour but d'approfondir et de faire connaître les réalisations et les idées de Guy Mollet, et sa contribution à l'évolution de la pensée socialiste, notamment en matière de construction européenne. Elle le fait en liaison avec l'Office Universitaire de Recherche Socialiste, fondé en 1969 par Guy Mollet». Le Centre Guy Mollet publie depuis 1981 une revue semestrielle, *Le Bulletin du Centre Guy Mollet*.

L'OURS est avant tout un lieu d'archivage et une bibliothèque consacrée au mouvement socialiste français et international. Sa bibliothèque comprend plus de 15.000 livres et brochures dont: les principaux ouvrages publiant les compte-rendus des congrès socialistes des origines à nos jours, de nombreux écrits de leaders et militants socialistes, des ouvrages sur la vie politique française et internationale et une large documentation sur la construction européenne<sup>591</sup>. L'Office possède également une très riche collection de périodiques français et étrangers<sup>592</sup>. En particulier, l'OURS couvre la quasi-intégralité de la presse nationale du parti depuis sa création et possède aussi de nombreuses publications régionales du PS ou encore de revues publiées par les divers courants du PS (en particulier à partir de 1971). L'Office a rassemblé également un fonds d'archives de responsables socialistes (Guy Mollet, bien sûr, mais aussi Albert Gazier, Maurice Deixonne, Marcel Sembat, Jacques Piette, Roger Quillot, Pierre Rimbert, etc.). L'OURS a aussi recueilli une vaste collection d'affiches de propagande, de photographies et de films se rapportant à l'histoire socialiste, et plus de 500 thèses doctorales relatives au socialisme y ont été déposées.

---

<sup>591</sup> L'intérêt de l'OURS pour les questions européennes s'inscrit dans une filiation molletiste classique. Sur ce plan, il semble intéressant de noter qu'Emile Noël qui fut le chef de cabinet de Guy Mollet, puis son directeur adjoint à Matignon (1956-57), a témoigné une fidélité sans faille à l'institution jusqu'à sa mort en 1996. En 1958, il devient secrétaire exécutif de la Commission de la Communauté Economique Européenne (CEE) à Bruxelles. Entre 1967 et 1987, il occupe le poste de secrétaire général de la Commission des Communautés Européennes. Il termina sa «carrière européenne» en occupant le poste de président de l'Institut Universitaire Européen de Florence entre 1988 et 1994. Personnage discret, socialiste de l'ombre, sa fidélité sans faille à Guy Mollet le conduisit à accepter la place de Président du Centre Guy Mollet et à répondre favorablement aux sollicitations de l'OURS pour participer à des colloques ou rédiger quelques contributions sur l'Europe pour être publiées dans les revues de l'Office. Cf D. Lefebvre, «Emile Noël, le très discret secrétaire de l'Europe», *Le Bulletin du Centre Guy Mollet*, no 28, décembre 1996, pp. 18-19 & 21-23.

<sup>592</sup> Plus de 700 sont recensés. Source: l'OURS. Cf «L'OURS, un bilan, des projets», *L'OURS*, no 272, mai-juin 1997, p. IV.

A cette documentation imposante, il convient d'ajouter l'inventaire des archives du Parti socialiste, que ce dernier a laissé depuis peu aux soins de l'Office. Après plusieurs essais avortés visant à établir des relations de travail entre l'OURS et le Parti socialiste depuis la création de l'OURS en 1969, une «Convention pour la conservation des archives et de la mémoire du mouvement socialiste» a été signée entre le PS, la Fondation Jean-Jaurès et l'OURS en 1997<sup>593</sup>. Considérant que la Fondation Jean-Jaurès, qui a vocation «à favoriser l'étude et l'histoire du mouvement ouvrier et du socialisme international (...)»<sup>594</sup>, et que l'OURS «(...) dont les buts sont voisins, dispose déjà de fonds importants (archives et bibliothèque), d'un personnel qualifié, de liaisons avec la communauté universitaire et les chercheurs»<sup>595</sup>, le PS a décidé de donner mandat aux deux institutions afin de s'occuper de la gestion et de l'animation de ses archives. L'expertise sur le plan du traitement des archives socialistes des deux permanents de l'OURS (D. Lefebvre et F. Cépède) et l'absence de personnel qualifié à la Fondation Jean Jaurès font que l'OURS se retrouve être le seul exécutant de cette mission<sup>596</sup>. Les archives du Parti socialiste SFIO se trouvent actuellement dans les caves de l'ancien siège cité Malheshherbes<sup>597</sup>. Une fois l'archivage terminé, il est prévu de

---

<sup>593</sup> La convention a été signée respectivement par François Hollande, premier secrétaire du PS, Pierre Mauroy, président de la Fondation Jean Jaurès et Pierre Guidoni, président de l'OURS.

<sup>594</sup> Non-signé, «Convention pour la conservation des archives et de la mémoire du mouvement socialiste», *L'OURS*, no 273, septembre 1997, p. 3.

<sup>595</sup> Ibid.

<sup>596</sup> Le texte de la Convention désigne d'ailleurs l'OURS comme «l'association responsable des archives du PS», et stipule que l'Office est chargé «de répondre à toutes les demandes qui pourraient être faites en ce domaine».

<sup>597</sup> Essentiellement entassés dans 700 caisses (dont 200 de «vrac») dans les caves de la rue Malheshherbes, les archives socialistes sont conservées dans des conditions très aléatoires. En outre, des déménagements succesifs ont à chaque fois été l'occasion de «tris malheureux» de la part de permanents. Ces disparitions semblent pourtant davantage répondre au souci de «faire de la place» qu'à un choix délibéré et politique de faire disparaître certains documents. L'historien Frédéric Cépède, l'un des deux permanents de l'OURS, relève que «le traitement réservé aux archives témoigne du désintérêt du Parti socialiste d'Epinay - avant tout préoccupé de se donner une nouvelle "image de marque" - pour le patrimoine de son prédécesseur». F. Cépède, *La propagande socialiste, 1944-1981. Recherche sur la construction d'une*

mettre ces archives récentes (en particulier celles post-Epinay) à la disposition des chercheurs, afin que ceux-ci n'aient pas «s'en remettre aux extraits parus dans la presse». Ceci répond au souci de «relancer la recherche sur le PS» au sein de la communauté scientifique<sup>598</sup>.

Pour l'année 1995, l'OURS a reçu près de 750 visites effectuées par 167 personnes (dont 45 étaient déjà venues l'année précédente)<sup>599</sup>. La fréquentation moyenne de chaque visiteur est de quatre jours. Il existe toutefois une disparité importante entre ceux qui n'ont consulté les archives qu'une seule fois (80) et ceux qui ont travaillé plus de 10 jours à l'OURS (50). A l'instar des années précédentes, 95% des lecteurs de l'OURS sont des étudiants ou des chercheurs: 50 d'entre-eux sont venus à l'OURS dans le cadre de la préparation d'une Maîtrise, 11 dans le cadre d'un DEA, et 31 préparent une thèse doctorale. La moitié des étudiants recensés sont inscrits dans des universités parisiennes, et une vingtaine d'entre-eux sont venus de l'étranger (10 des Etats-Unis, 5 de Grande-Bretagne, 4 d'Italie et 3 d'Allemagne). Sur les 167 thèmes de recherche relevés en cette année 1995, 50 sont consacrés à l'histoire du Parti socialiste SFIO, 30 au nouveau Parti socialiste, 20 aux relations internationales, 10 à la construction européenne, 3 aux rapports entre les socialistes et la religion, 4 sur les femmes dans la vie politique et 4 sur le Front populaire. Il y a enfin plusieurs études électorales.

Environ 80 personnes sont des chercheurs qui ont utilisé les archives de l'OURS pour la préparation d'une communication à un colloque universitaire ou une recherche devant aboutir à une publication (article, livre).

---

*identité partisane*, mémoire de DEA en Histoire, Université de Paris I, 1996-97, p. 18.

<sup>598</sup> «Extrait des modalités d'application de la Convention», *L'OURS*, no 273, septembre 1997, p. 3.

<sup>599</sup> Les informations qui suivent ont été fournies par l'OURS. Cf «Bibliothèque et archives de l'OURS: rapport d'activités 1995», *L'OURS*, no 265, mars-avril 1996, p. 14.

## *Les publications de l'OURS*

L'OURS s'est atelé à la rédaction d'une Histoire du Parti socialiste qui est parue dans *Les Cahiers de l'OURS* à partir de 1972. Cette histoire est largement l'oeuvre de deux hommes, Pierre Rimbert et Denis Lefebvre. Couvrant les années d'avant guerre (1905-1938), Pierre Rimbert fut une plume et un intellectuel atypique au sein du mouvement socialiste français. De nationalité italienne (son vrai nom est Carlo Torielli) et immigré en France très jeune, P. Rimbert fut l'un des animateurs intellectuels de l'OURS, en compagnie de Denis Cépède. Un temps communiste, proche des thèses de Trotsky mais hostile à la création de la IV<sup>e</sup> Internationale<sup>600</sup>, il adhère en 1934 à la SFIO dans l'espoir de créer une «social-démocratie de gauche». L'un des rares théoriciens au sein du socialisme français de ce siècle, il collabore à *La Revue socialiste*, dont il est membre du comité de rédaction. Marxiste scrupuleux<sup>601</sup>, il sera également l'éternel minoritaire et opposant au sein d'un parti dont il regrette les «dérives droitières» successives. Bien qu'il ait été en désaccord politique à de nombreuses reprises avec sa politique, Rimbert accepte de rejoindre l'équipe de l'OURS, à l'invitation de Guy Mollet dès 1969. Il y travaillera jusqu'aux dernières années de sa vie, rédigeant des centaines d'articles, rencontrant des chercheurs, participant à des colloques<sup>602</sup>. Intéressé par l'histoire, il est l'instigateur et l'un des rédacteurs principaux d'une histoire du Parti socialiste SFIO entreprise dans *Les Cahiers de l'OURS* en 1972 (no 27 des *Cahiers et de la Revue de l'OURS*), qu'il interrompt avec le numéro 158, ayant couvert la période 1905-1938 du Parti socialiste SFIO. Cette histoire

---

<sup>600</sup> Cf «Rencontre entre Pierre Rimbert et Léon Trotsky (Saint-Palais, 2 septembre 1933)», numéro spécial «Pierre Rimbert, 1909-1991. Une vie pour le mouvement ouvrier», *Cahier et Revue de l'OURS*, no 208, nov.-déc. 1992, pp. 8-10.

<sup>601</sup> Cf, par exemple, son dernier ouvrage: *Du Capital de Marx au socialisme*, Paris, EDI, 1988.

<sup>602</sup> D. Lefebvre, «Pierre Rimbert (1909-1991), itinéraire», numéro spécial «Pierre Rimbert, 1909-1991. Une vie pour le mouvement ouvrier», *Cahier et Revue de l'OURS*, no 208, nov.-déc. 1992, p. 3.



du PS est celle d'un théoricien marxiste, un socialiste de gauche, qui rêve d'un parti plus radical. Sa lecture de l'histoire socialiste de l'entre-deux guerres irrite et dérange les socialistes pour qui «le parti» est un tout que l'on ne critique pas publiquement. Le compte-rendu de la période du gouvernement du Front populaire (1936-37) incommode plus d'un lecteur des *Cahiers de l'OURS*, car Rimbert porte le fer là où cela fait mal<sup>603</sup>: il reproche à Léon Blum d'avoir fait trop de concessions à l'aile droite de la majorité et au Sénat à propos de la poursuite des réformes, ainsi que sur la politique espagnole. Il stigmatise la fusion entre la direction du parti et le gouvernement (qui «n'était pas un gouvernement socialiste, mais un simple gouvernement de coalition» rappelle-t-il), ce qui l'a amené à justifier devant le peuple la politique de non-intervention du gouvernement en Espagne. Il regrette la «pause» des réformes, au moment où la droite et le patronat amorçaient une offensive contre la politique sociale du gouvernement. Il estime que le parti a également commis l'erreur d'accepter et d'approuver la démission du gouvernement Blum après le vote du Sénat<sup>604</sup>. Il pense également que la participation au gouvernement radical Chautemps fut une erreur, car elle laissa au Parti communiste le monopole de l'opposition contre un gouvernement de plus en plus droitier. Les conclusions qu'il tire de la période du Front populaire et de l'action de Léon Blum sont assez accablantes:

---

<sup>603</sup> Que ces propos provoquent un certain malaise au sein des membres de l'OURS et du lectorat des *Cahiers*, Pierre Rimbert en est conscient et le reconnaît publiquement: «Au fur et à mesure que j'avance dans cette histoire du Parti socialiste SFIO, il se trouve de plus en plus de camarades qui ont vécu la période examinée comme je l'ai vécue moi-même. Il est possible que parmi les survivants, il est même sûr qu'il y en a qui ne partagent pas mon appréciation de la conduite des dirigeants socialistes d'alors, notamment de Léon Blum. Nous avons déjà eu, à ce sujet, un débat à nos réunions du mardi de l'OURS. Nous en aurons certainement d'autres. Ce qui est très bien». In «Histoire du parti socialiste SFIO. Quatorzième partie. La leçon de l'exercice du pouvoir (1936-1937)», *Cahier et Revue de l'OURS*, no 80, mai 1977, p. 29.

<sup>604</sup> Pierre Rimbert reprend sur ce point l'analyse trotskyste classique des événements lorsqu'il dit: «Si à la rigueur on pouvait comprendre les scrupules légalistes de Blum, on ne pouvait pas en dire autant de l'approbation du Parti socialiste qui, en tant que parti qui se voulait révolutionnaire, n'avait pas à approuver la démission». P. Rimbert, op. cit., p. 60.

Toutes ces erreurs eurent comme conséquence de couper de plus en plus le Parti socialiste des syndicats, de la masse des travailleurs et de créer une situation à l'intérieur du parti qui allait conduire à une nouvelle scission, à la capitulation de Munich et à l'effondrement de 1940.

Dans toutes ces erreurs du Parti socialiste, Léon Blum porte une lourde responsabilité. Lui qui, pourtant, avait dit que la politique du parti et celle du gouvernement devaient être distinctes a toujours pesé de tout son poids, de toute son autorité, pour amener le parti à le suivre aveuglément dans sa politique gouvernementale. Toujours et dans tous les cas, il a mis le parti devant le fait accompli<sup>605</sup>.

En quelques phrases, Rimbart met en pièces la version socialiste classique d'un gouvernement réformiste et d'un parti révolutionnaire qui «ont fait ce qu'il ont pu» dans des conditions politiques extrêmement défavorables (cohabitation avec les radicaux, critiques des communistes, obstruction systématique du Sénat et de la droite, montée du fascisme en Europe, inaction des alliés face à la situation en Espagne<sup>606</sup>). Le même numéro des *Cahiers de l'OURS* prend soin de donner la parole à Denis Cépède qui commente les «remarques critiques» de P. Rimbart. Il se démarque nettement de l'analyse de Rimbart en relevant que ce dernier «apporte le témoignage d'un homme qui a vécu les événements [et qui] le fait avec cette fougue que donne une intransigeance farouche»<sup>607</sup>. Cette remarque tente de disqualifier les propos d'un acteur en sous-entendant qu'il a été trop impliqué personnellement pour juger avec le recul nécessaire de cet événement historique. Les commentaires de D. Cépède rappellent

---

<sup>605</sup> P. Rimbart, op. cit., pp. 60-61.

<sup>606</sup> Cinquante ans après, l'historien trotskyste Jacques Kergoat fait sienne la thèse de l'alignement de Blum sur les positions britanniques au sujet de la non-intervention en Espagne. Voir J. Kergoat, *La France du Front populaire*, Paris, La Découverte, 1986, pp. 188-190.

<sup>607</sup> D. Cépède, «Leçons pour le présent», in «Histoire du parti socialiste SFIO. Quatorzième partie. La leçon de l'exercice du pouvoir (1936-1937)», *Cahier et Revue de l'OURS*, no 80, mai 1977, p. 62.

«l'absence de perspective révolutionnaire» dans l'expérience gouvernementale de 1936-37 et insiste sur la «lucidité permanente» de Léon Blum dans les choix majeurs qu'il a dû opérer pendant cette période<sup>608</sup>.

A une première période pendant laquelle P. Rimbert s'occupe seul de la rédaction de l'histoire du PS, succède une seconde phase où chaque Cahier est divisé en deux parties bien distinctes: une première qui traite de l'histoire sur un ton plus «neutre»<sup>609</sup> et moins personnel que celui adopté par P. Rimbert, et une deuxième qui laisse la parole aux acteurs et témoins de certaines périodes, qui peuvent prendre position à titre personnel. A partir de la période de l'après-guerre, P. Rimbert prend du recul avec le projet et la période 1938-69 est prise en charge par D. Lefebvre.

L'extrême difficulté que les socialistes français éprouvent à se raconter apparaît de manière éclatante à travers l'exemple du Front populaire. Le regard porté sur cet épisode montre encore qu'au sein même d'une structure indépendante du PS, la rédaction d'une histoire du parti s'avère des plus malaisées. Les enjeux, tensions et conflits politiques entre acteurs, historiens et diverses tendances ou générations au sein du PS sont des plus sensibles, quand il s'agit de figer sur le papier *une* version de cette histoire. La lecture du Front populaire — moment mythique de la gauche socialiste pendant longtemps, — laisse percevoir une lutte symbolique sourde mais réelle entre deux courants historiques du PS: l'un incarné par P. Rimbert qui se réclame d'une action révolutionnaire et populaire dans la lignée des thèses de Marceau-Pivert, et l'autre, incarné par D. Cépède qui est légitimiste et s'applique à laver L. Blum de l'accusation de «trahison» que l'aile gauche du parti et le Parti communiste ont porté contre lui depuis les années 30.

Dans les premières années de l'existence de l'OURS, P. Rimbert organisa également un temps des «études par correspondance», dans la tradition des universités populaires du

---

<sup>608</sup> D. Cépède, op. cit., pp. 64-65.

<sup>609</sup> D. Lefebvre, «Quelques petites réflexions sur l'OURS», document dactylographié, 20 juillet 1995, p. 3.

début du siècle. Il s'agissait en général de publier un texte de base sur une question donnée (de doctrine, d'histoire, un personnage historique, etc.) et des questions étaient envoyées aux membres de l'OURS qui en faisaient la demande<sup>610</sup>. Ultérieurement, ces «études par correspondance» étaient regroupées en «Cahiers». Des «études» furent consacrées à la Révolution française, à l'histoire du mouvement ouvrier et socialiste (Cahier no 33), à l'économie (Cahier no 36), au libéralisme (Cahier no 39) ou à la doctrine socialiste (Cahier no 41).

Aujourd'hui, l'OURS continue de publier deux revues: *L'OURS*, un mensuel socialiste de critique littéraire culturelle artistique<sup>611</sup>, et *Recherche socialiste*, un trimestriel de réflexion historique et théorique consacré au socialisme français et international. La tendance au rajeunissement et à «l'académisation» des collaborateurs est renforcée lorsque l'on regarde la composition des comités éditoriaux. Il y a donc plus d'universitaires (certains assez jeunes et parfois venus d'horizons divers de la gauche), moins de professionnels de la politique (excepté Pierre Guidoni) et surtout, les «mollestistes historiques» ont aujourd'hui presque totalement disparu. Seul Denis Lefebvre, le secrétaire général, constitue l'un des rares membres de l'Office à avoir connu (très jeune) Guy Mollet.

L'Office continue d'organiser des réunions publiques trois mercredi par mois à son siège, rue de Lille à Paris. Le premier mercredi du mois est consacré à un débat sur un sujet d'actualité ou à une conférence (avec un invité extérieur: homme politique, syndicaliste, universitaire). Le second mercredi, l'Office accueille la Commission Histoire et Mémoire du PS, et le troisième se tient un

---

<sup>610</sup> N. Delomel, «Pierre Rimbert: historien du mouvement socialiste», in «Histoire du Parti socialiste SFIO. Quatorzième partie. La leçon de l'exercice du pouvoir (1936-1937)», *Cahier et Revue de l'OURS*, no 80, mai 1977, p. 25.

<sup>611</sup> Il s'agit, dans l'apparence et l'esprit, d'une sorte de *Times Literary Supplement* socialiste. Bien que ce journal se cantonne à la critique d'ouvrages historiques, politiques et littéraires, les recensements fournissent souvent le prétexte aux intervenants d'aborder des sujets d'actualité.

débat sur des questions internationales en coordination avec les amis de l'Association pour le Développement des Relations Internationales (ADRI), structure proche du PS.

On peut noter que l'OURS accueille dans ses locaux tout ou partie des débats et conférences de la Commission Histoire et Mémoire du PS qui, à travers l'OURS, reçoit une visibilité qu'elle ne semble pas être en mesure d'obtenir si celle-ci organisait ses activités à partir du siège de la rue de Solférino. En tenant ses travaux à l'OURS, la Commission Histoire et Mémoire cherche à bénéficier symboliquement d'un nom connu et respecté au sein de la petite communauté de chercheurs (érudits ou universitaires). De son côté, cette collaboration avec le PS permet à l'OURS de rompre avec plus de 25 ans d'isolement au sein de la famille socialiste.

L'OURS envoie des invitations pour chaque manifestation à environ 60 membres ou connaissances (à Paris ou région parisienne). La Commission Histoire et Mémoire et l'ADRI ont leur propre carnet d'adresses. Une trentaine de personnes, en moyenne, assiste aux conférences<sup>612</sup>.

L'OURS organise enfin à Paris et dans toute la France des colloques plus importants qui font parfois l'objet d'une publication<sup>613</sup>. Ces rencontres sont l'occasion de faire participer aux travaux des «universitaires amis» (A. Bergounioux, G. Bossuat, J.-P. Brunet, V. Duclert, J. Girault, F. Lafon, C. Prochasson)<sup>614</sup>.

---

<sup>612</sup> Entretien avec D. Lefebvre, siège de l'OURS, 20 mars 1998.

<sup>613</sup> Pour ne citer que les conférences les plus récentes organisées par l'OURS: le syndicalisme aujourd'hui (1989), le 70<sup>e</sup> anniversaire du Congrès de Tours (1990), le dialogue social européen (1991), perspectives du syndicalisme en France et en Europe (1993), les socialistes français et la guerre d'Espagne (1996), les socialistes et la résistance (1997), le PS SFIO dans la société française (1998, en collaboration avec l'université de Paris I et la Presse des Fondations Nationales de Science Po), l'implantation du socialisme en France, 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècle (1998).

<sup>614</sup> A noter la production en 1997 d'un album consacré au Front populaire dans le département du Pas-de-Calais, qui comprend de nombreuses photographies et des textes d'universitaires de l'université de Lille. Un CD reprenant des chansons ouvrières et socialistes de l'époque, ainsi que des allocutions de leaders du Front populaire (Blum, Thorez) est également joint à l'ouvrage. D. Lefebvre, R. Lefebvre (eds), *Mémoires du Front populaire*, Paris, OURS/Bruno Leprince Editeur, 1997.

## *L'OURS, lieu de mémoire historique socialiste?*

Selon Pierre Guidoni, l'OURS a, entre 1969 et 1999, rempli le rôle de gardien de l'identité et de la doctrine socialiste pendant une décennie de conquête et d'occupation du pouvoir par le nouveau Parti socialiste:

De 1969 à 1999, ceux qui ont animé [l'OURS] ont veillé, réfléchi, travaillé. On les soupçonnait quelquefois de tisonner des cendres: en fait, ils entretenaient une flamme. Critiques, lorsqu'ils pensaient que les vertiges du pouvoir faisaient oublier les principes, et d'abord l'essence même de la doctrine. Attentifs, lorsqu'ils voyaient apparaître des questions inattendues, qui réclamaient des réponses renouvelées. Fidèles, dans le grand remue-ménage des ralliements et des ruptures, des adhésions et des départs, sûrs de leur fait, au moment où tant d'autres s'interrogeaient sur leur identité. Le jour venu, ils étaient prêts à mettre à la disposition de tous les socialistes ce qu'ils avaient sauvegardé du patrimoine intellectuel commun et de la mémoire collective, à jouer au sein d'une famille socialiste fraternelle et rassemblée le rôle dans lequel ils pouvaient être les plus utiles<sup>615</sup>.

En résumé, quelles sont les forces de l'OURS? En quoi contribue-t-il à la «sauvegarde d'un patrimoine et d'une mémoire collective socialiste»? Pouvant compter sur un réservoir restreint de 400 adhérents<sup>616</sup>, l'OURS a cependant un rayonnement culturel qui va bien au-delà de ce nombre assez restreint. Sa longévité et son dynamisme le font clairement apparaître comme *le* lieu de référence sur l'histoire du socialisme en France, aussi bien au sein du PS que dans le monde universitaire. Après une création «politique» (suivant le retrait de Guy Mollet du nouveau PS à la

---

<sup>615</sup> P. Guidoni, «Editorial», *Recherche socialiste*, no 7, juin 1999, p. 5.

<sup>616</sup> Entretien avec D. Lefebvre, siège de l'OURS, Paris, 20 juillet 1995.

suite de ses désaccords avec la nouvelle direction du parti<sup>617</sup>), l'organisation de l'OURS a, en trente années d'existence, lentement mais sûrement évolué. L'Office favorise et accueille aujourd'hui la recherche universitaire. Inversement, la mission de type «université populaire» que s'était fixé Guy Mollet en 1969 s'est relâchée progressivement au point de s'éteindre avec les disparitions successives de membres-clés tel P. Rimbert ou D. Cépède. L'originalité politique de l'Office (un lieu de fidélité au molletisme, voire, en général à la SFIO) s'est également progressivement diluée. Si quelques survivants du molletisme restent discrètement fidèles à l'institution, la nouvelle direction apparaît s'inscrire dans une ligne social-démocratie modérée, qui dresse un bilan plutôt mitigé des deux septennats mitterrandiens<sup>618</sup>, qui tend à se retrouver dans l'action menée par le gouvernement de Lionel Jospin. L'OURS, «institution rebelle» dans la galaxie socialiste semble donc aujourd'hui en voie de «normalisation politique»<sup>619</sup>. Ses animateurs principaux restent toutefois soucieux de préserver une indépendance de pensée et d'action, cimentée par plus de deux décennies de relatif isolement au sein du milieu socialiste. L'arrivée de Pierre Guidoni à la présidence de l'OURS, le développement de relations de travail avec la Fondation Jean Jaurès et la Commission Histoire et Mémoire du PS, la signature d'une

---

<sup>617</sup> Dès 1984, dans une brochure commémorative de son 15<sup>e</sup> anniversaire, D. Lefebvre souligne que l'OURS est parvenu «en grande partie à effacer l'image que donnaient [d'elle] quelques esprits conformistes, celle de revenchards du Congrès d'Epinay». D. Lefebvre, «La vitalité de l'OURS. Une démarche d'ouverture», in 1969-1984. 15<sup>e</sup> anniversaire de l'OURS, 1984, p. 13.

<sup>618</sup> Le groupe molletiste fondateur de l'OURS a évidemment tenu une rancune tenace à F. Mitterrand qu'il a perçu comme un «intrus opportuniste» au sein de la famille socialiste, ainsi que l'un des «liquidateurs» de «l'esprit SFIO» au sein du nouveau PS.

<sup>619</sup> Cette tendance est reconnue et acceptée par les membres de l'OURS. Ainsi, à l'occasion des célébrations de son trentième anniversaire, c'est au siège du Parti socialiste que l'OURS a réuni ses collaborateurs et amis. Pierre Guidoni s'est par ailleurs félicité que François Hollande, le Premier secrétaire du PS, soit venu adresser un «salut chaleureux (...) malgré ses nombreuses obligations», ce qui «montre, après de nombreux autres signes que le travail mené depuis des années est reconnu par la famille socialiste toute entière». P. Guidoni, «Après notre assemblée générale», *La lettre aux adhérents de l'OURS*, Supplément à L'OURS, no 290, juillet-août 1999, p. 1.

Convention pour le classement des archives du PS, ont largement contribué à repositionner l'OURS au sein du PS. On peut aussi ajouter que l'OURS est récemment parvenu à se poser en vis-à-vis du PS, comme le «point de référence incontestable d'un parti qui lui confierait, en quelque sorte, la garde de sa doctrine et en ferait l'arbitre de ses débats idéologiques»<sup>620</sup>.

En outre, l'OURS est à l'heure actuelle presque exclusivement fréquenté par des chercheurs issus du monde universitaire (enseignants et étudiants), et a tissé des liens de travail avec des universitaires de sensibilité socialiste ou des membres du PS. Ceci a, en retour, permis une certaine «professionalisation» des publications de l'OURS. Au ton plus militant d'érudits socialistes de la première époque (P. Rimbert, D. Cépède) a succédé un ton plus académique et policé des «camarades universitaires»<sup>621</sup>. Ceci est perceptible à travers les deux publications présentes de l'Office. L'esprit pédagogue qui a présidé à la confection d'«Etudes» envoyées aux membres semble avoir vécu, même si les publications restent fidèle à la vocation de mémoire historique que l'Office s'était fixé à l'origine: la revue trimestrielle, par exemple, consacre une part importante de chaque numéro à couvrir l'histoire ou la mémoire (rubriques «Histoires socialistes» ou «Document») du parti. Signe de cette évolution: l'actualité est parfois commentée (rubrique «L'événement»)<sup>622</sup>, ce qui n'était qu'exceptionnel dans les publications de l'OURS entre 1969 et le début des années 90.

L'activité de l'OURS contribue-t-elle à l'édification et à la diffusion d'une «mémoire historique» du socialisme français dans le sens où l'entend Maurice Halbwachs? Il est possible de discerner dans le travail que l'OURS opère sur l'histoire socialiste une

---

<sup>620</sup> P. Guidoni, «L'avenir a trente ans», *Recherche socialiste*, no 7, juin 1999, p. 8.

<sup>621</sup> Cet aspect est d'ailleurs souligné par Denis Lefebvre: «On constate donc que la recherche universitaire s'intéresse de plus en plus au mouvement socialiste, et que notre office y occupe une grande place». in «Rapport d'activités 1998-1999», *La lettre aux adhérents de l'OURS*, Supplément à *L'OURS*, no 290, juillet-août 1999, p. 1.

<sup>622</sup> Voir les articles consacrés à la nation et l'Europe (no 3, juin 1998) ou à la réduction du temps de travail (no 5, décembre 1998).



volonté de constitution d'une mémoire historique. La première période de l'OURS est, à ce titre, assez claire: le projet (achevé) de rédaction d'une histoire du Parti socialiste SFIO semble répondre au souci de doter le mouvement socialiste d'un point de repère historique au moment où le nouveau Parti socialiste d'Épinay tourne ostensiblement le dos à tout ce qui porte l'étiquette SFIO. Il a été démontré qu'au sein même du groupe restreint des collaborateurs de l'OURS, la plume hétérodoxe de P. Rimbart est bien loin d'avoir fait l'unanimité. La nature pédagogique de l'entreprise de l'OURS subsiste encore aujourd'hui à travers ses diverses publications et conférences, mais elle apparaît davantage diluée. D'une part, l'identité molletiste s'est très largement atténuée, ce qui permet aujourd'hui un rapprochement de fait avec les structures officielles du parti (Fondation Jean Jaurès, Commission Histoire et Mémoire du PS). D'autre part, l'Office s'est «académisé», ouvrant davantage ses portes et colonnes aux universitaires qu'aux militants érudits. L'OURS réserve également un espace plus important aux questions politiques d'actualité, alors qu'à l'origine les questions d'histoire étaient largement privilégiées.

L'OURS s'est ainsi légèrement «institutionnalisé», pour devenir le vrai (et seul) pendant français des fondations et centres de recherche que l'on trouve dans plusieurs partis sociaux-démocrates en Europe (e.g. Fondation Friedrich Ebert en Allemagne ou Pablo Iglesias en Espagne). Ses ressources financières et humaines restent toutefois incomparablement inférieures, ce qui l'oblige à s'associer avec des structures socialistes qui sont dotées d'un capital économique (Fondation Jean Jaurès) ou politique (Commission Histoire et Mémoire du PS), mais qui ne possèdent ni l'expertise historique, ni les réseaux intellectuels que l'OURS a réussi à construire au cours de trente années d'activité.

Pour ces raisons, la «normalisation politique» de l'OURS<sup>623</sup> a pu servir les intérêts de la direction du PS naturellement peu versée

---

<sup>623</sup> Cette «normalisation» n'est toutefois ni totale, ni parfaite. Des personnalités socialistes liées aux opposants historiques de Guy Mollet (Daniel Mayer, Robert Verdier, Roger Quillot) ou des fidèles du mitterrandisme sont toujours

dans les questions de doctrine, d'histoire et de mémoire. Une collaboration étroite avec une structure indépendante mais politiquement fiable, permet en effet au PS de se libérer de ses «devoirs» de gardien de sa propre histoire, tout en pouvant revendiquer les activités historiques de l'Office<sup>624</sup>, voire d'utiliser le fonds de l'OURS pour compenser l'absence de travail sur sa propre histoire.

Si l'OURS se distingue, dans une certaine mesure, comme l'unique institution socialiste qui travaille effectivement sur l'histoire et la mémoire socialiste, il est permis de s'interroger sur la portée de son action. Il est vraisemblable que la visibilité d'une telle mémoire historique est faible au sein des membres du PS, entendus dans le sens large du terme (militants de base ou sympathisants socialistes). Le rayonnement de l'OURS semble se restreindre à Paris et à la région parisienne (en dépit de participations occasionnelles de membres de l'OURS à des colloques en province). Outre un nombre d'adhérents limité, les publications de l'Office touchent en premier lieu les «convaincus» et «informés»: élus socialistes, socialistes possédant des postes de direction au sein du parti ou chercheurs. Bien que la presse du PS se fasse parfois l'écho des manifestations se tenant à l'OURS (à travers *L'Hebdo des socialistes*), l'accès aux militants de base reste des plus restreints et confidentiels. A ce titre, il est impossible de certifier qu'aucune des publications ou manifestations de l'OURS ait permis de toucher un nombre significatif de militants socialistes. Les conditions de la constitution d'une mémoire historique valant pour l'ensemble du parti ne semblent donc pas réunies. Par contre, il est possible de cerner, à travers l'OURS, la constitution d'une mémoire représentant une sensibilité socialiste (le molletisme), dont le contenu reflète les enjeux et luttes symboliques de ce groupe vis-à-

---

«indésirables» pour une partie de la direction de l'OURS. Marc Osof estime que l'OURS présente une «mémoire socialiste incomplète». Entretien avec Marc Osof, membre du bureau de l'OURS, siège de l'OURS, 20 juillet 1995.

<sup>624</sup> Voir d'utiliser le fonds d'archives ou d'affiches pour les besoins d'une publication du PS ou d'une conférence que le parti organise dans ses propres locaux.

vis du Parti socialiste, et dont les travaux sont essentiellement consultés par des universitaires ou étudiants. Pour toutes ces raisons, l'OURS ne peut donc être présenté que comme un «lieu spécifique et limité de la mémoire socialiste».

Ce constat ne peut que renforcer l'hypothèse selon laquelle les cadres de la mémoire du Parti socialiste sont extrêmement flous, voire même inexistants à l'échelle nationale pour les raisons majeures suivantes:

- une doctrine idiosyncratique et jamais véritablement enrichie depuis les travaux de Jean Jaurès;
- la grande difficulté du message socialiste à se démarquer de manière originale de la rhétorique bourgeoise et libérale sur la République;
- l'impossibilité de trouver un consensus pour pouvoir parvenir à la rédaction de sa propre histoire, principalement par désintérêt, mais aussi du fait de l'extrême hétérogénéité des sensibilités politiques au sein du parti;
- l'absence de travail de pédagogie et de propagande politique à l'endroit des militants de base: le travail de l'OURS qui potentiellement pourrait constituer un cadre de la mémoire historique socialiste, n'est guère disséminé auprès des militants par le PS.

Il s'ensuit qu'il est impossible de relever avec certitude au *niveau national* les cadres de la mémoire socialiste. Il est seulement permis de suggérer un faisceau de cadres mémoriels, dont aucun en particulier ne peut laisser présager qu'il puisse jouer un rôle déterminant dans la formation de la mémoire collective socialiste.

Ce premier constat relatif à la mémoire historique du PS impose maintenant le recueil de la «mémoire vive» des militants par le biais de l'observation empirique. L'analyse des entretiens doit servir à cerner dans quelle mesure les *traces* de la mémoire historique nationale laborieusement relevée à travers ce chapitre, jouent un rôle dans la constitution de la mémoire collective socialiste.

## CHAPITRE II

### LILLE ET CARMAUX EN OBSERVATION: JALONS PRÉLIMINAIRES

Un jour, à Lille, à la fin du déjeuner qui précédait la conférence, Jules Guesde s'écrie: «Oh! Si le Midi était aussi organisé que le Nord, je n'attendrai pas!» Puis levant les yeux au plafond, il reprend, après un petit silence: «Non! Non! Je n'attendrai pas [un petit rire strident]... Je n'attendrai pas les résultats des élections prochaines! Nous pourrions marcher tout de suite».

Marcel Sembat<sup>625</sup>

Jaurès connaît bien les mineurs de Carmaux. En 1885, il a tenu dans la ville ouvrière une réunion lors de sa campagne électorale. Difficile. Il n'était qu'un professeur bourgeois, et on l'a accueilli par des ricanements. On l'a interrompu. Puis il s'est imposé.

Max Gallo<sup>626</sup>

Ce chapitre a pour objet de poser les jalons nécessaires à l'objectivation des attributs politico-culturels fondamentaux au sein des deux sections étudiées. Ce court voyage au sein de la mémoire historique du socialisme lillois et carmausin ne vise pas à rechercher ce qui forme intrinsèquement la culture politique des deux sections. Dans le cadre d'une recherche sur les souvenirs de militants et leur représentation (évidemment subjective) du passé, il convient avant tout de saisir comment, à Lille et à Carmaux, les

---

<sup>625</sup> M. Sembat, *La Victoire en déroute*, Paris, Editions du Progrès civique, 1925, p. 158.

<sup>626</sup> M. Gallo, *Le Grand Jaurès*, Paris, Robert Laffont, 1984, p. 126.

deux sections codifient leur propre histoire et culture partisane, comment elles construisent et présentent leur propre «mythologie politique» à leurs propres militants et vers l'extérieur.

A Lille, on peut noter une forte inclinaison à cultiver ce que l'on pourrait appeler un «militantisme ouvrieriste», dans le droit fil de la tradition guesdiste qui a structuré la Fédération du Nord à sa genèse. Discipline de parti, unité, loyauté vis-à-vis des chefs, culte de l'ouvrier et dévouement à la cause du parti, apparaissent les éléments majeurs de la tradition socialiste septentrionale.

A Carmaux, le particularisme minier façonne à l'extrême la culture politique locale. Pour comprendre le socialisme local, il faut avant tout descendre — pratiquement au sens propre — au fond d'un puits de mine et observer les rapports de travail, les amitiés et inimitiés tenaces qui se forment à partir de l'adhésion au syndicat. Comme Lille, Carmaux se vit et se présente comme un «lieu saint» du socialisme français. Ses luttes ouvrières contre les propriétaires des exploitations minières depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle lui assurent sans conteste le brevet de «terre de luttes socialistes». Mais il y a plus encore à Carmaux. Jésus Christ est venu parmi les pauvres et démunis et s'est installé à Nazareth. Carmaux a également connu son prophète: Jean Jaurès. Bourgeois, intellectuel, républicain modéré, Jaurès est venu à Carmaux, s'est installé parmi ces mineurs socialistes et ne les a plus jamais quittés. Comprendre Carmaux, c'est aussi prendre mesure de l'intensité et de la logique du «mythe Jaurès», la figure christique des mineurs carmausins.

## Section I

### Lille: une social-démocratie militante

#### A. Caractéristiques générales du socialisme septentrional

Il est possible, *grosso modo*, de distinguer trois périodes distinctes dans l'histoire centenaire du socialisme septentrional<sup>627</sup>. La première phase s'étend jusqu'aux années 1910, au terme desquels le socialisme nordiste apparaît avoir acquis une «légitimité identitaire»<sup>628</sup> dans le paysage politique local: la classe ouvrière s'identifie progressivement à lui, et le soutien qu'elle apporte aux forces socialistes dans le Nord (organisées à travers le courant guesdiste) leur permet de remporter leurs premières grandes victoires électorales (Henri Carrette devient le premier maire socialiste de Roubaix en 1892, Paul Lafargue devient député de Lille en 1891 et Jules Guesde député de Roubaix en 1893). Ces victoires historiques du socialisme dans le Nord lui confèrent une «légitimité idéologique»<sup>629</sup>. Jules Guesde entend inscrire son mouvement dans le cadre d'un socialisme révolutionnaire dont l'objectif est l'instauration d'une société sans classe. Pour Guesde, ces succès électoraux n'indiquent en aucune manière le parti pris d'une conquête légale du pouvoir. De l'occupation du pouvoir local et régional découle cependant une «légitimité gestionnaire»<sup>630</sup>, qui caractérise le socialisme septentrional durant la seconde période

---

<sup>627</sup> Je reprends essentiellement le découpage proposé par Antoine Prost in «Les légitimités du socialisme septentrional», in B. Ménager et al., *Cent ans de socialisme septentrional*, Villeneuve d'Ascq, Centre d'Histoire de la Région du Nord et de l'Europe du Nord-Ouest, 1995, pp. 401-405.

<sup>628</sup> A. Prost, op. cit., p. 401.

<sup>629</sup> A. Prost, op. cit., p. 402.

<sup>630</sup> Ibid.

(années 1910-1958). La «légitimité identitaire» chèrement acquise lors des premières luttes ouvrières contre la bourgeoise (puis à partir de 1920, contre le rival communiste) ne s'efface pourtant pas au profit de la «légitimité gestionnaire». Les deux vont cohabiter plutôt harmonieusement: l'essor, après la Première guerre mondiale, des fêtes socialistes, des associations sportives socialistes (plus tard des Centres Léo Lagrange), ou encore la ferveur populaire lors des obsèques de Roger Salengro, montrent l'implantation très forte du socialisme local au sein des populations ouvrières. Une troisième phase (1958-aujourd'hui) s'ouvre avec le début de la V<sup>e</sup> République. Elle est celle d'une crise des légitimités identitaire, idéologique et gestionnaire. Les gaullistes de retour au pouvoir accusent les socialistes d'être les responsables du retard économique pris par la France depuis la fin de la guerre. À gauche, les communistes sont à l'apogée de leur pouvoir, et se présentent comme les «seuls vrais révolutionnaires» aux ouvriers du Nord. La réponse des socialistes nordistes est d'une double nature. Sur le plan économique, ils cherchent à réactiver leur légitimité gestionnaire en se faisant les modernisateurs des industries régionales sur le déclin (charbonnage et sidérurgie)<sup>631</sup>. Durablement installés dans l'opposition sur le plan national, les bastions socialistes du Nord s'érigent alors en «contre-système», développant une culture d'opposition au régime gaulliste. À partir des années 70, le ralliement des socialistes nordistes à François Mitterrand lors du congrès d'Épinay, marque le souci de préserver la légitimité gestionnaire acquise sur le plan local. Entre 1981 et 1984, Pierre Mauroy, alors député-maire de Lille, devient le Premier ministre d'un gouvernement de l'Union de la gauche tourné vers les réformes<sup>632</sup>. C'est pourtant sous la direction du lillois Pierre

---

<sup>631</sup> A. Prost, op. cit., p. 404.

<sup>632</sup> La fierté identitaire des socialistes du Nord de voir l'un des leurs diriger le premier gouvernement de gauche depuis plus de 25 ans, transparait clairement à travers les propos de Guy Allouche, le Premier secrétaire de la Fédération du Nord: «Que Pierre Mauroy sache qu'en entrant à Matignon, c'est aussi chaque militant du Nord et du Pas-de-Calais qui y est entré un peu, tant nous nous sentons pétris par cette grande fraternité socialiste». Cité in M. Pottrain, *Le Nord au cœur. Historique*

Mauroy que la relance de la politique charbonnière et de la sidérurgie va être abandonnée<sup>633</sup>. Les socialistes connaissent des revers électoraux importants dans les années 80: ils perdent leur bastion historique de Roubaix en 1983 qui passe à droite. Pire, la région et le département du Nord, depuis toujours à majorité socialiste, bouscule également à droite en 1992. Récemment redevenu le premier parti de la région, le Parti socialiste n'est plus cependant la force hégémonique qu'il fut dans l'après-guerre en dépit du déclin constant du Parti communiste.

Le Nord de la France (et plus précisément la région Nord-Pas-de-Calais<sup>634</sup>) reste aujourd'hui une terre d'élection pour le militantisme socialiste. Si l'on observe le nombre des adhérents (qui oscillent dans le Nord entre 10.000 et 15.000 pour un parti qui n'en compte en tout guère plus de 130-150.000), l'implantation stable des élus, des scores électoraux supérieurs à la moyenne nationale, des relais et liens réels tissés avec les syndicats, le Parti socialiste dans le Nord présente — fait unique en France — les caractéristiques d'une formation social-démocrate relativement semblable à celles que l'on trouve dans l'Europe du Nord<sup>635</sup>.

### **B. Bref profil sociologique de la section lilloise**

La ville de Lille comprend environ 175.000 habitants, au sein d'une conurbation très peuplée et urbanisée (Lille-Roubaix-Tourcoing). Depuis plus de quarante cinq ans, Lille est dirigée par

---

*de la Fédération du Nord du Parti socialiste, 1880-1993, Lille, Nord Demain, 1993, p. 147.*

<sup>633</sup> Y. Lacoste (sous la direction de), *Géopolitiques des régions françaises*, Tome I, Paris, Fayard, 1986, pp. 188-193.

<sup>634</sup> Qui ont été de tout temps les deux fédérations les plus importantes de France sur le plan des adhérents (environ 1/5<sup>e</sup> des effectifs totaux du parti). En conséquence, leur poids politique est prépondérant lors des congrès du parti (entre 15% et 20% des mandats). Les socialistes ont coutume de dire lors du vote sur un texte important, qu'il est «impératif de se rallier les voix des Fédérations du Nord-Pas-de-Calais» pour pouvoir l'emporter.

<sup>635</sup> A. Philippe, D. Hubscher, *Enquête à l'intérieur du Parti socialiste*, Paris, Albin Michel, 1991, p. 243.



une municipalité socialiste. Lille a connu plusieurs maires socialistes qui ont mené une carrière politique au niveau national, ainsi que l'exercice de fonctions ministérielles (Roger Salengro, maire de Lille entre 1925 et 1936, est ministre de l'Intérieur du gouvernement du Front populaire en 1936; Augustin Laurent, maire de Lille entre 1955 et 1973, est ministre des PTT dans le gouvernement provisoire du général de Gaulle [1944-45]; Pierre Mauroy, maire de Lille depuis 1973, est Premier ministre entre 1981 et 1984). Elevé dans la tradition républicaine et socialiste (son père était un instituteur), socialisé dans les milieux ouvriers du valenciennois, Mauroy est un pur produit du socialisme septentrional. Il adhère à 16 ans aux Jeunesses Socialistes et reste fidèle à la SFIO en dépit de ses désaccords avec la politique étrangère menée par Guy Mollet. L'un des rares «jeunes» se trouvant à la SFIO lors du congrès d'Epinau, son ascension politique est à partir de là rapide. De Pierre Mauroy, on retient souvent une apparence, un style qui renvoient (parfois jusqu'à la caricature) à l'archétype du «social-démocrate nordiste»<sup>636</sup>, c'est-à-dire honnête, direct, chaleureux et à la fibre populaire.

Pendant longtemps ville ouvrière, le centre-ville a subi des transformations urbaines à la suite de grands travaux d'aménagement qui ont commencé il y a plus de vingt ans, et qui se poursuivent toujours aujourd'hui. Ceci a eu pour conséquence d'embourgeoiser la ville<sup>637</sup> et de rendre la réélection de Pierre Mauroy à la mairie plus problématique à partir de 1983.

---

<sup>636</sup> «Grande silhouette massive coulée dans un complet généralement bleu marine, forte tête ronde encadrée par de grosses lunettes de myope, voix de basse teintée d'une pointe d'accent ch'timi, une tendance à chanter légèrement sur la fin de ses phrases, le rire facile et la poignée de main vigoureuse. Pierre Mauroy paraît incarner exactement l'idée que l'on se fait de l'homme du Nord. Du socialiste du Nord, est-on tenté d'ajouter, tant son tempérament et sa carrière politique puis du PS, découlent directement de ses origines régionales et sociales». G. Claisse, cité in Y. Lacoste (sous la direction de), *Géopolitiques des régions françaises*, op. cit., p. 114.

<sup>637</sup> Le nord et le centre-ville sont aujourd'hui aujourd'hui sociologiquement bourgeois et votent davantage pour les partis conservateurs. Le centre-ville est entièrement occupé par des commerces ou des entreprises de services. Seuls les quartiers sud (Faubourg de Béthune, Sud, Moulins), le quartier de Wazemmes, quartier populaire du centre, ou de Fives à l'Est, à forte densité ouvrière, continuent

Les socialistes lillois sont regroupés sur la base d'un Comité de ville qui regroupe 9 sections. Chaque section couvre géographiquement chaque mairie de quartier de la ville. Avec entre 1.800 et 2.000 adhérents, le Comité de ville de Lille est le plus important de la Fédération du Nord<sup>638</sup>. Il se réunit en assemblée plénière trois fois par an. Les sections de quartier se réunissent une fois par mois.

### C. Militantisme et ouvriérisme

Le militantisme socialiste est, dans l'ensemble, actif et dense. Il s'agit pourtant d'un militantisme de type particulier: à la différence des camarades parisiens qui investissent les marchés de la capitale pour vendre la revue du parti ou aborder les habitants, les socialistes lillois se déplacent peu sur les places publiques. Le tissu des élus socialistes dans les mairies, en particulier, permet à chaque citoyen d'entrer facilement en contact avec le PS. Ceci explique peut-être pourquoi le besoin de «battre le pavé» est moins important que dans les villes où le parti ne possède pas des positions électorales fortes.

Le mythe de la «composition ouvrière» de la Fédération du Nord tant vantée par de nombreux élus locaux, ne résiste cependant pas à un examen sociologique plus serré. Il n'y a en effet que 14% d'ouvriers dans les effectifs de la Fédération du Nord (contre 10% pour la moyenne nationale). Mais 37% des militants nordistes ont un père ouvrier (contre 27% en moyenne)<sup>639</sup>. On peut émettre l'hypothèse selon laquelle c'est la valorisation de la culture et de la parenté ouvrière, plus que la composition ouvrière réelle, qui traduit la persistance de l'«image ouvrière» du socialisme septentrional. Il est donc possible de parler d'un «ouvriérisme du

---

de voter sensiblement socialiste, en dépit de la concurrence récente du Front national.

<sup>638</sup> A. Philippe, D. Hubscher, op. cit., p. 364.

<sup>639</sup> H. Rey, F. Subileau, *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1991, p. 142.

verbe», c'est-à-dire d'une forme d'attachement symbolique et sentimental à la défense de la classe ouvrière (et par extension des pauvres, des laissés-pour-compte de la société), à ses valeurs et références culturelles et politiques<sup>640</sup>. Ainsi, l'extraction ouvrière — ou plutôt l'origine ouvrière de par la filiation familiale — représente chez les socialistes lillois davantage qu'une indication socio-professionnelle: il permet au militant de revendiquer une «empreinte politique»<sup>641</sup> particulière. Être socialiste dans le Nord renvoie donc à la célébration d'une identité politique idéalisée, une affirmation de soi idéal-typifiée, qui passe par la sur-valorisation de ses propres origines de classe ou plus souvent, des origines de classe de ses ancêtres. Travaillant sur le Parti communiste, Bernard Pudal montre que la culture de l'ouvriérisme possède avant tout des vertus mobilisatrices pour le groupe politique qui la pratique:

L'ouvriérisme, tel que nous l'entendons, consiste à transmuter un état de fait en programme politique, une façon d'être en devoir d'être<sup>642</sup>.

---

<sup>640</sup> Les interventions publiques ou les écrits de Pierre Mauroy sont souvent parsemés de ces références «ouvriéristes», lyriques et sentimentales: «Qui a vécu avec le peuple sait que le monde ouvrier est un monde fraternel où l'entraide fait partie de la vie quotidienne. Sans que les remerciements soient obligatoires. Chaque geste est naturel. Une femme fera le ménage ou gardera les enfants de sa voisine malade. Un homme ira bêcher le jardin de son camarade de travail souffrant ou lui donnera une partie de sa récolte de légumes». P. Mauroy, *Héritiers de l'avenir*, op. cit., p. 13. A propos de Léon Blum, qu'il dit admirer au demeurant, il remarque: «Esthète, délicat, intellectuel fait pour les salons proustiens, il ne possédait aucune des caractéristiques que l'on prête généralement aux grands leaders ouvriers», p. 37. De même, Julien Decottignies, ancien employé de la Trésorerie générale et militant exemplaire de la section de Lille (interviewé dans cette étude), confie à une journaliste du quotidien *Le Monde*: «[J'ai adhéré à la SFIO] parce que mes voisins travaillaient à l'usine. Ils étaient si malheureux, les ouvriers. Je me suis dit: "Julien, faut se remuer"». A. Logeart, «Le Nord sans boussole. Après la perte de leur fief lors des cantonales, les socialistes rêvent de reconquêtes», *Le Monde*, 8 avril 1992, p. 7.

<sup>641</sup> L. Olivier, *Un exemple de social-démocratie dans le socialisme français: la Fédération du Nord de la SFIO de 1944 à 1958*, Thèse de doctorat, Université de Lille II, 1992, Tome I, p. 356.

<sup>642</sup> B. Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1989, p. 133.

L'identité «ouvrière» du Parti socialiste dans le Nord s'affirme aussi traditionnellement dans le rejet de tout «snobisme intellectuel», lorsqu'il émane d'«intellectuels irresponsables» qui «tirent à boulets rouge sur tout ce qui se réclame du Parti socialiste»<sup>643</sup>. Contre les «élucubrations» de «théoriciens bourgeois», le PS nordiste revendique, haut et fort, le «bon sens de l'action politique». L'ouvriérisme implique également une honnêteté et une éthique de vie où une apparence simple, «sans façon», apparaissent être la norme pour tout socialiste qui se respecte. Le luxe ostentatoire ou les signes extérieurs de richesse sont fortement déconseillés dans cette forme de «protestantisme politique». En particulier, un élu socialiste doit rester proche de son électorat naturel — les ouvriers — sur le plan moral, mais aussi dans son train de vie<sup>644</sup>.

Une autre hypothèse permettant d'éclairer l'attachement quasi-viscéral des socialistes nordistes à la culture ouvrière peut être avancée. Dans le contexte d'une lutte constante et intense avec le Parti communiste sur le plan local, le Parti socialiste a dû pendant longtemps batailler afin de relever le défi de classe que le rival communiste, sociologiquement prolétaire, est toujours prompt à relever. Dans ce cadre de lutte symbolique, l'affirmation de classe est un enjeu important qui peut même implicitement être évoqué par les socialistes, car les deux partis revendiquent le monopole de la défense des intérêts ouvriers. Cette préoccupation socialiste peut parfois aller jusqu'à feindre de méconnaître la réalité politique et sociologique au sein de la gauche française des années 50. Ainsi, par

---

<sup>643</sup> H. Dupin, «Bon sens et honnêteté», *L'Espoir*, 17 novembre 1958; cité in L. Olivier, op. cit., p. 349.

<sup>644</sup> Au lendemain de la perte de la majorité au Conseil général au profit de la droite et de la présidence du Conseil régional au profit d'une élue écologiste, le quotidien *Libération* a enquêté dans le Nord auprès d'élus et de militants de base. Ces derniers, désabusés par ces deux défaites historiques au pays du «socialisme endémique», ont des mots très durs à l'encontre de leurs élus, appelés communément les «membres du gang des Renault 25» (du nom de leurs luxueuses voitures de fonction), symboles, aux yeux des militants, d'un embourgeoisement de leurs dirigeants». J. Hatzeld, «Nord, les socialistes ont mal à leur identité», *Libération*, 15 avril 1992, pp. 8-9.

exemple, Jean Lechantre, un socialiste lillois, qui s'exclame lors du congrès national de la SFIO de 1956 qui se tient à Lille: «Nous savons quant à nous que le congrès national du *seul*<sup>645</sup> parti de la classe ouvrière est en lui-même un acte essentiel de la vie politique des fédérations (...)»<sup>646</sup>.

En résumé, l'ouvriérisme dans le discours des socialistes du Nord (entretenu jusqu'à aujourd'hui), répond certainement au souci d'amplifier une réalité sociologique défailante (de fait, le PS nordiste et lillois est essentiellement le parti des petites classes moyennes salariées à partir des années 60). Car, de Guesde à Mauroy, le socialisme septentrional ne se conçoit pas sans une référence marquée aux origines de classe du parti ou aux socialistes ouvriers qui les ont précédés dans le parti.

#### D. Perspectives de terrain

Le socialisme municipal lillois s'inscrit dans un cadre urbain et aujourd'hui embourgeoisé. Sur le plan militant, les sections sont aujourd'hui représentatives du PS au niveau national, c'est-à-dire le parti des classes moyennes salariées. La création du nouveau PS en 1971 a favorisé l'arrivée à Lille de chrétiens de gauche, qui s'étaient tenus jusqu'alors à l'écart de la très anti-cléricale SFIO. La déconfessionnalisation de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) aboutit à la création de la CFDT en 1964, et facilite le ralliement au PS de jeunes syndicalistes venant d'une gauche chrétienne humaniste et anti-autoritaire<sup>647</sup>. Le PS lillois va bénéficier de l'apport de militants chrétiens, étant donné la forte implantation d'un courant chrétien social dans la région du Nord, à travers la CFDT, mais aussi à travers les membres de la

---

<sup>645</sup> Souligné par nous.

<sup>646</sup> J. Lechantre, in *Nord Matin*, 8-9 avril 1956; cité in L. Olivier, op. cit., p. 354.

<sup>647</sup> R. Mouriaux, *Le syndicalisme en France depuis 1945*, Paris, La Découverte («Repères»), 1994, pp. 61-64.

Jeunesse Ouvrière Chrétienne ou du club Objectif 72 de Robert Buron<sup>648</sup>.

A la tête de l'une des grandes métropoles françaises, le PS lillois constitue également l'une des plus importantes sections de France. Lille est aussi le siège de la Fédération du Nord du Parti socialiste. Il est intéressant de noter que le siège de la section lilloise a ses bureaux dans les locaux mêmes de la Fédération du Nord du parti. Ceux-ci, modernes, spacieux et confortables, se trouvent rue Lydéric qui est située à moins de cinq minutes à pied de l'Hôtel de ville, ce qui facilite les déplacements entre les deux bâtiments pour les permanents et élus socialistes lillois.

La Fédération du Nord publie un mensuel, *Nord Demain*, et le Comité de ville de Lille, un bulletin d'informations mensuel, *Vivre Lille*. *Nord Demain* traite de problèmes politiques du moment, mais rapporte également les événements ou manifestations qui rythment la vie des sections dans la région du Nord. Une mention particulière des cérémonies commémoratives, des fêtes de sections ou encore des célébrations organisées en l'honneur des «anciens» du parti, peut être remarquée à la lecture des différents numéros du mensuel. A la manière de la célébration d'un anniversaire de mariage, la section locale honore un vieux militant pour ses 40, 50 voire 60 ans de parti. Une photo du militant est publiée à côté du Premier secrétaire fédéral et d'autres dirigeants de la section. En général, une formule similaire à celle-ci est utilisée: «C'est en reconnaissance de ces 40/50/60 ans de militantisme que X a été honoré par Y, le Premier secrétaire de la section. A côté de nos jeunes militants, nous avons le plaisir de compter dans nos rangs de nombreux «anciens», véritable mémoire vivante de notre parti, etc.». Est-il ici possible d'émettre l'hypothèse selon laquelle une fédération qui s'enorgueillit de ses vieux militants et qui les honore officiellement, est une fédération pour qui le rappel du passé et de l'histoire du Parti joue un rôle important dans l'affirmation de sa

---

<sup>648</sup> H. Rey, F. Subileau, *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, op. cit., p. 145.

propre identité? Cette piste de réflexion sera creusée lors de l'analyse du travail de terrain ci-dessous.

Fait quasiment unique dans le Parti socialiste en général, la Fédération du Nord et la section de Lille assurent une place relativement importante à l'histoire de leur parti au sein de ses publications fédérales et locales. Martine Pottrain, entrée au Parti socialiste en 1967, collaboratrice de Pierre Mauroy depuis 1975, est la déléguée fédérale à l'Histoire et la responsable des archives de la Fédération du Nord du PS qui sont entreposées au siège, rue Lydéric. Depuis quelques années, elle a entrepris avec quelques rares bénévoles le classement des archives de la Fédération, depuis sa création à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours<sup>649</sup>. Elle se rappelle qu'au début des années 70, un appel avait été lancé aux militants à travers *Nord-Demain*, afin de solliciter leur aide pour le classement des archives, et pour créer un groupe de réflexion sur l'histoire du Parti. Le «cycle campagnes/défaites électorales» ainsi que le manque de moyens financiers pour organiser des conférences, n'ont jamais permis au projet de voir le jour<sup>650</sup>. De manière générale, elle regrette le faible intérêt de la Fédération pour les questions relatives à l'histoire et à la mémoire du parti<sup>651</sup>. Elle souhaiterait également entretenir des rapports plus étroits avec le monde universitaire. Un autre projet mis au point avec des historiens de l'université de Lille III, prévoyait de recevoir des étudiants chercheurs à la Fédération afin de leur faire faire un stage dans les archives de la Fédération. Etant donné le manque d'intérêt chez les universitaires, le projet a également avorté<sup>652</sup>.

---

<sup>649</sup> «Avant cela, les archives étaient entreposées dans la cave de la Fédération n'importe comment». Entretien avec Martine Pottrain, Mairie de Lille, 13 juillet 1995.

<sup>650</sup> Entretien avec Martine Pottrain, Mairie de Lille, 13 juillet 1995.

<sup>651</sup> «On ne fait pas assez connaître [l'histoire] du parti aux militants, aux jeunes. C'est un réel problème. Bon, pour les anciens, le problème se pose moins. Mais les gens qui ont adhéré il y a cinq ans n'ont pas vraiment de repères. Il faudrait qu'on soit plus nombreux à s'occuper d'histoire». Entretien avec Martine Pottrain, Mairie de Lille, 13 juillet 1995.

<sup>652</sup> Martine Pottrain se plaint également du manque de concertation avec les universitaires lillois: «Ils donnent des sujets [de recherche sur le socialisme dans le

Partageant son temps entre ses bureaux à la mairie de Lille et au siège de la Fédération, M. Pottrain rédige des articles consacrés à l'histoire du socialisme français et lillois, qui paraissent pour la plupart dans *Nord Demain*. Parue entre décembre 1989 et mars 1992, une série de 11 suppléments à *Nord Demain* a été publiée. Rédigés par Martine Pottrain, ces fascicules ont pour sous-titre: «Aperçu historique de la Fédération du Nord». Il retracent, en suivant une progression chronologique, l'histoire du socialisme septentrional entre 1887 et 1989, mêlant le traitement d'événements et le portrait de socialistes régionaux illustres (Jules Guesde, Paul Lafargue, Gustave Delory, Roger Salengro, Bracke-Desrousseaux et Augustin Laurent). Envoyé à chacun des militants du Nord (environ 12-13.000 à l'époque), cette histoire régionale proposée par le parti à ses militants a donc pu toucher une grande partie d'entre-eux<sup>653</sup>. La codification de l'histoire régionale du parti, et le fait que cet élément de «mémoire historique» ait pu théoriquement être consulté par les militants, permet encore d'entrevoir un outil de référence tangible pour les militants locaux<sup>654</sup>. Une fois encore, seule l'analyse du travail de terrain peut permettre de vérifier cette autre hypothèse.

---

Nord] à leurs étudiants sans se demander s'ils ont de quoi travailler [dans les archives de la Fédération].

<sup>653</sup> Ces fascicules ont peu après fait l'objet d'une publication par les presses de la Fédération du Nord. Voir M. Pottrain, *Le Nord au coeur. Historique de la Fédération du Nord du Parti socialiste, 1880-1993*, Lille, Nord Demain, 1993.

<sup>654</sup> Martine Pottrain m'a confié que les militants ne réagissent que «très rarement» à ses contributions historiques qui ont été publiées dans *Nord-Demain*. Entretien avec Martine Pottrain, Mairie de Lille, 13 juillet 1995.



## Section II

### Carmaux: le mythe Jaurès

#### A. Géopolitique du carmausin

Les communes mitoyennes de Carmaux (11,000 habitants) et de Blaye-les-Mines (3,500 habitants) se trouvent dans le département du Tarn, lui-même situé dans la région Midi-Pyrénées. Les deux localités sont distantes d'environ 15 kilomètres d'Albi, et d'une centaine de kilomètres de Toulouse. Cette région est surnommée le «Midi rose», car les votes de la population se reportent régulièrement sur les partis de la gauche modérée, hier le Parti radical, aujourd'hui le Parti socialiste. Dans le département rural du Tarn, les élus sont d'ailleurs souvent étiquetés «divers gauche» ou «divers droite», répugnant à s'afficher sous des étiquettes partisans trop tranchées<sup>655</sup>. La vie politique tarnaise s'est orientée selon les réalités économiques du département: au nord-est (partie où est localisée le carmausin), l'activité minière et les concentrations ouvrières ont assuré jusqu'à aujourd'hui un vote de gauche (en particulier socialiste) très prédominant. Au sud, la dispersion dans de petites entreprises du textile ou agricole, ont plutôt favorisé un vote conservateur<sup>656</sup>.

Depuis la III<sup>e</sup> République, la région a tissé des liens très étroits avec le régime et les valeurs de la République française<sup>657</sup>. Politiquement modérée, la région Midi-Pyrénée est au cours du XIX<sup>e</sup> siècle une terre d'élection d'un radicalisme laïque et

---

<sup>655</sup> Pambenel, *Politique en Midi-Pyrénées*, Toulouse, Eché, 1987, p. 110.

<sup>656</sup> Pambenel, *op. cit.*, pp. 111-112.

<sup>657</sup> Pambenel, *op. cit.*, p. 19.

anticlérical<sup>658</sup>. Fondée en 1870, *La Dépêche du Midi*, devient rapidement le fer de lance du combat radical et le quotidien le plus lu dans la région. Aujourd'hui dirigée par la famille Baylet, *La Dépêche* reste un journal lu par la majorité de la population régionale<sup>659</sup>.

Le schisme du Congrès de Tours et l'apparition du Parti communiste ont favorisé le succès électoral et l'implantation des socialistes dans le Tarn et le carmausin. Le PCF se positionnant en effet à l'extrême gauche, la SFIO a pu reprendre la place au centre-gauche qu'occupait auparavant le Parti radical.

## B. Socialisme minier

Le socialisme s'est implanté à Carmaux, à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour des raisons sociologiques assez évidentes: bassin houiller rassemblant une population de mineurs, le carmausin se distingue des autres cantons du Tarn, plus ruraux et politiquement conservateurs.

Dans le Tarn, l'exploitation souterraine du charbon remonte au XVIII<sup>e</sup> siècle. L'entreprise charbonnière du carmausin est alors la propriété du marquis de Solages. Celui-ci crée en 1810 la Société des Mines et de la Verrerie de Carmaux de Solages Père et Fils.

Comme toutes les sociétés minières de l'époque, la compagnie des de Solages entend contrôler la vie spirituelle (obligation faite d'aller à la messe le dimanche<sup>660</sup>, enseignement et services publics tenus par l'Eglise catholique<sup>661</sup>) et politique (recommandation

---

<sup>658</sup> Y. Lacoste (sous la direction de), *Géopolitiques des régions françaises*, Tome II, Paris, Fayard, 1986, pp. 1212-1213.

<sup>659</sup> *La Dépêche* s'attache le service de «grandes plumes» à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, tels Jean Jaurès ou Georges Clémenceau.

<sup>660</sup> G. Gorgues, *Une histoire des mines de Carmaux*, Albi, Atelier Graphique Saint-Jean, 1992, p. 82.

<sup>661</sup> J.-B. Calvignac, le premier maire socialiste de Carmaux et employé des mines, proposera à plusieurs reprises de construire une école laïque à Carmaux. Sa proposition sera repoussée grâce aux votes des partisans du marquis de Solages au sein de l'assemblée communale. J. Vareilles, *Carmaux, des origines au XX<sup>e</sup> siècle*, Andoca, Vent Terral, 1992, p. 205.

pressante de voter en faveur de «candidats-maisons» à l'occasion des élections locales) des mineurs<sup>662</sup>. L'historienne Rolande Trempé remarque qu'

Il y avait concordance entre les aspirations sociales des mineurs et l'affirmation de leur athéisme. La libération totale dont ils rêvaient ne pouvait se réaliser qu'en brisant les chaînes forgées par le capital et l'Eglise; la République sociale ne pouvait assurer pleinement leur émancipation qu'en rejetant la religion ressentie comme puissance d'oppression. Les militants [socialistes] reprochaient à l'Eglise, non seulement son alliance de fait avec les capitalistes, mais le soutien idéologique qu'elle apportait au système lui-même. L'esprit de résignation, la reconnaissance de l'inégalité définitive et nécessaire des classes sociales étaient particulièrement dénoncés, car leur acceptation aidait le régime à se perpétuer<sup>663</sup>.

Entre 1860 et 1880, la production de charbon et le nombre de mineurs connaissent un essor considérable.

Les premiers socialistes apparurent relativement tard à Carmaux, après que la population locale ait retiré sa confiance aux républicains opportunistes<sup>664</sup>. On cite généralement trois événements d'ordre économique, social et politique qui contribuèrent à la genèse d'une organisation et d'un mode de pensée socialiste à Carmaux: la première élection des délégués-mineurs à la sécurité; les élections municipales complémentaires de janvier 1892 qui virent la victoire de la liste socialiste emmenée par Jean-Baptiste Calvignac, et le renvoi de la mine de Calvignac, délégué syndical et premier maire socialiste de Carmaux<sup>665</sup>, «sous prétexte que ses fonctions de maire de Carmaux, de conseiller

---

<sup>662</sup> R. Trempé, *Les mineurs de Carmaux, 1848-1914*, Tome II, Paris, Les Editions ouvrières, 1971, p. 832.

<sup>663</sup> R. Trempé, op. cit., p. 854.

<sup>664</sup> R. Trempé, op. cit., p. 867.

<sup>665</sup> R. Trempé, op. cit., pp. 867-872.

d'arrondissement, de secrétaire-trésorier du syndicat l'empêchent de travailler normalement aux ateliers de la mine (...)<sup>666</sup>.

La compagnie minière se transforme ensuite en Société Anonyme des Mines et Chemins de Fer de Carmaux, puis Société des Mines de Carmaux, jusqu'en 1944. En 1946, les mines de Carmaux sont nationalisées, et rattachées en 1968 aux Houillères de Bassin du Centre et du Midi. Devenues un établissement public à caractère industriel et commercial appartenant aux Charbonnages de France, les mines de Carmaux vont décliner et fermer à partir des années 70. Une mine d'extraction du charbon à ciel ouvert est cependant démarrée en 1980 sur le site de la Grande Découverte.

Au sortir de la Deuxième guerre mondiale, Carmaux a compté jusqu'à 7.000 mineurs, à un moment où le gouvernement misait beaucoup sur l'intensification de l'exploitation du charbon pour reconstruire la France. Les dernières mines de fond ferment en juillet 1987. La mine emploie alors encore plus de 1.000 employés<sup>667</sup>. L'exploitation est définitivement arrêtée en 1990. Le gouvernement Mauroy décide alors de relancer l'activité du site de la Grande Découverte, le dernier site encore en activité dans le carmausin. Le 7 avril 1995, le pacte charbonnier met un terme à cette exploitation. Un accord est passé entre Charbonnage de France et les syndicats, qui garantit aux personnels des reclassements dans d'autres branches d'activités ou des départs à la retraite. En juillet 1997, l'exploitation est définitivement interrompue. Paul Quilès, le député socialiste de la circonscription, lance l'idée d'un grand projet de nature culturelle et économique sur les lieux de la Découverte, afin de redynamiser une région sinistrée (en dix ans, un tiers de la population est partie, et le chômage atteint 15% de la population active<sup>668</sup>). Le projet retenu en mai 1998 s'articule autour de deux activités. L'une est de nature économique: il s'agit de créer un

---

<sup>666</sup> G. Gorgues, op. cit., p. 88.

<sup>667</sup> L. Lafosse, «Deux siècles de mines dans le Tarn», *La Tribune*, 25 novembre 1997, p. 15.

<sup>668</sup> L. Lafosse, «Un milliard de francs pour reconvertir le bassin tarnais», *La Tribune*, 25 novembre 1997, p. 15.

espace industriel centré sur les technologies de l'environnement et de la cogestion (production simultanée de chaleur et d'électricité), alimenté par des schlams (déchets de charbon stockés). L'autre, ambitieux, est de nature touristique: au sein du cratère d'un kilomètre de diamètre du site à ciel ouvert, vont se trouver un lac de huit hectares et un aquaparc. Quatre pistes de ski sur surface synthétique vont également être aménagées à flancs de pente, ainsi que des kilomètres de piste pour VTT, un restaurant panoramique, un golf, un ensemble immobilier de loisirs et un «espace de mémoire», où seront conservés «les témoignages de l'exploitation charbonnière et de l'histoire sociale héritée de Jaurès»<sup>669</sup>.

### C. Le mythe Jean Jaurès

Jean Jaurès est élu député de la circonscription de Carmaux pour la première fois en 1893, et il le restera jusqu'à son assassinat en 1914 (à l'exception de la brève interruption de 1898 à 1902). Parler du socialisme carmausin, c'est avant tout parler de Jean Jaurès, tant les deux sont consubstantiels. De fait, la pastorale d'un «socialisme minier» carmausin au sein du mouvement socialiste français, est largement associée à «l'oeuvre politique» de Jean Jaurès. Si Jean Jaurès est devenu le «Jaurès socialiste» que l'histoire a retenu aujourd'hui<sup>670</sup>, il le doit dans un premier à cette circonscription minière qui l'accueille et l'élit député. Son brevet de socialisme passé, le Jaurès de l'âge mûr, le «plus grand tribun à la chambre des députés», va faire sortir cette petite bourgade du sud-ouest de

---

<sup>669</sup> J.-P. Barjou, «Des pistes de ski sur les anciennes mines de Carmaux», *Le Monde*, 2 juin 1998, p. 11. Dans le même esprit, dans la petite commune limitrophe de Cagnac-les-Mines, autrefois cité minière importante, des mineurs retraités ont procédé à la restauration d'un puits de mine désaffecté afin de recréer les conditions précises de travail dans la mine. Cette «mine-musée» est ouverte au public et se visite. S'occupant eux-mêmes des travaux de terrassement et d'entretien des galeries, ces ex-mineurs souhaitent montrer aux plus jeunes générations «ce qu'a été la mine». J.-M. Frodon, «La belle équipe de la mine-musée», *Le Monde*, 2 septembre 1995, p. 19.

<sup>670</sup> Jean Jaurès commence en effet sa carrière politique et parlementaire dans le groupe des «républicains opportunistes», avant de se rapprocher et de rejoindre les socialistes dans les années 1890.

l'anonymat. Aujourd'hui encore, quand on parle de Jean Jaurès, on l'associe à son travail de parlementaire dans le carmausin.

### *Déification et culte*

Le 31 juillet 1914, Raoul Villain, un jeune nationaliste influençable, assassine Jaurès qui est attablé à une table du Café du Croissant avec des camarades du journal *L'Humanité*. Cette mort brutale, à la veille même de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France, a largement contribué à susciter la mythologie posthume qui va entourer le député carmausin, et qui demeure tenace aujourd'hui dans certains cercles socialistes français. Internationaliste et pacifiste, partisan de l'union des partis de la II<sup>e</sup> Internationale contre la guerre, la disparition de Jaurès va créer un vide au sein de la famille socialiste, devenue soudainement orpheline de l'un de ses très rares maîtres à penser: «qu'aurait fait Jaurès?; que penserait-il de cela?; comment agirait-il à notre place?» Ces lamentations reviennent de manière lancinante après son décès. Quelle conduite aurait-il adopté pendant le gouvernement d'Union sacrée (auquel des socialistes prirent part)?; quel camp aurait-il choisi lors de la scission de Tours et la création du Parti communiste<sup>671</sup>; etc. Jaurès, conscience et voix du socialisme français d'avant-guerre est parti avant d'avoir eu à prendre position sur ces questions épineuses, ce qui a laissé la possibilité à ses héritiers socialistes et communistes de revendiquer la filiation jaurésienne, sans pouvoir être catégoriquement démenti<sup>672</sup>. A partir de cette mort prématurée s'est développée une mythologie autour du personnage, parfois sans grand rapport avec la réalité de ses actions ou de sa pensée. Une première lecture posthume a privilégié le

---

<sup>671</sup> J.-P. Rioux note que l'utilisation partisane de la mémoire et de la pensée de Jaurès est au coeur même de l'affrontement idéologique et culturel qui a opposé socialistes et communistes pendant soixante-dix ans. J.-P. Rioux, «Lectures posthumes de Jaurès», J.-P. Rioux, in M. Rebérioux, G. Candar, *Jaurès et les intellectuels*, Paris, Editions de l'Atelier, 1994, p. 234.

<sup>672</sup> M. Rebérioux remarque que la tradition communiste insiste davantage sur le «Jaurès défenseur des prolétaires», tandis que la tradition socialiste met en avant plus volontiers le «Jaurès martyr de la paix». In M. Rebérioux, *Jaurès. La parole et l'acte*, Paris, Découvertes Gallimard, 1994, p. 21.

«martyr de la paix», le «héros tué en avant des armées»<sup>673</sup>. Ses écrits philosophiques et politiques, nombreux et denses<sup>674</sup>, ont été délaissés au profit de textes plus sentimentaux sur la «misère humaine»<sup>675</sup>. Pour reprendre l'expression de Jean-Pierre Rioux, «la gauche a trop vénéré l'esprit de Jaurès pour songer à en examiner la lettre»<sup>676</sup>. Des souvenirs accumulés, des récits de plus en plus imagés de sa mort, une véritable «sacralisation», voire même une «déification»<sup>677</sup> de Jaurès est apparue peu après son assassinat. Si l'on procède à l'inventaire des représentations de Jaurès par les camarades socialistes, les poètes ou mémorialistes, on trouve très souvent chez ceux-ci une exaltation religieuse. Les portraits du Jaurès posthume le font apparaître aux limites du monde divin, voire au coeur de la divinité. Des formules ou métaphores renvoient même dans certains cas à la phraséologie du christianisme. Des lectures vagabondes permettent de repérer un florilège de cette déification du personnage. En 1917, Léon Blum affirme que le défunt socialiste «dépassait la mesure des jugements humains»<sup>678</sup>. Le philosophe Alain, penseur rationaliste, déclare: «L'antiquité grecque et romaine avait bien compris ce genre d'hommes, qui s'emportaient dans l'action, comme des hommes, mais qui revenaient à la pure simplicité comme des dieux»<sup>679</sup>. Pour L.-O. Frossard (socialiste rallié à la III<sup>e</sup> Internationale en 1920), Jaurès l'aurait «inondé de lumière» lorsque, adolescent, il était allé rapporter au tribun le lorgnon qu'il avait oublié. Frossard raconte qu'il était allé le lui chercher «comme l'enfant de coeur

<sup>673</sup> J.-P. Rioux, *Tombeaux pour la gauche*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, p. 17.

<sup>674</sup> La présidente de la Société d'Etudes Jaurésienne, l'historienne Madeleine Rebérioux, estime qu'il faudrait au moins soixante gros volumes pour rassembler l'oeuvre de Jaurès. Parmi les oeuvres majeures de Jaurès disponibles en librairie, on peut citer: *De la réalité du monde sensible*, Paris, Alcuin, 1994 (sa thèse en philosophie); *Les origines du socialisme allemand*, Paris, Maspero, 1960, *Histoire socialiste de la Révolution française*, Paris, Editions sociales, 1968 (7 volumes), *L'Armée nouvelle*, Paris, Imprimerie nationale, 1982 (2 volumes).

<sup>675</sup> En particulier le *Discours à la jeunesse* ou le *Discours des deux méthodes*, commentés *supra*.

<sup>676</sup> J.-P. Rioux, «Lectures posthumes de Jaurès», op. cit., p. 247.

<sup>677</sup> J. Rabaut, *Jaurès assassiné*, Bruxelles, Editions Complexe, 1984, pp. 151-152.

<sup>678</sup> Cité in J. Rabaut, op. cit., p. 153.

<sup>679</sup> Ibid.

l'ostensoir»<sup>680</sup>. Victor Basch (président de la Ligue des Droits de l'Homme) le décrit comme un «apôtre» ou un «prophète»<sup>681</sup>. L'écrivain parle d'une «grande prière», à propos du discours que Jaurès vient un jour prononcer devant les grévistes de Fougères. Blum parle de sa «sainteté», et un poème de Gaston Montéhue, «barde populaire», publie en 1916 une chanson intitulée «Jésus ... Jaurès», dont les dernières paroles sont les suivantes:

Il en est un, ô prolétaire  
Qui était digne d'être Dieu,  
Le plus doux des humanitaires,  
Le plus savant, le plus précieux.  
Amis, mettez sur ce socle de pierre  
A la place où Jésus-Christ reposait,  
La première victime de la guerre,  
Le grand Jaurès! L'Apôtre de la paix!<sup>682</sup>

A Carmaux, les témoignages écrits et oraux rapportent que la nouvelle de la mort de Jaurès déclencha une très grande douleur collective<sup>683</sup>.

Le point d'orgue de la déification de Jean Jaurès est atteint le 23 novembre 1924, lors du transfert solennel de ses cendres au Panthéon, sur décision du gouvernement du Cartel des gauches. Cette manifestation grandiose voit converger vers Paris des délégations de militants socialistes, communistes et des syndicalistes venues de la France entière. Alors que son catafalque

---

<sup>680</sup> Ibid.

<sup>681</sup> Cité in J. Rabaut, op. cit., p. 154.

<sup>682</sup> Cité in J. Rabaut, op. cit., pp. 155-156.

<sup>683</sup> Laurent Naves, un instituteur carmausain se rémémore en 1962 ce 31 juillet 1914: «Mon père reçut l'affreuse nouvelle communiquée à l'instant par la préfecture, et je le vis pleurer pour la première fois. Il s'habilla précipitamment et disparut dans la nuit informer Calvignac, maire de Carmaux. Cet homme, ancien ouvrier des mines, pourtant rude de nature et, de surcroît, durci par tant d'années d'après conflits sociaux, à l'annonce de la mort de son idole, tomba comme assommé dans son vestibule. Un instant il se releva secoué de tremblements nerveux, pour se laisser retomber à genoux sur le parquet, se martelant la tête du poing, de rage et de désespoir; il poussa des cris déchirants, puis des gémissements plaintifs de bête blessée». Cité in M. Rebérioux, *Jaurès. La parole et l'acte*, op. cit., pp. 18-19.



est acheminé vers le Panthéon, deux cortèges distincts se forment dans la rue. Les socialistes, par l'entremise de Blum, revendiquent Jaurès en ces termes: «Jaurès était à nous, le Parti socialiste français. (...) tout en le gardant, nous le remettons à la nation et à l'histoire». Pour les communistes, Vaillant-Couturier affirme qu'il s'agit de «l'hommage d'une classe en bataille à une victime de classe, l'hommage des rescapés de la guerre à l'homme qui tomba pour la paix»<sup>684</sup>. Les deux partis rivaux, alors en pleine opposition politique et idéologique, s'arrachent sur le lieu même de son enterrement solennel la mémoire du défunt.

Au même moment se développe un culte moins politique et solennel<sup>685</sup>, plus personnel et intime: des objets à l'effigie de Jaurès vont assurer sa présence réconfortante dans la vie des militants et des simples gens: des casse-noix, porte-plume, épingles de cravates, tabatières, miroirs, jeux des «Grandes Figures» (où Jaurès trône entre Henri IV et de Gaulle). Destinés à être utilisés dans l'intimité de la vie privée, ces objets montrent aujourd'hui que l'attachement sentimental à la figure de l'homme «bon et brave» que fut Jaurès est toujours vivace dans le carmausin.

Il convient enfin d'intégrer dans la mise en perspective d'une mémoire historique du jaurésisme, le phénomène de l'érection de statues représentant Jaurès et qui sont dressées sur les places publiques de villes ou villages. Dans une étude consacrée à ce thème, l'historien Maurice Agulhon constate que «Jaurès appartient à la catégorie des grands statufiés»<sup>686</sup>. Son étude a repéré vingt-neuf monuments en France<sup>687</sup>, dont huit dans la région de

---

<sup>684</sup> Cité in M. Reberieux, *Jaurès. La parole et l'acte*, op. cit., p. 24.

<sup>685</sup> Pour ne citer qu'un exemple de reconnaissance publique de l'action de Jaurès en France, on peut citer le nombre important de rues et d'écoles (publiques) à qui l'on a donné le nom de Jaurès depuis quatre-vingts ans.

<sup>686</sup> M. Agulhon, «Jaurès: souvenir et symbole. Monuments, bustes et statues», in M. Agulhon et al., *Jaurès et ses images*, Paris, Société de Bibliologie et de Schématisation, 1985, p. 27.

<sup>687</sup> Une trentième a été inaugurée après cette étude, en 1984 à Friville-Escarbotin, mairie communiste de la Somme, mais avec un conseil municipal d'Union de la gauche.

Carmaux (Tarn, Haute-Garonne, Aveyron)<sup>688</sup>. La plupart de ses municipalités sont socialistes, plus rarement radicales.

En réaction à ce mouvement de déification et des «bondieuseries» jaurésiennes, va se constituer la Société d'Etudes Jaurésiennes (SEJ) en 1960, au moment de la célébration du centenaire de la naissance de Jean Jaurès. Dans un premier temps dirigée par l'historien Ernest Labrousse, puis aujourd'hui par Madeleine Rebérioux, la SEJ s'est attachée à «séculariser» l'image et la pensée de Jaurès, en développant la recherche scientifique sur le leader socialiste<sup>689</sup>.

#### *Le musée national Jean-Jaurès*

Un musée Jean Jaurès fut créé en 1954 par le conservateur du musée Goya à Castres (commune située à environ 70 kilomètres de Carmaux). D'emblée furent rassemblés dans ce musée des documents se rapportant à Jaurès (photographies, dessins, caricatures, peintures, sculptures), laissant toutefois à la Bibliothèque municipales de Castres le soin de réunir manuscrits et documents originaux<sup>690</sup>. Trois salles présentant la vie de Jean Jaurès de manière thématique et chronologique avaient été aménagées (enfance et études, grève de Carmaux, la création de la Verrerie Ouvrière d'Albi<sup>691</sup>, l'Affaire Dreyfus, la lutte pour la paix, son assassinat, le transfert au Panthéon).

---

<sup>688</sup> Evidemment la statue de Jean Jaurès la plus célèbre est celle qui se trouve à Carmaux sur la place du même nom, dont nous parlerons plus en avant.

<sup>689</sup> Le rayonnement de la SEJ est toutefois resté confidentiel depuis sa création (jamais plus de 300 adhérents et son *Bulletin* ne dépasse pas les 500 abonnés). En organisant des colloques et en procédant à des publications savantes mais accessibles à un large public, la SEJ contribue cependant à proposer une autre lecture du jaurésisme en France. J.-P. Rioux, «Lectures posthumes de Jaurès», op. cit., p. 245. La SEJ publie *Les Cahiers Jean Jaurès*, une fois par trimestre.

<sup>690</sup> J.-L. Augé, «Le musée Jean-Jaurès», in M. Agulhon et al., *Jaurès et ses images*, op. cit., p. 33.

<sup>691</sup> Jaurès est à l'origine de la création de la verrerie d'Albi en 1896. Cette verrerie était «ouvrière» dans le sens où elle était authentiquement gérée par les ouvriers eux-mêmes. Cette autogestion ouvrière a cessé en 1992, lorsque les verriers ont dû

En 1988, cette documentation a été transférée dans les nouveaux locaux du Centre et musée Jean-Jaurès, situés dans le centre de la ville de Castres. Inauguré par le président de la République François Mitterrand, le Centre est aujourd'hui devenu l'institution la plus importante qui se consacre à la vie et la mémoire de Jean Jaurès. Installé sur deux étages spacieux dans un bâtiment confortable et fonctionnel, le Centre Jean-Jaurès accueille des expositions temporaires sur des aspects socio-culturels de la région, et possède un fonds d'archives sur Jean Jaurès et le socialisme dans le Tarn. Les chercheurs sont les bienvenus, et une chambre est même mise à leur disposition pour faciliter leur séjour pendant le temps de la recherche. A l'étage, une exposition permanente offre aux visiteurs une série d'objets (pipes, secrétaire, lunettes, livres, etc.) ayant appartenu à Jaurès, des peintures représentant le député de Carmaux, des affiches, des traductions en langue étrangère de certains ouvrages de Jaurès. Le directeur du Centre, Alain Boscus, membre de la Société d'Etudes Jaurésienne et lui-même chercheur, travaille assez étroitement avec les historiennes du mouvement ouvrier, Madeleine Rebérioux, Rolande Trespé, ou encore avec des historiens de l'université de Toulouse-Le Mirail.

#### D. Perspectives de terrain

A l'instar de la section de Lille, la section de Carmaux-Blayelles-Mines constitue un «bastion» du socialisme. Sur le plan électoral, les scores réalisés par les candidats socialistes sont toujours supérieurs à la moyenne nationale, quelle que soit la nature du scrutin. Aujourd'hui, en dépit d'un léger effritement, l'emprise électorale du PS reste très forte. Ceci est dû pour une large part à l'érosion continue du vote communiste, qui fut important pendant la période d'exploitation minière.

---

revendre la verrerie à un entrepreneur privé. Voir M.-F. Brive, R. Loubet, *La verrerie d'Albi*, Paris, Scandéditions, 1993.

Tout comme Lille avec Roger Salengro ou plus récemment avec Pierre Mauroy, Carmaux s'enorgueillit d'avoir donné au socialisme français une figure majeure. Le cas Jaurès déborde largement ceux de Salengro et de Mauroy tant le prestige, l'ascendant intellectuel et moral de Jaurès se sont imposés avec force bien au-delà des frontières du carmausin.

Carmaux ne saurait être placée sur le même plan sociologique et politique que Lille. Petite ville de 11.000 habitants, les socialistes encartés ne sont que 130. A Blaye-les-Mines, 30 personnes sont encartées pour une population totale de 3.500 habitants. Aucune des deux sections limitrophes ne sont donc assez grandes et riches pour posséder un siège ou un local pour se réunir. La Fédération du Tarn est l'une des petites fédérations socialistes de France, oscillant entre 1.000 et 1.500 membres encartés. Le terrain géopolitique est également différent: situé dans une région rurale et agricole, Carmaux a le profil d'une ville qui vieillit, au coeur d'un bassin charbonnier sinistré et qui compte un taux de chômage élevé. Encadré pour une large part par des mineurs retraités, le PS carmausin présente les traits d'un socialisme municipal très typé autour de l'activité minière aujourd'hui abandonnée, et la présence tutellaire omniprésente de Jean Jaurès.

**III<sup>e</sup> PARTIE**

**SOUVENIRS DE SOCIALISMES  
VÉCUS ET PRATIQUÉS**



## CHAPITRE I

### MÉMOIRE MILITANTE ET MÉMOIRE HISTORIQUE DU PARTI

Enfant d'Haussy, j'étais socialiste, presque physiologiquement [...]. Lorsque j'ai adhéré à la fin de 1945, au mouvement des Jeunesses socialistes, j'ai pris naturellement en compte et sans le vouloir et sans le savoir, toute une tradition ancrée dans notre sol. On ne naît pas impunément sur cette terre du Nord, dans ce pays qui fut le berceau du mouvement ouvrier français. Tout vous porte, tout vous entraîne vers le socialisme.

Pierre Mauroy<sup>692</sup>

Dans les quinze premiers jours de son arrivée à Matignon, j'ai accompagné Pierre Mauroy à Jouy-en-Josas. Nous avons eu l'honneur d'être reçus par Mme Blum, dans la maison de Léon Blum [...]. C'était vraiment quelque chose, c'était émouvant. Elle m'a reçu, m'a embrassé.

Jean-Michel Rosenfeld, Fondation Jean Jaurès, Paris, 25 juillet 1997

Dans quelle mesure les militants socialistes interviewés «se souviennent-ils» de l'histoire du Parti socialiste? Quels sont les événements historiques qu'ils évoquent spontanément? De quel poids l'histoire socialiste, codifiée par le parti lui-même à travers ses publications, les discours exemplaires de ses dirigeants, pèse-t-elle sur les souvenirs personnels des militants? Le PS parvient-il à organiser une narration cohérente de son passé qui s'impose à l'esprit de ses militants? Existe-t-il une «culture» ou une «identité»

---

<sup>692</sup> P. Mauroy, *Héritiers de l'avenir*, Paris, Editions Stock, 1977, p. 26 & p. 31.

socialiste particulière, identifiable dans le discours de chaque militant? Doit-on s'attendre à ce que chaque militant entretienne l'enquêteur de l'histoire centenaire du PS? Si tel est le cas, selon quel mode le fait-il, et quels événements historiques abordent-il?

Ce chapitre s'attache à passer en revue et comprendre les rapports entre Histoire, mémoire historique du Parti et les souvenirs «vifs» des militants, tel qu'ils sont articulés dans le cadre de la situation d'entretien. Les socialistes interviewés racontent des histoires — parfois très personnelles — et ce faisant parlent d'histoire ou de l'histoire de leur parti. Il convient de dégager la logique des rapports entre l'histoire «choisie» par le groupe (= mémoire historique) et l'histoire incorporée et remémorée par les militants (= mémoire vive).



## Section I

### Les contours incertains de la mémoire historique

Les entretiens qui ont été menés à Lille et à Carmaux permettent de recueillir le «poids du passé socialiste» — entendu comme l'histoire codifiée par le parti (ou «mémoire historique») — au sein de la mémoire vive des militants. L'écoute et la lecture comparée de ces entretiens incline à penser que la mémoire historique du Parti socialiste transparaît de manière *idiosyncratique* et *lacunaire* dans la mémoire vive des militants. Par *idiosyncratique*, il est entendu que l'impact de la mémoire historique du parti, connaît de fortes variations selon la location géographique des groupes étudiés (Lille et Carmaux) et aussi selon les générations de militants. En d'autres termes, certains éléments de la mémoire historique sont plus présents que d'autres à Lille ou à Carmaux, ou dans certaines générations militantes. Par *lacunaire*, il faut comprendre que cette mémoire historique peut être repérée dans certains discours de militants, mais sous une forme assez éclatée, peu narrative, et dans une large mesure, très médiocrement documentée. On parlera donc plutôt de «bribes» de mémoire historique plutôt qu'une mémoire historique relativement unifiée et linéaire.

Les souvenirs individuels sur l'histoire du parti qui reflètent, selon la définition de Maurice Halbwachs, un «point de vue» sur la mémoire collective du parti, sont cependant suffisamment consistants pour pouvoir dégager les contours de mouvements historiques majeurs que les militants ont abordés spontanément. Ceux-ci sont dans un ordre chronologique de succession: le Front

populaire; la Guerre d'Espagne; la Deuxième guerre mondiale; la Guerre d'Algérie; les événements de mai 68. Le souvenir des actions de «figures historiques» — essentiellement des leaders ou hommes d'Etat socialistes — viennent également rythmer un discours à l'intersection de l'histoire, de la mémoire historique du parti et de la mémoire vive des militants.

### A. Le Front populaire

Elément marquant dans l'historiographie officielle du Parti socialiste, célébré jusque 1981 comme «l'unique vraie» expérience des socialistes au pouvoir, le Front populaire est très souvent cité comme l'un des «moments forts» de l'histoire du Parti. L'ensemble des militants, anciens, moins jeunes et plus jeunes s'y réfèrent. Les commentaires se font beaucoup plus parcimonieux toutefois au fur et à mesure que l'on s'éloigne des acteurs des événements de 1936-38. Encore présents dans les souvenirs de militants qui ont adhéré dans l'après-guerre (années 50 et début des années 60), il se font plus rares dans la génération des militants rentrés au parti dans les années 70<sup>693</sup>, pour ne plus être qu'elliptiques, imprécis, voire inexistants pour la génération qui ont rejoint le PS dans les années 80 et 90<sup>694</sup>. Pour le vieux militant interviewé, la réponse tombe instantanément, évidente, comme allant de soi. Elle peut être résumée de manière idéal-typique dans les propos de ce militant carmausin:

Oh, vous savez, l'histoire du Parti socialiste, ce sont les histoires du Front populaire. Vous comprenez? (...). Quand on a fait la loi des 40 heures, et puis les congés payés. C'est des choses émouvantes, bon. Et puis, toutes les lois sociales qu'ils ont faites.

---

<sup>693</sup> «L'un des moments les plus importants non-vécu par moi-même, c'est le Front populaire, c'est évident». Charles-Henri, fonctionnaire, adhésion en 1973, section de Lille.

<sup>694</sup> «Les moments les plus importants dans l'histoire du PS?: y a 36... Surtout 36...». Marie-Christine, pharmacienne, adhésion en 1988, section de Lille.

*Louinou, mineur retraité, adhésion en 1933, section de Carmaux.*

L'importance des «acquis sociaux» (i.e. les réformes sociales votées par le gouvernement du Front populaire) est indiscutable pour les acteurs de 36, et ceux-ci sont estimés être bien supérieurs à ceux assurés par les expériences gouvernementales socialistes ultérieures:

81, [élection de F. Mitterrand en 1981], dans le fond, à part les congés payés [la 4<sup>e</sup> semaine de congés payés], ils n'ont presque rien fait! (rire) C'est 36 l'important, quoi, tout tourne autour de là, quoi.

*Roger, inspecteur des Renseignements Généraux à la retraite, adhésion en 1936, section de Lille.*

C'est donc au coeur des acteurs ou témoins du Front populaire que l'on trouvera la mémoire vive la plus claire et consistante. Le Front Populaire reste associé, en premier lieu, à l'amélioration des conditions de travail de la classe ouvrière et à l'accès aux loisirs<sup>695</sup>:

Ah, moi, le moment le plus important, c'est donc 36 — Le Front populaire. Vraiment, quand on nous a dit qu'on aurait quinze jours... Deux semaines de congé payés, moi j'ai dit: «C'est pas possible! Payé à rester à la maison, j'y croyais pas. C'était extraordinaire: le samedi rester à la maison ou le lundi, j'y croyais pas; enfin, vraiment, c'était la joie!

*Maxime, mineur retraité, adhésion en 1953, section de Carmaux.*

---

<sup>695</sup> C'est en ces termes que Léon Blum, le 31 décembre 1936, qualifie l'état de la France quelques mois après l'arrivée au pouvoir du Front populaire: «Il est revenu un espoir, un goût de la vie. La France a une autre mine et un autre air. Le sang court plus vite dans un corps rajeuni. Tout fait sentir qu'en France la condition humaine s'est relevée. De nombreux rapports sociaux s'établissent; un ordre nouveau s'élabore. On s'aperçoit que l'équité, la liberté ont par elles-mêmes quelque chose de bienfaisant, de salutaire». Cité in J. Lacouture, *Léon Blum*, Paris, Seuil, 1977, p. 307.

36, est aussi synonyme des premières vacances prises à la campagne ou sur le bord de mer:

L'explosion de joie des ouvriers (...). Les gars, ils se sont dits: on va tout avoir (...). Cette année-là, en juillet et en août, les ouvriers allaient sur la plage de Malo-les-Bains, on les voyait dans le cafés. C'était la conquête sociale!

*Roger, inspecteur des Renseignements Généraux à la retraite, adhésion en 1936, section de Lille.*

Partir en vacances, oublier pendant deux semaines le travail et les soucis quotidiens, est synonyme de «libération», de «liberté»:

36: je me suis mariée. Mon mari était dans la grève, enfermé dans l'usine. C'était vraiment un grand moment (...). On avait une voiture, on est allé sur la Côte d'Azur. C'était une libération... Une liberté d'être ensemble, de s'en aller voir autre chose.

*Rachel, directrice d'école retraitée, adhésion en 1962, section de Lille.*

Le Front populaire peut être considéré comme un événement politique fondateur, un facteur de socialisation politique très fort, qui a amené de jeunes personnes, parfois même des enfants, au socialisme:

Ce qui m'a le plus marqué, à l'époque de ma jeunesse, c'est le Front populaire. Ça m'a marqué. C'est d'ailleurs ce qui a déterminé mon engagement à 16 ans.

*Emile, imprimeur retraité, adhésion en 1936, section de Lille.*

Sur un plan plus politique, les acteurs ou témoins du Front populaire expliquent que cette première expérience gouvernementale de la gauche, a permis de jeter les bases des succès électoraux ultérieurs du socialisme français. 36, c'est l'«ouverture»

politique pour la gauche en France, la percée électorale qui a rendu possible les gouvernements socialistes de 1946, 1956 et 1981:

Dans l'essor du PS, la date-clé, c'est 36. Y a pas de doute (...). 36, c'est l'ouverture. Et si on a eu 81, c'est parce qu'on a eu un jour 36. Les masses françaises ont prises conscience en 36 qu'il y avait une possibilité d'union de la classe ouvrière (...). Même un certain nombre de masses bourgeoises qui provenaient du Parti radical se sont rendues compte qu'en France il y avait la possibilité d'une majorité de gauche, c'est-à-dire d'une majorité de changement. 36, c'était l'ouverture, après on continue (...). 36, 46, 56 et après 81.

*Roger, inspecteur des Renseignements Généraux à la retraite, adhésion en 1936, section de Lille.*

L'épisode de l'occupation des usines, pendant l'été 36, constitue un cadre de la mémoire très clair et intense pour de jeunes témoins. Georges, qui rentre alors aux Jeunesses socialistes, se remémore le temps fort de l'occupation de l'usine Peugeot à Fives, un quartier ouvrier de Lille. Ses souvenirs sont manifestement associés à l'activisme de sa mère qu'il présente comme une sorte de *Passionaria* du mouvement, une militante isolée dans un milieu largement dominé par les hommes:

C'était une militante. D'ailleurs à l'usine Peugeot, on l'appelait la «Vierge rouge» (rire)... Parce que les ouvriers — comme elle était toujours avec eux — n'ont pas pu avoir de flirts avec elle! (rire) Pendant les grèves, j'étais à l'intérieur de l'usine Peugeot avec ma mère. A ce moment-là, elle travaillait là. Et comme on occupait l'usine, j'étais là.

*Georges, employé à la mairie de Lille à la retraite, adhésion en 1937, section de Lille.*

Georges insiste avant tout sur l'aspect festif et convivial des luttes ouvrières pendant cet été de revendication. Il souligne

l'atmosphère de bonne humeur à travers des anecdotes où se mêlent références politiques et plaisanteries légères:

Comme j'étais toujours à l'intérieur de l'usine, quand les gardes-mobiles ont chargé avec les chevaux... Ils m'avaient fait une fronde. Avec une chambre à air. On prenait des boulons et plof! (...). L'autre souvenir humoristique: il y avait à l'intérieur de l'usine Peugeot des gars qui jouaient au foot dans l'équipe de Fives. Il y avait un joueur qui s'appelait S. Les ouvriers en grève avaient mis un drapeau rouge à l'entrée de l'usine. S. est monté le retirer. Le lendemain, ils l'ont remis. Mais ils avaient enduit la hampe de merde! Ça frappe un gosse, ça! (...) Y avait un gars qui venait avec son accordéon et puis, y avait le ravitaillement. On passait au-dessus des grilles pour passer les sacs, malgré que devant il y avait toujours les gardes-mobiles. On s'arrangeait toujours.

Le Front populaire, pendant longtemps au coeur de la mystique de gauche en France, apparaît aujourd'hui un événement qui résonne encore pour les acteurs ou témoins directs de l'événement. Les récits s'attachent davantage à relever des souvenirs concrets et personnels, des épisodes vécus ou observés. Peu, voire aucune narration globale de cette période n'est proposée au-delà du tryptique «grève-congés payés-vacances».

## **B. La Guerre d'Espagne**

L'épisode de la Guerre d'Espagne est plus rarement évoqué. C'est l'occasion de vérifier la prégnance de la thèse socialiste officielle: l'intervention en Espagne était politiquement et militairement impossible. Blum «a fait ce qu'il a pu», même si la décision d'abandonner les camarades du *Frente Popular* a laissé un goût amer. Une analyse teintée de remords et d'une large dose de *Realpolitik*:

On le perçoit difficilement à l'époque qu'on n'intervient pas. Mais malgré tout, Blum a réussi à nous convaincre que c'est dangereux. On risque de casser toute l'affaire gouvernementale pour la guerre d'Espagne. De toute façon, on sait très bien que ça finira par une victoire du fascisme. et les Russes, ils n'aident pas tant que ça... Blum n'avait pas tort.

*Roger, inspecteur des Renseignements Généraux à la retraite, adhésion en 1936, section de Lille.*

La région toulousaine a accueilli à partir de la fin des années 30, un nombre important d'immigrés républicains espagnols qui ont fui leur pays après la prise du pouvoir par le général Franco. Le bassin houllier du carmausin a accueilli une grande partie de ces Espagnols. Il suffit de consulter l'annuaire téléphonique de la région pour relever le nombre important de patronymes à consonance espagnole, des individus de la première, seconde et aujourd'hui troisième génération. La plupart d'entre-eux ont exercé les métiers de la mine. Pratiquement tous se sont établis en France, et après un temps d'adaptation, ont souvent adopté la nationalité française. Rafael et Belarmino sont représentatifs de cette génération de l'exil. Le premier diffère cependant du second en ce qu'il n'a jamais pris la nationalité française. Il est toutefois resté en France. L'un de ses fils, de nationalité française, est devenu le maire d'une petite commune socialiste à côté de Carmaux. Rafael est resté en contact avec les exilés politiques espagnols, occupant pendant de longues années le poste de secrétaire de la section de Carmaux du Partido Socialista Obrero Español [PSOE] (qui a compté jusqu'à 70 membres). Belarmino a adhéré au Parti socialiste en 1946, alors que Rafael est toujours resté membre du PSOE. Ses références politiques, la position politique de son fils et la fréquentation des socialistes locaux le font apparaître comme très lié aux réseaux de sociabilité du PS carmausin. C'est à ce titre que le recueil de ses souvenirs politiques peut être justifié.

Les fonctions politiques de Rafael au sein du PSOE l'ont mis au contact de réfugiés politiques du franquisme, en particulier la

plupart des dirigeants socialistes espagnols, puis plus tard, de Felipe Gonzales:

J'étais copain avec Felipe Gonzales. Je l'ai connu, c'était un gamin de 22, 23 ans quand il est venu ici... En voyages de noces.

*Rafael, mineur retraité, adhésion au PSOE en 1936, section de Carmaux.*

Son témoignage sur la non-intervention de la France est intéressant à plus d'un titre. D'abord, il offre un éclairage de l'intérieur: Rafael a combattu dans l'armée républicaine en 1936-37. D'autre part, il permet de relever la même lecture symétrique de l'événement sur le thème de Blum «a fait ce qu'il a pu», dans une manifestation de solidarité socialiste sans faille qu'il énonce sans aucune hésitation:

Léon Blum s'est battu comme un lion (...). Léon Blum est un homme qui s'est battu pour le peuple espagnol comme personne... Comme personne.

Il repousse vigoureusement la thèse communiste selon laquelle la décision de non-intervention blumienne a constitué l'un des tournants décisifs de la guerre, et estime qu'il ne s'agit que «pure propagande communiste». Il se réjouit que ce «mythe communiste» soit aujourd'hui moins tenace parmi les plus jeunes générations, et que les derniers communistes «fanatiques» se fassent plus rares.

Belarmino est également un ancien combattant républicain. Sur la question de la non-intervention française, on retrouve la même position, une analyse similaire à celle de Rafael qui absout totalement le chef du Front populaire. Selon lui, l'intervention aurait accentué le conflit et «débouché sur une guerre mondiale». La guerre d'Espagne était donc avant tout l'affaire des... Espagnols:



On ne peut pas critiquer Blum parce qu'il défendait son pays. C'était un socialiste français avant tout. Il allait pas engager carrément la France pour libérer... pour défendre l'Espagne. Si tout le monde [les autres puissances internationales] avaient fait la même chose, on aurait eu plus de trois ans de guerre! [Blum] a fait son devoir. Il a pas voulu embarquer la France dans une guerre pour défendre l'Espagne. Il sont assez grands les Espagnols pour se défendre tout seuls.

*Belarmino, mineur retraité, adhésion au PSOE en 1936 et à la section de Carmaux en 1946.*

Une fois encore, les communistes espagnols seraient à l'origine d'une campagne de désinformation sur cette question:

Tu parles avec un communiste espagnol, et il te dit que c'est Léon-Blum qui nous a fait perdre la guerre à cause de la non-intervention. Mais il pouvait pas faire autrement! Quand la question se pose entre Espagnols, quand [les communistes] me parlent comme ça, je m'en vais (...). Quand quelqu'un me parle en mal de Léon Blum, toi, tu peux te dire: ça, c'est un communiste!

Julien, «socialiste-bagarreur» de la génération du Front populaire est le seul militant français de mon échantillon qui ait évoqué spontanément le conflit espagnol. En contact avec un camarade de la région du Nord qui est parti combattre, il décide de prendre un mois de congé pour aller rejoindre les Brigades Internationales en Espagne. Désireux d'aider le camp républicain («Le temps de mon congé, après je retournais à Lille»), son épopée va s'achever avant même d'avoir commencé:

On m'a envoyé. Je suis arrivé à Béziers, puis après je suis arrivé à Argelès. Le commissaire divisionnaire du coin m'a posé une seule question: «Est-ce que vous êtes officier de réserve?» Hein?! Officier de réserve?! J'avais fait 90 jours de prison à l'armée! «Non». Après ça, j'ai été stoppé: je n'ai pas

pu passer la frontière, elle était fermée (...). J'ai été un combattant d'Espagne sans combattre!

*Julien, Contrôleur principal du Trésor à la retraite, adhésion en 1933, section de Lille.*

Le fait d'armes avorté de Julien m'avait déjà été signalé par Georges, un militant de la génération de Julien, qui, mentionnant en passant la guerre d'Espagne, m'avait confié sur un ton moqueur:

Sur la guerre d'Espagne, tu devrais demander à Julien: «Qu'est-ce que t'en penses de l'Espagne?...» (gros éclat de rire)  
*Georges, employé à la mairie de Lille à la retraite, adhésion en 1937, section de Lille.*

Manifestement, les rocambolesques aventures de Julien en Espagne sont devenues matière à plaisanterie au sein du groupe des anciens à Lille; une anecdote plaisante dont on se souvient encore près de 60 ans après que l'épisode ait eu lieu.

### C. La Deuxième guerre mondiale

La période de la guerre constitue de nouveau un moment historique abordé plus ou moins fréquemment par les militants de l'échantillon. Une fois encore, les variables géographiques et de génération sont à prendre en compte pour comprendre les variations d'intensité dans le rappel des années 1940-45. De manière générale, on peut dire que la mémoire de la guerre peut être plus clairement relevée à Lille qu'à Carmaux. Une hypothèse peut être avancée pour expliquer ce fait. La région du Nord a été en zone occupée dès 1940 et l'une des zones les plus directement exposées à l'Occupation, tandis que Carmaux n'a vu arriver les premiers Allemands qu'à la fin de 1942. Quant au fait générationnel, on retrouve les souvenirs les plus clairs et consistants chez les acteurs et témoins du Front populaire, et dans une moindre mesure chez des militants entrés au parti dans les années 40 et 50. Pour les générations ultérieures, la Deuxième guerre mondiale n'est jamais

mentionnée dans la narration, et *a fortiori* n'apparaît pas comme un cadre structurant leurs souvenirs politiques ou de parti.

La débâcle et l'arrivée des Allemands à partir de juillet 1940 en zone occupée signifie la fin d'une première socialisation politique intense liée aux événements du Front populaire. Les militants lillois me disent que la SFIO, comme structure politique, cesse d'exister à partir de la fin de 1940. Sous l'Occupation, il est fortement recommandé de «ne pas se mêler de politique»:

A Lille, sous l'Occupation, fallait pas faire de politique. Il y avait les fameux départs pour le Service du Travail Obligatoire [STO]. Ça c'était à la tête du client. Ça a été un moment donné, puisqu'ils avaient besoin de personnel. Dans le personnel municipal, tous ceux qui avaient au-dessus de 18 ans, pouf, embarqués.

*Georges, employé à la mairie de Lille à la retraite, adhésion en 1937, section de Lille.*

Chez les anciens militants qui se réfèrent à cette période, des faits de résistance sont racontés. Etant donné le jeune âge de la plupart des interviewees dans les années 40, les actes de résistance auxquels ils ont été associés ont souvent pour objet le ravitaillement ou le renseignement de combattants de la Résistance intérieure<sup>696</sup>:

Moi, j'étais pour les petites corvées. On m'employait particulièrement dans une auberge-restaurant qu'on appelait l'Auberge du Tiraloc, à Flers (...). Et là, il y avait pas mal de résistants et de militants socialistes, dont un — le nom m'est resté, parce que je l'avais connu en adhérant aux Jeunesses

---

<sup>696</sup> On peut toutefois noter quelques exceptions et relever que certains militants interviewés furent des combattants pendant la période de l'Occupation. A Carmaux, Jean qui a alors 16 ans prend le maquis en 1942, et y fait la connaissance de Louinou âgé de 34 ans. Ils resteront dans le maquis pendant 7 mois. Après la guerre, ils se fréquenteront au sein du Parti socialiste.

socialistes: c'était Fleurimont L. — Et, il était hébergé, là, clandestinement, à l'Auberge du Tiraloc. Et j'allais, moi, lui porter des plis ou des journaux. Et un autre, à Hellemmes, qui lui aussi était un militant socialiste qui avait repris avant la guerre un débit de tabac, rue Faidherbe. J'allais lui porter des plis, ce genre de petites corvées, quoi.

*Emile, imprimeur retraité, adhésion en 1936, section de Lille.*

Pour Emile, les circonstances exceptionnelles de l'Occupation ne rendent plus possible la militance politique:

Et puis il y a eu la période de la guerre évidemment, le parti s'est un peu effacé, j'étais passé par la résistance. J'étais plus «résistance» que «parti politique».

Pendant les années de guerre, le militant bien intégré au sein du parti dans les années 30, connaît souvent souvent les camarades ou voisins qui, clandestinement, se livrent à des actes de résistance:

Il y avait des réseaux, proprement dits, à la mairie [de Lille]. Je connaissais un ou deux résistants. Enfin des relations de copains. Par contre, une chose que je peux te dire, c'est que, à la piscine [l'endroit où Georges travaille alors], on avait un réseau clandestin. En dessous (...). Y avait la ronéo. Les tracts, on les faisait là.

*Georges, employé à la mairie de Lille à la retraite, adhésion en 1937, section de Lille.*

Georges se souvient que les socialistes locaux (maire, conseiller municipaux, responsables fédéraux du parti) ont complètement disparu de la scène publique pendant les quatre années d'Occupation. Les militants de base ne les ont revus qu'à la Libération:

Je peux te dire que Libé-Nord [réseau de militants en zone occupée], en principe, c'était tous des militants socialistes.

C'était Arthur [Notebart, maire de Lommes et président de la Communauté Urbaine de Lille après la guerre], Titgatte, Albert Vanvolputte [cadres fédéraux]. je parle de Lille, hein. Par contre, il y avait la soeur à Rachel Lempereur [députée, conseillère générale et adjointe au maire de Lille après la guerre] — Suzanne Legris — Elle, elle était au mouvement de libération nationale. C'est après la guerre qu'on les a revus. En 1946.

La résistance, c'est aussi une question d'information et de propagande, un lien qu'il convient de maintenir entre les socialistes et la population, souvent dans des conditions difficiles et périlleuses. Emile se remémore comment, sous L'Occupation, la presse socialiste continue malgré tout de paraître:

La presse socialiste était interdite, oh oui, oui. Cette presse socialiste était animée par Albert Vanvolputte, qui était de Libé-Nord, parce que Libé-Nord, c'était un mouvement de résistants, mais d'inspiration socialiste. Avec Albert Vanvolputte, il y avait aussi, mes parents quoi. Il y avait aussi Arthur Titgatte (...). Je me souviens que le journal *Le Populaire* sortait quand même en petit format.

Si le rappel de la résistance socialiste est présent dans le discours des anciens du parti, le cas le plus douloureux à aborder est celui de socialistes passés au vichysme à partir de 1940. Emile mentionne ce fait connu, mais souvent occulté en milieu socialiste. Il trébuche pourtant sur les mots, pause longuement entre chaque groupe de paroles, et ne s'étend guère sur le sujet, visiblement embarrassé:

Y en a quand même qui... ont mal tourné... Ça, c'est certain... Y en a pas beaucoup, hein... Même au Parti communiste, y en a même qui ont mal tourné. Y en a eu, je crois, y en a eu... Pas beaucoup... Mais, y en a eu. Et, ils ont mal tourné parce qu'il y avait un antagonisme, là, avec les communistes, qui était

très dur. Donc, le fait que dès le début de la guerre, la Russie et l'Allemagne ont collaboré — c'était le pacte germano-soviétique — certains communistes d'ailleurs ont cru, en toute bonne foi, à cette alliance, et... certains socialistes aussi. Et ça, il y a eu des déviations avec cette histoire-là, surtout chez les communistes, et chez certains socialistes aussi.

Les propos tout en dénégations ou euphémismes («Y en a qui ont mal tourné, mais pas beaucoup») ou relevant le caractère général de la collaboration («certains des nôtres ont collaboré, mais les communistes aussi»), participent d'une présentation très prudente des faits, évoqués par ce militant avec réticence. Il est intéressant de noter que le Pacte Germano-soviétique est mentionné, non pas tant pour absoudre les militants socialistes qui «ont mal tourné», mais pour essayer de rendre compte du climat de haine et de tension qui règne entre socialistes et communistes à partir de 1939. Pour de nombreux socialistes, l'alliance entre Hitler et Staline (que reconnaît après quelques hésitations le PCF) constitue une trahison incompréhensible. Celle-ci, en retour, permet d'expliquer (et peut-être de justifier?) que certains socialistes, «égarés» par un ressentiment anti-communiste nourri par les conflits de 1920 et des années 30, aient pu considérer que le «péril National-bolchévique», devait être combattu coûte que coûte, quitte à s'allier momentanément avec les partisans de Vichy.

Un de mes interviewees, Roger, était présent à Vichy le 10 juillet 1940<sup>697</sup>, quand les membres du Parlement (où ce qu'il en restait) furent réunis en catastrophe pour voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, et abolir, *de facto*, de la République. Il s'agit

---

<sup>697</sup> Témoignant de l'importance fondamentale de leur refus de voir sombrer la République, le général de Gaulle n'a pas hésité à dénommer les «Quatre-vingts» qui refusèrent de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, les «premiers résistants», titre qui «irritait souvent certains gaullistes». Voir J. Sagnes, «Le refus républicain: les quatre-vingts parlementaires qui à Vichy dirent "non" au projet de loi du 10 juillet 1940», in J. Marielle, J. Sagnes, *Pour la République. Le vote des quatre-vingts à Vichy le 10 juillet 1940*, Paris, Centre National de Documentation Pédagogique, 1993, p. 51.

d'un autre épisode sombre de l'histoire socialiste car il s'est trouvé au sein du groupe socialiste des députés qui votèrent en faveur de Pétain<sup>698</sup>. Roger est le fils d'un député SFIO et maire de Lille depuis le suicide de Roger Salengro en 1936. Le vote du 10 juillet 1940 va briser net une carrière politique prometteuse. Roger assiste à Vichy à une réunion houleuse du groupe parlementaire socialiste:

Mon père a voté les pleins pouvoirs à Pétain (...). Aussitôt, il a une réaction. Il se dit: «Merde, j'ai fait une connerie» (...). Ce climat de défaite... Le monde politique se dit: «On a été battu. Si on en est là, c'est de la faute aux militaires». [A Vichy], y a pas mal de députés socialistes. Parce que y en manque pas tant que ça. Les réunions ont lieu. Une bagarre entre Paul Faure et Blum. Un Blum... liquéfié... Il n'a plus d'autorité au PS. La tendance Paul Faure, pacifiste, domine. En fait, [Blum] donne la liberté de vote. J'ai assisté à une réunion. Plus d'autorité... Blum est complètement débordé, personne à côté de Blum... Et puis alors, les manoeuvres... C'est l'histoire des 80, des 80 qui ont voté contre [Pétain]<sup>699</sup>. D'abord, y en a pas 80 qui ont voté contre. Parce que y en a un certain nombre qui n'ont pas pu venir et qui disent après: «J'aurais voté contre si j'avais été là». Il y avait là-bas le groupe des anciens combattants [de la guerre 14-18] à l'Assemblée nationale qui était dirigé par Vincent Auriol. Ce groupe était en négociations avec Pétain pour faire un texte... Pétain n'a pas marché sur un certain nombre de choses. Les anciens combattants, ce sont eux qui sont partis à l'attaque contre Pétain. Parce qu'il y avait un texte de compromis avec Pétain, et comme Pétain n'a pas voulu leur donner les pouvoirs que les anciens combattants auraient voulu avoir, ils ont dit non (...). Blum a voté le premier texte: c'est le texte

---

<sup>698</sup> Les députés communistes n'ont pas à se prononcer sur la question puisque, dès la signature du Pacte germano-soviétique à la fin de 1939, ils sont déchus de leurs mandats de parlementaires et de leurs droits civiques.

<sup>699</sup> Le groupe socialiste compte 168 parlementaires à la Chambre. A Vichy, 90 votent les pleins pouvoirs, 36 votent contre, 6 s'abstiennent.

qui prévoit l'abolition de la République. Alors le deuxième texte [prévoyant la remise des pleins pouvoirs à Pétain] n'avait plus aucune importance. C'est pour vous dire à quel point ils en sont tous.

*Roger, inspecteur des Renseignements Généraux à la retraite, adhésion en 1936, section de Lille.*

Cette longue explication sur les tractations socialistes en amont du vote en séance plénière, insiste sur le climat délétère qui règne à Vichy («ce climat de défaite») et le faible leadership de Blum («liquéfié», «sans autorité», «complètement débordé») pour marquer la confusion qui règne au sein du groupe socialiste. L'absence de leadership, dans un moment de profonde crise politique, permet ainsi d'expliquer comment certains socialistes bien intentionnés (son père, par exemple) ont pu commettre l'erreur de voter les pleins pouvoirs. Certes, il s'agit d'une erreur, concède-t-il, mais une erreur excusable étant donné les circonstances. Ainsi, la mention d'un compromis trouvé sur un texte entre le groupe des anciens combattants socialistes et Pétain participe également de ce souci de montrer que des députés qui n'ont pas voté les pleins pouvoirs, étaient cependant bien près d'aboutir à un accord avec le maréchal Pétain. Roger insiste encore: finalement, même Blum a voté un premier texte qui prévoyait l'«abolition de la la République». Double inexactitude ici: Blum ne vote pas en faveur, mais s'abstient, par souci de discipline partisane<sup>700</sup>. En outre, ce texte ne prévoit pas expressément l'abolition du régime républicain, mais envisage une révision de la Constitution à une date ultérieure<sup>701</sup>. Ainsi, tout occupé à la défense de son père, la mémoire vive de Roger prend quelques libertés avec l'histoire réelle.

---

<sup>700</sup> M. Sadoun, *Les socialistes sous l'occupation. Résistance et collaboration*, Paris, PFNSP, 1982, p. 35.

<sup>701</sup> Ibid.



Seul un ancien de la SFIO s'arrête devant le portrait de Paul Faure que je lui montre à l'issue de notre entretien et lâche brutalement:

Encore un, comme Benito [Mussolini] qui a retourné sa capotte [veste]!

*Georges, employé à la mairie de Lille à la retraite, adhésion en 1937, section de Lille.*

Paul Faure est resté le secrétaire général de la SFIO entre 1920 et 1940. Dirigeant connu et apprécié des militants avant la guerre, son «égarement» et rapprochement temporaire du régime de Vichy, l'ont après-guerre littéralement positionné «hors mémoire». Ce phénomène est curieux lorsque l'on compare les souvenirs vifs qu'a laissés Léon Blum, qui dirigea le Parti avec Paul Faure à la même période. Il s'agit là d'une occultation liée à un traumatisme ou à la honte collective ressentie par les vieux militants à l'endroit de leur ancien chef. Paul Faure a trahi le Parti (à l'instar de Mussolini, un ancien socialiste, comme le rappelle Georges, Paul Faure «a retourné sa veste», et est «passé à l'ennemi»): il a en conséquence disparu de l'histoire socialiste<sup>702</sup> et partant de sa mémoire collective.

Jeune juif de Bab-el-Oued, quartier populaire d'Alger, Jean-Pierre Q. possède des souvenirs de la guerre très particuliers. C'est à l'issue de notre entretien, lorsque je lui montre une série de photographie, qu'il s'arrête sur l'une d'entre-elles, et qu'il me parle de la guerre. Il s'agit d'un cliché pris pendant l'Occupation dans un jardin d'enfants à Paris. A l'entrée du jardin, une pancarte sur laquelle on peut lire: «Parc à jeux. Réservé aux enfants. Interdit aux juifs»:

---

<sup>702</sup> Il est significatif de noter que l'un des rares compte-rendus de l'histoire socialiste réalisé par le PS, a «oublié» de consacrer une présentation biographique de Paul Faure alors que l'ensemble des premiers secrétaires ou secrétaires généraux du PS, depuis sa création en 1905 sont successivement présentés dans le livre. Voir J. Maret, A. Houlou, *Histoire des socialistes. L'identité socialiste des utopistes à nos jours*, Paris, Pro-Edi, 1990.

Ça me rappelle des mauvais souvenirs... J'ai été renvoyé de l'école à Alger parce que j'étais juif. Mais la population locale pied-noir n'était pas antisémite. Un camarade — dont les parents étaient de droite — quand je sortais de chez moi, il traversait la rue pour venir me dire bonjour. Je crois que ça été ressenti comme une injustice. Alors qu'en France c'était plus dur, les Algériens ont été extrêmement amicaux envers les juifs. Et les pied-noir non-juifs n'ont pas eu de comportement inamical.

*Jean-Pierre Q., chef d'entreprise, adhésion en 1972, section de Lille.*

#### D. La guerre d'Algérie

Autre épisode historique délicat pour les socialistes, la guerre d'Algérie. Dans le milieu socialiste, cette guerre voit s'opposer trois tendances principales: l'une partisane de l'Algérie française parle des «terroristes» qui s'attaquent à la France. L'autre, incarnée par la gauche du parti, dénonce le «colonialisme français». La troisième reprend la position de la direction et pose la France comme «arbitre des extrêmes» en Algérie<sup>703</sup>.

La guerre est relativement peu commentée par les militants que j'ai rencontrés. Albert résume assez bien le point de vue socialiste moyen en parlant de cette trouble «guerre sans nom» commencée sous le gouvernement du socialiste Guy Mollet, où il s'agissait officiellement de «maintenir l'ordre» dans un «département français». Albert reprend cette thèse officielle, mais sans enthousiasme, visiblement troublé:

Y a eu cette période de la guerre Algérie. Maintien de l'ordre. L'un dit «la guerre», l'autre «maintien de l'ordre». On ne sait pas exactement (soupir)... Comme c'était des départements

---

<sup>703</sup> M. Sadoun, «Les socialistes entre principes, pouvoir et mémoire», in J.-P. Rioux (sous la direction de), *La Guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, p. 226.

français, c'était pas vraiment une guerre contre un département, plutôt un maintien de l'ordre, hein?... Tout le monde le comprend pas de la même manière...

*Albert, ouvrier métallurgiste à la retraite, adhésion en 1946, section de Lille.*

Deux d'entre-eux ont été étroitement associés aux événements d'Algérie. Le premier, Jean-Pierre Q., un Pied-noir d'Alger, a dû être rapatrié en France en 1962. Il se montre cependant très peu disert sur les années de guerre. Adoptant un point de vue de gauche humaniste, il remarque en passant que la ségrégation entre Pied-noir et population autochtone était telle que le soulèvement algérien lui était toujours apparu «inévitabile». Il se souvient en particulier qu'à l'Ecole publique il n'y avait qu'un seul Algérien dans sa classe au lycée, signe manifeste d'une société qui rejette la population algérienne de souche.

Le second, Christian, a fait partie des «forces de maintien de l'ordre». Envoyé en Algérie entre 1955 et 1957, il reproche à Guy Mollet d'avoir mis le doigt dans le l'engrenage de la violence. Cette guerre lui fait honnir la SFIO, une formation qu'il estime alors complètement usée, discréditée parvenue au terme d'un «cycle»:

La SFIO, moi... J'ai fait la guerre d'Algérie (...). Mais la SFIO, c'était fini pour moi. On finissait un cycle. C'est comme quand vous achetez une voiture. C'est toujours la marque Renault, mais à un moment donné, il faut changer la génération de moteur.

*Christian, chef d'entreprise à la retraite, adhésion en 1971, section de Lille.*

Militant chrétien de gauche, opposé à la guerre, il épouse les thèses défendues par des publications catholiques de gauche ou à un hebdomadaire satirique anti-militariste. La hiérarchie militaire le regarde d'un mauvais oeil:

En Algérie, j'étais mis sous surveillance, parce que j'étais dans l'esprit de *Témoignage chrétien*. Je m'étais abonné au *Canard enchaîné*, alors qu'il y avait un filtrage. On ne pouvait pas tout lire.

#### E. Les événements de mai 68

Il est possible de considérer que l'une des conséquences des événements du printemps 68, est d'avoir précipité la disparition d'une SFIO à l'époque en profond déclin<sup>704</sup>. Si mai 68 a été l'un des détonateurs qui a accéléré la refondation de la gauche non-communiste au sein du nouveau PS en 1969, puis du PS d'Epinay en 1971, il apparaît que les socialistes ont relativement été peu marqués par ces années de radicalisation politique. Trop éloignés dans le contenu et la forme du «gauchisme» qui a cours au début des années 70<sup>705</sup>, les militants ayant adhéré dans l'avant-guerre ou dans l'après-guerre ne mentionnent que très rarement mai 68 dans leur récit. De même, les adhérents les plus récents (années 80 et 90) ne s'y réfèrent pas du tout. Les événements de mai 68 n'ont donc guère touché les militants qui sont arrivés au parti au moment de la refondation d'Epinay, à une exception près: Rachel, une directrice d'école, entrée au parti en 1962, a vécu mai 68 comme une «grande bouffée d'air» dans un monde enseignant qu'elle estimait trop engoncé dans des routines de travail dépassées. Rachel, à la différence des autres enseignants de mon échantillon, est toutefois

---

<sup>704</sup> Au moment où éclatent les premières occupations d'universités et d'usines, F. Mitterrand, avec l'aval de G. Mollet, est en train de chercher à regrouper la gauche non-communiste au sein de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste (FGDS). La vague de mai 68 emporte cette recomposition, d'ailleurs de nature plus électoraliste que programmatique ou structurelle. Inexistante au sein des groupes étudiants, faiblement représentée dans les syndicats ouvriers, la FGDS ne pèse pas lourd dans le cours des événements. L'élection présidentielle anticipée de 1969 achève de la faire voler en éclats. Voir sur ce point: J. Capdevielle, R. Mouriaux, *Mai 68. L'Entre-deux de la modernité. Histoire de trente ans*, Paris, PFNSP, 1988, p. 240.

<sup>705</sup> Même si les grèves de mai 68 ont concerné l'ensemble du monde salarié, les revendications et la geste révolutionnaire (idéologie, mise en scène révolutionnaire) des étudiants n'ont guère été partagées ou été du goût des appareils traditionnels de gauche (SFIO, PCF, syndicats ouvriers). Les exemples de dirigeants de la gauche raillant les «jeunes gauchistes-bourgeois» abondent.

une institutrice un peu atypique. Elle travaille alors dans une école aux méthodes pédagogiques expérimentales (une école dite «nouvelle»), éveille les esprits des jeunes écoliers en leur donnant à comparer des journaux d'orientations politiques diverses, afin de leur «faire prendre conscience des différences partisans dans la presse». Rachel est donc alors une enseignante «moderne», et ne peut donc qu'être séduite par le souffle novateur qu'amène le mouvement de mai 68 au sein de l'Education nationale:

68: les disciplines d'éveil, c'est sorti de 68. Grand moment. Tout le monde en grève dans l'école.

*Rachel, directrice d'école retraitée, adhésion en 1962, section de Lille.*

Il faut donc s'arrêter sur les parcours politiques les plus radicaux au sein de l'échantillon pour trouver des socialistes qui s'approprient clairement la période et la revendiquent comme une phase positive dans l'histoire récente du PS. Charles-Henri est de ceux-là. Son militantisme étudiant à l'UNEF en 68, lui a fourni une première expérience politique dans un contexte socio-politique très radicalisé. De ce syndicalisme étudiant, il a retiré une croyance dans la possibilité d'agir politiquement à parti du syndicat. Il pense toujours cela aujourd'hui, même s'il euphémise davantage cette croyance aujourd'hui:

J'ai eu une prise de conscience [politique] par le biais du syndicat (...) Je pensais qu'on pouvait plus arriver au politique par le biais du syndicat étudiant à l'époque [mai 68] que maintenant.

*Charles-Henri, employé des collectivités territoriales, adhésion en 1973, section de Lille.*

Mais Charles-Henri ne peut cependant être étiqueté «pur gauchiste» tant son itinéraire militant le rapproche très vite de la SFIO qu'il rejoint après 68, à un moment où les Jeunesses socialistes sont complètement moribondes. Charles-Henri est par conséquent

un «contestataire», un «minoritaire» de l'aile gauche du parti, mais qui a toujours conçu son engagement à partir du Parti socialiste.

Inversement, Patrick présente le profil du «gauchiste pur» tel que l'après-68 a pu produire en grand nombre. De milieu ouvrier, il quitte l'école très jeune et complète sa scolarité en passant un BEPC par correspondance. Il s'investit très vite dans «le social», se confrontant au monde de la pauvreté et de la «déviance» (drogue) dans un quartier lillois défavorisé. Il ne se fait aucune illusion sur la SFIO («A part Marceau Pivert, c'était quand même le parti du compromis permanent»). Sa rencontre avec l'extrême gauche, il la qualifie de «naturelle», étant donné ses investissements professionnels. Elle est également assez anecdotique:

Un soir, on est rentré à pied [du travail]. Il y avait de la gelée sur la route. Il y avait des affiches de Lutte Ouvrière [sur les murs].

*Patrick, directeur d'une agence d'emploi et de réinsertion pour jeunes, adhésion en 1973-74, puis nouvelle adhésion en 1989, section de Lille.*

Très marqué par l'élan révolutionnaire de mai 68, il milite à Lutte Ouvrière et se syndique à la CGT. Entre 1969 et 1971, il va vivre et travailler dans un kibbutz en Israël, déçu par le recul de la gauche dans l'après-68:

69: c'est la claque. On sait que ça durera longtemps (...). On sait qu'on n'a pas réussi la percée politique. C'est pas la grande répression, mais c'est le retour à la normale. C'est l'époque où Jacques Chaban-Delmas dit à la jeunesse française: «Il faut voyager!» C'est l'idée d'aller voir ailleurs. C'est un tel dépit (...).

L'expérience en kibbutz l'enchantait et conforte ses opinions politiques:

Le kibbutz, c'est ce que disait Sartre: c'est la société la plus communiste qui soit.

Dans la ligne classique de l'entrisme gauchiste, Patrick adhère très brièvement une première fois au PS en 1973. Puis, les années passant, il dit avoir évolué:

Je voyais la SFIO comme un parti réformiste qui capitulerait, qui se compromettrait. A l'usage, c'est moi qui ai changé (...). Le Parti socialiste est, à travers moi, l'exemple d'un regroupement de différentes forces sociales, économiques et politiques.

Il adhère de nouveau en 1989 quand il sent que «la gauche est en danger», et dit se trouver «bien» aujourd'hui au sein du Parti socialiste. Il est devenu secrétaire de section du quartier Vauban-Esquermes, signe d'intégration politique manifeste. Il semble toutefois avoir conservé l'un des traits distinctifs de la génération de 68, celui d'un agitateur des «forces sociales» se méfiant, par principe, de *l'establishment* et se tournant en priorité vers les couches sociales les plus démunies.

## F. Rencontres historiques

La mémoire historique doit aussi prendre en compte ceux qui ont fait l'histoire du socialisme, ceux à travers qui le parti a pu exister, agir, être vu et entendu. La mémoire vive des militants confirme le rôle important joué par les «figures historiques» du parti. Certaines ont eu une visibilité nationale voire internationale, d'autres n'étant que des personnalités locales.

On peut tout de suite relever que l'évocation des ces «socialistes majeurs» est d'autant plus intense que les militants qui les évoquent se sont trouvés physiquement en contact avec eux: ils ont pu les voir, les entendre parler, leur serrer la main, les embrasser. A partir de ces «rencontres historiques», il est possible de dégager une série de portraits de personnalités socialistes, qui

permettent d'apporter quelques éclairages et de répondre aux questions suivantes: qui sont les grands socialistes dont les militants se souviennent? En quels termes les militants en parlent-ils? Ont-ils été aimés?

Une fois encore la variable régionale semble avoir des effets importants sur le souvenir des socialistes illustres. Ce ne sont pas les mêmes figures du parti dont les lillois et les carmausins parlent. Dans les deux cas, ceux qui ont marqué les militants sont des personnalités qui ont eu (ou ont encore) un parcours politique local en parallèle de leurs activités nationales<sup>706</sup>. Ainsi à Carmaux, les représentations et anecdotes sur Jean Jaurès sont innombrables, alors qu'à Lille son nom est très rarement (voire jamais) prononcé. A Lille, les personnalités de Roger Salengro et de Pierre Mauroy, deux hommes d'Etat lillois, retiennent l'attention des militants. Si François Mitterrand est peu mentionné que ce soit à Carmaux ou à Lille, Léon Blum constitue une référence très forte pour les vieux socialistes lillois. Un cas particulier qui vient en apparence contredire la variable régionale dont il convient de rendre compte: celui d'un militant carmausin qui se souvient avec affection et admiration de Guy Mollet, socialiste nordiste.

#### *Jean Jaurès dans la mémoire des carmausins*

Les histoires, réelles ou magnifiées<sup>707</sup>, que l'on peut entendre sur Jean Jaurès en milieu socialiste carmausin sont innombrables. Nous nous contenterons de relever ici les témoignages de militants

---

<sup>706</sup> Il faut noter que des personnalités strictement locales (c'est-à-dire des socialistes qui n'ont pas eu de responsabilités politiques au niveau national) sont également citées dans certains témoignages. A Carmaux, on retrouve essentiellement les noms de Jean-Baptiste Calvignac, premier maire socialiste de Carmaux et fidèle de Jaurès et d'Augustin Malroux, résistant de Carmaux, mort en déportation. A Lille, les noms de Rachel Lempereur, députée, conseillère générale et adjointe au maire de Lille entre les années 40 et 70 et d'Augustin Laurent, ancien maire de Lille et de Pierre Mauroy, actuel maire de Lille et ancien Premier ministre (1981-84), reviennent le plus fréquemment dans les témoignages des militants les plus anciens.

<sup>707</sup> Sur la mythologie politique créée à partir du souvenir de Jaurès, voir, *infra*, chapitre III, B. Jean Jaurès: sociologie d'une mythologie militante.



qui se souviennent qu'un parent ou un ami de parents leur a un jour raconté une anecdote à propos du député de Carmaux. Il s'agit très souvent d'histoires très simples et courtes, racontées par une personne de leur entourage, qui se souvient avoir «accompagné Jaurès» ou «marché avec lui». A une époque où l'utilisation de l'automobile n'était guère répandue, il n'était pas rare de voir les hommes politiques se déplacer à pied, de localité en localité, pour se rendre à des réunions publiques. L'accompagnement du leader socialiste était également nécessaire pour des raisons de sécurité: les opposants aux idées socialistes n'auraient pas hésité à utiliser manières fortes et intimidations physiques si Jaurès n'avaient pas été suivi par un groupe de sympathisants et de militants, prêts à tout moment «à faire masse» pour le défendre. «Suivre» Jaurès au sens physique du terme, constituait donc à l'époque un acte hautement politique:

J'avais mon pauvre père qui suivait Jaurès quand il allait à Valence et Pampelone, tout ça. Il l'accompagnait à ce moment là, il marchait avec lui.

*Jean Bi., verrier retraité, adhésion en 1945, section de Carmaux.*

Des anecdotes de campagnes électorales souvent héroïques, sont racontées et transmises de génération en génération depuis plus de 80 ans:

Lorsque Jaurès a fait sa campagne de 1898, il allait donc de maison en maison (...). Il rentrait un soir de faire campagne dans les environs accompagné dans une calèche par le maire de Rozières qui s'appelait Soulier (...). En rentrant donc, ils croisent Louise qui était une soeur de ma grand-mère. C'était une couturière, et elle allait dans les maisons, dans les fermes comme ça, pour travailler une journée (...). Soulier dit à Jaurès: «On va s'arrêter, on prendra Louise avec nous, et puis on va la faire parler. Elle bavarde: elle va nous dire ce que les gens pensent de vous». Et ils ont fait monter Louise [dans la

calèche]. Jaurès, elle en avait entendu parler, mais elle ne l'avait jamais vu, elle savait pas qui c'était. Et le maire Soulier l'a faite parler, comme elle était très bavarde, de ceci, de cela. Il dit: «Hé bé, toi, Louise, qui vas souvent dans les maisons là-bas, hein, qui connaît bien ce qu'on en pense. Qu'est-ce qu'on en pense de Jaurès?» «Oh, ils disent que c'est un brave homme, mais qu'il sera battu». Et effectivement, il a été battu!

*Jacques G., instituteur retraité, ancien maire de Carmaux (1977-95), adhésion en 1959, section de Carmaux.*

Les souvenirs directs sont évidemment rares: Jaurès est mort en 1914. Il ne reste donc plus qu'un nombre infiniment restreint de militants encore en vie aujourd'hui, qui l'ont connu personnellement. Et encore, les derniers contemporains étaient au mieux des enfants lorsqu'il fut assassiné. Louinou est né en 1908. Il avait donc six ans lorsque le soir du 31 juillet la nouvelle de Paris parvient aux carmausins. Voici ce dont il se souvient:

Je ne me rappelle pas bien de Jaurès. Mais je me rappelle quand ils l'ont tué. Il faisait orage ici, et y avait des gros platanes comme ça. Et y en avait qui étaient arrachés. Y tombaient sur les maisons. Parce que c'était la déclaration de guerre, en tout cas. Et ben, de ça, je m'en rappelle.

*Louinou, mineur retraité, adhésion en 1933, section de Carmaux.*

Trop jeune pour s'intéresser à un personnage politique, il n'est pas sûr de se souvenir de Jaurès, bien qu'il n'exclut pas de l'avoir aperçu parfois dans les rues de Carmaux. Par contre, les souvenirs de la nuit du 31 juillet 1914 sont intacts et précis: il faisait orage ce soir-là<sup>708</sup> et la vigueur des intempéries était telle que des arbres avaient été renversés sur les maisons. Spectacle intelligible et

---

<sup>708</sup> Ce qui est exact: j'ai pu vérifier cette information au détour d'ouvrages anciens consacrés à Jean Jaurès.

fascinant pour un enfant de six ans, l'orage joue donc le rôle d'un cadre de la mémoire effectif pour l'aider à se souvenir indirectement de la mort de Jaurès.

De même, Jean, qui est né en 1907, se souvient avoir entendu son père répéter à de nombreuses reprises les mots suivants, le lendemain de l'assassinat de Jaurès:

Je me souviens de mon pauvre père qui disait: «Il *nous* ont tué Jaurès!». Sur les choses que j'ai reçues [il parle du programme du spectacle «Ils ont tué Jaurès!» organisé à Carmaux en 1994<sup>709</sup>], ils disent: «Ils ont tué Jaurès!», mais lui avait dit: «Ils *nous* ont tué Jaurès!».

*Jean Bi., verrier retraité, adhésion en 1945, section de Carmaux.*

L'insistance sur le *nous* renvoie à un double correctif de nature historique et affective: d'une part, il s'agit pour ce témoin de redonner l'expression précise telle qu'elle a été couramment employée dans le carmausin à la mort de Jaurès, et qui a été tronquée dans le programme du spectacle. D'autre part, cela renvoie à un souvenir davantage personnel et émouvant: celui de son père, qu'il a entendu prononcer ses paroles en 1914.

*Roger Salengro dans la mémoire des lillois*

Quelques mois après la victoire des forces du Front populaire, Roger Salengro est victime d'une campagne de la presse d'extrême-droite qui l'accuse, à tort, d'avoir déserté en 1915. Se sentant déshonoré par ces calomnies, il se suicide au gaz chez lui à Lille le 17 novembre 1936. Devenu le symbole de l'innocence bafouée par des adversaires sans scrupules, Roger Salengro occupe une place privilégiée dans la mémoire vive de la génération du Front populaire. Les conditions tragiques et inattendues de sa mort, le fait

---

<sup>709</sup> Voir infra, chapitre III, Jean Jaurès: sociologie d'une mythologie militante.

qu'il exerçait des fonctions importantes au sein du Front populaire (ministre de l'Intérieur) et qu'il était le maire «aimé» et «respecté» des lillois, expliquent le sentiment d'affection voire de dévotion dont l'entourent encore aujourd'hui les plus anciens militants. Issue d'une famille de socialistes militants, Christiane, alors enfant, se souvient de l'annonce de son suicide:

Ce qui nous a marqué le plus, quand on était jeunes, c'était la mort de Roger Salengro, parce que ça a été très fort. J'ai ce souvenir là, bon, parce qu'on était à l'école... Quand on était à la cantine. Puis c'est là qu'on a appris la mort de Roger Salengro. Bon parce que c'était un maire qui était vraiment près de la population... Voyez, on en parle... (elle éclate en sanglots).

*Christiane, ouvrière retraitée, adhésion en 1945, section de Lille.*

Filomène insiste sur les qualités exceptionnelles de ce maire proche de la population, et dresse un portrait idéal de ces relations de nature quasi-filiale:

On avait Roger Salengro qui était un maire superbe. On était ses enfants (...). On a jamais été malheureux avec lui. Il nous a donné tout ce qu'il pouvait. D'ailleurs quand il est mort, ça nous a fait un coup. On l'a pas cru (...). C'était le meilleur pour la classe ouvrière d'ailleurs, jusqu'à maintenant.

*Filomène, femme de service dans une école maternelle à la retraite, adhésion en 1944, section de Lille.*

Un maire «humain» et chaleureux, tel est le Roger Salengro dont se souvient Filomène enfant et qui, un jour, l'embrassa:

C'était lors de la fête de clôture des camps de vacances. Donc, on avait défilé avec nos drapeaux (...). Je devais donner le bouquet à Roger Salengro. En montant les marches du podium, je l'ai fait tomber sur ses genoux! Sur ses genoux!! Il

m'a relevé et il m'a fait un baiser. Et puis, moi, je pleurais. Ça, c'est gravé.

Depuis le début de la campagne de presse orchestrée par l'extrême-droite, Salengro était l'un des hommes d'Etat les plus insultés et menacés. Il fallait assurer sa sécurité dans ses déplacements. Julien faisait partie de sa «garde rapprochée». Il était, comme il le dit, l'un de ses «hommes de confiance»:

Salengro, on l'attendait à la gare, puisqu'il venait en train [de Paris]. On regardait les gens. On était pas là pour applaudir. On regardait la foule. Moi je faisais attention aux gestes des types qui étaient au premier rang. J'avais appris ça avec les flics. Y en avait qui lui en voulaient à mort.

*Julien, Contrôleur principal du Trésor à la retraite, adhésion en 1933, section de Lille.*

L'enterrement de Roger Salengro a été vécu par les anciens. La plupart étaient présents lors des obsèques, le 22 novembre 1936. Georges et Filomène qui faisaient partie de la «Troupe de Roger Salengro» (Jeunesses socialistes lilloises) parlent de ce moment triste et grandiose:

On avait des gants blancs, nos doigts piquaient, il faisait froid, hein. Mais on n'aurait pas lâché nos drapeaux, pour rien au monde.

*Filomène, femme de service dans une école maternelle à la retraite, adhésion en 1944, section de Lille.*

On avait une tenue: le béret avec les trois flèches [les trois flèches sont le symbole adopté par la SFIO à partir du Front populaire et jusqu'au début des années 70<sup>710</sup>]. Et on avait une

---

<sup>710</sup> Selon Ph. Burrin, le symbole des trois flèches a été inventé par Serge Tchakhotine, un social-démocrate russe exilé en Allemagne. Ce signe des trois flèches avait pour fonction de barrer la croix gamée des nazis sur les murs et les affiches. Le symbole devait montrer à la population que'une «force supérieure»

cape aussi. Ça c'était la troupe de Roger Salengro (...). Les chaussures blanches, enfin les petites sandalettes, les bas blancs pour les filles. Nous, les hommes, on avait des soquettes, le pantalon, enfin une culotte. Et ça, c'était bleu. La cape était bleue marine.

*Georges, employé à la mairie de Lille à la retraite, adhésion en 1937, section de Lille.*

Les jeunes socialistes seront les derniers à défiler. On les fait patienter dans le froid pendant plusieurs heures. La ville est engorgée, et le parcours qui part du centre ville pour se rendre au cimetière ne parvient pas à absorber l'imposant cortège qui s'est assemblé. Georges se rappelle de la longue attente:

Tu sais, ce jour-là, le jour de l'enterrement, on nous avait mis là, et puis après, on nous avait mis de côté. Tu sais quand le défilé [des Jeunesses socialistes] a commencé à partir, il était dix-onze heures du soir... Y en avait qui étaient pas encore arrivés au cimetière.

Le monde présent, le froid intense, le brouillard et les becs de gaz recouverts de crêpe noir. C'est ce décors à la fois grandiose, triste et émouvant qu'ont retenu Filomène, Emile et Alexandre:

C'était impressionnant. Toute la classe ouvrière était derrière lui. Toute la classe ouvrière. Il y avait un monde immense. On aurait dit... un bouleversement. C'était populaire, quoi. Toute la classe ouvrière était derrière lui. Tout le monde pleurait.

*Filomène, femme de service dans une école maternelle à la retraite, adhésion en 1944, section de Lille.*

---

pouvait anéantir le nazisme et reprendre espoir et courage. «Poings levés et bras tendus. la contagion des symboles au temps du Front populaire», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, no 11, juill.-sept. 1986, p. 10.

A l'enterrement de Roger Salengro, il y avait un brouillard formidable. C'était en novembre 36. Les becs de gaz — parce que c'était des becs de gaz à l'époque — étaient recouverts de crêpe noir. Ah, oui, c'était émouvant. Très émouvant (...). Blum était là. Oui, tout le monde était là. Tous les ministres étaient là. Il y avait même des leaders internationaux.

*Emile, imprimeur retraité, adhésion en 1936, section de Lille.*

Les réverbères tout au long du parcours funèbre étaient allumés et recouverts de crêpe.

*Alexandre, chef d'orchestre à la retraite, adhésion en 1934, section de Lille.*

Les Jeunesses socialistes ont composé une chanson à la mémoire du maire disparu. Filomène se trouve dans la chorale qui chante près de son cercueil entreposé dans le hall de la mairie de Lille:

On avait composé une chanson sur la mort de Roger Salengro. On l'a chantée. Charles Saint-Venant [premier adjoint à la mairie de Lille] nous l'a fait chanter quand on était en mairie.

*Filomène, femme de service dans une école maternelle à la retraite, adhésion en 1944, section de Lille.*

### *Léon Blum dans la mémoire des lillois*

Léon Blum, Président du conseil du gouvernement du Front populaire, est très présent dans les témoignages des lillois, mais n'apparaît que très peu, voire pas du tout dans ceux des carmausins<sup>711</sup>. Cela peut paraître étonnant dans la mesure où, dans

---

<sup>711</sup> A l'exception de Michèle, fille de Jean V., ancien maire de Carmaux qui me confie cette anecdote: «Papa a terminé sa vie (...), les derniers mois de sa vie, avec une photo de Léon Blum à côté de lui (...). Léon Blum la lui a donnée à un congrès. Une photo dédiée qu'il avait encadrée et mise à côté de son lit». Michèle, institutrice à la retraite, adhésion en 1962, section socialiste de Carmaux.

les deux cas, les références à la période du Front populaire sont très marquées. Deux hypothèses peuvent être avancées. Blum constitue un cadre de référence plus marqué à Lille, dans la mesure où les militants nordistes ont probablement vécu cette période plus intensément qu'à Carmaux: il s'agit d'une capitale régionale, l'une des plus grandes villes de France, au secteur industrialisé développé, dans une zone fortement urbanisée. On peut donc estimer que l'impact des premiers mois du Front populaire (agitation politique, grèves, occupation des usines) a été plus important à Lille qu'à Carmaux. C'est ce qui semble ressortir des entretiens de manière générale. En outre, à travers la personnalité de Roger Salengro, maire de Lille et ministre du Front populaire, c'est toute une ville qui s'est fortement identifiée à l'expérience gouvernementale. Son suicide et son enterrement ajoutent encore à la dimension tragique de la période.

Curieusement, dans une section qui cultive si volontiers le culte de l'ouvrier, Blum «passe bien», on le respecte, on a même de l'amitié pour lui. Bourgeois, intellectuel, aux manières raffinées, voire précieuses, c'est cependant un socialiste, un «vrai». Tout le monde a conscience qu'il a le parti chevillé au corps, qu'il écoute et comprend «la base», qu'il est «honnête» et «simple»<sup>712</sup>:

Blum, je l'ai rencontré. Un type d'une intelligence et d'une mémoire. Un type qui vous citait un ouvrage, une référence avec le numéro de la page et tout. Mais à côté de ça, c'est un type qui comprenait la base (...). Blum, c'était pas un secrétaire général, c'était l'homme qui pensait. Et il savait écouter, hein (...). Les ouvriers avaient de l'amitié pour lui. Il avait de l'honnêteté dans la pensée. L'héritage de Jaurès. Ils avaient une confiance dans ce gars-là (...). C'était pas le gars qui évitait la masse. Lui, il y allait [au contact des gens].

---

<sup>712</sup> Lorsque Léon Blum reçoit les dirigeants syndicaux à Matignon le 5 juin 1936, il lance aux militants de l'ex-CGTU: «Appelez-moi Blum comme autrefois». Cité in G. Noiriel, *Les ouvriers dans la société française. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 1986, p. 154.



*Roger, inspecteur des Renseignements Généraux à la retraite, adhésion en 1936, section de Lille.*

Grand érudit, parlant un français châtié, les militants ouvriers lui savent cependant gré de ne pas se comporter en tribun démagogue, de ne pas chercher à simplifier à l'extrême sa pensée lorsqu'il s'adresse à des personnes moins éduquées. Sa chaleur et son honnêteté le rendent «authentique» aux yeux des militants. Certains remarquent qu'il n'était pas toujours évident de comprendre les discours de Blum:

Blum était dans les nuages par moments. M'enfin, je lui obéissais. Il planait. Il était encore moins clair que [Michel] Rocard. Nous, à la milice [service d'ordre socialiste], y avait des types qui étaient des poivrots de première. Et puis, en plus, c'étaient des crapules. Ils avaient pas été en taule, mais c'est tout juste (...). Donc, les discours de Blum, ils comprenaient rien, ils étaient liquéfiés.

*Julien, Contrôleur principal du Trésor à la retraite, adhésion en 1933, section de Lille.*

De fait, même si on ne comprend pas toujours les discours de Blum, le «devoir» de tout bon militant est de se déplacer non pas tant pour l'écouter, mais par esprit de corps, afin de montrer la force et l'unité du parti derrière son leader:

J'ai entendu Blum en salle. Un meeting. C'était notre devoir d'y aller, pour faire masse. Les militants allaient surtout pour faire une masse. Ils y allaient parce que c'était leur devoir d'y aller.

*Alexandre, chef d'orchestre à la retraite, adhésion en 1934, section de Lille.*

Les exemples abondent sur la supposée «sensibilité» de Léon Blum, homme d'Etat qui se dit publiquement «épouvanté» par les positions ultra-autoritaires du groupe des néos-socialistes dans les

années 30, ou qui admet publiquement son «déchirement» à la suite de la non-intervention en Espagne. De ces états-d'âme publics peu fréquents chez un homme politique, est née la réputation d'un Blum honnête, mais aussi «trop scrupuleux», «trop intègre» pour faire un vrai homme d'Etat. A travers les entretiens, deux aspects de la «fragilité» blumienne sont soulignés<sup>713</sup>: sa voix faible qui ne porte pas et les larmes versées devant le cercueil de son ami Roger Salengro:

Blum, on l'écoutait, mais c'était très difficile. Il y avait pas de micro, y avait rien. Et Blum avait une toute petite voix<sup>714</sup> [il prononce les derniers mots en prenant une voix fluette]. Blum, quand il parlait, il y avait 3, 4, 5, 10,000 personnes! Comment voulez-vous qu'on l'entende! Dans le fond, on ne pouvait bien le suivre que par ses écrits, sinon, c'est pas possible!

*Alexandre, chef d'orchestre à la retraite, adhésion en 1934, section de Lille.*

Léon Blum, qu'est-ce qu'il a pleuré sur la tombe de Roger Salengro... Quand il a fait l'éloge, il a pleuré...

*Filomène, femme de service dans une école maternelle à la retraite, adhésion en 1944, section de Lille.*

---

<sup>713</sup>Le 21 avril 1936, cinq jours avant le scrutin qui allait consacrer la victoire du Front populaire, Léon Blum s'adresse en ces termes aux électeurs narbonnais: «Je ne vous décris pas une terre d'Utopie, un paradis de rêve, je vous décris une société dont tous les éléments existent, sont rassemblés sous vos mains et qu'il suffirait de votre volonté pour les réaliser... Ai-je pu vous convaincre, ou du moins vous toucher?». Cité in J. Lacouture, op. cit., p. 262.

<sup>714</sup> Jean Lacouture écrit: «Et puis, quand [Blum] demande la parole, la Chambre se repeuple, et c'est tantôt la curée, la rafale de refus tonitruants contre ce Jaurès à la voix grêle qui ne sait pas couvrir la houle de son propre chant». J. Lacouture, op. cit., p. 177.

Sur de nombreux aspects, Mitterrand se rapproche de Jaurès et de Blum: petit-bourgeois, intellectuel, élevé dans un milieu plutôt conservateur, il n'est pas «né» socialiste, mais les circonstances de la vie l'ont amené au socialisme. Comme ses prédécesseurs, on loue l'intelligence et la «grande culture littéraire» de Mitterrand<sup>716</sup>, sa plume de polémiste élégante et dévastatrice, lorsqu'il tient ses chroniques «politico-littéraires» dans *L'Unité* au cours des années 70<sup>717</sup>. De Jaurès, Mitterrand a le goût des interventions publiques à la Chambre ou lors de réunions politiques. Comme Jaurès (et ce sont peut-être les deux seuls exemples dans l'histoire du socialisme français), il sait retenir l'attention des auditoires socialistes, mieux même, il les captive, les «électrise»<sup>718</sup>. On trouve, à travers ces deux figures, une illustration réelle du leadership charismatique, tel que l'a énoncé Max Weber<sup>719</sup>. Avec Blum, outre le port du même chapeau en feutre noir et à bord très large<sup>720</sup> et le souci de la citation

---

<sup>715</sup> Notons que la plupart des entretiens ont été réalisés quelques mois avant la mort de François Mitterrand en janvier 1996, ce qui explique que les militants en parlent au présent.

<sup>716</sup> Le cliché le plus répandu à son propos est celui de «l'homme d'Etat français le plus lettré de sa génération». Sa passion pour la littérature le rend, aux dires de ses fidèles et détracteurs, intarissable sur la littérature du XIX<sup>e</sup> siècle: «Il a tout lu» entend-on dire souvent, de l'auteur le plus connu jusqu'aux plus complets anonymes.

<sup>717</sup> Qui seront ultérieurement publiées dans deux ouvrages qui connaîtront un certain succès de librairie: F. Mitterrand, *La Paille et le grain*, Paris, Flammarion, 1975 et *L'Abeille et l'architecte*, Paris, Flammarion, 1978.

<sup>718</sup> Telle que ma mémoire vive de «chercheur-observateur» peut encore se remémorer pour avoir assisté à un meeting politique à Lille en mars 1986 dans le cadre de la campagne législative. Dans une salle comble, F. Mitterrand est apparu, suscitant une clameur durable frisant l'hystérie collective. Des hommes et des femmes de tous âges et conditions sociales se frayaient un passage pour essayer d'approcher, de toucher et d'être touché par le Président de la République, dans une réplique séculière des attouchements pratiqués autrefois par les rois thaumaturges. Après avoir été surnommé affectueusement «Tonton» pendant les années précédant son accession au pouvoir, l'élévation charismatique de Mitterrand imposa à ses supporters de trouver une appellation qui authentifie son statut d'«homme hors du commun»: il fut rebaptisé «Dieu» lors de la campagne présidentielle de 1988.

<sup>719</sup> Voir M. Weber, «La domination charismatique», in *Economie et société*, Paris, Agora, 1995, Tome I, pp. 320-329.

<sup>720</sup> M. Righini, «Les objets de François Mitterrand», in *C'était Mitterrand. 50 pages de témoignage pour l'Histoire, Le Nouvel observateur*, no 1593, 18-24 mai 1995, pp. 24-25.

lettrée, Mitterrand partage la même marque d'un hexis corporel bourgeois: d'apparence toujours un peu guindé, la posture un peu raide et compassée. Au sein du Parti socialiste, il ne passe pas vraiment pour le camarade fraternel avec qui l'on peut converser librement et sans manières. Bien au contraire:

J'ai fait le congrès d'Epinay. On était partis pour faire élire Guy Mollet. Mais j'étais avec Guy Mollet depuis toujours. mais on m'a démontré que Guy Mollet était foutu. C'était plus ça, c'était le parti de 1910. Moi, je suis un ancien combattant, membre de la Fédération du Nord des anciens combattants. J'ai connu Mitterrand chez les anciens combattants, je l'ai tutoyé. Dans les congrès, ils se tutoient tous les anciens combattants, même lui qui était pas content. C'est un charmeur, un type formidable. Je l'admire quand même comme type. On le suit, on l'écoute. A la fin, j'ai voté pour lui. Puis je suis devenu mitterrandiste. Je l'ai revu en 1974, quand il est venu faire une conférence à Lille à la Foire commerciale. Il nous a reçus. Je me suis retrouvé à côté de lui: «François, tu te souviens pas du congrès des Anciens combattants de Lille?». Lui: «Oui, oui, je me souviens... C'était rude, hein?» [ces mots dits sur un ton hautain et précieux]. Et puis, y m'a laissé tomber. Il a dû penser: «Encore un emmerdeur, et puis il me tutoye devant tout le monde». Le tutoiement, Mitterrand y pouvait pas sentir ça. Mitterrand est d'une politesse blessante.

*Julien, Contrôleur principal du Trésor à la retraite, adhésion en 1933, section de Lille.*

Mitterrand est un homme que l'on ne tutoye pas dans le Parti socialiste. Ce fait est suffisamment important pour être noté par différents anciens. Le tutoiement des cadres dirigeants par la base, l'emploi du terme «camarade» à tous les échelons du parti, sont autant d'éléments qui servent à affirmer la symbolique égalitaire du mouvement socialiste, et ainsi à le distinguer des partis bourgeois. Mitterrand n'a jamais aimé se plier à cette culture ouvrière, gardant

ses distances vis-à-vis des autres cadres du parti, ainsi que de la base militante. Cela dérange manifestement les militants qui ont pu le rencontrer. Pour bien marquer qu'il ne s'agit en rien d'une critique des origines bourgeoises de Mitterrand, mais de sa relative froideur en public, un militant le compare à Blum, autre intellectuel bourgeois, mais qui était, à ses yeux, «plus proche des gens», «plus chaleureux»:

Blum, c'était pas le Mitterrand. Je parle de Mitterrand parce que j'ai eu l'occasion de le voir. Mitterrand, c'est l'homme qu'on ne tutoie pas (...). Blum on le tutoyait. Mon père, pas moi, j'étais trop jeune.

*Roger, inspecteur des Renseignements Généraux à la retraite, adhésion en 1936, section de Lille.*

En dépit de son manque de savoir vivre socialiste, Mitterrand est de l'avis général, un «socialiste», mais non sans quelques réserves, ici et là. En particulier ce militant lillois le soupçonne de s'être entouré d'«intellectuels parisiens» qui ne sont pas des «vrais» socialistes:

Mitterrand, c'est un socialiste. Il a parfaitement assimilé l'histoire. On a l'impression parfois que l'histoire le fait souffrir, il n'en parle pas avec indifférence. Mais il amené dans ses bagages des intellectuels parisiens qui n'ont d'autre souci que le pouvoir et non l'application d'un programme socialiste.

*Pierre, directeur d'un bureau d'études en urbanisme à la retraite, adhésion en 1956, section de Lille.*

François Mitterrand «est» donc un socialiste. Les militants interviewés le concèdent volontiers. Toutefois, à l'inverse de Jaurès, Salengro ou Blum, pour qui cela va de soi, il convient ici de l'affirmer, comme si cela n'était pas évident, comme s'il y avait un doute sur l'identité du personnage et de ses motivations. La critique feutrée d'une personnalité peu chaleureuse et aux manières assez

guindées, participe également d'une relative mise à distance du personnage. Arrivé au socialisme sur le tard, F. Mitterrand n'a jamais cherché à se convertir à la symbolique ouvrière du mouvement socialiste: repoussant le marxisme avec dédain dans les années 70, il a en réalité tout fait pour cultiver une image non-marxiste et bourgeoise: sa rhétorique de lettré un peu précieuse, le ton chuintant de sa voix, un hexis corporel raide, son goût affiché pour une littérature «de droite» (Chateaubriand, Barrès, Mauriac), son amour de la nature, de la solitude et de la campagne, le placent en porte-à-faux vis-à-vis de la culture socialiste traditionnelle<sup>721</sup>.

Mitterrand a donc fait partie de la famille, mais plutôt comme un cousin lointain dont on admire les prouesses, que comme un père pour qui l'on éprouve de la tendresse. La mémoire de Mitterrand peut être qualifiée d'ambivalente, c'est-à-dire positive, mais certainement pas inconditionnelle.

#### *Maxime et l'ami Guy Mollet*<sup>722</sup>

Comment comprendre que les souvenirs de Maxime, militant carmausin, soient si intensément peuplés des faits et dires de Guy Mollet, socialiste du Pas-de-Calais? Etant donné que Guy Mollet fut pendant 23 ans le dirigeant national de la SFIO, on peut avancer que l'action politique du personnage a sûrement marqué deux générations de militants socialistes. Il y aurait probablement de bonnes raisons de pencher pour une telle explication en règle générale. Cependant, Mollet est très peu présent dans les témoignages des socialistes que j'ai rencontrés. Jugé plutôt positivement par les anciens (génération du Front populaire et de l'après-guerre), il est souvent honni par la génération d'Epinay pour son rôle pendant la guerre d'Algérie et pour avoir, de manière générale, laissé «se fossiliser» la SFIO.

---

<sup>721</sup> P. Nora, «Quatre coins de la mémoire», *Histoire*, no 2, juin 1979, p. 24.

<sup>722</sup> Voir également une analyse d'ensemble présentant le parcours de Maxime R., mineur et militant socialiste in Ph. Marlière, «La mine et le Parti: souvenirs politiques de Maxime Regola, socialiste carmausin», *Le Bulletin du Centre Guy Mollet*, no 31, septembre 1998, pp. 66-77.

Dans le cas de Maxime, il existe une autre explication qui permet de rendre compte de la dimension clairement affective de son rapport à Guy Mollet: tous deux se sont rencontrés à diverses reprises dans un centre de vacances dans le sud de la France. Cette rencontre l'aide d'ailleurs à régler un problème avec la section socialiste de Blaye-les-Mines. Parce qu'il travaille au fond avec des mineurs communistes, les socialistes locaux le considèrent avec suspicion et tardent à lui délivrer sa carte d'adhérent:

Le problème, c'est je travaillais avec des communistes. Il fallait à ce moment là être parrainé par trois socialistes pour entrer au parti. Et, donc, ça trainait en longueur. Un jour, je leur ai dit: «Si je n'ai pas la carte tout à l'heure, j'en parlerai à Guy Mollet. Je pars bientôt en vacances à Cavalière. Je vais le rencontrer là-bas, et je lui en parlerai». Suite à ça, je l'ai eue immédiatement cette carte! J'ai donc rencontré Guy Mollet en vacances en 1954 pendant six ans, à partir de 1954. On allait à «L'Aragail» jusqu'à ce que je prenne ma retraite.  
*Maxime, mineur retraité, adhésion en 1953, section de Blaye-les-Mines.*

Maxime s'est levé pendant notre entretien chez lui pour aller chercher de vieux clichés qui ont été pris dans un centre de vacances de L'Entraide Ouvrière Française dans le Var, entre 1954 et 1959. Sur l'un d'entre-eux, on le voit participer à une partie de pêche en mer en compagnie de Guy Mollet. Sur un autre cliché, Guy Mollet est debout à côté de la table où sont en train de déjeuner la famille de Maxime. Mollet est en train d'offrir une cigarette à l'épouse de Maxime. Bien qu'il s'agisse d'un Centre de vacances «socialiste», Maxime remarque qu'il était le seul ouvrier qui y prenait des vacances en compagnie de sa famille, soulignant que ce lieu de villégiature «n'était pas bon marché»:

J'étais donc le seul ouvrier, là-bas, à «L'Aragail». Un mineur de Carmaux. Guy Mollet m'avait pris en estime la dernière fois que j'y suis allé. Ici, on voit Guy Mollet, son gendre,

Lepoivre, qui était notaire, et moi-même, le matelot [il commente de nouveau le cliché de la partie de pêche en mer]. Nous avons pêché et discuté. J'avais peur qu'on me mette en retraite anticipée. C'est à ce moment qu'il m'a dit: «Si c'est le cas, vous m'envoyez un télégramme, un coup de fil, un mot: vous aurez tout ce que vous voudrez à Paris. Logement, place de secrétaire pour votre femme, et pour vous, on vous trouvera sûrement du boulot dans un garage: pompiste, veilleur de nuit, vous aurez du travail. Vous n'aurez pas à vous en faire à Paris». Mes beaux-parents ont commencé à dire: «Si vous vous en allez, on ne vous verra plus». On n'a pas osé...

Un matin, Guy Mollet descend de sa chambre avec à la main l'un de ses livres qu'il a dédié à Maxime. Le prêt de l'ouvrage — jamais rendu — a provoqué chez lui un tourment dont il ne s'est toujours pas remis lorsqu'il évoque aujourd'hui l'anecdote:

En vacances à Cavalière, un matin, il est descendu avec un livre qu'il avait écrit, et me l'a dédié. Je l'ai prêté à quelqu'un, mais je ne me souviens plus à qui. Je me boufferais! Je ne l'aurais pas donné pour 100.000 francs, il n'avait pas de prix ce bouquin-là! Il expliquait les raisons de l'intervention de Suez et de la politique en Algérie que beaucoup de monde avait critiqué. Il expliquait, dans le bouquin en question, que Nasser, à l'époque de Suez, avait écrit une sorte de *Mein Kampf*, comme Hitler. Il voulait donc mettre l'ensemble de la région sous sa coupe. Il avait, pour commencer, nationalisé le Canal de Suez pour ensuite étouffer Israël (...). Guy Mollet était l'ami de Ben Gourion, il est donc allé à son secours. En même temps, du jour au lendemain, le pétrole est devenu très cher, parce qu'il ne pouvait plus passer par le Canal, et devait faire un détour. Il expliquait qu'il ne fallait pas laisser agir Nasser comme on avait laissé agir Hitler. Daladier disait, au retour des accords de Munich, qu'on aurait dû recevoir la délégation française



non pas avec des fleurs, mais avec des tomates. Parce que ce n'était pas un accord, on avait reculé pour mieux sauter. Guy Mollet pensait qu'il fallait être dur face à Nasser. Le problème, c'est que si les Anglais étaient avec Guy Mollet, les Américains et les Russes n'ont pas voulu l'aider. Ils avaient d'autres intérêts. C'est à partir de là que Guy Mollet a perdu des voix...

Maxime dresse, en molleliste sincère, les lignes de défense classiques de ses partisans inconditionnels, et, bien sûr, vilipende les «intrus» du Parti socialiste à la fin des années 60, Mitterrand, Rocard:

Guy Mollet n'a pas été compris, pas du tout! Le Nord-Pas-de-Calais l'a tout le temps soutenu. Il y a des hommes de toutes parts qui sont arrivés, venant de clubs — Mitterrand, entre autres, je ne sais pas, il était dans un club ou deux — Il y avait Rocard, qui était un moment socialiste indépendant. Puis, ça n'a pas marché, donc il a rejoint le PSU. Ces clubs se sont réunis dans l'Union de la Gauche Démocrate Socialiste. Il y avait Mitterrand et compagnie, et on a donc laissé Guy Mollet de côté... 23 ans d'honnêteté et il avait géré... Léon Blum avait donné les 15 jours, Guy Mollet la troisième semaine de congés payés, et pour les mineurs, au lieu de partir au régiment, ils étaient maintenus à la mine pendant un certain temps. Il défendait la mine et les mineurs.

Maxime fait bloc autour de la mémoire de Guy Mollet, homme d'Etat socialiste, devenu son ami, par l'un des hasards extraordinaires que la vie réserve parfois. Il est convaincu que Mollet a été injustement traité et dépossédé de la direction de la SFIO en 1969, eu égard à ce qu'il a apporté au parti pendant 23 années de «loyaux services». De nouveau, des «responsables» sont désignés: des socialistes «sans intégrité»:

A la mort de Guy Mollet, on a interdit à Mauroy, Defferre, Savary et Mitterrand d'intervenir à son enterrement. Les fidèles de Guy Mollet l'ont interdit. L'histoire le dira, jugera (...). On accuse Guy Mollet, mais Guy Mollet n'avait pas une majorité écrasante comme celle qu'ils ont eue [en 1981]. Ils étaient maîtres, ils avaient tout. Il fallait que Guy Mollet collabore avec le MRP, avec les communistes... Il ne pouvait pas faire ce qu'il voulait. Mais récemment [1988-93], on avait les pleins pouvoirs, on était solides, installés là comme il faut. Mais on a fait une politique de droite... Je reconnais qu'on ne peut pas faire des miracles. Quand Mitterrand est venu à Carmaux, en 1981, il parlait de la relance du charbon: 30 millions de tonnes... Il savait très bien que ce n'était pas possible, il le savait très bien. Donc, pourquoi mentir ? Mais, c'est ça les politiciens, c'est ça la sincérité d'un socialiste...

Un épisode récent porte un éclairage intéressant sur les enjeux de la mémoire socialiste au sein du Parti socialiste d'Epinay. Connaissant l'affection que Maxime porte à Guy Mollet, un adjoint au maire de Blaye-les-Mines propose de nommer la rue dans laquelle Maxime habite (et qui n'a pas encore de nom), «rue Guy-Mollet». Un membre de la section socialiste, un ex-conseiller général, s'y oppose farouchement, sous-pesant les «risques électoraux» de donner le nom d'une rue à un personnage qui divise à gauche (les communistes honnissent le «bourreau d'Alger» et les nouvelles générations socialistes ne veulent pas entendre parler). La réaction de Maxime, émotive, est à la mesure d'un combat personnel qu'il mène pour restaurer la mémoire de son «camarade-ami» au sein de la famille socialiste. Refuser de réintégrer un peu Guy Mollet par cet acte symbolique, cela revient, *de facto*, à l'exclure du parti:

Alors, me connaissant, André F.<sup>723</sup> a proposé, lors d'une réunion du conseil municipal, que le chemin 12, qui n'a pas

---

<sup>723</sup> Premier adjoint au maire à la mairie socialiste de Blaye-les-mines.

encore de nom, s'appelle «rue Guy-Mollet» (...). Tout le monde, y compris le maire, Guy F., était d'accord. Le seul qui s'y est opposé, c'est Jacques R.<sup>724</sup>, l'adjoint au maire, ex-conseiller général. Il y voit un inconvénient sur le plan électoral: il a peur que l'on perde des voix en nommant le chemin «rue Guy-Mollet»! Devant tout ce méli-mélo, je leur ai dit: «Je n'en mourrai pas, mais si on ne le fait pas, ça sera ma dernière carte du Parti» [en 1994]. Je peux dire que je terminerai là...<sup>725</sup>

---

<sup>724</sup> Jacques R. que j'ai interviewé me dira lorsque je lui montre une photographie de Guy Mollet: «Maxime, il a dû être content, là! Ça, Maxime!».

<sup>725</sup> La rue Guy-Mollet à Blaye-les-Mines a finalement été inaugurée le 11 octobre 1997, en présence de Guy Fabre, maire de la commune, Denis Lefebvre du Centre Guy-Mollet à Paris et, bien sûr, de Maxime Regola.

## Section II

### Courants et mémoires politiques

Le nouveau Parti socialiste issu du congrès d'Epinay a pratiquement institutionnalisé le phénomène du *courant* ou de la *tendance* en son sein<sup>726</sup>. Par courant, il faut entendre l'organisation au sein du parti de sous-groupes organisées sur la base de l'adoption d'un projet politique spécifique, la fidélité à une personnalité du parti, d'une adhésion à une culture politique particulière. David Hanley, dans une étude d'un courant de gauche du PS — le CERES — a montré que l'organisation de courants au sein du Parti socialiste, a largement précédé la fondation du nouveau PS. Il estime que ceux-ci ont de tout temps existé depuis la première réunion du mouvement socialiste en 1905: de manière binaire dans les années précédant la scission de 1920 (avec, *grosso modo*, l'opposition entre deux pôles révolutionnaire et réformiste)<sup>727</sup>, puis, à partir des années 30, de manière plus visible et structurée. Contrairement à une idée reçue, le courant n'est donc pas un phénomène induit par l'organisation et la sociologie spécifiques du PS. Hanley affirme au contraire que l'organisation de tendances a de tout temps constitué la norme, à tout le moins, depuis les années

---

<sup>726</sup> Curieusement, les statuts du PS se montrent, en théorie, assez restrictifs quant à l'organisation de «tendances» au sein du parti: «La liberté de discussion est entière au sein du parti, mais nulle tendance organisée ne saurait y être tolérée». Article 1.4 in PS. Secrétariat national à la Formation, *Guide de l'adhérent*, Paris, Presses du PS, 1996, p. 30.

<sup>727</sup> D. Hanley, *Keeping Left? CERES and the French Socialist Party. A Contribution to the Study of Fractionalism in Political Parties*, Manchester, Manchester UP, 1986, p. 31.

30<sup>728</sup>. Ceci résulte du fait que, depuis toujours, le Parti socialiste a agrégé des groupes et personnalités venant d'horizons politiques différents<sup>729</sup>. L'organisation de tendances ne serait donc que le reflet naturel de cette diversité culturelle et parfois idéologique qui subsiste au sein du parti. Le Parti socialiste voit arriver un nombre de militants et de dirigeants issus de diverses familles de la gauche française dans les années 1971-74. Ces groupes hétérogènes viennent se greffer sur un noyau central composé de cadres et militants de la SFIO. Parmi les nouveaux arrivants, on peut noter les membres du Parti Socialiste Unifié (PSU), un groupe autogestionnaire, décentralisateur, déjà engagé dans une réflexion post-marxiste, dont le leader, Michel Rocard, rejoint le PS en 1974; une galaxie de Clubs, structures ultra-souples composées de cadres et technocrates, sans troupes militantes et étrangers à la culture ouvrière (la Convention des Institutions Républicaines [CIR] de François Mitterrand constitue la composante la plus importante de cette mouvance); des dissidents communistes (tel Jean Poperen); des catholiques de gauche (tel Objectif 72 de Robert Buron). Au sein de la moribonde SFIO, seul le Centre d'Etudes, de Recherche et d'Education Socialiste (CERES), à gauche du parti, apparaît comme la seule tendance organisée<sup>730</sup>. La structure et les nouveaux statuts du PS post-Epinay vont néanmoins renforcer, voire inciter au développement des tendances. Ces dernières deviennent nécessaires pour la mise en circulation, discussion et approbation de textes (*motions*) au niveau local (la section), départemental (la fédération) ou national (le congrès). En outre, les signataires d'une motion (i.e. les membres d'un même courant) sont assurés d'une représentation dans les instances dirigeantes fédérales ou nationales, pourvu que leur motion remporte au moins 5% des mandats. Sur le plan de la représentation, il y a donc un intérêt évident à se regrouper au sein

---

<sup>728</sup> C'est également ce que note F. Cépède in «Le statut des tendances dans le Parti socialiste, 1905-1969», in *Tendances et courants 1905-1969: grandeur ou misère socialiste?*, Cahier et Revue de l'OURS, no 2 (nouvelle série), 1994, p. 1.

<sup>729</sup> D. Hanley, op. cit., p. 44.

<sup>730</sup> D. Hanley, op. cit., p. 46.

de courants afin d'augmenter les chances d'être représenté politiquement au sein de l'appareil dirigeant du parti.

Sur le plan pratique, les courants (en particulier dans les années 70 et 80, moins aujourd'hui) possèdent un siège national, où le leader de la tendance peut-être contacté et des contacts dans les différentes fédérations du pays. Les courants les plus tournés vers la propagande et réflexion politique ont souvent une revue théorique (en particulier le courant rocardien et le CERES dans les années 70 et 80)<sup>731</sup>.

Dans les années 70, les courants, héritiers de traditions socialistes spécifiques<sup>732</sup>, rassemblant des cultures politiques et articulant des projets politiques distincts et complémentaires, ont joué un rôle important dans le renouveau intellectuel et culturel du PS au sein de la gauche française. Cette sous-organisation partisane a pu également être source de problèmes et fragiliser le parti: dans les années 70, les attaques les plus dures du CERES étaient davantage adressées aux «ennemis rocardiens» qu'au pouvoir giscardien<sup>733</sup>. L'organisation des courants a même renforcé les tendances «fratricides» au sein du parti quand, peu à peu, les échanges rudes de congrès sur des orientations politiques assez nettes, ont fait place à des querelles portant sur les leaders et leur supposés «destins présidentiels». Le congrès de Rennes en 1990 a symbolisé cette dérive du courant conçu, non plus comme un lieu de réflexion et d'élaboration de projets politiques, mais comme une sorte de «club de supporters» uni derrière un leader. L'opposition violente entre Lionel Jospin et Laurent Fabius (tous deux issus du courant mitterrandiste) a provoqué un malaise durable au sein du PS. C'est d'ailleurs à partir de ce congrès de la désunion des personnes (car sur le fond, il ne semblait pas y avoir de grande différence politique), que la vie des courants s'est faite beaucoup plus discrète. Il semblerait même qu'ils se soient mis en sommeil

---

<sup>731</sup> D. Hanley, op. cit., p. 49.

<sup>732</sup> Y. Roucaute, *Histoires socialistes de la Commune de Paris à nos jours*, Paris, Lédra, 1987.

<sup>733</sup> R. Cayrol, «Courants, fractions, tendances», in P. Birnbaum, *Critique des pratiques politiques*, Paris, Galilée, 1978, p. 170.

depuis le départ de l'ex-dirigeant du CERES, J.-P. Chevènement en 1992, la semi-retraite politique de Michel Rocard en 1993 et l'arrivée à la tête du parti de François Hollande en 1997, qui se présente comme un «transcourant»<sup>734</sup>.

Ainsi, les courants ont joué au PS un rôle assez ambivalent<sup>735</sup>: assurant une réelle démocratie d'expression et de représentation, ils ont également été la cause de crispation et blocage<sup>736</sup>.

#### A. Une mémoire de courants?

Considérant l'organisation du parti en courants plus ou moins officiellement reconnus à partir de 1971, qui est censée refléter la diversité des sensibilités culturelles au sein du PS, on peut émettre l'hypothèse qu'à chaque courant pourra correspondre une mémoire, voire une sous-mémoire, qui lui est propre. David Hanley pose l'hypothèse de la corrélation entre adhésion au PS et adhésion à l'un de ses courants: i.e. les militants n'adhèrent pas seulement au PS, mais adhèrent également à un courant. En outre, il estime que les courants sont des sous-groupes qui ne sont pas des

---

<sup>734</sup> On peut toujours recenser aujourd'hui plusieurs «mini-courants» qui sont davantage des clubs de réflexion bâtis autour de la personnalité d'un leader socialiste. Il est toutefois possible de repérer quatre véritables courants, plus ou moins structurés et d'une importance inégale au sein du Parti socialiste: un courant jospiniste, le plus important, un courant fabiusien, un courant néo-rocardien qui, curieusement, s'est maintenu sans l'appui direct de Michel Rocard, et la Gauche socialiste, le courant le plus militant et oppositionnel à la ligne majoritaire.

<sup>735</sup> Michel Offerlé insiste sur l'homogénéité socio-culturelle de certains courants qui, selon lui, fournit une clé-explicative de leur mode de formation et de fonctionnement plus pertinente que l'analyse traditionnelle privilégiant les «divergences de nature idéologique», dans nombre de cas inexistantes ou créées artificiellement *a posteriori*: «A l'heure actuelle, peu d'études ont été consacrées à la formation de ces équipes homogénéisées idéologiquement *a posteriori*. Compagnonnages d'écoles, amitiés syndicales, groupes de générations homogènes, camaraderies régionales, affinités sociales et éthiques, hasards socialement conditionnés, stratégies de placement contrôlées dans un certain encombrement du marché, agrégation d'agents marginaux politiquement, tous ces facteurs devraient être systématiquement testés pour éviter à l'analyse politologique de rendre compte de la compétition intra-partisane à partir des sous-idéologies proclamées ou sous la forme de manipulations cyniques». M. Offerlé, *Les Partis politiques*, Paris, PUF («Que-sais-je?»), 1991, pp. 65-66.

<sup>736</sup> R. Cayrol, op. cit., p. 171.

«coquilles vides» sur le plan organisationnel, mais qui offrent de véritables «communautés idéologiques», au sein desquelles le «sens d'appartenance» est accru<sup>737</sup>. En conséquence, peut-on estimer que l'appartenance aux courants est susceptible de créer des micro-climats mémoriels au sein même de la mémoire collective du parti? Est-il possible de les repérer dans le discours des militants?

### *Un fait urbain*

Dans le discours ds militants, l'appartenance à un courant tient un rôle des plus modestes. Le fait est encore plus marqué à Carmaux qu'à Lille. Une double explication peut être avancée. La première, conjoncturelle, prend en compte le fait que les entretiens ont été menés essentiellement en 1994 et 1995, à un moment où des querelles intestines graves, une défaite électorale très lourde (législatives de 1993), impliquait que le parti se ressaisisse et se réunifie pour ne pas se fragiliser encore plus. Il est probable que les mêmes entretiens menés une dizaine d'années plus tôt, auraient montré une plus grande emprise des courants dans la vie organisationnelle et culturelle des sections étudiées. Cette remarque peut s'appliquer à Lille, mais n'est peut-être pas pertinente à Carmaux, petite section en milieu rural. Selon les témoignages des militants carmausins, Carmaux est une trop petite section «pour prendre au sérieux» les courants. Les courants sont une «chose de la ville». La section de Carmaux se pense comme «un courant unique» autour de laquelle on fait bloc, en dépit des différences culturelles et personnelles. En général, on se range derrière les choix du maire, et lors des votes de motions, au sein de la section, on vote «comme un seul homme avec le maire». Dans le cas carmausin, il s'agit toujours d'un vote en faveur du courant majoritaire au niveau national: hier, mitterrandiste, la section est aujourd'hui devenue jospinienne. Evidemment, cela n'empêche pas l'appartenance de quelques adhérents à des courants minoritaires. Ainsi Sylvie, ex-adhérente au CERES (puis à Socialisme &

---

<sup>737</sup> D. Hanley, op. cit., pp. 56-57.



République à partir de 1986), est néanmoins devenue secrétaire de la section en 1986 et a conservé ce poste jusqu'en 1994. Alain, son prédécesseur à ce poste, est un adjoint au maire jospinien. Sylvie présente Alain comme son «meilleur ami» et me confie qu'il est aussi un ex-CERES. Elle mentionne une communauté de vues, des «affinités» entre «quelques CERES» de la section, des oppositions un peu vives entre «minoritaires» et «majoritaires» au sein de la section. Mais sans plus. Elle considère qu'en règle générale le jeu des courants ne revêt pas une grande importance à Carmaux:

Le maire, Jacques G. est jospinien (...). Moi j'étais CERES, puis après Socialisme & République. Donc, c'est pour te dire qu'à Carmaux, on met pas les gens à des postes de responsabilité suivant le courant auquel ils appartiennent... parce qu'on est sept personnes [sur 130 cartes] à voter Socialisme & République et j'étais secrétaire de section. Y en a bien quelques uns qui essayaient de m'envoyer dans les choux, mais enfin bon, ils y sont pas arrivés, parce que Jacques G. savait que je bossais honnêtement, donc il n'a jamais voulu me fiche en l'air (...). Quand Alain a des problèmes à la section, moi j'en ai après, et quand moi j'en ai, lui il en a après. On était tous les deux au CERES, bon, et je dois dire qu'on a beaucoup d'affinités. Donc quand y en a un qui trinque, l'autre trinque aussi.

*Sylvie, employée à la mairie de Carmaux, adhésion en 1982, section de Carmaux.*

Jean-Pierre I. a un temps milité à Albi, à 10 kilomètres de Carmaux. Il s'agit d'une ville plus grande et à la sociologie militante plus bourgeoise qu'à Carmaux. Aujourd'hui membre de la section de Carmaux, il compare les deux sections:

Albi a un militantisme assez bourgeois et enseignant. En 1981, le CERES y était dominant. A Carmaux, il s'agit d'une section ouvrière. Le courant Mitterrand y était dominant et le

courant Mauroy très fort. Les mineurs FO étaient pour Mauroy<sup>738</sup>.

*Jean-Pierre I., président du district intercommunal, adhésion en 1973, section de Carmaux.*

A Carmaux, Jean-Pierre I. n'a pas rencontré les «guerres de courants» qui faisaient rage dans la section sociologiquement plus bourgeoise d'Albi. Dans la ville de Jaurès, on vote non pas tant sur la base de textes ou de motions, mais pour faire masse derrière le maire, le dirigeant fédéral ou national:

Il n'y a jamais eu à Carmaux cette guerre de courants que j'ai trouvée à Albi (...). Moi, ce que j'ai trouvé extraordinaire à Carmaux, c'est cette ambiance... A Carmaux, «on vote l'homme».

Jean Bo., adhérent à la section de Blaye-les-Mines, a un parcours de militant catholique de gauche: les Jeunesses Ouvrières Chrétiennes (JOC) avant de rallier le PS en 1979 et de syndiquer dans la mine à la CFDT (ultra-minoritaire par apport à FO ou la CGT). Il «aime bien Rocard» et dit être le «seul rocardien» de la section. Dans ces conditions, revendiquer l'appartenance à un courant ne revêt pas beaucoup de sens. En outre, son statut d'ultra-minoritaire (chrétien et rocardien) semble un peu l'embarrasser, le désigner trop clairement dans la section, comme quelqu'un de «trop différent»

---

<sup>738</sup> David Hanley écrit à propos du profil sociologique de ces trois courants: «Most CERES supporters see themselves as on the left of the party. If not actual revolutionaries; they see themselves as most attached to left unity and most active in the party. They believe that they stand for a more demanding but more complete type of socialism (...). Mauroyists affect a down-to-earth style, reflecting their belief that socialism is best served by getting results on the ground, rather than theorising. They are proud of their considerable success in local government therefore. Pro-European and admiring the welfare-state mixed economies of Northern social-democratic Europe, they are very anti-communist and also very much attached to the party as a way of life — a reflection of the Guesdist past of the Northern region (...). Mitterrandism is the hardest to pin down. Parts of it are extremely ideological, for example Poperenism. This espouses a somewhat reductionist Marxism (...). The so-called Mitterrandist left (Joxe, Laignel, etc.) is in many ways similar except that it adds a dash of very militant secularism (...).» D. Hanley, op. cit., pp. 55-56.

dans ses votes et orientations politiques. Visiblement gêné, il insiste qu'il ne fait partie d'aucun courant, ne voulant surtout pas passer pour un «isolé» ou quelqu'un qui divise le groupe. Sa dissidence politique se fait donc des plus discrètes:

Heu... j'aime bien Rocard (...). C'est peut-être un idéaliste lui aussi, je sais pas, mais vous voyez, il essaye de regrouper la gauche... C'est mon complice, je ne sais pas. Il a été mal compris, ce bonhomme. Sur Carmaux, je suis personnellement le seul rocardien... Mais le courant, non. J'admets pas les courants. Tout ce qui divise, j'admets pas (...). Tout ce qui divise... Moi le courant: zéro, hein.

*Jean Bo., dessinateur à la mine, adhésion en 1979, section de Blaye-les-Mines.*

A Lille, le courant semble revêtir une réalité politique plus nette qu'à Carmaux. Toutefois, le courant Mauroy, un des courants majeurs au niveau national pendant les années 70, 80 et le début des années 90, n'est autre que celui dirigé par le maire de la ville depuis 1973. Il s'avère difficile aux autres courants de rivaliser avec un courant ultra-majoritaire à Lille à travers l'ensemble des générations de militants. Adhésion politique, affection personnelle ou allégeance au «chef» par souci d'unité: les raisons ne manquent aux militants lillois d'apporter leur soutien à «Pierre», qui vient lui-même présenter son propre texte aux militants lors des votes de motions et «se faire engueuler» par le militant de base quand il estime que son texte «n'est pas assez à gauche».

Charles-Henri est l'un des rares «éternels opposants» au courant Mauroy. Ex-CERES, passé ensuite à la Gauche socialiste, le nouveau courant de gauche du PS depuis la disparition du courant chevènementiste. Il rend compte de la relation très forte que Pierre Mauroy a su lier avec la base militante locale:

La tradition dans le Nord est que le lien entre la base et les chefs est très forte<sup>739</sup>. Même si on se rend compte que le chef peut avoir tort... C'est la vieille tradition que l'on retrouve au PC: mieux vaut avoir tort avec son parti, que raison contre lui.

*Charles-Henri, employé des collectivités territoriales, adhésion en 1973, section de Lille.*

Dans ces conditions, être opposant sur des positions de gauche dans une section légitimiste, c'est s'exposer à être considéré comme un élément de discorde dans un groupe qui rêve de l'unité derrière le leader. Au moment de votes de motions, lors de la prise de parole en public, la tension peut même monter assez fortement:

Combien de fois dans des meetings de la section de Lille, j'ai été bousculé physiquement. Finalement, les violences physiques dont j'ai fait l'objet en politique, ça n'a jamais été mes adversaires, mais mes amis du parti.

#### *Laïcité et anti-cléricalisme*

Laïcité et socialisme français constituent deux faces étroitement liées. Le socialisme jaurésien part de la République des droits politiques et a pour ambition de construire la République sociale. Le socle de la République est constituée par la laïcité, c'est-à-dire repose sur le principe de la séparation des pouvoirs politiques (séculiers) et religieux. L'Eglise catholique a pendant longtemps résisté au processus de laïcisation mis en oeuvre à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, car elle perdait là une très grande partie de son emprise dans différents secteurs sociaux (enseignement, soins publics, etc.). L'opposition de l'Eglise à la laïcité et, partant, à la République, va

---

<sup>739</sup> L. Olivier note à propos de Augustin Laurent et de Pierre Mauroy à Lille, qu'ils ont su tous deux «s'identifier au simple militant (...), en réduisant les dissonances pour n'incarner que le militant ouvrier au-delà des courants qui tendent à éloigner le leader du militant». «La Fédération socialiste du Nord 1944-1969» in «Tendances et courants 1905-1969: grandeur ou misère socialiste?», *Cahier et Revue de l'OURS*, no 2 (nouvelle série), 1994, p. 78.

pendant longtemps faire pencher la hiérarchie catholique dans le camp des monarchistes, des conservateurs bourgeois anti-socialistes et anti-syndicalistes. Cet état de fait, alourdi par une lecture parfois anti-cléricale de la laïcité, ont rendu l'Eglise, mais aussi le clergé et les catholiques eux-mêmes, suspects aux yeux de la plupart des militants socialistes de la SFIO. Dans la pastorale socialiste classique, si le patron constitue le mal absolu dans l'échelle des ennemis de classes, le curé le talonne: il apparaît ainsi souvent comme un personnage dont, au mieux, on se méfie, et, au pire, qu'on exècre. Louinou qui a fréquenté l'enseignement catholique a gardé des souvenirs peu favorables d'un curé qui lui faisait classe:

Moi, j'allais à l'école des curés (...). Ils m'en ont tellement foutu sur la figure que je peux plus les voir (...). Ah, ça, je vous le dis franchement. Le curé qui m'a fait faire la communion... Y faisait deux mètres de haut, y pesait 150 ou 200 kilos. Quand y te foutait une baffe... Et puis quoi qui ce soit passé, c'était toujours moi qui avait fait quelque chose avec un autre. C'était pas nous, quelquefois, mais ça changeait rien: pour lui, c'était toujours nous les coupables.

*Louinou, mineur retraité, adhésion en 1933, section de Carmaux.*

Peu importe le fait de savoir si Louinou est aussi peu fautif qu'il le prétend. Après tout, peut-être était-il un de ces élèves un peu plaisantins qu'il faut rappeler à l'ordre de temps à autre. Ce qui semble ici intéressant, c'est que cette anecdote — qui culmine avec la haine tenace qu'il éprouve à l'égard un curé qui lui a fait classe — vient nourrir un discours résolument anti-clérical et des réflexes anti-catholiques (Louinou et son épouse ont, par exemple, décidé de se marier civilement en 1933 «pour ne pas avoir à passer par l'Eglise»). L'Ecole catholique joue donc le rôle de cadre de mémoire négative pour Louinou, et soutient une réflexion anti-cléricale et anti-religieuse plus générale.

Anti-cléricaux, non-pratiquants, mais ne répugnant pas pour autant à utiliser les services du culte catholique, certains militants doivent expliquer des trajectoires familiales un peu compliquées, où «le passage devant M. le curé», s'il ne répond pas à un choix personnel, a été dicté par souci de ménager la sensibilité religieuse d'un proche. Paradoxalement, on peut ainsi trouver des militants anti-cléricaux et anti-catholiques mais qui sont, de fait, intégrés dans l'Eglise catholique:

Moi-même, je n'ai pas fait ma communion, je ne me suis pas marié à l'église. J'ai une fille: je ne l'ai pas faite baptiser... tout en lui laissant la possibilité de le faire. Elle s'est mariée à l'église quand même. J'ai dû donc faire des démarches [pour la faire baptiser]. Elle s'est mariée avec un docteur qui, lui, sans être plus catholique que ça, m'enfin pour des raisons professionnelles...

*Emile, imprimeur retraité, adhésion en 1936, section de Lille.*

J'ai fait ma communion, parce que mon père a respecté les idées de ma mère... Mais on était anti-cathos, hein! (...) Les cathos on pouvait pas les voir, hein! Aïe, aïe, aïe, je préfère les communistes que les cathos encore. Ah, oui, j'ai vite choisi. Le communiste, il est comme nous, hein. Le catho, il te file entre les doigts.

*Jacques R., électromécanicien à la mine retraité, ancien conseiller général, adhésion en 1965, section de Blaye-les-Mines.*

Le discours assez violemment anti-communiste de Jacques R. ne l'empêche de considérer que les communistes appartiennent en quelque sorte «à la même famille». Inversement, le catholique est celui qui «file entre les doigts», c'est-à-dire un individu peu fiable, un corps étranger à la culture et aux luttes du mouvement socialiste.

L'anti-cléricalisme socialiste est cependant typé. Une fois encore, la variable générationnelle s'avère discriminante: c'est au sein des générations du Front populaire et de l'après-guerre (adhésions dans les années 50 et 60), que l'on trouve le coeur du bataillon «anti-catho». Pour les générations successives (années 70, 80, 90) les propos anti-cléricaux se font rares et peu marqués. Un anti-cléricalisme viscéral, atavique mais très peu argumenté, apparaît donc comme un cadre de mémoire structurant les souvenirs des anciens de la SFIO.

A la SFIO, on était des anti-cléricaux. Nous, on s'entend pas avec les chrétiens. Rien que ça, ça nous gêne (...). Nous, on a toujours été contre le catholicisme. Moi, ma mère m'expliquait que quand les enfants sortaient de l'école laïque et ceux qui sortaient de l'école libre [l'école catholique], c'était des bagarres. C'était comme ça dans le temps. J'ai toujours entendu ça, et je suis restée anti-cléricale pour ça. J'ai pas d'enfants baptisés, les petits-enfants non plus.

*Christiane, ouvrière retraitée, adhésion en 1945, section de Lille.*

L'anti-cléricalisme de ces socialistes donne également à lire une conception du politique et de l'esthétique très particulière: l'athéisme fièrement revendiqué devient ainsi la marque du «vrai» socialiste, comme le stipulent les premières paroles de l'Internationale:

On peut pas être socialiste et croyant. Ça c'est un truc que j'ai jamais compris. Comme on n'accepte pas Dieu, ni maître, ni rien (...). Je crois au soleil, à la lune, à la beauté, je crois à la femme, je crois que c'est beau. A part ça, c'est tout.

*Julien, Contrôleur principal du Trésor à la retraite, adhésion en 1933, section de Lille.*

Un catholique qui vient au Parti socialiste, quelle histoire! Ou alors, c'est qu'il a jamais chanté l'internationale: «Il n'est pas de sauveur suprême, ni Dieu, ni maître, ni tribun»...

*Georges, employé à la mairie de Lille à la retraite, adhésion en 1937, section de Lille.*

Les catholiques ne sont pas seulement «inassimilables» dans le mouvement socialiste, ils sont aussi suspectés de chercher à «pervertir» les «bons socialistes», à les convertir à des principes et des idées qui détournent du socialisme. Quand un chrétien adhère au parti, la vigilance s'impose:

Attention: y a des militants chrétiens qui sont au parti, mais faut pas qu'y viennent prêcher! Alors là, quand y viennent prêcher à l'intérieur du parti, ils se font ramasser!

*Albert, ouvrier métallurgiste à la retraite, adhésion en 1946, section de Lille.*

Julien enrage de lire sur les faire-part de décès d'«authentiques camarades socialistes», des formules faisant référence à la liturgie chrétienne:

Je regarde toujours les déclarations de décès, et je regarde les socialistes surtout. Je vois: «Administré des derniers sacrements», «Rappelé à Dieu». Mais leurs femmes respectent pas la volonté de leurs maris!

*Julien, Contrôleur principal du Trésor à la retraite, adhésion en 1933, section de Lille.*

Pour un militant chrétien, entrer au Parti socialiste, c'est s'exposer à la culture «anti-catho», au «folklore anti-clérical» que l'ancien de la SFIO ne manque jamais de pratiquer:

Gérard T. [ex-conseiller général socialiste, militant chrétien]: j'ai fait sa campagne pour le Conseil général. On allait chez lui. De temps en temps, je sortais une énormité qui faisait



dresser les cheveux de sa femme [rire]. Je disais: «Elle sont désaffectées les églises, elles sont toutes pourries. Alors, on fout tout ça en l'air, on fait des beaux parkings, et on va gagner de l'argent!» [rire]

*Julien, Contrôleur principal du Trésor à la retraite, adhésion en 1933, section de Lille.*

Même s'il sont appréciés et intégrés dans le groupe de militants, le militant anti-clérical cherche toujours à minorer la présence des chrétiens. Pour l'anti-clérical, le militant chrétien ne semble pouvoir être toléré que parce qu'il est très minoritaire au sein du parti:

Jean Bo., c'en est un [un chrétien]. Bon il fait partie des anciens des JOC. Bon lui, il est le seul à Carmaux. Le seul, le seul, on peut dire. Il est CFDT lui. La CFDT, qui est inexistante à Carmaux. Non, nous, on est trop marqué politiquement: ou tu es CGT, ou tu es FO, et puis c'est tout.

*Jacques R., électromécanicien à la mine retraité, ancien conseiller général, adhésion en 1965, section de Blaye-les-Mines.*

Pierre-Guy, le maire de Blaye, il est religieux. Il est protestant... Enfin, c'est assez atypique...

*Sylvie, employée à la mairie de Carmaux, adhésion en 1982, section de Carmaux.*

Parti des enseignants et des partisans de l'Ecole publique, le PS d'Epinay a la foi laïque chevillée au corps. Jean-Pierre Q., pied-noir pauvre de Bab-el-Oued, est passé sur les bancs de l'Ecole laïque. Il a pu mener des études avancées qui lui ont permis une progression sociale significative par rapport à la génération de ses parents. Pour ce jeune juif élevé dans un milieu de petits commerçants, l'Ecole publique, gratuite et a-confessionnelle, lui a assuré intégration et promotion sociale. Il estime que l'Ecole laïque a fortement structuré sa vision du monde et que son modèle

égalitaire et méritocratique lui a fourni les bases de son engagement ultérieur à gauche<sup>740</sup>:

On dit que les ouvriers qui sont salariés sont à gauche, et que les patrons sont à droite. C'est absolument faux, car les socialistes auraient 80% des voix, et la droite 20%. C'est donc qu'il y a d'autres critères que celui de la position sociale. Je crois l'avoir résumé de la manière suivante: une femme de ménage qui se «saigne» pour envoyer son enfant à l'Ecole libre [l'Ecole catholique] sera de droite, et un PDG qui envoie son fils à l'Ecole laïque sera de gauche. Autrement dit, c'est toute une philosophie qu'il y a derrière. Par exemple, je suis un partisan absolu de l'Ecole laïque.

*Jean-Pierre Q., chef d'entreprise, adhésion en 1972, section de Lille.*

La distinction entre Ecole publique et Ecole «libre» (Ecole privée) joue également, pour nombre de socialistes scolarisés dans l'enseignement public, le rôle d'un cadre de la mémoire politique très intense. En se rappelant que les «enfants d'ingénieurs vont à l'Ecole libre» et les «fils d'ouvriers à l'Ecole publique», c'est une véritable lecture de classe que cette comparaison permet d'opérer. L'anecdote que raconte Léonce met en scène deux classes sociales qui s'ignorent et qui ne fréquentent pas la même école:

Quelque chose qui m'a marqué: j'allais à pied à l'école et puis je rencontrais tous les jours une calèche qui amenait les fils d'ingénieurs à l'Ecole libre [Ecole privée] de la Croix Haute... Parce que les ingénieurs, ils envoyaient pas leurs enfants à

---

<sup>740</sup> Albert Camus, autre pied-noir pauvre d'Alger, décrit exactement le même sentiment dans un roman posthume où il raconte sa jeunesse écolière et la rencontre décisive avec son instituteur laïque: «[Il] leur exposait ses points de vue, non point ses idées, car il était par exemple anticlérical comme beaucoup de ses confrères et n'avait jamais en classe un seul mot contre la religion, ni contre rien de ce qui pouvait être l'objet d'un choix ou d'une conviction, mais il n'en condamnait qu'avec plus de force ce qui ne souffrait pas de discussion, le vol, la délation, l'indélicatesse, la malpropreté». A. Camus, *Le Premier homme*, Paris, Gallimard, 1994, p. 139.

l'Ecole publique, ils les envoyaient à l'Ecole libre. Et alors bon, la calèche arrivait (...), je galopais après, je m'agrippais et je sautais [sur le rebord arrière de la calèche] et je me faisais porter. Alors quand les gosses voyaient qu'ils avaient un «collègue» derrière, ils le disaient au cocher et ffflack! Un coup de fouet pour que je descende! (rire).

*Léonce, mineur retraité, président de la Caisse du secours minier depuis 1975, adhésion en 1983, section de Carmaux.*

Pour un enseignant socialiste, le combat laïque commence à l'école, et se poursuit dans la sphère publique en général contre ceux qui, à l'extérieur, sont suspectés de vouloir remettre en cause la séparation de l'Eglise et de l'Etat :

Des gens disent: «Le maire à Lille, y paye bien pour les églises». Les églises, c'est du domaine de la ville, ça appartient à la ville. On est propriétaire des églises. Donc, du moment qu'on est propriétaire, on a obligation d'entretenir. Ce sont des trucs culturels. Mais, les écoles privées n'appartiennent pas à la ville. Elles appartiennent au diocèse, à je ne sais qui... Donc, il n'y a aucune raison qu'on entre là-dedans. Et quand ils disent: «Y rendent un service». Je vois pas pourquoi y rendent un service special, alors que nous on a un service à côté et que jusqu'à maintenant l'Ecole [laïque] a bien fait son travail.

*Rachel, directrice d'école retraitée, adhésion en 1962, section de Lille.*

La défense de l'école laïque doit s'exprimer également dans les manifestes et programme du parti. L'institutrice à la retraite veille jalousement à ce que l'engagement laïc du PS soit préservé, non sans certaines déconvenues parfois:

Quand on a préparé les Etats-Généraux [en 1994], j'ai lu les documents [du parti], et je suis allée dans ma section, et j'ai dit: «Bravo! J'ai pas trouvé une seule fois le mot laïcité!»

## *L'arrivée des «cathos»*

Entrés au PS à partir de 1971, les militants chrétiens ont depuis laissé leur marque au sein d'un parti jusqu'alors dominé par un anti-cléricalisme des plus virulents. Le rappel de leurs premières rencontres avec les «athées», montre deux cultures qui se jaugent et se craignent, mais qui finissent par s'accepter à défaut de s'apprécier réellement. Le renouvellement du PS est pour ces chrétiens synonyme d'ouverture vers des militants venus de milieux socio-culturels qui diffèrent du milieu laïc-ouvrier-fonctionnaire de la SFIO. Cette ouverture est, selon eux, un signe de plus grande tolérance des socialistes pour les chrétiens, et a constitué la condition *sine qua non* de leur arrivée au PS:

Le Parti socialiste, c'est pour l'ancien militant chrétien que j'étais..., c'est le moment où le Parti socialiste est devenu plus tolérant. Parce qu'avant il était anti-clérical, du temps de la SFIO, alors que maintenant il n'est plus anticlérical, il est plus tolérant.

*Jean Bo., dessinateur à la mine, adhésion en 1979, section de Blaye-les-Mines.*

Christian rentre au PS en 1971. En 1973, il devient candidat socialiste aux élections cantonales. Avec le soutien de Pierre Mauroy, il mène campagne en revendiquant ses racines chrétiennes. Il s'agit alors, selon lui, d'une démarche nouvelle au sein du socialisme lillois:

En 1973, en accord avec Pierre Mauroy, j'ai annoncé la couleur. Donc, j'ai officiellement dit que j'étais chrétien (...). Ça a permis de libérer toute une série de gens.

*Christian, chef d'entreprise à la retraite, adhésion en 1971, section de Lille.*

L'anticléricalisme, Jean dit l'avoir vécu enfant, à l'école, et subi les remontrances d'instituteurs socialistes:

A l'époque, les instituteurs, qui étaient des socialistes souvent, faisaient des difficultés aux gosses qui arrivaient cinq minutes en retard du catéchisme (...). On rentrait à 8 heures et si les gosses arrivaient à 8h05, parce qu'ils venaient du catéchisme, alors c'était un drame... C'était un drame (...). Ça, c'est de l'anticléricalisme.

*Jean Bo., dessinateur à la mine, adhésion en 1979, section de Blaye-les-Mines.*

Cyrille est l'un de ces militants typiques de l'après-71. Chrétien de gauche, croyant et pratiquant assidu («Je vais à la messe tous les dimanches»; «Au moment du vote du projet de loi sur l'avortement, j'ai voté contre»), il vit son engagement à gauche sur la base d'une lecture christique de la Bible: Jésus est venu sur terre pour vivre parmi les pauvres et pour les aider. C'est ce principe qu'il tente d'appliquer à travers ses activités quotidiennes politiques et associatives dans son quartier. Il s'amuse de l'anti-cléricalisme intransigeant de certains de ses camarades:

Quand on a installé le dernier conseil de quartier à Vauban, la première réunion à la mairie de Vauban, à l'étage, on s'aperçoit que le plafond s'affaisse. Alors évacuation en urgence. Et le curé de la paroisse dit: «Ça ne fait rien. On pourrait faire la réunion dans l'église» (...). Je dis: «Pourquoi pas?» Nous voilà partis faire cette réunion dans l'église (...). Y avait du monde. Mais Ariane C. et Pierre B. n'ont pas assisté à la réunion. Ils sont partis. Ils ont refusé d'être dans l'église. Quelques semaines ont passé, et puis y a eu un article dans le journal disant que Ariane C. avait été visiter la cathédrale de Cologne, mais qu'elle avait pas voulu assister à une séance de conseil de quartier dans une église à Lille! (rire).

*Cyrille, ouvrier retraité, adhésion en 1971, section de Lille.*

Christian voit dans l'anti-cléricalisme absolu des anciens une forme de «religion», mais qui tend à s'estomper largement au sein

des générations récentes d'adhérents. Ayant mené des combats communs avec ses «camarades athées», Christian raconte que l'intolérance ne se trouve pas toujours là où l'on croit devoir l'identifier: il est fier de mentionner que Pierre Mauroy l'avait chargé de recevoir la «première délégation homosexuelle» à l'Assemblée nationale en 1981, alors que des libres-penseurs étaient, selon lui, bien plus réservés sur cette initiative. Il insiste sur l'apport des chrétiens au sein du PS, permettant une ouverture vers de nouveaux thèmes dans les années 70 et 80: décentralisation, intérêt pour le Tiers-monde, importance de la politique locale, esprit de discussion et de tolérance:

La fidélité SFIO, c'est une fidélité au parti où on ne se posait pas de questions. Avec l'arrivée de gens de «civilisation chrétienne», ce sont des gens qui sont plus «vivants». On n'est pas forcément des fidèles qui suivent jusque dans la tombe ou l'échaffaud. Fidèle, c'est celui qui est capable de dire: «Là-dessus, je ne suis pas d'accord». Dans tout parti, on doit laisser la place au débat, au cheminement.

*Christian, chef d'entreprise à la retraite, adhésion en 1971, section de Lille.*

## **B. La SFIO et le PS: sur-valorisation et dé-valorisation de la mémoire partisane**

Une très nette distinction sur le plan du rapport à l'organisation partisane peut-être relevée entre les militants de la SFIO (i.e. militants ayant adhéré avant 1971) et ceux du PS (les adhérents post-Epinay). Pour le premier groupe, les représentations du parti apparaissent davantage teintées d'un «sentimentalisme tribal» et d'une volonté très claire de cultiver la mémoire de l'ancien parti. Pour le second groupe, l'attachement à la structure, à ses règles et ses traditions est secondaire. L'action politique concrète et une lecture très pragmatique des valeurs socialistes traditionnelles, sont ici valorisées. Deux rapports à l'histoire et au passé socialistes s'opposent ici.

Selon les anciens, la SFIO était davantage «socialiste» que le nouveau PS. Pour ces militants, cela va de soi. Nombre d'entre eux rappellent que le parrainage a été progressivement supprimé à partir de 1971. Auparavant, il fallait «être digne» d'entrer au Parti et pouvoir arguer d'un profil socialiste au-dessus de tout soupçon. Pendant longtemps, deux «parrains» étaient nécessaires. Ces derniers, des socialistes adhérents, cooptaient le nouvel adhérent et se portaient caution politique du nouvel entrant. Les anciens militants déclinent avec d'autant plus de fierté l'identité de leurs «parrains», que ceux-ci occupaient au sein de la section des fonctions importantes ou jouissaient d'un prestige personnel au sein du groupe. Il était en effet très recherché de pouvoir compter sur le parrainage du secrétaire de section, ou d'un «illustre ancien» du parti. Aujourd'hui, le parrainage a disparu, et les anciens regrettent que le Parti puisse accueillir tout individu sans au préalable vérifier les motivations du nouvel adhérent:

Vous savez, dans le Parti socialiste, on fait rentrer beaucoup de gens, on est à guichets ouverts. On a fait rentrer beaucoup de gens... C'est pas le cas à Carmaux. Je pense que ceux qui sont rentrés à Carmaux sont vraiment socialistes, mais un peu partout en France, on ne sait pas si certains qui sont rentrés là sont socialistes ou s'ils sont venus parce que le vent les y portait... Mais est-ce qu'ils sont aussi ataviquement socialistes qu'à Carmaux? C'est pas évident.

*Jacques G., instituteur retraité, ancien maire de Carmaux (1977-95), adhésion en 1959, section de Carmaux.*

Michèle est la fille de Jean V. ancien maire de Carmaux. Elle a adhéré à la SFIO en 1962, et se rappelle que son père était chagriné par l'abandon progressif du parrainage à partir des années 70:

Mon père était choqué de voir comment maintenant n'importe qui pouvait être au PS. Ça le choquait beaucoup!

*Michèle, institutrice à la retraite, adhésion en 1962, section de Carmaux.*

Jean Bi. parle avec regret du «temps de la SFIO», une époque où il y «avait davantage de camaraderie», et raconte que le type de militantisme qu'il a connu a disparu avec le nouveau PS. A l'appui de ce point de vue, il cite l'exemple de la vente des cartes aux adhérents: le contact humain a été remplacé par l'envoi anonyme de la carte par la poste:

Avant, j'allais distribuer les cartes chez les gens (...). Je le faisais, j'allais les trouver chez eux. Je faisais signer six ou sept personnes. J'allais dans mon quartier, je m'occupais de mon quartier (...). Maintenant, on envoie ça par la poste...

*Jean Bi., verrier retraité, adhésion en 1945, section de Carmaux.*

Pierre résume ce qui, aux yeux des anciens du parti, constitue l'«esprit SFIO»: la recherche de l'unité dans la réflexion et l'action politique. Et si des dissensions pouvaient voir le jour au sein de la SFIO, elles étaient alors «acceptables», «saines», car elles s'articulaient autour de débats d'idées et de projets politiques, alors qu'aujourd'hui elles seraient motivées par les luttes de pouvoir entre les chefs de courants. Les oppositions politiques — et non les conflits de personnes — étaient vécues comme des moments «normaux» de la vie de parti. Quelles que soient leur intensité, ils ne remettaient pas en cause la camaraderie et l'esprit de convivialité au sein du parti:

A l'époque de la SFIO, quand les gens se combattaient, y avait pas ce qu'on voit maintenant, le froid calcul politique. On s'engueulait, on s'invectivait, mais c'était pas avec le souci de faire carrière. Y avait pas de courants. Maintenant y a des courants, parce que ça permet d'être quelqu'un, même s'il y a très peu de différences de subtilité dans le cadre de réflexion. [Sous la SFIO], les différences ne venaient pas de rivalités



pour le pouvoir, mais d'analyses, de positions politiques, ce qui était infiniment plus sain. Ça n'empêchait pas de se reconnaître comme une grande famille, des camarades et aussi d'avoir des sentiments chaleureux, de vrais sentiments. Actuellement, c'est un peu glacé. On a quand même gardé cet état d'esprit dans le Nord. A Lille on a toujours a peu près gardé... Il y a toujours «une ambiance un peu SFIO», même ceux qui ne l'étaient pas... Finalement ils font partie de la famille (...). Mais ailleurs, les parisiens, ce sont des politiciens, des tueurs de copains pour prendre leur place.

*Pierre, directeur d'un bureau d'études en urbanisme à la retraite, adhésion en 1956, section de Lille.*

La recherche de l'unité et de la discipline de parti sont les valeurs cardinales des anciens, en particulier à Lille. Serait-ce une séquelle du traumatisme vécu lors de la scission de 1920, ou faut-il mettre cela sur le compte de la rigidité organisationnelle tant vantée par Jules Guesde dans le Nord? Selon Roger, la SFIO dans le Nord fonctionnait mieux que le PS parce qu'elle était unie. Le PS, déchiré par les «clans», ne l'est plus:

On a rarement vu la Fédération du Nord se diviser (...). La Fédération a toujours eu un esprit unitaire, et ça a été donné par les anciens ça (...). Depuis 71, c'est perdu. Ça c'est l'histoire des courants de pensée. On peut tolérer les courants de pensée, mais y faut pas que ça s'organise. Le jour où ça s'organise, c'est terminé, vous avez des clans.

*Roger, inspecteur des Renseignements Généraux à la retraite, adhésion en 1936, section de Lille.*

A Lille, les anciens s'organisent afin de faire vivre l'«esprit SFIO». Une Amicale des Anciens de la SFIO a été créée. Trois de mes interviewees Julien, Georges et Emile, sont respectivement, président, vice-président et trésorier de l'Amicale. Il faut au minimum 25 années d'ancienneté dans le parti pour pouvoir être

membre de cette association<sup>741</sup>. Une centaine d'anciens y adhèrent. L'Amicale tient une réunion annuelle qui se déroule au siège de la Fédération, rue Lydéric. Un cortège se rend sur les tombes de Roger Salengro et de Gustave Delory pour les fleurir. Georges me fait part, mi-embarrassé, mi-déçu, de la réaction de la direction fédérale à cette initiative. Celle-ci aurait en effet critiqué la persistance d'une telle commémoration:

On a trouvé au Parti que ça faisait pas beau d'aller sur la tombe à Roger [Salengro]... Ça tombait mal. Ça tombait mal. «Faut estomper» qu'ils disent...

*Georges, employé à la mairie de Lille à la retraite, adhésion en 1937, section de Lille.*

Malentendu, conflit de générations ou méfiance à l'égard d'une association de «grognards» du parti qui ne perdent pas une occasion de rappeler les «trahisons» du nouveau PS? Georges ne souhaite visiblement pas s'étendre sur un sujet qui semble être source de tension entre les anciens et la direction fédérale. Un conflit de mémoire autour de la personne de Roger Salengro semble se dérouler de manière feutrée. Pour les anciens, Salengro est non seulement le «meilleur maire» qu'ils aient connu, mais c'est aussi l'un des architectes et acteurs principaux du Front populaire. Le problème est peut-être là pour les générations socialistes post-Epinay: célébrer ostensiblement le héros local de cette période, cela revient d'une certaine manière à vivre dans le passé, à ne pas prendre en compte les évolutions sociologiques et politiques ultérieures qui empêchent aujourd'hui de prendre «36» comme un possible modèle pour les luttes des années 90. A l'origine de ce léger incident, on retrouve ici la ligne de fracture SFIO/PS: pour les anciens de la SFIO, le Front populaire demeure une référence très positive, dont les enseignements peuvent toujours servir la

---

<sup>741</sup> Aujourd'hui, certains adhérents post-Epinay peuvent théoriquement être membres de cette Amicale. Bientôt, celle-ci ne pourra plus guère être qualifiée «d'Amicale des Anciens de la SFIO», mais simplement «d'Amicale des Anciens du parti» tout court.

réflexion et l'action politique aujourd'hui. Inversement, pour les adhérents post-Epinay, cette période appartient à l'histoire socialiste, à un passé qui fait l'objet de critiques de la part des jeunes militants (la non-intervention en Espagne, le caractère mitigé des réformes sociales et économiques, l'affaiblissement rapide de la coalition gouvernementale<sup>742</sup>): pour les plus jeunes générations, «36» ne saurait en aucune manière servir de modèle d'action dans la gestion politique actuelle.

Julien, en sa qualité de président de l'Amicale, se rend souvent à des banquets organisés par les sections locales pour «honorer» les «50 années de parti et plus» de camarades. A cette occasion, il leur remet une médaille du parti, distinction rare et recherchée. Ces célébrations sont généralement suivies d'un repas ouvert à l'ensemble des membres de la section.

Depuis 1994, l'Amicale organise un «Banquet de la mémoire» qui se déroule chaque année dans une ville différente de la métropole lilloise. Cette fête permet non seulement de réunir les anciens du parti, mais aussi d'inviter des parents et des amis plus jeunes, assurant ainsi un lien entre générations autour d'un événement festif et convivial.

Lors de la manifestation organisée le 11 septembre 1994 dans le restaurant de l'Hôtel de ville à Lille, 350 convives avaient répondu à l'appel. Bernard Roman (alors premier secrétaire fédéral) et Pierre Mauroy accompagné de sa femme Gilberte, étaient présents. Robert L. (67 ans de Parti) et son épouse Jeanne avaient demandé à célébrer leur noces de diamant à l'occasion du banquet. Les participants déjeunent ensuite autour des longues tables dressées dans le restaurant dans une atmosphère joyeuse. Au café, des anciens se pressent autour de Pierre Mauroy et lui demandent de dédicacer leur menu. P. Mauroy s'exécute longuement et patiemment, glissant un mot à chacun, appelant la plupart des

---

<sup>742</sup> C'est le point de vue exprimé lors du soixantième anniversaire du Front populaire par Gilles Martinet, co-fondateur du PSU, puis membre du PS après 1971. In «Le Front populaire du triomphe au désastre», *Le Monde*, 4 mai 1996, p. 14.

anciens par leur prénom. Les anciens militants l'appellent tous «Pierre» et le tutoient.

A la fin du repas, les convives chantent l'Internationale. Les anciens se lèvent et chantent le poing levé. La plupart connaissent toutes les paroles de la chanson. Un frisson de plaisir semble parcourir la salle, certains visages rayonnent. Au moment du refrain, les militants plus jeunes se joignent à leurs aînés. Du chant de Degeyter, ils ne semblent connaître que le refrain. Le repas se termine avec les danses auxquelles une grande part de l'assistance s'adonne avec entrain.

### *Etre concret*

Respectée, regardée avec amusement ou simplement tolérée par les adhérents de la génération d'Epinay, la «culture SFIO» ne semble guère émouvoir les adhérents les plus récents (années 80 et 90).

Marie-Christine et Caroline ont adhéré à Lille à la fin des années 80. Toutes deux se montrent critiques des anciens. Elles leur reprochent de ne pas «faire de la place aux nouveaux», de ne pas chercher à les intégrer au sein du groupe. Marie-Christine parle d'un «conflit de générations»:

Les jeunes générations, je dirais, gênent quelquefois les vieilles générations. Il y a un conflit entre elles. C'est pas forcément dit ni montré, mais ça peut être l'indifférence: «Elle est jeune, elle est jeune, bon, c'est bien quoi!» (...) [Les anciens], je crois qu'ils ont peur qu'il n'y ait plus de reconnaissance de leur travail. A mon avis, ça doit être ça quand même (...). On peut même pas travailler avec eux quoi. Y a un blocage. On a pas la même façon de travailler. Moi je suis du style à faire des choses très conviviales, un repas. Eux, non, c'est: «On est là pour travailler». Certainement qu'avant il y avait un aspect convivial chez eux. Maintenant, ils l'ont perdu cet aspect convivial. C'est: Revendication! Revendication! Revendication!

*Marie-Christine, pharmacienne, adhésion en 1988, section de Lille.*

Elle se rappelle sa première réunion de section. Selon elle, l'accueil ne fut pas très «convivial». Il fut même «froid». On ne chercha guère à l'aider, à lui expliquer le fonctionnement de la section, à lui présenter les dirigeants ou adhérents. Elle dit s'être sentie un peu «paumée» et note que son expérience a été partagée par de nombreux jeunes adhérents. Elle estime que le jeune adhérent doit se «débrouiller seul» et «faire ses preuves» vis-à-vis d'anciens qui regardent toute arrivée avec un mélange de désintérêt et de suspicion. Elle remarque qu'au sein de sa section il existe trois catégories de militants très diverses qui communiquent peu ou mal: elle cite «ceux de la SFIO», les militants entrés au parti après Epinay et les adhérents les plus récents, ceux de sa génération. Marie-Christine estime cependant que la génération d'Epinay joue le rôle de ciment intergénérationnel. En étant plus à l'écoute des anciens et des jeunes, cette génération facilite les rapports entre les adhérents d'âges très différents.

Caroline adresse à ses aînés les mêmes reproches que Marie-Christine. Elle concentre cependant ses critiques sur la génération d'Epinay, à travers son mari, un ex-militant d'extrême gauche, entré au PS dans les années 70. Elle estime que cette génération reste trop «idéologique» et a une conception trop «rigide» de l'organisation du parti:

A la limite, c'est plus la rencontre avec mon mari qui m'a fait m'investir politiquement. Il est issu de la génération de ceux qui ont commencé à l'extrême-gauche. Même aujourd'hui, bien qu'il est complètement investi au sein du parti, il a une vision, une conception des choses «révoltée» au sens positif du terme, et aussi très «stalinienne», très organisationnelle du parti. Il y en a beaucoup des gens comme lui dans sa génération — c'est la génération des gens qui ont la cinquantaine d'années aujourd'hui — Combien de fois on peut s'accrocher, parce que pour lui la discipline de parti, ça

veut dire quelque chose. On respecte l'organisation jusqu'au bout des ongles. Moi ma génération — ceux qui ont eu une vingtaine d'années en 81, et qui ont vécu les années qui sont pas forcément les plus chaudes du parti, on est moins attachés à cette organisation, on aurait plus tendance à la remettre en cause.

*Caroline, employée à la mairie de Lille, adhésion en 1987, section de Lille.*

Elle adhère à la section du Vieux-Lille, dans le centre ville. Section peuplée d'«intellectuels» qui discutent en des termes abstraits de politique, elle se sent vite mal à l'aise dans ce qu'elle appelle un «laboratoire d'idées» («Ce qui leur manque, c'est le travail, l'investissement quotidien»). Elle émigre à Moulins, une autre section du centre ville, au militantisme beaucoup plus populaire. Elle devient très vite secrétaire de section. A l'inverse des grands discours des «intellos de gauche», Caroline revendique une action militante «pragmatique», «concrète» et «au contact de la population» et de leurs problèmes. Le travail de terrain régulier est fortement valorisé («Nous voir arriver tous les deux-trois ans au moment des élections, ça finit par lasser. Les gens en ont marre, ils ne supportent plus ça»). Elle souhaite que les militants s'investissent dans les associations du quartier, peste contre les «adhésions alimentaires» dans sa section («Il y a des gens à qui on a trouvé du boulot et qu'on ne revoit plus du tout»). Elle se demande également comment attirer au parti les jeunes du quartier, dans un circonscription où 60% de la population est au chômage.

Tout comme Marie-Christine, Caroline dénonce le fossé générationnel entre anciens et nouveaux adhérents, et mentionne, avec une pointe irritation, l'ouvriérisme qu'elle perçoit chez certains de ses camarades:

Le sentiment de classe, ça m'énerve un peu aujourd'hui. Ça va bien, les gens qui disent: «L'ouvrier est à l'écart du parti. Par rapport aux intellectuels, les ouvriers n'ont plus leur place et tout»... Ça commence à bien faire. Ce qui est

l'essentiel, c'est le travail qu'on fait en tant que militant (...). Jean Jaurès, c'était d'abord un intellectuel avant d'être un ouvrier quoi! Il n'avait rien d'un ouvrier. C'est un peu agaçant ce reproche qu'on peut nous faire (...). Ici, à Lille, c'est très ancré. A la limite, pour commencer à pouvoir discuter, à s'investir dans les arcanes du parti, il faut avoir un minimum d'une dizaine, d'une vingtaine années, coller des affiches et distribuer des tracts avant de pouvoir commencer à dire quoi que ce soit. C'est le regret qu'il n'y a plus d'ouvriers dans la représentation du parti, qu'il y a des intellectuels... Ça, c'est des gens qui ont connu le parti dans l'opposition, et qui depuis 81 sont devenus des militants un peu déçus du Parti. Ça, c'est un fossé qui se creuse. Je ne vais pas vous faire le dessin des anciens et des nouveaux du parti, mais quelque part, c'est un peu ça quand même.

Pour Marie-Christine, Caroline et Nicole, l'action militante doit organiser des actions aux effets concrets et sensibles, et non se perdre dans les discussions de congrès ou dans des réunions fraternelles avec des représentants de partis frères:

J'ai pas des grandes idées précises en disant: «Y faut faire ça, faire ça, faire ça». C'est plutôt des choses de terrain, des choses de la vie quotidienne qui nous disent: «Non, on n'a pas le droit; il faut combattre ces choses-là».

*Marie-Christine, pharmacienne, adhésion en 1988, section de Lille.*

Les congrès, je les fais tous. Mais toute la partie délégation européenne... Puis, quand on nous fait des grands discours, et puis quand on applaudit le représentant de tel parti... Moi ça me gonfle, parce que ça ne me parle pas du tout. Franchement, le Parti socialiste européen [PSE], l'Internationale socialiste [IS], je ne le vis pas. Ce n'est pas une action porteuse du parti au quotidien. C'est pas quelque chose qu'on arrive à faire partager aux militants.

*Caroline, employée à la mairie de Lille, adhésion en 1987, section de Lille.*

Je ne sais pas comment vous exprimer ça, mais je ne suis pas tellement «politique»... Bon, dans le PS, il y a des choses qui me conviennent et d'autres qui peuvent me gêner (...). Moi je suis pour les idées qui font avancer les choses... Il faut que ce soit concret...

*Nicole, sans profession, adhésion en 1989, section de Carmaux.*

Les commémorations et le rappel de l'histoire du Parti qu'affectionnent les anciens du parti ne les émeuvent guère. Elles disent ne pas se sentir concernées par les références à des événements qu'elles ont «appris à travers les livres d'histoire» ou les «biographies de personnages historiques». Elles affirment que ce sentiment est largement partagé par les adhérents les plus jeunes de la section. De fait, comme l'énonce Caroline, la mémoire historique du parti ne passionne que ceux qui peuvent la comprendre, c'est-à-dire ceux qui ont un intérêt personnel à s'y intéresser: les anciens qui ont vécu les événements ou ceux qui, par le biais de leurs études, possèdent déjà le capital culturel qui va les conduire naturellement vers ce type de préoccupations:

La Fédération du Nord est très attachée à la commémoration, à la célébration de moments historiques. Mais à la limite, je ne sais pas si on arrive bien à le faire passer aux nouveaux adhérents qui n'ont pas cette culture historique. Il y a des adhérents qui n'ont pas vécu dans un berceau socialiste, qui n'ont pas le même sentiment. Moi, par mes études, le mouvement ouvrier, je connais ça. Je me le suis approprié grâce à mes études. Il y a plein de gens pour qui c'est pas le cas, qui n'ont pas du tout cette notion... L'importance de l'histoire. J'ai l'impression que l'on a dû mal à faire passer ça. Moi, je vais essayer de le faire au sein de ma section. Ça va intéresser les anciens, des gens qui ont une culture, des



étudiants, des gens qui ont fait des études, des gens qui ont conscience de l'importance. Mais je ne suis pas persuadée que cela va intéresser les nouveaux adhérents.

*Caroline, employée à la mairie de Lille, adhésion en 1987, section de Lille.*

\* \* \* \*

De quels moments, de quels personnages majeurs de l'histoire du parti les militants socialistes se souviennent-ils? Est-il possible de retrouver dans les séquences discursives des militants le «poids de la mémoire codifiée» du parti telle que nous avons tenté de l'exposer dans la II<sup>e</sup> partie de ce travail? Cette première section permet de tirer quelques enseignements importants et de répondre à la question des rapports entre Histoire, mémoire historique et mémoire vive des militants.

— 1/ Histoire apprise et histoire vécue:

La lecture et l'analyse des entretiens permet de mettre à jour les rapports approximatifs et infidèles que les militants entretiennent vis-à-vis de l'histoire socialiste, entendue comme le compte-rendu chronologique, circonstanciée et argumentée des faits majeurs du parti depuis sa création en 1905. En d'autres termes, cette mémoire historique — dont nous avons vu dans la II<sup>e</sup> partie que sa codification était elle même source de conflits et d'enjeux au sein du PS — peine énormément à imprimer le discours des militants. Ceux-ci ne se réfèrent guère aux auteurs et théories majeures du socialisme. Pire, le rappel des moments historiques est très largement succinct, abstrait, truffé d'erreurs chronologiques et événementielles. Les noms de leaders socialistes importants ne sont jamais mentionnés, des confusions quant à l'identité de certains autres peuvent être relevées. Deux exceptions peuvent néanmoins

être mentionnées au sein de notre échantillon. Jacques G. et Jean-Pierre I.: le premier est un ancien instituteur à la retraite et maire de Carmaux, l'autre, est le président du district intercommunal. Lorsqu'ils s'expriment sur la vie et la carrière politique de Jaurès, leurs propos sont riches sur le plan des détails historiques, et sont parfois soutenus par des références bibliographiques. Manifestement, les deux hommes ont lu et se sont documentés sur l'oeuvre politique et intellectuelle de Jaurès:

Quand je relis Jaurès à fond pendant les vacances, je ne peux pas croire... On ne peut pas dire que Jaurès aurait été communiste (...) Jaurès était relativement d'accord avec Marx sur beaucoup de points économiques, mais sur les questions théologiques et métaphysiques, non (...). La thèse de Jaurès, je l'ai relue pendant les vacances .

*Jean-Pierre I., président du district intercommunal, adhésion en 1973, section de Carmaux.*

A la question de savoir quels sont, selon eux, «les moments les plus importants de l'histoire du Parti socialiste», les deux hommes se distinguent des réponses des autres interviewees, en mentionnant tous deux la même date historique de 1892: la «grève politique» des mineurs de Carmaux qui se battent pour faire reconnaître l'élection du mineur Jean-Baptiste Calvignac au poste de maire de Carmaux. Jean-Pierre I. est le seul interviewee qui semble avoir lu les textes philosophiques et économiques de Jaurès. Ses propos reprennent parfois une vulgate des thèses jaurésiennes:

Jaurès parle du rejet du déterminisme. On refuse une évolution obligatoire, inévitable. Moi, je dis non: tout est tout au départ, mais on a les moyens d'agir. On peut tirer des conclusions du passé, mais, à tout moment, l'homme est prêt à se remettre en question. Tout cela est complètement opposé au mécanisme dialectique et tout.

Jacques G., ex-instituteur, brosse au début de notre entretien une grande fresque historique des débuts du socialisme à Carmaux. Les références historiques sont correctes, le tableau d'ensemble convaincant. Il parle sans interruption de longues minutes, maîtrisant parfaitement la progression de sa narration. A l'inverse des autres militants de la section de Carmaux, Jacques G. connaît bien le socialisme carmausin sous Jaurès, ses dates importantes, ses acteurs essentiels, et retrace les années Jaurès sur le ton et à la manière didactique du maître d'école qu'il fut, et également sur celui d'un maire habitué à parler en public. S'il est historiquement précis sur ce qui touche à Jaurès, ses propos deviennent très généraux et beaucoup moins structurés lorsqu'il aborde des périodes plus contemporaines de l'histoire socialiste (Front populaire, la Deuxième guerre mondiale, l'après-guerre, etc.). A l'instar des autres interviewees, Jacques G. introduit alors dans son discours des anecdotes personnelles pour compenser l'insuffisante connaissance de certains événements qu'il a vécus davantage en spectateur qu'en témoin:

*Pour revenir à 36, vous m'avez dit que vous aviez alors douze ans. Avez-vous des souvenirs de ce qui s'est passé dans le carmausin pendant cette période?*

Euh, non... Je n'ai que des souvenirs imprécis... J'ai le souvenir de... Il devait y avoir des conflits sociaux auxquels je n'étais pas mêlé, parce que je n'avais que 12 ans, et bon... Je ne comprenais pas... Je vois encore l'image d'une voiture qu'on avait brûlée sur la place Jean-Jaurès... Un véhicule, je ne sais pas quoi exactement... appartenant à quelque dirigeant des houillères... Les mineurs l'avait incendié parce qu'il y avait eu une grève sauvage et que cette grève sauvage avait amené certains excès...

*Jacques G., instituteur retraité, ancien maire de Carmaux (1977-95), adhésion en 1959, section de Carmaux.*

Qu'est-ce qui est de l'ordre de la mémoire, du souvenir dans le cas de Jacques G.: la narration confiante et argumentée des

années Jaurès, ou les propos plus hésitants à propos du Front populaire? Il faut répondre avec Halbwachs que le «récit historique» sur Jaurès n'a que très peu à voir — voire pas du tout — avec un acte de mémoire, tandis que l'épisode du Front populaire s'appuie authentiquement sur les souvenirs du jeune garçon de douze ans qu'il était alors. Dans le premier cas, Jacques G. retrace une épopée qu'il n'a pu connaître que par le biais de la lecture personnelle. Il s'agit donc ici d'une acquisition de l'histoire qui s'apparente à de l'érudition, du savoir. Dans le deuxième cas, Jacques G. était bien présent et se souvient donc du Front populaire. Mais il était alors trop jeune pour s'intéresser aux luttes politiques qui se déroulaient alors, car celles-ci relèvent du «monde compliqué» des adultes. Ses souvenirs de l'événement s'appuient néanmoins sur un cadre de la mémoire intelligible car il a pu frapper l'imagination d'un enfant: l'incendie d'une voiture par les mineurs en grève sur la Place Jean-Jaurès. Ce cadre de la mémoire imparfait permet de replacer l'incident dans son contexte historique, mais sans aller jusqu'à compenser le manque de connaissances historiques sur le sujet. Cet exemple est similaire à ceux de Louinou et de Jean Bi. cités plus hauts. Enfants, ils se souviennent du 31 juillet 1914, jour de la mort de Jean Jaurès, à partir de cadres qui leur sont alors intelligibles (pour Louinou, il s'agit de l'orage et de la chute des arbres sur les maisons à Carmaux; pour Jean Bi., il s'agit de son père répétant inlassablement le lendemain de la mort de Jaurès: «Ils *nous* ont tué Jaurès»).

Jacques G. et Jean-Pierre I. m'avaient été présentés par les autres membres de la section comme les «deux meilleurs connaisseurs de Jaurès», les «érudits du jaurésisme». Répondant à un étudiant «s'intéressant au socialisme à Carmaux», il n'est donc pas étonnant qu'ils aient cherché «à se montrer à la hauteur» d'une réputation bien établie au sein du groupe. Ce faisant, dans cette partie de l'entretien, ils ne m'ont guère livré leurs souvenirs de militants, mais davantage fait part de leurs lectures érudites à propos du député de Carmaux. Jacques G. et Jean-Pierre I. sont, à tout le moins, les dépositaires d'une part de la mémoire historique

du jaurésisme<sup>743</sup>, mais vraisemblablement pas d'une mémoire vive tant leur discours apparaît peu en prise ou influencé (à une ou deux anecdotes près) par la *communauté affective* du socialisme local (l'observation directe, le témoignage de parents, d'amis ou d'anciens militants).

Rachel, une militante lilloise, relève spontanément la différence entre ce qui est de l'ordre du souvenir personnel ou transmis et ce qui est de l'ordre de l'érudition et de l'apprentissage à travers ces deux extraits d'entretien:

En 1920, j'avais cinq ans. Bien sûr, la scission de Tours, j'ai lu tout ça, mais mes souvenirs personnels... (...)

Parce que, l'enterrement de Salengro, il y a des gens qui vous diront qu'ils y sont allés. Mais, moi, je n'étais pas à Lille à ce moment-là, j'étais à Croix (...). Alors, Salengro, c'était Lille, et puis comme je vous dis, j'étais pas au parti à ce moment-là... Je n'étais pas dans le bain! J'étais à gauche, mais je n'étais pas dans le bain!

*Rachel, directrice d'école retraitée, adhésion en 1962, section de Lille.*

Rachel en a conscience: dans les deux cas (trop jeune lors du congrès de Tours dans le premier cas, ou pas encore membre du parti à Lille, dans le second), elle se trouve en dehors de la *communauté affective* («Je n'étais pas dans le bain!»). En conséquence, les cadres de la mémoire ne peuvent être trouvés pour se souvenir de ces deux événements. Hors du groupe, ne s'étant pas particulièrement documentée à ce sujet, elle «sèche»: elle se trouve à la fois hors du champ de la mémoire historique, et sa mémoire vive est inexistante.

---

<sup>743</sup> Jean-Pierre I. qui me mentionne Jacques G. au cours de notre entretien, note que «Jacques a peut-être une approche un peu plus intellectuelle de Jaurès», par opposition à d'autres militants «qui ont une approche un peu plus "légende"».

Dotés d'une mémoire historique très peu développée (peu de lectures politiques, absence de formation politique dans le Parti), et d'une mémoire vive faible au sein du groupe (peu d'événements vécus au sein du parti au jour de l'entretien), les plus jeunes adhérents tournent souvent en silence les pages de l'«album de famille socialiste» que je montre à chaque interviewée à l'issue de l'entretien. Ce silence souligne un embarras ou un manque d'intérêt devant des photographies de scènes historiques qu'ils n'ont pas vécues, ou qu'ils ne connaissent pas ou très superficiellement. Pour les plus jeunes militants, se remémorer les souvenirs de parti peut parfois devenir un test cruel, où l'interviewée se retrouve à devoir justifier une mémoire historique chancelante et une mémoire vive pauvre, et à s'enquérir fébrilement de sa «performance» à la fin de l'entretien:

Ça te plaît? Ça va? Je ne t'ai pas trop barbé?...

*Marie-Christine, pharmacienne, adhésion en 1988, section de Lille.*

— 2/ Lacunes et idiosyncrasies socialistes:

Que ce soit la faible pénétration des débats théoriques et historiques, l'impact médiocre des courants comme facteur structurant la vie idéologique du parti, «l'identité culturelle» des militants interviewés renvoient davantage à une série de représentations lacunaires et souvent grossièrement argumentés, qu'à une culture auto-consciente qui serait le fruit d'une éducation politique suivie. A ce titre, on peut relever quelques atavismes idéels qui parcourent la mémoire vive des militants les plus anciens: l'anti-cléricalisme laïc apparaît fortement dans les discours. Il est, depuis les années 70, contrebalancé par une contre-mémoire chrétienne, toujours minoritaire, mais aujourd'hui tolérée et acceptée par les jeunes du PS.

De fait, une ligne de partage entre militants de la SFIO et militants du PS est perceptible. Les premiers se voient les dépositaires des «vrais valeurs socialistes» (unité, discipline,

convivialité, ouvriérisme, anti-cléricisme, lutte des classes) et regardent avec suspicion les «jeunes du PS» de l'après-Epinay. Ces derniers font valoir une culture de parti qui est le reflet de l'évolution sociologique du PS vers les nouvelles classes salariées (pluralisme par le biais des courants, tolérance pour ce qu'Anthony Giddens appelle les «politiques de la vie» (*life politics*)<sup>744</sup>: e.g. intérêt pour les choix environnementaux, liberté sexuelle, libéralisation des rapports entre parents et enfants, etc.).

Il convient de distinguer deux grandes sous-catégories au sein du courant Epinay: les adhérents des années 70 et ceux arrivés après la première victoire de François Mitterrand en 1981. Les premiers ont souvent été formés politiquement par les luttes de l'Union de la gauche en compagnie du PCF, ont rejoint un parti officiellement marxiste; certains d'entre-eux venant même de l'extrême gauche. Ils ne sont donc pas totalement insensibles au discours «lutte des classes» des aînés de la SFIO, même s'ils ne goûtent que très modérément à la mystique du Front populaire. Les seconds sont les plus en butte à l'hostilité des vieux militants: leur qualité de socialiste est souvent mise en doute, et ils disent éprouver du mal à s'intégrer dans un parti trop tourné vers des luttes et une symbolique qui sont, à leurs yeux, complètement en décalage par rapport aux enjeux politiques du temps présent.

Il est ainsi possible de conclure provisoirement à différentes sous-mémoires de parti correspondant à des sous-groupes de militants entrés à des moments différents au PS. En outre, on peut noter que ces mémoires sont, dans une certaine mesure, source de malaise, d'incompréhension voire de tension entre les militants d'une même section. C'est à ce titre que nous avons parlé de «conflits de générations» entre militants.

---

<sup>744</sup> A. Giddens, *Beyond Left and Right. The Future of Radical Politics*, Cambridge, Polity Press, 1994, pp. 90-92. Voir également du même auteur: *The Third Way. The Renewal of Social Democracy*, Cambridge, Polity Press, 1998.

### — 3/ Histoire locale et histoire nationale:

La rencontre entre Histoire, mémoire historique et mémoire est la plus fructueuse quand l'*overlap* entre les trois met en scène des événements et des acteurs historiques que chaque interviewée a pu vivre ou cotoyer localement. Ainsi, si dans la mémoire carmausine, Jean Jaurès est omniprésent, la simple mention de son nom est très rare à Lille. Pourtant il fut l'une des plus grandes figures du socialisme français. Roger Salengro, à l'inverse, est inlassablement cité à Lille, mais est ignoré à Carmaux. Il fut également un acteur national lors du Front populaire, événement dont parlent pourtant abondamment les anciens de Carmaux. Le Front populaire suscite des commentaires plus nourris et des anecdotes plus diverses à Lille qu'à Carmaux. On peut estimer ici que Lille, métropole industrialisée dont le maire était Roger Salengro, a vécu plus intensément cette période de politisation que Carmaux, petite cité minière dans une région rurale sans représentant éminent au gouvernement du Front populaire. Ou encore, le souvenir de la guerre d'Espagne est très vif à Carmaux étant donné le nombre de réfugiés républicains qui est venu s'établir dans le Tarn à partir de 1938, alors qu'à Lille, elle est à peine mentionnée (exceptée la tentative avortée de Julien de rejoindre les Brigades Internationales).

Dans tous les cas de figure, la rencontre des différentes composantes de la mémoire collective est la plus structurante quand chaque militant a la faculté de pouvoir combiner une contemporanéité à l'événement (= Histoire), une socialisation intense dans/à travers le groupe (= mémoire historique) et la présence active au coeur de l'événement (= mémoire vive). L'enterrement de Roger Salengro en novembre 1936 fournit l'exemple le plus clair d'un *overlap* réussi de ces composantes. Pratiquement tous présents ce jour-là, chacun des militants les plus anciens donne un «point de vue» sur l'événement qui est complémentaire de celui donné par un autre camarade. Le procédé permet de retrouver la chronologie de la cérémonie funéraire,



depuis l'attente des Jeunesses socialistes dans le froid, leur habillement, la description du centre ville congestionné par l'affluence, les becs à gaz recouverts de crêpe noir, la chanson composée et chantée par les JS devant le cercueil de R. Salengro ou encore les larmes de Léon Blum entraperçues lors de son oraison funèbre. Ici, chaque point de vue *est*, selon la définition de Halbwachs, la mémoire collective, mais il s'agit d'une mémoire collective forte, structurée et très argumentée étant donné que plusieurs acteurs sont là pour éclairer d'une intensité variable le même tableau historique. La variation en intensité dépend bien sûr de la position *géographique* de chacun (position géographique qui, en retour, leur permet de voir ou de ne pas voir certaines scènes de l'enterrement). Mais elle dépend aussi, selon les termes de Halbwachs de la place de l'agent au sein de la communauté, c'est-à-dire de l'intensité de l'engagement militant, mais plus largement, de l'*engagement affectif* dans le groupe. On peut noter que Filomène apparaît la plus touchée par la mort de Salengro. N'avait-elle pas, quelque temps auparavant, fait maladroitement tomber un bouquet de fleurs sur les genoux du maire de Lille qui l'avait embrassée? Soixante ans après l'enterrement, Filomène relate cet après-midi de novembre la voix brisée par l'émotion. Filomène est la seule à me parler des «larmes de Léon Blum». Peut-être est-elle la seule à les avoir remarquées? Ce jour-là, elle a perdu beaucoup plus qu'un maire. Sa douleur est vive et personnelle: elle semble relater l'enterrement de son propre père. L'intensité de son point de vue est supérieur aux autres points de vues. Les souvenirs de Filomène sont ici au coeur de la mémoire collective du groupe.

Cette dernière conclusion provisoire doit nous amener à relativiser dans une très large mesure la possibilité de l'existence d'une mémoire nationale du socialisme. Au contraire, nos entretiens montrent que le souvenir des événements de portée nationale (Front populaire, Deuxième guerre mondiale, guerre d'Algérie, mai 68, élection de F. Mitterrand en 1981, etc.) ne sont remémorés et ne peuvent s'articuler en séquences chronologiquement et factuellement structurées, que parce qu'ils

sont reliés au terrain de la pratique locale. Le national est absorbé et ne produit du sens que parce qu'il vient s'intégrer dans une série de cadres mémoriels locaux.

11

31

47

51

## CHAPITRE II

### LES RÉSEAUX DE LA MÉMOIRE VIVE

Le chapitre précédent a établi la faible prégnance de la mémoire historique socialiste dans le discours des militants. Cette constatation nous invite maintenant à rechercher et isoler des cadres qui structurent de manière plus contraignante la mémoire collective des membres du groupe. L'un des enseignements majeurs de ce qui précède, est que le poids des cadres historiques structure d'autant plus un souvenir politique que ce cadre s'inscrit dans un environnement local qui est accessible aux militants par le biais de l'expérience pratique personnelle.

Il apparaît donc nécessaire d'aller rechercher les «traces de mémoire collective» au sein même des conduites politiques locales des militants, au coeur même du champ politique local le plus directement ouvert à son expérience et à la pratique partisane. Une objectivation de pratiques politiques<sup>745</sup> locales doit être réalisée afin de recueillir dans quelle mesure celles-ci peuvent nourrir la mémoire politique du groupe.

Le présent chapitre a donc pour objectif majeur d'essayer de mettre à jour les facteurs contribuant à la genèse de la mémoire collective à Lille et à Carmaux. L'hypothèse ici retenue est que c'est à partir de modes de socialisation divers que la mémoire socialiste

---

<sup>745</sup> Il faut entendre ici «pratiques politiques» dans un sens assez large, c'est-à-dire toutes les formes de socialisation par le biais de communautés d'expérience diverses (la section du PS, mais aussi la famille, le syndicat, le corps professionnel, la communauté religieuse, les associations, etc.) qui participent de l'acquisition par le militant d'un corps plus ou moins structuré et conscient de référents normatifs, idéologiques ou culturels.

prend forme. Il faut pour cela regarder à l'intérieur de la section pour essayer de démêler les modes de socialisation qui lui sont propres et relever, selon l'expression d'Halbwachs le niveau d'intégration du militant au sein de la «communauté affective». Mais il faut aussi observer à l'extérieur de la section dans quels réseaux de relations extra-partisanes le militant est impliqué, afin de comprendre si ces contacts hors-parti peuvent nourrir en retour la mémoire politique de la section. Par exemple, il semble pertinent de s'interroger sur les rapports de socialisation syndicaux dans la mesure où la syndicalisation indique une forme d'engagement personnel vers l'action collective. A ce titre, on peut considérer que l'implication personnelle dans des réseaux professionnels ou associatifs représente en soi un «acte politique» digne d'intérêt dans le cadre de cette recherche.

---

## Section I

### Réseaux militants et positionnement dans le champ militant

Les relations intra ou extra section socialiste seront donc appréhendées à partir de la notion de *réseaux*. Ce type de démarche a pour objet d'observer les trajectoires politiques de militants. Cette approche cherche également à rendre compte des relations et expériences acquises à l'intérieur et à l'extérieur de la section, et dans quelle mesure elles favorisent la constitution de cadres de la mémoire effectifs pour le groupe des militants socialistes. L'hypothèse qui sous-tend une telle démarche est celle de l'extrême interpénétration des relations personnelles, socio-professionnelles et politiques. L'idée est que chacun de ces types de relation nourrit et influence l'autre. L'étude des réseaux permet d'objectiver «la manifestation de relations historiquement consolidées entre des groupes et des organisations» et sert à montrer que «[l]es réseaux constitutifs d'un milieu partisan ne sont pas uniquement le résultat de l'action volontariste des acteurs politiques; leur développement et leur activation apparaissent contraints par une structure historiquement objectivée dans des institutions et dans des règles»<sup>746</sup>. Ainsi, on peut imaginer que dans les éléments constitutifs d'une mémoire collective à Lille ou à Carmaux, les réseaux familiaux ou professionnels renvoient à un «vécu ensemble» qui lui-même porte la marque d'expériences ou de combats passés qui peuvent en retour alimenter la mémoire

---

<sup>746</sup> F. Sawicki, *Les Réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997, p. 25.

partisane au même titre que les activités qui se déroulent au sein de la section. Comme le note en résumé Frédéric Sawicki:

L'analyse en termes de réseaux possède comme principal avantage d'amener les politistes à regarder les activités et les formes de l'organisation partisans comme des produits particuliers des relations concrètes entre individus et groupes agissant *simultanément* dans des espaces sociaux différenciés (...). Attirer l'attention sur les réseaux qui enserrent les acteurs politiques revient donc à intégrer dans l'analyse leur multipositionnalité et la pluralité des modes de relations et des formes d'intérêts qui en découle (...). En pratique, les relations d'amitié et de fidélité, qui peuvent être fondées sur des échanges multiples de services ou le partage de souvenirs liés à la participation à des luttes communes et qui sont souvent doublées par des relations de parenté tenant à l'étroitesse des réseaux militants, ne sont pas moins importantes pour comprendre les interactions politiques que la dimension conflictuelle ou concurrentielle<sup>747</sup>.

Dans cette perspective, la mémoire collective est faiblement conçue comme le décalqué plus ou moins fidèle de l'histoire codifiée du parti ou des activités idéologiques ou normatives de ses dirigeants (programmes politiques, congrès, littérature de parti, courants, etc.). Inversement, elle est davantage recherchée à partir des *conduites pratiques* des militants à l'intérieur et en dehors de la section; conduites pratiques qui sont le reflet de formes de sociabilités et de relations entre agents qui renvoient à une *histoire concrète*.

Le rôle d'homogénéisation du passé partisan ne doit cependant pas être oublié au niveau local. Dans une étude consacrée au groupe des cadres dans la société française, Luc Boltanski avait montré dans quelle mesure un discours de mobilisation politique

---

<sup>747</sup> F. Sawicki, op. cit., p. 26, p. 27 et p. 28.

peut parvenir à créer un effet d'unification symbolique, et fournir aux agents des critères d'appartenance symboliques, en indiquant aux membres du groupe «ce qui les réunit» et «ce en quoi ils se distinguent» d'autres groupes<sup>748</sup>. De la même manière, en sus des formes de sociabilité intra et extra partisanes, il convient de relever le travail que la section locale effectue sur sa propre histoire. Par exemple, dans le cas de Carmaux, la mémoire de Jaurès apparaît un objet d'étude intéressant tant le souvenir du leader socialiste apparaît consubstantiel à la constitution de l'identité politique de la section locale. A Lille, l'identité «ouvrière» et «militante» s'impose comme la marque structurant l'identité du groupe.

Ainsi, il s'agit à la fois de relever les trajectoires de vies militantes qui permettent de saisir les souvenirs d'une histoire sociale et politique telles qu'elles sont incorporées dans les faits et gestes des militants, mais aussi de tenir compte des effets identitaires du travail d'homogénéisation politique incorporé dans l'institution partisane locale. Les expériences et rapports au passé des militants ne sont plus ici appréhendés *abstraitement*, mais sont resitués et compris dans l'espace dans le champ de leurs pratiques politiques quotidiennes.

Cette démarche ne vise pas à compliquer à l'envi l'observation empirique, mais simplement à répondre à l'objectif de compréhension *véritable* des rapports entre Histoire, histoire vécue et mémoire vive.

#### A. Le syndicat, cadre de socialisation et de mémoire politique

L'ensemble des entretiens menés à Carmaux et à Lille souligne la tendance lourde suivante: c'est dans la relation au travail et les réseaux de sociabilité liés au travail ou aux postes de travail, que les souvenirs politiques prennent leur source. Dans nombre de cas, c'est la socialisation par le travail qui a structuré la politisation des interviewees. Cette politisation par le travail amène

---

<sup>748</sup> L. Boltanski, *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Minuit, 1982.

généralement au militantisme syndical<sup>749</sup>. C'est donc à partir de la politisation acquise par le travail et le syndicat que le lien avec l'expérience partisane peut être ensuite articulé.

La section de Carmaux offre un terrain d'observation très typé étant donné l'homogénéité sociale des interviewees. Sans être tous des mineurs, une large part des militants rencontrés ont un père, un frère, un grand-père ou un ami qui a travaillé à la mine. L'industrie minière (depuis l'ingénieur jusqu'au mineur de fond) englobe donc pour une très large part le corpus des militants de la section de Carmaux. A Lille, une plus forte hétérogénéité en termes de catégories socio-professionnelles et une plus grande diversité en ce qui concerne le lieu de travail (qui, dans une grande agglomération comme Lille, peut parfois atteindre plusieurs dizaines de kilomètres), rend plus difficile une lecture comparée des trajectoires professionnelles des militants interviewés.

La solidarité et l'entraide sur le poste de travail, les conflits avec la direction, les injustices ou brimades dont on est témoin ou que l'on subit soi-même, tout cela contribue à une première socialisation politique effective, surtout quand on travaille au fond de la mine. Le syndicat, dans ce cadre, apparaît comme l'instrument nécessaire pour se regrouper et être défendu dans les conflits et luttes qui se déroulent sur le lieu de travail.

Les propos d'André, quasiment de l'ordre du *lapsus linguae*, sont représentatifs de ce que nombre de militants m'ont confié à propos des rapports entre socialisation politique et travail. Il affirme avoir commencé à «faire de la politique» lorsqu'il a débuté son travail de mineur. Bien avant de rejoindre la SFIO (en 1958), il rentre à la mine (en 1949), et il adhère presque immédiatement au syndicat Force Ouvrière (FO):

---

<sup>749</sup> L'article 2.4 des statuts du Parti socialiste continue de stipuler aujourd'hui: «Les membres du parti doivent appartenir à une organisation syndicale de leur profession, à la coopérative de leur localité, s'il en existe une, et à une organisation de défense des consommateurs». In PS. Secrétariat national à la Formation, *Guide de l'adhérent*, Paris, Presses du PS, 1996, p. 33.



J'ai commencé à faire de la politique, moi, quand je suis venu à la mine, hein, pas avant... pas avant, hein... (...). A cette époque-là [avant le travail à la mine], on était jeunes, on s'occupait pas de ça (...). Quand je suis rentré à la mine, j'ai commencé à militer. Force Ouvrière (...). Force Ouvrière: c'était que des socialistes, hein.

*André, mineur retraité, adhésion en 1958, section de Blayelles-Mines.*

Cas extrême que celui de Charles-Henri peut-être, mais certainement pas exceptionnel. A l'inverse de la plupart des autres militants interviewés, Charles-Henri est entré au PS (en 1973) avant de travailler et d'adhérer à un syndicat (en 1975), même s'il s'est néanmoins investi dans le militantisme étudiant, à l'UNEF, lors de son passage à l'université avant les événements de mai 68. Son militantisme au sein des collectivités territoriales lui a valu d'être licencié à deux reprises. Ayant combattu en justice la décision de licenciement («une fois, jusqu'en cassation»), il a été à chaque fois réintégré. Il affirme que ces deux licenciements — deux injustices à ses yeux — ont consolidé ses opinions politiques. Il estime également que son engagement syndical lui a donné les ressources morales et la motivation politique pour pouvoir attaquer en justice une décision de licenciement qu'il jugeait abusive, ainsi que pour tenir bon dans l'épreuve:

J'ai eu une prise de conscience politique par le biais du syndicat (...). J'ai passé deux ans... Si je n'avais pas eu une conviction avant, j'en aurais eu une à la sortie! Fallait peut-être en avoir une avant pour pouvoir résister.

*Charles-Henri, employé des collectivités territoriales, adhésion en 1973, section de Lille.*

Dans nombre de cas, la syndicalisation implique un clair choix politique. En milieu minier, l'adhésion syndicale est d'autant plus clairement ressentie comme telle, que seuls deux syndicats se

répartissent les syndiqués. Choisir la CGT, c'est clairement afficher une sensibilité communiste, alors qu'adhérer à FO revient à revendiquer une proximité idéologique avec le PS:

Force Ouvrière, c'était quand même socialiste. Tous les camarades socialistes étaient à FO. A la Libération, quand même, j'ai été à la CGT. Parce qu'il y avait que la CGT. Y a eu les grèves de 47. Que ça a été Ramadier, là, qui a mis dehors les ministres communistes. Immédiatement, ils [la CGT] ont déclenché une grève. Dix-sept jours. Et donc, j'avais la carte CGT. Parce qu'il y avait que ça. Et à ce moment là, Force ouvrière s'est créée.

*Maxime, mineur retraité, adhésion en 1953, section de Blayelles-Mines.*

Lorsque François Mitterrand vient tenir un meeting de campagne électorale à Toulouse en 1974, une délégation de mineurs («habillés en mineurs») monte sur scène et se place sur scène à côté du leader socialiste. Les mineurs n'ont évidemment pas été choisis au hasard. André qui fait partie de cette délégation raconte:

Quand il [F. Mitterrand] s'est présenté [à l'élection présidentielle de 1974], c'est là qu'on a été habillés en mineurs, voilà. C'était une délégation. Bon, on était tous des Force Ouvrière à ce moment-là. parce que dans le temps, Force Ouvrière, le secrétaire et tout c'étaient des... on était tous des socialistes.

*André, mineur retraité, adhésion en 1958, section de Blayelles-Mines.*

Entre 1958 et 1995, André est élu conseiller municipal sur une liste socialiste. Jusque là, André n'est membre d'aucun parti politique. Lorsque je lui demande si la liste rivale communiste n'a pas essayé de le recruter sur leur liste, la réponse fuse:

Non, non, non, non, non! Ils [les communistes] le savaient très bien que je n'étais pas de leur bord. Ils le savaient très bien parce que bon quand j'étais à Force Ouvrière (...), on me connaissait très bien...

Maxime a pour camarades de travail des mineurs syndiqués à la CGT. Bien que sympathisant socialiste déclaré, puis adhérent à FO, sa première demande d'adhésion à la SFIO en 1953 ne va pas de soi. A la section locale de la SFIO, on le considère avec suspicion: il est celui qui «fréquente» des cégétistes, donc un adhérent peu sûr, un traître potentiel même:

[C]omme j'étais copain avec des CGT, on hésitait de me donner la carte de la SFIO. Il a fallu que je... Mais oui! Que je pouvais, que je pouvais, je ne sais pas... espionner ou je ne sais pas quoi! Voilà, c'est toute l'histoire.

*Maxime, mineur retraité, adhésion en 1953, section de Blayelles-Mines.*

Le choix syndical et les rivalités qui s'ensuivent entre organisations concurrentes, suscitent des réflexes et des atavismes politiques chez les syndiqués. Les militants socialistes ont ainsi leurs premiers contacts avec «les communistes» à travers les actions de la CGT dans la mine. Des luttes politiques qui en découlent est souvent né un anti-communisme viscéral. Il s'agit d'un anti-communisme indirect car il ne possède pas le Parti communiste comme référent direct, mais un syndicat, la CGT, dont les socialistes perçoivent le «noyautage» par l'appareil communiste:

Je pense que si je suis peut-être un petit peu anti-communiste, c'est la vie syndicale qui m'a un petit peu forgé cet anti-communisme qui n'était pas inné, quoi... qui est venu petit à petit. Il faut savoir que la CGT est et était noyautée par le Parti communiste. D'ailleurs tant qu'elle sera noyautée par le Parti communiste, la classe ouvrière sera divisée. Ça c'est clair, c'est net, c'est précis.

*Léonce, mineur retraité, président de la Caisse du secours minier depuis 1975, adhésion en 1983, section de Carmaux.*

Maxime oppose la nature «responsable» du syndicalisme de type FO à certaines actions cégétistes qu'il réprouve car elles vont parfois jusqu'à intimider les mineurs qui «n'acceptent pas de suivre les mots-d'ordre aveuglément», pire qui n'hésitent pas à vouloir «casser l'outil de travail» pour faire pression sur la direction. Alors qu'il travaille au fond de la mine avec des cégétistes, Maxime doit faire face en 1948 à une situation de grève très dure qui est orchestrée par la CGT. Devant les intimidations physiques de la CGT, il prend peur. Pendant quelques jours, bien que membre de FO, il s'abstient de rejoindre son poste de travail:

En 1948, de nouveau, grève. Là, ça a été une grève qui a duré deux mois (...). Seulement, au 17ème jour, la CGT décrète de noyer les puits. Force Ouvrière avait dit: «On ne laissera pas détruire notre outil de travail». Alors tous ceux de Force Ouvrière ont été travailler et mon beau-frère, lui, y est allé avec un pétard [un pistolet]. Il a dit: «Si on me touche...» Y'en a qui ont été tabassés... Mais, j'ai pas... j'avais tellement, moi... dans l'équipe avec qui je travaillais, y'avait pas mal de cégétistes, j'y ai pas été en même temps que mon beau-frère et d'autres Force Ouvrière qui ont eu le culot d'y aller, enfin, le culot, ils ont osé y aller...

*Maxime, mineur retraité, adhésion en 1953, section de Blayelles-Mines.*

Léonce relate également un épisode similaire:

85-90% des mineurs suivaient la grève [à l'appel de la CGT]. Y avait bien 10% de marginaux qui avaient du courage. Et bé, petit à petit, je les ai rejoints ceux-là quand même... surtout quand j'ai adhéré à FO. Mais à ce moment-là, il faut pas croire qu'on vous laissait passer gaillardement: y avait les «Ouh! Ouh! Ouh! Ouh!... Salaud! Fumier! On souhaite que tu te

plantes! On va regarder ce que tu vas faire au fond de la mine... tu vas encore te planquer... Moi, je me souviens une vingtaine de durs [de la CGT] vous suivaient; les durs dans les piquets de grève vous suivaient, c'était toujours les mêmes.

*Léonce, mineur retraité, président de la Caisse du secours minier depuis 1975, adhésion en 1983, section de Carmaux.*

Le passage par le syndicalisme est un acte politique à plus d'un titre. D'abord parce que l'activité syndicale incline le travailleur ou le salarié à des formes d'action collectives pour la défense des conditions de travail, pour une meilleure rémunération, mais aussi en solidarité avec des personnalités ou des revendications directement politiques et partisans. Les plus anciens ont connu l'avant scission de la CGT en 1947 qui a donné naissance à FO. Entre 1945 et 1947, les militants socialistes syndiqués se retrouvent tous au sein de la CGT. Certains se souviennent des «grèves politiques à répétition» afin de «soutenir les ministres communistes au gouvernement». Plus tard, lors d'actions organisées par la CGT à direction communiste, des militants se rappellent des mots-d'ordre de grève qui s'imposaient à tout le monde — y compris aux travailleurs syndiqués à FO — pour soutenir les revendications du PCF. Léonce est entré à la mine à l'âge de 17 ans en 1948. Il adhère dans un premier temps à ce qu'il appelle la «CGT communiste», «pas la vieille CGT, pas la nôtre». On lui propose de «prendre des responsabilités» au sein du syndicat. Il accepte dans un premier temps. Mais on lui demande dans la foulée d'adhérer au PCF, ce qu'il refuse. Il décide alors de quitter la CGT:

Et je me souviens qu'à l'époque [en 1948], les grèves [à la mine] étaient fréquentes. Mais on faisait des grèves pour un oui ou pour un non! [petit rire et soupir]. Mais je vais vous donner des exemples (...). J'arrivais à La Tronquié [nom d'un puits de mine près de Carmaux]: un attroupement. «Qu'est-ce qui se passe?» «Y a grève, camarade». «Ah, bon. Qu'est-ce

qu'on va faire?». «Il faut libérer Henri Martin». «Qui c'est ça?» (...). Et donc on a fait grève pour Henri Martin. Une autre fois, je me pointe et: «Ils ont emprisonné Jacques Duclos!» [dirigeant communiste national] Jacques Duclos, le camarade! «Ah, bon, il faut faire grève, mon vieux. Tout le monde s'en va!» Moi je repartais et j'allais jouer au foot (...). Une autre fois: «Tu sais pas les camarades de Cagnac se sont lavés à l'eau froide! Mais c'est scandaleux!» Et voilà, on faisait grève! Une autre fois, c'était la venue de de Gaulle au pouvoir [en 1958]...

On retrouve les mêmes propos chez Jean Bo. qui insiste sur le fait que les actions syndicales de la CGT sont autoritairement décidées par les responsables syndicaux: aucune discussion ou participation de ses membres ou des grévistes n'est favorisé. Au contraire, les dirigeants cégétistes comptent beaucoup sur le «suivisme» et la «passivité» des adhérents:

Les communistes et la CGT, moi, ce que j'en retire, je leur fait le reproche... Je leur en ai fait souvent le reproche, c'est que ce sont des gens qui, par exemple, choisissent de.. une action à faire, ils choisissent une action, ils vous envoient une lettre et vous devez suivre... Vous n'êtes qu'un suiveur (...). Vous ne suivez pas, vous êtes un briseur, un casseur. Voilà, c'est ça. Cet état d'esprit, je peux pas l'admettre. Je l'admets pas, c'est pas le mien.

*Jean Bo., dessinateur à la mine, adhésion en 1979, section de Blaye-les-Mines.*

Les affrontements et rivalités politiques autour de l'appartenance syndicale s'estompent voire disparaissent complètement dans les rapports de travail. Dans le cadre particulier de la mine, solidarité, entraide et amitié sont des notions qu'il s'agit de mettre en pratique afin de faire face à la dureté du travail et aux dangers qu'il réserve parfois aux mineurs. Après les grèves ou les conflits syndicaux, Maxime et Léonce disent que les mineurs

«redescendus au fond redeviennent des copains», instantanément, car il en va de leur sécurité, voire de leur survie. «Se serrer les coudes en cas de coup dur» est donc la règle d'or au fond de la mine:

Y a beaucoup de grèves de la CGT que j'ai pas faites et, au déjeuner, j'arrivais pas à finir la musette, hé, je peux vous le dire, parce que ça y allait, hé! J'étais agressé, mais je peux vous dire que je me suis défendu, hé! Mais quand on se retrouvait dans la taille, hé bé, c'étaient les copains. Et si y en a un qui était sous un éboulement, et ben, je peux vous dire que ça fonçait (...). C'était pas parce qu'y avait pas marqué FO ou CGT là [sur le casque du mineur]. On continuait. Y avait une solidarité qui a toujours existé. Et c'est peut-être ça qui est particulier à notre profession (...). C'est qu'on peut être différents, on s'engueulera, mais au niveau du travail, quand on a vécu les difficultés, les dangers du métier de mineur, là, il y a la grande union.

*Léonce, mineur retraité, président de la Caisse du secours minier depuis 1975, adhésion en 1983, section de Carmaux.*

Il ne faut pas s'y méprendre: si le rapport au travail et l'adhésion au syndicat «politise» l'individu, l'appartenance syndicale n'est jamais vécue comme une activité politique, dans le sens où le syndiqué se ferait le porte-parole d'un parti politique, de ses idées ou de son programme. Au contraire, syndicalisme et activité partisane sont deux types d'activités que les militants interviewés séparent nettement. De fait, nombre de militants socialistes qui ont eu un engagement syndical assez intensif pendant leur vie professionnelle, ont attendu de prendre leur retraite avant de se syndiquer ou, plus souvent, possèdent les deux cartes, mais prennent soin de taire leur engagement partisan sur le lieu de travail. Jean D. se remémore les propos de son père, syndiqué et «socialiste non encarté»:

«C'est l'un ou l'autre», il disait. «Tu fais de la politique ou tu fais le syndicaliste».

*Jean D., mineur retraité, adhésion en 1945, section de Blaye-les-Mines.*

La règle implicite du choix entre l'engagement syndical ou politique s'impose a fortiori quand le militant occupe un poste à responsabilités au sein du syndicat. C'est le cas de Jacques R. qui fut délégué syndical FO pendant sa carrière de mineur («J'étais déjà encarté [au PS] à la mine, mais on ignorait que j'avais une carte en poche. J'étais toujours syndical»), et qui ne fut élu conseiller général socialiste qu'après avoir pris sa retraite:

Moi, j'étais responsable syndical FO (...). En tant que responsable syndical, on ne peut avoir de mandat d' élu important. Tu vois, disons que ou c'est le syndicat, ou c'est la politique. Voilà et alors, disons que tant que j'ai été responsable syndical, je n'ai pas pris, disons, de fonction politique (...). Tu vois, on peut avoir une carte d'un parti, mais on on peut pas avoir de responsabilités politiques. Comme ça, on est moins marqué, parce que, les gars, quand tu es dans un syndicat FO, tout de suite, compte tenu que tu as des positions politiques marquées, ils te disent: «Toi, tu es trop politique». Donc, tu arrêtes, tu vois. Parce qu'au syndicat, disons FO, on ne fait pas de cadeau, voilà (...). On sent que tu veux orienter le syndicat politiquement, alors que eux, ils veulent pas mélanger. On est syndical ici.

*Jacques R., électromécanicien à la mine retraité, ancien conseiller général, adhésion en 1965, section de Blaye-les-Mines.*

A l'inverse, la règle «d'apolitisme» (ou plus précisément le positionnement «a-partisan») qui prévaut à FO ne s'applique pas du tout à la CGT, selon Jacques R. Pour faire carrière à la CGT, il faut impérativement avoir la carte du «parti», mais pas de n'importe quel parti:



Au contraire, à la CGT, pour avoir des responsabilités syndicales élevées, il te faut avoir la carte du Parti [communiste] (...). Si tu as la carte du Parti socialiste, tu fais pas long feu. On a eu, disons, des secrétaires des sections locales CGT qui avaient la carte du Parti [socialiste], et quand ils [certains cégétistes] l'ont su, ils ont été balancés. Voilà.

Jean D. appartient à une «vraie» famille de syndicalistes. A Carmaux personne ne l'appelle Jean. Pour ses camarades de parti, il est toujours «Piquet» («Piquet parce que... Piquet de grève! Ça vient de mon père déjà»). Ce sobriquet, il l'accepte d'autant plus naturellement — et non sans une certaine fierté — car il lui a été transmis par son père, lui-même ardent syndicaliste. Il parle avec nostalgie de l'époque où chaque mineur se syndiquait en entrant à la mine. Aujourd'hui, il note à regret que «les jeunes se syndiquent beaucoup moins». Il estime que la baisse de la syndicalisation s'explique par un certain «embourgeoisement» des jeunes mineurs qui n'ont plus à livrer les luttes de leur aînés car ils ont déjà «des acquis sociaux qui vont de soi pour eux».

Le thème de «l'embourgeoisement» de la condition minière peut être examiné comme un des facteurs explicatifs possibles de la désyndicalisation des mineurs aujourd'hui. Il n'en demeure pas moins que le facteur de la désintégration de la communauté minière apparaît peser d'un poids plus lourd dans le phénomène de désyndicalisation. Ce qui semble avant tout en cause ici, c'est la déstructuration du système traditionnel de sociabilité minière (dans le travail, mais aussi à la ville) qui a aujourd'hui pratiquement disparu du fait de l'extinction progressive de la production charbonnière. La sociabilité de la mine en expansion donnait au groupe des mineurs une «force politique» qu'il a aujourd'hui perdue. Au sein du groupe, le délégué syndical tenait une place prépondérante<sup>750</sup> comme figure tutellaire et prestatrice de services

---

<sup>750</sup> Voir le travail de Michel Pialoux dans une usine Peugeot près de Sochaux, sur un terrain et des formes de sociabilités différentes, qui aboutit à une conclusion similaire. Voir M. Pialoux, «Le vieil ouvrier et la nouvelle usine», in P. Bourdieu (ed.), *La Misère du monde*, Paris, Seuil («Libre-Examen»), 1993, p. 337.

(logement, consultation avec la direction à propos des conditions de travail, etc.):

Quand on rentrait à la mine, on voyait directement un délégué des mineurs. Et alors, pour te faire défendre par le délégué mineur, tu étais obligé de te syndiquer... C'était pas vraiment une obligation, mais enfin, tout le monde était syndiqué. Y en avait pas un qui était pas syndiqué, parce que si tu demandes une revendication, si tu n'étais pas marqué au syndicat, ils s'occupaient pas de toi.

*Jean R., mineur retraité, adhésion en 1937, section de Blayelles-Mines.*

Le travail du délégué, les réseaux de solidarité et d'entraide devant la dureté des conditions de travail, et par conséquent le sentiment d'appartenir à une force de travail «politiquement consciente», forte car unie, n'existe plus à l'heure actuelle: les conditions de travail ont changé (le travail au fond a été remplacé par l'extraction d'un gisement à ciel ouvert, moins pénible et dangereux pour les mineurs). Davantage, la force du groupe a décliné du fait de la diminution constante du nombre de mineurs. La fermeture annoncée du dernier puits de mine a enfin rendu impossible toute forme de luttes ou de revendications précises au-delà de la question des reconversions ou de la mise à la retraite anticipée.

Sylvie, ex-secrétaire de section à Carmaux, a connu une trajectoire syndicale très particulière. Travaillant à la mairie de Carmaux, elle devient déléguée syndicale FO. A la différence des générations antérieures de syndiqués FO qui refusaient tout contact avec les camarades cégétistes («Ici, il y a un antagonisme très fort entre la CGT et FO»), Sylvie n'hésite pas à «aller vers les mineurs CGT afin d'essayer de comprendre leur point de vue». En 1992, elle participe à un collectif de syndicats du carmausin qui réfléchit à l'avenir de la Découverte, le dernier site d'extraction du charbon à Carmaux. Elle propose une «action politique forte» afin d'attirer

l'attention des pouvoirs publics sur la question: elle suggère que les élus du carmausin démissionnent pour faire pression sur le gouvernement et éviter la fermeture de la Découverte («Si les élus PS avaient démissionné, ils auraient été réélus car le PCF n'est pas assez fort ici pour passer devant. Ne parlons pas de la droite...»). Les élus socialistes et ses camarades de Force Ouvrière rejettent fermement sa proposition. Elle se dit «révoltée» par leur manque de combativité et quitte les discussions. Elle est par contre sensible à l'investissement sur le terrain de la CGT locale et, progressivement, va s'en rapprocher. Venant d'un milieu de militants socialistes et viscéralement anti-communiste, elle éprouve pour commencer un choc culturel: celui qui consiste à dépasser les stéréotypes à l'endroit de la CGT, qu'elle a entendus depuis qu'elle est petite dans sa famille («Moi, la CGT, on me les avaient toujours dépeints comme des bolschéviques avec le couteau entre les dents»). Dénonçant les «magouilles» de FO qui «cherche avant tout à placer ses gars» quand l'entreprise charbonnière annonce de nouvelles suppressions de postes, elle décide «d'aller vers ceux qui ont envie de se battre», c'est-à-dire la CGT. Elle s'investit intensément dans l'action syndicale, allant à la rencontre des mineurs «à cinq heures du matin aux puits de mine» jusqu'à sacrifier sa vie de couple («J'ai divorcé: quand tu te donnes vraiment trop, tu n'es pas à la maison»), ce qui lui a valu le «respect des copains syndicalistes et des mineurs».

En 1991, les mineurs investissent la mairie de Carmaux pour protester contre la fermeture de puits. Elle se souvient de la panique des élus et des employés communaux en voyant arriver des mineurs bâtis comme des «armoires à glace»:

Certains élus [socialistes], c'était pas la peine qu'ils se montrent... Ils se seraient faits casser la figure en un rien de temps (...). Quand ils sont arrivés, on leur fermait les portes au nez. Moi, je disais: «Mais ouvrez! Vous voulez qu'ils fracassent tout? Une fois qu'ils seront dedans, ils vont pas faire de mal. Il faut pas les laisser devant la porte, il faut discuter avec eux, il faut essayer de comprendre».

*Sylvie, employée à la mairie de Carmaux, adhésion en 1982, section de Carmaux.*

Les nouvelles venant de Paris sont mauvaises: il est décidé de mettre un terme à l'industrie charbonnière dans le carmausin. Sylvie se sent «trahie» par les représentants de son parti, qui sont alors au gouvernement. Après ces déceptions syndicale et politique, la vie de Sylvie prend une orientation nouvelle: elle rencontre un délégué CGT («un sympathisant communiste, mais pas encarté») avec qui elle vit maintenant. Son grand-père, un militant socialiste à Carmaux, qui «n'aime pas les cégétistes» est, selon Sylvie, «très braqué»: il condamne farouchement la liaison de sa petite-fille («Il ignore mon compagnon, ne lui parle pas, ne lui dit pas bonjour»):

C'est pour te dire les tensions et les problèmes que ça peut amener, même dans une vie familiale.

Elle a récemment franchi le pas: elle a adhéré à la CGT, ce qui ce parachève une longue évolution de sa trajectoire syndicale et correspond à un lent repositionnement dans le champ syndical local. Afin de «rester fidèle à ses idées», Sylvie a dû accomplir l'inimaginable dans le contexte d'opposition fratricide entre FO et CGT à Carmaux. Elle a transgressé un interdit en milieu socialiste: elle est passée à la CGT<sup>751</sup>. Certes, cela la place maintenant dans une situation conflictuelle vis-à-vis de ses camarades socialistes. Mais, elle assume cette transgression avec sérénité, car elle considère que seul cet acte pouvait lui permettre de continuer à défendre les positions auxquelles elle croit, et à vivre en paix avec sa «conscience politique»:

---

<sup>751</sup> On peut signaler, au sein de notre échantillon, un autre militant socialiste qui a été syndiqué à la CGT: Emile (militant lillois et adhésion en 1936) a fait partie de la CGT entre 1945 et 1984. Travaillant dans l'imprimerie, le syndicat du livre CGT à Lille a toujours été traditionnellement dominé par des militants socialistes. Il s'agit bien sûr ici d'une originalité locale assez extrême. Toutefois les cas de Sylvie et d'Emile restent rares en milieu socialiste. L'écrasante majorité des militants syndiqués se répartit entre FO et la CFDT.

Je suis la seule CGT à la mairie. Alors, je te dis pas! (rire). En mai dernier — c'est pour te dire quand même qu'il y a des moments où tu te sens mal — il y a eu une grève des employés territoriaux, et j'étais la seule à faire grève. Le syndicat [la CGT] a appelé à faire grève, donc j'ai fait grève (...). On m'a dit: «Tu es folle, tu vas au casse-pipe!». J'ai dit: «Je suis syndiqué, je fais grève et j'ai toujours fait grève de toutes façons».

L'action syndicale permet aussi aux militants d'être confrontés concrètement aux effets souvent néfastes de la désunion historique au sein du mouvement ouvrier français. Désunion politique depuis la scission du congrès de Tours en 1920 et désunion syndicale, depuis la scission de la CGT et la création de FO en 1947. Les deux fractures ont les mêmes racines politiques et nombre de militants socialistes disent en souffrir fortement. Emile se souvient de «l'âge d'or» du syndicalisme français: 1936. Il raconte que l'unité politique de la gauche, regroupée autour du Front populaire a favorisé la réunion des forces syndicales:

Pour moi, 36, ça a été exemplaire, parce que ça a été unitaire. Au départ, ça n'a pas été facile, 36. Mais au fur et à mesure que les avancées sociales s'installaient, l'unité se forgeait. D'ailleurs, c'est après ces grands événements de 36 qu'il n'y a eu qu'une CGT. Il y avait la CGTU, il y avait la CGT (...) <sup>752</sup>. Les événements de 36 se sont concrétisés par des avancées sociales, et une organisation syndicale unitaire. Et on a pu retrouver ça après, avec la scission de 47: Force Ouvrière, la

---

<sup>752</sup> Le ralliement des socialistes à l'Union sacrée lors du premier conflit mondial et surtout la rupture de l'unité socialiste de Tours en 1920, aboutissent à une scission au sein de la CGT. En 1921, une Confédération Générale du Travail Unitaire (CGTU) se forme, à direction communiste. La CGT reste dominée par les socialistes et radicaux. Le Front populaire entraîne une réunification syndicale en 1936. Celle-ci éclate de nouveau en 1947 au moment du commencement de la Guerre froide: la CGT reste sous direction communiste, tandis que les socialistes créent FO. Voir R. Mouriaux, *Le Syndicalisme en France depuis 1945*, Paris, La Découverte («Repères»), 1994, pp. 7-8.

CFTC qui est devenue la CFDT maintenant, bien que la CFTC existe encore un peu.

*Emile, imprimeur retraité, adhésion en 1936, section de Lille.*

Durant sa vie de militant, Emile s'est assigné la tâche d'obtenir ou de sauvegarder l'unité syndicale. Elu conseiller prud'homal, il n'hésite pas une seconde à joindre ses votes à ceux de «communistes notoires» pour assurer une majorité syndicale («Si la CDFT avait été majoritaire, j'aurais apporté ma voix au syndicat majoritaire»). Pour cela, comme la plupart de ses camarades interviewés, il a toujours fait passer ses activités syndicales avant son engagement partisan:

Je me suis toujours défendu d'avoir une activité politique qui aurait pu compromettre l'unité syndicale. On savait que j'étais socialiste. Je ne m'en cachais pas d'ailleurs, comme j'avais des camarades qui étaient au PC et qui ne s'en cachaient pas. J'avais même des camarades, sans être adhérents à un parti de droite, je connaissais leur conviction... plutôt leur intention de vote d'ailleurs. Les convictions, c'est autre chose... Mais, j'ai toujours eu ce souci de sauvegarder l'unité syndicale. C'était simplement pour cette raison-là que tant que j'avais des responsabilités régionales sur le plan syndical, je n'ai pas milité sur le plan politique.

La désunion syndicale, en particulier, pour les anciens tel Emile qui ont connu l'avant scission de 1947, est un facteur de découragement et de démobilisation très fort. Jean R. est adhérent à la CGT lorsque la scission de 1947 survient. Il rejoint FO «pendant quatre-cinq ans», puis «abandonne le syndicat». Il ne comprend pas les manoeuvres d'appareils rivaux, incapables de s'entendre sur des actions communes, et qui appellent à la grève de manière isolée, sans aucune concertation entre eux au préalable:

Et voilà. C'est pour ça que ça marchait pas. Et il y en avait beaucoup, beaucoup, beaucoup qui ont été dégoûtés (...). Et l'histoire des grèves de 47, la scission [CGT-FO], ça a fait du mal au mouvement, ça a fait du mal, oui.

*Jean R., mineur retraité, adhésion en 1937, section de Blayelles-Mines.*

## B. Les Jeunesses socialistes

Avec les Jeunesses socialistes (JS), nous revenons à un champ de sociabilité qui se trouve à l'intérieur même du parti, même si structurellement et politiquement, les JS jouissent d'une relative autonomie par rapport à la section (réunions différentes de celles de la section, relative liberté quant à l'agenda politique, actions politiques qui peuvent être différentes du parti, etc.).

Les JS apparaissent comme un espace de socialisation plus intense et réel que le cadre de la section, sociologiquement beaucoup plus hétérogène. Plusieurs hypothèses peuvent être formulées pour expliquer cet état de fait: les JS reçoivent les plus jeunes adhérents<sup>753</sup>. Il s'agit donc d'une première socialisation partisane très particulière car elle se déroule dans un *in-group* où se retrouvent des militants d'une même classe d'âge, qui sont souvent confrontés aux mêmes expériences sociales (scolarité, recherche d'un premier emploi) et possèdent des références socio-culturelles similaires. Les JS ont de tout temps été regardées par la direction du PS avec un mélange de bienveillance désintéressée et de suspicion quand celles-ci adoptent des positions critiques vis-à-vis de la direction du parti ou d'un gouvernement socialiste<sup>754</sup>. Quand les JS locales sont actives, le regroupement entre «pairs» permet un

---

<sup>753</sup> A partir de l'âge de 16 ans et jusqu'à 25 ans environ: la date limite peut varier d'une section à l'autre. Il est aussi de plus en plus fréquent aujourd'hui que les nouveaux jeunes adhérents rejoignent la section directement sans passer par les JS.

<sup>754</sup> A deux reprises (1947 et 1975), la direction du Parti socialiste a estimé que les JS défendaient une ligne politique «trop autonome» par rapport à sa position et en conséquence a dissout leur bureau national. Voir J. Maret, A. Houlou, *Histoire des socialistes. L'identité socialiste des utopistes à nos jours*, Paris, Pro-Edi, 1990, p. 190.

militantisme assez actif (conférences-débats, confection d'un journal, projection de films, déplacement sur le terrain, etc.). Cette activité militante est souvent orientée vers des problèmes qui concernent «les jeunes», en particulier les jeunes scolarisés dotés d'un capital culturel élevé. Rares sont en effet parmi les JS, les militants d'extraction ouvrière. Le type-idéal du membre des JS est aujourd'hui un jeune homme ou une fille qui a à peine passé la vingtaine, qui étudie et qui est souvent économiquement dépendant des parents. Les conférences ou thèmes débattus par les JS reflètent d'ailleurs les préoccupations de cette catégorie de la population: condition étudiante, racisme, multiculturalisme, tolérance, etc.

L'entre-deux-guerres apparaît incontestablement comme l'âge d'or des JS, qui atteignent leur apogée au moment du Front populaire où elles comptèrent près de 55.000 membres<sup>755</sup>. Des noms illustres du socialisme français passèrent par les JS à cette époque: Edouard Bonnefous, Daniel Mayer, Claude Lévi-Strauss, Pierre Bloch, Guy Mollet ou André Bergeron. L'établissement de «JS autonomes» n'allait pas de soi à cette époque, et d'ailleurs elles ne le furent jamais<sup>756</sup>. On redoute en effet à la SFIO, les possibles «dérives verbales» ou «actions intempestives» auxquelles de «jeunes esprits fougueux pourraient se livrer»<sup>757</sup>. Le rôle des JS est codifié par ses statuts de manière très générale: il s'agit d'un «groupement politique» ayant pour but premier l'«éducation

---

<sup>755</sup> Ch. Delporte, «Les jeunesses socialistes dans l'entre-deux-guerres» *Le Mouvement social*, no 157, oct.-déc. 1991, p. 33.

<sup>756</sup> Ainsi, la SFIO confia à des membres dirigeants influents le soin de «conseiller» les jeunes des JS: Jean Zyromski, Roger Salengro, Léo Lagrange. Paul Faure suivit toujours de près les travaux des JS, et un futur ministre de la IV<sup>e</sup>, Bernard Chochoy, fut nommé secrétaire des JS entre 1935 et 1938. Le contrôle des aînés sur les jeunes socialistes s'avère patent.

<sup>757</sup> On peut citer à cet égard les propos de Gustave Delory, maire socialiste de Lille, qui déclare en 1907: «Gardons-nous de constituer des groupes de la Jeunesse socialiste, car livrés à eux-mêmes, les jeunes, on les connaît, il sont ardents, plein de fougue. Ils voudraient marcher dans la direction qu'ils croiraient (...). Mais ils feront certainement des bêtises, ils se casseront les reins. Ils pourraient aussi nous créer des ennuis». Cité in J. Varin, *Jeunes comme J.C.: 1920-1939* (Tome 1), Paris, Editions Sociales, 1975, p. 34.



doctrinale»<sup>758</sup> des jeunes adhérents du parti. L'autre versant des activités des JS, concerne le développement des loisirs éducatifs et sportifs chez les jeunes, mais avant tout conçus comme un moyen de propagande parmi les jeunes ouvriers<sup>759</sup>. Une formation des «cadres» des JS existe également. Chaque année des dirigeants des JS sont envoyés dans un «bastion socialiste» pour y passer une «semaine d'études» sur le terrain. En 1935, par exemple, les jeunes socialistes se rendent à Lille. Il sont reçus par Roger Salengro et Bracke-Desrousseaux, et peuvent «apprécier les réalisations du socialisme municipal lillois», les activités en faveur des jeunes (crèches, camps de vacances)<sup>760</sup>.

L'objectivation des JS en tant que réseau des relations partisans d'un type particulier (relative indépendance vis-à-vis de la section, regroupement d'adhérents d'un âge et aux expériences socio-culturelles connexes), fournit donc une lecture dynamique et dense des sociabilités intra-partisanes. Manifestement, le thème de l'«âge d'or» des JS tel qu'il ressort de lectures historiques sur le sujet trouve une confirmation dans le discours des militants interviewés. Pratiquement tous les militants de la génération du Front populaire sont passés par les JS. La plupart de ceux entrés après la guerre en ont également fait partie. Par contre la référence aux JS est très peu présente pour les adhérents post-Epinay et devient exceptionnelle pour les jeunes adhérents des années 80 et 90<sup>761</sup>. Chez les plus jeunes, l'absence de participation aux JS les a donc conduits à ne pas aborder spontanément ce qui ne rentre pas dans le cadre de leur expérience militante.

---

<sup>758</sup> Des cours de propagande socialistes sont concoctés à usage des jeunes adhérents. On recommande vivement aux jeunes de lire des «textes exemplaires» du socialisme tels: *Le Collectivisme* de Guesde, *Socialisme utopique et socialisme scientifique* d'Engels; L'introduction de Kautsky à l'édition française du *Capital* de Marx; *Pour être socialiste* de Blum ou encore *Le Discours à la jeunesse* de Jaurès. Voir Ch. Delporte, op. cit., p. 46.

<sup>759</sup> Ch. Delporte, op. cit., pp. 41-42.

<sup>760</sup> Ch. Delporte, op. cit., pp. 46-47.

<sup>761</sup> Un seul jeune adhérent de mon échantillon était membre des JS au moment de l'entretien. Les autres 18-25 interrogés ont tous rejoint la section sans passer au préalable par les JS.

Pour les anciens, les JS ont constitué une phase d'éducation politique intense. Il faut entendre «éducation politique» dans le sens large de «responsabilisation citoyenne» davantage que d'éducation idéologique. Si les militants mentionnent très peu (voire pas du tout) la dimension idéologique des JS, ils parlent au contraire avec nostalgie de l'esprit de camaraderie qui règne en leur sein. En particulier, ils insistent sur l'ouverture éducative et récréative que les JS ont représenté pour des adolescents souvent âgés de 15-16 au moment de leur adhésion et issus de milieux ouvriers. Les JS du Nord sont, au moment du Front populaire, les plus importantes et mieux structurées de France. On recense en 1935, 3.200 adhérents<sup>762</sup>. Autour de Roger Salengro à la mairie de Lille, un effort considérable est fait pour encadrer les jeunes ouvriers socialistes et leur offrir des loisirs mariant découvertes éducatives et pratiques sportives<sup>763</sup>. Le travail d'«éducation politique» des jeunes par les anciens porte ses fruits. A l'inverse des turbulentes jeunesses de la Seine périodiquement agitées par des courants de gauche, la Fédération du Nord fait preuve d'une allégeance sans faille à «l'orthodoxie socialiste» de l'époque<sup>764</sup>.

Filomène fréquente, par le biais des JS, des camps de vacances que Roger Salengro avait créés dans les années 30 («afin qu'aucun enfant ne traîne dans les rues»). Elle se souvient avoir rencontré et côtoyé de nombreux camarades et élus socialistes avec qui elle militera plus tard dans le parti. Filomène est également membre

---

<sup>762</sup> Ch. Delporte, op. cit., p. 58.

<sup>763</sup> La Fédération du Nord crée dans les années 30 des «Ecoles socialistes», dont les cours sont assurés par des cadres du parti (Bracke, Lebas) ou de jeunes diplômés (Armand Coquart). Des fêtes sont organisées (e.g. la fête annuelle de Phalempin rassemble plusieurs milliers de jeunes socialistes chaque année), la multiplication des sorties-cyclistes, des journées commémoratives qui cultivent la «mémoire et le signe», pendant lesquelles on célèbre les grandes figures du socialisme local ou national, où l'on remet le drapeau sous la supervision d'un élu socialiste. Voir Ch. Delporte, «Les jeunesses socialistes du Nord et du Pas-de-Calais (1919-1939)», in B. Ménager et al., *Cent ans de socialisme septentrional*, Lille, Université Charles de Gaulle - Lille 3, 1995, p. 218.

<sup>764</sup> Ch. Delporte, «Les jeunesses socialistes du Nord et du Pas-de-Calais (1919-1939)», op. cit., p. 214.

d'un club de gymnastique des JS qu'elle fréquente tous les dimanches.

Georges fait également partie à la même époque de la «troupe Roger Salengro» (nom donné aux JS lilloises après la mort du ministre du Front populaire). Il se souvient des activités «éducatives» qui sont organisées à l'Union de Lille, coopérative ouvrière et socialiste, qui se trouve dans un quartier du centre-ville de Lille. Ces activités éducatives sont cependant toujours reliées à des thèmes de propagande socialistes (e.g. dans les années 30, l'antimilitarisme). Rachel Lempereur, une institutrice profondément impliquée dans la vie politique régionale après la guerre, et figure de référence fondamentale chez les anciens militants, s'occupe des activités de théâtre:

Moi, je faisais partie de la troupe Roger Salengro. Quand Roger est mort, on a donné le nom de troupe Roger Salengro. Et on se déplaçait. On avait Rachel Lempereur qui était institutrice, qui a été adjointe au maire après-guerre évidemment. On était à l'Union de Lille. Et en haut, à l'Union de Lille, il y avait une grande salle du parti, où on faisait des répétitions de scénettes. Et on se déplaçait dans le département pour faire des scènes quand il y avait des fêtes socialistes (...). Par exemple, on avait une pièce qui était bien: c'était «Guerre à la guerre». C'était du classique.

*Georges, employé à la mairie de Lille à la retraite, adhésion en 1937, section de Lille.*

Les JS portent à cette époque un uniforme, dont les anciens se souviennent. Les vêtements portés et les couleurs de l'habillement varient cependant sensiblement d'un témoignage à l'autre:

On avait une jupe plissée bleue-marine, un badge avec l'insigne de la ville, une grande cape, des gants blancs, des soquettes.

*Filomène, ancienne femme de service dans une école maternelle, adhésion en 1944, section de Lille.*

On avait une chemise rouge et une cravatte noire, que l'on portait dans les grandes manifestations.

*Jean D., mineur retraité, adhésion en 1945, section de Blayelles-Mines.*

Notre tenue c'était: un béret avec les trois flèches [le symbole de la SFIO] (...), le pantalon, enfin une culotte qui était bleue. La cape, elle était bleue marine.

*Georges, employé à la mairie de Lille à la retraite, adhésion en 1937, section de Lille.*

Dans les JS, on mettait un chiffon rouge, un brassard rouge, et allez! On récupérait des jeunes comme ça!

*Jean R., mineur retraité, adhésion en 1937, section de Blayelles-Mines.*

Dans son étude consacrée aux Jeunesses socialistes dans l'entre-deux-guerres, Christian Delporte remarque que le port de l'uniforme à partir des années 30 a coïncidé avec un certain «embrigadement» des JS. La presse de droite voit dans les membres des JS des «petits otages caporalisés», «à qui l'on apprend à haïr et à lever le poing»; des associations d'anciens combattants écrivent même au Président du conseil pour demander leur dissolution<sup>765</sup>. Une certaine «militarisation» des JS apparaît dans certains cas, calquée sur un modèle viril qui exalte la «force du groupe», ne rechigne pas à «faire le coup de poing» contre les fascistes ou les communistes. Reflet d'une époque, où l'on exalte les «vertus» d'une jeunesse «saine» et «sportive» à l'extrême droite et à l'extrême gauche? Probablement. Les photographies du cortège des JS montrent des jeunes garçons et filles qui défilent dans un ordre militaire impeccable, d'un pas martial à l'occasion des obsèques de

---

<sup>765</sup> Ch. Delporte, «Les jeunesses socialistes dans l'entre-deux-guerres», op. cit., pp. 60-61.

Roger Salengro à Lille. Substituons au poing levé<sup>766</sup>, une main ouverte et un bras tendu, et rien dans cette mise en scène ne semble distinguer cette marche socialiste de la symbolique politique retenue lors des défilés de Jeunesses qui sont organisés à la même époque outre-Rhin<sup>767</sup>.

Les JS sont aussi un lieu de rencontres et de convivialité. Des flirts adolescents se nouent au sein des JS, et certains se prolongent par une union et une vie familiale et militante passée ensemble. Tel est le cas de Pierrette et Jean D.:

On s'est rencontré aux Jeunesses socialistes.

*Pierrette, sans profession, adhésion en 1944, section de Blayelles-Mines.*

Les JS organisent des bals («On faisait même des bals avec les Jeunesses communistes» confie Pierrette).

Une fois par mois, on faisait des bals. on s'amusait quoi!

---

<sup>766</sup> Notons à ce propos que la symbolique du poing tendu est apparue en France en 1933 en milieu communiste d'abord, probablement importée par des exilés anti-hitlériens. Le symbole s'est répandu à la SFIO à partir de 1934, lorsque les deux partis de gauche ont signé un pacte d'unité d'action. En dehors des cercles militants, il a connu un succès énorme lors du gouvernement du Front populaire. A l'origine signe de ralliement anti-fasciste (contre le bras tendu), il devient rapidement un moyen simple d'exprimer des sentiments de colère, d'inquiétude ou de combativité, de «resserrer les rangs» dans la chaleur d'une gestuelle commune. Voir P. Burrin, «Poings levés et bras tendus. La contagion des symboles au temps du Front populaire», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, no 11, juill.-sept., 1986, pp. 11-12.

<sup>767</sup> Philippe Burrin note à propos des défilés socialistes dans les années 30: «L'uniformité vestimentaire, le comportement militarisé, le cri scandé accompagnant le geste mécanique, voilà qui était fort éloigné de [l]a tradition [socialiste] et qui traduisait un effrètement de tout un univers idéologique. L'individu y tenait moins de place, inséré qu'il était dans un ordre auquel il devait se plier. La raison perdait en outre de son importance, dans toute la mesure où venaient au premier plan la chaleur du sentiment, l'instinct de lutte et de bataille. La politique tendait à dégénérer en participation rituelle à des manifestations de masses où, au milieu de flots de musique, et de drapeaux, des hommes en uniforme goûtaient la puissance et l'ardeur de leur rassemblement. Sous la pression des circonstances, et surtout de celle de l'adversaire nazi, sous l'effet également des attentes et des désarrois de l'époque, l'accent avait glissé de l'éducation et de la prise de conscience vers l'intégration émotionnelle». Op. cit., p. 10.

*Jean R., mineur retraité, adhésion en 1937, section de Blayelles-Mines.*

On chante des chants socialistes:

Quand on entrait aux Jeunesses [socialistes], on avait deux chansons: L'Internationale et Au Devant de la vie [chanson créée au moment du Front populaire].

*Christiane, ouvrière retraitée, adhésion en 1945, section de Lille.*

Aux JS, on chantait L'Internationale et La Jeune garde. Evidemment, ça c'est classique, La Jeune garde.

*Georges, employé à la mairie de Lille à la retraite, adhésion en 1937, section de Lille.*

Aux JS, des militants ont côtoyé, comme simples copains, des jeunes hommes qui, plus tard, menèrent une carrière politique de premier plan au sein du parti. Christiane a connu Pierre Mauroy aux JS de Lille après la guerre. De cette rencontre, une connivence est née et elle s'est perpétuée jusqu'à aujourd'hui. Albert, son mari, estime que P. Mauroy est «proche de Christiane» car ils se sont connus aux JS:

Mauroy [s'adressant à sa femme], y te fait la bise. Moi, y me connaît pas tellement. Si, y me connaît parce qu'on est toujours ensemble. Et y me connaît comme militant.

*Albert, ouvrier métallurgiste à la retraite, adhésion en 1946, section de Lille.*

Georges a rencontré Arthur Notebart aux JS de Lille dans les années 30. A. Notebart deviendra après-guerre le président de la Communauté urbaine de Lille et maire de Lomme, une commune socialiste près de Lille. A. Notebart est craint dans le milieu socialiste lillois pour ses «coups de gueule légendaires». Arthur et Georges redeviennent le temps d'une rencontre impromptue les

deux jeunes copains, les *alter ego*, qu'ils furent dans les JS. Plus de quarante ans après les faits, alors que leur vie professionnelle les a séparés, les plaisanteries et moqueries reviennent comme au temps des JS. Georges est en train d'accrocher sur un mur des photographies de membres des JS prises dans les années 30, dans les locaux d'une nouvelle section socialiste près de Lille. Il retrouve un cliché d'Arthur Notebart et de lui-même. Quarante ans après, le passage du temps a laissé son empreinte: Georges a grossi. Mais, surprise, le déjà bien portant Notebart s'avère sur le cliché des années 30, un jeune homme encore plus replet:

Quand on a créé la section [socialiste] de La Madeleine [commune près de Lille], dans les années 1975 à peu près, je repasse par là. Puis, je donne un coup de main. J'accroche des photos de camarades des JS. Y avait Arthur [Notebart] qui était là et qui dit: «Jojo [Georges], il a bien grossi! Y t'ont pas raté les copains!» (rire). Et moi, je lui dis: «Ouais, mais toi, y a une chose que t'as pas vu, toi. Moi, tu peux dire que j'ai grossi, mais viens voir un peu... Tu connais ce gros là?» [Georges montre à A. Notebart une photographie de lui-même] (rire). C'était lui dans les Jeunesses socialistes! (rire)  
*Georges, employé à la mairie de Lille à la retraite, adhésion en 1937, section de Lille.*

### C. Une mémoire festive

S'attachant à relever dans quelle mesure le «poids» de la mémoire historique d'un groupe donné pèse dans les esprits et sur les corps des agents, une très grande partie des travaux consacrés à la mémoire collective néglige les comportements sociaux qui apparaissent renvoyer à des objets «triviaux» ou non susceptibles d'être directement qualifiés de «politiques». En d'autres termes, ces comportements ne semblent pas présenter un intérêt heuristique, car ils tomberaient en dehors du champ codifié des pratiques politiques et partisans (e.g. réunions de section ou de campagnes électorales, tractage, stages de formation, lectures et discussions

politiques, participation à une action de grève, manifestations, etc.). Le regard porté sur les réseaux de sociabilité induit au contraire le questionnement de relations et de rapports que les militants nouent entre eux en dehors du travail de terrain militant. Retracer l'espace des positions dans un champ politique étendu aux pratiques en apparence anodines ou «non-politiques», permet de recueillir des formes de rapports au politique souvent plus édifiantes que l'observation du travail sur les cadres historiques du Parti socialiste. Prendre au sérieux les formes de sociabilité qui ne correspondent pas aux pratiques des professionnels de la politique constitue même une démarche nécessaire pour saisir le cœur de la mémoire collective socialiste. Cette approche laisse entrevoir des constructions sociales de l'engagement partisan plus «pragmatiques», non-dictées «par ce choix existentiel, véritable support nerveux, voire religieux, de la croyance, qui caractérise le rapport intellectuel au militantisme politique»<sup>768</sup>.

L'une des formes les plus remarquables de la pratique «non-politique politisée» passe par le rapport à la fête ou aux célébrations festives qui mêlent récréation collective et communion des membres du groupe. Davantage, ces rituels festifs mettent en scène des rapports qui révèlent l'économie politique du groupe. Ainsi, la section de Carmaux possède ses «chanteurs attitrés», ceux qui, d'une certaine manière, sont les porte-voix officiels de la culture du groupe. Le «chanteur officiel» occupe une place privilégiée au sein de l'espace des positions dans le champ partisan, car il se trouve au carrefour de l'identité culturelle et de la mémoire culturelle du groupe. Les réunions festives et le rapport entre mémoire et positionnement dans la communauté affective peut également passer par le repas qu'un membre de la section cuisine aux camarades et aux élus, aux milles petits services que l'on rend et qui créent une série de liens affectifs forts, d'intimes loyautés ou de dettes implicites, qui, si l'on prend la peine de les relever, donnent

---

<sup>768</sup> F. Montebello, «Joseph Staline et Humphrey Bogart: l'hommage des ouvriers. Essai sur la construction sociale de la figure du héros» en milieu ouvrier», *Politix*, no 24, 1993, pp. 122-123.



accès aux secrets de famille partagés. Ces actes sont *politiques* dans la mesure où ils touchent à l'économie partisane, aux positionnements politiques dans le champ des pratiques politiques *concrètes* de la section.

### *Chants et chanteurs socialistes*

On ne chante pas ou très peu dans les sections socialistes. Encore une fois, le répertoire des chants socialistes existe mais il est connu seulement par les générations d'avant ou d'immédiat après-guerre. La pratique du chant s'est perdue. On peut imaginer que le développement des médias et du disque vinyl puis laser ont rendu le chant des militants obsolète. Aujourd'hui, lors des réunions publiques ou des fêtes du parti, on peut dire que les militants *sont chantés*, davantage qu'ils n'ont l'occasion de chanter eux-mêmes. Cela fait maintenant plusieurs années que pendant les meetings de campagne électorales, par exemple, une sono assourdissante couvre les voix, ce qui n'invite guère les militants à se joindre en chœur. En outre, le chant socialiste s'est éteint car à l'origine, il est d'une nature très particulière: il sert à réunir et solidifier les sentiments d'un groupe social déterminé (la classe ouvrière) autour de thèmes de luttes forts (émancipation du prolétariat, lutte contre le capitalisme le fascisme, l'Eglise). Ces objets de lutte ayant aujourd'hui disparu (ou, au mieux, étant donné qu'ils ont été largement mis en veilleuse), cela a entraîné la disparition de ces chants qui ne sont plus chantés qu'exceptionnellement car on estime dans le parti qu'ils ne correspondent plus aux luttes politiques actuelles. L'Internationale, autrefois chantée à chaque réunion publique des dirigeants et des militants socialistes, a ainsi progressivement disparu du répertoire socialiste à partir du milieu des années 80. Il est intéressant de noter qu'aucun autre chant de ralliement adapté à des thèmes politiques plus «actuels» n'est parvenu à s'imposer en remplacement. Comme le disent Jacques R. et Sylvie, certains socialistes n'aiment pas L'Internationale parce qu'ils trouvent la gestuelle du «poing levé» menaçante, «trop revendicatrice» et «radicale»:

Ma femme, ça lui plaît pas. Ça lui plaît pas, ouais, ouais, parce qu'elle trouve ça trop méchant. Tu sais, le poing levé. Qu'ils chantent L'Internationale, d'accord, hein. Mais elle me dit: «Pourquoi le poing levé?»

*Jacques R., électromécanicien à la mine retraité, ancien conseiller général, adhésion en 1965, section de Blaye-les-Mines.*

L'Internationale, ça me donne la chair de poule: je pleure chaque fois que je l'entends (...). Mais ils ne veulent plus jouer L'Internationale dans nos meetings maintenant, parce que soit-disant ça fait peur aux candidats et aux sympathisants centristes qui viennent chez nous (...). L'Internationale, n'en parlons plus, parce que ça fait peur à tout le monde!

*Sylvie, employée à la mairie de Carmaux, adhésion en 1982, section de Carmaux.*

L'Internationale demeure le chant de référence. La plupart en connaissent les paroles et disent le chanter occasionnellement, mais très peu dans le Parti socialiste. C'est essentiellement à l'occasion de manifestations syndicales — lors de la célébration du 1er mai en particulier — que le chant ouvrier est encore chanté.

Alexandre est un ancien chef d'orchestre. Sa vie et son socialisme se déclinent à travers la musique qu'il a fait interpréter à ses musiciens. Alexandre raconte qu'un soir de campagne pour les élections municipales, son orchestre a joué L'Internationale au Théâtre Sébastopol de Lille. Pendant l'exécution de l'oeuvre, il se retourne vers le public et fait «chanter la salle». Il décrit ce moment fort comme «l'un des plus beaux jours de sa carrière». Il s'agira pourtant d'un acte symbolique aux conséquences réellement désastreuses pour la suite de sa carrière. La mairie socialiste est battue et le nouveau maire conservateur qui le remplace n'a pas oublié l'incident: employé par la ville de Lille, son contrat n'est pas renouvelé et il doit s'exiler à Marseille. Alexandre reconnaît que

jouer L'Internationale est un acte de «foi politique» qui ne peut engager que les «croyants» dans la cause. On ne choisit pas de jouer cette chanson au hasard. En témoigne l'échange qu'il a avec l'un des ses musiciens qui refuse de jouer le morceau:

Un jour, j'avais un musicien au Théâtre [Sébastopol], ça se passait vers 1970, il a dit: «Moi, je ne jouerai pas L'Internationale». Je lui ai dit: «Mon cher ami, vous n'êtes pas obligé de le jouer. Je suis un démocrate. Ne vous en faites pas, je vais le dire aux autres. Ceux qui ne veulent pas jouer L'Internationale, c'est tout, n'en parlons plus».

*Alexandre, chef d'orchestre à la retraite, adhésion en 1934, section de Lille.*

La section de Carmaux possède deux «chanteurs attitrés», c'est-à-dire des militants qui chantent un ou deux chants socialistes régulièrement en public. Etre un «chanteur attitré» est une tâche officieuse, un positionnement dans le champ militant qui s'est formé au gré d'années de militantisme, de réunions, de fêtes ou de banquets de section ou du syndicat. Leur répertoire est connu des autres militants de la section. En chantant des chansons que les autres personnes du groupe ne connaissent pas, ont oublié ou connaissent imparfaitement, on peut considérer que ces militants sont les dépositaires d'un aspect de la mémoire collective. La connaissance des paroles les fait accéder à ce point de vue intense sur un aspect culturel de la mémoire collective dont parle Maurice Halbwachs.

Jean D. est le chanteur officieux de la section, la voix qui chante dans les réunions socialistes. Son nom et sa fonction s'imposent à tous les esprits quand, par exemple, je donne à lire aux militants les paroles de L'Internationale:

«Piquet» [Jean D.] chante bien. C'est le chanteur de la section, je crois (...). De la section ou aux machins de Force Ouvrière ou n'importe... Il chantait Le Drapeau rouge... C'est sa préférée.

*André, mineur retraité, adhésion en 1958, section de Blayelles-Mines.*

Le seul qui chante des chants socialistes, c'est «Piquet» (...). C'est le seul.

*Sylvie, employée à la mairie de Carmaux, adhésion en 1982, section de Carmaux.*

«Piquet», c'est un personnage à FO. C'est le gars qui dans tous les 1er mai, on lui faisait entonner L'Internationale. On la reprenait tous ensemble, mais aussi Le Drapeau rouge.

*Léonce, mineur retraité, président de la Caisse du secours minier depuis 1975, adhésion en 1983, section de Carmaux.*

Jean D., il l'a pas chantée l'autre jour «La lutte finale» [L'Internationale]; il l'a pas chantée là-haut? [à l'occasion du spectacle «Ils ont tué Jaurès» en juillet 1994].

*Louinou, mineur retraité, adhésion en 1933, section de Carmaux.*

A l'occasion du spectacle «Ils ont tué Jaurès» organisé en 1994 sur le site de la mine à ciel ouvert de La Découverte, Jean D. a chanté et enregistré un chant populaire en occitan intitulé «Lou carbounier» (le mineur). Ce chant populaire qui décrit la condition minière au début du siècle n'avait jamais été mis en musique. Jusqu'au spectacle, il était toujours chanté *a cappella* et transmis oralement entre les générations de mineurs. Jean D. est l'une des dernières personnes qui se rappelle encore de la mélodie et des paroles. Pour le spectacle, il a enregistré la chanson qui a ensuite été mise en musique par les organisateurs de la représentation. La chanson ouvre le spectacle et sert de fil conducteur musical tout au long de la soirée.

Jacques G. est l'autre «chanteur attitré» de la section. Ne rechignant pas à chanter des chants socialistes et révolutionnaires à l'occasion, son répertoire est limité: il aime chanter en public

«Pourquoi ont-ils tué Jaurès?» (de fait le titre de la chanson est simplement «Jaurès») de Jacques Brel, l'une des rares chansons à message directement politique dans le répertoire du chanteur francophone. Ses camarades reconnaissent que ce chant est «socialisant» proche de la tradition et des préoccupations socialistes. Selon Sylvie, il ne s'agit cependant pas d'un chant qui fait partie de l'héritage culturel du parti au même titre que L'Internationale, Le Drapeau rouge ou La Jeune garde. Elle souligne en passant que Jacques G. ne chante pas souvent L'Internationale qu'elle désigne comme le «chant socialiste» par excellence. C'est donc un chant hybride qui touche les coeurs socialistes, mais qui n'a pas été composé et chanté par l'un des leurs:

Il a une belle voix Jacques G. Il a une très belle voix, mais il ne chante pas L'Internationale. Il chante des chansons de Brel sur Jaurès... Qui n'est pas vraiment un chant socialiste... Bon c'est un chant socialisant, mais pas vraiment socialiste...

*Sylvie, employée à la mairie de Carmaux, adhésion en 1982, section de Carmaux.*

Léonce regrette que les organisateurs du spectacle n'aient pas pensé à enregistrer Jacques G. chantant «Jaurès», car «il a une voix sensationnelle», il «chante divinement bien».

A l'issue de la générale du spectacle, un repas d'adieu a rassemblé les acteurs en présence de personnalités socialistes locales (Paul Quilès, député de Carmaux) et nationales (Pierre Mauroy, Henri Emmanuelli, Jean-Luc Mélenchon, Marie-Noëlle Lienemann). Les festivités se sont évidemment terminées par des chansons socialistes. Le journal satirique *Le Canard enchaîné* a rapporté que le maire socialiste Jacques G., après avoir chanté la chanson de Jacques Brel, aurait ensuite entraîné l'aéropage socialiste présent dans une Internationale vibrante<sup>769</sup>. Jacques a lu l'article et

---

<sup>769</sup> «Chose vue dans la nuit de dimanche à lundi à Carmaux au cocktail qui suit la générale de «Ils ont tué Jaurès!» (...): le maire socialiste de la ville entonne «Pourquoi ont-ils tué Jaurès?» de Brel, puis enchaîne illico avec L'Internationale. Dans les coeurs socialistes, Mauroy suit d'une voix forte et, emporté dans son élan

affirme que la scène ne s'est pas déroulée telle que le journaliste l'a décrite:

Dans *Le Canard enchaîné*, il y a un article où ils racontent que le maire de Carmaux était monté sur la table entonner «Ils ont tué Jaurès» et l'Internationale. Moi j'ai chanté «Ils ont tué Jaurès», mais j'ai pas chanté L'Internationale. Ça me gênait pas, mais enfin, on avait celui qui chante Lou carbonier... Jacques D.

*Jacques G., instituteur à la retraite, ancien maire de Carmaux (1977-95), adhésion en 1959, section de Carmaux.*

Jacques G. remet les choses au point: s'il n'a pas chanté L'Internationale ce soir-là, ce n'est pas parce qu'il aurait éprouvé quelque embarrasement à cela. Il n'a pu chanter ce chant, car il ne lui appartenait pas de le chanter. Il le rappelle encore: la seule personne qui puisse chanter ce chant à Carmaux, c'est Jean D. Tout le monde le sait et nul ne lui conteste cette fonction au sein du groupe socialiste. Jean D. est, quelque soit l'importance de la manifestation publique, l'unique chanteur de L'Internationale dans la section socialiste de Carmaux.

Deux militants mentionnent *La Marseillaise*. A l'origine chant révolutionnaire, l'hymne national a été «monopolisé» par la droite française (en particulier dans sa version «nationaliste» ou «extrémiste») contre une gauche internationaliste qui se retrouvait davantage dans le chant de Degeyter. Emile se reconnaît dans les deux chants, mais il prend bien soin de distinguer la nature «patriotique», de «mobilisation contre l'ennemi» de l'un, et la nature «révolutionnaire» de l'autre:

---

lyrique, commence à lever le poing. Signes désespérés d'Emmanuelli, un rien gêné, et Gros Quinquin [P. Mauroy] finit par baisser le bras et le ton pour se mettre à fredonner plus discrètement. Il faut dire que Jaurès a comme une tendance à inciter à l'emphase». L. Colvert, «Carmaux pour le dire», *Le Canard enchaîné*, 3 août 1994, p. 4.

L'Internationale, c'est un chant «marqué», comme La Marseillaise, sur un plan patriotique (...). Pourquoi on continue de chanter La Marseillaise alors qu'il n'y a plus d'antagonisme avec les Allemands? Eh bien, on continue à la chanter (...). On garde ça comme chant patriotique. L'Internationale, on garde ça comme chant révolutionnaire.

*Emile, imprimeur retraité, adhésion en 1936, section de Lille.*

Dans les années précédant la guerre, les jeunes socialistes ont pour chant de ralliement L'Internationale. La Marseillaise est alors exclue du répertoire socialiste car on la considère «nationaliste» et récupérée par la droite qui en avait fait un chant partisan. Emile le rappelle:

Dans les années 30, notre chant c'était L'Internationale, parce que la droite s'était accaparée La Marseillaise. La droite avait fait de La Marseillaise un chant politique.

Militante beaucoup plus jeune, mais se situant dans l'aile gauche du PS, Sylvie reproduit, plus de soixante après les événements, le même discours de défiance vis-à-vis de La Marseillaise dont elle juge les paroles guerrières et xénophobes<sup>770</sup>:

Je ne peux pas supporter La Marseillaise (...). Je trouve que c'est une honte que ce soit notre hymne national, parce que y a rien de plus xénophobe que La Marseillaise.

---

<sup>770</sup> Ironie de certains positionnements de courants, Sylvie a été membre du CERES, puis de Socialisme et République. Quand on connaît l'attachement symbolique et politique qu'affiche Jean-Pierre Chevènement à l'endroit de La Marseillaise, on peut penser que le rejet virulent de l'hymne national par Sylvie est peut-être atypique au sein de l'ancien courant chevènementiste.

Dans le champ des rapports politiques, les festivités jouent un rôle fondamental. A travers les moments de récréation politiques, il est permis de relever les temps forts de la sociabilité partisane, ceux où les militants se rencontrent, se parlent (de sujets extra-partisans), apprennent, dans certains cas, à découvrir un peu de l'intimité du «camarade» (son travail, ses *hobbies*, sa famille, etc.), rient ensemble. Dans toute manifestation festive, le boire et le manger constituent les éléments qui favorisent le rapprochement des coeurs et des corps. Le milieu socialiste français (tout comme son cousin de gauche radical) a la réputation d'être composé de dirigeants et de militants pour qui la bonne chère importe. Les occasions de se retrouver et de «casser la croûte», de «manière conviviale» au sein des sections de Lille et de Carmaux sont donc assez courantes. Les militants s'y rendent volontiers et apprécient ces moments en apparence a-politiques, mais où des liens et amitiés de fait très politiques peuvent se tisser.

Louinou, adhérent au PS depuis le Front populaire, est le «porte-mémoire» de la section de Carmaux. Sa carrière de mineur de fond, de plus vieux militant socialiste et syndical, son charisme un brin égocentrique, ses «coups de gueule» dans les réunions de section, ses interventions dans les médias régionaux et nationaux pour dénoncer la «décadence du parti», le placent au coeur de la communauté affective du groupe<sup>771</sup>. Dans la dernière partie d'un long entretien qu'il m'a accordé, Louinou se montre des plus passionnés et disserte lorsqu'il me parle de ses activités de cuisinier («Je sais faire la cuisine»). Louinou ne cuisine pas chez lui cependant, mais à l'extérieur, pour ses camarades de l'Amicale des anciens mineurs, du syndicat FO ou plus rarement du PS. Lorsqu'il s'active aux fourneaux, Louinou voit grand: il cuisine pour des dizaines de personnes, militants de base et dirigeants socialistes nationaux («Quand Mauroy était président du Foyer Léo Lagrange,

---

<sup>771</sup> Voir infra: «Louinou et Julien: les préposés à la mémoire».



on a fait le repas à Carmaux. C'est moi qui leur ai fait le repas (...) Avec Vareilles [ancien maire de Carmaux]. C'est moi qui ai fait le repas avec Mauroy»).

Comme tout cuisinier de talent qui se respecte, Louinou a ses «spécialités»:

Je fais des petits «tripous», qu'on appelle. Tu vois, à l'Amicale [des anciens mineurs] pour la Sainte-Barbe — c'est la fête des mineurs — je prépare 600 tripous... Des dindes... Des langoustes à l'américaine... Plein de choses! Je fais tourner 4.000 «oreillettes». C'est une pâte qu'on étire sucrée, là. J'en ai fait 4.000. J'en ai 3.000 pour moi, à l'Amicale. J'en ai fait 1.000 pour le commissariat [de police]. Et une autre mille pour l'école maternelle, là, à la verrerie. Ouais.

*Louinou, mineur retraité, adhésion en 1933, section de Carmaux.*

L'économie de la distribution des plats qu'a cuisinés Louinou est intéressante: les enfants de l'école maternelle, les policiers de Carmaux et les anciens camarades de la mine ont le plaisir (et l'honneur) de goûter les fameux «tripoux» que Louinou leur a préparés. Sont «récompensés» l'innocence enfantine (Louinou sait que les sucreries feront de lui un homme populaire auprès des jeunes pendant de nombreuses années à venir), les policiers avec qui il est toujours prudent d'être en bons termes («Je suis reçu un peu partout. Même au commissariat. Si tu te prends un manche [une contravention], tu viens me voir: je te le fais enlever») et l'amitié et la solidarité nouées par des années de dur labeur au fond des puits. Il s'agit ici d'un oecuménisme que l'on pourrait qualifier de «soigneusement choisi».

Vieux militant socialiste, Louinou peste contre ses camarades socialistes avec qui il est plus difficile d'organiser des repas. Il regrette que les plus jeunes qui dirigent la section locale du PS ne fassent pas preuve d'un peu plus d'esprit d'entreprise et d'imagination. Autre point politique important que souligne

Louinou: si la section organisait des repas plus souvent, elle trouverait l'occasion de remplir les caisses de sa trésorerie. Louinou administre la preuve concrète de ce que la section du PS pourrait récolter financièrement à partir de sa propre expérience à L'Amicale des anciens mineurs:

Au PS, y z'en font des repas. Mais pas souvent (...). Parce que y savent pas s'organiser! Ça, si j'y montais au parti, tu verrais! Y z'ont les salles. Tu fais le repas à 6 ou 7.000 francs [60 ou 70 francs actuels]. Parce que le repas, si c'est organisé, si t'as du monde, ça rapporte! Moi, quand je l'ai prise l'Amicale, j'avais 350 francs. Pour le moment, nous avons presque 10 millions [100.000 francs actuels]. Et de temps en temps, nous leur payons quelque chose [au PS]. Moi, quand je l'ai prise [l'Amicale], on était 35. Y en a qui sont morts. On est maintenant 450. On a davantage de monde que les trois syndicats!

A l'inverse du PS, à l'Amicale, les festivités vont bon train: parties de cartes, sorties au restaurants et une fois par un an, un grand repas est préparé par Louinou, auquel sont conviées les personnalités locales, tel le maire socialiste de Carmaux:

Nous, à l'Amicale, c'est pas compliqué: tous les mercredis, on se réunit. On y joue à la belotte (...). Tous les mois, nous partons au restaurant faire un repas. Et on prend le car, chaque fois. Et pis après, pour la Sainte-Barbe, on fait dans la grande salle, là-haut. J'invite le maire. J'invite tout ce qu'y faut que j'invite. Je prépare les tripous. J'en fait 600. Et en même temps, des dindes rôties. Je fais des dindes rôties. Les hors-d'oeuvre, les tripous, le légume, les dindes, la salade, le fromage, la pâtisserie, et l'orchestre pour danser. Et après, on leur offre la «gratounade»! On fait payer 3.000 francs [30 francs actuels]. Et allez! Alors là, y a du monde! Cette année, j'ai fait des fritons de canard. Et y z'en mangent comme des petits cochons!

Organiser des repas rapproche du pouvoir politique, car cette activité confère un réel pouvoir politique: celui d'approcher les élus et de leur rendre menus services, «de leur être agréable», de les dépanner, voire même de se rendre indispensable («Parce qu'avec mon air con et ma mine basse... J'en vois des élus, tu sais»):

Jacques G., le maire [de Carmaux], quand y s'est marié. Tu sais où il a couché?... Dans mon lit. Je lui ai prêté la chambre, quand y s'est marié. J'étais à sa noce. Avec ses parents... On était copain avec son père. On était bien amis, tu comprends. J'allais vendanger chez lui. Et tout. Et quand y s'est marié, y a couché dans mon lit. On lui a prêté la chambre. Alors tu vois que... Le maire de Blaye, quand les gosses ont fait le mariage. C'est moi qui ai fait les repas (...). J'amenais une femme pour cuisiner et tout, et on faisait tout ce qui avait à faire. Et je demandais pas de sous, hein. F., y vient ici, c'est comme s'il était chez lui.

Y voir une sorte de «corruption bonhomme» des dirigeants locaux consisterait à se méprendre totalement sur les intentions de Louinou. Celui-ci ne cherche ni à s'enrichir, encore moins une rétribution politique (un poste politique). Son parcours de mineur et de militant le montrent complètement désintéressé par la carrière politique, fût-elle au niveau local (il refusa de devenir délégué mineur en dépit d'une forte popularité auprès de ses camarades et alors qu'on le sollicitait avec insistance, car il dit qu'il faisait «trop de fautes d'orthographe»). Ce que recherche en fait Louinou, c'est une rétribution de nature purement symbolique<sup>772</sup>. La plus belle et

---

<sup>772</sup> On peut ajouter que cette rétribution de nature symbolique découle de la structuration spécifique du champ partisan à Carmaux. Le socialisme gastronomique de Louinou n'est possible que parce qu'il se rattache au champ des pratiques militantes socialistes qui le précèdent et rendent pertinent l'activisme culinaire de Louinou. A ce propos, Daniel Gaxie remarque que «(...) la possibilité de côtoyer des dirigeants ou des titulaires de postes officiels fait rejaillir sur les militants une partie du prestige social attaché à ses fonctions. Plus généralement, les contacts à l'intérieur du parti favorisent l'édification d'un capital de relations et en constituent même la source unique pour ceux qui sont dépourvus d'autres capital

la difficile à conquérir: une place centrale dans les coeurs et dans les mémoires des membres du groupe. Louinou connaît et comprend le genre humain: flatter les ventres permet de s'attirer les plus sincères et durables reconnaissances de ses camarades. Louinou a conscience que ses plats magnifiques produisent cet effet sur ses convives («Et y z'en mangent comme des petits cochons!»). Il le voit et il le sent. Le socialisme gastronomique de Louinou est au coeur de la mémoire festive des organisations de gauche carmausines.

### *Illusio et illusion dans le champ*

Pour se souvenir des faits politiques majeurs au plan national ou au plan local (à Carmaux ou à Lille) du socialisme, il est nécessaire, de s'investir, de «se frotter» aux réseaux de sociabilité du groupe, plus généralement, de participer aux activités diverses de ce groupe. La plupart des militants le disent: leurs souvenirs politiques commencent à la date de leur adhésion. A partir de là, il apparaît que l'entrée au sein de la «communauté affective» leur offre les cadres sociaux de la mémoire nécessaires afin de coordonner les souvenirs d'expériences personnelles, celles vécues au sein du groupe et la part de la mémoire historique qui pénètre également les consciences. Un échantillon condensé d'entretiens montre, en des termes différents, que l'entrée dans le champ politique (PS ou syndicat) est la condition *sine qua non* pour fixer la mémoire du groupe:

Parce que moi, l'enterrement de Salengro, y a des gens qui vous diront qu'ils y sont allés. Mais moi j'étais pas à Lille à ce moment-là, j'étais à Croix. Avant de venir à Lille, j'ai été pendant 12 ans directrice d'école à Croix. Alors Salengro,

---

social. Ce réseau de solidarité offre de multiples avantages à ses membres qui peuvent ainsi trouver un logement, une situation voire certains biens et services sans se soumettre aux conditions ordinaires du marché». D. Gaxie, «Economie des partis et rétributions du militantisme», *Revue française de science politique*, no 1, vol. 27, février 1977, p. 136.

c'était Lille, et puis, comme je vous dis, j'étais pas au Parti à ce moment-là... J'étais pas dans le bain! J'étais à gauche, mais j'étais pas dans le bain!

*Rachel, directrice d'école retraitée, adhésion en 1962, section de Lille.*

Quand j'étais adolescent, vous savez à la campagne, c'est pas comme en ville, on parlait de travail plutôt que de politique. Moi, j'ai commencé à faire de la politique quand je suis venu à la mine. Pas avant.

*André, mineur retraité, adhésion en 1958, section de Blayelles-Mines.*

Le Front populaire (...)... J'avais 21 ans et des poussières... Heu... J'allais davantage au bal (...)... Disons que j'étais moins «accroché au wagon».

*Maxime, mineur retraité, adhésion en 1953, section de Blayelles-Mines.*

Les expressions imagées («J'étais pas dans le bain!», «J'étais moins accroché au wagon») renvoient à l'extériorité au champ politique au moment où les faits historiques évoqués sont survenus (e.g. le Front populaire, l'enterrement de Roger Salengro). Les souvenirs ne sont pas «fixés», c'est à-dire peu tangibles et précis, car le militant ne participait pas encore à la communauté des militants. Les cadres de la mémoire du groupe sont inexistantes du fait de la situation hors-groupe de l'interviewee.

L'investissement dans le champ partisan ne saurait toutefois constituer une garantie totale de connaissance et de compréhension des normes implicites qui régissent le champ partisan. A l'instar de toute institution, une section socialiste est soumise à une série de règles de fonctionnement, de manières d'être et de se comporter, qui sont souvent davantage tacites qu'explicitement énoncées. Connaître l'ensemble des conventions ou pratiques implicites de l'économie d'une section socialiste requiert du temps; le temps lié

aux rapports entretenus avec les camarades, à l'observation de pratiques militantes invisibles et incompréhensibles au néophyte. La notion bourdivine de l'*illusio* peut être utile pour éclairer ces types de relations cachées ou hautement codifiées au sein du champ politique. Pierre Bourdieu définit l'*illusio* comme un «investissement [*involvement, commitment*] dans le «jeu» [politique de la section], qui constitue la condition *sine qua non* du fonctionnement du jeu<sup>773</sup>. Il remarque également qu'en participant au jeu, l'agent reconnaît, de manière tacite, que ce jeu «vaut la peine d'être joué». Il s'ensuit alors une sorte de «collusion originaire» entre les membres du groupe, véritable solidarité entre initiés au jeu. Bourdieu souligne que cette solidarité aux «enjeux du jeu» (ses règles intrinsèques, ses rétributions symboliques ou matérielles), est visible à travers le «respect» du jeu par les initiés. Ce respect des règles du jeu ne se manifeste jamais aussi clairement que lorsque celles-ci sont menacées par un nouvel entrant dans le champ. Les initiés se retrouvent unis par une forme de «collusion» pour rejeter ou condamner les propositions ou le comportement d'un membre du groupe qui risquent de remettre en cause les règles tacites du jeu, ou en d'autres termes, de ce qu'il est permis de faire ou de ne pas faire au sein du champ<sup>774</sup>.

L'anecdote que me raconte Marie-Christine est, à cet égard, édifiante. Jeune adhérente au sein de la section de Lille, elle s'est investie sans compter dans les activités de la section, dès son entrée au PS. On lui confie l'organisation des rencontres et des fêtes en dehors du cadre partisan pour le compte du Comité de ville et de sa section de quartier. Elle énumère, avec une certaine fierté, les manifestations qu'elle a mises sur pied et auxquelles les militants ont répondu en grand nombre (sorties au cinéma en groupe pour aller voir *Germinal* ou *La Liste de Schindler*, l'invitation d'un groupe de jazz sur le stand socialiste lors d'une Fête de la musique).

---

<sup>773</sup> P. Bourdieu, «La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique», *Actes de la recherche en sciences sociales*, nos 36-37, février-mars 1981, p. 7.

<sup>774</sup> P. Bourdieu, *op. cit.*, p. 8.

Elle cite ensuite un projet de manifestation qui n'a pas pu se concrétiser à la suite du refus «très ferme» du secrétaire de section. Etonnée et déçue, elle me parle de cette idée avortée de faire se rencontrer les époux et épouses des militants qui sont membres de la section à l'occasion d'un repas:

Quand on milite, l'époux ou l'épouse du militant reste à la maison. Je voulais faire un repas pour remercier ces conjoints qui s'occupent des gosses quand l'autre va militer. J'en ai parlé au secrétaire de section. Il m'a dit: «C'est peut-être pas une bonne idée». Je lui ai demandé pourquoi. «Bah, parce que pour certains militants, les réunions c'est bidon, c'est un prétexte pour aller se balader ou rendre visite à leur maîtresse».

*Marie-Christine, pharmacienne, adhésion en 1988, section de Lille.*

---

Pour avoir méconnu cet aspect du jeu au sein de la section — aspect qui bien sûr n'échappe pas à un secrétaire de section expérimenté — la proposition de Marie-Christine, en apparence anodine et sympathique, ne peut recevoir le feu vert de son dirigeant. L'idée de ce repas est jugée potentiellement dangereuse par le secrétaire de section car une telle réunion aurait pour conséquence d'embarrasser des militants peu assidus aux réunions de section. Le risque potentiel que le conjoint apprenne l'existence de ce repas et souhaite s'y rendre, aurait pour conséquence de placer le conjoint «militant» dans une situation délicate à gérer. Pour avoir méconnu l'*illusio* du champ de la section de Lille dans ses recoins et ses expressions les plus indicibles, Marie-Christine «s'est bercée d'illusions». Sa proposition vient donc menacer le consensus autour du jeu auquel se livrent les autres militants. La mémoire de ce type de règles de sociabilité cachée s'avère donc également nécessaire afin de pouvoir participer pleinement aux activités du groupe, et également afin d'éviter d'enfreindre des règles de fonctionnement tacites du groupe.

#### D. Les préposés à la mémoire

Les points de vue sur l'histoire du groupe sont régis par des règles de légitimité discursives, une économie de la prise de parole «au nom du groupe» qu'il est nécessaire de relever. Le groupe qui donne un mandat, une procuration pour faire représenter ses intérêts par un porte-parole contribue évidemment à «faire l'homme»<sup>775</sup> (i.e. le porte-parole). On peut aussi considérer que «[c]'est parce que le représentant existe, parce qu'il *représente* (action symbolique), que le groupe représenté, symbolisé existe et qu'il fait exister en retour son représentant comme représentant d'un groupe»<sup>776</sup>.

De la même manière, on peut émettre l'hypothèse qu'au sein des sections socialistes étudiées, le groupe donne — tacitement certes — une forme de «mandat moral» — à un militant en particulier qui se trouve désigné «préposé à la mémoire» du groupe. Ce dernier se détache «naturellement» du reste des membres du groupe de par son ancienneté dans le parti<sup>777</sup>, les services rendus à la section, un charisme qui le rend «populaire» ou «remarquable» aux yeux des autres militants. Le préposé à la mémoire est donc cet ancien du parti sur lequel le groupe se repose pour «garder la mémoire vive» du parti. Dans le cadre d'entretiens avec des journalistes ou des chercheurs, le nom de ce gardien de l'histoire du groupe vient spontanément à l'esprit des dirigeants ou militants locaux qui recommandent avec insistance de rencontrer tel camarade car celui-ci «se souvient de tout depuis le Front populaire».

---

<sup>775</sup> P. Bourdieu, «La délégation et le fétichisme politique», in *Choses dites*, Paris, Editions de Minuit, 1987, p. 186.

<sup>776</sup> Ibid.

<sup>777</sup> On peut ici dresser un parallèle avec l'exemple que donne Maurice Halbwachs des grands-parents dans la structure familiale (en particulier au siècle dernier dans les zones rurales), qui sont chargés de transmettre aux petits-enfants leurs souvenirs et expériences accumulés pendant leur vie. M. Halbwachs, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994, pp. 160-161.



L'effet circulaire décrit plus haut selon lequel le groupe crée le délégué et le délégué en représentant le groupe lui confère une visibilité publique, semble s'appliquer dans le cas du préposé à la mémoire de la section. D'une part, la désignation du délégué à la mémoire crée le personnage. D'autre part, le gardien de la mémoire contribue à façonner une histoire du parti au niveau local qui englobe ensuite le groupe et lui sert de référence. «L'ancien» propose au groupe une narration structurée et relativement linéaire de son histoire. Ayant vécu les moments de la section depuis plusieurs décennies<sup>778</sup>, on s'en remet à lui pour donner à l'enquêteur un «compte-rendu complet» de l'histoire du groupe. La plupart des militants reconnaissent d'ailleurs que leur témoignage n'est que parcellaire, incomplet, voire faible par rapport à celui des «préposés à la mémoire» du fait de leur jeune âge, leur adhésion tardive au parti, d'un militantisme un peu effacé, etc.

Les sections de Lille et de Carmaux ont toutes deux un «préposé à la mémoire»: Julien à Lille et Louinou à Carmaux. Le premier est né en 1908 et le second en 1907. Tous deux ont adhéré en 1933. Personnages connus et populaires auprès des militants des diverses générations, ils campent avec fierté cette position de «mémoire incarnée» de la section. Jeunes adhérents lors du Front populaire, ils ont eu une carrière syndicale et politique riche, mouvementée, parfois extraordinaire.

Ils sont tous deux identifiés par de nombreux militants interviewés comme les porte-parole de la mémoire de la section:

Julien, c'est la mémoire du Parti, hein. Nous aussi, m'enfin...  
*Albert, ouvrier métallurgiste à la retraite, adhésion en 1946, section de Lille.*

Louinou, il sait bien plus de choses que moi. C'est-à-dire qu'il est un plus âgé que moi. Lui, c'est un combattant, il a

---

<sup>778</sup> Dans le cas de Julien et de Louinou, il s'agit de plus de soixante années de militantisme au sein du PS sans aucune interruption.

combattu partout. Il avait un idéal formidable ce type. Il était dans tous les coups. Il n'a pas d'ennemis, lui. C'est un gars qui était copain avec tout le monde. Mais il était pas d'accord avec les ingénieurs [de la mine]... Les types de droite, ça marchait pas. C'est dire qu'il avait bonne langue, il se défendait. Il se défendait au boulot. D'ailleurs c'était un travailleur, et quand il demandait quelque chose, c'est qu'il avait raison. Alors il se défendait comme ça.

*Jean R., mineur retraité, adhésion en 1937, section de Blayelles-Mines.*

Quelqu'un qui a connu Jaurès?... Y a la «star de Carmaux», celle que tout le monde connaît: Louinou. Vous l'avez interviewé, non?

*Michèle, institutrice à la retraite, adhésion en 1962, section de Carmaux.*

---

Le type-idéal du «préposé à la mémoire» du groupe est celui d'un militant âgé, militant expérimenté et qui, dans le cas des deux sections étudiées, rassemble les attributs objectifs ou mythifiés de la culture politique locale. A Lille et à Carmaux, il ne peut s'agir que d'un battant, un lutteur (Louinou et Julien), un *working class hero* (Louinou) ou d'un «dur qui n'a pas froid aux yeux» (Julien):

Louinou, la personnalité qu'il a... Il véhicule une certaine image aussi... le «vieux militant»... Il véhicule une certaine image, donc c'est vrai que souvent quand on fait appel à quelqu'un pour témoigner, on fait appel à Louinou.

*Sylvie, employée à la mairie de Carmaux, adhésion en 1982, section de Carmaux.*

Julien fut dans ses jeunes années un anti-conformiste (militant naturiste, proche des mouvements anarchistes), un «dur» n'hésitant pas à s'engager dans des batailles de rues parfois sanglantes contre des militants d'extrême droite ou des communistes, un membre de la garde rapprochée (et musclée) de

Roger Salengro, un combattant de l'Espagne républicaine dans les Brigades Internationales. Prenant de l'âge, les frasques de l'activiste se sont espacées et atténuées, mais il a gardé de sa jeunesse le ton impertinent et le verbe moqueur qui font la joie des militants lors des réunions de parti. Occupant le poste de président de l'Amicale des Anciens du Parti socialiste, Julien s'est vu officieusement investi du rôle de porte-parole de l'histoire socialiste locale. Quand la presse nationale vient enquêter sur la Fédération du Nord, son histoire ou plus généralement prendre son «pouls politique», les cadres locaux du PS renvoient les journalistes vers Julien, en leur disant qu'il «aura assurément des choses plus intéressantes à leur raconter» qu'eux-mêmes.

Un préposé à la mémoire est un membre au statut très particulier au sein de la section. On l'estime, il fait rire, intéresse, intrigue, voire fascine certains camarades. On se doit donc de lui être agréable, de lui témoigner de son affection, on s'occupe et on se préoccupe de lui. L'épouse de Julien me confie que Pierre Mauroy «bichonne» son mari, s'inquiète toutes les fois qu'il tombe malade («Pierre Mauroy l'aime bien. Dès que Julien est malade, il lui téléphone. Quand c'est son anniversaire, il lui envoie des fleurs, un livre»). Le maire de Lille est aux petits soins pour Julien. On rapporte que l'ancien Premier ministre est féru d'histoires socialistes, toujours ému par la pastorale des luttes du mouvement ouvrier et tout imprégné de cette mythologie ouvriériste de la tradition guesdiste. Célébrer et choyer Julien, l'ancien du parti, le vieux lutteur du socialisme local, apparaît dans l'ordre des choses pour Pierre Mauroy. Il le fait, de façon privée, mais aussi parfois de manière ostensible et solennelle. Deux ans après son arrivée à Matignon, Pierre Mauroy décide de remettre la Légion d'Honneur à l'ancien du parti. Julien, toujours un peu «anar» dans l'âme se méfie de la pompe et des discours tressés de couronnes que le Premier ministre va lui réserver lors de la remise de la décoration:

Je savais que Mauroy allait m'encenser. Et puis, quand il encense, c'est pas rien (...). Il fait un de ces baratins. J'en

voulais pas de sa Légion d'Honneur. Alors y m'a dit: «Tu peux pas dire non à minuit [Pierre Mauroy le joint au téléphone un 24 décembre à minuit], car tu vas paraître dans la presse demain matin».

Finalement, le voyage à l'Hotel Matignon se déroule plaisamment. La pompe républicaine est présente, mais Pierre Mauroy confie à Julien qu'avec lui et son épouse, cette cérémonie officielle a été avant tout l'occasion d'une «réunion de famille».

Julien, préposé à la mémoire lilloise, a également beaucoup de souvenirs, d'anecdotes parfois croustillantes ou sensationnelles à raconter sur lui-même, mais aussi sur la vie de la section, ses dirigeants ou militants. Le sachant, des éditeurs le supplient depuis quelques années de se raconter dans un ouvrage et de faire le récit subjectif du socialisme lillois tel que l'a vu et vécu ce militant exemplaire. Julien refuse catégoriquement toutes propositions, avances ou suggestions en ce sens («Je peux pas, j'ai quelques "atrocités". C'est pas possible»). Le gardien de la mémoire est le gardien de certains secrets du parti, de vérités ou de faits qu'il ne lui semblerait pas raisonnable de révéler en dehors du groupe. Julien est de fait également le gardien de «secrets de famille» (il parle en ce sens avec quelque emphase d'«atrocités» qu'il ne souhaite pas révéler au public), des informations bien gardées qui ne peuvent sortir du groupe sans risquer de mettre son honneur en péril. Julien en a conscience. Bien que je le sente tenté par l'expérience, il ne peut accepter d'écrire ses mémoires de militants. La loyauté vis-à-vis de son parti est à ce prix.

Louinou, mineur retraité et ancien syndicaliste FO, est le pendant de Julien à Carmaux. Le verbe vif, «piquant des coups de sang» à l'occasion, comédien (en me remettant les feuillets dactylographiés des paroles de la chanson Le Drapeau rouge, il ajoute: «Je vais te les signer. Tu permets?»), un tantinet hâbleur (Sylvie: «Louinou, il faut toujours qu'il se mette en valeur!»), Louinou est un personnage haut en couleur. Contestataire et râleur

comme Julien, il partage avec son camarade lillois la même passion et loyauté pour «son parti» qu'il critique parfois vivement, mais qu'il n'a jamais pensé quitter depuis 1933. Louinou est en outre une véritable «star médiatique»:

Louinou, oui, c'est une star. C'est la star de Carmaux! A tel point que mon plus jeune frère conduisait en voiture vers Avignon l'année dernière. Il écoutait la radio, et à France Inter, il a entendu Louinou raconter sa vie. A France Inter!

*Michèle, institutrice à la retraite, adhésion en 1962, section de Carmaux.*

Louinou, attention, quel travail il te fait ce type-là! C'est lui qui prépare les repas à L'Amicale et tout. Ouh, c'est un malin! Il est connu comme le loup blanc (...). C'est une vedette. Il a que des amis.

*Jean R., mineur retraité, adhésion en 1937, section de Blayes-les-Mines.*

Lorsque je le rencontre, il tente de décliner le nombre d'entretiens qu'il a accordé aux télévisions, radios et journaux locaux et nationaux. Il s'embrouille, ne se souvient plus: il y en a trop. Il apparaît aussi dans des films vidéos consacrés aux mines du carmausin en compagnie de son épouse, socialiste mais non-encartée («Je vais te dire quelque chose: j'ai tourné le film des mineurs avec la troisième chaîne. Tu le savais ça?...»).

Les militants ont fait les deux hommes, mais en retour le discours autorisé des deux anciens tend à façonner le profil et l'identité du groupe. Personne n'est dupe de l'effet circulaire ainsi décrit. A Lille et à Carmaux, avant que je n'ai pu les rencontrer, on me présente Julien et Louinou comme deux militants «exemplaires», connaissant leur histoire socialiste «sur le bout des doigts», mais on me conseille également, sur le ton de la plaisanterie, «de ne pas trop prendre pour argent comptant» tout ce qu'ils vont me dire, car ils ont tendance à «exagérer», «affabuler»

même. L'information m'est transmise pour dédramatiser à l'avance certains épisodes un peu romancés, cent fois entendus par certains militants, que Julien et Louinou ne manqueront pas de me raconter quand je les rencontrerai.

Etre un préposé à la mémoire est une fonction officieuse, mais que les deux anciens prennent à coeur, et dont il convient de s'acquitter pour la gloire et la réputation de leur section. Répondre aux sollicitations des journalistes ou des chercheurs leur procure certainement un plaisir qui leur permet de mettre en scène le groupe et de se mettre en scène eux-mêmes. Mais c'est aussi un devoir. Lorsque je termine l'entretien avec Louinou, celui-ci me demande avec une certaine insistance de signaler au maire socialiste de Carmaux, Jacques G., que je l'ai rencontré et qu'il m'a consacré du temps à me parler de ses souvenirs de militants («Tu lui diras que je t'ai bien renseigné»). Une façon de faire passer le message suivant: «j'ai rempli mes fonctions au sein de la section».

## Section II

### Atavismes socialistes

Dans de nombreux cas, la transmission et fixation de la mémoire de parti prend place très tôt au sein de l'institution sociale la plus intime: la famille. La plupart des entretiens menés avec des militants socialistes dans le cadre de cette recherche montrent que l'entrée dans le monde des socialistes a été précédée par une socialisation politique dans une «famille socialiste». De manière générale, l'exemple parental est déterminant (père ou mère, ou père et mère). Plus rarement, un beau-père, un oncle ou un frère jouent le rôle de détonnateur de conscience qui en retour amène «naturellement» le militant vers le parti.

#### A. Transmission et héritage

Le militantisme socialiste reste aujourd'hui davantage masculin que féminin en dépit d'une féminisation progressive (même si encore timide) des cadres et dirigeants depuis quelques années<sup>779</sup>. Mon échantillon reflète cette tendance lourde. Une très

---

<sup>779</sup> Il faudrait pouvoir consacrer une étude aux variables lourdes qui permettent d'éclairer la mise en retrait des femmes dans les instances locales du PS. L'argument mysogine du «plus faible intérêt» des femmes pour les «affaires politiques» doit être écarté pour privilégier deux pistes. L'une de type culturel et psychologique: la plupart des sections socialistes (en particulier en milieu ouvrier et rural) sont organisées selon une logique très masculine de conflits autour de positions de pouvoir à conquérir (postes à pourvoir, prise de la parole en réunion) dont l'opacité, la relative futilité et la violence symbolique ont tendance à décourager de nombreuses militantes potentielles. L'autre, de type matériel, relève souvent d'une économie du couple traditionnelle. Les réunions de section se déroulant le soir (généralement entre 20 heures et 22 heures), l'un des conjoints doit se «dévouer» pour rester garder les enfants à la maison. Dans un nombre écrasant de situations, cette tâche échoit à

large majorité de militants interviewés est composée d'hommes souvent d'âge mûr qui possède une activité professionnelle (ou exactifs à la retraite).

Le contexte de l'entretien révèle cependant un aspect intéressant. Lorsque notre rencontre se déroule au domicile du militant, l'épouse est présente dans de très nombreux cas. Elle est soit assise en retrait dans un coin de la salle où se déroule l'entretien, ou va et vient d'une pièce à l'autre et fait de courtes apparitions. Je remarque que la présence de l'épouse dans de nombreux cas, participe de la constitution d'une situation d'«entretien à double voix», dans le sens où la présence de l'épouse est nécessaire au rappel d'événements précis. Le militant semble, dans certains cas, s'appuyer sur la mémoire de son épouse pour pouvoir structurer et argumenter son propre discours.

#### *Entretiens à double voix*

L'épouse qui remplit ici le rôle d'«aide-mémoire», aide son époux à compléter sa narration quand celui-ci ne parvient plus à se remémorer un nom, une date, un chiffre. Par exemple, Louinou apparaît fâché avec les chiffres. Il se trompe sur le salaire de mineur qu'il recevait à ses débuts. Il trébuche encore sur les conversions entre anciens et nouveaux francs. Sa femme, calmement, le reprend et donne le montant exact. André, un ancien de la section de Carmaux également, fait le récit d'une rencontre avec François Mitterrand lors d'une campagne pour l'élection présidentielle. Il dit l'avoir cotôyé lors de la campagne victorieuse de 1981. Erreur, il s'agissait d'un meeting suivant de peu son arrivée à la tête du PS en 1971.

Mme N: Mais dis, toi, tu peux pas dire que quand tu es allé avec le machin de mineurs, c'était quand Mitterrand est devenu président [en 1981].

---

*l'épouse qui libère ainsi le mari. De fait, les militantes que j'ai rencontrées étaient toutes célibataires, mariées mais sans enfant ou retraitées et sans enfant à charge.*



André: Alors c'était quand il s'est présenté la première fois qu'il a pas été élu?... [en 1974]<sup>780</sup>.

Mme N.: Non, tu y es allé avant... quand il a pris le parti en mains comme secrétaire.

André: Oui, oui...

Mme N.: C'est quand il t'a signé un autographe sur le casque de mineur.

André: Ah???

Mme N.: Donc ça pouvait pas être en 81, car en 81 tu étais déjà à la retraite.

L'épouse est également présente afin de pondérer la mémoire de l'époux, quand elle estime que celui-ci prend trop de liberté par rapport aux événements tels qu'ils se sont déroulés. Louinou, «préposé à la mémoire à carmaux» et «star des médias» me raconte dans le détail une scène de bagarre épique avec un ingénieur de la mine. Trouvant qu'il en dit trop ou qu'il grossit à loisir ce qui n'était certainement qu'une brève altercation, son épouse l'interrompt avec tact et ramène l'événement à de plus modestes proportions:

Mme R.: Oh, il est pas si dur que ce qu'il a l'air de le dire quand même, hein.

Louinou: Hein?... Quoi?...

Mme R.: M'enfin t'étais pas aussi dur que ce que t'as l'air de dire quand même, m'enfin...

Louinou: J'avais répondu ça quand même...

Mme R.: Oui, d'accord. Mais... Parce que... Quand même les gens ici le connaissent, hein... «Louinou»! (rire).

Son *alter ego* lillois, Julien, est également gentiment repris par son épouse à diverses reprises lorsqu'il se livre à ce qu'elle appelle tendrement son «pêché mignon»: la digression à n'en plus

---

<sup>780</sup> De fait il s'agissait de sa deuxième tentative en 1974, sa première étant en 1965 où F. Mitterrand s'opposa au second tour au général de Gaulle.

finir («Ne parle pas de cela, enfin, Julien! Ça n'a rien à voir avec le socialisme!»).

Jacques R., mineur autodidacte, qui fut le temps d'un mandat conseiller général du canton de Carmaux, rend un hommage émouvant à son épouse qui l'a aidé dans les tâches d'administration liées à son poste:

Tu sais, je suis qu'un simple mineur, hein. Je n'ai aucune formation intellectuelle, hein. Tu comprends? Non, j'ai pas la tête, hein. J'ai la chance que j'ai été aidé par mon épouse! Ah ouais! Oh putain, couillon!

*Jacques R., électromécanicien à la mine retraité, ancien conseiller général, adhésion en 1965, section de Blaye-les-Mines.*

L'épouse n'était pas présente le jour de notre entretien qui s'est déroulé à son domicile. Mais il est clair qu'elle joue un rôle dynamique comme cadre de la mémoire pour Jacques R. En particulier, elle se trouve au coeur de ses quelques années d'élu, étant donné l'aide décisive qu'elle lui a apporté dans son travail de conseiller général. Maurice Halbwachs estimait que le promeneur solitaire dans les rues de Londres ne se promène seul qu'en apparence car, de fait, il se remémore les promenades précédentes faites en compagnie d'amis. On peut considérer ici que Jacques R. se remémore en apparence seul des épisodes de sa carrière politique: il ne peut revoir ses années d'élu socialiste qu'à travers le cadre de l'aide que lui a prodiguée son épouse pour des tâches dont il reconnaît qu'il n'aurait pas pu s'en acquitter seul.

Trois entretiens se sont véritablement déroulés en duo. Les époux Pierrette et Jean D. à Carmaux, Christiane et Albert à Lille et Filomène et sa fille Jeannette à Lille<sup>781</sup>. Tous sont membres du PS et

---

<sup>781</sup> Le mari de Filomène que j'attendais lors de notre rencontre au siège de la Fédération du Nord du PS, était souffrant ce jour-là et n'avait donc pu venir. Il

pratiquent le militantisme en famille. La situation d'entretien a eu lieu naturellement à deux voix pour ces militants puisque l'engagement politique a toujours été conçu comme un prolongement d'activités familiales qui vont de soi, qui répondent à un atavisme familial.

Leur vie et souvenirs de militants s'entrecroisent et s'entre-nourrissent dans des *overlaps* mémoriels incessants. Dans cette perspective, les deux militants-époux s'appuient respectivement sur la mémoire de l'autre pour compléter, pondérer ou corriger les propos du conjoint ou du parent. L'utilisation appuyée du « nous » à la place du « je » indique clairement que les souvenirs et propos de l'un sont aussi de l'autre et vice versa. Ces entretiens sont littéralement à deux voix, car nombre des expériences et souvenirs de parti de l'un ont réellement été vécus et remémorés ensemble<sup>782</sup>.

#### *Naître et mourir socialiste*

Dans certains cas, on ne choisit pas de devenir socialiste, mais on « naît » socialiste et on le demeure jusqu'à la mort. Ne prenons évidemment pas au sérieux ici l'effet d'un déterminisme génétique que certains militants vont même jusqu'à suggérer sur le ton de la plaisanterie.

De manière générale, l'identité socialiste peut être acquise par le biais d'une socialisation progressive et *hétérogène* (discussions et actions politiques au sein de la famille, avec ses pairs à l'école, au travail, dans des associations para-politiques, etc.). On peut dire dans ce cas que ce type d'identité socialiste s'est construite au fur et à

---

avait toutefois demandé à sa fille, également membre du PS, d'assister à l'entretien afin « de le remplacer ».

<sup>782</sup> Il y a évidemment un décalage générationnel entre Filomène et sa fille Jeannette et donc des références et souvenirs qui ne sont pas communs aux deux. Toutefois, un « fond commun » de souvenirs politiques partagés en famille compense largement l'écart d'âge et le fait que la fille n'a pas connu l'époque de la première socialisation partisane de sa mère pendant le Front populaire.

mesure de mille rencontres et expériences de la vie en société. Elle est ici le reflet d'un mode de socialisation progressif et enrichi au gré de rencontres qui se sont déroulées dans des milieux divers.

Il est possible de considérer un autre type de socialisation politique qui déroule au sein de la famille dès l'enfance. Celui-ci s'avère plus contraignant et déterminant que le précédent. Il joue de fait un rôle déterminant dans l'acquisition d'une «identité socialiste» plus affirmée et atavique que celle rencontrée dans le mode de socialisation «progressif». Tel l'habitus selon P. Bourdieu, cette identité apparaît formée par «l'incorporation de la même histoire — ou plus exactement de la même histoire objectivée dans des habitus et des structures (...)»<sup>783</sup>, une sorte de «quasi-nature»<sup>784</sup> propre à l'agent socialisé dans un contexte particulier.

Dans cette perspective, l'identité socialiste est aussi être le fruit d'une socialisation politique très précoce et intense. En ce sens «être socialiste» renvoie à une socialisation politique dense et fortement *homogène*, fruit d'une exposition à un micro-milieu typé: celui d'une famille de socialistes depuis plusieurs générations. Dans ce cadre de socialisation particulier, l'identité socialiste est acquise à l'insu des individus, il s'agit d'une identité que le militant ne questionne pas, qui est *taken for granted*, comme un habit souple et léger qui épouse fidèlement les contours du corps et que l'on porte sans effort; une identité qui rentre dans la logique de la généalogie familiale, au même titre que la transmission patronymique ou ou le récit mille fois repris d'épisodes de la vie de famille. Jeannette exprime la transmission identitaire automatique entre les générations de parents et enfants socialistes:

J'ai toujours été socialiste. Mon père était socialiste, mon grand-père était socialiste, donc ils m'ont inculqué la marche à suivre quoi.

*Jeannette, aide soignante, adhésion en 1974, section de Lille.*

---

<sup>783</sup> P. Bourdieu, *Le Sens pratique*, Paris, Seuil («Le sens commun»), 1980, p. 97.

<sup>784</sup> P. Bourdieu, *Le Sens pratique*, op. cit., p. 94.

L'atavisme socialiste est quasiment structurel et «génétiquement déterminé» selon les propos de Jacques G.:

J'étais viscéralement socialiste, je devais l'être dans le sein de ma mère, avant même de naître. On est nés comme ça, nos parents, nos arrière-grands-parents, nos grands-parents étaient comme ça. On a donc aucun mérite à être socialiste, mais c'est comme ça, c'était un atavisme que l'on portait avec plaisir.

*Jacques G., instituteur à la retraite, ancien maire de Carmaux (1977-95), adhésion en 1959, section de Carmaux.*

L'atavisme socialiste s'accompagne d'une «éthique du comportement» qui implique de montrer une solidarité sans faille au parti, aux camarades de parti y compris dans les actes les plus banals tel que la fréquentation d'un débit de boissons:

Je peux dire que j'ai jamais dépensé un sous chez un type qui ne soit pas socialiste. J'ai jamais été dans un bistrot où le type [tenancier] était pas socialiste, où franchement camarade. C'est maladif, je ne sais pas pourquoi d'ailleurs (...). Je suis socialiste jusqu'aux doigts de pieds. Je suis pas socialiste bête à dire «Bravo! Bravo! Tu es beau!» Non, ça je m'en fous. Parfois je dis: «Il est vraiment con ce type». Mais je suis socialiste dans mes actes.

*Julien, Contrôleur principal du Trésor à la retraite, adhésion en 1933, section de Lille.*

La transmission d'une identité, d'une foi et d'une mémoire socialistes à partir de la cellule familiale n'implique pas pour autant une reproduction fidèle des schèmes d'appréciation, de pensée ou de positionnements politiques au sein du parti. Comme le remarque Annick Percheron, «la socialisation ne fonctionne jamais comme un simple mécanisme de reproduction à l'identique, la socialisation représente donc un instrument privilégié de

réorganisation et de réinvention de la tradition»<sup>785</sup>. Elle est donc surtout un processus à travers lequel l'agent se réapproprie les traditions ou références au passé de ses aînés, en les réaménageant lui-même ce qui contribue à la re-crédation de la tradition ou de la mémoire de la famille. C'est encore Jeannette qui résume ce processus:

J'ai eu l'influence [politique] des parents. Mais je pense pas que c'est tout à fait l'influence. C'était aussi nos idées à nous. Parce que même avec papa, parfois, je discute. Parfois, quand je suis pas d'accord avec papa, je lui dis carrément. Ou même avec toi [elle s'adresse à Filomène, sa mère]. Quand, je vois que le Parti socialiste a un moment donné, il a... disons... un peu laissé tomber la classe ouvrière, moi je disais que je suis pas d'accord. C'est malheureux, si on a perdu aux élections [élections législatives de 1993], c'est un peu à cause des dirigeants. On n'a pas écouté la voix du peuple. C'est ça, on n'a pas écouté la voix du peuple, parce qu'il avait beaucoup à dire le peuple.

*Jeannette, aide soignante, adhésion en 1974, section de Lille.*

L'atavisme socialiste est aussi parfois lié au rôle rempli par un «personnage, figure porteuse de la tradition»<sup>786</sup> socialiste. Dans ce cas de figure, l'action et la personnalité d'un membre de la famille sert de référent politique très fort pour l'autre membre de la famille. A plusieurs reprises, le parcours politique exemplaire du père a servi de point de départ à un engagement socialiste précoce et une fidélité au parti qui, de fait, s'avère être une fidélité nostalgique et admirative à l'endroit du père. Le père socialiste constitue ici une sorte de «personnage relais» à travers lequel la socialisation politique s'est faite. Davantage, c'est vers lui et à travers lui que les souvenirs de parti convergent, sont articulés et restitués à

---

<sup>785</sup> A. Percheron, «Socialisation et tradition: transmission et invention du politique», *Pouvoirs*, no 42, 1987, p. 43.

<sup>786</sup> A. Muxel-Douaire, «Obstinations et nouveautés dans la transmission d'une tradition politique familiale», *Pouvoirs*, no 42, 1987, p. 74.

l'enquêteur. Michèle à Carmaux et Roger à Lille sont deux exemples d'enfants de socialistes locaux, qui semblent avoir marqué dès le plus jeune âge la fille et le fils.

Michèle est la fille d'un ancien maire de Carmaux. L'ensemble de l'entretien est bâti autour de la mémoire du père disparu en 1993 à la suite d'une longue maladie. Entrée sur le tard au PS («Moi, je me suis encartée très tard, parce que papa avait toujours dit: "Tu feras comme tu voudras". Il a jamais essayé de nous influencer politiquement»), elle s'engage dans le parti parce que son père en est le dirigeant principal. Dès que celui-ci cesse ses activités de maire de Carmaux, elle prend du recul vis-à-vis de son engagement partisan:

J'ai pris du recul quand papa a cessé d'être maire, c'est-à-dire que j'ai toujours pris ma carte, mais je n'ai plus été aux réunions et je n'ai plus participé à la vie de la section.

*Michèle, institutrice à la retraite, adhésion en 1962, section de Carmaux.*

Elle critique le comportement «autoritaire» du successeur de son père à la mairie, et le manque de débat et de pluralisme au sein de la section aujourd'hui. Elle insiste, inversement, sur la nature «tolérante» de son père («Papa était quelqu'un de très tolérant. Chacun pouvait s'exprimer»). Elle reconnaît toutefois, avec un sourire, qu'elle parle avant tout au nom du père disparu («C'est vrai moi je ne suis pas objective aussi»). L'atavisme socialiste de Michèle ne peut être expliqué que par l'attachement viscéral à la mémoire d'un «père-héros» qui a fasciné sa fille pendant toute une vie d'engagement politique et qui, au moment de l'entretien, venait de disparaître exactement un an plus tôt.

Roger est le fils du maire de Lille qui succéda à Roger Salengro en 1936, et qui vota les pleins pouvoirs au maréchal Pétain à Vichy en 1940. Tout comme Michèle, Roger doit politiquement tout à son père. Sa mémoire le fascine et le hante à la fois. Une partie de l'entretien est en effet consacré à «réhabiliter» l'acte

déshonorant du père («Mon père a voté les pleins pouvoirs à Pétain (...). Aussitôt, il a une réaction. Il se dit: "Merde, j'ai fait une connerie"»). Accompagnant son père à Vichy, Roger décrit le climat délétère qui règne en France en juillet 1940, l'affolement d'une classe politique aux abois, l'effondrement de Léon Blum qui ne maîtrise plus les troupes socialistes réunies à Vichy, l'absence de nombreux députés socialistes dont il soupçonne qu'ils auraient également pour la plupart voté les pleins pouvoirs, etc. Tout concourt à atténuer ou relativiser la gravité de l'acte du père. La défense du maire socialiste ne constitue pas principalement une défense politique. Il s'agit avant tout de la défense de la mémoire d'un père, dont l'engagement politique dans l'avant-guerre auprès de Roger Salengro a été irrémédiablement terni par cette faute indélébile. De fait, le père, à l'instar de socialistes qui se sont «égarés» pendant les années d'Occupation, a disparu de la mémoire socialiste lilloise après la Libération. Il n'est jamais mentionné ou commémoré par le parti à Lille. Il a sombré dans le trou noir des «socialistes qui ont failli» pendant la guerre. Roger est déchiré par une double loyauté irréconciliable: accepter la mémoire historique du PS lillois ou revendiquer pour son père une place dans l'histoire et la mémoire du parti. C'est à ce grand écart sentimental que se livre Roger, non sans douleur et déchirement, pendant de longs moments de notre entretien.



## Section III

### Effets de lieux

La mémoire peut, dans certains cas, s'ancrer clairement dans des lieux, qui deviennent, selon l'expression de Pierre Nora, de véritables «lieux de mémoire». Il faut entendre ici que des monuments, des bâtiments ou des sites particuliers peuvent être investis par les agents d'une charge émotive tel qu'ils servent de cadres sociaux de la mémoire idéaux. Leur simple présence physique qui s'offre aux regards, leur évocation suffit à réactiver une foule de souvenirs très forts et clairs.,

A Carmaux, la statue de Jean Jaurès sur la place du même nom remplit ce rôle de cadre de la mémoire presque idéal. A Lille, le bâtiment de l'Union de Lille, ancienne coopérative ouvrière apparaît dans les discours comme un lieu de mémoire local.

Dans les deux cas, ces lieux de mémoire permettent une lecture dynamique de pratiques et de sociabilités militantes locales.

#### A. La statue Jean Jaurès à Carmaux

Au coeur de la petite ville de Carmaux, on trouve la Place Jean-Jaurès. Sur cette place, une statue réaliste du tribun socialiste a été construite et inaugurée en 1923. Le député de Carmaux est représenté dans une pose reconnaissable: celle de l'orateur. Le bras gauche levé et fendant l'air, le visage expressif et fixant droit devant, Jaurès est en train de discourir. En bas du socle sur lequel la statue grandeur nature a été posée, sont représentés quatre personnages secondaires: des mineurs, paysans et verriers. Adossés au socle, ils écoutent l'orateur avec attention et avec un certain

abandon serein dans l'expression des visages. Cette scène symbolise à l'extrême la liaison intime entre la classe ouvrière et le leader socialiste, telle qu'elle est véhiculée par la mémoire historique du socialisme français.

Au-delà de la symbolique politique et l'hommage rendu par les carmausins à leur député martyr, cette statue occupe un espace proprement *politique*, et crée au sens plein du terme un *lieu de mémoire*, autour duquel viennent s'agréger des souvenirs politiques concrets. On peut à ce titre parler d'un *effet de lieu*, tant cette statue remplit le rôle de cadre de la mémoire socialiste locale. A la fois lieu de commémoration et de rencontre, l'espace qui entoure la statue constitue un espace d'agrégation des souvenirs liés à l'histoire socialiste locale, un lieu de pèlerinage politique pour les socialistes carmausins que j'ai rencontrés.

Jean-Pierre I. utilise la statue de Jaurès comme le point de départ d'une initiation et socialisation politique pour ses enfants. Il s'arrête assez souvent devant la statue de Jaurès avec ses enfants et à travers le personnage de Jaurès, leur raconte le socialisme:

A Carmaux, il s'est gardé ce culte de Jaurès (...). Moi, il m'est arrivé, quand je reprends mes enfants de l'école, en repassant devant la statue de Jaurès, on s'arrête et puis je raconte...

*Jean-Pierre I., président du district intercommunal, adhésion en 1973, section de Carmaux.*

C'est à partir de la statue que les manifestations et défilés politiques et syndicaux démarrent ou convergent. C'est aussi à cet endroit que se tiennent les réunions publiques lors des campagnes électorales locales ou nationales. C'est au pied de la statue que les dirigeants du parti viennent déposer une gerbe de fleurs lors de cérémonies politiques:

Les 1ers mai, il y avait une procession dans les rues de Carmaux. Toute la famille venait. Cela se terminait par le dépôt d'une gerbe à la statue de Jean Jaurès.

*Jean D., mineur retraité, adhésion en 1945, section de Blayelles-Mines.*

Qu'on soit syndicaliste, qu'on soit socialiste, le lieu de rencontre ça a toujours été la statue de Jaurès.

*Pierrette, sans profession, adhésion en 1944, section de Blayelles-Mines.*

Chaque année, le 31 juillet est l'occasion d'une cérémonie commémorative qui revêt une importance particulière pour les socialistes carmausins: il s'agit de la date de l'assassinat de Jean Jaurès au Café du Croissant à Paris. Selon un rituel assez rodé, les militants et dirigeants se réunissent sur la place autour de la statue. Le 31 juillet 1994, lorsque j'assiste à la commémoration, une cinquantaine de personnes ont répondu à l'invitation de la section de Carmaux. Je retrouve là en grande partie les militants que j'ai interviewés dans le cadre de cette recherche. Les anciens du parti sont très présents. Les jeunes militants se font rares. Quelques représentants syndicaux sont là (FO, mais pas la CGT). Le maire socialiste Jacques G. arrive et s'active à serrer les mains de l'ensemble des participants à la commémoration. Plus tard, le député socialiste Paul Quilès nous rejoint et également entreprend de saluer tous les militants présents. Aucun dirigeant communiste n'a fait le déplacement. La commémoration de l'assassinat de Jaurès apparaît donc comme une manifestation exclusivement socialiste.

La cérémonie est très simple et brève. Quelques gerbes de fleurs sont déposées au bas de la statue. Puis, le secrétaire de la section de Carmaux, Dominique B., prononce une brève allocution: il fait le rappel de la carrière politique de Jaurès et en particulier de son action politique à Carmaux. Il demande aux militants de se souvenir du «grand militant» qui a été assassiné «pour avoir défendu ses idées jusqu'au bout». Le discours est prononcé sans micro sur une place autour de laquelle la circulation automobile n'a pas été arrêtée. La voix faible de l'orateur ne porte pas et le groupe socialiste à quelques mètres de là semble avoir de la peine à

entendre ce qui se dit. Certains finissent par se désintéresser de l'intervention. D'autres, plus puristes, regrettent intensément l'absence de pompe, de solennité et la participation populaire qui marquaient les commémorations dans le passé:

Avant y avait la musique [la fanfare municipale]. Cette année, y a pas eu de musique. Y a rien eu. On a déposé la gerbe et Dominique B. a fait un petit discours. Et j'ai même pas entendu moi. Vous l'avez entendu, vous?... On entendait rien (...). Avant, on voyait les camarades de Blaye-les-Mines, de Saint-Benoît, de La Bastide. Y avait un tas de gens. Et puis, y avait les gosses des écoles, tout ça. Et là y avait rien. Si je vous disais que y avait que deux conseillers [municipaux] socialistes de Carmaux... Vous croyez que c'est joli, ça?... Hein?... Vous croyez que c'est bien?... Non. Quand vous voyez que les responsables des mairies ne sont pas là... Qu'est-ce que vous voulez qu'y disent les gens?... Parce que maintenant, la politique, c'est la politique du portefeuille.

*Louinou, mineur retraité, adhésion en 1933, section de Carmaux.*

Pour Louinou, «préposé à la mémoire» socialiste à Carmaux, l'absence de participation de la population locale à cette commémoration autrefois authentiquement populaire (les élus locaux, les enfants des écoles, les carmausins) est le signe d'un désintérêt coupable et méprisable («Vous croyez que c'est joli, ça?»). La fierté combattante de ce vieux militant est ici malmenée, car il se rappelle combien les commémorations d'antan faisaient l'objet d'une réelle participation des carmausins dans leur ensemble. Le sociologue pourra considérer que l'acte commémoratif de ce 31 juillet a aujourd'hui largement perdu de sa raison d'être non pas tant du fait du cynisme et du désintérêt des élus (ce que Louinou appelle «la politique du portefeuille»), mais parce que les facteurs socio-politiques qui prédisposaient la population carmausine à se fonder symboliquement autour du nom et de la mémoire de Jaurès ont aujourd'hui disparu. Tant que la population locale était

exclusivement composée de personnes ayant un emploi dans la mine, la mystique jaurésienne (i.e. «le député des mineurs») pouvait unifier et galvaniser une population sociologiquement et politiquement homogène. L'arrêt de l'exploitation minière a complètement bouleversé cet état des faits. Les jeunes sont partis chercher du travail ailleurs et ne reste plus à Carmaux qu'une population vieillissante de mineurs retraités pour qui le «mythe Jaurès» continue de fonctionner à plein. Pour les plus jeunes, Jaurès ne représente plus qu'un personnage historique lointain, dont on ne connaît pas grand chose, exceptées les éternelles anecdotes que ressassent les grands-parents ou plus rarement les parents à la maison. La commémoration du 31 juillet a pour cette raison progressivement cessé d'être la fête d'une ville minière, pour progressivement se «politiser» autour d'un noyau dur de croyants: les mineurs retraités membres de la section locale du Parti socialiste.

La commémoration achevée, nous nous rendons en groupe dans l'un des cafés qui entoure la Place Jean-Jaurès<sup>787</sup>. Le contraste est saisissant: lorsque je pénètre dans le débit de boissons, je trouve la jeunesse camausine si cruellement absente de la manifestation qui discute gaiement autour d'un verre. Ces jeunes ne parlent pas de politique et encore moins de Jean Jaurès. Cette commémoration n'est pas la leur et ne signifie rien pour eux.

En résumé, il est possible de rapprocher la manifestation annuelle du 31 juillet en milieu socialiste à Carmaux, de la situation décrite par Emile Durkheim à propos des cérémonies du Wollunqua:

---

<sup>787</sup> Le propre de la cérémonie commémorative est de créer une atmosphère de convivialité, de reserrer et réactiver les liens affectifs au sein du groupe: «Ce qui compte au sortir des fêtes, comme le disent de très nombreux acteurs, c'est que le passant ne soit plus un inconnu, qu'on puisse le nommer, qu'on ait l'occasion d'échanger avec lui quelques idées ou simplement de partager une présence autour d'un verre, d'un habit à confectionner ou d'une estrade à bâtir». P. Garcia, «Commémorations: les enjeux d'une pratique sociale», *Raison présente*, no 128, 4<sup>e</sup> trimestre 1998, p. 36.

Voilà donc tout un ensemble de cérémonies qui se proposent uniquement de réveiller certaines idées et certains sentiments, de rattacher le présent au passé, l'individu à la collectivité. Non seulement, en fait, elles ne peuvent servir à d'autres fins, mais les fidèles aux-mêmes ne leur demandent rien de plus. C'est une preuve nouvelle de que l'état psychique dans lequel se trouve le groupe assemblé constitue bien la seule base, solide et stable, de ce qu'on pourrait appeler la mentalité rituelle. Quant aux croyances qui attribuent aux rites telle ou telle efficacité physique, elles sont choses accessoires et contingentes, puisqu'elles peuvent manquer sans que le rite soit altéré dans ce qu'il a d'essentiel<sup>788</sup>.

La statue de Jean Jaurès fut détruite à l'explosif en 1981. L'attentat fut revendiqué par un mystérieux commando: les Artilleurs du Grand Soir (AGS), pour manifester leur soutien aux militants du groupuscule d'extrême gauche Action Directe qui étaient emprisonnés. La destruction de ce lieu de mémoire local provoqua une émotion très vive. *La Dépêche du Midi*, le journal régional, parle alors du «second assassinat de Jaurès».

Les militants carmausins se rendent sur place dès la nouvelle de l'explosion connue. la Place Jean-Jaurès est noire de monde et ne désemplit pas. Jacques G, le maire de Carmaux au moment des faits, se souvient avec émotion de cet épisode où la population dans son ensemble, quelle que soit l'orientation politique ou religieuse, s'est rassemblée sur la place pour exprimer son émotion et sa colère:

Quand on a fait sauter le Jaurès en 1981, qu'on a plastiqué le monument, on a fait le soir, dans la nuit du 30 septembre, une manifestation de réprobation, d'indignation et l'hommage qu'on devait lui rendre en pareilles circonstances. Il y avait deux milles personnes sur la place

---

<sup>788</sup> E. Durkheim, *Les Formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, PUF («Quadrige»), 1994, p. 541.

alors qu'on avait improvisé la manifestation. Et moi j'ai vu des gens de tous bords. J'ai même vu des religieux, ce qui prouve bien que l'affection, la vénération qu'on portait à Jaurès n'était pas seulement politique.

*Jacques G., instituteur à la retraite, ancien maire de Carmaux (1977-95), adhésion en 1959, section de Carmaux.*

Pierrette est également choquée. Elle me dit avoir ressenti une douleur très forte à l'annonce de la destruction de cette statue qui constitue pour elle — et tant de carmausins — un repère symbolique, mais aussi un repère spatial dans le coeur de la ville; une construction presque esthétique dans cette ville minière qui ne possède aucun signe extérieur de richesse.

Quand on a fait sauter cette statue, ça nous a touché. On l'a vécu comme un second assassinat si l'on peut dire (...). Je me rappelle, je me trouvais sur la Place Jean-Jaurès lorsqu'il y avait les caméras de télévision de FR3. En temps normal, j'aurais pas voulu parler, mais là, sous l'effet de l'émotion, j'ai dit tout ce que je ressentais. Je ne me suis même pas rendu compte... C'est le soir, quand je me suis vue à la télé, je me suis dit: «Tiens, tu es là, toi! Qu'est-ce que tu faisais là».

*Pierrette, sans profession, adhésion en 1944, section de Blayelles-Mines.*

La statue est reconstruite à l'identique en 1983 grâce à une souscription populaire au niveau local et national. La ferveur populaire et l'oecuménisme qui entourent la figure du «Grand Jaurès» est encore perceptible à l'occasion de la levée des fonds nécessaire à la construction de la nouvelle statue. Jacques G., mi-amusé, mi-gêné, me parle de l'aide apportée par le Rotary Club de Carmaux:

Même le Rotary Club nous a aidé! Bon, le Rotary Club, vous connaissez, c'est un milieu plutôt bourgeois... plutôt conservateur...

*Jacques G., instituteur à la retraite, ancien maire de Carmaux (1977-95), adhésion en 1959, section de Carmaux.*

Le Rotary Club a publié un fascicule qu'il a mis en vente «au profit de la reconstruction du monument de Jean-Jaurès». Cette publication de 28 pages rassemble une série de photographies de Jean Jaurès et des détails bibliographiques sur sa vie. L'édition de ce document a été confiée à Jacques G.

La statue de Jean Jaurès peut être considérée comme un authentique «lieu de mémoire» dans la mesure où elle permet de fixer dans l'espace la présence du leader socialiste. Elle constitue à ce titre un réel cadre de la mémoire populaire et non pas savant (i.e. qui ne s'offre pas simplement à l'usage et la compréhension des érudits). Parler de «second assassinat» — comme de nombreux socialistes l'ont fait — ne semble pas une exagération, car la suppression du paysage de cette statue leur a instantanément fait prendre conscience qu'un repère essentiel de leur vie politique et syndicale leur était soustrait (e.g. le souvenir des rassemblements de campagnes électorales, le départ ou l'arrivée de défilés syndicaux ou politiques, etc.). Reconstruire la statue a donc constitué un acte nécessaire pour re-constituer un cadre de la mémoire essentiel dans le paysage socialiste local.

## **B. La Coopérative de l'Union à Lille**

La Coopérative de l'Union constitue un «lieu de mémoire» abondamment évoqué par les militants de la génération du Front populaire. Bâti dans un quartier central de Lille, l'Union de Lille est un bâtiment assez imposant et gracieux qui comporte trois étages. Les plus anciens militants se souviennent de cette coopérative<sup>789</sup>

---

<sup>789</sup> Une vieille brochure de propagande publiée par la Coopérative de l'Union insiste, par exemple, sur la redistribution des bénéfices de l'entreprise aux adhérents coopérateurs: «La Coopérative, c'est donc une espèce de caisse d'épargne. Chaque fois qu'on y achète quelque chose, on peut se dire: j'aurai là-dessus, à la fin du semestre, un petit bénéfice... Et mon cher, les petits bénéfices, c'est comme les petits ruisseaux, qui finissent par faire les larges fleuves». Brochure de propagande



construite au début du siècle, et qui fut dans les années 30 non seulement un lieu de rencontres politiques, mais encore un endroit pour se divertir entre socialistes. Julien se rappelle qu'à l'intérieur de l'Union, on trouvait «une boulangerie, une brasserie et un bistrot (au rez-de-chaussée), une imprimerie». Emile a des souvenirs encore plus précis de l'endroit:

A l'Union de Lille, il y avait un café, une boulangerie et une imprimerie aussi. Il y avait un cinéma aussi. le cinéma de l'Union. Il y avait des réunions publiques dans cette salle aussi. C'était une belle salle qui a été laissée à l'abandon. Souvent après les élections municipales — après le succès de Roger Salengro — le lendemain des résultats, le lundi, un grand cortège démarrait de l'Union. Roger Salengro apparaissait au balcon, et puis le cortège continuait après jusque dans le centre.

*Emile, imprimeur retraité, adhésion en 1936, section de Lille.*

A l'instar de la statue de Jean Jaurès à Carmaux, l'Union est un lieu de ralliement, d'où partent ou convergent les manifestations ou défilés du parti. Georges et Filomène ont tous deux fait partie de la troupe de théâtre Roger Salengro. A l'étage se déroulaient les répétitions sous la direction de Rachel Lempereur, institutrice et future adjointe au maire de Lille après la guerre.

Georges se souvient aussi de la «convivialité socialiste» qui existait à l'Union:

Quand tu rentrais dans l'Union, il y avait le bar. Il y avait une salle plus grande et beaucoup plus profonde. Il y avait toujours du monde. Et puis quand on descendait de la salle de réunion [du parti ou des Jeunesses socialistes qui se trouvait à l'étage], on buvait un pot. Et puis, y avait des fêtes

aussi. On a fait des fêtes pour les Espagnols en 1937-38. Tu sais, pour les Espagnols en exil.

*Georges, employé à la mairie de Lille à la retraite, adhésion en 1937, section de Lille.*

Georges me confie que le café de l'Union était, en principe, «ouvert à tout le monde». En pratique, la clientèle était socialiste ou socialisante:-

Tout le monde pouvait venir à l'Union. Mais disons que celui à qui ça plaisait pas [les activités et la propagande socialistes], il y allait pas (rire).

Pour Caroline, jeune adhérente, l'Union de Lille représente un «non lieu de mémoire». Elle mentionne toutefois l'endroit. Travaillant pour le compte du député socialiste de la circonscription, elle est au courant du projet d'urbanisme visant à rénover le bâtiment laissé depuis longtemps à l'abandon. Il s'agit de construire un centre commercial, des bureaux et des logements à cet endroit. La façade, qui a été classée «monument historique», sera sauvegardée, ce qui semble constituer un compromis entre intérêts économiques et mémoire historique socialiste dans une municipalité socialiste. Secrétaire de section, elle sait pourtant la douleur que la destruction partielle de ce lieu occasionnera pour les plus anciens militants:

On garde la façade parce qu'elle est classée monument historique, et on va y faire un centre commercial, avec au-dessus des bureaux et des logements (...). Tout le pâté de maisons va être démoli. Ça va être un déchirement. J'ai des militants dans ma section — en particulier un — quand il était gamin, c'est lui qui allait porter des bols de café chaud en 1936 aux grévistes qui étaient à l'Union de Lille. Ça va être terrible pour lui.

*Caroline, employée à la mairie de Lille, adhésion en 1987, section de Lille.*

L'Union de Lille, peut ainsi être considéré comme un lieu de mémoire, mais dans un sens beaucoup plus restreint que la statue de Jean Jaurès à Carmaux. Bâtiment laissé à l'abandon, non fréquenté et non célébré, ce lieux est donc mort et invisible pour les générations de militants qui ne l'ont pas connue en activité. Seuls les anciens du Front populaire qui se sont rendus à l'Union de Lille et l'ont fréquentée, peuvent se reposer sur ce cadre de la mémoire pour évoquer une sociabilité ouvrière et socialiste aujourd'hui disparue.

\*\*\*\*

L'objectivation et l'obervation des réseaux intra ou extra-partisans s'est avérée bénéfique pour tenter de comprendre de quelle manière les souvenirs individuels se fixent et à quels objets la mémoire collective se rapporte.

Plus précisément, une lecture dynamique des réseaux a permis de mieux saisir les cadres sociaux de la mémoire qui jouent le rôle de stimulus de la mémoire, nécessaire au rappel des souvenirs.

— 1/ Des cadres de la vie quotidienne:

Les cadres de nature strictement partisans sont rares et façonnent imparfaitement la mémoire politique des militants. Manifestement, la vie de parti dans le sens large du terme (i.e. réunions de sections, manifestations politiques, commémorations, fêtes) n'est pas assez intense et structurante pour permettre de forger des cadres de la mémoire distincts et suffisamment solides. Une exception à cela: les générations les plus anciennes (Front populaire et immédiat après-guerre) se réfèrent abondamment aux années passées au sein des Jeunesses socialistes. Les entretiens montrent un univers très particulier de socialisation politique

fortement structurant à travers des activités tournées vers l'apprentissage de valeurs et d'une «éthique de comportement» (vie en communauté, développement d'un esprit de camaraderie, de solidarité), activités tournées vers l'effort physique et les loisirs (sorties cyclotouristes, camps de nature, compagnies théâtrales, chorales). Dans cette perspective, la formation politique et militante du jeune socialiste n'est guère décisive en dépit de défilés et de quelques lectures d'opuscules socialistes dont le militant se souvient très vaguement. Les JS structurent la mémoire car elles offrent un réseau de sociabilité dense, soutenu dans le temps et l'espace (les jeunes militants qui se sont rencontrés aux JS sont pour la plupart restés en contact par la suite et considèrent leurs camarades comme des «amis» ou des «copains» authentiques; Albert et Christiane à Lille qui se sont rencontrés aux JS se sont mariés par la suite). Les réseaux de sociabilité que structurent les JS déterminent clairement la permanence des souvenirs dans le temps en offrant aux militants une série de cadres tangibles pour se remémorer (activités festives et politiques des JS, amitiés fortes qui se nouent à un âge crucial: 16-20 ans). Les contacts entre pairs (un âge, des goûts et des soucis similaires) favorisent l'homogénéisation socio-culturelle du groupe, nécessaire au développement des sociabilités, ce que la section — un assemblage d'individus aux intérêts et habitus très disparates — ne parvient pas à réaliser.

Si la vie de parti semble jouer un faible rôle dans la formation et le rappel des souvenirs, les cadres associés à la vie quotidienne des militants sont inversement déterminants dans la constitution des souvenirs politiques. En particulier, le travail et le rapport au travail fournissent les cadres à partir desquels une «vision du monde» se forme et partant, une socialisation politique est mise en oeuvre. Cas typé, le socialisme minier de Carmaux offre à l'observateur un terrain idéal pour isoler les dynamiques de sociabilité autour du dur et dangereux labeur de mineur. Parce que le travail de la mine divise (du fait des rivalités syndicales ou des luttes patrons-employés) et rassemble (solidarité au fond en cas de coup dur) tout à la fois, il constitue une école de citoyenneté

quasiment exemplaire. On peut entrer à la mine «a-politique», mais il est dans ces conditions impensable de ne pas en sortir «politisé». L'adhésion au syndicat est une étape normale dans le processus de socialisation politique. L'activité syndicale et la socialisation politique par le travail sont ainsi des facteurs structurant le passage ultérieur au PS, signe d'une politisation achevée des agents. Dans nombre de cas, le PS ne politise pas les militants, mais il reçoit des individus déjà politisés par la pratique syndicale. Davantage, on peut même avancer que la politisation préalable à l'adhésion au PS est souvent nécessaire pour que l'individu rejoigne le parti.

La sociabilité de parti se fait plus dense et en retour les souvenirs collectifs sont plus forts, autour des temps festifs de la section: les chants et les banquets sont les événements les plus fréquemment repérables d'une telle sociabilité festive. Encore une fois, il faut voir dans ces rapports — et les souvenirs ultérieurs qui en découlent — une dynamique proprement *politique* dans le sens où elle organise une économie de la vie de section qui implique des rapports extrêmement codifiés et régulés entre militants et dirigeants: le prestige et pouvoir symbolique que retirent de leur positionnement dans le champ militant les chanteurs ou les «préposés à la mémoire» des sections de Carmaux et de Lille sont réels et ressentis comme tels par leurs camarades. De même, le «socialisme gastronomique» de Louinou peut être considéré comme *politique* et véhiculant une part de la mémoire collective de la section, dans la mesure où ses activités de cuisinier le placent au coeur des réseaux de sociabilité festifs de la section et du syndicat. Il est lui-même idéalement placé pour se remémorer les temps forts des fêtes socialistes. Davantage, ses repas constituent un cadre de la mémoire de la section fondamental.

## — 2/ Mémoires ataviques:

Les effets de sociabilité et de réseaux sont dans certains cas exacerbés. On parlera alors de «mémoires ataviques» pour désigner une exposition précoce et durable à un mode de socialisation orienté vers le monde, les valeurs, les références socialistes ou du Parti socialiste. Si ce cas de figure ne concerne pas tous les militants interviewés, il n'est toutefois pas rare. Quand on a un ou deux parents socialistes (ou des grands-parents socialistes), il n'est pas rare que la filiation politique s'effectue pour la génération suivante. Sur-exposé à un environnement socialiste, il semble — en forçant à peine le trait — que le militant est «né socialiste», et que cette identité est le fruit d'un atavisme familial, qu'un processus de socialisation plus hétérogène, progressif et aléatoire. Les socialistes ataviques (et leur mémoire de parti) ont pour cadre de mémoire essentiel la figure exemplaire d'un parent socialiste, individu-modèle, à travers qui et par qui la socialisation politique précoce du militant s'est réalisée.

## — 3/ Lieux et mémoire collective:

Il est possible de reprendre l'expression de «lieux de mémoire» de Pierre Nora, à condition de lui donner un sens et un contenu beaucoup plus restreints qu'il ne le fait. Des lieux géographiques peuvent en effet jouer le rôle de cadre de la mémoire collective, dans la mesure où le travail de terrain (commémoration, situation d'entretien) montre qu'ils stimulent des souvenirs d'un *passé vécu* par les acteurs. Les exemples de la statue de Jean Jaurès à Carmaux et de la Coopérative de l'Union de Lille sont en ce sens probants. Un «lieu» ne peut être considéré comme produisant des effets de mémoire que s'ils s'inscrivent dans le cadre d'une *pratique* partisane ou politique *collective*. À défaut de cela, ces lieux ne sont que des lieux morts, simplement investis des souvenirs de l'historien ou du chercheur.

D'avantage, relever les «effets de lieu» sur la mémoire collective implique de dénouer les fils de la pratique de ces lieux. En

d'autres termes, pour saisir dans quelle mesure la statue de Jean Jaurès et l'Union de Lille sont des cadres des mémoires locales, il faut rechercher comment ces lieux ont été pratiqués ou sont encore pratiqués par les militants. Ceci nous amène de nouveau à considérer la mémoire collective comme une succession de «points de vue» sur la mémoire du groupe pris dans une dynamique de réseaux et de sociabilités extra et intra-partisans, que seul un travail de terrain et d'observation participante peut espérer révéler.

## CHAPITRE III

### LE TRAVAIL DES CADRES DE LA MÉMOIRE

Le cadre de la mémoire, nous instruit Maurice Halbwachs, n'est ni stable, ni inamovible. Au contraire, il apparaît comme un repère mémoriel, souple et mouvant. Le sociologue a également affirmé que la pertinence des cadres dépendait des impératifs, soucis ou intérêts du présent. En d'autres termes, un cadre fortement structurant à un moment donné, peut l'être moins et qu'il sert à rappeler, si l'événement qui s'est déroulé dans le passé que rappelle un cadre, s'avère moins pertinent dans le cadre des préoccupations du moment.

Ce dernier chapitre a donc pour objet d'objectiver et de comprendre le processus de mutation d'un cadre à travers le temps. Il s'agit ici, en prenant des exemples, de s'attarder sur des cadres forts de la mémoire lilloise et carmausine, et de suivre à travers le discours et les représentations des militants leur évolution, comment et pourquoi leur contenu et leur intensité peut varier d'un militant à l'autre.

A Lille le cadre du Parti communiste français (PCF) est retenu comme *case-study*, car les rapports socialo-communistes ont depuis la scission de Tours été extrêmement virulents, passionnés entre «deux frères ennemis» en lutte pour le leadership à gauche et au sein de la classe ouvrière.

A Carmaux, le cadre Jean Jaurès a été choisi. Ce choix s'impose presque naturellement tant les relations entre le député



carmausin et le socialisme local ont été osmotiques et passionnelles jusqu'à son assassinat, puis de 1914 à nos jours. Une analyse de la «mythologie jaurésienne» telle qu'elle est véhiculée par les militants sera dans un premier temps proposée. Puis, une lecture critique du spectacle «son et lumière» dédié à Jean Jaurès en août 1994 sera faite.

Dans les deux cas, on tentera de répondre aux mêmes interrogations: comment et pourquoi les cadres de la mémoire évoluent-ils?; dans quelle mesure est-il possible de conserver un cadre, de le réactiver quand les souvenirs qu'il aide à formuler n'ont plus qu'un intérêt lointain avec les préoccupations politiques du temps présent?

## Section I

### Le Parti communiste pour se révéler à soi-même

Un matin de 1950, dans l'autobus 32. Le receveur, un communiste connu sur la ligne, accueille les voyageurs en carillonnant joyeusement.

— Quel heureux événement célébrez-vous donc là?

— Blum est mort.

Ainsi réagissait un simple militant à la disparition de l'ancien chef du Front populaire<sup>790</sup>.

L'anti-socialisme virulent que nous rapporte Annie Kriegel à travers cette anecdote un peu grinçante, se retrouve de manière symétriquement opposée au sein de la famille socialiste: un anti-communisme farouche et persistant parcourt les souvenirs militants de la plupart des interviewees. Si l'anti-communisme est également présent chez les militants carmausins, c'est à Lille qu'il apparaît de manière quasiment paradigmatique.

Le Parti communiste emplit les souvenirs de nombreux militants lillois car la force politique du «frère ennemi» à gauche a été, jusqu'à une période récente, très grande. Le socialisme nordiste a dû batailler, depuis la scission de 1920 et jusqu'aux années 80, pour contenir ce rival menaçant à gauche. Ce «parti de la classe ouvrière» n'a eu de cesse de contester à la SFIO, puis au PS, le leadership politique au sein de la gauche septentrionale. Nombreux sont les

---

<sup>790</sup> A. Kriegel, «Un phénomène de haine fratricide: Léon Blum vu par les communistes», in *Le Pain et les roses*, Paris, PUF, 1968, p. 391.

souvenirs et anecdotes qui mettent en scène les luttes, les querelles ou, moins fréquemment, les alliances socialo-communistes à Lille.

Par sa récurrence, sa netteté et son caractère exemplaire, les représentations du Parti communiste dans la mémoire des militants lillois offrent un cas d'étude idéal d'un «cadre de la mémoire» soumis aux tendances contradictoires de sa permanence et de son érosion à travers le temps<sup>791</sup>. Le PCF constitue un cadre de la mémoire particulièrement riche pour le sociologue car il permet une lecture tri-dimensionnelle des représentations du rival communiste.

Une première lecture «négative» du communisme permet de recueillir indirectement l'essence même de l'engagement socialiste: en brossant le portrait de la nature «totalitaire», «bureaucratique» et «anti-démocratique» du Parti communiste, les militants socialistes déclinent le paradigme socialiste: un «humanisme», la défense de la démocratie et du pluralisme, le respect des individus.

Une deuxième lecture «positive» du PCF apparaît pourtant conjointement aux jugements défavorables à l'encontre du communisme. Le cadre de la mémoire communiste enjoint les militants socialistes à reconnaître certaines évidences: le PS a, de tout temps, été sociologiquement et politiquement le parti des petites classes moyennes et salariées et non le «parti de la classe ouvrière» vanté par certains de ses dirigeants et adhérents jusqu'à une période récente. Inversement, la nature «plébéienne» et «populaire» du PCF peut difficilement être mise en doute. Face au

---

<sup>791</sup> Notons que cette section I s'appuie sur les résultats d'entretiens utilisés pour l'ensemble du présent travail, ainsi que sur certains entretiens réalisés antérieurement (1989-90). L'analyse des témoignages les plus anciens a été développée dans: *Le Parti communiste français dans la mémoire et la culture des militants socialistes du Nord-Pas-Calais*, Mémoire de DEA d'Etudes politiques, Université de Lille II, 1989. Voir également sur ce point: Ph. Marlière, «Le PCF dans le discours des militants socialistes ou la logique d'une perception trinitaire», *Les Cahiers du CRAPS*, no 13, mars 1991, pp. 86-98 et «Les affinités répulsives: Le Parti communiste dans la mémoire des militants socialistes du Nord/Pas-de-Calais», in B. Ménager et al., *Cent ans de socialisme septentrional*, Villeneuve d'Ascq, Centre d'Histoire de la Région du Nord («Histoire et littérature régionale»), 1995, pp. 331-342.

réformisme gestionnaire du PS au gouvernement, le PCF a su s'imposer dans les esprits socialistes comme un parti «plus radical» ayant à coeur la défense des démunis.

Une troisième lecture exemplifie le travail constant des cadres de la mémoire tel que l'a montré Maurice Halbwachs. Le PCF comme cadre de la mémoire lilloise a enregistré les évolutions récentes du rapport de force entre socialistes et communistes. Devant le déclin continu de l'influence communiste, le cadre PCF, hier, clair et structurant la mémoire et l'identité socialiste, a aujourd'hui perdu de son intensité au point de ne plus aider au rappel du passé que de manière très imparfaite.

#### A. Démocratie et totalitarisme

A travers les entretiens, les militants qui parlent du PCF insistent avant tout sur ce qui les sépare du communisme: la démocratie. Sur cette question, le verdict des socialistes tombe implacable. Les communistes sont suspectés du mal le plus abominable qui soit, celui de ne pas se comporter en «bon démocrate» ou de «manquer de tolérance». L'ensemble des problèmes socialistes remonte à la scission du Congrès de Tours en 1920. Celle-ci fut provoquée — selon les socialistes — par les 21 conditions posées à l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale, un texte de Zinoviev et de Lénine. Dès Tours, Léon Blum va théoriser le «mal communiste» dans son adresse aux délégués. Il insiste sur l'extranéité du modèle léniniste à la tradition socialiste française, en particulier sur l'organisation militaire du parti que Lénine commande<sup>792</sup>. Chez les militants socialistes, on retrouve la même dénonciation de l'organisation pyramidale du PCF. L'emprise de l'analyse blumienne paraît ici troublante:

---

<sup>792</sup> «Votre régime de centralisation comporte la subordination de chaque organisation à l'organisme qui lui est hiérarchiquement supérieur (...). C'est une sorte de commandement militaire formulé d'en haut et se transmettant de grade en grade, jusqu'aux simples militants». L. Blum, «Discours au congrès de la SFIO à Tours, 27 décembre 1920», cité in R. Verdier, *Bilan d'une scission. Congrès de Tours*, Paris, Idées-Gallimard, 1981, pp. 113-114.

La différence entre le PC et le PS me semble évidente: chez nous c'est la démocratie par le bas, chez eux, c'est la démocratie par le haut. C'est-à-dire que le PC est encore un parti monolithique qui est dirigé par la hiérarchie qui oublie la base. Au PS, il y a des courants, ça manifeste, on est plus associé à la décision et parfois même, elle vient de chez nous. Tandis que le PC, c'est quand même la décision du Bureau politique.

*Monique, journaliste retraitée, adhésion en 1971, section de Lille.*

Un autre thème est fréquemment abordé: celui de la «duplicité communiste». Les militants les plus anciens citent les noms de camarades socialistes qui, selon le mot de Léon Blum, «sont partis courir l'aventure» au sein du Parti communiste en 1920. L'exemple de L.-O. Frossard, secrétaire national de la SFIO à Tours qui adhéra à la III<sup>e</sup> Internationale pour revenir à la SFIO moins de deux ans plus tard, est resté dans les mémoires socialistes. Roger me signale le cas d'un camarade lillois de la génération de son père qui connut le même cheminement politique:

Prenez l'exemple de la scission de Tours dans le Nord. Le gars qui est devenu secrétaire fédéral du PS, ici, s'appelait Louis G. C'était un ami de mon père. Il est resté peut-être trois ou quatre mois au PC et à la nouvelle Internationale, il est parti. C'est un garçon qui s'est aperçu qu'il avait été trompé et il est revenu au PS. Il est devenu député [SFIO] en 1936. C'est un exemple, j'en ai d'autres (...). Ce sont des garçons qui étaient socialistes comme nous, c'est-à-dire des démocrates. Ils pensaient que dans ce parti, ils pourraient discuter, voter, avoir une vie démocratique. Quand ils ont vu les 21 conditions de Zinoviev, ils se sont aperçus qu'ils ne discutaient pas, qu'il n'y avait qu'une chose, c'était obéir.

*Roger, inspecteur des Renseignements Généraux à la retraite, adhésion en 1936, section de Lille.*

Le militant socialiste prend soin de distinguer entre une direction sectaire et anti-démocratique, et une base militante plutôt honnête qui subit les décisions d'un leadership généralement décrit en des termes peu favorables:

Le PC, c'est des militants admirables — il y en a de moins en moins — et une direction que j'estime stalinienne, et qui a donc le pouvoir.

*Alain, Chargé d'études en urbanisme à la Direction Départementale de l'Équipement, adhésion en 1971, section de Lille.*

Cette direction est perçue comme «obsédée par le secret», campant de manière obstinée sur des positions erronées ou passéistes. Une métaphore intéressante est utilisée par un militant pour désigner l'appareil de direction communiste:

La direction du PCF, c'est une hydre à plusieurs têtes.

*Henri, ouvrier, adhésion en 1983, section de Lille.*

L'expression renvoie au mythe de l'Hydre de Lerne, serpent légendaire qui habitait le marais de Lerne en Argolide, et dont les sept têtes repoussaient à mesure qu'on les coupait si on ne réussissait pas à les abattre en une seule fois. La destruction de l'Hydre constitua l'un des douze travaux d'Hercule. La métaphore semble renvoyer à l'architecture pyramidale et impersonnelle, telle qu'elle est perçue par les militants socialistes: une bureaucratie hypertrophiée et impersonnelle fait bloc derrière une «ligne de parti» qui étouffe tout débat ou opposition. Le départ ou décès de l'un des ces apparatchiks ne peut en aucune manière changer ce rapport de force défavorable au militant de base car aussitôt, un autre dirigeant, coulé dans le même moule, prend le relais du dirigeant disparu. D'où l'image de l'Hydre aux têtes coupées qui repoussent continuellement, et un cauchemar qui n'en finit pas.

Le militant socialiste affiche une certaine compassion à l'encontre de son vis-à-vis communiste. De manière générale, les communistes sont perçus comme «honnêtes» et «intègres» sur le plan personnel, mais également incroyablement «empruntés» et manquant d'esprit d'initiative. En gros, ils «appliquent bêtement les ordres qui viennent d'en haut»:

J'avais un copain cégétiste. C'était le plus malin de la «boutique». Il était clerc de notaire. En droit, c'était une petite science. Il était plus malin que le patron (...). J'étais fort copain avec ce type qui était communiste, d'une intelligence rare, mais d'un bête désarmant quand il était obligé d'appliquer un ordre du PC. Je lui disais: «Tu es complètement crétin! Je ne te comprends pas». Lui il ne traduisait pas comme ça: «C'est pour la masse, ce n'est pas pour moi. Je sais bien que c'est con comme la lune, mais c'est pour la masse. On est obligé d'avoir des images».

*Julien, Contrôleur principal du Trésor à la retraite, adhésion en 1933, section de Lille.*

L'absence de démocratie interne s'accompagne d'une crispation face aux mouvements aspirant à davantage de démocratie dans les rapports sociaux. Le rôle du PCF pendant les événements de mai 68 est pris à l'appui de l'argument selon lequel les communistes ne soutiennent que les revendications qu'il encadre et maîtrise. Le cas de mai 68 a donné à penser aux socialistes que le PCF ne s'associe pas aux luttes ou revendications les plus radicales, ce qui le positionne, une fois n'est pas coutume, à droite d'autres forces politiques. Selon eux, depuis Lénine, les communistes ont conservé une aversion profonde pour «l'esprit révolutionnaire petit-bourgeois qui frise l'anarchisme (...) et qui, pour tout ce qui est essentiel, déroge aux conditions et aux nécessités d'une lutte de classe prolétarienne conséquente»<sup>793</sup>. Sont

---

<sup>793</sup> Lénine, *La Maladie infantile du communisme (Le Gauchisme)*, Pékin, Editions en Langues Etrangères, 1976, pp. 14-15.

évidemment visés les éléments non-prolétariens<sup>794</sup> des mouvements d'extrême gauche:

Les communistes ne pouvaient pas être d'accord avec ça, car dans le mouvement de mai 68, il y a une émanation démocratique qui joue. Tout ce qui n'est pas contrôlé par le PC au départ, c'est anti-révolutionnaire. C'est à partir du moment où le PC commence à récupérer le mouvement que les types deviennent bien.

*Roger, inspecteur des Renseignements Généraux à la retraite, adhésion en 1936, section de Lille.*

Les socialistes reviennent fréquemment sur ce qu'ils appellent «l'extrémisme communiste». Par là même, il est fait référence à l'intransigeance du PCF dans ses tractations avec le PS (lors d'accords de désistements à l'occasion de campagnes électorales ou dans une certaine surrenchère à gauche lorsque le PS est au gouvernement ou en passe de remporter une élection):

Le PC est extrémiste! C'est la partie dure et intransigeante. C'est très dur de discuter avec des communistes. Ils ont des positions qui sont extrémistes, car ce n'est pas réalisable.

*Henri, ouvrier, adhésion en 1983, section de Lille.*

La stratégie politique du PC, «le rassemblement du peuple de France», consiste à vouloir nous taper dessus. Maintenant, il faut dire ça: «Le rassemblement du peuple de France», c'est cogner sur les socialistes!

*Alain, Chargé d'études en urbanisme à la Direction Départementale de l'Équipement, adhésion en 1971, section de Lille.*

Alain, entré au PS en 1971 au moment du programme commun et de l'Union de la gauche PC-PS-MRG, se souvient des

---

<sup>794</sup> Dans le cas de mai 68, les meneurs estudiantins tel Daniel Cohn-Bendit.



diatribes anti-Mitterrand de Georges Marchais, leader communiste de l'époque, et de la volonté de déstabiliser coûte que coûte le leader socialiste aux portes du pouvoir en 1978<sup>795</sup>:

Il y avait une volonté d'éliminer politiquement Mitterrand. A l'époque, c'était ça. Si les communistes avaient pu le tuer, ils l'auraient tué.

Autre représentation récurrente du PCF dans la mémoire des militants socialistes: celui de la «soviétisation» de ce parti. Le PCF n'est pas une émanation française pour la plupart des militants. En cela, on retrouve une fidélité aux thèses défendues par Léon Blum au Congrès de Tours. Plus tenace est l'image de «parti de l'étranger» que les militants les plus anciens continuent de véhiculer. Georges et Julien, deux anciens du Front populaire ne mentionnent pratiquement jamais «les communistes», mais parlent sur un ton souvent moqueur et de mépris, des «cosaques» ou des «moscoutaires de service». La nature orientale du communisme à partir de 1920 et les clichés anti-communistes primaires (e.g. «la brute communiste avec le couteau entre les dents») émaillent parfois les propos socialistes, signe d'un anti-communisme extrêmement virulent chez les plus anciens militants. Charles-Henri rappelle d'ailleurs le caractère résolument anti-communiste de la Fédération du Nord. Dans les années 70, lorsque le PS s'est allié au PCF, les résistances ont été fortes auprès de certains élus et militants entrés au parti après la guerre. Plusieurs d'entre-eux, opposés à cette alliance, ont choisi de quitter le PS en signe de protestation. Charles-Henri, membre du CERES, l'aile gauche du parti était suspectée par certains d'entre-eux d'être un

---

<sup>795</sup> La gauche perd de peu les élections législatives de 1978. Les commentateurs politiques de l'époque expliquent que l'une des raisons essentielles de son échec inattendu doit être recherchée dans la demande du PCF de renégocier le Programme commun de gouvernement signé entre les trois formations de gauche. Peu de temps avant les élections, le PCF exige en particulier de revoir à la hausse le nombre d'entreprises privées devant être nationalisées en cas de victoire. F. Mitterrand s'y oppose. A partir de là, une campagne virulente du PCF contre la position socialiste va commencer et contribuer à décrédibiliser les forces de gauche unies.

espion communiste au sein du PS. Il sait gré à Pierre Mauroy d'avoir montré à cette époque du courage politique pour prendre à contre-pied l'anti-communisme viscéral des socialistes nordistes:

J'ai pas toujours été d'accord avec Pierre Mauroy, je ne lui reconnais pas toujours un grand courage politique, une grande honnêteté politique. Mais il y a une période où il a fait preuve d'un grand courage politique — et c'était pas évident — c'était la période de l'Union de la gauche. Parce qu'imposer le PC à la Fédération du Nord, où l'ennemi héréditaire n'était pas la droite mais le Parti communiste; faire passer l'idée qu'on ne pouvait pas arriver au pouvoir sans une alliance avec les communistes, bah, c'était pas de la tarte. Et Mauroy, y s'est tapé ça, comme un grand, avec l'appui d'Augustin Laurent. Les barons de la SFIO du Nord étaient anti-communistes viscéraux. Leur faire passer en quelques années l'obligation de l'Union de la gauche, c'était... Moi je me souviens à la section de Lille, on est monté à la tribune, et une partie de la salle sifflait les gars du CERES: «Les cocos a Moscou!». En ces termes là! C'est tout juste si on pouvait parler. On était la 5<sup>e</sup> colonne du PC».

*Charles-Henri, employé des collectivités territoriales, adhésion en 1973, section de Lille.*

L'insulte suprême fuse encore de temps à autre: les communistes sont «staliniens». Il ne faut certainement pas prendre ici le terme au pied de la lettre et considérer que en chaque communiste sommeille un bourreau sanguinaire. L'adjectif sert évidemment à diaboliser le rival à gauche, et renvoie à un usage euphémisé de l'être stalinien, c'est-à-dire «intolérant», «brutal» dans les discussions et négociations, «peu fiable», etc.:

Encore aujourd'hui, si on les questionnait vraiment, il y a pas mal de communistes qui sont au fond d'eux-mêmes staliniens.

*Jean L., fonctionnaire retraité, adhésion en 1975, section de Lille.*

L'épisode du pacte germano-soviétique de 1939 soulève encore les protestations émues de la part des anciens qui n'ont toujours ni compris, ni pardonné le pacte de non-agression conclu par Staline:

Le pacte germano-russe, c'était tout de même l'association entre Hitler et Staline... Cela n'a pas été étonnant, car c'était, dans le fond, deux régimes fascistes.

*Roger, inspecteur des Renseignements Généraux à la retraite, adhésion en 1936, section de Lille.*

Les plus anciens parlent d'un PCF jouant une sorte de «double jeu», affichant parfois une «neutralité bienveillante» vis-à-vis de l'occupant allemand pendant la guerre du fait du pacte germano-soviétique, et n'entrant en résistance réellement qu'en 1941, après l'invasion de l'URSS par les armées de la Wehrmacht:

L'élément le plus regrettable du pacte germano-soviétique, c'est que le PCF ait suivi, sans broncher, sans le moindre doute, l'attitude du PC russe, alors que la démarche soviétique était profondément nationaliste en protégeant ses propres frontières. Le PCF a préféré, à ce moment-là, que le front de l'Ouest soit relativement dégarni face à Hitler, du fait de ce pacte germano-soviétique, au fait de défendre les intérêts français, comme ils auraient dû le faire d'ailleurs. Il a donc préféré défendre les intérêts soviétiques plutôt que les intérêts français, à un moment où ils n'étaient pas convergents. Là, c'est condamnable. L'attitude du PCF est beaucoup plus condamnable que celle du PC d'Union Soviétique.

*Serge, membre du cabinet du maire de Lille, adhésion en 1985, section de Lille.*

Le socialiste lillois va même jusqu'à contester la nature authentiquement ouvrière du PCF, lui reprochant de flatter les fractions les plus «réactionnaires» de la classe ouvrière, une sorte de «lumpen-prolétariat râleur», par des propositions et programmes souvent jugés «démagogiques» et «irréalistes». Le politologue Georges Lavau a parlé à cet effet de «fonction tribunitienne» du PCF, indiquant par là-même qu'il s'organise afin de défendre en priorité les intérêts des «catégories sociales plébéiennes» pour «leur donner un sentiment de force et de confiance»<sup>796</sup>. Ce «populisme de gauche» est couramment dénoncé par les militants:

Le PS est autant le parti de la classe ouvrière que le PC (...). Il y a des ouvriers partout. Chez les communistes, il y a peut-être en plus des mécontents, par principe, par nature. Vous voyez ce que je veux dire?... Ceux qu'on voit maintenant au Front national. Il y a toujours une frange comme ça.

*Roger, inspecteur des Renseignements Généraux à la retraite, adhésion en 1936, section de Lille.*

Les communistes ne savent pas trouver la juste mesure. Ils ne peuvent pas trouver la juste mesure car ils vont perdre leur clientèle: les râleurs, les casseurs, les «tout-ce-qu'on veut». Il faut qu'ils soignent cette équipe (...). Ils caressent tout le temps les mouvements de revendication jusqu'à l'extrême. Ils ne savent pas s'arrêter (...). Ils ont quand même réussi à capter les aigris.

*Julien, Contrôleur principal du Trésor à la retraite, adhésion en 1933, section de Lille.*

En définitive, un PCF, «anti-démocrate», «ambivalent» et «populiste» ne aurait mériter, pour le militant socialiste, d'être considéré comme un authentique «parti progressiste» ou «de

---

<sup>796</sup> G. Lavau, «Le PCF et la fonction tribunitienne», in *Le Communisme en France*, Paris, A. Colin, 1969, p. 18.

gauche». Certains militants bousculent même les taxinomies politiques traditionnelles qui placent le PCF sur la gauche du PS:

Le PC je ne le mets nulle part. Parce que, pour moi, tout est faussé avec le PC. Si on reprend l'histoire, il a fait le jeu de la droite pendant un bout de temps (...). Sur les principes, je considère que ce n'est pas un parti de gauche. Pour moi, la gauche, c'est avant tout la liberté et certaines valeurs qui ne sont pas respectées par les communistes, tout au moins dans le discours.

*Martine, employée à la mairie de Lille, adhésion en 1969, section de Lille.*

Je ne mets pas le PC à gauche... Si je mets le PC à gauche, et que moi-même je mets à gauche, cela veut dire que je suis communiste, et ce n'est pas du tout ça... C'est sûr qu'il est à gauche. Mais à gauche avec une démagogie dans laquelle je ne me retrouve pas. Mais c'est vrai que c'est le parti qui touche le plus les ouvriers. Les ouvriers se laissent prendre.

*Jean L., fonctionnaire retraité, adhésion en 1975, section de Lille.*

Le PC est aujourd'hui un parti conservateur de gauche. C'est même un parti conservateur d'extrême gauche qui a gardé une idéologie, un contenu qui est incontestablement un contenu de gauche, dans le cadre absolument statique, hiératique de ses idées, au lieu de les faire évoluer.

*Serge, membre du cabinet du maire de Lille, adhésion en 1985, section de Lille.*

## **B. La loi d'airain du sinistrisme**

Au cours des entretiens, les mêmes militants qui ont porté les jugements les plus sévères à l'égard du PCF, vont être amenés à nuancer leurs propos, lorsque, buttant sur des évidences sociologiques incontestables, il doivent reconnaître ce qu'il

tentaient de nier un instant pus tôt: le PCF est bien un parti de gauche, d'extraction populaire. Pire, il faut même concéder, en comparaison, que le PS fait figure de formation petite-bourgeoise:

Quand on regarde l'électorat communiste, on s'aperçoit que c'est l'électorat où il y a le plus d'ouvriers. A ce titre-là, on peut effectivement dire que le PC est le parti qui représente le mieux la classe ouvrière (...). Au PC, il y a une population plus proche de celle de la classe ouvrière que n'importe quelle autre composante. A travers la CGT, qui reste le principal syndicat, le PC a aussi le meilleur relais pour toucher la classe ouvrière, l'encadrer et la guider.

*Serge, membre du cabinet du maire de Lille, adhésion en 1985, section de Lille.*

Admettre, malgré tout, la nature prolétarienne du PCF, c'est pour le militant socialiste se soumettre à la dure loi d'airain du sinistrisme. En vertu de celle-ci, le positionnement le plus «purement à gauche» est valorisé et recherché. L'un des attributs les plus chers aux yeux d'un socialiste ouvriériste, est celui de la composition ouvrière de ses militants et de son électorat, signe intangible d'un «ancrage populaire», donc de gauche. Reconnaître ce fait, c'est s'engager indirectement à devoir constater la sociologie interclassiste du PS, le parti des classes moyennes dont certains militants regrettent qu'il ne fasse guère de place aux catégories ouvrières. En outre l'encadrement politique du PCF est considéré comme supérieur à celui du PS, plus occupé par les joutes électorales que la formation politique du militant, même s'il note que le PCF se livre davantage à un travail «d'endoctrinement» qu'à une éducation politique:

Le PS ne s'est pas suffisamment intéressé aux ouvriers, ne les a pas suffisamment sortis du rang pour les éduquer. Ce n'est pas un reproche que l'on peut faire au PC (...). Dans les

cellules<sup>797</sup>, on discute avec eux. Ce n'est pas du n'importe quoi. On les éduque. Mais malheureusement, il y a l'endoctrinement qui va avec. C'est malheureux, car les communistes touchent vraiment le potentiel ouvrier. On ferait bouger le monde si on avait avec nous ces ouvriers.

*Jean L., fonctionnaire retraité, adhésion en 1975, section de Lille.*

En comparaison, la nature «technocrate», «énarque» et «bourgeoise» de l'appareil socialiste dérange et agace dans une section ouvriériste:

Au PS, il y a beaucoup de personnes qui sont des technocrates, des étudiants brillants qui ont réussi. Il y a très peu d'ouvriers qui sont à la tête du parti qui ont des responsabilités. Quand on est à l'intérieur, ça me donne l'impression que le PS n'est pas du tout représentatif du monde ouvrier (...). Je suis allée au PC, j'y ai vu effectivement beaucoup d'ouvriers qui s'expriment, qui ont des responsabilités.

*Dominique, membre du cabinet du maire de Lille, adhésion en 1986, section de Lille.*

Au PCF, on se préoccupe également plus des intérêts des catégories ouvrières, on prend davantage la parole au nom des «démunis» et des «pauvres» qu'au PS:

J'entends plus souvent au PC qu'au PS des discours qui sont en faveur des démunis.

*Ariane, institutrice à la retraite, adhésion en 1955, section de Lille.*

---

<sup>797</sup> Organisation de base du PCF.

Le PC a une population plus proche de celle de la classe ouvrière, du fait de ses préoccupations, de son histoire, de son moindre intérêt pour les classes moyennes.

*Serge, membre du cabinet du maire de Lille, adhésion en 1985, section de Lille.*

Parti aux origines et aux «préoccupations populaires», le PCF remplit un rôle dynamique et positif au sein de la gauche française. Plusieurs militants parlent du rôle «d'aiguillon», de «garde-fou» ou encore de «mauvaise conscience» du PS. Ils décrivent le PCF comme un pôle de gauche, un repère à gauche qui empêche ou ralentit la «dérive» du PS vers le centre et l'adoption sans retenue d'une posture de *catch-all-party*. Les tendances centripètes du PS, même si le militant les accepte comme un mal nécessaire, ne peuvent à son goût être tempérées que par un PCF influent sur sa gauche. L'Union de la gauche, quelle soit de type Programme commun comme dans les années 70 ou aujourd'hui au sein du gouvernement de la gauche plurielle de Lionel Jospin, est largement plébiscitée par les socialistes lillois:

Je crois fortement en l'Union de la gauche. Etre socialiste ou être communiste, c'est pareil. Il ne devrait pas y avoir de PS ou de PC, il ne devrait y avoir qu'un parti unique. Mais, les socialistes sont trop ouverts vers le centre. Ils sont partis pour la social-démocratie. Comment voulez-vous que les communistes s'y retrouvent? On ne gagne que lorsque l'on est uni à gauche. Je ne crois pas à autre chose.

*Ariane, institutrice à la retraite, adhésion en 1955, section de Lille.*

Je pense que le PC a un rôle utile. Quand on a le pouvoir, on est parfois un peu trop près de la réalité financière et économique d'un pays. Je pense que les communistes sont utiles en ce sens-là: ils nous rappellent qu'il y a une justice sociale, des gens qui ont des revendications et qu'on doit entendre leur voix. Au PS, il a moins d'ouvriers; donc peut-



être que leur voix est moins entendue. Le PC aurait ce rôle de dire: «Halte là, faites attention...». Un rôle moral, en fait.

*Dominique, membre du cabinet du maire de Lille, adhésion en 1986, section de Lille.*

Le PC, c'est ce qui nous permet de ne pas avoir de dérive droitière au PS. On a besoin de ce «garde-fou» qui nous dise: «Attention!» L'Union de la gauche nous permet de ne pas trop aller à droite et de ne pas nous confondre avec le centre (...). Le PC joue ce rôle de point d'ancrage qui dit: «Attention! Gardez un peu vos valeurs: vous êtes aussi la gauche».

*Laurent, étudiant, adhésion en 1988, section de Lille.*

Les générations les plus jeunes (adhésion dans les années 70, 80, 90) portent un jugement beaucoup plus clément que les générations précédentes sur le rôle du PCF dans la période d'avant-guerre. En particulier sur la guerre d'Espagne:

Si quelque chose m'a plu dans l'activité du PC, c'est qu'il a effectivement eu le courage, et en partie la capacité de répondre à l'invasion de l'Espagne et à la guerre civile de Franco.

*Serge, membre du cabinet du maire de Lille, adhésion en 1985, section de Lille.*

On retrouve la même appréciation favorable en ce qui concerne l'action du PCF pendant la période du Front populaire. Les communistes étaient davantage présents dans les luttes et occupations d'usine que les socialistes:

En 1936, si les communistes n'avaient pas été là, il n'y aurait pas eu de «36». Pas aussi vite. Les communistes ont vraiment lancé le mouvement. Dans mon usine de produits chimiques, il n'y avait pas de socialistes. Alors, on aurait pu attendre cinquante ans! Il y a bien fallu qu'un communiste mette son nez là-dedans.

*Julien, Contrôleur principal du Trésor à la retraite, adhésion en 1933, section de Lille.*

rés

Le même jugement pondéré est exprimé vis-à-vis des années de guerre et d'Occupation. A l'inverse de leurs aînés, ils séparent la période attentiste (1939-41) de la période de résistance (1941-44). Ils estiment que les résistants communistes ont souvent été «courageux», certains même «héroïques». De nombreux récits (pour la plupart communiqués par les parents du militant) rappellent les actes de résistance des communistes pendant cette période.

Aujourd'hui, la plus jeune génération socialiste (adhésion dans les années 80 et 90) est très sensible au combat anti-Front national qui, selon eux, a été mené par le PCF depuis le début des années 80:

*J'apprécie la lutte inconditionnelle du PCF contre Le Pen.*

*Dominique, membre du cabinet du maire de Lille, adhésion en 1986, section de Lille.*

De manière générale, les militants interviewés admettent volontiers que le PCF possède des militants mieux formés au militantisme de terrain, plus actifs (Les communistes sont «volcaniques» dit Julien) et présents dans les actions partisans (porte à porte, campagnes électorales, propagande politique). Dominique conclut à la nature «plus révolutionnaire» du PCF par rapport au PS:

Je crois qu'au PC il y a une âme plus révolutionnaire. J'ai l'impression qu'au PS, on veut la justice sociale tout en restant dans un système d'économie libérale. Le PS veut réduire les injustices sociales. Au PC, il y a cette revendication sociale qui est la même, mais criée plus fort (...). Je pense que le PC veut véritablement réformer le système économique. Les communistes ont compris qu'il y avait une contradiction entre ceux qui détiennent les

instruments de production et ceux qui travaillent. Je crois que leur but est vraiment d'abolir cette contradiction.

Inversement, elle note la nature modérée», réformiste du PS, et l'oppose aux méthodes plus «radicales» des communistes. Ces propos sur le thème de «la fin justifie-t-elle les moyens?», laissent apparaître un PS légaliste, attaché à l'ordre juridique établi et un PCF qui souhaite s'affranchir de ce cadre légal pour rompre avec le système capitaliste:

Le PS n'est pas un parti révolutionnaire. Cela conviendrait tout à fait l'image que j'ai du PC. Je crois que le PC revendiquerait la fin pour pouvoir utiliser n'importe quel moyen. Au PS, c'est le contraire: la fin ne justifie pas les moyens. C'est comme cela que je distingue les révolutionnaires des non-révolutionnaires. Les révolutionnaires utiliseraient, à la limite, la violence. Une révolution, ça ne se passe pas toujours très bien. Il y a toujours des gens qui résistent. Il faut les combattre. Les socialistes seraient plutôt modérés: ils ne sont pas révolutionnaires dans les moyens.

En des termes similaires, Serge insiste sur ce point: il existe bien une différence importante entre le PS et le PCF. Le premier au pouvoir ne fait que réformer la société. Le second, s'il se retrouvait dans une position dominante, aurait à coeur de transformer radicalement la société:

Il est incontestable que si le PC était au pouvoir en France, on aurait des bouleversements considérables et un sens donné à la société qui serait diamétralement opposé à celui qu'on suit aujourd'hui (...). Le PC est encore, potentiellement, un parti révolutionnaire.

*Serge, membre du cabinet du maire de Lille, adhésion en 1985, section de Lille.*

### C. Social-démocratisation et a-communisme

Dans cette représentation tri-dimensionnelle du PCF, les militants socialistes finissent par aborder la question communiste sur un mode beaucoup moins passionnel, quasiment détaché. Il est possible de parler ici, après les deux premiers types de représentations du PCF — positif et négatif — d'un mode de représentation «a-communiste». Ce dernier type reflète, dans une large mesure, le rapport de force entre les deux formations aujourd'hui. Talonnant autrefois le PS, le dépassant même sur le plan électoral, le PCF a progressivement perdu ses bastions dans le Nord, ses effectifs militants ont également fondu. Le PS est devenu depuis les années 80 le parti dominant au sein de la gauche nordiste, sans aucun rival réel.

Cette représentation «a-communiste» est intéressante à un double titre. Elle indique le dépassement de la question communiste, aujourd'hui considérée comme mineure du fait du poids relativement faible de l'organisation communiste et des idées qu'elle défend. Davantage, la mémoire a-communiste montre la dynamique d'un cadre de la mémoire en évolution. La transformation de ce cadre est patente à travers les trois étapes du discours qu'un même militant peut tenir sur le PCF. Les représentations pro/anti/a-communiste peuvent à première vue paraître contradictoires. Elles sont, au contraire, logiquement imbriquées et articulées. Les références positive et négative renvoient aux souvenirs associés à un PCF fort et rivalisant à gauche avec le PS (couvrant *grosso modo* les années 30-70). La représentation a-communiste vient, ensuite euphémiser, réactualiser ces souvenirs, en repositionnant le PCF dans le champ politique contemporain (années 80-90). Ainsi, ces représentations contrastées et en apparence contradictoires peuvent être relevées dans le discours du même militant, y compris chez un militant ayant adhéré lors des années de forte compétition avec le PCF. Ces trois représentations permettent d'objectiver le travail des cadres de la mémoire dont parle Maurice Halbwachs. En d'autres termes, la dynamique de la mémoire associe pleinement le présent au passé:

c'est à partir du présent que l'on se rappelle, et à ce titre, les événements forts qui se sont déroulés il y a plusieurs dizaines d'années. Ces derniers sont reconstruits, remémorés à partir des impressions, des connaissances ou des préjugés du présent.

La mémoire a-communiste est une mémoire où le PCF cesse de passionner (positivement ou négativement) le militant socialiste. Le PCF est pratiquement devenu un «non-sujet» du fait du déclin, voire de la disparition des régimes ou partis se réclamant du communisme dans le monde:

Compte tenu de la situation mondiale actuelle et de l'évolution du communisme en général, la survie du PCF est complètement anachronique: c'est un parti qui ne devrait plus exister.

*Martine, employée à la mairie de Lille, adhésion en 1969, section de Lille.*

Serge compare le PCF à une «vieille dame» tournée vers le passé, qui «se contente d'arroser ses plantes à l'intérieur», mais «qui a cessé de regarder dehors». Puis, en des termes moins métaphoriques, il considère que le PCF est la forme achevée d'un «conservatisme d'extrême gauche»:

Le PC, aujourd'hui, est un parti conservateur de gauche. C'est même un parti conservateur d'extrême gauche. C'est un parti qui a gardé une idéologie dans le cadre absolument statique, hiératique de ses idées, de son langage, de ses références, au lieu de les faire évoluer.

*Serge, membre du cabinet du maire de Lille, adhésion en 1985, section de Lille.*

Serge ose une comparaison audacieuse: les communistes, aujourd'hui, seraient semblables au courant légitimiste qui, à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, s'opposa farouchement à l'instauration du régime républicain en France:

Le PC me fait penser aux Légitimistes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle qui allaient prier à Paris pour la mémoire de Louis XVI. Ils étaient complètement déconnectés de la réalité. Ils n'étaient plus une composante politique. Ces gens-là étaient pour le rétablissement de l'Ancien Régime, ce qui était une logique révolutionnaire par rapport à ce qui se passait à ce moment-là. Le PC, c'est pareil: il est partisan de l'instauration d'un régime socialiste... Mais être révolutionnaire sans en avoir les moyens, est-ce que cela a un sens?

«Le PC est dépassé». La formule revient tel un leitmotiv au cours des entretiens. Peu associé aux expériences gouvernementales de la gauche depuis la Libération (1945-47, 1981-84, 1997-99), il apparaît aux yeux des militants socialistes comme un parti de protestation, populiste, et cherchant par des revendications «démagogiques» et «irréalistes» à se rallier les électeurs déçus, mécontents des gouvernements socialistes ou conservateurs. Le PC incarne la quintessence du «parti d'opposition»:

Je crois qu'il faut savoir appliquer les idées à la réalité. Les communistes ont des idées, mais ils ne les appliquent pas à la réalité.

*Laurent, étudiant, adhésion en 1988, section de Lille.*

Le PC refuse toute réforme. Il en est encore, en exagérant un peu, bien sûr, à la volonté de changement brutal, ce qui fait qu'il ne prend jamais en compte les contraintes d'un gouvernement, de l'économie, etc. Il reste un parti d'opposition de plus en plus minoritaire.

*Martine, employée à la mairie de Lille, adhésion en 1969, section de Lille.*

Le problème des communistes, c'est qu'ils sont toujours dans l'opposition. On peut promettre n'importe quoi quand on est dans l'opposition! Quand on est au pouvoir, on est obligé de

gérer. On se rend compte qu'on ne peut pas tout faire en même temps ou tout promettre. Quand les communistes sont passés à la gestion [1981-84], ils ont compris qu'ils ne pouvaient pas honnêtement réaliser tout ce qu'ils avaient promis. Alors, ils ont mis tous les échecs sur notre dos.

*Monique, journaliste retraitée, adhésion en 1971, section de Lille.*

Les socialistes opposent à l'«irresponsabilité» communiste, le sens de la mesure, la recherche nécessaire du consensus, l'éthique de la responsabilité acquise au fil des gouvernements socialistes depuis 1981. La «culture de gouvernement» tant décriée dans les premières années des gouvernements Mauroy, semble aujourd'hui aller de soi.

Davantage, les militants socialistes se livrent à une lecture sociologique de l'évolution de la structure des classes depuis l'après-guerre. Tous notent que la classe ouvrière — la classe élue pour le PCF — est en constant déclin, qu'elle ne représente plus à l'heure actuelle qu'une fraction minoritaire d'un salariat largement rattaché aux activités du secteur tertiaire. A l'inverse, la dynamique interclassiste du PS le place dans une position favorable pour recevoir l'appui à la fois des populations ouvrières et des classes moyennes salariées. A ce titre, le déclin constant du PCF, de nature structurelle, serait irréversible. Il est intéressant de noter que la démocratisation de l'instruction publique depuis la guerre est un facteur cité pour expliquer l'essor électoral du nouveau PS à partir des années 70. Mieux et plus longtemps scolarisé, les socialistes considèrent qu'un salariat mieux éduqué constitue un électorat ou un réservoir de militants plus favorables au PS qu'au PCF. Ce dernier, pour les militants interviewés, n'attire dans une large mesure que les ouvriers de l'industrie. La population et cette culture étant en déclin, l'avenir du PCF est, pour les socialistes, sans grand espoir:

Maintenant, il n'y a plus de parti ouvrier véritable. Maintenant, tout le monde est relativement instruit (...).

Dans les années 30, il y avait pas mal d'illettrés, des types qui étaient manoeuvres (...). Ils étaient vraiment bêtes, ces pauvres types. Ils ne connaissaient pas leurs droits.

*Julien, Contrôleur principal du Trésor à la retraite, adhésion en 1933, section de Lille.*

On évolue vers le tertiaire. Il y a donc de plus en plus d'emplois dans le tertiaire. Or, le tertiaire marque moins que le travail industriel. On se dirige de plus en plus vers une société façonnée par la même culture, les mêmes médias.

*Monique, journaliste retraitée, adhésion en 1971, section de Lille.*

De fait, la classe ouvrière unifiée sociologiquement et politiquement autour du mouvement ouvrier et du PCF et, dans une moindre mesure, du PS, a cessé d'exister. Alain remarque qu'il conviendrait aujourd'hui de parler «des classes ouvrières», étant donné la multiplicité des situations socio-culturelles que le terme «classe ouvrière» recouvre:

Le mouvement ouvrier, j'en avais une vision unifiée. Maintenant, j'en ai plutôt une vision éclatée. La classe ouvrière est une catégorie qui a perdu beaucoup de sa force (...) surtout dans cette région, à travers les suppressions d'emplois, les restructurations, etc. (...). Manifestement, c'est un poids qui a diminué, une réalité qui s'est un peu éclatée. On a vraiment le sentiment que sous l'effet de la crise, il n'y a plus de classe ouvrière. Il y a un noyau ouvrier, sans doute, et puis, des gens marginalisés, qui sont paumés, dans la nature (...). La culture de la classe ouvrière s'est largement atténuée.

*Alain, Chargé d'études en urbanisme à la Direction Départementale de l'Équipement, adhésion en 1971, section de Lille.*

La désagrégation sociale et politique de la classe ouvrière et de son porte-parole dans le siècle, le PCF, ne fait pas oublier aux



socialistes que la pauvreté, l'exploitation et la souffrance sociales perdurent en France. Dans le vocabulaire socialiste, le «pauvre», l'«exclu», le «chômeur», le «marginalisé» remplace l'ouvrier, dont le militant remarque en passant qu'il ne se trouve pas forcément dans les situations sociales les plus précaires:

Je suis plus sensible maintenant aux plus pauvres qu'au monde ouvrier abstraitement, car je suis sûre qu'il y a des pauvres de savoir, d'argent. Il faut faire évoluer notre combat. Il y a encore un combat ouvrier, mais il y a aussi un combat des plus pauvres écrasés par la société actuelle. C'est notre forme nouvelle de combat.

*Monique, journaliste retraitée, adhésion en 1971, section de Lille.*

Je pense que le travail de la gauche, et en particulier du PS, c'est de réunifier la société française, c'est-à-dire de se préoccuper des 20% d'individus marginalisés. Il faut mettre en oeuvre un processus d'insertion, une politique en faveur du logement social, le RMI [Revenu Minimum d'Insertion], une politique inégalitaire au niveau de l'école — inégalitaire, parce que je pense qu'il faut donner plus à ceux qui ont le plus de handicaps — Il faut une batterie de moyens d'actions vis-à-vis de ceux-là.

*Alain, Chargé d'études en urbanisme à la Direction Départementale de l'Équipement, adhésion en 1971, section de Lille.*

La décomposition de la classe ouvrière, comme classe sociologiquement homogène et porteuse d'une conscience de classe, n'a pas forcément rendu le PS plus «prolétarien» selon ses militants. Le PS est souvent décrit, non sans quelque regret à Lille, comme le parti des classes moyennes et salariés. La montée du Front national, à partir du milieu des années 80, a, selon eux, capté en partie cet électorat populaire qui a progressivement cessé de voter pour le PCF:

La fonction remplie par le PC ne l'est plus par personne d'autre. Ceci explique le vote Le Pen (...). Il est certain que le PS s'est élargi du point de vue de l'audience électorale depuis plusieurs années. Mais il n'a pas joué le rôle du PC dans l'encadrement de la classe ouvrière au sens large du terme.

*Ariane, institutrice à la retraite, adhésion en 1955, section de Lille.*

La classe ouvrière, politiquement consciente et organisée, a cessé d'être le fer de lance des deux grands partis de gauche. Une série de changements sociologiques très marqués ont aussi pacifié les rapports entre les classes sociales, dont beaucoup de socialistes estiment qu'ils se sont adoucis. De manière très significative, la vision du monde — inspiré du marxisme — selon laquelle le champ social est un champ de luttes opposant des classes qui ont des intérêts très divergents, n'est pas retenue aujourd'hui par cette militante. Elle estime que le combat des socialistes en faveur de davantage de justice sociale ne se situe plus dans le cadre de la lutte des classes:

Je pense qu'il y a toujours — et cela rejoint le débat actuel au sein du PS — des inégalités et une revendication essentielle, qui est à la base du socialisme: plus de justice sociale. Est-ce que l'on peut encore parler de lutte des classes par rapport à ça?... Je ne crois pas.

*Martine, employée à la mairie de Lille, adhésion en 1969, section de Lille.*

En fin de compte, le dépassement de la question communiste au sein de la mémoire socialiste est réalisé quand le militant se penche sur les fortunes croisées du PS et du PCF depuis les années 60. Alain, entré au PS quelque temps avant le congrès d'Epinal en 1971, rappelle que le PCF était alors le parti hégémonique dans la gauche française, tant sur le plan électoral, militant et intellectuel. Aujourd'hui, les situations se sont inversées: le PS est largement

dominant et le PCF est devenu le petit parti que fut la SFIO avant le congrès d'Epinay. C'est encore une fois le «conservatisme» des communistes, leur «incapacité à s'adapter» à un monde en profonde mutation qui est évoqué pour expliquer ce retournement complet de position:

J'avais beaucoup de copains qui étaient ou dans la mouvance communiste ou d'extrême gauche. Ils plaisaient beaucoup en parlant de la SFIO, la «social-démocratie», les «sociaux-traîtres». On sortait de 68, l'extrême gauche était puissante, les communistes rayonnaient. On oublie un peu tout cela maintenant. Les communistes étaient hégémoniques sur le plan électoral et surtout sur le plan politique, en capacité d'intervention, en rayonnement intellectuel. Les intellectuels proches du PS, à cette époque, on les comptait sur les doigts de la main (...). La SFIO, en 1971, c'était rien! Quand on faisait un tract commun avec les communistes, il y avait un socialiste et dix communistes. C'était eux qui nous tiraient à l'époque. S'ils avaient évolué, à l'époque, le PS aurait eu beaucoup plus de mal à revenir.

*Alain, Chargé d'études en urbanisme à la Direction Départementale de l'Équipement, adhésion en 1971, section de Lille.*

Ayant commenté les raisons du déclin du PCF, le militant peut reconnaître, avec une relative sérénité, le nouveau cours «pragmatique», «gestionnaire» d'un parti plus souvent au pouvoir que dans l'opposition depuis 1981. Le capitalisme n'est plus, dans ce nouveau cours, un cadre à dépasser. Il est accepté:

Je crois que l'exercice du pouvoir nous a montré que nos rêves de changer la vie avaient des limites... L'expérience du pouvoir nous a montré beaucoup de choses.

*Monique, journaliste retraitée, adhésion en 1971, section de Lille.*

Le capitalisme nous entoure. Par conséquent, on a beau être anti-capitaliste, on a des réactions capitalistes.

*Jean L., fonctionnaire retraité, adhésion en 1975, section de Lille.*

Alain souligne la logique des représentations a-communistes: le PCF ne constitue plus aujourd'hui un «problème central», mais simplement une des forces et questions périphériques que le PS doit considérer (alliances électorales à gauche, capacité de «nuisance» à gauche du PCF quand le PS est au gouvernement). Le PCF est devenu un objet d'attention mineur et que l'on ne craint plus guère, bref qui n'intéresse plus beaucoup les socialistes:

Je dois avouer que depuis un certain temps, je suis de moins près qu'avant les infléchissements, évolutions et virevoltes du PC. Je pense que c'est moins important (...). Le PC reste un problème, mais ce n'est plus le problème central. Dans les années 70, le problème central c'était l'Union de la gauche. Tous les clivages à l'intérieur du PS reposaient sur cette question. Aujourd'hui c'est devenu un problème parmi d'autres. Je ne suis pas partisan d'évacuer le PC aux élections municipales, mais je n'accepterai pas un accord avec le PC à n'importe quel prix (...). Je ne sais pas ce que c'est l'idéal communiste... Je ne me pose plus ce type de question.

*Alain, Chargé d'études en urbanisme à la Direction Départementale de l'Équipement, adhésion en 1971, section de Lille.*

Les représentations tri-dimensionnelles du PCF dans la mémoire des socialistes lillois ont permis d'illustrer le caractère évolutif d'un cadre de la mémoire collective.

Ce cadre est «opérant» dans la mesure où il s'avère extrêmement stimulant pour fixer des souvenirs importants de la vie militante. Le PCF agit en quelque sorte comme un cadre révélateur de l'identité socialiste septentrionale. Ce cadre-miroir renvoie aux militants socialistes qui viennent verbalement s'y

regarder, l'image de ce qu'ils sont, ainsi que les tensions plus récentes d'un changement d'identité amorcé depuis les années 80.

Le cadre de la mémoire communiste déclenche une série de souvenirs liés à l'affirmation de l'identité socialiste éternelle: les principes de pluralisme, de tolérance, de la démocratie dans le parti sont affirmés indirectement après avoir décliné les «aspects pervers» du communisme (totalitarisme soviétique, uniformisation de la pensée, absence de démocratie dans la vie de parti).

A cette première représentation «négative» du PCF, se joint immédiatement une représentation «positive»: celle-ci souligne les mérites de la radicalité communiste dans son combat en faveur de la justice sociale, la composition authentiquement populaire de sa base électorale et militante, le rôle crucial rempli par le PCF à des moments-clés de l'histoire de France (e.g. la résistance pendant la guerre). Indirectement, encore, le cadre communiste amène le militant socialiste à questionner sa propre identité sur le terrain de la lutte sociale et le rôle réformateur du PS. Sur ce terrain, la frustration socialiste apparaît patente. Fortement recentré depuis les années 80, le PS s'est sociologiquement embourgeoisé et ses positions politiques (en particulier sur le plan social et économique) sont souvent perçues par les militants comme «trop modérées» par rapport à celles du PCF. Cette deuxième représentation renvoie donc à l'esprit du militant une image trop centriste, trop sage et consensuelle de son propre parti. En comparaison, le PCF suscite une certaine fascination car il a su rester fidèle aux idéaux de transformation sociale radicale que les deux partis de gauche affirment tous deux partager depuis 1920. On pourrait parler à ce stade d'une forme de complexe d'infériorité des socialistes vis-à-vis de la radicalité communiste, fortement séduisante et impressionnante aux yeux de la majorité des socialistes. Ce complexe permet d'ailleurs de rendre compte de plusieurs décennies d'hégémonie intellectuelle et idéologique du PCF au sein de la gauche française. Les attaques communistes contre les

«sociaux-traîtres» socialistes firent mouche pendant longtemps, comme le rappelle Alain, un militant lillois, car les socialistes ont accepté pendant des décennies de juger de l'efficacité et la de la justesse de leur engagement politique à l'aune des critères établis par le PCF (nationalisation, lutte des classes, défense des intérêts ouvriers, rejet de l'économie de marché, etc.).

Le troisième type de représentation est «a-communiste» dans le sens où il indique l'affadissement de la question communiste. En d'autres termes, il montre que le cadre de la mémoire communiste, comme aide-mémoire, est de moins en moins pertinent pour les militants socialistes. Des plus anciennes aux plus jeunes générations, le discours sur le PCF est marqué par un désintérêt croissant pour la question communiste. Le cadre communiste remplit, une fois de plus, le rôle de révélateur d'une identité socialiste en mutation: cette dernière représentation, davantage que les deux précédentes, prend appui dans le présent et se projette dans l'avenir. La situation présente est celle d'un PCF politiquement et intellectuellement en profond recul, loin derrière le PS devenu depuis vingt ans le parti dominant à gauche. Les socialistes parlent le langage du réalisme politique, reconnaissent que leur parti et eux-mêmes ont changé au contact des diverses expériences gouvernementales depuis 1981. Au coeur de cette dernière représentation, le PCF ne constitue plus un repère-étalon de l'identité socialiste, mais simplement «un des problèmes» que le PS doit affronter. Cette dernière représentation amorce la disparition progressive du PCF comme cadre de la mémoire. Il est probable que la même étude conduite dans cinq ou dix ans montrerait une nette accentuation de cette tendance. On peut conclure de cette observation empirique que le cadre de la mémoire communiste est en évolution constante et que cette évolution dépend de sa pertinence et de sa visibilité présente au moment où les militants se souviennent, c'est-à-dire au présent. Pour qu'un cadre continue de structurer fortement et lisiblement les souvenirs des militants, il faut que sa présence dans le présent continue de produire des effets, un stimulus. Ce stimulus ne peut s'exercer que si le cadre est

passible d'une lecture claire et structurante par rapport aux intérêts et enjeux politiques des militants au temps présent. Le PCF, organisation en déclin continu depuis plus de vingt ans, offre par conséquent un cadre de moins ne moins stimulant, en particulier pour les plus jeunes adhérents qui n'ont pas connu ce parti au faite de sa puissance et de son prestige dans les années d'après-guerre.

A travers l'usure et l'affadissement du cadre communiste dans la mémoire socialiste, il est ainsi permis d'effectuer une lecture de l'évolution identitaire et politique du PS, d'un parti fortement attaché aux valeurs et programmes socialistes à une formation dont les adhérents prennent acte de sa «social-démocratisation». Cette «social-démocratisation» est synonyme, en France, d'acceptation du réformisme gestionnaire, et contraste avec les grands schèmes de rupture de l'avant 1981<sup>798</sup>. Cette «social-démocratisation», amorcée dans les années 80 lors de la première expérience gouvernementale de la Vè République, fut dans un premier temps niée, puis progressivement reconnue. Elle semble aujourd'hui acceptée voire même revendiquée, à travers un filtre communiste de plus en plus poreux.

---

<sup>798</sup> Voir supra: IIè partie, Chapitre Ier, Section I sur la «normalisation» du Parti socialiste.

## Section II

### Jean Jaurès: sociologie d'une mythologie militante

Quatre-vingt ans après, le nord du Tarn, dont il fut le député, est encore imprégné de sa mémoire. Ici, dans le carmausin, il n'est pas une famille qui ne connaisse une anecdote héritée d'un parent ayant côtoyé Jaurès.

Paul Quilès<sup>799</sup>.

Le propre du mythe est d'effacer les discontinuités, les ruptures, pour mettre en avant un discours homogène, sans faille, s'appuyant sur une chronologie dans laquelle chaque étape peut être considérée comme l'aboutissement logique de la précédente et l'annonce de la suivante.

Gérard Noiriel<sup>800</sup>.

Si l'on reprend la définition du mythe donnée par Gérard Noiriel, on s'aperçoit que les récits de la vie de Jean Jaurès au sein du groupe socialiste à Carmaux, empruntent nombre des éléments du mythe que recense l'historien. C'est donc à ce titre qu'il semble possible de parler de la «mythologie militante» à l'égard du député de Carmaux. Les travaux souvent hagiographiques de militants ou d'historiens amateurs de la région, les publications locales ou nationales mettent en effet l'accent sur la trajectoire politique rectiligne et exemplaire de Jean Jaurès. En outre, on a pu repérer

---

<sup>799</sup> P. Quilès, «L'espoir plus que jamais...», in Association Pays de Jaurès, *Ils ont tué Jaurès!*, 1994, p. 5.

<sup>800</sup> G. Noiriel, *Les Ouvriers dans la société française. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 1986, p. 154.



précédemment la tendance à «sur-humaniser» le leader de la SFIO, en le dotant souvent de pouvoirs divins ou à tout le moins extraordinaires<sup>801</sup>. C'est en particulier à la mémoire fantastique, surréelle de Jaurès que cette dernière section sera consacrée. Il s'agira de repérer et de comprendre, à travers les représentations de Jean Jaurès, la logique et le sens de cette mémoire paradoxale, de nature quasiment religieuse chez des militants qui sont pour la plupart farouchement athées ou non-pratiquants.

#### A. Les cadres d'une sanctification politique

Les militants carmausins rapportent des histoires sur la vie de Jean Jaurès parmi les mineurs de Carmaux. Ces récits sont souvent de nature légendaire car ils les tiennent de parents ou d'amis de parents. Transmis de génération en génération, il est vraisemblable que ces anecdotes sont nourries par la représentation extra-ordinaire du député socialiste telle qu'on l'observe au cœur de la mémoire historique du PS. En retour, cette forme d'«oralité pieuse» sur la vie de Jaurès entretient un climat particulier à Carmaux, une ville qui semble bercée par les actions et les discours d'un homme décédé il y a plus de quatre-vingts ans.

Jean-Pierre I., parce qu'il est l'un des «intellectuels» de la section, un grand amateur d'ouvrages historiques, est le plus à même d'objectiver ce phénomène:

A Carmaux, il s'est gardé ce culte de Jaurès (...). Je ne pense pas qu'il y ait une maison de militant socialiste de Carmaux qui n'ait pas un portrait ou un buste de Jaurès.

*Jean-Pierre I., président du district intercommunal, adhésion en 1973, section de Carmaux.*

Jaurès fait partie intégrante du patrimoine carmausin. Bien qu'ayant eu une longue carrière politique et de journaliste à Paris,

---

<sup>801</sup> Voir supra: Ilè partie, chapitre II, Section II sur le mythe Jean Jaurès à Carmaux à travers les écrits et de la mémoire historique du PS.

les socialistes carmausins veillent jalousement que l'origine carmausine de Jaurès ne soit pas contestée:

Je pense que les gens à Carmaux considèrent Jaurès un peu comme leur propriété (...). Si vous leur disiez que Jaurès n'a rien à voir avec Carmaux, je pense qu'ils se rebifferaient.

*Jean Bo., dessinateur à la mine, adhésion en 1979, section de Blaye-les-Mines.*

Les cadres de la mémoire jaurésienne sont pourtant bien difficiles à identifier. La comémoration annuelle du 31 juillet a par ailleurs démontré le très faible travail de réactivation de la mémoire historique du leader défunt. Bien davantage qu'un retour en pensée sur la vie politique de Jaurès, cette rencontre a pour objectif — indirect certes — d'aider à resserrer les liens affectifs des membres du groupe socialiste. Dans ces conditions, il apparaît que la connaissance de Jaurès ne peut venir que de sources personnelles: essentiellement par le biais d'histoires familiales ou de lectures. Il n'est pas rare que des militants socialistes aient chez eux quelques ouvrages consacrés à Jean Jaurès. Il est plus rare qu'ils les aient tous lus. Pierre-Guy le reconnaît franchement:

Bon, je suis en train de lire... Je vous dirai, de Jaurès, je n'ai pas lu grand chose, faut être honnête, hein!... Bon, mais on accepte des idées... Je suis en train de revoir certaines choses (...). C'est à force d'entendre parler les gens, d'entendre des citations, d'entendre certaines choses, j'ai voulu connaître ce qu'était l'homme. Quoi, bon ben, je suis en train de le faire. Il vaut mieux tard que jamais vous me direz... (rire).

*Pierre-Guy, Ingénieur en recherche agronomique, maire de Blaye-les-Mines depuis 1989, adhésion en 1990, section de Blaye-les-Mines.*

Pierre-Guy s'est mis à «étudier» Jaurès, pratiquement scolairement, parce qu'on en parle beaucoup à Carmaux, mais aussi pour dépasser certains clichés entendus ici et là sur le leader

socialiste («(...) à force d'entendre (...) certaines choses»). Il veut s'informer sérieusement sur le personnage historique a propos duquel il reconnaît ne pratiquement rien savoir.

Ainsi, au-delà de ce travail conscient sur le personnage historique auquel se livrent quelques rares militants, la majorité des socialistes carmausins reprend les stéréotypes qui tendent à «sur-humaniser» l'image ou les qualités personnelles de Jean Jaurès.

*«Jaurès, c'est notre bon Dieu»*

Jean Jaurès ressort de la plupart des entretiens sous les traits de l'homme qui incarne de manière idéale-typique l'idéal de justice sociale. Les termes «pureté», «désintérêt», «générosité» et «amitié» reviennent le plus fréquemment:

Il me semble que des gens comme Jaurès, c'étaient des purs à l'époque: un pur socialiste. Il ne suivait pas ses intérêts personnels.

*Nicole, sans profession, adhésion en 1989, section de Carmaux.*

De nombreux militants ont un parent, proche ou éloigné, qui a connu Jaurès, «l'a suivi» à l'occasion des campagnes électorales, l'a entendu discourir. Les anecdotes qui commencent presque tous par: «Je peux vous dire que ma grand-mère/grand-père ont connu Jaurès» sont courantes. Il est aussi fréquent de se remémorer des carmausins aujourd'hui disparus, qui ont été les acteurs d'un épisode historique lié à la vie ou la mémoire de Jean Jaurès:

J'ai connu, moi, le secretaire de la mairie de Carmaux (...). Il avait apporté les cendres de Jaurès au Panthéon<sup>802</sup> (...). Il était

---

<sup>802</sup> En 1924, le gouvernement du Cartel des Gauches décide le transfert des cendres de Jean Jaurès au Panthéon à Paris. Cet acte coïncide avec l'élévation de Jaurès au rang des «grands hommes et héros de la patrie». Une délégation de mineurs carmausins est chargée d'amener le char funèbre supportant le cercueil de Jaurès à Paris.

très jeune (...). Ça l'avait profondément marqué. Il avait quinze ans. Des fois, il nous racontait.

*Michèle, institutrice à la retraite, adhésion en 1962, section de Carmaux.*

Jacques G. parle de la «vénération» que les carmausins vouent à Jaurès, un sentiment qui, selon lui, se transmet de génération en génération:

On aime Jaurès parce que c'est Jaurès. Ça se passe de génération en génération. Cette affection, cette vénération qu'on a pour Jaurès, ça passe, et dans toutes les couches [sociales], dans tous les milieux (...). On accepte que d'autres [en dehors du PS] essayent de se l'accaparer... Oh, on l'accepte, oui, parce qu'on préfère qu'on l'estime plutôt qu'on nous le chicane. Mais on le vénère, nous.

*Jacques G., instituteur à la retraite, ancien maire de Carmaux (1977-95), adhésion en 1959, section de Carmaux.*

La distinction entre «eux» (les non socialistes) et «nous» est claire. Si par opportunisme politique, d'autres partis politiques revendiquent le discours de Jaurès (le PCF, mais aussi la droite), au PS, nous assure Jacques G., l'amour de Jaurès est éternel, sans faille, une sorte d'«amour filial» (Jacques G. me glisse, ému, au cours de notre conversation: «J'aime Jean Jaurès»). Pour emprunter au registre du religieux: les socialistes carmausins le *vénèrent*.

Les propos lyriques de Jacques G., même si quelque peu exacerbés par la situation d'entretien, s'inscrivent encore une fois dans le registre de la célébration religieuse du défunt socialiste. Jacques G. insiste et conclut que la vénération des carmausins pour Jaurès ne s'explique pas parce qu'il était un grand homme socialiste, mais *intuitu personae*: «On aime Jaurès parce que c'est Jaurès»:

A Carmaux, on aime Jaurès parce que c'est lui (...). Bien sûr que le socialisme y est pour quelque chose. Mais maintenant,

on a presque dépassé cet aspect politique. On aime Jaurès parce que c'est Jaurès.

Jacques G., un ancien instituteur de l'Ecole laïque, décrit un «Jaurès-christique» venu parmi les carmausins pour les écouter, leur tendre la main et partager leurs souffrances au quotidien:

Vous savez quand les gens sont malheureux, quelle que soit la raison de leur malheur (...). Quand on est dans le malheur, on a besoin de quelqu'un qui vous écoute et vous tend la main. Et Jaurès, d'entrée de jeu, a su écouter ces gens-là. Il a su les écouter, leur tendre la main et les aimer (...). C'est ça qui a fait cette espèce de lien étroit et toujours vrai entre Jaurès et les mineurs. C'est ce besoin d'aide, ce besoin d'intérêt, cette affection, cette passion, cette écoute que Jaurès a su apporter (...). Et puis cette volonté de faire avancer les problèmes qu'on lui portait, parce qu'il les sentait, parce qu'il en mesurait l'étonnante réalité, le besoin de les faire avancer.

Jacques finit par le reconnaître: Jaurès était un homme «extra-ordinaire», «exceptionnel», avec une «destinée exceptionnelle». Devant un tel personnage, il convient de se montrer moralement et politiquement «irréprochable», «à la hauteur», non simplement en paroles mais aussi en actes:

Moi, je vois, on parle de Jaurès, on parle de Jaurès... Mais qui c'est qui est *digne* de Jaurès?! Est-ce qu'ils sont tous sincères, ces mecs-là?

*Maxime, mineur retraité, adhésion en 1953, section de Blayelles-Mines.*

Jaurès est dans les têtes et les coeurs de ces anciens militants carmausins. Son souvenir est évoqué en des termes qui renvoient à la liturgie des Saints. Louinou et son épouse, pourtant deux socialistes «bouffeurs de curés», divinisent le député de Carmaux au

détour d'un propos anti-catholique<sup>803</sup>. Paradoxalement, ils dénieient à l'Eglise et à la religion catholique la sainteté qu'ils accordent à Jaurès:

La messe, nous, c'est Jaurès. C'est notre bon dieu.

*Mme R. (épouse de Louinou).*

Pour Louinou et son épouse, Jaurès fait partie de leur vie quotidienne. Il est symboliquement associé à leur mariage:

On s'est marié le jour de l'anniversaire de Jaurès! Ça fait soixante-six ans qu'on est ensemble!

*Louinou, mineur retraité, adhésion en 1933, section de Carmaux.*

Louinou connaît un de ces innombrables chants populaires qui ont été écrits à la mémoire du leader assassiné et qui furent longtemps chantés par les socialistes. La tradition semble être en voie de disparition. Louinou, notre «préposé à la mémoire» socialiste locale met un point d'honneur à me chanter une chanson dédiée au député de Carmaux, en dépit des protestations de son épouse qui estime «qu'il chante faux». Il me tend un feuillet dactylographié d'une chanson intitulée: «Chanson de Jaurès» et se met à chanter en lisant les paroles imprimées:

Des années se sont écoulées  
Depuis le soir du crime odieux  
Coup cruel de la destinée  
Suivi de tant de jours affreux  
Aujourd'hui ta pure mémoire

---

<sup>803</sup> A l'occasion du spectacle «Ils ont tué Jaurès!» organisé en août 1994 sur le site minier de la Découverte, Louinou est interviewé dans la brochure officielle du spectacle. Il dit à propos de Jaurès: «Cet homme-là a fait tant de bien que jamais je ne pourrai oublier ce qu'il a dit, jamais. Et personne ne doit oublier. Il n'a pas parlé uniquement pour les mineurs, mais aussi pour les verriers, pour tous les ouvriers, pour toute l'humanité». «Témoignages de Tarnais», in Association Pays de Jaurès, *Ils ont tué Jaurès!*, 1994, p. 66.

Qui plane toujours parmi nous  
Resplendit de toute sa gloire  
Au martyr, au geste d'un fou  
Combattons tous sans lasser  
La guerre qu'il faut déshonorer

(refrain)

Jaurès, toi qui dans tes discours et dans tes livres  
Pour l'ouvrier demanda le droit de vivre  
Jaurès soit pour nous le flambeau qui éclaire  
Et jette vers les temps nouveaux ta lumière

Toi qui fut vibrant et sincère  
Toujours et toujours humain  
Guide-nous ainsi que naguère  
Combien est rude notre chemin  
Apprends que mieux vaut en somme  
Savoir aimer que haïr  
Répétons le à tous ... (il arrête soudainement de chanter)

Le phénomène de «sur-humanisation» ou de «sanctification laïque» de Jean Jaurès se rencontre ainsi au coeur de la mémoire vive militante. En cela, les représentations des socialistes carmausins rejoignent la thématique développée à travers les bondieuseries et la mémorabilia commémoratives décrites par les historiens depuis la mort de Jaurès.

Il convient toutefois de noter que la déification de Jaurès est générationnellement marquée: ce sont les générations de militants entrés au PS dans les années 30, 40 ou 50 qui représentent le leader socialiste de cette manière. La mythologie jaurésienne n'est guère reprise par les générations entrées dans les années 70, 80, 90. La vénération dont l'entourent les anciens est remplacée par un discours plus distancié, analytique, critique. Certains parlent même d'une forme de «folklore» à propos du Jaurès tel qu'il est représenté par les anciens.

Il est donc possible de conclure sur ce point en disant que Jean Jaurès, comme cadre de la mémoire carmausine, subit une évolution importante à partir des générations les plus récentes d'adhérents. On peut en ce sens noter la «laïcisation» de la représentation de Jaurès chez les militants les plus jeunes. Cette «laïcisation» laisse entrevoir un rapport au personnage historique moins passionnel et moins partisan, davantage tourné vers une compréhension plus concrète et critique de sa pensée et de son action politique. Cela peut s'expliquer par l'espacement temporel entre la mort du député de Carmaux (1917) et les plus jeunes socialistes. Pour les plus anciens, Jaurès est une figure relativement concrète: des parents l'ont personnellement connu, vu, «suivi» lors des déplacements pendant les campagnes électorales. Sa mort a aussi marqué certains vieux militants à qui des parents ont rapporté l'événement, ce qui explique la nature très passionnelle, quasiment tragique du rapport au leader socialiste. Pour les plus jeunes, ce sentiment d'impuissance et de perte très sensible chez les anciens, fait place à une relation beaucoup plus sereine et moins personnelle. Jaurès est ici perçu comme une célébrité locale dont on s'enorgueillit, mais pas au point de s'identifier à lui avec l'intensité quasi-filiale qui caractérise le rapport des anciens militants au député carmausin.

Jean Jaurès, comme cadre structurant très fort de la mémoire locale, est ainsi clairement soumis aux aléas de la reconstruction du passé à partir de préoccupations, d'intérêts et de perceptions des militants dans le temps présent.

#### *La mémoire collective en «son et lumière»*

Les cadres de la mémoire peuvent parfois être réactivés de manière directe et volontaire. Le spectacle «son et lumière» consacré à Jean Jaurès organisé du 1er au 7 août 1994 près du site minier de la Découverte, a répondu à ce souci. Le spectacle intitulé «Ils ont tué Jaurès!» est consacré «Spectacle-événement» par ses organisateurs. Il reçoit dans les semaines précédant les



représentations une couverture médiatique importante<sup>804</sup>. Les collectivités locales et régionales ont apporté leur soutien financier, ainsi que 923 donateurs privés<sup>805</sup>.

Paul Quilès, ancien ministre socialiste des années 80, élu député dans la circonscription de Jaurès en 1993, est «à l'initiative du projet»<sup>806</sup>. Préparé dans le contexte défavorable de l'annonce de la fermeture du dernier puits de mine dans le carmausin et survenant un an après la sévère défaite du PS aux élections législatives de 1993, Paul Quilès a dû affronter une série de problèmes de nature politique et économique. Sur le plan politique, le PCF et la CGT se sont fortement opposés au projet, estimant qu'il était inopportun de consacrer tant d'argent à un spectacle au moment où le déclin final de l'exploitation du charbon dans la région allait entraîner la mise au chômage de plusieurs dizaines de mineurs. Le député socialiste a répondu que cette initiative était essentiellement financée par des sponsors privés qui, en dehors du spectacle, n'auraient jamais «donné un sou pour la mine». Les collectivités locales se sont largement associées au financement de l'entreprise (Conseil général du Tarn, Conseil Régional Midi-Pyrénées, ainsi qu'une subvention de la ville de Carmaux). Des dirigeants socialistes locaux ont estimé que la démarche de Paul Quilès visait à lui assurer une «légitimité politique» dans une région où il venait d'être fraîchement élu<sup>807</sup>.

Le projet répondait à deux objectifs principaux: faire revivre la mémoire de Jean Jaurès dans le carmausin et donner une image «moderne» et «entreprenante» d'une région économiquement sur le déclin depuis la fermeture des puits de mine. Sur l'aspect économique du projet, P. Quilès a promis aux Carmausins des

---

<sup>804</sup> On peut noter, entre autres, le soutien en matière de communication apporté par des d'organes de presse de gauche: *Le Nouvel observateur* (proche du PS), *La Dépêche du Midi* (propriété des Baylet, famille radicale de gauche), *L'Humanité* (proche du PCF), *Vendredi* (alors hebdomadaire du PS).

<sup>805</sup> Dont la Fondation Jean-Jaurès à Paris.

<sup>806</sup> «Remerciements», in Association Pays de Jaurès, *Ils ont tué Jaurès!*, 1994, p. 6.

<sup>807</sup> M. Charbonnières, «L'histoire rattrapée par le spectacle», *Le Figaro*, 24 juillet 1994, p. 5.

«retombées touristiques immédiates»<sup>808</sup>. Autour de l'ère du spectacle a été aménagé un «Village Gourmand» au sein duquel des stands ont été installés. Ces stands sont tenus par des producteurs fermiers venus faire connaître et vendre au public leur foie gras, saucisson, fromages, etc.

Une «Association Pays de Jaurès» ayant son siège à Carmaux est créée en septembre 1993. P. Quilès confie au réalisateur-producteur Serge Moati<sup>809</sup> le soin d'imaginer un scénario et de s'occuper du projet en général. Le metteur en scène Claude Moreau organise la mise en forme du spectacle. Dix acteurs professionnels sont rejoints par une troupe de 200 figurants qui a été sélectionnée parmi la population de Carmaux et des environs. Rolande Trespé, historienne et spécialiste du mouvement ouvrier et du socialisme à Carmaux, remplit les fonctions de «conseillère historique».

Les organisateurs espéraient pouvoir compter sur 1.000 figurants au départ. Le projet a été exposé dans un premier temps par Paul Quilès aux élus et militants. Il ne reçoit qu'un soutien discret de leur part<sup>810</sup>. Quant aux figurants, les anciens mineurs et membres des sections socialistes locales ont très largement refusé de s'associer à un spectacle perçu comme «imaginé, organisé et joué par des parisiens». J.-C. Michaux me confie avoir rencontré des «blocages d'ordre culturel» pour faire participer au spectacle des anciens mineurs: «Pour le mineur, jouer le rôle d'un figurant — y compris le rôle d'un mineur — est impensable: cela fait femmelette».

Pendant une semaine, les représentations se sont déroulées en plein air à côté du site de La Découverte. Cinq mille personnes ont assisté à chacune des représentations. La scène est longue et

---

<sup>808</sup> V. Schneider, «Sept jours pour faire revivre Jaurès et Carmaux», *Libération*, 30-31 juillet 1994, pp. 5-6.

<sup>809</sup> Proche du PS, Serge Moati s'est fait le spécialiste, depuis 1981, du tournage de documentaires proposant de suivre les campagnes électorales de candidats socialistes aux élections présidentielles ou législatives.

<sup>810</sup> Entretien avec Jean-Claude Michaud, coordinateur général du spectacle, Carmaux, 16 août 1994.

étroite. Derrière celle-ci, les échafaudages du décor représentent tantôt la mine de Carmaux, tantôt la verrerie ouvrière d'Albi. A intervalles réguliers, un film est projeté sur l'échafaudage: on y voit intervenir l'académicien Alain Decaux à propos d'épisodes historiques en rapport avec la vie de Jean Jaurès. Les acteurs et figurants investissent parfois les à-côtés de la scène pour jouer certains épisodes historiques: le discours de Jaurès au Pré-Saint Gervais, la construction de la verrerie ouvrière. Les acteurs chantent tour à tour *La Carmagnole*, *L'Internationale*. De courtes séquences filmées à la chambre des députés à Paris ou devant la mairie de Carmaux complètent encore le spectacle. Celui-ci est découpé en cinq tranches principales: un prologue qui montre l'arrivée de Jaurès à Carmaux; une phase consacrée aux grèves des verriers suivies par la création de la verrerie ouvrière; une séquence passe en revue les combats politiques importants de Jaurès (son action de député à la Chambre, son engagement en faveur du capitaine Dreyfus, son rapport à la religion, ses différentes campagnes électorales à Carmaux; une autre séquence met en scène la montée du premier conflit mondial et l'action de Jaurès en faveur de la paix et de l'unité socialiste en Europe; le dernier épisode s'achève sur l'assassinat de Jaurès au Café du Croissant à Paris.

Le parti-pris des organisateurs du spectacle a été de couvrir autant que faire se peut des aspects très divers de la vie personnelle et politique de Jaurès. En conséquence d'un tel choix exhaustif, le spectateur assiste à une représentation «nerveuse», où différents tableaux politiques complexes sont abordés à grande vitesse, et sans réel souci de didactisme. Une connaissance de certains événements historiques s'avère ainsi nécessaire afin de pouvoir suivre le fil d'une narration parfois confuse, car trop riche, rapide et sommaire à la fois<sup>811</sup>.

---

<sup>811</sup> Serge Halimi écrit à ce propos: «La volonté d'être exhaustif oblige à une cascade de situations tellement rapides que, des débats les plus complexes du mouvement ouvrier français (la coopérative, l'affaire Dreyfus, la paix), il ne reste plus guère qu'un collage de clips (...). Où regarder? Et que retenir?». S. Halimi, «La tranquillité perturbée de Jean Jaurès», *Le Monde Diplomatique*, septembre 1994, p. 23.

Le spectacle est placé sous un patronnage politique oecuménique. Dans la brochure du spectacle, Philippe Séguin (RPR), alors président de l'Assemblée nationale, vante les qualités d'orateur public à la Chambre de Jaurès, Jacques Limouzy (RPR), alors maire de Castres, met l'accent sur l'intellectuel-Jaurès qui «a baigné dans la culture gréco-latine», Dominique Baudis (UDF) célèbre «l'humaniste», et Pierre Mauroy (PS et alors président de l'Internationale socialiste) parle de la «petite flamme de l'espérance» qui a éclairé l'Internationale socialiste. Cet hommage appuyé de la droite et de la gauche unanimes renvoie au portrait d'un Jaurès «humaniste» et «intellectuel». Le rappel des luttes politiques de Jaurès contre le capital, le paternalisme des propriétaires de la mine, l'Eglise, les mesures d'intimidation contre les militants socialistes et les syndicalistes est soigneusement évité pour ne pas troubler le consensus politique établi entre la droite à la gauche autour de ce spectacle. Il n'est donc pas étonnant, une fois le consensus établi sur un «Jaurès minimum», que chacun des partis politiques français puisse se recueillir autour de la mémoire du défunt et même se poser, partiellement, en héritier du socialiste.

Ce spectacle en «son et lumière» semble s'apparenter, de manière générale, à un projet antérieur et similaire consacré à la Vendée pendant la Révolution française. Il s'agit du spectacle «son et lumière» du Puy du Fou organisé par le député conservateur Philippe de Villiers. J.-C. Martin et Ch. Suaud écrivent à ce propos:

On veut montrer qu'un accord aussi large sur l'aspect extraordinaire et attirant de l'entreprise n'est possible que parce que tout le spectacle est organisé pour créer, à travers la croyance de la réactivation d'une Vendée éternelle qui ne devrait rien à l'action, ni aux intérêts de ceux qui la mettent

en scène, l'illusion de la continuation parfaite d'une société aujourd'hui disparue, bref l'illusion de l'authenticité<sup>812</sup>.

Il ne faut pas en déduire hâtivement que de telles reconstitutions historiques sont «plaquées artificiellement» dans un décor socio-politique donné. Les deux historiens précisent que

Si l'initiative du spectacle du Puy du Fou revient incontestablement à Philippe de Villiers, les conditions qui l'ont rendu possible doivent être recherchées dans une *formation sociale* locale, pour reprendre l'expression de Norbert Elias, composée d'individus objectivement situés dans des communautés où les *liens sociaux* sont restés forts et dotés de dispositions leur permettant de percevoir l'enjeu de la représentation qui leur était proposée. Comme le rapporte l'un des acteurs de la première heure, «le projet du Puy du Fou n'aurait pas marché, s'il avait été artificiellement plaqué»<sup>813</sup>.

Ainsi, à l'instar du spectacle du Puy du Fou, le spectacle Jaurès de Carmaux semble répondre au souci de l'authenticité: après tout, Jaurès fut bien un acteur local essentiel pour la population carmausine, même s'il est mort il y a déjà quatre-vingts ans. Il ne s'agit donc pas de «fabriquer du Jaurès» et de le proposer à un public qui lui étranger (cela aurait pu être le cas si ce même spectacle avait été organisé à Paris ou toute grande ville de province). Jaurès est omniprésent dans la mémoire historique et vive du Carmausin. Il semble aller de soi qu'un tel spectacle puisse se dérouler à cet endroit. Les conditions d'un intérêt local et d'une réception de qualité semblent donc être réunies. Le décor du spectacle se fonde, au sens propre, dans la terre minière locale et les épisodes historiques que l'on recrée (mettant essentiellement en scène Jaurès et les mineurs de Carmaux) font effectivement partie du paysage

---

<sup>812</sup> J.-C. Martin, Ch. Suaud, «Le Puy du Fou. L'interminable réinvention du paysan vendéen», *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, no 93, juin 1992, p. 23.

<sup>813</sup> J.-C. Martin, Ch. Suaud, *op. cit.*, p. 25.

historique local. «L'illusion de l'authenticité» dont parlent les deux historiens est présente dans le cas carmausin. Mais force est de constater qu'il ne s'agit bien que d'une «illusion d'authenticité» car on s'efforce de recréer, selon les artifices de la mise en scène les plus modernes<sup>814</sup> pendant une semaine de représentations, un monde et des personnages irrémédiablement disparus.

Dans ces conditions, il faut comprendre les réactions prudentes, voire soupçonneuses de vieux militants socialistes ou d'anciens mineurs. L'idée de se déguiser pour jouer un rôle qui ne correspond qu'en apparence à la mine et au PS qu'il ont eux-mêmes connu, s'apparente, à leurs yeux, à un «jeu de rôles» qui s'avère acculturant. N'étant pas des acteurs, c'est tout naturellement que la plupart vont décliner l'invitation pressante des organisateurs à venir «revivre leur condition de mineur socialiste». Ils ne se retrouvent pas dans cette re-crédation artificielle de leur état de militant-mineur, car elle renvoie à un passé mort, passé issu de la mémoire historique soigneusement choisi et découpé par le metteur en scène aidé de sa «conseillère historique».

Comme le souligne Jean-Claude Michaud, coordinateur général du spectacle, les anciens mineurs et militants socialistes n'ont pas accepté, à quelques exceptions près, de prendre part aux représentations au titre de figurants. Au-delà de l'aspect intimidant — bien compréhensible — de devoir faire l'acteur pour la première fois devant ses parents, amis ou collègues de travail, il faut surtout comprendre le double sentiment de dépossession qu'une telle présentation artificielle de soi-même peut produire. Tout d'abord une dépossession d'ordre culturel: faire l'acteur n'entre pas dans le registre de la «normalité» pour ces anciens mineurs (ce que J.-C. Michaud explique en d'autres termes en remarquant que, pour les mineurs, faire l'acteur, «cela fait femmelette»). Il s'agit ensuite d'une dépossession d'ordre économique et politique: maintenant que la mine, comme lieu de production structurant une identité

---

<sup>814</sup> C'est ce que reconnaît indirectement Paul Quilès: «En son temps, ce sont ses talents de tribun qui ont fait connaître Jaurès et ses idées. Aujourd'hui, les techniques ont changé; le message passe par l'image, le spectacle par l'événement». In *Ils ont tué Jaurès! Programme*, Carmaux, 1994, p. 3.

politique a disparu, il leur est demandé de «jouer au mineur» pour agrémenter les soirées de touristes de passage.

Parmi les militants interviewés, on retrouve clairement ce point de vue chez Sylvie. Militante CGT, elle se montre très critique d'un spectacle organisé sur le site même du dernier puits de mine que l'on s'apprête à fermer prochainement:

Je trouve que c'est d'une grande maladresse d'organiser le spectacle sur le site de La Découverte (...). Je trouve un peu rude qu'on fasse un spectacle sur le site, alors que les mineurs vont être mis au chômage dans un an, deux ans, trois ans au grand maximum. Je trouve ça assez cavalier.

*Sylvie, employée à la mairie de Carmaux, adhésion en 1982, section de Carmaux.*

Sylvie reproche au député socialiste Paul Quilès, de ne pas avoir assez associé les mineurs au projet, de les avoir mis devant le fait accompli, une fois la décision d'organiser le spectacle déjà prise:

(...) Contrairement à ce qu'ils ont prétendu, enfin à ce que même Paul [Quilès] a prétendu, les mineurs ont été les derniers informés (...). Parce que moi, à l'époque, je l'avais dit à Paul: «Prenez contact avec S., P., parlez-leur du spectacle. Il faut leur en parler, il ne faut pas qu'ils soient les derniers informés, sinon ça va mal tourner». Parce que malheureusement, je pense que Paul est mal entouré. Il est entouré de gens qui ne connaissent pas le terrain. Parce que tu as une mentalité qui est particulière ici (...). Bon, ils ont voulu en faire qu'à leur tête et ils ont braqué une partie des mineurs. Ça c'est sûr (...). Tu vois ce qu'il y a de regrettable, c'est le fait qu'on n'ait pas expliqué certaines choses aux mineurs. Ça a mis la zizanie entre eux, tu vois? Ça c'est regrettable, parce que la zizanie entre eux, ils n'en ont pas besoin. Parce qu'ils sont dans une situation pourrie. Ils ne

savent pas ce qu'on va faire d'eux, et en plus on va les diviser avec ce spectacle...

Les réticences des carmausins vis-à-vis du spectacle ont irrité Paul Quilès. Le maire de Carmaux, Jacques G. en a fait part à Sylvie. Jacques G. et Sylvie considèrent que le manque d'intérêt apparent des carmausins pour le spectacle tient avant tout au fait que la population locale ne peut s'investir dans un projet qu'elle sent organisé et téléguidé de l'extérieur, à un moment où le sort de la mine et des mineurs est en train de se jouer:

Tu sais, Jacques G., (...) avant que je prenne mes vacances (...), il me disait que Quilès est très en colère contre les carmausins, contre les militants carmausins qui ne sont pas impliqués au niveau du spectacle. Jacques G. lui a dit: «Quand même, rappelle-toi que les militants carmausins ont voté pour toi et qu'ils voteront encore». Donc, si les gens ne se sont pas impliqués, c'est peut-être pas un hasard.

Les militants interviewés ont assisté à l'une des représentations. Certains y sont allés deux fois. Tous louent la mise en scène, «forte», «belle», «impressionnante», le jeu des acteurs, le rôle des figurants les effets spéciaux, la musique et les chants. Tous, encore, reconnaissent «en avoir appris» sur la vie et l'action politique de Jean Jaurès. C'est ce que dit clairement Jacques R.:

Je crois que certains ne se doutaient pas que [Jaurès] avait créé la verrerie ouvrière et tout ça. Certains camarades connaissaient sa vie, mais l'ensemble de la population, non (...). Bon, on a refait parler de Jaurès dans le Carmausin. Ils en avaient besoin, les mecs. Et le mot socialiste est revenu... (...).Voilà. En tout cas, le spectacle tout le monde en est revenu enchanté. Enchanté!

*Jacques R., électromécanicien à la mine retraité, ancien conseiller général, adhésion en 1965, section de Blaye-les-Mines.*



Jacques R. est admiratif de l'esprit d'entreprise de Paul Quilès qui a «osé monter un projet ambitieux». Il reconnaît aussi que cela lui a servi à asseoir son autorité politique dans le Carmausin. Jacques reconnaît avoir eu peur. Ayant dédié sa vie de militant socialiste à combattre le PCF dans ses bastions locaux, il a craint qu'un échec du spectacle ne permette aux communistes de contre-attaquer ensuite sur le thème du «gâchis» et de l'«incompétence» socialiste:

Quilès, disons, qu'il a fait une bonne promotion pour lui. Un nouveau venu<sup>815</sup>, attaquer un projet pareil... M'enfin, je disais, il est gonflé hein. Je disais, putain, il est gonflé, hein. Bon je vais te dire pourquoi. Deux mots, vite fait. Tu as senti que toute ma carrière [politique], ça a été pour battre le Parti communiste et les sortir du pouvoir politique, disons, sur l'ensemble du carmausin (...). J'ai eu peur à un moment donné pour ces vingt ans de travail, si le spectacle avait été un échec (...). Oui, c'était risqué.

Jacques R. revient sur le manque d'intérêt des socialistes carmausins dans les mois et semaines qui ont précédé le spectacle:

Patrick G. et moi: on a été les deux seuls de la section à dire que c'était un projet culturel, et pour une fois qu'on avait un peu de culturel, il fallait faire le maximum pour aider. Jacques G. [le maire de Carmaux], on l'a pas senti adhérer à 100%. Il disait: «Oui, il faut pas que ça capote, parce que ce serait un tel effet...». Oui, d'accord, c'est bien joli, mais on ne l'a jamais senti s'investir comme il a l'habitude de le faire: il mobilise, téléphone et allez, demain, toi et ainsi de suite. Alors quand tu sens que même pour le «patron» ça a été dur... Après, il a fallu faire le bouche à oreille pour ramener

---

<sup>815</sup> Paul Quilès fut député de Paris avant d'être élu pour la première fois député de Carmaux en 1993.

les figurants. Il a fallu téléphoner aux copains pour dire: «Il te faut y aller, il te faut y aller!».

Parmi les interviewees de la section de Carmaux-Blaye-les-Mines, seule Nicole a participé au spectacle comme figurante<sup>816</sup>. Adhérente récente, se disant attirée par les actions politiques «concrètes» («Je ne suis pas tellement politique»), Nicole estime que sa participation au spectacle en compagnie de l'une de ses filles, a constitué l'«un des moments forts de sa vie». Cette expérience lui a en outre permis de découvrir «le vrai Jaurès». Avant ce spectacle, elle reconnaît sans détour que Jaurès n'était qu'une «image», abstraite et méconnue. Elle refuse une première fois de participer au spectacle comme figurante («Je ne voulais pas faire de la figuration parce que je suis assez réservée, donc je voulais participer, mais d'une autre façon»). Elle finit par accepter parce qu'il manquait beaucoup de figurants et qu'on la presse de venir en aide. Un mois avant les représentations, il y aura jusqu'à neuf répétitions, dont «la générale» la veille du premier soir. Parmi les figurants, Nicole reconnaît des socialistes, mais aussi «des gens de droite». Elle parle encore des réticences de la population carmausine et des militants du PS quand le projet est rendu public.

Si Nicole dit avoir beaucoup appris sur Jean Jaurès à travers sa participation au spectacle, elle estime avoir surtout vécu une expérience humaine très forte:

J'ai regretté que le spectacle se termine. Je pense au niveau relationnel avec les gens. C'était super... Surtout avec les jeunes, c'est marrant, hein? (...). Le soir de la dernière représentation, après le spectacle, on a fait la farandole. Les gens ont applaudi. C'est drôle, parce que ça a été le public le plus chaleureux. Ils ont davantage applaudi et après, on n'arrivait plus à se quitter avec les gens. C'était fort.

---

<sup>816</sup> Jean D. dit «Piquet», «chanteur de la section», a également interprété plusieurs chansons au cours du spectacle et Jean Bi. a donné son «concours technique» d'ancien verrier au metteur en scène sur les lieux du spectacle. Voir M.M. «Jean, "Le Gamin", refait pour Jaurès les gestes du verrier», *La Dépêche du Midi*, 31 juillet 1994, p. 15.

*Nicole, sans profession, adhésion en 1989, section de Carmaux.*

Pour Nicole, la socialisation acquise par le biais de la participation au spectacle semble compenser sa plus faible intégration au sein de la section socialiste de Blaye-les-Mines (jeune adhérente, ne venant ni d'une famille de militants socialistes, ni d'un milieu de mineurs, avec un intérêt pour l'action militante concrète mais peu encline aux débats idéologiques, etc.). Le phénomène de re-crédation d'un monde disparu semble par conséquent moins la soucier que les mineurs socialistes qui s'en sont tenus à l'écart. Davantage cette participation au spectacle semble être rendue possible par le fait que Nicole se positionne aux marges du champ militant carmausin. Son extériorité au monde des mineurs socialistes lui permet de jouer les scènes sans avoir le sentiment de «singer» un univers disparu. A ses yeux, ce spectacle ne semble pas donner «l'illusion de l'authenticité». Au contraire, Nicole y voit la *re-crédation* du passé.

A travers le spectacle «son et lumière», il nous a été donné d'observer comment un groupe social peut tenter de réactiver un cadre de la mémoire qui perd, à travers le temps, de sa capacité à stimuler les souvenirs pour ses membres. Le spectacle «Ils ont tué Jaurès!» avait un double objectif: faire découvrir ou re-découvrir Jaurès aux carmausins, et dynamiser une région économiquement en déclin du fait de la disparition de son exploitation minière. Le travail de la mémoire semble incontestable dans la mesure où les spectateurs ont reçu un condensé didactique de la vie du député carmausin. En outre, la période précédant le spectacle a permis de replacer le leader socialiste au coeur des discussions locales, des articles ont paru dans la presse locale et nationale. Mais qu'en est-il de l'impact de cette mémoire historique sur la mémoire vive des militants qui ont assisté au spectacle? Au vu des réponses collectées lors des entretiens, il faudrait répondre que cet impact est à la fois important et faible. Il est important dans le sens où les militants reconnaissent volontiers que le spectacle leur a permis d'avoir accès

à des épisodes de la vie politique de Jaurès qu'ils avaient oubliés ou qui leur étaient méconnus. Mais il est également faible, car il est moins sûr que ce spectacle ait pu contribuer à fixer de manière substantielle et durable Jean Jaurès comme cadre de la mémoire significatif. La mise en scène et la succession de tableaux historiques menés à un rythme effréné, les effets spéciaux (sons et lumières, films projetés, fumées, etc.) ont tendance à brouiller les repères, proposer une lecture triviale de débats importants et complexes du parcours jaurésien ou du mouvement ouvrier. Dans ces conditions, que retenir si ce n'est que le spectacle met en scène un Jaurès, «républicain», «humaniste», rallié peu à peu au socialisme par le biais des luttes des mineurs de Carmaux? On doit aussi prêter l'oreille aux commentaires des militants qui ont assisté aux représentations et qui parlent de ce spectacle «fort», «émouvant» et «bien mis en scène». Au-delà de ces quelques généralités, aucune analyse du contenu politique du spectacle n'est proposée.

Les anciens mineurs socialistes ont boudé, en règle générale, une manifestation où on leur demandait de rejouer une condition minière qui n'est pas la leur, et de mordre à pleines dents dans cette «illusion d'authenticité» qu'ils ne pouvaient percevoir que trop clairement.

Il ne semble donc pas possible de conclure à partir de cet événement conjoncturel auquel n'a pas vraiment participé le groupe des socialistes carmausins, à un effet de redynamisation réel du cadre de la mémoire Jaurès. On doit davantage considérer que ce type de manifestation ne peut, au mieux, que toucher à la marge les néophytes ou agents complètement extérieurs au socialisme carmausin. Le cas de Nicole, militante socialiste et en marge de la tradition socialiste minière est, en ce sens, patent. Pour les socialistes locaux, le spectacle aura fourni l'occasion d'un rappel, bref et parcellaire, d'événements qu'ils connaissaient déjà, sans que l'on puisse apporter la preuve que ce spectacle ait contribué à approfondir leur connaissance à propos du leader socialiste. Des faisceaux de réponses semblent plutôt montrer que les aspects liés à la performance théâtrale ont davantage marqué les esprits que le

contenu didactique d'un projet au contenu consensuel, afin de s'assurer le soutien de l'ensemble des acteurs politiques et économiques de la région.

\*\*\*\*

Ce dernier chapitre a mis en relief le travail continu des cadres de la mémoire à travers le temps, et leur nécessaire réactualisation à partir des considérations et des intérêts du présent. Deux cadres particulièrement structurants ont été tour à tour étudiés. A Lille, le Parti communiste, et à Carmaux, Jean Jaurès.

Dans les deux cas, les tensions qui existent entre la permanence de schèmes anciens de perception et les forces qui poussent à leur renouvellement, ont été montrées. La représentation «a-communiste» du PCF par les militants lillois ne peut s'expliquer que par le souci présent de prendre en compte le déclin politique du PCF, pour replacer le rival communiste à son juste niveau aujourd'hui: celui d'une formation politique relativement mineure qui ne compte plus parmi les concurrents majeurs du PS. A partir de là, la version du passé que donne à lire le cadre PCF s'en trouve sensiblement réaménagée, la narration qu'il propose, modifiée. Cela ne signifie pas que les vieux schèmes disparaissent subitement. Ils subsistent encore sous la forme des représentations classiques «anti» et «pro». Ils sont particulièrement tenaces chez les générations les plus anciennes de militants, marquant ici un effet de génération indiscutable. Chez les générations les plus récentes d'adhérents, la représentation «a-communiste» est plus courante, consistante et argumentée, preuve d'un autre effet de génération: les jeunes militants qui ont rejoint le PS dans les années 80 n'ont connu qu'un PCF devenu le deuxième parti de la gauche, loin derrière leur parti, et non pas la force

idéologiquement et électoralement dominante que le PCF fut de l'après-guerre jusqu'au début des années 70.

Au fur et à mesure que le déclin ou la stagnation du PCF se précisent, il est possible d'émettre l'hypothèse suivante: le PCF comme cadre de la mémoire des socialistes lillois va continuer à perdre de son intensité à l'avenir, et progressivement cesser d'être l'un des repères les plus structurants de la mémoire socialiste locale.

A Carmaux, les «cadres de la sanctification jaurésienne», s'ils continuent de structurer fortement les souvenirs des anciens militants, ne stimulent plus que très médiocrement les plus jeunes générations de militants. Chez les premiers, le cadre Jaurès continue de remplir un rôle structurant car il renvoie à de l'histoire vécue et pratiquée (récits directs de parents ou de grands-parents qui ont vu, entendu ou «suivi» Jaurès). Chez les militants les plus jeunes, le rapport pratique à ce cadre s'efface. Pour les aider à re-crée le souvenir de Jaurès, il ne leur reste que des «traces» de mémoire historique (e.g. cérémonie de commémoration Place Jean-Jaurès, les 31 juillet). Comme le rapport au cadre devient moins personnel, moins passionnel, les militants les plus jeunes ont ainsi la capacité de percevoir Jean Jaurès avec davantage de recul que les anciens, ces derniers semblant presque englués dans un rapport pratique et hyper-émotif au personnage.

Le spectacle «son et lumière» organisé autour de la vie de Jean Jaurès, a également souligné un des aspects importants du travail des cadres de la mémoire. Le «volontarisme de la mémoire», c'est-à-dire la tentative de réactiver, par le biais d'un événement exceptionnel, un cadre qui stimule de moins en moins bien la mémoire vive des militants, ne peut produire que des effets limités et non durables. Le volontarisme de la mémoire, dans le cas du spectacle «Ils ont tué Jaurès!», propose une narration historique relativement didactique, mais trop sommaire pour permettre aux militants d'approfondir leur connaissance du sujet.

Par ailleurs, l'effet de cet événement est faible dans la mémoire vive des militants dans la mesure où le spectacle agit sur eux comme la lecture d'un livre historique, c'est-à-dire sur le mode de la leçon donnée qu'il convient au récepteur de comprendre et de retenir. Les chapitres précédents ont démontré que l'histoire devient mémoire vive (c'est-à-dire une «histoire retenue», comprise, intelligible pour le militant) quand les militants ont vis-à-vis d'elle un *rapport pratique*. Cette histoire pratiquée et incorporée est le fruit de socialisations diverses (familiale, amicale, professionnelle, associative et politique), qui permettent de replacer l'histoire dans des formes de pratiques quasi-quotidiennes, donc de faire vivre la mémoire vive de manière soutenue. Dans le cadre du spectacle Jaurès, les conditions de mise en rapport pratique de la mémoire historique ne sont que trop imparfaitement réunies. L'événement est trop ponctuel: les militants ne sont exposés à la mémoire historique que le temps du spectacle, ce qui est trop bref. Davantage, «l'illusion d'authenticité» que le spectacle met en scène n'échappe pas aux militants-mineurs qui viennent visionner l'événement davantage en récepteur-consommateur qu'en acteur-militant. Le spectacle est perçu comme tel car il tente de recréer un monde (la mine carmausine du début du XX<sup>e</sup> siècle) et des luttes politiques (la construction de la verrerie d'Albi, l'affaire Dreyfus, la Première guerre mondiale, etc.) qui ne trouvent pas de référent pratique direct. Dans ces conditions, s'investir dans ce spectacle reviendrait à accepter consciemment de «jouer au mineur à l'ancienne», ce que la plupart refusent par peur de se couvrir de ridicule devant leurs pairs, «de passer pour une femmelette» en faisant l'acteur, d'entrer dans le «monde artistique», un univers assimilé par nombre d'entre-eux au «monde des snobs et des bourgeois».

Le cas de ce spectacle illustre, une fois encore, les effets très limités des commémorations festives sur la mémoire vive d'un groupe. Plaquées artificiellement dans le temps et sur un lieu donné, elles ne parviennent que médiocrement à frapper les esprits ou à structurer les mémoires, car il leur manque cet élément fondateur

dans l'acte de mémoire et du souvenir: la pratique de l'histoire,  
devenue histoire sociale incorporée par les militants.



## Conclusion

Prenant essentiellement appui sur la sociologie de la mémoire proposée par Maurice Halbwachs, les fondations théoriques de la notion ont pu être construites: la mémoire collective est constituée au carrefour des *points de vue* individuels sur l'histoire du groupe. Le passé est reconstitué selon un rapport dynamique entre passé et présent, et passé et futur. Le passé est également re-créé à partir de considérations ou d'intérêts présents. Le point de vue porté par les membres du groupe sur le passé, varie en fonction du niveau d'intégration et de participation de chaque membre au sein des activités du groupe (ou au sein de sa *communauté affective*).

Le cas d'étude retenu — le militantisme socialiste à Lille et à Carmaux — proposait d'observer les conditions de formation et la nature de la mémoire collective des deux sections. Deux hypothèses de départ ont guidé l'ensemble de cette recherche:

1/ La mémoire collective repose sur l'oralité des militants. Le point de vue de chaque militant se trouve à l'intersection de l'histoire vécue et de l'histoire officielle ou apprise (mémoire historique). Il peut en être déduit que l'histoire *vécue* joue un rôle moteur dans l'émergence de la mémoire collective. De même, l'histoire du socialisme telle que le Parti socialiste la présente ou les historiens la rédigent, influe également sur la formation de la mémoire collective. Cette influence ne peut cependant pas être postulée *a priori*, mais doit être vérifiée empiriquement, car il ne s'agit qu'un des facteurs de structuration possibles de la mémoire collective. En

conséquence, si la mémoire collective dépend en partie du *rapport pratique* de chaque militant au passé, il semble improbable de pouvoir recueillir une mémoire collective unifiée ou univoque dans les sections lilloise et carmausine. Au contraire, il faut s'attendre à observer une *pluralité* de mémoires collectives, induites par la multiplicité des formes de rapports pratiques au passé des militants, dans ces deux sections.

2/ Au sein de la même section, la génération militante induit une deuxième variable discriminante du rapport au passé pour chaque militant. L'exposition à un premier «événement politique fort» suivant de près la date d'adhésion, détermine un «micro-climat générationnel» au sein de la section qui donne naissance à autant de «mémoires générationnelles», que l'on peut relever de phases historiques-clés au sein de l'histoire socialiste.

— Mémoire collective et communautés de base:

La mise en rapport de l'histoire, de la mémoire historique et du témoignage des militants (mémoire vive), a montré le faible impact de l'histoire officielle et codifiée dans les souvenirs des militants.

Il est possible d'apporter deux explications à cette première constatation:

— En l'absence d'un travail de présentation rigoureux de sa propre histoire ou par manque d'activité éducatrice au sein du parti, le PS d'Epinais n'a jamais été en mesure de parler de son histoire à ses militants. Ceci signifie que les militants doivent s'en remettre à leur propres recherches ou lectures pour acquérir une connaissance des faits majeurs du socialisme français. En conséquence, on peut constater le caractère extrêmement flou, voire inconsistant des cadres de la mémoire historique du socialisme français;

— le socialisme français n'est jamais parvenu à se doter d'un corps doctrinal original par rapport au libéralisme politique et au communisme. Pris dans un entre-deux idéologique incertain, l'idée socialiste en France ne peut être identifiée aisément au-delà de la

référence à quelques valeurs ou principes généraux (démocratie, pluralisme, tolérance, justice sociale).

Le caractère évanescent de la mémoire historique socialiste permet d'expliquer ce que l'ensemble des entretiens souligne crûment: les socialistes de Lille et de Carmaux sont peu précis et disserts sur l'histoire du socialisme français. Selon l'expression consacrée, «ils ne connaissent pas leur propre histoire». Faut-il vraiment s'en étonner? Si la mémoire historique du PS n'est pas enseignée aux militants, comment-ceux pourraient-ils en avoir connaissance? Evidemment, des historiens amateurs, des érudits ou des militants au capital culturel élevé parviennent, dans certains cas, à combler ces lacunes historiques, par le biais de lectures personnelles. Mais ce ne sont que des cas isolés dans les deux sections. Dans l'écrasante majorité des situations, les militants sont incapables de raconter les faits historiques majeurs du socialisme national et encore moins de discourir sur les variations de la pensée socialiste depuis Jaurès et Guesde jusqu'à nos jours.

Du passé historicisé, les militants ne retiennent que quelques dates et événements majeurs, ainsi que les personnages les plus importants. On peut ici parler de *mémoire lacunaire* de l'histoire socialiste, tant les souvenirs récoltés sur l'histoire pure, sont parcellaires ou parsemés d'approximations ou d'erreurs factuelles.

Si l'histoire codifiée par le parti ne joue qu'un rôle marginal dans la formation de la mémoire collective, le *rapport pratique* au passé fournit une lecture autrement plus riche et soutenue de l'histoire socialiste. Le travail de terrain et la situation d'entretien permettent d'accéder à ce niveau d'analyse. Le *fieldwork* ou l'observation participante présentent l'avantage de donner à voir les *trajectoires de l'oralité*, c'est-à-dire comment les souvenirs naissent et quels sont leur support (cadres) à travers le temps et dans l'espace. Cette approche *in situ* de la mémoire collective peut être réalisée par le biais de l'objectivation des réseaux de socialisation politiques des militants. A l'exception des Jeunesses socialistes à Lille, on s'aperçoit alors que ceux-ci se trouvent en marge du parti

ou de la vie de section. C'est au sein du syndicat, dans les réseaux de sociabilité créés par le travail (la mine), mais encore dans les temps politisés de la vie quotidienne (le repas du syndicat ou le socialisme atavique en milieu familial), que se forment les situations idoines d'un rapport pratique au passé, d'un passé vécu et à ce titre *intelligible* et *remémorable*. De la même manière, les supposés «lieux de mémoire» (la statue de Jean Jaurès à Carmaux ou l'Union de Lille) ou les commémorations (de l'assassinat de Jean Jaurès à Carmaux les 31 juillet), ne constituent des cadres effectifs de la mémoire que parce qu'ils sont des lieux pratiqués et, à ce titre, des repères qui sont pertinents et concrets aux yeux des militants.

Le rapport pratique au passé implique l'éclatement de la mémoire socialiste en une multitude de mémoires locales. Certes, un fonds de souvenirs communs peut être relevé dans les deux sections: des événements historiques (le Front populaire, la Deuxième guerre mondiale, etc.) ou des personnalités socialistes (Léon Blum, François Mitterrand). Pourtant, il ressort des entretiens que la mémoire collective est largement tributaire du vécu local. Ainsi, les socialistes lillois vont se souvenir aisément de Roger Salengro, député-maire de Lille et ministre du Front populaire, tandis que les carmausins vont mentionner avant tout Jean Jaurès, une autre figure socialiste nationale, mais qui fut aussi député de Carmaux.

Les mémoires collectives collectives sont plurielles car elles s'enracinent avant tout dans le décor et les réseaux de sociabilité locaux. Ceci n'exclut pas les références communes à des faits ou acteurs, mais elles sont rares et varient en intensité. Par exemple, si les lillois ne mentionnent pas le nom de Jaurès spontanément, cela ne veut pas dire qu'ils n'en ont jamais entendu parler. L'absence de Jaurès dans la mémoire lilloise indique simplement que les pratiques du socialisme lillois ne mettent pas le militant au contact ou en rapport avec le «mythe Jaurès» tel qu'il apparaît à Carmaux. A ce titre, Jaurès «n'est pas vécu» par les lillois; il ne peut donc peupler leurs souvenirs de manière spontanée.

Ceci nous amène à conclure que la mémoire collective du socialisme ne peut se concevoir sous la forme d'un rapport univoque et unifié à l'histoire du Parti socialiste. Il faut au contraire parler de *mémoires collectives*, qui sont le reflet de la diversité des rapports pratiques aux socialismes locaux. La mémoire collective ne semble ainsi pouvoir épouser que les modestes limites du groupe ou de la communauté de base, telle la section socialiste. Il semble donc impossible de parler de mémoire collective pour l'ensemble du socialisme français. A l'inverse, cette recherche portant sur deux sections a montré que nous avons affaire à une multitude de mémoires socialistes. La mémoire collective s'inscrit au sein d'une communauté de base culturellement homogène et de taille réduite.

— Variable générationnelle et morcellement de la mémoire collective:

Cette étude a également posé la question de savoir si la variable générationnelle produisait des effets discriminants sur la mémoire collective. Il s'agit ici de considérer si l'âge et la date d'adhésion pouvaient avoir quelque incidence sur la formation et la nature de la mémoire collective. Six générations distinctes de militants ont pour cela été distinguées. Les fourchettes d'âge prenaient en compte les effets corrélés de période (qui ont pour origine les événements sociaux-politiques majeurs qui se produisent à un moment donné et auxquels les individus réagissent), d'appartenance subjective à une génération, ainsi que la date d'adhésion au Parti socialiste.

La situation d'entretien a montré que l'adhésion survenait très souvent à un âge relativement jeune, suivant un événement politique majeur (Front populaire, mai 68, élection de F. Mitterrand à la présidence de la République). Lorsque l'adhésion était différée, celle-ci était motivée par un «événement-fondateur» récent. Par conséquent, le militant d'âge mûr avait tendance à s'identifier aux mêmes thèmes et événements que les jeunes adhérents ayant adhéré au même moment que lui.

De fait, la date d'adhésion apparaît sur-déterminante dans la constitution de «micro-mémoires» au sein de la mémoire du groupe. Si la variable locale joue un rôle important dans l'émiettement de la mémoire collective du socialisme français, la génération militante accentue encore le morcellement de cette mémoire. Au sein de chaque section, les militants qui font partie d'un groupe générationnel donné, ont tendance à reproduire des tropismes mémoriels identiques. Ceux-ci diffèrent nettement des mémoires collectives des autres générations considérées. Une fois encore, le rapport pratique au passé permet d'expliquer ce phénomène. Les militants «restent marqués» par des événements majeurs vécus dans la jeunesse de leur engagement partisan. La nouveauté de l'engagement associé à un «événement-fondateur» imprime son empreinte de manière indélébile sur les jeunes esprits. Ainsi, les militants qui ont adhéré pendant le Front populaire se souviennent avec force détails de cette période lointaine, mais sont moins disserts sur les années de la gauche au pouvoir depuis 1981, période qu'ils ont pourtant également vécue. Il en va de même des militants qui ont rejoint la SFIO dans les années 50, et qui sont très attachés à la défense de la «vieille maison» contre le «parti d'Epinay», un parti dans lequel ils sont pourtant demeurés à partir de 1971. Les militants entrés au parti après le congrès d'Epinay présentent une mémoire cimentée par les luttes politiques de l'Union de la gauche et de la conquête du pouvoir. Les générations des années 80 et 90 insistent davantage sur les deux septennats de François Mitterrand et les expériences gouvernementales du Parti socialiste.

Par ailleurs, le suivi de l'évolution ou de l'érosion de cadres de la mémoire (e.g. le PCF à Lille) souligne encore l'aspect éphémère de la mémoire. A Lille, le cadre communiste a perdu de sa pertinence du fait du déclin du PCF comme force rivale du PS. Ce sont toutefois les militants les plus âgés — ceux qui ont connu le PCF à son apogée politique — qui s'y réfèrent le plus fortement. Quand ces générations disparaîtront (celles du Front populaire et de la SFIO pré-Epinay), le cadre PCF cessera, *ipso facto*, de constituer un cadre de référence pertinent pour les générations suivantes. Le PCF

risquera alors de sombrer dans un relatif oubli, car il ne stimule pas les souvenirs des plus jeunes générations socialistes.

La variable générationnelle induit ainsi des sous-mémoires au sein de la section, qui renvoient à des cultures et des modes de militantisme distincts et parfois conflictuels («l'esprit SFIO» contre le «militantisme concret» des jeunes adhérents). S'il faut tenir compte des mémoires collectives locales, il faut aussi observer que chaque section abrite également des mémoires générationnelles, qui représentent autant de sous-cultures socialistes. La variable générationnelle structure donc des sous-mémoires collectives au sein même de la section locale.

Il convient de noter que si les deux variables de la localité et de la génération provoquent la compartimentation de la mémoire socialiste en plusieurs sous-mémoires sur le plan national, elles influent sur les membres du groupe d'une manière différente.

L'appartenance générationnelle opère un morcellement de type vertical: si elle sépare les membres de la section sur le plan local, elle tend à rapprocher les militants qui appartiennent à la même génération sur le plan national. Ainsi, les entretiens montrent qu'il existe un fonds mémoriel et affectif commun à la génération du Front populaire à Lille et à Carmaux, en dépit de notables disparités locales soulignées précédemment. Inversement, les différences entre les militants du Front populaire et ceux entrés à partir des années 80 au sein d'une même section apparaissent plus tranchées.

L'appartenance locale provoque un schisme de type horizontal. Les différentes séquences mémorielles et les références historiques sont largement induites par le vécu local. On pourrait donc conclure que si le fait local sépare les socialistes français de manière générale, la variable générationnelle vient légèrement atténuer sur le plan national l'éparpillement de la mémoire collective entre les militants issus des mêmes générations.

Partant, il est possible d'imaginer que l'originalité de la pratique locale peut être amenée, à terme, à perdre de son intensité. Les enquêtes les plus récentes consacrées au PS soulignent son

homogénéisation sociologique croissante autour d'un pôle de militants au capital culturel et économique de plus en plus élevé et un militantisme de terrain en nette perte de vitesse. Si cette tendance lourde venait encore à se renforcer, on pourrait émettre l'hypothèse selon laquelle la variable locale, si prépondérante dans l'éclatement de la mémoire socialiste à travers ce travail, en viendrait à perdre de sa capacité de distinction. Un fonds plus ou moins général de souvenirs politiques largement nourris par des sources externes au parti ou à ses sociabilités parallèles (les médias nationaux en particulier) pourrait ainsi progressivement apparaître en remplacement des mémoires frappées des vécus locaux. Si cette tendance se renforçait, elle aurait un double effet: d'une part, elle tendrait à ré-unifier en partie les mémoires socialistes locales éclatées. Mais d'autre part, elle accentuerait encore la transformation culturelle du PS vers une «formation d'opinions», parti des classes moyennes détachées de l'histoire, des références et de la symbolique socialiste traditionnelle.

Les entretiens utilisés ne permettent pas encore de confirmer ou d'infirmier avec force une telle proposition. Il est cependant possible de constater que les entretiens avec les militants entrés au PS à partir des années 80 et 90 semblent contenir les prémisses d'une telle mutation culturelle.

Cette recherche a tenté de rompre avec les travaux consacrés à la mémoire des groupes sociaux, dans lesquels celle-ci est davantage présumée par le savant que soumise à l'épreuve de l'observation pratique. La mémoire collective peut constituer un concept heuristique dans les sciences sociales à condition d'utiliser cette notion, non sous un angle normatif ou positiviste, mais selon une approche proprement sociologique. Dans cette perspective, il s'agit de repérer la mémoire collective conçue comme l'évocation d'un passé pratiqué et incorporé.

L'étude de ces deux sections socialistes a permis de souligner l'un des éléments les plus remarquables du souvenir collectif: la mémoire socialiste ne parle pas du monde tel qu'il est ébauché dans



le discours de quelque dirigeant du PS ou sous la plume érudite de l'historien, mais tel qu'il a été vécu et pratiqué par le militant.

La mémoire socialiste est le groupe des militants socialistes; une communauté de base qui *parle* (mais qui n'est pas *parlée*), qui *agit* (mais qui n'est pas *agie*), qui *se remémore* (mais qui n'est pas *remémorée*).



# Bibliographie

## I. Mémoire, mémoire collective, tradition, générations

### 1. Ouvrages

- Anderson, B., *Imagined Communities*, London, Verso, 1991.
- Attias-Donfut, C., *Sociologie des générations. L'empreinte du temps*, Paris, PUF («Le sociologue»), 1988.
- Bartlett, F.C., *Remembering. A Study in Experimental and Social Psychology*, Cambridge, Cambridge UP, 1954.
- Bergson, H., *Matière et mémoire*, Paris, PUF («Quadrige»), 1993.
- Centre Régional de Publication de Paris, Institut d'Histoire du Temps Présent, *La mémoire des Français. Quarante ans de commémorations de la seconde guerre mondiale*, Paris, Ed. CNRS, 1986.
- Choulet, Ph., *La mémoire*, Paris, Ed. Quintette («Philosopher»), 1991.
- Coenen-Huther, J., *La mémoire familiale: un travail de reconstruction du passé*, Paris, L'Harmattan («Logiques sociales»), 1994.
- Collectif, *Les usages de l'oubli*, Paris, Seuil, 1988.
- Connerton P., *How Societies Remember*, Cambridge, Cambridge UP, 1989.
- Crête, J., Favre, P. (eds), *Générations et politique*, Paris, Economica, 1989.
- De Montlibert, Ch. (ed), *Maurice Halbwachs, 1877-1945*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1997.

- Durkheim, E., *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, PUF («Quadrige»), 1994 (3<sup>e</sup> éd.).
- Fentress, J., Wickham C., *Social Memory*, Oxford, Blackwell, 1992.
- Ferro, M., *L'histoire sous surveillance. Science et conscience de l'histoire*, Paris, Calmann-Lévy («Folio/Histoire»), 1985.
- Finkelkraut, A., *La mémoire vaine. Du crime contre l'humanité*, Paris, Gallimard («Folio/Essais»), 1989.
- Florès, C., *La mémoire*, Paris, PUF («Que sais-je ?»), 1987 (1<sup>ère</sup> ed. 1972).
- Finley, M. I., *Mythe, mémoire, histoire*, Paris, Flammarion («Nouvelle Bibliothèque Scientifique»), 1981.
- Gildea, R., *The Past in French History*, New Haven, Yale University Press, 1994.
- Halbwachs, M., *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel («L'Evolution de l'Humanité»), 1994 (1<sup>ère</sup> ed. 1925).
- Halbwachs, M., *La topographie légendaire des évangiles en terre sainte*, Paris, PUF («Bibliothèque de sociologie contemporaine»), 1971 (2<sup>e</sup> éd.).
- Halbwachs, M., *La mémoire collective*, Paris, PUF («Bibliothèque de sociologie contemporaine»), 1968 (4<sup>e</sup> éd.).
- Hartman, G. H. (ed), *Holocaust Remembrance. The Shapes of Memory*, Oxford, Blackwell, 1994.
- Hervieu-Léger, D., *La religion pour mémoire*, Paris Les Editions du Cerf, 1993.
- Hobsbawm, E., Ranger T., *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge U.P., 1994.
- Jedlowski, P., Rampazi, M., *Il senso del passato. Per una sociologia della memoria*, Milano, Franco Angeli, 1991.
- Jeudy, H.-P., *Mémoires du social*, Paris, PUF («Sociologie d'aujourd'hui»), 1986.
- King, D., *The Commissar Vanishes. The Falsification of Photographs and Art in Stalin's Russia*, Edinbourg, Cannongate Books, 1998.
- Koselleck, R., *Le futur du passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Editions de l'EHESS, 1990.
- Lapierre, N., *Le silence de la mémoire*, Paris, Plon 1989.

- Lavabre, M.-C., *Histoire, mémoire et politique: le cas du Parti communiste français*, Thèse d'Etat, Institut d'Etudes Politiques de Paris, 1992, 2 tomes.
- Le Goff, J. (ed), *A Est, la memoria ritrovata*, Torino, Einaudi, 1991.
- Le Goff, J., *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard («Folio/Essais»), 1988.
- Lemoigne, J.-L., Pascot Daniel (eds), *Les processus de mémorisation (Actes du colloque d'Aix-en-Provence, 1979)*, Aix-en-Provence, Librairie de l'Université, 1980.
- Lipstadt, D.E., *Denying the Holocaust. The Growing Assault on Truth and Memory*, London, Penguin Books, 1994.
- Lofland, J. & L.H., *Analyzing Social Settings. A Guide to Qualitative Observation and Analysis*, Belmont, Wadsworth, 1995.
- Mannheim, K., *Le problème des générations*, Paris, Nathan («Essais et Recherches»), 1990.
- Marx, K., *Le dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Messidor/Ed. Sociales («Essentiel»), 1984.
- Middleton, D., Edwards, D. (eds), *Collective Remembering*, London, Sage, 1990.
- Moscovici, S. (ed), *Psychologie sociale*, Paris, PUF («Fondamental»), 1990.
- Muxel, A., *Individu et mémoire familiale*, Paris, Nathan («Essais et Recherches»), 1996.
- Namer, G., *Mémoire et société*, Paris, Méridiens Klincksieck («Sociétés»), 1987.
- Namer, G., *Batailles pour la mémoire. La commémoration de la mémoire en France de 1945 à nos jours*, Paris, Papyrus, 1983.
- Noiriel, G., *Sur la «crise» de l'histoire*, Paris, Belin, 1996.
- Nora, P., *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard:
  - Tome 1: La République (1984);
  - Tome 2: La Nation (3 volumes, 1986)
  - Tome III: Les France (3 volumes: 1. Conflits et partages; 2. Traditions;
  - 3. De l'archive à l'emblème, 1993).
- Ory, P., *Une nation pour mémoire: 1889, 1939, 1989 - trois jubilés révolutionnaires*, Paris, PFNSP, 1992.

- Passerini, L., *Fascism in Popular Memory. The Cultural Experience of the Turin Working Class*, Cambridge, Cambridge UP, 1987.
- Renan, E., *Qu'est-ce qu'une nation? et autres essais politiques*, Paris, Agora («Les classiques»), 1992.
- Ricoeur, P., *La Critique et la conviction*, Paris, Calmann-Lévy, 1995.
- Robin, R., *Le cheval blanc de Lénine ou l'histoire autre*, Bruxelles, Complexe («Dialectiques»), 1979.
- Rossi, P., *Il passato, la memoria, l'oblio*, Bologna, Il Mulino, 1991.
- Roussio, H., *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Paris, Seuil («Point-Histoire»), 1990.
- Roussio, H., Conan, E., *Vichy ou les dérives de la mémoire*, Paris, Fayard («Pour une Histoire du XX<sup>e</sup> siècle»), 1994.
- Shils, E., *Tradition*, London, Faber and Faber, 1981.
- Todorov, T., *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa, 1995.
- Tournier, M., *Le miroir des idées*, Paris, Mercure de France, 1994.
- Vidal-Naquet, P., *Les assassins de la mémoire. "Un Eichmann de papier" et autres essais sur le révisionnisme*, Paris, La Découverte («Essais»), 1991.
- Yates, F.A., *The Art of Memory*, London, Pimlico, 1994.
- Yerushalmi, Y. H., *Zakhor. Histoire et mémoire juive*, Paris, La Découverte, 1984.
- Zavialoff, N., Jaffard, R., Brenot, Ph. (eds), *La mémoire*, Paris, L'Harmattan («Conversciences»), 1989; Tome 1: «Mémoire et cerveau»; Tome 2: «Le concept de mémoire».
- Zonabend, F., *La mémoire longue. Temps et histoire au village*, Paris, PUF («Croisées»), 1980.

## 2. Articles, communications, numéros spéciaux, chapitres d'ouvrages

- Alexandre, J.-M., «Maurice Halbwachs (1877-1945)», in M. Halbwachs, *La mémoire collective*, Paris, PUF («Bibliothèque de sociologie contemporaine»), 1968, pp. XVII-XXII.
- Amiot, M., «Le système de pensée de Maurice Halbwachs», *Revue de synthèse*, IV<sup>e</sup> S., No 2, avril-juin 1991, pp. 265-288.

- Amphoux, P., Ducret, A., «La mémoire des lieux», *Cahiers internationaux de sociologie*, Vol. LXXIX, juill.-déc. 1985, pp. 197-202.
- Annales ESC (No spécial), *Présence du passé, lenteur de l'histoire. Vichy, l'occupation, les juifs*, No 3, mai-juin 1993.
- Ansart, P., «La pluralité des temps chez les théoriciens socialistes (1820-1870)», *L'Homme et la société*, 4<sup>e</sup> trimestre 1988, pp. 15-24.
- Bartosek, K., «Les témoins de la souffrance», *Cahiers de l'IHTP*, No 21, nov. 22, pp. 55-63.
- Bastide, R., «Les problèmes de la mémoire collective», in *Les religions africaines au Brésil*, Paris, PUF («Bibliothèque de sociologie contemporaine»), 1960, pp. 334-361.
- Bastide, R., «Mémoire collective et sociologie du bricolage», *L'Année sociologique*, 1971, pp. 3-108.
- Bastide, R., «Transmission de légendes et groupes sociaux», *Psyche*, 1949, pp. 746-755.
- Baudelot, Ch., Establet, R., «Maurice Halbwachs (1877-1945)», in M. Halbwachs, *Consommation et société*, Paris, PUF («Philosophies»), 1995, pp. 9-12.
- Becker, A., «From Death to Memory: The National Ossuaries in France After the Great War», *History and Memory. Studies of Representation of the Past*, Vol. 5, No 2, Automne/hiver 1993, pp. 32-49.
- Bertaux-Wiame, I., «Des formes et des usages. Histoires de famille», *L'Homme et la société*, No 90, 4<sup>e</sup> trimestre 1988, pp. 25-35.
- Birnbaum, P., «Cadres sociaux et représentations collectives dans l'oeuvre de Durkheim: l'exemple du *Socialisme*», *Revue Française de sociologie*, Vol. X, No 1, janv.-mars 1969, pp. 3-11.
- Bloch, M., «Mémoire collective, tradition et coutume», *Revue de synthèse historique*, Tome XL, Nos 118-20, 1925, pp. 73-83.
- Blondiaux, L., «Comment rompre avec Durkheim? Jean Stoezel et la sociologie française de l'après-guerre (1945-1958)», *Revue française de sociologie*, Vol. XXXII, 1991, pp. 411-441.
- Bodei, R., «Addio del passato: memoria storica, oblio e identità collettiva», *Il Mulino*, No 340, mars-avril 1992, pp. 179-191.

- Boltanski, L., «Les systèmes de représentation d'un groupe social: les cadres», *Revue française de sociologie*, Vol. XX, No 4, oct.-déc. 1979, pp. 631-667.
- Borges, J.L., «Funes ou la mémoire», in *Fictions*, Paris, Gallimard («Folio»), 1983 (3<sup>e</sup> éd.), pp. 109-18.
- Bourdieu, P. (entretien avec L. Raphael), «Sur les rapports entre la sociologie et l'histoire en Allemagne et en France», *Actes de la recherche en sciences sociales*, nos 106-107, mars 1995, pp. 108-122.
- Bourdieu, P., «Le mort saisit le vif. Les relations entre l'histoire réifiée et l'histoire incorporée», *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Nos 32-33, avril-juin 1980, pp. 3-14.
- Brossat, A., «Mémoire, pauvre miracle», *Actuel Marx*, No 15, 1994, pp. 17-40.
- Brion, S., «Mémoire», *Encyclopedia Universalis*, pp. 1089-1097.
- Cabanes, B., Dreyfus, J.-M., «Un entretien avec Pierre Nora», *European Review of History*, Vol. 4, No 2, 1997, pp. 215-218.
- Châtelet, F., «Préface», in M. Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris/La Haye, 1975, pp. V-XI.
- Cohen, Y., Weill C. (présenté par), «Génération et mémoires», in *L'Homme et la société*, Nos 111-112, 1994.
- Communications, *La mémoire et l'oubli* (No spécial), No 49, 1989.
- Conan, E., Lindenberg, D., «Que faire de Vichy?», *Esprit*, No 181, mai 1992, pp. 5-15.
- Coser, L.A., «Introduction: Maurice Halbwachs, 1877-1945», in M. Halbwachs, *On collective memory*, Chicago, Chicago UP, 1992, pp. 1-40.
- Craig, J.E., «Sociology and Related Disciplines Between the Wars: Maurice Halbwachs and the Imperialism of the Durkheimians», in Ph. Besnard (ed), *The Sociological Domain. The Durkheimians and the Founding of French Sociology*, Cambridge, Cambridge UP, 1983, pp. 263-89.
- Dedeker, R., «La catastrophe du révisionisme», *Les Temps modernes*, No 568, novembre 1993, pp. 1-6.
- Delahaye, L.-D., Ruby, Ch., «Une absence de discernement politique», *Raison Présente*, No 128, 4<sup>e</sup> trim. 1998, pp. 81-88.



- Derczansky, A., «Entre histoire et mémoire», *Esprit*, No 162, juin 1990, pp. 88-91.
- De Singly, F., Charrier, G., «Vie commune et pensée célibataire», *Dialogue-Recherche cliniques et sociologiques sur le couple et la famille*, 4<sup>e</sup> trimestre, 1988, pp. 44-53.
- Dosse, F., «Une histoire sociale de la mémoire», *Raison présente*, No 128, 4<sup>e</sup> trimestre 1998, pp. 5-24.
- Douglas, M., «Maurice Halbwachs, 1877-1945», in *In The Active Voice*, London, Routledge, 1982, pp. 255-271. (reproduit in Maurice Halbwachs, *The Collective Memory*, New York, Harper Colophon Books, 1980, pp. 1-21).
- Drulhe, M., «Mémoire et socialisation. Femmes alcooliques et associations d'anciens buveurs», *Cahiers internationaux de sociologie*, Vol. LXXXV, juill.-déc. 1988, pp. 313-324.
- Dumont, F., «Préface», in M. Halbwachs, *La topographie légendaire des évangiles en terre sainte*, Paris, PUF («Bibliothèque de sociologie contemporaine»), 1971, pp.V-X.
- Duvignaud, J., «Préface», in G. Namer, *Mémoire et société*, Paris, Méridiens Klincksieck («Sociétés»), 1987, pp. 7-10.
- Durkheim, E., «Représentations individuelles et représentations collectives», in *Sociologie et philosophie*, Paris, PUF («Sup»), 1974, pp. 13-50.
- Duvignaud, J., «Préface», in M. Halbwachs, *La mémoire collective*, Paris, PUF («Bibliothèque de Sociologie Contemporaine»), 1968, pp. VII-XV.
- Elon, A., «The Politics of Memory», *The New York Review of Books*, Vol. XL, No 16, 7 oct. 1993, pp. 3-7.
- Esprit, «Le poids de la mémoire» (No spécial), No 193, juillet 1993, pp. 5-72.
- Englund, S., «De l'usage de la nation par les historiens et réciproquement», *Politix*, No 26, 2<sup>e</sup> trimestre 1994, pp. 141-168.
- Formenti, C., «La gnose évolutionniste. Matière, mémoire, oubli chez Bergson et dans les sciences de la complexité», *Communications*, No 49, 1989, pp. 11-41.

- France, P., Reynolds, S., «A Post-Modern Cathedral? *Lieux de mémoire*, the Topology and Topography of France», *Modern & Contemporary France*, Vol. NS4, No 2, pp. 227-230.
- Frank, R., «La mémoire et l'histoire», *Les Cahiers de L'IHTP*, No 21, nov. 1992, pp. 65-72.
- Frank, R., «Mémoires françaises de la seconde guerre mondiale», *Cahiers de l'IHTP*, No 23, mars 1986, pp. 11-15.
- Garcia, P., «Commémorations, les enjeux d'une pratique sociale», *Raison Présente*, No 128, 4è trim. 1998, pp. 25-45.
- Garçon, F., «Entre l'Holocauste et l'épouvante: la "liste de Schindler"», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, No 43, juill.-sept. 1994, pp. 132-136.
- Gosselin, G., «Tradition et traditionalisme», *Revue française de sociologie*, XVI, 1975, pp. 215-227.
- Haegel, F., «Mémoire, héritage, filiation. Dire le gaullisme et se dire gaulliste au RPR», *Revue française de science politique*, Vol. 40, No 6, déc. 1990, pp. 864-879.
- Hastings, M., «Les cendres rouges de la mémoire», *Revue française de science politique*, Vol. 45, No 1, fév. 1995, pp. 153-158.
- Jedlowski, P., «Introduzione», in M. Halbwachs, *La memoria collettiva*, Milan, Edizioni Unicopli, 1987, pp. 7-33.
- Jurist, E.L., «Recognizing the Past», *History and Theory*, Vol. 31, No 1, 1992, pp. 163-181.
- Kammen, M., «La mémoire américaine et sa problématique», *Le Débat*, No 30, mai 1984, pp. 112-127.
- Karady, V., «Biographie de Maurice Halbwachs», in M. Halbwachs, *Classes sociales et morphologie*, Paris, Minuit, 1972, pp. 9-22.
- Koch, G., «The Angel of Forgetfulness and the Black Box of Facticity: Trauma and Memory in Claude Lanzmann's Film *Shoah*», *History and Memory*, Vol. 3, No 1, printemps 1991, pp. 119-134.
- Lapierre, N., «Dialectique de la mémoire et de l'oubli», *Communications*, No 49, 1989, pp. 5-10.
- Lavabre, M.C., «Maurice Halbwachs et la sociologie de la mémoire», *Raison Présente*, No 128, 4è trim. 1998, pp. 47-56.

- Lavabre, M.-C., «Usages du passé, usages de la mémoire», *Revue française de science politique*, Vol. 44, No 3, 1994, pp. 480-493.
- Lavabre, M.-C., «Du poids et du choix du passé. Lecture critique du syndrome de Vichy», *Cahiers de l'IHTP*, No 18, juin 1991, pp. 177-185.
- Lavabre, M.-C., «La collection des almanachs édités par le Parti communiste français: un exemple de tradition», *Pouvoirs*, No 42, 1987, pp. 105-113.
- Lavabre, M.-C., «Génération et mémoire», Association Française de Science Politique, Congrès oct. 1981, 11 p. dactylographiées.
- Le Magazine littéraire (No spécial), «La nouvelle histoire de France: les lieux de mémoire», No 307, fév. 1993, pp. 16-57.
- Lequin, Y., «Mémoire ouvrière, mémoire politique: à propos de quelques enquêtes récentes», *Pouvoirs*, No 42, 1987, pp. 67-72.
- Lequin, Y., Métral J., «A la recherche d'une mémoire collective: les métallurgistes retraités de Givors», *Annales ESC*, No 1, janv.-fév. 1980, pp. 149-165.
- Lévi-Strauss, C., «La structure des mythes», in *Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1974, chap. XI, pp. 227-255.
- Les Cahiers du Forum-Histoire (No spécial), «La mémoire populaire. Gadget culturel ou ancrage des luttes?», No 10, nov. 1978.
- Lindenberg, D., «Guerres de mémoire en France», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, No 42, avril-juin 1994, pp. 77-95.
- Maier, C.S., «A Surfeit of Memory? Reflections on History, Melancholy and Denial», *History and Memory*, Vol. 5, No 2, automne-hiver 1993, pp. 136-152.
- Marienstras, R., «Histoire, mémoire, oubli», *Esprit*, No 120, nov. 1986, pp. 31-40.
- Martin, J.-C., Suaud, Ch., «Le Puy du Fou. L'interminable réinvention du paysan vendéen», *Actes de la recherche en sciences sociales*, No 93, juin 1992, pp. 21-37.
- Mauger, G., «Introduction», in K. Mannheim, *Le problème des générations*, Paris, Nathan («Essais et Recherches»), 1990, pp. 7-18 et pp. 85-115.

- Mauss, M., «Les systèmes de cohésion sociale», in *Oeuvres, Tome III. Cohésion sociale et divisions de la sociologie*, Paris, Ed. de Minuit, 1969, Chap. 1, pp. 303-47.
- Mongin, O., «Une mémoire sans histoire? Vers une autre relation à l'histoire», *Esprit*, mars-avril 1993, Nos 3-4, pp. 102-113.
- Muxel-Douaire, Anne, «Obstinations et nouveautés dans la transmission d'une tradition politique familiale» *Pouvoirs*, No 42, 1987, pp. 73-82..
- Muxel-Douaire, A., «La mémoire familiale», in F. de Singly, *La famille: l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1991, pp. 250-258.
- Myers, D.N., «Remembering Zakhor: A Super-Commentary», *History and Memory*, Vol. 4, No 2, automne-hiver 1992, pp. 129-148.
- Naïr, Sami, «Pierre-Vidal Nacquet et les assassins de la mémoire», *Les Temps modernes*, No 498, janv. 1988, pp. 150-156.
- Naïr, S., «Assassinat de la mémoire», *Les Temps modernes*, No 502, mai 1988, pp. 162-168.
- Naïr, S., «Shoah, une leçon d'humanité», *Les Temps modernes*, No 470, sept. 1985, pp. 427-436.
- Namer, G., «Préface», in M. Halbwachs, *La Mémoire collective*, Paris, Albin Michel («Bibliothèque de l'Evolution de l'Humanité»), 1997.
- Namer, G., «Postface», in M. Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel («Bibliothèque de l'Evolution de l'Humanité»), 1994, pp. 299-367.
- Namer, G., «Temps, mémoire et féminité», *L'Année sociologique*, 1993, pp. 525-534.
- Namer, G., «Affectivité et temporalité de la mémoire», *L'Homme et la société*, No 90, 4<sup>e</sup> trimestre 1988, pp. 9-14.
- Namer, G., «Mémoire collective, mémoire sociale et itinéraire du message de la mémoire», *Les Cahiers de l'IHTP*, No 6, déc. 1981, pp. 35-38.
- Nemo, Ph., «Le devoir de mémoire», *Commentaire*, automne 1980, Vol. 3, No 11, pp. 392-400.
- Nicolaïdis, D. (ed.), *Oublier nos crimes. L'amnésie nationale, une spécificité française?*, in *Autrement* («Mutations»), No 144, avril 1994.

- Noiriél, G., «Pour une approche subjectiviste du social», *Annales ESC*, Nov.-déc. 1989, No 6, pp. 1435-1459.
- Noiriél, G., «Non-lieu de mémoire», in *Le creuset français. Histoire de l'immigration, XIXè-XXè siècles*, Paris, Seuil, 1988, pp. 14-67.
- Noiriél, G., «Le pont et la porte. Les enjeux de la mémoire collective», *Traverses*, No 36, 1986, pp. 98-102.
- Nora, P., «Mémoires comparées», *Le Débat*, no 78, janv.-fév. 1994, pp. 3-4.
- Nora, P., «La loi de la mémoire», *Le Débat*, janv.-fév. 1994, No 78, pp. 187-191.
- Nora, P., «Entre histoire et mémoire», in P. Nora (ed.), *Les lieux de mémoire, I. La République*, Paris, Gallimard («Bibliothèque illustrée des histoires»), 1984, pp. XVII-XLII.
- Nora, P., «La nation-mémoire», in P. Nora (ed), op. cit., II. *La nation (Tome 3)*, 1986, pp. 647-658.
- Nora, P., «Quatre coins de la mémoire», *Revue Histoire*, No 2, juin 1979, pp. 9-31.
- Nora, P., «Mémoire collective», in J. Le Goff, R. Chartier, J. Revel (eds), *La nouvelle histoire*, Paris, CEPL («Les encyclopédies du savoir moderne»), 1978, pp. 398-401.
- Norton, A., «Ruling Memory», *Political Theory*, Vol. 21, No 3, août 1993, pp. 453-463.
- Nouvelle Revue de Psychanalyse, *Mémoires*, No 15, printemps 1977.
- Passerini, L., «Postfazione», in M. Halbwachs, *La memoria collettiva*, Milan, Edizioni Unicopli, 1987, pp. 189-195.
- Passerini, L., «Mémoire et histoire: la visite de Mussolini à l'usine Fiat de Mirafiori», *Le Mouvement social*, No 126, janv.-mars 1984, pp. 53-81.
- Passerini, L., «Inventaire de la mémoire à Turin», *Cahiers de l'IHTP*, No 6, déc. 1981, pp. 39-45.
- Pouillon, J., «Tradition: transmission ou reconstruction», in *Fétiches sans fétichisme*, Paris, Maspéro, 1975, pp. 155-173.
- Pouvoirs (No spécial), *La tradition politique*, No 42, 1987.

- Rabinbach, A., «Memories of Assassins, Assassins of Memories», *Dissent*, printemps 1994, pp. 253-260.
- Raphaël, F., «Le travail de la mémoire et les limites de l'histoire orale», *Annales ESC*, No 1, janv.-fév. 1980, pp. 127-145.
- Raynaud, Ph., «La commémoration: illusion ou artifice?», *Le Débat*, janv.-fév. 1994, No 78, pp. 104-115.
- Redeker, R., «La catastrophe du révisionnisme», *Les Temps modernes*, No 568, nov. 1993, pp. 1-6.
- Ricoeur, P., «Memoria, oblio, storia», *Conférence du Forum Européen*, European University Institute, 19 janvier 1995, 16 pages dactylographiées.
- Ricoeur, P., «Devoir de mémoire, devoir de justice», in *La critique et la conviction*, Paris, Calmann-Lévy, 1995, pp. 177-191.
- Rioux, J.-P., «Lectures posthumes de Jaurès», in M. Rebérioux, G. Candar, *Jaurès et les intellectuels*, Paris, Les Editions de l'Atelier, 1994, pp. 231-250.
- Rioux, J.-P., «A la recherche de la mémoire», *Pénélope*, No 12, printemps 1985, pp. 153-161.
- Rioux, J.-P., «La mémoire collective en France depuis 1945: propos d'étape sur l'activité d'un groupe de travail», *Les Cahiers de l'IHTP*, No 6, déc. 1981, pp. 29-34.
- Rioux, J.-P., «Le cri des hommes», *Les Nouvelles littéraires*, 26 janvier 1978, pp. 15-16.
- Romano, S., «Gli usi della storia», *Il Mulino*, No 340, mars-avril 1992, pp. 204-211.
- Rousso, H., «Pour une histoire de la mémoire collective: l'après-Vichy», *Les Cahiers de l'IHTP*, No 18, juin 1991, pp. 163-176.
- Rudelle, O., «Lieux de mémoire révolutionnaire et communion républicaine», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, No 24, oct.-déc. 1989, pp. 3-15.
- Schapira, A., «Politics and Collective Memory: The Debate Over the "New Historians" in Israel», *History and Memory*, Vol. 7, No 1, printemps/été 1995, pp. 9-40.
- Sivan, E. (entretien avec), «Souviens-toi, souvenez-vous ...», *L'Autre journal*, mars 1991, No 10, pp. 56-61.

- Trebitsch, M., «Du mythe à l'historiographie», *Les Cahiers de l'IHTP*, No 21, nov. 1992, pp. 13-32.
- Vallin, P., «Fête et politique: les 14 juillet en Limousin (1880-1914)», *Revue française de science politique*, No 6, déc. 1982, pp. 949-972.
- Veillon D., «La seconde guerre mondiale à travers les sources orales», *Les Cahiers de l'IHTP*, No 4, juin 1987, pp. 53-74.
- Verret M., «Mémoire ouvrière, mémoire communiste», *Revue française de science politique*, Vol. 34, No 3, juin 1984, pp. 413-427.
- Verret, M., «Halbwachs ou le deuxième âge du durkheimisme», *Cahiers internationaux de sociologie*, No 53, 1972, pp. 311-336.
- Veyne, P., «Conduites sans croyance et oeuvres d'art sans spectateurs», *Diogenes*, No 143, juill.-sept. 1988, pp. 3-22.
- Vidal-Naquet, P., «Le défi de la Shoah à l'Histoire», *Les Temps modernes*, No 507, oct. 1988, pp. 62-74.
- Vidal-Nacquet, P., «Un Eichmann de papier», *Esprit*, No 45, sept. 1980, pp. 8-56.
- Vingtième siècle. Revue d'histoire (No spécial), *Les générations*, No 22, avril-juin 1989.
- Vovelle, M., «Un temps plus long: résistances et longue durée dans les mentalités collectives», in *Idéologies et mentalités*, Paris, François Maspero, 1982, pp. 203-261.
- Vovelle, M., «L'histoire et la longue durée», in J. Le Goff, R. Chartier, J. Revel (eds), *La nouvelle histoire*, CEPL («Les Encyclopédies du Savoir Moderne»), 1978, pp. 316-343.
- Wachtel, N., «Le temps du souvenir», *Annales ESC*, No 1, janv.-fév. 1980, pp. 146-148.
- Werth, N., «La transparence et la mémoire. Les Soviétiques à la recherche de leur passé», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, No 21, janv.-mars 1989, pp. 5-27.
- Yaroshevski, D.B., «Political participation and Public Memory: The Memorial Movement in the USSR, 1987-1989», *History and Memory*, Vol. 2, No 2, hiver 1990, pp. 5-31.
- Zerubavel, Y., «The Death of Memory and the Memory of Death: Masada and the Holocaust as Historical Metaphors», *Representations*, No 45, hiver 1994, pp. 72-100.

## II. Histoire orale, entretiens, méthodologie générale, questions de sociologie

### 1. Ouvrages

- Accardo, A., *Introduction à une sociologie critique*, Bordeaux, Le Mascaret, 1997.
- Baudoin J., *Introduction à la science politique*, Paris, Dalloz, 1989.
- Berger, P., Luckmann, T., *The Social Construction of Reality. A Treatise in the Sociology of Knowledge* London, Penguin Books, 1991.
- Bertaux, D., *Histoires de vie ou récits de pratiques? Méthodologie de l'approche biographique en sociologie*, Paris, Rapport CORDES, 1976.
- Blanchet, A., Gotman, A., *L'enquête et ses méthodes: l'entretien*, Paris, Nathan («Université»), 1992.
- Bourdieu, P., *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997.
- Bourdieu, P., *Choses dites*, Paris, Minuit, 1987.
- Bourdieu, P., *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1984.
- Bourdieu, P., *Leçon sur la leçon*, Paris, Minuit, 1982.
- Bourdieu, P., *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980.
- Bourdieu, P., Wacquant L., *Réponses*, Paris, Seuil («Libre Examen»), 1992.
- Champagne, P. et al., *Initiation à la pratique sociologique*, Paris, Dunod, 1996.
- Cot, J.-P., Mounier, J.-P., *Pour une sociologie politique*, Paris, Seuil («Points-Politique»), 1974, 2 tomes.
- De Singly, F., *L'enquête et ses méthodes: le questionnaire*, Paris, Nathan («128-Sociologie»), 1992.
- Devereux, G., *De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement*, Paris, Aubier 1994.
- Donegani, J.-M., Sadoun, M., *La démocratie imparfaite*, Paris, Gallimard («Folio-Essais»), 1994.
- Durkheim, E., *Le socialisme*, Paris, PUF («Quadrige»), 1992.



- Durkheim, E., *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF («Quadrige»), 1987.
- Ferrarotti, F., *Histoire et histoires de vie. La méthode biographique dans les sciences sociales*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1990.
- Freud, S., *The Standard Edition of the Complete Psychological Works of Sigmund Freud*, Vol. XIV (1914-1916), London, The Hogarth Press, 1957.
- Gaxie, D., *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil («Sociologie politique»), 1978.
- Giddens, A., *Capitalism and Modern Social Theory*, Cambridge, Cambridge UP, 1994.
- Giddens, A., *Central Problems in Social Theory*, Basingstoke, Macmillan, 1993.
- Giddens, A., *Social Theory and Modern Sociology*, Cambridge, Polity Press, 1987.
- Giddens, A., *Durkheim*, London, Fontana Press, 1986.
- Giddens, A., *New Rules of Sociological Methods*, Cambridge, Polity Press, 1993.
- Glaser, B.G., Strauss, A.L., *The Discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*, Chicago, Aldine, 1967.
- Gurvitch, G., *Dialectique et sociologie*, Paris, Flammarion, 1962.
- Hoggart, R., *La culture du pauvre*, Paris, Minuit, 1970.
- Kaufmann, J.C., *L'Entretien compréhensif*, Paris, Nathan («128-Sociologie»), 1996.
- Lallement, M., *Histoire des idées sociologiques*, Paris, Nathan («Economie, Sciences Sociales»), 1993., 2 tomes
- Lemert, C., *French Sociology: Rupture and Renewal Since 1968*, New York, Columbia University Press, 1981.
- Lukes, S., *Emile Durkheim. His Life and His Work. A Historical and Critical Study*, London, Penguin Books, 1992.
- Lukes, S., *Essays in Social Theory*, New York, Columbia University Press, 1977.
- Lukes, S., *Power: A Radical View*, Basingstoke, Macmillan, 1991.
- Mauss, M., *Essais de sociologie*, Paris, Ed. de Minuit («Points-Essais»), 1969.

- Offerlé, M., *Les partis politiques*, Paris, PUF («Que sais-je?»), 1987.
- Peneff, J., *La méthode biographique. De l'Ecole de Chicago à l'histoire orale*, Paris, A. Colin («U/Sociologie»), 1990.
- Perrineau, P. (ed), *L'engagement politique: déclin ou mutation?*, Paris, PFNSP, 1994.
- Poirier, J., Clapier-Valladon, S., Raybaut, P., *Les récits de vie. Théorie et pratique*, Paris, PUF («Le sociologue»), 1983.
- Pudal, B., *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, PFNSP, 1989.
- Quivy, R., Van Campenhoudt, L., *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 1988.
- Schwartzberg, R.-G., *Sociologie politique*, Paris, Montchrestien, 1988.
- Seiler, D.-L., *Les partis politiques*, Paris, A. Colin («Cursus»), 1993.
- Steiner, Ph., *La sociologie de Durkheim*, Paris, La Découverte («Repères»), 1994.
- Thompson, P., *The Voice of the Past. Oral History*, Oxford, Oxford UP, 1978.
- Touraine, A., *Pour la sociologie*, Paris, Seuil («Points-Essais»), 1974.
- Weber, M., *Le savant et le politique*, Paris, Plon («10/18»), 1963.
- Weber, M., *Economie et société*, Paris, Plon («Agora»), 1995, 2 tomes.

## 2. Articles, communications, numéros spéciaux, chapitres d'ouvrages

- Abélès, M., «Anthropologie des espaces politiques français», *Revue française de science politique*, No 5, Vol. 38, oct. 1988, pp. 807-817.
- Attias-Donfut, C., «La notion de génération. Usages sociaux et concept politique», *L'Homme et la société*, 4<sup>e</sup> trimestre, No 90, 1988, pp. 36-50.
- Ansart, P., «Sociologies et sciences du politique», *Cahiers internationaux de sociologie*, Vol. XCIV, 1993, pp. 21-49.

- Aron-Schnapper, D., Hanet, D., «D'Hérodote au magnétoscope: sources orales et archives orales», *Annales ESC*, janv.-fév. 1980, pp. 183-199.
- Aron-Schnapper, D., Hanet, D., «Archives orales et histoire des institutions sociales», *Revue française de sociologie*, XIX, No 2, 1978, pp. 261-275.
- Becker, J.-J., «Le handicap de l'a-posteriori», *Les Cahiers de L'IHTP*, No 4, juin 1987, pp. 95-109.
- Becker, B.S., «Biographie et mosaïque scientifique», *Actes de la recherche en sciences sociales*, Nos 62-63, juin 1986, pp. 105-110.
- Bensaïd, D., Corcuff, Ph., «Le travail intellectuel au risque de l'engagement», *Agone*, 18-19, 1998, pp. 17-27.
- Bertaux, D., Linhart, D., Le Wita, B., «Mai 1968 et la formation de générations politiques en France», *Le Mouvement social*, avril-juin 1988, No 143, pp. 76-89.
- Bourdieu, P., «Comprendre», in *La misère du monde*, Paris, Seuil («Libre Examen»), 1993, pp. 903-944.
- Bourdieu, P., «L'illusion biographique», *Actes de la recherche en sciences sociales*, Nos 62-63, juin 1986, pp. 69-72.
- Bourdieu, P., «La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique», *Actes de la recherche en sciences sociales*, Nos 36-37, fév.-mars 1981, pp. 3-24.
- Charlot, J., «Partis politiques. Pour une nouvelle synthèse théorique», in Y. Mény (ed), *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux. Mélanges Georges Lavau*, Paris, PFNSP, 1989, pp. 205-215.
- Chenut, H., Voldman D., «Eléments pour une bibliographie internationale d'histoire orale», *Les Cahiers de l'IHTP*, No 17, sept. 1984, pp. 23-43.
- Chevalier, Y., «La biographie et son usage en sociologie», *Revue française de science politique*, Vol. 29, No 1, pp. 83-101.
- Crozier, M., «De la responsabilité du sociologue dans notre société», in *La société bloquée*, Paris, Seuil, 1984, pp. 11-24.
- Crozier, M., Friedberg E., «Théorie et pratique dans la démarche de recherche», in *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil, 1977, pp. 391-413.

- De Coninck, F., Godard, F., «L'approche biographique à l'épreuve de l'interprétation», *Revue française de sociologie*, Vol. XXXI, 1989, pp. 23-53.
- Degenne, A., Grémy, J.-P., «Méthodologie», *L'Année sociologique*, Vol. 40, 1990, pp. 333-344.
- Douzou, L., «Eléments de bibliographie. La recherche historique et les sources orales», *Les Cahiers de l'IHTP*, No 21, nov. 1992, pp. 125-161.
- Dubar, C., «L'entretien non directif comme système d'action: pour une analyse dynamique des trajets identitaires», *Les Cahiers philosophiques* (Université de Lille III), No 10, printemps 1990, pp. 185-206.
- Dujardin, Ph., «De l'histoire à la sociologie. Tours, détours, retours?», *Les Cahiers de l'IHTP*, No 20, mars 1992, pp. 22-29.
- Echevarria-Howe, L., «Reflections from the Participants: The Process and Product of Life History Work», *Oral History*, Vol. 23, No 2, automne 1995, pp. 40-46.
- François, E., «Fécondité de l'histoire orale», *Les Cahiers de l'IHTP*, No 4, juill. 1987, pp. 33-49.
- Gaxie, D., «Economie des partis et rétributions du militantisme», *Revue française de science politique*, Vol. 27, No 1, fév. 1977, pp. 123-154.
- Geertz, C., «Thick Description: Toward an Interpretive Theory of Culture», in R.E. Emerson (ed), *Contemporary Field Research: A Collection of Readings*, Prospect Heights, Waveland Press, 1988, pp. 37-59.
- Guarrigue, E., «Le temps du terrain et le temps comme terrain», *L'Homme et la société*, No 90, 4<sup>e</sup> trimestre 1988, pp. 51-62.
- Heilbron, J., «Les métamorphoses du durkheimisme, 1920-1940», *Revue française de sociologie*, XXVI, 1985, pp. 203-237.
- Heinritz, C., Rammstedt, A., «L'approche biographique en France», *Cahiers internationaux de sociologie*, Vol. XCI, juill.-déc. 1991, pp. 331-370.
- Joana, J., «Les usages de la méthode biographique en sciences sociales», *Pôle Sud*, numéro spécial «Biographies et politique», No 1, automne 1994, pp. 89-99.

- Jodelet, D., «Représentation sociale: phénomènes, concept et théorie», in S. Moscovici, *Psychologie sociale*, Paris, PUF, 1984, pp. 357-378.
- Kriegel, A., «Le concept politique de génération: apogée et déclin», *Commentaire*, automne 1979, Vol. 2, No 7, pp. 390-399.
- Laborie, P., «Histoire politique et histoire des représentations mentales», *Les Cahiers de l'IHTP*, No 18, juin 1991, pp. 105-114.
- Lambert, Y., «Ages, générations et christianisme en France et en Europe», *Revue française de sociologie*, XXXIV, 1993, pp. 525-555.
- Les Temps modernes, *A la recherche de la Gauche. Une enquête de l'Institut Français d'Opinion Publique*, in Nos 112-113, 1955, pp. 1576-1625.
- L'Homme et la société (No spécial), *Les passions de la recherche*, No 115, 1995.
- Maître, J., «Sociologie de l'idéologie et entretien non directif», *Revue française de sociologie*, XVI, No 2, 1975, pp. 248-256.
- Markiewicz-Lagneau, J., «L'autobiographie en Pologne ou de l'usage social d'une technique sociologique», *Revue française de sociologie*, XVII, No 4, déc. 1976, pp. 591-613.
- Maucorps, P.-H., «Empathie et compréhension d'autrui», *Revue française de sociologie*, Vol. I, No 4, oct.-déc. 1960, pp. 426-444.
- Michelat, G., «Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie», *Revue française de sociologie*, XVI, No 2, 1975, pp. 229-247.
- Nora, P., «La génération», in *Les lieux de mémoire*, Tome III, *Les France*, Vol. I: «Conflits et partages», Paris, Gallimard, 1992, pp. 931-971.
- Passerini, L., «Le mouvement de 1968 comme prise de parole et comme explosion de la subjectivité: le cas de Turin», *Le Mouvement social*, No 143, avril-juin 1988, pp. 39-74.
- Passeron, J.-C., «Anthropologie et sociologie», *Raison présente*, No 108, 4<sup>e</sup> trimestre 1993, pp. 1-23.
- Passeron, J.C., «Biographies, flux, itinéraires, trajectoires», *Revue française de sociologie*, Vol. XXXI, 1989, pp. 3-22.
- Peneff, J., «Autobiographies de militants ouvriers», *Revue française de science politique*, Vol. 29, No 1, pp. 53-82.

- Percheron, A., «Socialisation et tradition: transmission et invention du politique», *Pouvoirs*, No 42, 1987, pp. 43-51.
- Percheron, A., «Le domestique et le politique. Types de familles, modèles d'éducation et transmission des systèmes de normes et d'attitudes chez les parents et enfants», *Revue française de science politique*, Vol. 35, No 5, 1985, pp. 840-891.
- Percheron, A., «La socialisation politique, défense et illustration», in M. Grawitz, J. Leca (eds), *Traité de science politique*, Vol. 3, *L'action politique*, Paris, PUF, 1984, pp. 165-235.
- Percheron, A., «Préférences idéologiques et morale quotidienne d'une génération à l'autre», *Revue française de science politique*, No 2, avril 1982, pp. 185-209.
- Peschanski, D., «Effets pervers», *Les Cahiers de l'IHTP*, No 21, nov. 1992, pp. 45-53.
- Pollak, M., «La gestion de l'indicible», *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Nos 62-63, juin 1986, pp. 30-53.
- Pollak, M., Heinich N., «Le témoignage», *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Nos 62-63, juin 1986, pp. 3-29.
- Politix, «Débat autour des *Partis politiques* de Michel Offerlé», No 2, printemps 1988, pp. 46-59.
- Pollak, M., «L'entretien en sociologie», *Les Cahiers de l'IHTP*, No 21, nov. 1992, pp. 109-114.
- Pollack, M., «Pour un inventaire», *Les Cahiers de l'IHTP*, No 4, juin 1987, pp. 11-31.
- Robin, R., «Récit de vie, discours social et parole vraie», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, No 10, avril-juin 1986, pp. 103-109.
- Roos, J.P., «The True Life revisited. Autobiography and Referentiality After the "Posts"», *Auto/Biography*, 3:1 & 3:2, 1994, pp. 1-16.
- Sadoun, M., «Compétence politique et pensée symbolique», in *Les Cahiers du C.R.A.P.S.*, No 3, sept. 1987, pp. 5-19.
- Saint-Ouen, F., «De la matérialité du discours aux espaces discursifs», *Revue française de science politique*, Vol. 34, No 3, juin 1984, pp. 428-448.

- Sawicki, F., «Questions de recherche: pour une analyse locale des partis politiques», *Politix*, printemps 1988, No 2, pp. 13-28.
- Schnapper, D., «Questions impertinentes aux historiens oraux», *Commentaire*, automne 1983, Vol. 6, No 23, pp. 655-660.
- Schuman, H., Scott, J., «Generations and Collective Memories», *American Sociological Review*, Vol. 54, juin 1989, pp. 359-381.
- Schwartz, O., «Le baroque des biographies», *Les Cahiers de philosophie* (Université de Lille III), No 10, printemps 1990, pp. 173-183.
- Simonot, M., «Entretien non-directif, entretien non-préstructuré: pour une validation méthodologique et une formalisation pédagogique», *Bulletin de psychologie*, Tome XXXIII, No 343, pp. 155-164.
- Sociétés (No spécial), *Approches méthodologiques*, No 42, 1993.
- Veillon, D., «Technique de l'entretien historique», *Les Cahiers de l'IHTP*, No 21, nov. 1992, pp. 115-124.
- Vial, Ch., «Mémoire et photographie», *Bulletin de psychologie*, Tome XLII, No 389, pp. 376-378.
- Villanova, M., Borderias, C., «L'histoire orale et ses enseignements. Un exemple en Catalogne», *Les Cahiers de l'IHTP*, No 11, mars 1983, pp. 22-34.
- Voldman, D., «Définitions et usages», *Les Cahiers de l'IHTP*, No 21, nov. 1992, pp. 33-41.
- Voldman, D., «L'invention du témoignage oral», *Les Cahiers de l'IHTP*, No 4, juin 1987, pp. 77-94.

### **III. Histoire et sociologie du socialisme français et européen**

#### **- Marxisme et histoire des idées socialistes**

##### **1. Ouvrages**

- Bell, D., Criddle, B., *The French socialist Party. The Emergence of a Party of Government*, Oxford, Clarendon Press, 1995.
- Bell, D., Shaw, E. (eds), *Conflict and Cohesion in West European Social Democratic Parties*, London, Pinter, 1994.

- Bergounioux, A., Grunberg, G., *L'utopie à l'épreuve. Le socialisme européen au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Ed. de Fallois, 1996.
- Bergounioux, A., Grunberg, G., *Le long remords du pouvoir. Le Parti socialiste français, 1905-1992*, Paris, Fayard («L'Espace du politique»), 1992.
- Bergounioux, A., Manin, B., *Le régime social-démocrate*, Paris, PUF («Recherches politiques»), 1989.
- Bergounioux, A., Manin, B., *La social-démocratie ou le compromis*, Paris, PUF, 1979.
- Bidet, J., Texier J., *L'idée de socialisme a-t-elle un avenir ?*, Paris, PUF, 1992.
- Capdevielle, J., Mouriaux, R., *Mai 68. L'entre-deux de la modernité. Histoire de trente ans*, Paris, PFNSP, 1988.
- Castagnez-Ruggiu, N., *Histoire des idées socialistes*, Paris, La Découverte («Repères»), 1997.
- Chapsal, J., *La vie politique en France*, Paris, Thémis («Science Politique»), 1984.
- Cépède, F., *La propagande socialiste, 1944-1981. Recherche sur la construction d'une identité partisane*, mémoire de DEA en Histoire, Université de Paris I, 1996-97.
- Cohen-Solal, L., *Les nouveaux socialistes*, Paris, Tema, 1977.
- Colas, D., *Le Léninisme*, Paris, PUF, 1982.
- Collectif, *Jaurès et la classe ouvrière*, Paris, Les Editions ouvrières, 1981.
- Collectif, *Les militants politiques dans trois partis français (PC, PS, UDR)*, Pedone (Institut d'Etudes Politiques e Bordeaux), 1976.
- Courtois, S., Lazar, M., *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF («Thémis/Histoire»), 1995.
- Delwit, P., De Waele J.-M., *La Gauche face aux mutations en Europe*, Bruxelles, Ed. de l'Université de Bruxelles («Histoire, Economie, Société»), 1993.
- Fejtö, F., *La social-démocratie quand même*, Paris, Laffont, 1980.
- Giddens, A., *The Third Way. The Renewal of Social Democracy*, Cambridge, Polity Press, 1998.
- Giddens, A., *Beyond Left and Right. The Future of Radical Politics*, Cambridge, Polity Press, 1994.



- Goguel, F., Grosser, A., *La politique en France*, Paris Armand Colin, 1975.
- Graham, B.D., *Choice and Order. The French Socialist Party, 1937-50*, Cambridge, Cambridge UP, 1994.
- Hanley, D., *Keeping Left? CERES and the French Socialist Party. A Contribution to the Study of Fractionalism in Political Parties*, Manchester, Manchester UP, 1986.
- Hazareesingh, S., *Political Traditions in Modern France*, Oxford, Oxford UP, 1994.
- Hazareesingh, S., *Intellectuals and the French Communist Party. Disillusion and Decline*, Oxford, Clarendon Press, 1991.
- Judt, T., *Marxism and the French Left: Studies on Labour and Politics in France, 1830-1981*, Oxford, Clarendon Press, 1986.
- Judt, T., *La reconstruction du Parti socialiste, 1921-1926*, Paris, PFNSP, 1976.
- Kergoat, J., *Histoire du Parti socialiste*, Paris, La Découverte («Repères»), 1997.
- Kergoat, J., *La France du Front populaire*, Paris, La Découverte, 1986.
- Kesler, J.-F., *De la gauche dissidente au Nouveau Parti socialiste. Les minorités qui ont rénové le PS*, Toulouse, Privat, 1990.
- Kitschelt, H., *The Transformation of European Social Democracy*, Cambridge, Cambridge UP, 1994.
- Kriegel, A., *Les communistes français*, Paris, Seuil, 1985.
- Kriegel, A., *Le pain et les roses*, Paris, PUF, 1968.
- Lacouture, J., *Léon Blum*, Paris, Seuil («Points-Histoire»), 1976.
- Lazitch, B., *L'échec permanent. L'alliance communiste-socialiste*, Paris, Lafont, 1978.
- Lazar, M., *Maisons rouges. Les Partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier-Histoires, 1992.
- Lazitch, B., *L'échec permanent. L'alliance communiste-socialiste*, Paris, Robert Laffont, 1978.
- Lefebvre, D., *Guy Mollet, le mal aimé*, Paris, Plon, 1992.
- Lefebvre, D., Lefebvre, R. (eds), *Mémoires du Front populaire*, Paris, OURS/Bruno Leprince Editeur, 1997.
- Lefranc, G., *Les gauches en France*, Paris, Payot, 1973.

- Lénine, *La maladie infantile du communisme (Le Gauchisme)*, Pékin, Editions en Langues Etrangères, 1976.
- Lénine, *Que faire?*, Pékin, Editions en Langues Etrangères, 1975.
- Ligou, D., *Histoire du socialisme en France (1871-1961)*, Paris, PUF, 1962.
- Lukes, S., *Moral Conflict and Politics*, Oxford, Clarendon Press, 1991.
- Lukes, S., *Marxism and Morality*, Oxford, Clarendon Press, 1985.
- Mabileau, A. (ed), *Les militants politiques dans trois partis politiques (PC, PS, UDR)*, Paris, Pedone, 1976.
- Maret, J., Houlou, A., *Histoire des socialistes. L'identité socialiste des utopistes à nos jours*, Paris, Pro-Edi, 1990.
- Marielle, J., Sagnes, J., *Pour la République. Le vote des quatre-vingts à Vichy le 10 juillet 1940*, Paris, Centre National de Documentation Pédagogique, 1993.
- Melchior, E., *Le PS, du projet au pouvoir*, Paris, Les Editions de l'Atelier, 1993.
- Michels, R., *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion («Champs»), 1970.
- Milner, J.-C., *L'archéologie d'un échec*, Paris, Seuil, 1993.
- Mény, Y., *La corruption et la République*, Paris, Fayard, 1992.
- Moreau, J., *Les socialistes français et le mythe révolutionnaire*, Paris, Hachette, 1998.
- Moschonas, G., *La social-démocratie de 1945 à nos jours*, Paris, Montchrestien («Clefs-politique»), 1994.
- Mouriaux, R., *Le syndicalisme en France depuis 1945*, Paris, La Découverte («Repères»), 1994.
- Noiriel, G., *Les ouvriers dans la société française. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 1986.
- Nicolet, C., *L'idée républicaine en France. Essai d'histoire critique*, Paris, Gallimard, 1982.
- Ory, P., *La belle illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire*, Paris, Plon, 1994.
- Paterson, W. E., Thomas A. H. (eds), *The Future of Social Democracy*, Oxford, Clarendon Press, 1986.

- Philippe, A., Hubscher, D., *Enquête à l'intérieur du Parti socialiste*, Paris, Albin Michel, 1991.
- Portelli, H., *Le Parti socialiste*, Paris, Montchrestien («Clefs-politique»), 1992.
- Portelli, H., *Le socialisme français tel qu'il est*, Paris, PUF, 1980.
- Poulat, E., *Liberté laïcité: la guerre des deux France et le principe de la modernité*, Paris, Le Cerf, 1987.
- Prélot, M., Lescuyer, G., *Histoire des idées politiques*, Paris, Dalloz («Précis-Dalloz»), 9<sup>e</sup> éd., 1986.
- Prochasson, Ch., *Les Intellectuels et le socialisme*, Paris, Plon, 1997.
- Pudal, B., *Prendre parti. Une sociologie historique du PCF*, Paris, PFNSP, 1989.
- Rémond, R. (ed.), *Léon Blum chef de gouvernement 1936-1937*, Paris, PFNSP, 1981.
- Rey, H., Subileau, F., *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris, PFNSP, 1991.
- Rosanvallon, P., *L'Age de l'autogestion*, Paris, Seuil, 1976.
- Roucaute, Y., *Histoires socialistes de la Commune de Paris à nos jours*, Paris, Leduc, 1987.
- Sadoun, M., *De la démocratie française. Essai sur le socialisme*, Paris, Gallimard («Essais»), 1993.
- Sadoun, M., *Les socialistes sous l'occupation. Résistance et collaboration*, Paris, PFNSP, 1982.
- Sassoon, Donald, *One Hundred Years of Socialism. The European Left in the Twentieth century*, London, I.B. Tauris, 1996.
- Sawicki, F., *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.
- Sternhell, Z., *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Bruxelles, Complexe, 1987.
- Stuart, R., *Marxism at Work. Ideology, Class and French Socialism During the Third Republic*, Cambridge, Cambridge UP, 1992.
- Touchard, J., *La gauche en France depuis 1900*, Paris, Seuil («Points-Histoire»), 1977.
- Tudor, H., Tudor, J.M., *Marxism and Social Democracy. The Revisionist Debate 1896-98*, Cambridge, Cambridge UP, 1988.

- Verdier, R., *Bilan d'une scission. Congrès de Tours*, Paris, Gallimard, 1981, («Idées/Gallimard»), 1981.
- Willard, C., *Jules Guesde, l'apôtre et la loi*, Paris, Editions Ouvrières, 1991.
- Willard, C., *Socialisme et communisme français*, Paris, A. Colin, 1978.
- Willard, C., *Le mouvement socialiste en France (1893-1905): les Guesdistes*, Paris, Les Editions sociales, 1965.
- Williams, S. (ed), *Socialism in France. From Jaurès to Mitterrand*, London, Frances Pinter, 1983.
- Winock, M., *Le socialisme en France et en Europe, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil («Points-Histoire»), 1992.
- Ysmal, C., *Les partis politiques sous la V<sup>e</sup> République*, Paris, Montchrestien, 1989.

## 2. Articles, communications, numéros spéciaux, chapitres d'ouvrages

- Bacot, P., «Le Front de classe», *Revue française de science politique*, Vol. 28, No 2, avril 1978, pp. 277-295.
- Bartolini, S., «Per un' analisi dei rapporti tra partiti socialisti e comunisti in Italia e in Francia», *Rivista italiana di scienza politica*, No 3, déc. 1976, pp. 439-480.
- Bergounioux, A., «Généralisations socialistes?», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, No 22, avril-juin 1989, pp. 93-101.
- Bergounioux, A., «Léon Blum, le socialisme et l'idée de République», *Les Cahiers Léon Blum*, No 19, 1988, pp. 5-18.
- Bergounioux, A., «Le néo-socialisme, Marcel Déat: réformisme traditionnel ou esprit des années trente», *Revue historique*, Tome CCLX, 1978, pp. 389-412.
- Bozon, M., «Trois images de la culture ouvrière», *Revue française de sociologie*, Vol. XXX, No 2, avril-juin 1989, pp. 321-332.
- Brauns, P., «Modernisation, l'«occupation» d'un mot-clé par le Parti socialiste», *Mots*, No 22, mars 1990, pp. 32-42,
- Brunet, J.-P., «Socialisme et Bolchevisme. L'image de la Révolution d'Octobre et de l'Union Soviétique chez les socialistes

- français», *Revue française de science politique*, vol. 39, No 5, oct. 1989, pp. 700-715.
- Burrin, Ph., «Poings levés et bras tendus. La contagion des symboles au temps du Front populaire», *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, No 11, juill.-sept. 1986, pp. 5-20.
  - Cayrol, R., «Le godillot et le commissaire politique. Six contradictions à propos du Parti socialiste», *Projet*, No 161, janv. 1982, pp. 32-41.
  - Cayrol, R., «L'univers politique des militants socialistes. Une enquête sur les orientations, courants et tendances du Parti socialiste», *Revue française de science politique*, Vol. 1, No 25, fév. 1975, pp. 23-52.
  - Cayrol, R., «Courants, fractions, tendances», in P. Birnbaum (ed), *Critique des pratiques politiques*, Paris, Galilée, 1978, pp. 165-175.
  - Cayrol, R., «La direction du Parti socialiste. Organisation et fonctionnement», *Revue française de science politique*, Vol. 28, No 2, avril 1978, pp. 201-219.
  - Cayrol, R., «Parti socialiste: enfin les difficultés commencent!», *Projet*, No 118, sept.-oct. 1977, pp. 917-928.
  - Cayrol, R., Ignazi, P., «Attitudes politiques et conceptions du parti chez les militants socialistes français et italiens», *Revue française de science politique*, Vol. 33, No 4, août 1983, pp. 629-650.
  - Cayrol, R., Ysmal, C., «Militants socialistes: le pouvoir use», *Projet*, No 191, janv.-fév. 1985, pp. 20-32.
  - Cayrol, R., Ysmal, C., «Les militants du PS: originalité et diversité», *Projet*, No 161, janv. 1982, pp. 572-586.
  - Collectif, «Gauche éternelle, gauche en mouvement», *Le Débat*, No 13, juin 1981, pp. 3-65.
  - Delporte, Ch., «Les jeunesses socialistes dans l'entre-deux-guerres», *Le Mouvement social*, No 157, oct.-déc. 1991, pp. 33-66.
  - Derville, J., «Les mutations inachevées du discours socialiste», *Regards sur l'actualité*, No 171, mai-juin 1991, pp. 31-49.
  - Donegani, J.-M., Sadoun, M., «Le triangle incertain ou les logiques de la représentation politique», in Y. Mény (ed), *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux. Mélanges Lavau*, Paris, PFNSP, 1989, pp. 135-146.

- Duhamel, O., Racine, N., «Léon Blum, les socialistes français et l'Union soviétique», in L. Marcou (ed), *L'URSS vue de gauche*, Paris, PUF, 1982, pp. 121-153.
- Durkheim, E., «Sur la définition du socialisme», in *La science sociale et l'action*, Paris, PUF, 1987, pp. 226-244.
- Edgley, R., «Marxism, Morality and Mr Lukes», in D. McLellan, S. Sayers, *Socialism and Morality*, Basingstoke, Macmillan, 1990, pp. 21-41.
- Frank, R., «La gauche sait-elle gérer la France? (1936-37/1981-84)», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, No 6, avril-juin 1985, pp. 3-19.
- Furet, F., «Révolution française et tradition jacobine», in C. Lucas (ed), *The Political Culture of the French Revolution, Vol. 2, The French Revolution and the Creation of Modern Political Culture*, Oxford, Pergamon Press, 1988, pp. 329-337.
- Garraud, Ph., «Discours, pratiques et idéologie dans l'évolution du Parti socialiste», *Revue française de science politique*, Vol. 28, No 2, avril 1978, pp. 257-276.
- Gauchet, M., «La droite et la gauche», in P. Nora, *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard («Bibliothèque Illustrée des Histoires»), 1994, pp. 395-467.
- Girardet, R., «Les trois couleurs», in P. Nora (ed), *Les lieux de mémoire I. La République*, Paris, Gallimard («Bibliothèque Illustrée des Histoires»), 1984, pp. 7-35.
- Girault, J., «Les socialistes français depuis 1920», *Revue politique et parlementaire*, No 957, janv.-fév. 1992, pp. 23-24.
- Hardouin, P., «Les caractéristiques sociologiques du Parti socialiste», *Revue française de science politique*, Vol. 28, No 2, avril 1978, pp. 221-256.
- Hazareesingh, S., «From Being to Nothingness: The Extinction of the Communist Intellectual in France», *West European Politics*, Vol. 13, No 2, avril 1990, pp. 216-233.
- Jeannière, A., «Difficile et ambiguë, la militance aujourd'hui», *Projet*, No 136, janv. 1979, pp. 706-716.
- Kergoat, J., «De l'agonie de la SFIO à la reconstruction du nouveau Parti socialiste», in Collectif, *Profils de la social-démocratie européenne*, Paris, La Brèche, 1982.

- Kesselman, M., «Systèmes de pouvoir et cultures politiques au sein des partis politiques français. Les cas du PS et de l'UDR», *Revue française de sociologie*, Vol. XIII, No 4, oct.-déc. 1972, pp. 485-515.
- Kolakowski, L., «Ce qui est vivant (et ce qui est mort) dans l'idéal social-démocrate», *Commentaire*, No 18, été 1982, pp. 289-296.
- Langlois, C., «Catholiques et laïcs», in P. Nora (ed), *Les lieux de mémoire. III. Les France*, Paris, Gallimard («Bibliothèque Illustrée des Histoires»), 1992, pp. 141-183.
- Lavabre, M.-C., «La collection des almanachs édités par le Parti communiste français: un exemple de tradition», *Pouvoirs*, No 42, 1987, pp. 105-113.
- Lazar, M., «La social-démocratie européenne à l'épreuve de la réforme», *Esprit*, mars-avril 1999, No 251, pp. 122-134.
- Lavau, G., «Le PCF et la fonction tribunitienne», in *Le Communisme en France*, Paris, A. Colin, 1969, pp. 25-37.
- Lazar, M., «Le communisme en son siècle», *Critique*, No 588, mai 1996, pp. 325-372.
- Lefebvre, D., «Les socialistes et les grèves minières de 1948», *Communisme*, Nos 35-37, 1994, pp. 43-47.
- Lukes, S., «What's Left ?», *The Times Literary Supplement*, 27 mars 1992.
- Lukes, S., «Socialism and Capitalism, Left and Right», *Social Research*, Vol. 57, No 3, automne 1990, pp. 571-577.
- Marlière, Ph., «Le principe de laïcité en France», *Franco-British Studies*, No 23, printemps 1997, pp. 41-56.
- Marquand, D., «After Socialism», *Political Studies*, XLI, 1993, pp. 43-56.
- Mignard, J.-P., «A quoi sert le Parti socialiste?», *Esprit*, No 160, mars-avril 1990, pp. 83-86.
- Montebello, F., «Joseph Staline et Humphrey Bogart: l'hommage des ouvriers», *Politix*, No 24, 1993, pp. 115-133.
- Nora, P., «Gaullistes et communistes», in *Les lieux de mémoire. III. Les France*, Paris, Gallimard («Bibliothèque Illustrée des Histoires»), 1992, pp. 347-393.
- Marian, M., «Lionel Jospin, le socialisme et la réforme», *Esprit*, mars-avril 1999, No 251, pp. 112-121.

- Mény, Y., «L'argent et la politique», *Pouvoirs*, No 65, 1993, pp. 71-75.
- Mény, Y., «Les formes discrètes de la corruption», *French Politics and Society*, Vol. 11, No 4, automne 1993, pp. 4-15.
- Mény, Y., «La décennie de la corruption», *Le Débat*, No 77, nov.-déc. 1993, pp. 15-25.
- Nair, S., «Le socialisme n'est plus ce qu'il était», *L'Événement européen*, No 1, avril 1988, pp. 95-112.
- Perrineau, P., «Le PS, de l'affirmation à la crise d'identité», *Projet*, No 187, juill.-août 1984, pp. 796-801.
- Perrot, M., «Les guesdistes: controverse sur l'introduction du marxisme en France», *Annales ESC*, No 3, mai-juin 1967, pp. 701-710.
- Pfister, T., «La crise du militantisme», *Revue politique et parlementaire*, No 945, janv.-fév. 1990, pp. 18-24.
- Portelli, H., «Le Parti socialiste», in D. Chagnollaud (ed), *La vie politique en France*, Paris, Seuil, 1993, pp. 272-291.
- Portelli, H., «Les socialistes et l'exercice du pouvoir», *Projet*, No 168, sept.-oct. 1982, pp. 921-932.
- Portelli, H., «Au rendez-vous du Parti socialiste», *Esprit*, Nos 4-5, avril-mai 1977, pp. 178-184.
- Ormières, J.-L., «Les rouges et les blancs», in P. Nora (ed), *Les lieux de mémoire. III. Les France*, Paris, Gallimard («Bibliothèque Historique Illustrée»), 1992, pp. 231-273.
- Petrucciani, S., «Marx and Morality: le débat anglo-saxon sur Marx, l'éthique et la justice», *Actuel-Marx*, No 10, 2<sup>e</sup> trimestre 1991, pp. 147-167.
- Pfister, T., «La crise du militantisme», *Revue politique et parlementaire*, No 945, janv.-fév. 1990, pp. 18-24.
- Ross, G., «The New Popular Front in France», in *The Socialist Register-1977*, London, The Merlin Press, 1977, pp. 188-208.
- Prélôt, M., Lescuyer, G., «Léon Blum: conquête, exercice, participation, soutien», in *Histoire des idées politiques*, Paris, Précis-Dalloz, 1986, pp. 861-874.
- Racine, N., «Une cause. L'antifascisme des années trente», *Politix*, 1<sup>er</sup> trimestre 1992, pp. 79-85.



- Rey, H., Subileau, F., «Militants socialistes. Permanences et changement», *La Nouvelle revue socialiste*, No 11, nov. 1990, pp. 181-189.
- Rey, H., Subileau, F., «Les militants socialistes en 1985», *Projet*, No 198, 1986, pp. 19-34.
- Rey, H., Subileau, F., «Les militants du PS: originalités et diversités», *Projet*, No 165, 1982, pp. 572-586.
- Sadoun, M., «Les socialistes entre principes, pouvoir et mémoire», in J.-P. Rioux (ed), *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, pp. 225-234.
- Sadoun, M., «La loi du sinistrisme. Sur la SFIO et le PCF dans l'entre-deux-guerres», in *Mélanges en hommage à Maurice Duverger*, Paris, PUF, 1988, pp. 425-435.
- Sadoun, M., «Sociologie des militants et sociologie du parti», *Revue française de science politique*, No 3, juin 1988, pp. 348-369.
- Sagnes, J., «Parti communiste et Parti socialiste: genèse d'une terminologie», *Revue française de science politique*, Nos 4-5, août-oct. 1982, pp. 795-809.
- Samson, M., «Le parti au pouvoir», *Autrement*, No 122, mai 1991, pp. 86-93.
- Sawicki, F., «Laurent Fabius: du "Giscard de gauche" au "socialiste moderne". Analyse de la formation d'une identité politique», *Pôle sud*, No 1, automne 1994, pp. 35-60.
- Stora, B., «La gauche et les minorités anticoloniales françaises devant les divisions du nationalisme algérien (1954-1958)», in J.P. Rioux (ed), *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, pp. 63-78.
- Subileau, F., «Le militantisme dans les partis politiques sous la Vè République: état des travaux de langue française», *Revue française de science politique*, Nos 5-6, oct.-déc. 1981, pp. 1038-1068.
- Terray, E., «Le communisme en son siècle», *Critique*, No 588, mai 1996, pp. 361-372.
- Touchard, J., «Les socialisme non léniniste», in *Histoire des idées politiques*, Tome 2: du XVIII à nos jours, Paris, PUF, 1991, pp. 786-847.

- Ymonet, M., «Les héritiers du Capital. L'invention du marxisme en France au lendemain de la Commune», *Actes de la recherche en sciences sociales*, No 55, nov. 1984, pp. 3-14.

## IV. Le socialisme à Lille et à Carmaux

### 1. Ouvrages

- Agulhon, M., et al., *Jaurès et ses images*, Paris, Société de Bibliologie et de Schématisation, 1985.
- Auclair, M., *La Vie de Jean Jaurès ou la France d'avant 1914*, Paris, Seuil, 1954.
- Auriol, V. (ed), *Jean Jaurès*, Paris, PUF («Ils ont fait la République»), 1962.
- Brive, M.-F., Loubet, R., *La verrerie d'Albi*, Paris, Scandéditions, 1993.
- Gallo, M., *Le Grand Jaurès*, Paris, Robert Laffont, 1984.
- Gorgues, G., *Une histoire des mines de Carmaux*, Albi, Atelier Graphique Saint-Jean, 1992.
- Lacoste, Y. (ed), *Géopolitiques des régions françaises*, Tome II, Paris, Fayard, 1986.
- Marlière, Ph., *Jean Jaurès et son discours à la jeunesse*, Genève, La Nacelle, 1995.
- Marlière, Ph., *Le Parti communiste français dans la mémoire et la culture socialistes. A travers l'étude des militants socialistes du Nord-Pas-de-Calais*, DEA d'Etudes Politiques, Université de Lille II, 1989.
- Ménager, B. et al., *Cent ans de socialisme septentrional*, Villeneuve d'Ascq, Centre d'Histoire de la Région du Nord et de l'Europe du Nord-Ouest, 1995.
- Olivier, L., *Un exemple de social-démocratie dans le socialisme français: la Fédération du Nord de la SFIO de 1944 à 1958*, Thèse de doctorat, Université de Lille II, 1992, 2 tomes.
- Pottrain, M., *Le Nord au coeur. Historique de la Fédération du Nord du Parti socialiste, 1880-1993*, Lille, Nord Demain, 1993.

- Rebérioux, M., *Jaurès. La parole et l'acte*, Paris, Découvertes Gallimard, 1994.
- Rebérioux, M., Candar, G., *Jaurès et les intellectuels*, Paris, Editions de l'Atelier, 1994.
- Rioux, J.-P., *Tombeaux pour la gauche*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.
- Rabaut, J., *Jaurès assassiné*, Bruxelles, Complexe, 1984.
- Trespé, R., *Les mineurs de Carmaux, 1848-1914*, Paris, Les Editions ouvrières, 1971, 2 tomes.
- Vareilles, J., *Carmaux, des origines au XXè siècle*, Andoca, Vent Terral, 1992.

## 2. Articles, communications, numéros spéciaux, chapitres d'ouvrages

- Cogniot, G., «Témoignage: les reclassements politiques de 1944 à 1947», *La Revue du Nord*, oct.-déc. 1975, pp. 599-600.
- Dejonghe, E., «Les forces politiques dans le Nord-Pas-de-Calais (1944-47)», *La Revue du Nord*, No 227, oct.-déc. 1975, pp. 519-530.
- Dejonghe, E., «Les houillères à l'épreuve», *La Revue du Nord*, No 227, oct.-déc. 1975, pp. 643-666.
- Delporte, Ch., «Les jeunesses socialistes du Nord et du Pas-de-Calais (1919-1939)», in B. Ménager et al., *Cent ans de socialisme septentrional*, Villeneuve d'Ascq, Centre d'Histoire de la région du Nord («Histoire et littérature régionale»), 1995, pp. 209-226.
- Delporte, Ch., «Le socialisme dans le Nord de la France de Guesde à Mauroy», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, No 43, juill.-sept. 1994, pp. 119-121.
- Demouveau, M., Savoye, F., *La scission du Parti socialiste à Lille-Roubaix-Tourcoing*, Lille, Publications du Centre Régional d'Etudes Historiques, No 8, 1981, 163 p. dactylographiées.
- Frodon, J.-M., «La belle équipe de la mine-musée», *Le Monde*, 2 septembre 1995.
- Hatzfeld, J., «Nord, les socialistes ont mal à leur identité», *Libération*, 15 avril 1992.

- Giblin-Delvallet, B., «Le Nord-Pas-de-Calais», in Y. Lacoste, *Géopolitiques des régions françaises*, Paris, Fayard, 1986, pp. 43-231.
- Hirsch, J.P., «La seule voie possible. Remarques sur les communistes du Nord et du Pas-de-Calais de la Libération aux grèves de novembre 1947», *La Revue du Nord*, No 277, oct.-déc. 1975, pp. 563-578.
- Laurent, D., «Sur l'épuration dans le Nord et le Pas-de-Calais», *La Revue du Nord*, Juill.-sept. 1975, pp. 365-378.
- Marlière, Ph., «La mine et le Parti: souvenirs politiques de Maxime Regola, socialiste carmausin», *Le Bulletin du Centre Guy Mollet*, No 31, sept. 1998, pp. 66-77.
- Marlière, Ph., «Les affinités répulsives: le Parti communiste dans la mémoire des militants socialistes du Nord/Pas-de-Calais», in B. Ménager et al. (eds), *Cent ans de socialisme septentrional*, Villeneuve d'Ascq, Centre d'Histoire de la région du Nord («Histoire et littérature régionale»), 1995, pp. 331-342.
- Olivier, L., «La Fédération socialiste du Nord 1944-1969» in «Tendances et courants 1905-1969: grandeur ou misère socialiste?», *Cahier et Revue de l'OURS*, No 2 (nouvelle série), 1994, pp. 75-86.
- Pambenel (collectif), «Comment peut-on être midi-pyrénéen?», in Y. Lacoste (ed), *Géopolitique des régions françaises*, Paris, Fayard, 1986, Tome I, pp. 1117-1341.
- Perrier, J.-L., «Le Tarn préserve une histoire pleinement ouvrière», *Le Monde*, 2 sept. 1995.
- Rousseau, N., «Opération Germinal», *Le Nouvel observateur*, 10-16 déc. 1992, pp. 144-45.
- Segond, A., «Les communistes et la Libération. Etude de la presse clandestine, 1941-août 1994», *La Revue du Nord*, juill.-sept. 1975, pp. 329-346.
- Schwartz O., «Sur le rapport des ouvriers du Nord à la politique», *Politix*, No 13, 1991, pp. 79-86.
- Trempé, R., «L'apport de Jaurès au mouvement ouvrier», *Cahiers du communisme*, Nos 7-8, juill.-août 1994, pp. 66-76.
- Trempé, R., Boscus, A., «Les premiers congés payés à Decazeville et à Mazamet», *Le Mouvement social*, No 150, janv.-mars 1990, No 150, pp. 65-77.

- Vareilles, J., «Souvenirs de la résistance. L'assassinat de Bouloc à Carmaux, le jeudi 18 mai 1994», *La Revue du Tarn*, No 106, été 1982, 179-183.
- Wagon, C., «Transformations de l'identité régionale nordiste (1955-1985)», *Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie (CLES)*, No 11, 1988, pp. 3-9.
- Wolf, M., «Les fédérations socialistes face aux difficultés de l'unité ouvrière», *La Revue du Nord*, No 277, oct.-déc. 1975, pp. 579-593.

### 3. Spectacle «Ils ont tué Jaurès!» (Carmaux, août 1994)

- Association Pays de Jaurès, «Ils ont tué Jaurès ! 1914-1994» (Programme du spectacle), 1994, 88 p.
- Becker, J.-J., «Le socialisme rallié sur la tombe de Jaurès», *Le Monde*, 23 juill. 1994.
- Charbonnières, M., «L'histoire rattrapée par le spectacle», *Le Figaro*, 24 juill. 1994.
- Colvert, L., «Carmaux pour le dire», *Le Canard enchaîné*, 3 août 1994.
- Dubois, J.-P., «Ils vont ressusciter Jaurès», *Le Nouvel observateur*, 21-27 juill. 1994.
- Droit, R.-P., «Jaurès entre lumière et ténèbres», *Le Monde des livres*, 29 juill. 1994.
- Goulesque, J., «Merci Carmaux, merci Jaurès», *La Dépêche du midi*, 16 août 1994.
- Goulesque, J., «Discours à l'occasion de l'inauguration de l'exposition Jaurès au Centre culturel de Carmaux», 1994, 6 p. dactylographiées.
- Lafosse, L., «Deux siècles de mines dans le Tarn», *La Tribune*, 25 novembre 1997.
- Lafosse, L., «Un milliard de francs pour reconvertir le bassin tarnais», *La Tribune*, 25 novembre 1997.
- Halimi, S., «La tranquillité perturbée de Jean Jaurès», *Le Monde diplomatique*, sept. 1994.
- La Dépêche du midi, «Jean Jaurès, l'étendard de la pensée» (No spécial), août 1994.

- La Dépêche du Midi, «Jaurès ... malgré l'orage !», 1er août 1994.
- La Dépêche du Midi, «*Ils ont tué Jaurès. Jamais l'idéal ne peut mourir*», 31 juill. 1994.
- La Dépêche du midi, «Jean, "Le Gamin", refait pour Jaurès les gestes du verrier», *La Dépêche du Midi*, 31 juill. 1994.
- La Dépêche du midi, «Les visages de la Découverte», 31 juill. 1994.
- Le Journal du Ségala et du Carmausin, «L'épopée de Jaurès en Ségala-Carmausin», No 14, juill.-août-sept. 1994.
- Le Tarn libre, «*Ils ont tué Jaurès: superbe !*», 5 août 1994.
- L'Humanité, «65 articles de Jaurès» (No Spécial), 18 avril 1994.
- Libération, «Sept jours pour faire revivre Jaurès et Carmaux», 30-31 juill. 1994.
- Luz, «Ils ont tué Jaurès, mais raté Quilès !», *Charlie hebdo*, 10 août 1994.
- Pottrain, M., «Il y a 80 ans, le 31 juillet 1914: ils ont tué Jaurès !», *Nord demain*, pp. 20-23.
- Quilès, P., «L'espoir plus que jamais...», in Association Pays de Jaurès, *Ils ont tué Jaurès!*, 1994.
- Rollat, Alain, «Références», *Le Monde*, 30 juill. 1994.
- Rotary-Club de Carmaux, «Jean Jaurès ... pour mémoire», 1981, 23 p. dactylographiées.
- Schneider, V., «Sept jours pour faire revivre Jaurès et Carmaux», *Libération*, 30-31 juill. 1994.
- Uguet, E., «Jaurès et les socialistes», *Le Figaro-Magazine*, 27 août 1994.
- Vendredi, «En son pays, Jean Jaurès», 15 avril 1994.
- Vendredi, «Ils n'ont pas pu tuer Jaurès», No 235, 1er juill. 1994.

## V. Presse et ouvrages édités par le Parti socialiste et organisations affiliées - ouvrages publiés par des personnalités socialistes

### 1. Ouvrages

- Compère-Morel (ed), *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière*, Paris, A. Quillet éd., 1913.
- Bernstein, E., *Les présupposés du socialisme*, Paris, Seuil, 1974.
- Blum, L., *A l'échelle humaine*, in *L'Oeuvre de Léon Blum*, Paris, Albin Michel, 1955.
- Déat, M., et al., *Néo-socialisme? Ordre, autorité, nation*, Paris Grasset, 1933.
- Fabius, L., *C'est en allant vers la mer*, Paris, Seuil, 1990.
- Mauroy, P., *Héritiers de l'avenir*, Paris, Stock («Le Livre de poche»), 1977.
- Mitterrand, F., *Mémoires interrompues*, Paris, Ed. Odile Jacob, 1996.
- Mitterrand, F., *Mémoire à deux voix*, Paris, Ed. Odile Jacob, 1995.
- Mitterrand, F., *L'Abeille et l'architecte*, Paris, Flammarion, 1978.
- Mitterrand, F., *La Paille et le grain*, Paris, Flammarion, 1975.
- Zevaès, A., *De l'introduction du marxisme en France*, Paris Librairie Marcel Rivière, 1947.

### 2. Articles et brochures de propagande

- Association pour la Fondation du Mouvement Ouvrier, *L'Internationale. Premier Centenaire*, 1986, 20 p.
- Blum, L., «Pour être socialiste», in *Pages socialistes* Paris, No 2, 1945, 32 p.
- Cahiers de l'OURS, «Le premier voyage d'une délégation socialiste en Union Soviétique», No 182, juill.-août 1988, pp. 35-40.
- Cépède, D., «Leçons pour le présent», in «Histoire du parti socialiste SFIO. Quatorzième partie. La leçon de l'exercice du

pouvoir (1936-1937)», *Cahier et Revue de l'OURS*, No 80, mai 1977, pp. 62-66.

- Coopérative de l'Union de Lille, *La coopération et ses bienfaits*, Lille, 1900, 15 p.

- Coquart, A., «Roger Salengro ou l'exercice du pouvoir», 1956, Edité par la section lilloise du Parti socialiste, 48 p.

- Cordonnier, D., «Roger Salengro», Lille, non daté, 56 p.

- Fondation Guy Mollet, «Témoignages et débats autour de Guy Mollet», 1986, 48 p.

- Guidoni, P., «L'avenir a trente ans», *Recherche socialiste*, No 7, juin 1999, pp. 7-12.

- Guidoni, P., «Editorial», *Recherche socialiste*, No 7, juin 1999, pp. 3-5.

- Jospin, L., «Rénovation de la social-démocratie: l'expérience française», *La Revue socialiste*, No 1, printemps 1999, pp. 32-48.

- Jospin, L., «Intervention de Monsieur Lionel Jospin, Premier Ministre», Université d'Eté du Parti socialiste à la Rochelle, 30 août 1998, document dactylographié, Parti socialiste, 1998.

- Lefebvre, D., «Jalons pour une histoire de l'OURS», *Recherche socialiste*, No 7, juin 1999, pp. 13-33.

- Lefebvre, D., «Emile Noël, le très discret secrétaire de l'Europe», *Le Bulletin du Centre Guy Mollet*, No 28, décembre 1996, pp. 16-23.

- Lefebvre, D., «Pierre Rimbert (1909-1991), itinéraire», numéro spécial «Pierre Rimbert, 1909-1991. Une vie pour le mouvement ouvrier», *Cahier et Revue de l'OURS*, No 208, nov.-déc. 1992, pp. 1-3.

- Lefebvre, D., «Quelques petites réflexions sur l'OURS», 20 juill. 1995, 4 feuillets dactylographiés.

- Lefebvre, D., «Socialistes: le choix de la République», *Nord-Demain*, nov. No 209, déc. 1994, pp. 27-30.

- Lefebvre, D., «Le Parti socialiste et la reconstruction de l'Internationale», *La Nouvelle revue socialiste*, juin 1991, pp. 187-201.

- Le Poing et la rose, *Un nouvel horizon*, No 135, janv. 1992, 111 p.

- Mexandeau, L., «Il y a 120 ans, la Commune», *La Nouvelle revue socialiste*, juin 1991, pp. 179-185.



- Nord Demain, «Hommage des socialistes du Nord», No 215, janv.-fév. 1996.
- Nord demain, «Succès du banquet de la mémoire», No 214, déc. 1995.
- Nord demain, «Jules Guesde. L'apôtre du socialisme», No 205, avril 1994.
- OURS, «Tendances et courants 1905-1969: grandeur ou misère socialiste?», *Cahier et Revue de l'OURS*, no 2 (nouvelle série), 1994.
- Parti Ouvrier Français, «Les Deux méthodes. Conférence par Jean Jaurès et Jules Guesde», Bibliothèque du POF, Lille, 1900, 15 p.
- Parti socialiste, Secrétariat national à la Formation, «Guide de l'adhérent», Paris, Presses du PS, 1996.
- Parti socialiste, «Léon Blum au congrès de Tours», Paris, PS (Secrétariat national à la communication), 1990.
- Parti socialiste, «Statuts. Règlement intérieur. Parti socialiste», avril 1987.
- Parti socialiste, «Statuts. Règlement intérieur», Supplément à PS Info, No 331, 11 juill. 1987.
- Parti socialiste, *Projet socialiste pour la France des années 80*, Paris, Club socialiste du livre, 1980.
- Parti socialiste, *Changer la vie. Programme de gouvernement du Parti socialiste*, Paris, Flammarion, 1972.
- Parti socialiste, *Histoire du mouvement socialiste*, non daté.
- Parti socialiste, «Cinq clefs pour les nouveaux adhérents», non daté.
- Rimbert, P., «Remarques critiques», in «Histoire du parti socialiste SFIO. Quatorzième partie. La leçon de l'exercice du pouvoir (1936-1937)», *Cahier et Revue de l'OURS*, No 80, mai 1977, pp. 29-61.
- Salengro, R., «Le coup d'Hindenburg», Parti socialiste, section de Lille, non daté, 24 p.
- Vendredi, «Mémorial pour François Mitterrand», 10 mai 1996.
- Vendredi, «Adieu» (No spécial à l'occasion de la mort de F. Mitterrand), No 268, 12 janvier 1996.
- Vendredi, «Le nouvel horizon», No 126, 20 déc. 1991.
- Vendredi, «Le Congrès du Projet», No 126 (suppl.), 20 déc. 1991.

- Verdier, R., «Le Front populaire, une révolution culturelle», *Vendredi*, No 283, 3 mai 1996, pp. 6-7.
- Weber, H., «Parti socialiste et *New Labour* britannique: convergences et divergences», *La Revue socialiste*, No 1, printemps 1999, pp. 18-31.











